





HISTOIRE

DU

CONCILE DU VATICAN

DEPUIS SA PREMIÈRE ANNONCE

JUSQU'A SA PROROGATION

第 二 卷

第 一 册

HISTOIRE
DU
CONCILE DU VATICAN

DEPUIS SA PREMIÈRE ANNONCE

JUSQU'A SA PROROGATION

D'APRÈS LES DOCUMENTS AUTHENTIQUES

Ouvrage du P. Théodore GRANDERATH, S. J.

ÉDITÉ PAR

Le P. Conrad KIRCH, S. J.

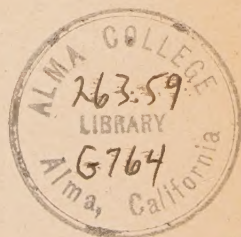
et traduit de l'Allemand par des religieux de la même Compagnie

TOME DEUXIÈME :

L'Ouverture du Concile et les trois premières Sessions

BRUXELLES
LIBRAIRIE ALBERT DEWIT
Rue Royale, 53

1908





Digitized by the Internet Archive
in 2026

LIVRE PREMIER

Depuis l'ouverture du Concile
jusqu'au
décret du 20 février sur l'ordre des travaux

CHAPITRE PREMIER

L'arrivée des Pères à Rome et la réunion présynodale

Aux premiers jours de décembre 1869, l'aspect de la Ville éternelle annonçait qu'un grand événement s'y préparait. Elle recevait dans ses murs des centaines de princes de l'Eglise, de toute nation, de tout pays, de toute langue, et chaque jour lui en amenait de nouveaux. Plusieurs milliers de fidèles, appartenant à tous les peuples et à toutes les conditions, se pressaient dans ses rues, attirés par le spectacle unique qui allait se dérouler devant eux sous les voûtes de Saint-Pierre, le jour de l'Immaculée-Conception de la Mère de Dieu.

Pendant les neuf jours qui précédèrent, des prières publiques furent récitées dans toutes les églises de Rome et, dans vingt-deux d'entre elles, des cérémonies religieuses eurent lieu du premier au deuxième dimanche d'Avent. Dans les basiliques de Saint-Pierre, de Latran, de Sainte-Marie-Majeure, de Sainte-Croix, les reliques insignes conservées dans ces sanctuaires furent exposées à la dévotion des fidèles, et toute la journée, les pèlerins se suivirent d'une église à l'autre (1).

1) CIVILTA CATTOLICA, ser. VII, vol. 8, p. 739. — Cf. C. V. 1312, d. sqq.

A la gare, les Pères du Concile étaient reçus, à leur arrivée, par la commission que le Pape avait chargée du soin de les loger (1). //

Sur les logements des Pères, nous avons d'un correspondant des *Stimmen aus Maria-Laach* à Rome des renseignements précis (2) : « Les évêques appartenant à des ordres religieux se retirent la plupart dans les couvents de leur ordre. Plusieurs logent dans les séminaires, collèges et autres instituts dont Rome abonde. Même des monastères de femmes, tels que les Oblates de la Torre dei Specchi, les filles de Sainte-Françoise Romaine, les Bénédictines de Sainte-Marie au Champ de Mars, ont offert au Saint-Père leurs chambres disponibles. Plusieurs riches particuliers ont également mis à sa disposition leurs palais, en tout ou en partie; le prince Torlonia, son palais près de Scossa-Cavalli avec des appartements pour huit évêques; le prince Camille Massimo, sa villa près des Thermes de Dioclétien pour six évêques; le duc Salviati, une partie de son palais pour deux évêques; le duc Grazioli sa Villa al Macao. D'autres s'engagent à héberger à leurs propres frais un ou plusieurs évêques : tels le prince Lancellotti, l'ordre de Malte, le prince Orsini, Dona Teresa Colonna, M. Sauve, propriétaire de l'hôtel de la Minerve, etc.

Mais, en raison du grand nombre de prélats, le Pape dut, malgré le généreux empressement des Romains, se pourvoir encore de nombreux logements et se charger des frais d'un loyer toujours élevé. Ce seul détail comportait déjà une énorme dépense. Par ordre de Sa Sainteté, la Cano-

(1) Le cardinal Antonelli mande, le 18 janvier 1869, à M^{re} Jean Simeoni, le futur cardinal secrétaire d'Etat et préfet de la Propagande, que le Saint-Père avait l'intention de créer une Commission chargée du logement et de la réception des Pères. M^{re} Simeoni en était nommé président; les membres étaient M^{res} Achille M. Apollony, Jacques Gallo, César Prosperi-Buzi, Louis Macchi et le chanoine Henri Folchi.

(2) Nouvelle série, fasc. VI (1870), p. 185.

nica Vaticana et le palais apostolique du Quirinal furent aménagés pour recevoir celui-ci dix-huit, celui là trente et un évêques. Il fallut louer la maison Cartoni, près de S. Giorgio in Velabro, qui reçut onze prélats ; le palais Caldelari, près de Saint-Celse, huit prélats ; le palais Gabrieli, quatre ; la maison Luzzi, sur la Piazza Pia, fut destinée au secrétaire du concile, M^{sr} Fessler ; de même la maison des Lazaristes, sur le mont Citorio, fut aménagée de façon à recevoir un assez grand nombre d'évêques. Tous les prélats logés dans ces différents locaux y sont entretenus aux frais du Saint-Père. Le Pape s'était encore pourvu de beaucoup d'autres habitations épiscopales, comme la maison des Converties, le généralat des Dominicains, // les couvents de Saint-Chrysogone, de Saint-Bernard, des Douze-Apôtres, le Saint-Office, Sainte-Marie de Posterula, Sainte-Madeleine, la maison des Servites, Sainte-Marie in Via, le couvent de Sainte-Dorothée, Sainte-Marie in Monticelli, les Benfratelli de l'île du Tibre, le couvent Saint-Augustin, la maison des Hiéronymites de la Charité, la maison de 'Scolopi, près S. Lorenzo, de Saint-Jérôme des Esclavons, le couvent de Saint-Barthélemy de l'île, de Saint-Onuphre et, en outre, trente-deux maisons particulières, louées à des prix élevés, comme bien on pense. »

D'après les listes officielles, le chiffre des prélats logés et entretenus aux frais du Pape, s'élevait à environ cent quatre-vingts. Il y avait parmi eux cinquante évêques des rites orientaux et plus de vingt vicaires apostoliques ; mais aussi des évêques de l'Occident, plus de cent, la plupart des Etats Romains et de la Sicile, et qui s'étaient vu supprimer leur traitement en tout ou en partie. Le Pape s'occupait encore du logement d'environ quatre-vingts autres prélats, surtout de ceux qui arrivaient de régions éloignées.

Le 2 décembre, le Saint-Père avait fait annoncer une séance préliminaire dans la chapelle Sixtine ; il s'agissait de

nommer les dignitaires du concile, de leur faire prêter serment et de donner une vue d'ensemble sur les travaux des Pères. Les prélats déjà à Rome reçurent chacun une invitation. Environ cinq cents furent présents. La chapelle était disposée de façon que tout le monde y fût à l'aise. Les cardinaux-évêques et prêtres siégèrent à droite, les cardinaux-diacres à gauche du trône pontifical, placé du côté de l'Evangile près de l'autel. Vis-à-vis, du côté de l'Epître, les sièges des patriarches, des primats et des archevêques ; enfin, sur les banes faisant face à l'autel, les évêques, les abbés et les généraux d'Ordres. Quand le Pape fit son entrée, tout le monde se mit à genoux pour recevoir sa bénédiction ; seuls, les cardinaux la reçurent debout. Le Saint-Père gravit alors les degrés du trône et adressa un discours à l'assemblée.

Après avoir, en peu de mots, indiqué le but du concile et celui de la présente réunion, il parla de la consolation et de la joie qui remplissaient son cœur à la vue des pasteurs de l'Eglise si intimement unis à lui et dans un but si élevé. C'était cette union qu'il leur recommandait surtout, en leur rappelant celle des apôtres avec le Christ. // En même temps qu'il leur décrivait ainsi le prix de l'union de tous, il leur montrait les obstacles qui se dresseraient devant eux : « Des disputes et des conflits, disait-il, nous en aurons infailliblement à subir, et l'ennemi, qui ne demande qu'à semer la zizanie avec le bon grain, ne se donnera point de repos ; cependant souvenons-nous de la force et de la persévérance des apôtres, qui reçurent cet éloge du Maître : « Vous m'êtes restés fidèles dans mes tribulations (1) » ; souvenons-nous de la sentence du Sauveur : « Qui n'est pas avec moi est contre moi (2). »

« Souvenons-nous enfin de notre devoir et mettons toute l'application possible à suivre le Christ par une foi

(1) S. Luc, XXII, 28.

(2) S. Matth., XII, 30.

inébranlable et des sentiments invariables, et à lui rester étroitement attachés. Telle est, en effet, notre situation que, depuis longtemps nous bataillons contre les ennemis les plus rusés et les plus cruels. Nous devons, vénérables Frères, nous servir des armes spirituelles de notre milice, et pleins de confiance dans les promesses divines, avec le bouclier de l'amour, de la patience, de la prière et de la douceur, soutenir tout le choc du combat. Nous n'avons donc nullement à craindre de voir les forces nous manquer dans la lutte, si nous tournons nos yeux et nos cœurs vers l'Auteur et le Gardien de notre foi. »

Le Saint-Père rappelle l'exemple des Apôtres qui puisaient, dans un regard jeté sur le Sauveur, une force invincible pour leurs luttes, et recommande encore une fois d'être fidèles au précepte de Jésus-Christ, en restant bien unis : « N'ayez tous qu'une âme et un cœur en Jésus-Christ, Notre Seigneur. » Des souhaits de bénédictions pour les Pères et leurs travaux forment la péroraison du discours.

Les deux plus âgés des cardinaux-diacres, Antonelli et Grassellini, se placèrent alors aux deux côtés du Pape, et le cardinal Clarelli, secrétaire des Brefs, proclama au nom du Pape les noms des cinq cardinaux qui devaient présider aux congrégations générales, ainsi que les noms des principaux officiers du concile.

Les cinq présidents nommés étaient : le cardinal Charles de Reisach, le cardinal Antoninus de Luca, le cardinal Joseph Andréas Bizzarri, le cardinal Louis Bilio, le cardinal Annibal Capalti //.

Comme custodes généraux du concile furent nommés les princes Jean Colonna et Dominique Orsini.

Secrétaire du concile, M^{gr} Joseph Fessler, évêque de Saint-Hippolyte (Saint-Pölten); sous-secrétaire, M^{gr} Louis Jacobini. Deux aides leur furent adjoints : les chanoines Camille Santori et Ange Jacobini.

Les notaires du concile étaient les protonotaires apostoliques, Luc Pacifici, Louis Colombo, Jean Simeoni, Louis Pericoli, Dominique Bartolini. Ils avaient pour aides les deux avocats Salvator Pallottini et François Santi.

Louis Sérafini, François Nardi, Louis Pellegrini, Léonard Dialti, Charles Christofori, Alexandre Montani, Frédéric de Falloux du Condray, Laurent Nina, furent désignés pour recueillir les voix.

Promoteurs du concile : Jean-Baptiste de Dominicis-Tosti et Philippe Ralli.

Maîtres des cérémonies du concile : Louis Ferrari, préfet; Pie Martinucci, Camille Balestra, Remi Ricci, Joseph Ragnoli, Pierre-Joseph Rinaldi-Bucci, Antoine Cataldi, Alexandre Tortoli, Augustin Accoramboni, Louis Sinistri, François Riggi, Antoine Gattoni, Balthazar Baccinetti, César Togni, Roch Massi.

Pour indiquer les places : Henri Folchi, préfet; Louis Naselli, Edmond Stonor, Paul Bastide, Louis Pallotti, Scipion Perilli, Gustave Gallot, François Regnani, Nicolas Vorsak, Philippe Silvestri.

Après que toutes les nominations eurent été proclamées et que le Pape eut donné la bénédiction, un maître des cérémonies conduisit le prince Orsini vers le trône papal. Après avoir baisé le pied du Saint-Père, il prit sa place sur les degrés du trône comme assistant au trône. Puis on amena les officiers nommés; ils se mirent à genoux en demi-cercle autour du trône et le sous-secrétaire du concile, M^{re} Louis Jacobini, prononça au nom de tous la formule du serment. En voici les termes : « Nous, officiers du concile œcuménique du Vatican, élus par Sa Sainteté, nous promettons et jurons sur les Saints Evangiles de Dieu, de remplir fidèlement la charge imposée à chacun de nous, et de ne point révéler ultérieurement, ni communiquer à un étranger au dit concile ce qui aura été soumis à l'examen du concile, non plus que les

discussions et les opinions des particuliers // mais de garder sur toutes ces choses, comme aussi sur toutes autres qui nous seraient spécialement confiées, un silence fidèle et absolu ».

Ce serment fut prêté par tous, à l'exception des eustodes, qui n'étaient pas, à proprement parler, des officiers du concile, et du secrétaire, qui était évêque; pour les évêques, l'ordre du Pape de garder le secret suffisait. On plaça l'Evangile sur les genoux du Saint-Père, et deux cardinaux le maintenaient; chaque dignitaire s'avança alors pour prêter serment, plaçant la main droite sur le livre, en disant : Et moi, N. N.,... (indication de la dignité), du saint concile, j'atteste, je promets et je jure, comme il est contenu dans la précédente formule; qu'ainsi Dieu me soit en aide et ce saint Evangile de Dieu ». Lorsque tous eurent prêté le serment, le Saint-Père, après une courte prière, quitta la chapelle. Les maîtres des cérémonies distribuèrent ensuite à tous les Pères, le discours prononcé par le Pape et la lettre apostolique *Multiplies inter* qui contenait l'ordre à observer dans le concile.

Le soir du même jour les sténographes du concile prêtaient serment entre les mains du secrétaire du concile, dans sa chapelle privée. Voici les noms des sténographes nommés, soit des collèges de la ville, soit des différentes nations : Virginius Marchese, de Turin, professeur et chef des sténographes. Du séminaire romain : Antoine Cani, d'Imola; Paul Leva, de Rome; Jules Tonti, de Rome. Du séminaire Pie : Pierre Capponi, d'Ascoli (Piceno); Alexandre Orsini, de Todi; Alexandre Volpini, de Montefiascone. Du collège Capranique : Charles Zei, de Florence; Jean Zonghi, de Fabriano. Du collège français : Henri Bougouin, du diocèse de Poitiers; Gustave de Dartein, de Strasbourg; Léon Dehon, de Soissons; Joseph Dugas, de Lyon. Du collège allemand et hongrois : Denys Delanca, de Trente; Paul Gierich, de Breslau; Dominique Hengesch, de Luxembourg; Jean-Baptiste Huber, de Munich. Du collège anglais : Samuel Allen, de Shrewsbury; James

Guiron, de Westminster. Du collège irlandais : Patrice Tynan, de Dublin; Michel Hyggins, de Cløyne. Du collège de l'Amérique du Nord : Théodore Metcalf, de Boston; Pierre Geyer, de Cincinnati. Du collège écossais : Enée Mac Farlane, du Vicariat apostolique d'Ecosse-Ouest (1) //.

Il faut signaler ici l'art et le talent avec lesquels les sténographes s'acquittèrent de leur travail. Il fut si consciencieux qu'il excluait pour ainsi dire la possibilité même d'une faute dans la notation (2).

Les vingt-trois sténographes furent divisés en deux groupes : une section principale (turno principale) et une section de contrôle (turno di riscontro). La première avait pour mission de sténographier les discours et de les transcrire ensuite en écriture courante, tandis que les seconds sténographiaient les mêmes discours, mais remettaient leurs sténogrammes à la section principale, qui vérifiait ainsi, avec cette seconde édition, les doutes sur sa propre rédaction. Mais, au témoignage d'un sténographe, on eut rarement à recourir à cette deuxième édition (3). La section principale comptait dix-huit sténographes, la section auxiliaire, cinq, auxquels se joignait le professeur de sténographie, M^{re} Marchese.

(1) C. V. 25 a. — CIVILTA CATTOLICA, *loc. cit.* p. 740 et suiv.

(2) Nous tenons ce détail de la bouche d'un sténographe du concile encore vivant aujourd'hui. A rapprocher aussi le jugement donné par un sténographe allemand, pendant le concile; cf. SCREEBEN, *Das ökumenische Konzil vom Jahre 1869*, I, 388 f. — SIMONET, *Katholische Schweizerblätter*, 1899, P. 47, sqq.

(3) Le 7 décembre, les présidents du concile avaient tenu une séance afin de régler plus nettement les travaux que les congrégations générales devaient entreprendre. Suivant un protocole de cette séance, que nous avons sous les yeux, la première résolution prise fut que les discours des Pères, sténographiés dans les congrégations générales, seraient immédiatement traduits en écriture courante et remis aux orateurs qui les reviseraient avant de les classer dans les Actes du concile : « *In primo luogo giudicarono giusto e conveniente, che i Padri, i quali avessero pronunziato un discorso sopra qualsiasi oggetto proposto alla loro deliberazione, possono rivederne la trascrizione fatta dagli stenografi, prima ch'è venga inscritto negli atti del concilio. Per la qual cosa ordinarono, che il segretario del concilio debba comunicare a quei Padri, che lessero il loro discorso, qualora lo richieggano, quanto fu dagli stenografi trascritto.* »

Les dix-huit sténographes de la section principale se divisaient en neuf groupes de deux, dont chacun à son tour sténographiait pendant cinq minutes; ce qui faisait en tout trois quarts d'heure, quand le premier groupe reprenait.

Lorsqu'un groupe commençait, un des deux écrivait dès le commencement du discours. Quand il avait écrit un bout de phrase (cinq mots), le second commençait en prononçant le mot par lequel il commençait. Le premier, dès lors, s'arrêtait, complétait tranquillement sa phrase jusqu'au mot indiqué par le second, // puis reprenait l'écriture en alinéa sur les étroites bandes de papier réglé dont se servaient les sténographes. Il donnait au second le mot par lequel il commençait, celui-ci s'arrêtait et complétait à son tour sa phrase. Un moment après, il reprenait à un mot qu'il indiquait au premier. Et ainsi de suite pendant cinq minutes, après quoi, ils quittaient la salle des séances, et se rendaient dans un local séparé par une simple cloison, pour rédiger en écriture courante ce qu'ils avaient sténographié. Entre-temps, le second groupe de la section principale sténographiait la suite du discours; il avait commencé à écrire avant que le premier n'eût cessé. Après les cinq minutes, il quittait également la salle, traduisait son sténogramme, tandis que les autres groupes se succédaient de la même manière. A la fin de la séance, ou quelques minutes plus tard, tous les discours se trouvaient rédigés en écriture courante et chaque orateur pouvait se relire et se corriger (1).

La section de contrôle était aussi divisée en groupes de deux. Ces groupes se remplaçaient à l'écriture comme ceux de la section principale, avec cette différence toutefois qu'un

(1) Au témoignage du directeur des sténographes, M^{re} Marchese (SIMONET, *ibid.* p. 46), les évêques qui avaient prononcé un discours au commencement d'une séance auraient revisé leurs paroles déjà pendant la séance même, ou immédiatement après. Plus tard, le secrétaire du concile, M^{re} Fessler, aurait retenu les manuscrits et les aurait remis à la députation compétente, d'où il suit, sans doute, que les orateurs n'auraient plus été à même de relire leurs discours.

groupe ne cessait d'écrire qu'après une demi-heure et non point après cinq minutes. Ils n'avaient pas à traduire leurs sténogrammes, cette besogne incombait à la section principale dont chaque groupe, en quittant la salle, emportait ce qui avait été écrit pendant les cinq minutes par le groupe auxiliaire, pour comparer au besoin les deux versions.

Ainsi donc, aucun sténogramme ne comprenait le texte entier ou même une notable partie d'un discours; mais pour lire le fragment prononcé pendant que l'un des groupes écrivait, il fallait juxtaposer le manuscrit des deux écrivains. // Il en résultait cependant deux éditions complètes de chaque discours, celle de la section principale et celle de la section secondaire. Ces deux exemplaires sténographiés sont conservés aux archives avec la rédaction faite par les sténographes pendant la séance même.

Il semble que les Pères se souciaient peu de relire une dernière fois leurs paroles dans le compte rendu sténographique. Plus fréquente dans les commencements, la chose devint de plus en plus rare. Pour beaucoup, c'eût été besogne par trop pénible de se remettre à leurs discours après des séances d'environ quatre heures. D'aucuns peut-être ignoraient aussi qu'ils pouvaient se relire et se corriger. Nous avons trouvé dans les archives le texte d'un discours du cardinal Rauscher, envoyé au secrétaire avec une note priant de vouloir bien insérer le discours aux actes du concile. Son expérience des assemblées lui montrait le peu de confiance qu'inspiraient les comptes rendus des sténographes. D'où l'on peut conclure que le cardinal ne connaissait pas la possibilité pour lui de se relire et de se corriger au besoin. Mais la défiance à l'égard des sténographes du concile, comparés à ceux des Parlements, n'était pas fondée. L'exactitude de leurs notations a été suffisamment prouvée. Le cardinal Mathieu, de Besançon, a affirmé que leurs sténogrammes étaient la photographie même des discours, et le cardinal

de Bonnechose leur donne le pas sur les sténogrammes du Sénat français. M^{sr} Marchese, qui pendant quinze ans a appartenu au corps des sténographes au Parlement de Sardaigne, affirme que les notes sténographiques de ses élèves surpassent en exactitude celles des Parlements de Sardaigne et de France (1).

Les talents supérieurs, la formation, le travail consciencieux des jeunes gens choisis comme sténographes, le sérieux de leur préparation et la méthode suivie dans leur besogne, excluaient pour ainsi dire la possibilité d'erreur. Nous nous sommes donné la peine de comparer quelques passages pris au hasard dans les comptes rendus sténographiés, avec les discours qui ont été publiés. // Dans l'exorde du discours de M^{sr} Darboy, au 20 mai, publié par Friedrich (2), les deux premiers paragraphes des sténographes ne diffèrent pas d'une syllabe de ceux du discours. Au troisième alinéa, le sténographe a écrit *consequentiaæ practicaæ* tandis que Friedrich met le singulier *consequentia practica*. Les deux s'accordent avec le contexte et il se peut que l'orateur ayant écrit le singulier, ait mis le pluriel en parlant. Au quatrième alinéa, le sténogramme donne l'accusatif *paucas propositiones*, le texte de Friedrich, *paucæ propositiones*; ce qui évidemment est une faute d'impression, car il est certain que l'orateur a dit ce que porte le sténogramme. Les différences sont plus accentuées en d'autres discours, par exemple, le discours sténographié de l'archevêque Simors, est tout autre que dans le manuscrit que nous avons sous nos yeux. Il aura sans doute écrit d'une façon et parlé d'une autre. Nous reviendrons plus tard sur le discours sténographié de l'archevêque arménien M^{sr} Casangian.

(1) SIMONET, *ibid.*, p. 62.

(2) *Documenta Concilium Vatic. illustrantia*, II, 115 sqq.

CHAPITRE II.

Ouverture du concile. Première session.

Le 7 décembre, veille du jour d'ouverture, Rome se prépara par le jeûne et l'abstinence pour le grand jour. A midi, le canon du château Saint-Ange annonça l'approche de la fête et les cloches de toutes les églises de la ville sonnèrent, pendant une heure, leur carillon joyeux (1).

C'était aussi le dernier jour de la neuvaine faite dans toutes les églises de Rome. Le Pape lui-même voulut assister à la clôture dans l'église des Douze-Apôtres, où la célébration de la neuvaine avait été particulièrement remarquable. Toutes les rues que devait traverser le cortège papal depuis le Vatican jusqu'à l'église, regorgeaient de monde longtemps à l'avance. Les étrangers surtout s'y pressaient, pour voir à cette occasion le Pape et recevoir sa bénédiction.

Lorsque le Saint-Père parut, ce furent dans tout le parcours, mais surtout sur la place de l'église des Douze-Apôtres, des acclamations enthousiastes où dominaient les souhaits de bénédictions pour la solennelle assemblée de l'Eglise, qui devait se réunir le lendemain matin. La basilique était remplie. Dans une des tribunes intérieures avaient pris place la famille royale de Naples, // l'impératrice Elisabeth d'Autriche,

(1) C. V. 1313 b.

la reine Olga de Wurtemberg, et le grand duc de Toscane. Cinquante mille personnes environ qui ne pouvaient trouver place à l'intérieur de l'édifice durent attendre à l'extérieur la sortie du Pape, et les acclamations alors recommencèrent à l'envi (1).

L'aurore du lendemain fut saluée par le grondement des canons du château Saint-Ange. Bientôt on se porta vers Saint-Pierre; et déjà à 7 heures, la nef centrale de l'immense basilique était remplie de monde, que plusieurs bataillons de soldats placés dans l'allée du milieu, sous le portique et à la *Scala regia*, avaient grand'peine à refouler hors des parties réservées. Et cependant des voitures, à perte de vue, amenaient toujours de nouvelles bandes. Seul le ciel n'était pas de la fête; le temps maussade, annonçait la pluie (2).

La procession qui devait amener les Pères jusqu'au lieu du concile, était fixée à 8 heures 1/2 (3).

Longtemps avant l'heure, on les vit se rendre dans les diverses salles du Vatican qui leur avaient été affectées, pour y revêtir leurs ornements, puis de là dans la grande chapelle en traversant le corridor donnant sur Saint-Pierre. Chaque évêque était accompagné d'un prêtre, il entrait cependant seul à la chapelle, où sa place lui était indiquée. Conformément à la fête du jour, les ornements étaient blancs.

Le Saint-Père apparut à l'heure marquée; il donna la bénédiction en traversant la chapelle, se mit à genoux quelques instants devant l'autel, puis entonna la première strophe de l'hymne *Veni Creator Spiritus*. Le chœur continua et tout le monde se leva pour la procession. A ce moment, les canons du Mont Aventin se mirent à tonner, les cloches de toutes les églises de la ville se mirent en branle, et annoncèrent le

(1) CIVILTA CATTOLICA, *loc. cit.*, p. 741. *The Vatican*, p. 15.

(2) Ibid.

(3) Cf. pour les détails C. V. 27 a. sqq. Plus loin, *Methodus servanda in prima Sessione*, C. V., 699 d. sqq. — CIVILTA CATTOLICA, *loc. cit.*, p. 743 sqq.

commencement du concile, tandis que le cortège des Pères, rejoints par leurs compagnons à la sortie de la chapelle, se déroulait lentement par la *Scala regia* vers le portique de Saint-Pierre et gagnait le dôme, sous lequel des croyants de toute nation et de toute langue s'étouffaient littéralement.

Le clergé de la chapelle papale, les chantres et une partie des dignitaires du concile, marchaient, en longues files, devant les Pères. // Puis venaient les Pères dans l'ordre suivant : les abbés généraux, les abbés *nullius*, et, accompagnés chacun d'un prêtre, les évêques, les archevêques, les primats, les patriarches et les cardinaux. Ils étaient tous revêtus de la chape et, à la sortie de la chapelle, ils prenaient la mitre. Enfin apparaissait le Pape porté sur la *sedia gestatoria*, sous un baldaquin, et entouré d'une élite de hauts dignitaires ecclésiastiques et laïcs. Huit chantres le suivaient qui continuaient l'hymne *Veni Creator*. Derrière venaient, chacun avec le costume de son ordre, les supérieurs généraux d'ordres et de congrégations qui n'étaient pas abbés, et pour clôturer le cortège, tous les employés du concile et les sténographes.

Comme le Très Saint Sacrement avait été exposé sur le maître-autel, au-dessus de la confession de Saint-Pierre, tous se découvrirent la tête en entrant sous le dôme, et les évêques tinrent leur mitre sur la poitrine. Le Pape descendit alors de la chaise à porteurs et traversa à pied et la tête découverte, toute la basilique. ■

On devine avec quel profond respect et quelle curiosité pieuse, la foule serrée des catholiques assistait à ce long cortège de plus de 700 prélats. Quel spectacle, en effet, plus saisissant que ces pasteurs suprêmes d'une Eglise vaste comme le monde, ces princes de l'Eglise appartenant à toutes les nations, et ces successeurs des Apôtres, qui passaient là, et se retrouvaient pour la première fois depuis 300 ans, réunis en assemblée plénière pour discuter et sanctionner les intérêts de l'Eglise de Jésus-Christ. Il y avait là des hommes portant

des noms déjà connus du monde entier, soit par leurs remarquables qualités naturelles ou surnaturelles du cœur et de l'esprit, soit à cause des travaux, des souffrances, des luttes, et des services rendus à l'Eglise et à l'humanité, soit enfin à cause de l'éclat du siège dont ils étaient les titulaires, noms connus, dès longtemps, par la presse et les images, et dès longtemps, l'objet de la vénération publique : un cardinal Rauscher de Vienne, et un archevêque Darboy de Paris, la belle stature du cardinal Schwarzenberg de Prague, le pieux archevêque de Cologne, M^{gr} Melchers, le savant M^{gr} Tizzani, archevêque de Nisibe, qui était aveugle ; l'actif évêque de Mayence, M^{gr} Ketteler, le savant évêque de Saint-Hippolyte, M^{gr} Fessler, que le Pape avait nommé premier secrétaire du concile ; l'illustre écrivain M^{gr} Dupanloup, d'Orléans ; l'évêque de Paderborn, M^{gr} Martin, si connu par ses écrits //, enfin le lutteur intrépide pour les droits de l'Eglise, M^{gr} Senestréy de Ratisbonne. La Belgique se trouvait représentée par M^{gr} Dechamps, archevêque de Malines ; l'Angleterre, par l'illustre M^{gr} Manning, archevêque de Westminster ; Dublin avait envoyé son glorieux cardinal Cullen, et, parmi les autres évêques d'Irlande, le vieil archevêque de Tuam, M^{gr} Mac Hale, attirait tous les regards. Ami et compagnon de guerre d'O' Connel, défenseur du droit, champion de son vieux dialecte menacé de ruine, il était ce « lion de la tribu de Juda », vénéré de tous. Parmi beaucoup d'autres prélats d'Amérique, l'on remarquait les archevêques de Saint-Louis et de Baltimore, M^{gr} Kenrick et M^{gr} Spalding ; M^{gr} Polding, archevêque de Sidney était là, ainsi que M^{gr} Brady, de l'ouest du continent australien. Mais c'étaient les évêques des rites orientaux qui, par leur extérieur étrange, attiraient tout particulièrement les regards : arméniens, bulgares, chaldéens, coptes, maronites, melchites, roumains, ruthènes, syriens ; on les distinguait, dans le long défilé des évêques, à la couleur éclatante et à la

richesse de leurs insignes (1); c'était le témoignage vivant de la catholicité de l'Eglise.

Parmi les membres du concile, il ne manquait pas d'évêques à la physionomie encore jeune et vigoureuse; le plus grand nombre cependant était avancé en âge et plusieurs affaiblis par la vieillesse. Le plus jeune des évêques était M^{gr} Gibbons, actuellement cardinal et archevêque de Baltimore, alors vicaire apostolique de la Caroline du Nord; le plus âgé était l'archevêque de Tuam, M^{gr} Mac Hale. « Le plus jeune des évêques du concile, écrit le premier dans la *North American Review* (2), avait trente-six ans; les trois quarts des prélats en avaient entre cinquante-six et quatre-vingt-dix. La grande majorité avait donc blanchi au service du divin Maître. On voyait tel de ces Pères de l'Eglise plié par l'âge traverser tous les matins la basilique de Saint-Pierre pour se rendre à la salle du concile, appuyé d'une main sur sa canne, de l'autre, sur le bras de son secrétaire. On remarquait même un ou deux évêques aveugles; conduits par leurs serviteurs, ils se rendaient à leur place en tâtonnant, résolus à ce déclin de leur vie à mettre au service de l'Eglise la sagesse de leurs conseils, comme jadis ils lui avaient consacré, dans les travaux apostoliques, les forces de leur âge mûr. // Plusieurs prélats étaient si affaiblis par l'âge et les infirmités et se trouvèrent si épuisés du voyage, qu'ils succombèrent en route, martyrs de l'obéissance et du devoir; d'autres moururent dans la Ville Eternelle ou en retournant dans leur diocèse. » Pour se rendre à Rome, plusieurs avaient eu la moitié du monde à traverser. « En allant au concile, raconte M^{gr} Gibbons (3), dans la traversée sur la Méditerranée de Marseille à Cività Vecchia, je fis la connaissance d'un évêque chinois ;

(1) Impossible d'indiquer le nombre exact des évêques des divers rites grecs et orientaux présents à la première session. Ils étaient 43 (patriarches, archevêques et évêques) à la troisième.

(2) Avril 1894. Cf. *Stimmen aus Maria-Laach*, t. XLVI (1894), p. 573.

(3) *Loc. cit.*, p. 570.

sa physionomie pâle et soucieuse, mélange de tristesse et de bienveillance, ne s'effacera jamais de ma mémoire. Sur ses traits on lisait à la fois ses souffrances, ses privations et sa force d'âme. « Je suis bien content, me disait-il encore sur le bateau, que mon voyage touche à sa fin; arrivé à Rome, j'aurai fait 23,000 milles. » Il lui avait fallu des semaines d'allées et venues à travers la Chine pour atteindre le Yang-tse-Kiang, qu'il avait ensuite descendu jusqu'à son embouchure; de là, il avait atteint, après un long détour, un port français et, finalement, il arrivait de Marseille à Rome. »

Ainsi donc, le 8 décembre, les successeurs des Apôtres, rassemblés du monde entier, se rendirent pour la première fois à la salle du concile. Arrivés devant l'autel sous la coupole de Saint-Pierre, ils faisaient une gémuflexion pour adorer le Très Saint-Sacrement; Pères et officiers du concile tournaient alors à droite vers la salle, où chacun trouvait indiquée la place qui lui était assignée, tandis que les personnes n'ayant aucun office à y remplir prenaient à gauche vers la chapelle des Apôtres Simon et Jude.

Le Pape resta à genoux devant l'autel principal, pendant que le chœur chantait la dernière strophe du *Veni Creator Spiritus*. Après avoir ensuite chanté lui-même les versets et l'oraison, il se rendit à son tour dans la salle du concile.

Cette salle, qui comprend le bras droit de la croix de la vaste basilique vaticane, semble, prise à part de l'ensemble, de dimensions assez restreintes; mais, en fait, elle est si étendue qu'elle constitue à elle seule une grande église; // longue de 46^m60, elle a 23 mètres de large. C'est au comte Virginius Vespignani, un des plus habiles architectes de Rome à cette époque, que revient le mérite d'avoir transformé le bras de la croix en une salle magnifique pour le concile.

Pour cela, il avait élevé une cloison en bois imitant le

marbre et haute de 21 mètres, qui le séparait du reste de la basilique. Les battants de la porte, fermant l'entrée principale qu'il y avait percée, étaient richement décorés ; au-dessus était représenté le Christ, qui semblait adresser aux arrivants ces paroles de salut gravées à ses pieds :

Docete. Omnes. Gentes

**Ecce. Ego. Vobiscum. Sum. Omnibus. Diebus
Usque. Ad. Consummationem. Saeculi.**

A l'intérieur se trouvait, près de cette cloison, un autel tout simple, dont le dos était tourné vers l'entrée. Six candélabres, une croix de prix au milieu, et aux deux côtés, de petites statues des deux princes des Apôtres, en constituaient tout l'ornement.

En face de l'entrée principale, la salle se terminait en forme de demi-cercle. L'abside ainsi déterminée était surélevée ; huit degrés y donnaient accès ; le milieu en était occupé par le trône du Pape, auquel menaient quatre autres degrés ; le parquet de la salle et de l'abside était couvert de tapis verts ; les degrés du trône pontifical, de tapis écarlates ; au-dessus du même trône se trouvait un baldaquin de velours rouge sombre à franges d'or ; le siège lui-même était drapé d'étoffe soie et argent, et le dossier était formé par une tenture blanche d'argent parsemée d'étoiles d'or.

En avant du trône pontifical, à droite et à gauche contre les murailles de la salle, étaient rangés les sièges des cardinaux et, par devant eux, sur les côtés aussi, ceux des patriarches. Les bancs pour le reste des prélats se trouvaient en bas dans la salle, le long des deux murailles, recouverts de tapis et distribués en huit compartiments : chaque compartiment comprenait sept ou huit bancs placés les uns derrière les autres, en forme de gradins superposés jusqu'aux murailles.

Entre chaque compartiment, on avait ménagé un passage par où chaque prélat pouvait commodément monter à sa place. Il y avait douze places par banc et à chaque place un pupitre pour lire et écrire et pour déposer des livres et des fournitures de bureau.

Les Pères étaient distribués d'après leur rang. Les prélats siégeaient en haut, puis venaient les archevêques, les évêques, les abbés et les supérieurs d'ordres; dans chacun de ces groupes, les places étaient assignées d'après l'âge de promotion.

Au milieu de la salle, un grand espace demeurait libre. C'est là que se trouvait, du côté de l'évangile de l'autel, la tribune mobile pour les orateurs; de l'autre côté, sur une même ligne, se suivaient la table des sténographes, celle du sous-secrétaire et enfin celle du secrétaire du concile. C'est là aussi que les cinq cardinaux-présidents avaient leur siège dans les congrégations générales; mais dans les sessions publiques, où le Pape présidait lui-même, ils prenaient place parmi les autres cardinaux.

En arrière des banes des évêques et en haut, se trouvaient des tribunes; à gauche, en partant de l'entrée, pour les souverains, les princes et princesses des maisons régnantes, à droite, pour les représentants des cours étrangères accrédités auprès du Saint-Siège et pour les généraux de la milice pontificale et de la garnison française de Rome. Ces deux tribunes en avaient d'autres au-dessus d'elles pour les procureurs des évêques absents et pour les théologiens et canonistes du concile. L'abside de la salle avait une tribune pour les chantres, et une autre pour les princesses romaines, où vingt d'entre elles pouvaient prendre place à chaque session publique. Il y avait encore, en allant vers le fond, deux autres tribunes, pour les ministres de l'Etat de l'Eglise, le major-dome et le maître de chambre du Pape, et pour le Sénat romain.

Des tableaux de toute dimension avaient servi à décorer magnifiquement cette grande salle. Sur le mur de l'abside, un grand tableau représentait la descente du Saint-Esprit sur les Apôtres le jour de la Pentecôte. Les deux murs latéraux étaient ornés de quatre autres grandes toiles représentant le concile des Apôtres à Jérusalem et les conciles de Nicée, d'Ephèse et de Trente. Entre ces tableaux et à côté d'eux, se trouvaient les bustes des papes ayant réuni des conciles généraux, et ceux de quatre Pères de l'Eglise : Augustin, Ambroise, Jérôme et Chrysostome. Sur la cloison qui séparait la salle de la basilique, on voyait, au-dessus de l'autel, l'image de l'Immaculée Conception, avec, au bas, l'inscription suivante :

**Adsis. Volens. Propitia
Ecclesiae. Decus. Ac. Firmamentum
Imple. Spem. In. Tuo. Praesidio. Positam
Quae. Cunctas. Haereses
Sola. Interemisti.**

// Pour les sessions publiques, on ouvrait les deux battants de la porte, ce qui permettait à la foule réunie dans Saint-Pierre d'apercevoir toute la salle conciliaire.

La description qui précède est celle de la salle au moment de la première session publique (1). Mais il parut bientôt que,

(1) Cf. CIVILTA CATTOLICA, *loc. cit.*, vol. 9, p. 203 sqq. — SCHEEBEN. *Das ökumenische Konzil vom Jahre 1869*, I, 215 sqq. — Au début de la 29^e année du pontificat de Pie IX, l'architecte de la salle conciliaire, Comte Virginio Vespignani, dédia au Saint-Père une histoire et une description de l'édifice, qui ne semble pas avoir été mise dans le commerce : « *Intorno alla grande aula temporanea pel Concilio Ecumenico Vaticano, architettata del Conte Commend.^{re} Virginio Vespignani, Professore accademico di S. Luca, sull' area del braccio destro della nave traversa della sacrosanta patriarcale basilica dedicata a San Pietro Principe degli Apostoli. Relazione e descrizione, con incisioni in rame.* » Roma, tipografia poliglotta della S. C. di Propaganda Fide, 1874, 16 pages de texte et 10 gravures de 75 X 57 cm. Nous avons emprunté à ce bel ouvrage quelques planches qui permettent de se rendre compte de la disposition primitive de la salle conciliaire, ainsi que des arrangements qui y furent apportés plus tard. Elles figureront avec les tables générales à la fin de l'ouvrage.

pour les congrégations générales où devaient avoir lieu les débats, elle était trop vaste et d'une acoustique défectueuse ; il fallut donc y faire des changements ; nous les indiquerons plus loin. Pour les sessions publiques, elle reprit cependant sa disposition primitive.

Revenons maintenant à la cérémonie de l'ouverture. Le Pape, nous l'avons vu, et les évêques viennent d'entrer dans la salle pour y tenir la première session. Les portes en restent ouvertes : à l'entrée principale se tiennent les chevaliers de Malte et la garde noble du Pape ; la garde suisse veille aux autres portes.

La grand'messe a commencé : c'est le sous-doyen du collège des cardinaux, le cardinal Patrizi, qui officie. Après la messe, M^{sr} Fessler va porter sur l'autel le livre des Evangiles, qui restera ouvert pendant toute la session. Alors, M^{sr} Puecher Passavalli, de l'Ordre des Capucins, évêque titulaire d'Iconium, à qui est échu l'honneur de haranguer le concile, monte en chaire (1). Prenant pour texte les paroles du psalmiste : « Ils vont en pleurant et jetant leur semence ; mais ils reviendront avec des cris de joie, portant les gerbes de leur moisson (2), » que l'Eglise a coutume d'appliquer aux apôtres, il en fit une application fort heureuse à leurs successeurs assemblés. Il commença par exposer à grands traits les peines, les travaux et les souffrances des apôtres, comment ils étaient dépourvus de tous les moyens naturels, et combien était difficile la mission qu'ils avaient d'inspirer l'esprit du Christianisme à une société corrompue jusqu'à la moelle des os ; // puis il fit un tableau également très court des résultats merveilleux qu'ils avaient obtenus : « Ils reviendront avec des cris de joie, portant la gerbe de leur moisson. » Comme eux, les Pères sont accourus de toutes les

(1) Voir le sermon dans *C. V.*, 764 d. sqq.

(2) Ps. CXXV, 6.

parties de la terre, accablés et désolés de la corruption qui s'étale par tout le monde : « Ils viennent en pleurant et jetant leur semence. » Suit alors le tableau de la guerre qu'on fait, en ce moment, à l'Eglise. Elle ne doit pas décourager les Pères; comme les apôtres, ils reviendront avec des cris de joie et porteront la gerbe de leur moisson : *scientes quod sicut socii passionum estis, sic eritis et consolationis* (1). Les royaumes d'Europe et les extrémités de l'Afrique, les îles de l'Océan, les pays de l'Afrique et de l'Amérique les accueilleront à leur retour comme la source des plus abondantes bénédictions pour leurs peuples.

Il y a dans cette réunion du concile comme un gage d'espérance pour l'heureuse issue de ses travaux, car les tempêtes déchaînées contre l'Eglise devaient faire craindre que l'on n'eût à pleurer sa chute sur les ruines de la Ville éternelle, plutôt qu'à y réunir un concile général. « Et nous voici maintenant, nous voici rassemblés de tous les pays de l'univers dans cette vaste basilique, le chef-d'œuvre du génie chrétien, nous voici au tombeau du prince des apôtres, d'où s'échappe et se répand, toujours vivifiant, le souffle des vertus épiscopales; nous voici aux tombeaux d'un Léon, des deux Grégoire et d'un Chrysostome, d'où l'on croirait encore, après tant de siècles, entendre les flots de leur éloquence se précipiter, pour féconder à nouveau le champ de l'Eglise catholique. Mais voici qui doit nous consoler encore davantage et faire tressaillir nos âmes : nous sommes auprès de la personne de saint Pierre lui-même; c'est lui qui, dans son successeur légitime, est aujourd'hui encore ici présent et plein de vie, et il me semble l'entendre s'écrier avec le même élan d'amour et la même foi que jadis : « Vous êtes le Christ, le Fils du Dieu vivant, » et, du haut du ciel où il est assis à la droite du Père, le Sauveur lui répète aussi sa réponse d'autrefois : « Et moi, je te dis que tu es Pierre, et sur cette

(1) II Cor., I, 7.

pierre je bâtirai mon Eglise, et les portes de l'enfer ne prévauront point contre elle. » (1).

Et l'orateur exhorte de nouveau à la confiance. Notre espérance sera remplie pourvu que dans nos travaux nous tenions nos regards fixés sur notre but unique, la gloire de Dieu et le salut des âmes //, que nos efforts tendent à faire que ce concile devienne la plus belle des perles qui ornent le front de notre vénéré Pie IX, et qu'enfin dans les fastes de l'Eglise on puisse écrire en lettres d'or : « la paix des âmes, la concorde des sentiments, la modération dans les démarches, la dignité dans les discussions, l'équité dans les jugements et la sagesse dans les délibérations ont constamment dirigé les cœurs et les esprits des Pères, » en sorte qu'à la réouverture de ces portes qui vont se fermer sur nous, alors qu'on publiera à tout l'univers : « Il a plu au Saint-Esprit et à nous (2), » la terre elle-même se sente renouvelée au souffle de l'Esprit créateur, suivant ces paroles : « Envoyez votre Esprit et tout sera créé et vous renouvelerez la face de la terre (3). »

Le Pape donna ensuite sa bénédiction et une indulgence plénière; puis vint la cérémonie si profondément significative de l'obédience : c'est alors qu'apparut aux yeux, dans son plus bel éclat, l'unité de cette Eglise grande comme le monde, et la réunion de toutes les nations catholiques en un seul corps sous un même chef : les princes de l'Eglise répandus dans tout l'univers vinrent par un acte sensible témoigner de leur subordination au Pape : les cardinaux debout lui baissèrent la main ; les patriarches, les primats, les archevêques et les évêques après s'être profondément inclinés lui baissèrent le genou droit, les abbés et les supérieurs d'ordres se mirent à genoux pour lui baiser le pied.

(1) *Matth.* XVI, 16, 18.

(2) *Act.* XV, 28.

(3) *Ps.* CIII, 30.

La cérémonie dura un quart d'heure. Le Pape et les évêques se mirent alors à genoux, puis, après une courte prière en silence, le Pape se releva seul et dit à haute voix la prière suivante (1) : « Nous voici, Seigneur, Esprit-Saint, nous voici, malgré la grandeur de nos péchés qui nous effraient, spécialement réunis en votre nom. Venez à nous, soyez avec nous et daignez descendre dans nos cœurs. Enseignez-nous ce que nous devons faire, où nous devons tendre, à quelles œuvres nous devons nous appliquer, afin que nous puissions, par votre assistance, vous complaire en toutes choses. Soyez notre salut et l'auteur de nos jugements, ô vous qui possédez seul avec Dieu le Père et son Fils, un nom plein de gloire. » Le Pape continua encore à prier, et tous les évêques répondirent : *Amen*. Ils se relevèrent alors, et le chœur chanta une antienne, après laquelle tous se remirent à prier en silence. // Après un moment, tous se tenant debout, le Pape dit : « Que le Paraclète qui procède de vous, nous vous en prions, Seigneur, éclaire nos âmes, et qu'il nous introduise, selon la promesse de votre Fils, en toute vérité. »

Et l'on se remit à genoux pendant que deux chantes entonnaient les litanies des saints auxquelles tout le monde répondait. Après l'invocation pour le Pape et pour tous les degrés de la sainte Eglise, le Pape se leva seul, et la mitre en tête, la croix qui lui servait de bâton pastoral dans la main gauche, il bénit l'assemblée en disant : « Daignez bénir ce saint synode ainsi que tous les ordres du clergé. » Aux mots « bénir » il faisait de la main droite le signe de la croix sur l'assemblée, et quand tous eurent répondu : « nous vous en prions, exaucez-nous », il reprit une seconde et une troisième fois la même prière ; mais la seconde fois, au mot « bénir » il ajouta celui de « conduire » et fit deux signes de croix ; la troisième fois il dit « bénir, conduire et conserver »

(1) Voir dans *C. V.*, 694 c. sqq., les belles prières anciennes pour le concile.

en faisant trois signes de croix. Après cela, il se remit à genoux jusqu'à la fin des litanies qu'il termina par une oraison.

Le cardinal-diacre Borromeo chanta alors dans l'évangile de saint Luc le passage du chapitre X où est racontée la mission des douze disciples; tous les assistants écoutaient debout et la tête découverte; puis tous les évêques s'assirent, prirent leur mitre, et le Pape adressa un discours à l'assemblée :

« Notre cœur tressaille dans le Seigneur, dit-il en commençant, et il se trouve rempli d'une joie indescriptible à la vue des Pères assemblés pour le concile. Vous voici donc réunis, Vénérables Frères, au nom du Seigneur, afin de rendre témoignage avec nous à la parole de Dieu et à Jésus-Christ, pour enseigner avec nous à tous les hommes la voie de Dieu en vérité, et pour porter un jugement sur les contradictions de la fausse science. » Le Pape décrit ensuite brièvement les attaques des ennemis de la religion chrétienne et de l'Eglise, et rappelle les promesses que celle-ci a reçues de Dieu de n'être pas vaincue. C'est donc pour porter remède aux maux de l'Eglise qu'il a convoqué un concile général, et son espérance du succès est d'autant plus grande, que les évêques rassemblés en ce moment devant lui et en qui il lui semble voir toute l'Eglise catholique, se distinguent par leur zèle pastoral, par leur concorde et par leur étroit attachement au pasteur suprême. // « Courage donc, Vénérables Frères, reconfortez-vous dans le Seigneur; et au nom de l'auguste Trinité, sanctifiés dans la vérité, revêtus des armes de la lumière, enseignez avec nous la voie, la vérité et la vie à laquelle le genre humain, au milieu de toutes ses agitations et de toutes ses misères, ne peut s'empêcher d'aspirer; travaillez avec nous à obtenir que les royaumes retrouvent la paix, les barbares une loi, les monastères le repos, les Eglises l'ordre, les clercs la discipline, et Dieu, un peuple qui lui soit agréable. Dieu habite dans son sanctuaire, il assiste à nos délibérations et à nos travaux; c'est lui qui nous a choisis pour ses ministres et ses

auxiliaires dans ce magnifique ouvrage de sa miséricorde, et il faut nous livrer à ce ministère de manière à lui consacrer entièrement pendant tout le temps qui va suivre, nos esprits, nos cœurs et nos forces. » Le Pape termine en implorant l'assistance du Saint-Esprit et l'intervention de la Très Sainte-Vierge, des anges et de tous les saints patrons (1). Il se remit alors à genoux et l'on entonna de nouveau l'hymne *Veni Creator Spiritus* que les évêques récitèrent tout entier en alternant avec les chantres; le Pape récita l'oraison qui le termine.

C'est à ce moment que commencèrent les travaux proprement conciliaires (2). M^{er} Valenziani, évêque de Fabriano et de Matelica dans l'Etat de l'Eglise, désigné pour lire le décret d'ouverture, monta à la tribune et demanda à haute voix aux Pères s'il leur plaisait, qu'à l'honneur de la sainte et indivisible Trinité, du Père, du Fils et du Saint-Esprit, pour la propagation et l'exaltation de la foi et de la religion chrétienne, pour l'extirpation des erreurs dominantes, la réforme morale du clergé et du peuple, pour la paix universelle et l'union de tous, le sacré concile œcuménique commençât et fût déclaré commencé. De tout côté on répondit *Placet*, et cette décision fut ainsi confirmée par le Pape : « Le décret qu'on vient de lire a obtenu l'assentiment de tous les Pères sans exception, et nous, avec l'approbation du saint concile, nous décrétons, nous décidons et nous sanctionnons ainsi qu'il a été lu. »

Il fut décidé de la même manière que la seconde session se tiendrait le 6 janvier 1870 //.

Le *Te Deum* et la promulgation d'une indulgence plénière mirent fin à la cérémonie (3).

(1) *C. V.*, 29 d. sqq.

(2) Tous ceux qui ne faisaient point partie du concile auraient dû, d'après les règles posées précédemment, se retirer à ce moment (*C. V.*, 704 a.). Mais du consentement du pape, on passa outre.

(3) *C. V.*, 33 c. sqq. Cf. 699 d. sqq.

Il était déjà plus de trois heures après-midi : le tout avait donc duré sept heures environ. Tout le monde sortit alors de Saint-Pierre. Une pluie violente continuait à tomber et plus d'un prélat qui n'avait pas de voiture à lui se trouva dans l'embarras, car la foule qui se précipitait au-dehors eut bien vite occupé toutes les voitures de place. Voici comment M^{sr} Gibbons (1) raconte sa rentrée chez lui : « A la fin de la première session solennelle les prélats passèrent de la salle du concile dans l'église de Saint-Pierre, où ils furent bientôt perdus dans la masse des 50,000 personnes rassemblées là. En allant vers la porte antérieure de Saint-Pierre, je fus séparé de M^{sr} Spalding qui m'avait toujours réservé une place dans sa voiture. Je me trouvais donc là ne sachant que faire, comme un étranger au milieu de Londres dans le brouillard, sans même oser essayer de trouver la voiture qui nous attendait dans une des nombreuses cours d'autour du Vatican. La pluie tombait à torrents ; impossible à n'importe quel prix de trouver une voiture, et chargé comme je l'étais d'une lourde chape et d'une mitre, je ne pouvais pas songer à faire à pied le trajet d'un mille ou plus jusqu'au collègue américain. J'eus beau m'adresser aux voyageurs assis dans plusieurs voitures ; toutes les places étaient toujours occupées. Il commençait à faire sombre ; sur la place il ne restait plus qu'une seule voiture ; un évêque y était assis. C'était ma dernière espérance. Je le priai de me donner une place et je lui expliquai ma situation embarrassée. Le français étant le langage le plus courant parmi les prélats, je lui parlai français. Mais lui me regarda avec un bon sourire ayant l'air de dire : « Vous comprenez l'anglais tout aussi bien que le français » et il me répondit en anglais : « Nous sommes déjà cinq, Monseigneur, mais nous ne pouvons pas vous laisser ainsi sur un banc de sable ; nous allons vous faire de la place. » Jamais

(1) *Loc. cit.*, p. 570 sq.

encore mes oreilles n'ont trouvé tant de douceur à la langue anglaise et rarement service fut accepté avec plus de reconnaissance. Mon compatissant samaritain se découvrit à moi comme un évêque des déserts de l'Australie. »



CHAPITRE III

Le nombre des Pères.

Œcuménicité du concile du Vatican.

Sept cent soixante-quatorze Pères parurent au concile du Vatican; on comptait parmi eux quarante-neuf cardinaux, dix patriarches, dix primats (1), cent vingt-sept archevêques, cinq cent vingt-neuf évêques, six abbés *nullius*, seize abbés généraux, vingt-six généraux ou vicaires généraux d'ordres religieux, et un administrateur apostolique, celui du diocèse de Podlachie en Russie, M^{sr} Casimir Sosnowski, qui fut le seul représentant de ce pays puisque le gouvernement russe empêcha les autres évêques de se rendre au concile (2). //

Mille cinquante prélats environ avaient le droit de prendre

(1) Au commencement, on ne reconnaissait de siège primatial qu'à sept archevêques. Mais M^{sr} Dechamps, archevêque de Malines, M^{sr} Pooten, archevêque d'Antivari et Scutari, et M^{sr} Salomone, archevêque de Salerne ne tardèrent pas à faire remarquer aux juges des plaintes et controverses, qu'ils avaient été placés parmi les simples archevêques alors qu'ils avaient, au titre de primats, les mêmes droits que les sept autres. Les juges firent une enquête d'où il résulta que ces archevêques avaient eu, en effet, le titre de primat; ils décidèrent donc qu'on leur rendrait, pendant toute la durée du concile, les honneurs des primats, sans que par là il fût rien préjugé en leur faveur ou contre tous autres. — Cf. *C. V.*, 726 b.

(2) Cf. premier volume, p. 461.

part au concile (1); il en manqua donc un peu plus de deux cent soixante-dix, que l'âge, la maladie ou, comme ce fut le cas des évêques russes, les circonstances, empêchèrent de se rendre à Rome.

Les sept cent soixante-quatorze Pères qui parurent au concile n'y furent d'ailleurs pas présents pendant toute la durée. Le nombre en varia plus ou moins. Pendant le premier mois du concile il dépassa un peu sept cents, sans qu'il soit possible d'indiquer à une unité près, le nombre des Pères présents à la première session (2). Mais nous avons le nom-

(1) Dans ce nombre sont compris non-seulement ceux qui ont le droit strict d'être convoqués, mais encore ceux à qui il était accordé, par manière de privilège, de siéger et de voter au concile du Vatican.

(2) Nous donnerons sous forme d'appendice à tout l'ouvrage un tableau soigneusement dressé de la hiérarchie de l'Eglise universelle à l'époque du concile du Vatican, où se trouvent indiqués les noms de tous les prélats ayant droit de vote au concile, et le nom de ceux qui n'y assistèrent pas.

Sur la difficulté d'établir le nombre exact des membres du concile général, et les variations de ce nombre, écoutons M^r Fessler secrétaire du concile. Après avoir fait connaître le nombre des membres des précédents conciles, il poursuit : « Je me suis autrefois souvent étonné qu'il soit si difficile de déterminer exactement le nombre des membres des conciles généraux : les indications les plus précises qu'on en a, ou bien dénotent déjà un certain vague par les termes même où elles sont conçues (« au plus », « environ », « plus de »). ou bien certains de leurs chiffres sont plus ou moins sujets à contestation. Mais depuis que j'ai assisté moi-même au concile du Vatican et que j'ai vu de mes propres yeux comment les choses se passent dans ces moments-là, je ne m'étonne plus de cette difficulté, surtout lorsqu'il s'agit de conciles dont les membres se comptent par centaines. Les dernières semaines, et surtout les derniers jours qui précèdent l'ouverture d'un concile, c'est tout un flot d'évêques et de membres ayant droit de vote qui arrivent de toutes parts. Beaucoup ne s'annoncent point; à quelques-uns on assigne un logement; mais d'autres s'en sont pourvus eux-mêmes ici ou là. A la gare de Rome, il se trouvait constamment des membres de la Commission établie exprès par le Pape pour recevoir et accompagner à leur arrivée les évêques ou prélats qu'ils pouvaient reconnaître; mais les uns disparaissaient inconnus dans le fourmillement des voyageurs qui arrivaient en foule, d'autres étaient attendus par des connaissances qui les entraînaient aussitôt et s'occupaient d'eux. Quand vient le jour de la première session, tous ceux qui sont déjà arrivés, se rendent naturellement ce jour-là, revêtus de l'habit de chœur, à la basilique vaticane où ils reçoivent la place qui leur est assignée; mais encore s'en trouvent-ils parmi eux que leur long et pénible voyage a tellement fatigués, qu'il leur est impossible d'assister à la session d'ouverture qui dure cinq heures. Cette session elle-même après une procession solennelle, comprend une grand-messe avec sermon et de nombreuses prières, pendant lesquelles la piété et les convenances ecclésiasti-

bre exact de ceux qui assistèrent à la troisième session publique // et votèrent le premier dimanche après Pâques, 24 avril 1870. Ils étaient six cent soixante-sept. Et cependant même ce jour-là, le concile comptait encore 700 membres, « car un nombre assez considérable d'entre eux, des Italiens en particulier et des Autrichiens, quelques Français aussi, avaient été autorisés à retourner chez eux pour la Semaine Sainte et les fêtes de Pâques, et ils n'étaient pas encore rentrés à Rome pour le dimanche *in albis* (24 avril); d'autres furent empêchés par la maladie d'assister à la session, comme, par exemple, le patriarche syrien d'Antioche, les évêques français de Nîmes, d'Evreux, de Verdun, le général des capucins, etc. (1).

La mort (2), la maladie, ou la nécessité de rentrer dans leur diocèse, produisirent peu à peu des vides dans les rangs des Pères. Avant la quatrième session publique (18 juillet), nous en trouvons encore 600 au concile; 535 seulement prirent part à cette session; après celle-ci, lorsque la guerre

ques ne permettent pas d'aller de place en place prendre les noms des assistants et les inscrire. Plusieurs évêques ne purent arriver qu'après cette session; d'autres tombèrent malades très vite dans ce climat, auquel ils n'étaient pas habitués, et ne purent prendre part que rarement aux réunions ou même point du tout; très vite aussi, alors qu'arrivaient peu à peu ceux qui étaient tombés malades en route, d'autres demandèrent la permission, soit pour cause de maladie prolongée, soit pour affaires extrêmement pressantes, de se retirer; la permission obtenue, ils passaient encore quelque temps à Rome, ou bien ils retournaient plus tard au concile, en sorte qu'il se produisait un continuel mouvement de va et vient parmi les Pères du concile, et que pour le concile du Vatican, lui aussi, on ne peut, en général, donner que des approximations sur le nombre de ses membres. Pour certains jours seulement, on peut arriver à une certitude complète. » D' J. FESSLER, évêque de Saint-Hippolyte: *Das Vatikanische Konzilium, dessen äussere Bedeutung und innerer Verlauf* (2^e Ed. Vienne, Gran, Pest, 1871), p. 13 sq.

(1) FESSLER, *loc. cit.*, p. 15, note.

(2) Du 8 décembre 1869 au 8 août 1870, il mourut 24 Pères. Le 9 août, on célébra pour eux un service funèbre solennel dans l'église de Saint-Augustin. Dans les congrégations générales tenues après cette date, on ne communiqua plus aucun décès. Cf. U. V. 762 d. sq. SCHNEEMANN, S. J., *Edition latino-allemande des décrets, etc., du concile du Vatican* (2^e éd. Fribourg en Brisgau 1895), p. 280 sq.

franco-allemande eut éclaté (19 juillet), // leur nombre se réduisit à une fraction relativement faible; des trois congrégations générales qui se tinrent encore avant la prorogation du concile, la première (13 août) ne comptait plus que 136 Pères, la seconde (23 août) 127, et la troisième (1^{er} septembre) 104. Nous pouvons, pour l'estimation du nombre des Pères présents au concile du Vatican, laisser de côté les chiffres restreints de ces trois dernières des 89 congrégations générales, d'autant plus qu'il n'y fut pris aucune résolution définitive.

L'œcuménicité du concile du Vatican est si manifeste que, si on veut la mettre en doute, il faudrait la refuser à tout autre concile. Il y a lieu pourtant de préciser ce point, d'autant plus que le caractère œcuménique de ce concile n'a pas échappé aux attaques des adversaires.

L'œcuménicité d'un concile est cette qualité en vertu de laquelle il représente tout le corps enseignant de l'Eglise universelle. Or, il faut avant tout pour cela que tous les pasteurs de l'Eglise, ayant reçu de leur fondateur le pouvoir d'enseigner, soient invités au concile, sans qu'aucune partie en soit exclue. Ces pasteurs sont les évêques et, en premier lieu assurément, ceux à qui est confiée la conduite d'une partie du troupeau. Les évêques qui gouvernent effectivement des diocèses, et aussi ceux qu'on appelle vicaires apostoliques et qui exercent, comme eux, la charge épiscopale dans une partie déterminée de l'Eglise, doivent, par conséquent, être invités au concile. Faut-il y inviter aussi les évêques qui ont reçu la consécration épiscopale sans avoir aucun troupeau à gouverner, c'est-à-dire les évêques simplement titulaires? c'est une question discutée. Cependant, et quand bien même ils n'y auraient pas de droit strict, il y a des motifs de la plus haute convenance pour les inviter. Depuis plusieurs siècles, c'est la coutume constante qu'on invite aussi d'autres personnages dépourvus de tout carac-

tère épiscopal. c'est-à-dire ceux des cardinaux qui ne sont point évêques, les abbés et les premiers supérieurs des ordres religieux, qui gouvernent comme les évêques, du moins à l'intérieur de leur ordre, une partie du troupeau du Christ, ou même comme les abbés *nullius*, en dehors de leur ordre. Dans les anciens conciles, on admettait aussi les représentants des évêques absents avec une excuse légitime; cependant, le concile de Trente a dérogé à cette règle.// Nous avons d'ailleurs traité plus en détail toutes ces questions dans le premier volume (1) à propos de la convocation du concile du Vatican; il nous suffit donc de rappeler ici les conclusions principales de notre travail.

La Commission centrale, chargée par le Pape d'étudier la question de la convocation, posa comme principe directeur la formule incontestable en droit, et toujours admise depuis les premiers conciles : « *Concilia episcoporum esse*, les conciles sont des assemblées d'évêques » : d'où la conclusion, qu'il faut inviter tous les évêques sans exception, et qu'au contraire, quiconque n'est pas évêque, dans la mesure où le comportent les traditions existantes bien fondées en histoire, doit être exclu. C'est ce qui lui fit inviter, nous le savons, non seulement les évêques résidentiels, mais aussi, pour des motifs de haute convenance, et réserve faite de la question du droit strict, les évêques titulaires. Elle décida également que, parmi les autres, en dehors des quelques cardinaux non pourvus du caractère épiscopal, il n'y avait à inviter que les abbés *nullius*, les abbés généraux et les généraux des ordres religieux; tous les autres, même les procureurs des évêques absents, devaient être exclus. Le Pape approuva ces propositions de la Commission centrale, et c'est d'après elles que furent expédiées les lettres de convocation. Il en fut adressé, dans des termes appropriés à leur situation,

(1) Page 99 et sqq.

même aux évêques schismatiques grecs et orientaux, et si l'on omit les évêques de la communion anglicane, ce fut uniquement parce que des recherches soigneusement conduites avaient fait conclure à la nullité de leur consécration.

Il ne suffit pas, naturellement, pour l'œcuménicité d'un concile, d'y avoir invité tous ceux qui ont droit d'y siéger et d'y voter; il est requis, en outre, qu'un nombre suffisant d'entre eux y assistent réellement; un concile universel ne peut pas rester à l'état d'idée; la réunion doit en être réelle. Or, combien faut-il de Pères à un concile pour qu'il puisse être considéré comme œcuménique? C'est ici qu'on ne saurait répondre par des chiffres. Ni le fondateur de l'Eglise, ni l'Eglise elle-même, n'en ont déterminé aucun, // et l'histoire des anciens conciles ne nous permet pas non plus d'en fixer un de façon ferme. Toutefois, si l'on compare le nombre des Pères du concile du Vatican avec celui des conciles précédents, on voit qu'il a amplement atteint le chiffre requis, et qu'il a même dépassé celui de tous les conciles antérieurs.

Voici les chiffres que donne Fessler pour les anciens conciles (1) :

« D'après l'opinion commune, le premier concile général de Nicée comptait 318 évêques; le second, celui de Constantinople, ne comprenait que 150 évêques catholiques et 36 arianisants; à Ephèse, pour le troisième concile œcuménique, le nombre des évêques présents montait au plus à 250; pour le quatrième concile général, de Chalcédoine, les diverses relations des historiens anciens n'en indiquent que 520 ou 630. Au cinquième concile général (second de Constantinople), prirent part 165 évêques; il y en eut 170 au sixième (troisième de Constantinople); le septième (second de Nicée) en compta 300 ou, d'après une autre évaluation, plus exacte, 367. Les conciles généraux, qui se tinrent ensuite en Occi-

(1) *Loc. cit.*, p. 12.

dent, réunirent, le premier de Latran, plus de 300 évêques et un grand nombre d'abbés, le second de Latran, près de 1,000 prélats (1), le troisième de Latran, plus de 300, le quatrième de Latran, près de 500 évêques et plus de 800 abbés ou prieurs. Le premier de Lyon, compta 140 évêques et de nombreux abbés; le second, 500 évêques, de 60 à 70 abbés et un millier à peu près d'autres prélats; le concile de Vienne, 300 évêques et de nombreux prélats; celui de Constance, 112 évêques et 124 abbés. / Pour le concile de Florence, les indications varient entre 200 et 400 évêques et autres membres ayant droit de suffrage. Au cinquième concile de Latran, il ne se trouva guère que 120 évêques; pour le concile de Trente, le nombre des évêques varie pour les diverses sessions : dans les premières, les membres ayant droit de suffrage n'étaient guère plus de 60 ou 70 : mais plus tard, dans les sessions les plus nombreuses, leur nombre s'éleva jusqu'à 213. »

D'après ce qui précède, le chiffre des prélats qui ont pris part au concile du Vatican, comparé à celui des membres des précédents, lui donne le quatrième rang parmi tous les conciles : seuls le second et le quatrième concile de Latran ainsi que le second de Lyon l'emportent sur lui à ce point de vue. Mais il faut bien remarquer qu'à ces conciles un grand nombre de personnages avaient été admis qui n'étaient point évêques, et c'est ce qui explique le chiffre si élevé de leurs membres. Au quatrième concile de Latran, il y avait, avec 500 évêques, 800 autres prélats; au deuxième de Lyon, avec 500 évêques, 60 abbés et 1,000 prélats. Pour le deuxième concile de Latran, nous savons seulement, en général, qu'il

(1) Toutefois, on ne trouve dans les sources de l'histoire de ce concile que ce chiffre d'ensemble sans que jamais le nombre des évêques soit mis à part de celui des abbés ou des autres prélats. Ce n'est donc que par analogie avec les autres conciles généraux de cette époque qu'on peut arriver à savoir approximativement dans quelles proportions évêques et abbés s'y trouvèrent représentés. (Note de Fessler.)

comptait 1,000 prélats, mais en le comparant avec les autres de cette époque, nous sommes autorisés à croire que le plus grand nombre d'entre eux n'étaient point évêques. Si donc on considère, pour le concile du Vatican, le nombre des *évêques*, c'est-à-dire de ceux qui constituent l'élément essentiel et fondamental d'un concile et en sont les seuls membres ayant, indépendamment de tout privilège, un droit strict à y être convoqués, on trouve qu'il vient en tête de tous les conciles œcuméniques réunis par l'Eglise. Des 667 Pères qui assistèrent et donnèrent leur suffrage à la troisième session, 608 étaient des évêques (cardinaux ayant le caractère épiscopal, patriarches, primats, archevêques et évêques) (1). Si l'on ajoute à ce chiffre celui des autres évêques qui ont pris part au concile, // il n'y a pas de doute que le total soit supérieur à celui de tous les autres conciles, alors même que celui de Chalcédoine, ainsi que le portent quelques documents, aurait compté 630 évêques présents.

Au reste, le grand nombre d'évêques présents ne suffit pas encore à rendre un concile œcuménique. Pour lui donner vraiment ce caractère, il est nécessaire que ses membres soient répartis dans tout l'univers, de telle sorte que l'ensemble du monde catholique s'y trouve moralement représenté. Or, cette condition se trouve réalisée d'une façon éclatante au concile du Vatican.

Des 49 cardinaux présents, la plupart étaient italiens ; cependant l'Autriche, l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Irlande et l'Amérique (le cardinal Moreno, archevêque de Valladolid, étant Américain), avaient aussi des représentants dans le sacré collège. C'est un Allemand, le cardinal Reisach, qui fut nommé premier président du concile : la maladie, il est vrai, le retint absent, et il mourut deux semaines seulement après l'ouverture des sessions.

(1) FESSLER, *loc. cit.*, p. 21.

Mais le groupe des patriarches manifeste bien mieux l'œcuménicité du concile. Sur onze patriarches il en manquait un seulement, le patriarche maronite d'Antioche en Syrie. Nous y trouvons présents celui de Babylone, du rite chaldéen, ainsi que trois d'Antioche, un du rite syriaque et deux du grec-melchite (1); il y en a encore un de Cilicie, en Asie Mineure, et un autre des Indes Occidentales; de ces six, cinq étaient Orientaux et un Espagnol. Trois autres Pères portaient aussi le titre de patriarche; l'un d'eux avait seulement le titre de patriarche latin de Constantinople, sans aucune juridiction sur le territoire de ce patriarcat. Les deux autres étaient, le premier, originaire de l'île de Chypre, délégué apostolique pour les Orientaux et vicaire patriarcal apostolique pour les Latins; le second, un Italien, prodélégué apostolique et provicaire d'Alep (2).

Des onze primats de l'Eglise catholique, il n'en manquait également qu'un seul au concile du Vatican : c'était l'archevêque de Braga, primat de Portugal. Etaient présents les primats de Salerne dans la basse Italie, de Tarragone en Espagne, de Lyon en France, // d'Armagh en Irlande, de Malines en Belgique, de Salzbourg dans l'Autriche allemande, de Gran en Hongrie, de Posen-Gnesen en Pologne, d'Antivari et Scutari en Albanie, et de Bahia de Todos os Santos dans le Brésil.

On est surtout frappé de l'œcuménicité du concile quand on considère le groupe des archevêques. Nous en comptons 127. Fessler (3) range les 107 qui assistèrent à la troisième session publique et y émirent leur suffrage, d'après les pays où était leur siège épiscopal, et il en trouve ainsi 23 pour les Grecs et les Orientaux (8 Arméniens, 5 Chaldéens, 4 Maronites, 3 Syriens, 1 Grec, 1 Grec Melchite et 1 Roumain),

(1) Un de ces derniers (Bahus) avait pris sa retraite.

(2) Cf. l'appendice placé à la fin de tout l'ouvrage.

(3) *Das Vatikan. Konzilium*, p. 16 sq.

puis 23 pour l'Italie, 10 pour la France, 10 pour l'Amérique du Nord, 6 pour l'Amérique du Sud, 5 pour l'Espagne, 4 pour la Turquie et la Grèce, 3 pour l'Autriche, 3 pour l'Allemagne, 2 pour l'Irlande, 2 pour la Hollande (1), et 1 pour l'Angleterre; les 15 autres étaient des archevêques titulaires.

Sur les 529 évêques qui parurent au concile du Vatican, 456 prirent part à la troisième session. De ce nombre, 297, d'après Fessler (2), appartiennent à l'Europe : 122 à l'Italie, 61 à la France, 31 à l'Espagne, 18 à l'Autriche-Hongrie (y compris un évêque des Roumains), 16 à l'Irlande, 15 à l'Allemagne, 11 à l'Angleterre et à l'Ecosse, 9 à la Turquie et à la Grèce (y compris un évêque des Bulgares), 7 à la Suisse, 5 à la Belgique et à la Hollande, et 2 au Portugal.

D'Amérique il y avait 73 évêques prenant part à la troisième session : 51 de l'Amérique du Nord (y compris le Canada, la Nouvelle-Ecosse, le Mexique, le Texas et la Californie, 6 de l'Amérique centrale, 16 de l'Amérique du Sud, représentant l'Empire du Brésil, la République Argentine, le Chili, la Bolivie, le Pérou, le Vénézuëla, la Nouvelle Grenade et l'Equateur.

« L'Afrique avait envoyé ses quelques évêques, au nombre de neuf; c'étaient ceux d'Egypte (pour les Coptes), d'Alger et Tunis, des îles du cap Vert, du Cap de Bonne-Espérance, du Natal, de l'île Bourbon et de l'Abyssinie.

» En Asie il faut distinguer l'Asie antérieure (Asie occidentale), et l'Asie postérieure (Asie orientale). Il était intéressant de voir au concile, venus de l'Asie occidentale, les évêques du rite grec et des divers rites orientaux (5 Arméniens, 4 Chaldéens, 2 Syriens, 2 Grecs-Melchites). L'Asie postérieure ou Asie orientale était représentée par 13 évê-

(1) La Hollande n'avait en réalité qu'un archevêque, à Utrecht; mais l'évêque de Bois-le-Duc ayant été autrefois archevêque d'Utrecht gardait son rang parmi les archevêques, comme c'est l'usage en pareil cas.

(2) *Loc. cit.* p. 17 sqq.

ques des Indes orientales et 19 de la Chine ou des pays voisins, Siam, Tonkin et Cochinchine; l'évêque unique du Japon était présent lui aussi.

« L'Australie avait envoyé les évêques de Wellington (1) et de Brisbane, de Goulburn et de Victoria, de Perth, d'Armidale, d'Adélaïde et de Melbourne, l'évêque de l'île de Hobarttown (Terre de Van Diemen) était venu, ainsi que les évêques de Batavia, des îles Sandwich, des îles Marquises et de l'Océanie centrale. »

La Russie n'avait aucun évêque pour la représenter au concile du Vatican. Cependant, comme nous l'avons déjà dit, l'administrateur du diocèse de Podlachie (Ianow), en Russie, y avait été admis.

À côté des noms de sièges antiques si connus dans tant de conciles, on entendait au concile du Vatican, dit Fessler (2), quand on procédait aux appels, prononcer beaucoup d'autres noms « qu'aucun concile œcuménique n'avait encore entendus : Munich et Bamberg, par exemple, Westminster et Manille, Santiago de Chili, Buenos-Ayres, La Plata, Guatemala, Quito, Venezuela, Mexico et Guadalajara, Oregon City et Toronto, Halifax et Cincinnati, Baltimore et New-York, Saint-Louis et San-Francisco en Californie. »

Ce qui frappait surtout c'était l'augmentation des évêques de langue anglaise. « Au concile de Trente, dit M^{er} Gibbons (3), le continent américain, découvert depuis cinquante ans, // n'avait pas un seul représentant. L'Océanie était encore à cette époque une *terra incognita*. D'Ecosse il n'était venu aucun évêque, l'Angleterre avait envoyé un prélat à ce concile, l'Irlande trois. Il n'y avait donc à Trente que quatre représentants de la langue anglaise. Au concile du Vatican, au contraire, on vit un épiscopat anglais de plus

(1) Dans la Nouvelle-Zélande.

(2) *Loc. cit.* p. 16 sq.

(3) *Stimmen aus Maria Laach*, t. XLVI (1894), p. 571.

de 120 membres. Il se trouva à Rome, parlant notre langue, des prélats venus d'Angleterre, d'Irlande et d'Ecosse, des Etats-Unis et du Canada, de l'Océanie, des Indes orientales et de l'Afrique. « L'Angleterre, a dit Daniel Webster, dans un de ses discours au Sénat des Etats-Unis, a semé sur toute la terre ses garnisons et ses postes militaires, dont les sonneries de réveil, suivant partout, aux heures successives du jour, le soleil à son lever, font retentir dans tout l'univers l'écho des airs anglais. » C'est avec la même assurance que nous pouvons dire : partout où flotte le drapeau anglais ou américain, partout où se parle la langue anglaise, le signe du salut se dresse lui aussi, et notre noble et chère langue maternelle sert à publier la bonne nouvelle de la paix et du pardon. Et je ne crains pas de le prédire, le prochain concile oecuménique, s'il se tient dans cinquante ans, verra les représentants de la langue anglaise égaler ou dépasser en nombre ceux de n'importe quelle autre langue. »

Il ne faut pas être surpris que parmi les cinq parties du monde, l'Europe avec son antique et ferme organisation ecclésiastique ait fourni au concile la partie de beaucoup la plus considérable de ses évêques. Parmi les pays européens, c'est l'Italie qui avait les plus nombreux représentants; à la troisième session 122 évêques étaient des Italiens, et 175 appartenaient à l'ensemble des autres pays de l'Europe. Naturellement on a pris prétexte de là pour attaquer le concile. Mais au lieu d'avoir son origine dans un privilège accordé à la péninsule italique, cette proportion tient à des circonstances où les questions de personnes n'ont rien à voir.

A Rome seulement, il y a déjà un nombre considérable d'évêques : d'une part les évêques, assez nombreux en Italie, qui donnent leur démission, se retirent de préférence à Rome; d'autre part, beaucoup de prélats qui aident le Pape dans le gouvernement de l'Eglise, reçoivent la consécration

épiscopale, parce que, ayant constamment à traiter avec des évêques, il semble convenable qu'ils aient le même rang. / De plus, en Italie, les diocèses sont plus petits et plus nombreux que partout ailleurs. C'est un inconvénient sans doute, comme l'est, en sens contraire, l'étendue et le petit nombre des diocèses en Allemagne. Mais cette situation de fait est le résultat d'une évolution historique et, de même qu'il est très difficile en Allemagne de multiplier les diocèses en les divisant, on se heurte en Italie aux plus grosses difficultés quand on cherche à en fondre plusieurs ensemble. Qu'on songe à la jalousie si facilement excitée, pour les moindres raisons, entre les petites villes, et l'on se fera une idée de l'opposition qui se manifesterait, si on voulait priver une ville du siège épiscopal qu'elle possède depuis des siècles, pour la soumettre à l'évêque d'une autre cité. Souvent aussi le respect pour des traditions historiques, pour d'antiques fondations et des droits bien établis, s'oppose à ces changements. Bref, tant qu'il y aura en Italie un plus grand nombre d'évêques qu'ailleurs, il y en aura aussi un plus grand nombre, que leurs diocèses soient petits ou grands, à avoir le droit de siéger et de voter au concile. L'étendue des diocèses n'a rien à faire ici. Ainsi, était-ce avec pleine raison, par exemple, que l'Irlande avec ses quatre millions à peine de catholiques, avait au concile seize évêques, alors que l'Autriche-Hongrie malgré ses trente-deux millions de catholiques n'en avait que dix-huit, et que l'Allemagne avec ses dix-sept millions n'était représentée que par quinze prélats.

Schulte et Friedrich voudraient, nous l'avons vu dans le premier volume (1), que le nombre des évêques d'un pays fût exactement proportionné à celui de ses habitants catholiques. Ils considèrent le concile comme le parlement d'un

(1) Page 104 sqq.

Etat à régime partiellement ou complètement démocratique, où les députés reçoivent leur mandat du peuple. Mais alors les apôtres n'auraient eu aucun droit de se rendre à un concile, car de quel peuple en auraient-ils reçu le mandat ? Non, ce n'est pas du peuple, c'est de Dieu que les apôtres ont reçu leur pouvoir d'enseigner et de gouverner ; leurs successeurs ne tirent pas davantage leur autorité de leurs diocèses ; elle leur est donnée par Dieu sur leurs diocèses. Pour avoir le droit d'assister au concile, il suffit aux évêques d'être les successeurs des apôtres ; que le troupeau confié à leur garde soit grand ou petit, cela n'entre aucunement en ligne de compte.



CHAPITRE IV.

*Le règlement du concile : la Constitution Pontificale
MULTIPLICES INTER. — Accueil fait à ce règlement et
observations présentées par les Pères.*

Dans la réunion préliminaire du 2 décembre, on avait distribué la constitution pontificale *Multiplikes inter* prescrivant l'ordre à observer dans le concile. Comme nous avons déjà raconté dans le premier volume la genèse de cette constitution (1) //, le lecteur en connaît déjà, en partie, le contenu. Mais il convient d'en résumer ici toutes les prescriptions, pour qu'on puisse se rendre compte de la vie et de l'activité du concile. Nous ferons connaître, à ce propos, l'accueil que firent les Pères à cette constitution.

Chaque paragraphe du règlement porte le numéro d'ordre qu'il a dans la constitution elle-même : il nous sera ainsi plus facile d'y renvoyer ensuite.

1. Dans le premier paragraphe, le Pape exhorte encore une fois tous les fidèles à se livrer pendant le concile aux exercices de la vertu et de la prière; puis il rappelle aux Pères les grands devoirs que leur imposent leur rang et leur dignité : « C'est pourquoi, dit-il, suivant l'exemple des

(1) Page 501 sqq.

anciens conciles, de celui de Trente en particulier, nous vous demandons à tous dans le Seigneur, de vous appliquer dans la mesure de votre piété, à la prière, aux lectures saintes et à la méditation des vérités surnaturelles; d'offrir en toute piété et pureté le saint sacrifice de la messe aussi souvent que possible; dégagez vos esprits et vos cœurs des préoccupations terrestres; que la modestie brille dans vos démarches, la sobriété dans vos repas, la religion enfin dans toute votre conduite. Loin de vous la discorde, la jalousie, les disputes; livrez-vous tous au contraire à la conduite de la charité, reine des vertus; qu'elle préside à tout et ne subisse aucune atteinte; ainsi pourra-t-on dire de cette sainte réunion d'évêques: Voyez comme il est bon et agréable pour des frères d'habiter ensemble dans la paix. » Le Pape recommande ensuite à tous d'avoir sur leurs familiers un œil vigilant.

2. Le second paragraphe, fort important, et qui, nous le verrons plus tard, délut à quelques Pères, traite du droit d'initiative pour les membres du concile. Le Pape s'y attribue à lui seul le droit et le devoir de proposer au concile les travaux à accomplir (*negotia, quæ in sancta œcumenica Synodo tractari debebunt*) et de les soumettre au jugement des Pères. Mais il exprime aussi le désir et il demande que les Pères proposent en toute liberté tout ce qui leur paraîtra le meilleur pour le bien général. Seulement et pour assurer l'ordre dans les délibérations du concile, il décide premièrement que leurs propositions devront être d'abord remises par écrit et en leur nom propre à une congrégation particulière de cardinaux et d'autres membres du concile qu'il se propose de nommer; deuxièmement, ces propositions devront avoir pour objet le bien général de la chrétienté et non pas seulement les besoins particuliers de tel ou tel diocèse; troisièmement, il faudra indiquer en même temps les motifs qu'on a de trouver la proposition utile ou convenable; quatrième-

ment. les propositions ne devront rien contenir qui aille à l'encontre de la doctrine immuable et des traditions intangibles de l'Eglise. C'est à cette congregation qu'il appartiendra d'examiner avec soin ces propositions et de faire connaître au Pape si elle croit bon de les admettre ou de les rejeter; celui-ci décidera en dernier lieu si elles doivent être soumises ou non aux délibérations du concile.

3. Le troisième paragraphe déplut aussi à quelques-uns. Il concerne le secret à garder par le concile. Dans des conciles antérieurs, dit le Pape, on l'a imposé parfois sur les affaires plus importantes; cette fois la prudence commande d'en étendre l'obligation à tout ce que fera le concile. « Cette précaution paraît aujourd'hui plus nécessaire que jamais; les méchants, en effet, mieux pourvus des moyens de nuire épient toutes les occasions d'exciter la haine contre l'Eglise catholique et contre ses enseignements. C'est pourquoi nous défendons à tous les Pères, aux dignitaires du concile, aux théologiens, aux canonistes et à tous autres ayant à prêter leur concours aux Pères et aux susdits dignitaires, pour les affaires du concile, de publier quoi que ce soit des résolutions qui y seront prises ou des questions qui y seront examinées, ainsi que d'en parler à toute personne étrangère au concile; nous ordonnons également que tous les dignitaires du concile qui ne sont pas évêques et que tous les fonctionnaires nommés par nous ayant à remplir quelque office au concile, prêtent serment de remplir fidèlement leur charge et d'observer consciencieusement le silence sur tous les objets susdits, ainsi que sur tout ce qui leur sera spécialement confié » (1).

4. Le quatrième paragraphe traite de l'ordre des places : nous en avons déjà parlé (2).

(1) Voir ce serment ci-dessus, p. 12.

(2) Voir p. 25 sq.

5. Le concile devra choisir au scrutin secret parmi les Pères cinq juges des excuses des prélats absents; // c'est à eux qu'il appartiendra de vérifier les pouvoirs des procureurs, de recevoir les excuses des absents, ainsi que les demandes de ceux qui croiront avoir un motif légitime de partir avant la fin du concile, et d'examiner les unes et les autres d'après la discipline en vigueur dans les conciles et les saints canons. Ils ne décideront rien par eux-mêmes mais ils feront connaître leur avis à la congrégation générale. Il faudra également nommer cinq juges des plaintes et différends; ils s'appliqueront à régler les querelles de préséance et autres incidents qui pourront se produire; s'ils n'y peuvent réussir, ils renverront la décision à la congrégation générale.

6. Désignation des officiers du concile : nous les avons fait connaître au chapitre premier (1).

7. Le paragraphe septième traite des *congrégations générales*. Le pape en nomme les cinq présidents (2). Pour la proposition des matières à soumettre au concile, il leur est prescrit de commencer par les questions de foi; dans la suite ils pourront, à leur gré, introduire les questions de foi ou de discipline.

Le Pape s'occupe ensuite dans ce paragraphe des théologiens et canonistes chargés de préparer les matières à soumettre au concile afin d'en faciliter aux Pères la discussion. « Nous voulons et nous ordonnons, dit-il, que les projets de décrets et canons composés et rédigés par ces hommes et réservés par Nous, encore dépourvus de toute approbation, à un plus libre examen des Pères, soient soumis à leur appréciation et à leur jugement dans la congrégation générale. » Ils devront donc toujours être remis imprimés entre les

(1) Page 11 sq.

(2) Page 11.

maines de tous les Pères quelques jours avant les délibérations, afin que ceux-ci puissent les examiner et se faire leur opinion. Pour prendre la parole dans la congrégation générale, il faudra en informer les présidents au moins dès la veille : c'est nécessaire pour maintenir l'ordre parmi les orateurs.

Quand un projet ainsi soumis à la congrégation générale ne soulèvera aucune difficulté ou qu'elles seront faciles à résoudre sur-le-champ, on pourra, après s'être mis d'accord, recueillir les suffrages et fixer la forme du décret ou du canon discuté. // Mais si les difficultés soulevées sont telles qu'elles ne se prêtent pas à une solution dans l'assemblée plénière des Pères, le projet sera renvoyé à une des quatre députations à nommer dès le commencement du concile.

La première de ces quatre députations s'occupera des questions de foi, la seconde des questions de discipline ecclésiastique, la troisième des questions concernant les Ordres religieux, la quatrième de ce qui touche aux rites orientaux. Chacune d'elles comprendra vingt-quatre Pères que le concile choisira lui-même au scrutin secret. Le Pape nommera pour chacune le cardinal président, et celui-ci fera choix d'un ou plusieurs théologiens ou canonistes, parmi lesquels il prendra le secrétaire de la députation. Si donc il arrive, comme il a été dit, qu'un schéma soulève des difficultés insolubles en congrégation générale, les présidents devront le renvoyer à la députation compétente et y joindre les objections faites à son sujet par la congrégation. La députation examine alors projet et objections, fait imprimer et remettre à tous les Pères le compte-rendu de ses délibérations, et le projet est ensuite soumis à une nouvelle discussion en congrégation générale. Dès que les difficultés sont résolues, on recueille les suffrages et la forme du décret ou du canon se trouve fixée. Les votes se font de vive voix, mais il est permis de lire son suffrage écrit.

8. Dans les *sessions publiques*, après les cérémonies religieuses prescrites, on commencera par promulguer les canons sur les questions de foi ; les décrets disciplinaires viendront ensuite. Pour l'en-tête on conservera la formule usitée par les Papes précédents en matière de concile : « *Pius, Episcopus, Servus Servorum Dei, sacro approbante Concilio, ad perpetuam rei memoriam.* — Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, avec l'approbation du saint concile, pour perpétuelle mémoire (1) ». On donnera lecture des décrets ou canons ; puis on demandera aux Pères s'ils y donnent leur approbation. La réponse ne pourra se faire que par « *placet* » ou « *non placet* » ; dans ce dernier scrutin qui doit être définitif, il ne sera pas admis de *placet* conditionnel. Le vote se fera de vive voix ; les absents ne pourront pas l'envoyer par écrit. A l'appel du nom des Pères, les scrutateurs se rendront auprès d'eux afin de recueillir les voix ; le vote fini, le secrétaire du concile montera au trône du Saint-Père pour procéder au dépouillement et en faire connaître au Pape le résultat. C'est alors que celui-ci rendra sa décision en prononçant les paroles suivantes : « Les décrets qu'on vient de lire ont obtenu l'approbation de tous les Pères sans exception, » ou bien, en cas de quelques désapprobations : « à l'exception de tant de voix ; et Nous, avec l'approbation du saint Concile, Nous les décrétons, statuons et confirmons tels qu'ils ont été lus. »

9. Le neuvième paragraphe interdit aux Pères de s'éloigner du concile avant qu'il soit terminé, à moins d'avoir fait examiner et approuver le motif de leur départ et d'en avoir obtenu l'autorisation.

10. Dans le dixième et dernier paragraphe, le Pape décide que, malgré leur éloignement de leurs bénéfices, tous les Pères du concile et tous les clercs qui y seront employés, en pourront percevoir « les fruits, revenus, rapports et distri-

(1) Cf. à ce sujet t. I, p. 492 sq.

butions quotidiennes, sauf seulement les distributions dites *entre présents*. »

Tels sont les dix points du règlement tracé par Pie IX pour diriger la vie et les travaux du concile (1). Quelques-unes de ses prescriptions et expressions furent désapprouvées par un certain nombre de Pères et l'on ne tarda pas à demander au pape de les modifier. D'après Friedrich (2), certains auraient même été mécontents de l'initiative prise par le pape d'un règlement pour le concile. Nous ne trouvons pas trace de cela dans les documents que nous avons sous les yeux. Au contraire, les suppliques des Pères au pape pour obtenir quelques modifications du règlement prouvent indirectement qu'ils ne lui contestaient pas le droit de le dresser; ils le lui reconnaissent même en propres termes, nous le verrons. Toutefois, de ce que les Pères n'élevèrent aucune protestation// contre l'établissement d'un règlement par le pape (3), il ne s'ensuit pas que dans leurs conversations particulières, il ne leur échappa point quelques plaintes contre l'initiative prise

(1) Sur les motifs du pape et sur son droit de dresser lui-même un règlement avant d'avoir obtenu l'assentiment du concile, voir t. I, p. 505 sq.

(2) *Geschichte des Vatikan. Konzils*, III, 86.

(3) FESSLER (*op. cit.*, p. 51) atteste aussi que les Pères n'ont point protesté contre l'initiative prise par le pape de dresser lui-même le règlement du concile. Après l'avoir cité, Friedrich (*op. cit.* p. 88) ajoute : « C'est l'ancienne tactique : on s'arrange pour rendre toute protestation impossible, et l'on invoque ensuite le fait qu'il n'y a pas eu de protestation comme une approbation de ses procédés arbitraires ». — Comment cela ? En quoi a-t-on rendu toute protestation impossible ? « En ce que, répond Friedrich, le pape ne recevait pas directement les communications relatives au concile, mais les renvoyait à une commission particulière nommée par lui, mais non existante encore pour le concile puisque les noms de ses membres n'étaient pas encore connus ». On pourrait répondre : S'il était exact que les plaintes contre le règlement eussent dû s'adresser à la commission dont parle Friedrich, il n'y aurait eu de ce côté-là aucun obstacle puisque les membres de cette commission furent connus dès la première congrégation générale, le 40 décembre. Mais cette commission n'avait pas à s'occuper des protestations de cette nature; elle avait à recevoir les propositions des Pères pour le concile. Les protestations allaient directement au pape ou aux présidents de la congrégation générale. C'est au pape en fait que parvinrent les objections faites par les Pères contre certains points du règlement. Ceux-ci

par lui sans consulter le concile. Plus tard, le 26 janvier 1870, dans une lettre à l'empereur Napoléon, M^{gr} Darboy, archevêque de Paris, exprime un certain mécontentement à ce sujet, mais il ajoute qu'il n'y attache pas une importance particulière (1).

Cependant plusieurs Pères souhaitaient qu'on modifiât certains points. Dès le 12 décembre, vingt d'entre eux adressaient une lettre au pape pour lui manifester quelques-uns de leurs désirs au sujet du règlement. Le premier des signataires était M^{gr} Strossmayer, évêque de Diakovar en Croatie; après lui venait M^{gr} Kenrick, archevêque de Saint-Louis. / Les autres étaient presque tous des évêques français, entre autres M^{gr} Dupanloup, d'Orléans, M^{gr} Place, de Marseille, et M^{gr} Ginoulhiac, de Grenoble. Loin d'exprimer aucun mécontentement de ce que le pape a donné un règlement, ils y voient, au contraire, suivant leur expression, une règle bien propre à assurer le succès du concile. « Et comme, ajoutent-ils, la vertu suprême et la puissance invincible de la foi résultent de la parfaite et universelle union des esprits, Votre Sainteté a décidé en particulier que les projets déjà étudiés et préparés mais encore dépourvus de toute sanction de votre part, devraient être tous et dans toutes leurs parties, soumis à l'examen et au jugement des évêques. Le monde entier saura ainsi que les Pères jouissent de leur pleine et parfaite liberté pour discuter et définir les dogmes sacrés et pour établir les règles des mœurs et de la discipline. » Après

savaient donc tort bien à qui s'adresser pour protester. — Friedrich dit aussi (*op. cit.* p. 189) que dans la seconde congrégation générale, M^{gr} Dupanloup et M^{gr} Strossmayer voulurent prendre la parole sur le règlement, mais qu'ils furent écartés : « On en parla beaucoup, alors, à Rome ». M^{gr} Fessler, secrétaire du concile ne fait pas allusion à cet incident; le compte-rendu sténographique de la seconde congrégation générale n'en contient pas la trace non plus. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, Friedrich n'a pas d'autres sources que les cancans de Rome.

(1) « Il est difficile de soutenir que le concile ait toutes les apparences de la liberté. Il n'a pas fait son règlement, ce ne serait qu'un inconvénient médiocre, si les droits d'une assemblée libre y étaient assez garantis » C. V. 1551 b.

cela, les Pères insistent sur l'importance de la liberté des délibérations conciliaires à notre époque surtout, où tant d'esprits, des plus distingués parfois par leur puissance et leur science, sont imbus de préjugés hostiles à l'Eglise. Aussi aiment-ils à espérer que la congrégation chargée d'examiner les propositions des Pères voudra bien, suivant l'intention du Saint-Père, lorsqu'elle rejettera un projet, faire connaître aux Pères de qui il émanait, les motifs de ce rejet, et que ceux-ci seront autorisés à se présenter en personne devant la congrégation pour y faire valoir leurs raisons. De plus, il serait à souhaiter qu'aux membres de la congrégation nommés par le Saint-Père il en fût adjoint d'autres dont le concile ferait choix.

Les auteurs de la lettre attirent ensuite l'attention du pape sur les quatre députations chargées d'examiner les difficultés qui surgiraient dans les congrégations générales. Il importait, au milieu de cette foule accourue de tous les pays, de connaître les hommes les plus capables et les plus à même de remplir cette charge, afin de ne pas s'exposer à les choisir à l'aveugle; il faudrait donc trouver un moyen de procurer cette connaissance; il serait également nécessaire, eu égard à la gravité de la matière et à la nature des questions qui surgiraient, d'augmenter le nombre des membres de ces députations et de les diviser en plusieurs sections, auprès desquelles les Pères auraient libre accès. // Ils recommandent aussi que toute question soumise à la congrégation générale soit d'abord soigneusement examinée par la députation.

En terminant, les suppliants expriment encore le vœu qu'à cause des circonstances présentes la loi du secret soit atténuée. Plus le concile s'envelopperait de silence, plus les méchants s'irriteraient contre l'Eglise. D'ailleurs, l'habitude constante a été, jusqu'ici, de discuter publiquement les questions les plus graves. Finalement et quelles que soient

les précautions prises, les délibérations des Pères parviendront à la connaissance des ennemis de l'Eglise et seront exposées à leurs attaques; il serait donc absolument nécessaire de permettre aux pasteurs de l'Eglise d'y répondre.

Le pape donna lui-même sa réponse de vive voix à l'un des signataires, M^{sr} Félix de Las Cases, évêque de Constantine, qu'il chargea de la transmettre à ses collègues. Elle manifeste la volonté du Saint-Père qu'on s'en tienne au règlement dressé et déjà promulgué. Au cas où l'expérience montrerait que telle ou telle mesure faciliterait et favoriserait les délibérations du concile, le pape était toujours prêt à l'adopter de la manière et dans la forme qui paraîtrait la plus convenable (1).

Une deuxième lettre adressée au Saint-Père au sujet du règlement du concile est datée du 2 janvier (2). En tête des 26 signataires se trouve le cardinal Schwarzenberg, de Prague. Les noms de M^{sr} Kenrick et de M^{sr} Strossmayer s'y retrouvent aussi. Parmi les autres, nous citerons M^{sr} Scherr, archevêque de Munich, M^{sr} Deinlein, archevêque de Bamberg, M^{sr} Haynald, archevêque de Kalocsa, M^{sr} Förster, évêque de Breslau, M^{sr} Dinkel, évêque d'Augsbourg, M^{sr} Eberhard, évêque de Trèves, M^{sr} Ketteler, évêque de Mayence, et M^{sr} Beckmann, évêque d'Osnabrück.

C'est le second paragraphe, sur le droit d'initiative, qui fait l'objet de leur lettre. « Certains, observent-ils, interprètent cet article comme s'il ne reconnaissait pas aux Pères le droit de faire librement au concile les propositions qui leur paraîtraient utiles au bien commun et ne le leur concédait que comme par exception et sous forme de grâce. » La vie et la force de l'Eglise, poursuivent-ils, dépendent avant tout de la vie et de la force du primat; aussi doit-on, avant

(1) *C. V.*, 917 a.

(2) *Ibid.* 917 b. sqq.

tout maintenir et garantir ses droits, / si l'on veut assurer la bonne marche du concile. Mais les autres membres du corps mystique du Christ ont aussi leur force, et le collège des évêques ses droits, qu'il tient, dès l'origine, de ses fonctions et de son caractère; or, cette force et ces droits, il faut aussi les garantir si l'on veut que la tête conserve sa vigueur et puisse exercer sans trouble son activité. Entre ces deux éléments, Dieu a voulu une intime unité et il les a inséparablement liés ensemble. « A bon droit et avec beaucoup de sagesse, Votre Sainteté a daigné déterminer tout ce qui concerne le bon ordre et la succession des matières à traiter par le concile; mais si les Pères, pour obéir à leur conscience, prennent à leur tour l'initiative de quelque proposition jugée par eux utile au bien général de l'Eglise, on ne doit voir dans leur démarche que l'exercice de leur droit et de leur fonction, pourvu qu'ils gardent la soumission et le respect dus au chef de l'Eglise. » Aussi sont-ils convaincus que ce second paragraphe du règlement ne porte aucune atteinte à leur droit. Mais ils le seraient bien plus encore, ajoutent-ils, si le pape permettait qu'aux membres de la congrégation instituée pour examiner les propositions des Pères, le concile en adjoignit d'autres, qu'il choisirait dans son sein, et si les Pères auteurs des propositions étaient admis à se présenter devant cette congrégation.

Les auteurs de cette lettre, non seulement ne contestent pas au pape le droit de faire un règlement, mais ils le lui reconnaissent même en propres termes. Ce qu'ils visaient, c'est une expression du décret pontifical. S'il était vrai, comme certains le croient, qu'on y dénie aux évêques le droit de faire des propositions au concile, respectueusement mais aussi résolument et en toute franchise, ils déclarent considérer comme étant de leur droit et du devoir de leur charge de faire au concile les propositions qu'ils croiront utiles au bien général.

Mais ils n'ont garde de croire que le décret leur enlève un droit leur appartenant; tout ce qu'ils disent, c'est que quelques-uns lui ont donné un sens d'après lequel ce droit y serait méconnu. Or, cette interprétation n'est pas fondée. En effet, le droit et la charge, que le décret attribue exclusivement au Saint-Siège, de déterminer l'objet des délibérations du concile et de provoquer le jugement des Pères (*munus proponendi negotia, // quæ in sancta œcumenica Synodo tractari debent, de iisque Patrum sententias rogandi*) est un droit que ne s'arrogeait et que ne pouvait s'arroger aucun des évêques signataires, car le décret ne vise point par là toutes les espèces de motions à faire au concile, il ne s'occupe que de la manière autorisée de le saisir d'une question et de la soumettre à son jugement (1). Or, ceci appartient exclusivement au président du concile, au pape ou à ses délégués.

Du reste, le pape ne nie pas le droit d'initiative des Pères; il n'en fait pas un privilège qu'il se donne l'air de leur accorder; au contraire, il commence par leur exprimer son désir, par les inviter même à faire des propositions au concile; seulement, il ajoute ensuite que, pour être officiellement transmises au concile, ces propositions devront passer par ses mains et, par conséquent, être soumises à l'examen d'une congrégation que lui-même instituera. Or, une mesure de ce genre était non seulement justifiée, mais absolument nécessaire. Sans elle, un désordre sans fin se serait introduit au concile; tout travail y serait même devenu impossible, s'il avait été loisible à chacun des sept cents Pères d'y faire

(1) Voici la note qu'à cause de la lettre en question, Fessler a cru devoir mettre lui aussi au mot *proponere*: « L'expression latine employée ici, *proponere*, désigne deux choses bien distinctes: l'une de faire des motions sur les questions dont doit s'occuper le concile, l'autre de lui soumettre en congrégation générale des projets déterminés sur lesquels il doit délibérer et émettre son vote. Dans toute assemblée bien organisée la première de ces initiatives appartient à chacun de ses membres; la seconde est réservée au président. Seule l'amphibologie du mot latin a pu faire naître ici quelques malentendus ».

ses propositions, d'en exiger l'examen et de provoquer un vote à ce sujet. Qu'on songe seulement à la multitude de projets recueillis, dès avant le concile, par les évêques dans les diverses parties de l'Eglise, dans la province de Naples, par exemple, et transmis ensuite au Saint-Père, quand le concile s'ouvrit (1). Abstraction faite de leur multitude, un grand nombre d'entre eux ne visent qu'une partie de l'Eglise, ou bien sont du ressort de l'administration ecclésiastique ordinaire plutôt que d'un concile œcuménique et, comparés avec les matières si graves et si nombreuses qui s'imposent en grand nombre aux délibérations d'une assemblée aussi solennelle, n'ont qu'une importance médiocre. Voilà pourquoi il était indispensable de faire un choix parmi toutes ces propositions. Mais qui charger de ce travail? //

Nous l'avons déjà vu dans le premier volume (2), la Commission centrale avait étudié à fond cette question du droit d'initiative; elle fait l'objet d'au moins trois rapports des consultants, un de Sanguineti (3), un de Hefelé (4) et un de Galeotti (décembre 1868). Tous s'accordent sur l'essentiel, et c'est dans le sens de ces rapports qu'avait été portée la décision fort combattue, de notre décret. Galeotti distingue, comme nous venons de le faire, entre proposition matérielle et proposition formelle, et c'est le droit de la proposition formelle qu'il réserve au pape seul; tous les évêques ont, d'après lui, droit à la première (5). Dans un exemplaire du rapport de Galeotti,

(1) C. V. 778 d. sqq.

(2) Voir t. I, p. 489 sqq.

(3) C. V. 1077c. sqq.

(4) C. V. 1087c. sqq.

(5) Page 37 sq. « *La prima (materiale) sorge dello diritto della verità, che non esclude nessuno degli aventi parte al Concilio dal proporre tutto ciò ch'egli stimi congruente utile e necessario allo scopo per cui si celebra il Concilio. La seconda sorge dallo stesso diritto della verità determinato e imperativo nel contro e vertice dell'Autorità e della potestà giurisdizionale del Sommo Pontefice. La proposizione materiale è di quavisoglia articolo che si stimi importante da trattarsi discuttersi e definirsi; e si subordina all'elezione che possa e voglia farne il Papa.* »

nous avons trouvé une critique de ce rapport, écrite en allemand ; l'écriture de cette note et le renvoi fait par le critique à l'Histoire des Conciles de Héfélé comme à son propre ouvrage, montre qu'elle est l'œuvre de Héfélé lui-même. Le savant historien l'avait sans doute mise là en vue d'une citation ou d'une appréciation à faire en séance. Le lecteur ne sera peut-être pas fâché de connaître entièrement les réflexions qu'écrivait pour son usage personnel l'érudit historien des conciles, homme peu disposé assurément à exagérer les droits du pape aux dépens de ceux des évêques.

Voici donc sa note sur le passage en question de Galeotti : « Ad § 3, p. 37 sqq. — Pleinement d'accord sur le droit, pour chaque évêque, de faire des motions, c'est-à-dire [de les proposer de vive voix au concile et en outre] de les remettre par écrit au pape ou à celui qui tient sa place. Il est tout à fait à propos que le pape nomme des commissions particulières pour recevoir et examiner les propositions ainsi émises. // Quant à décider et de l'opportunité et du moment de les mettre en discussion, c'est le pape que cela regarde. On pourrait dire que c'est là restreindre beaucoup la liberté du concile, et c'est vrai jusqu'à un certain point. Mais cette restriction s'impose dans l'intérêt général et dans celui du bon ordre : sinon le concile deviendrait une diète de Pologne. Dans les Parlements toute motion individuelle, dès qu'elle est appuyée par trois membres, doit être mise en discussion ; mais il n'est pas possible de transporter cet usage au concile : on s'y arrêterait trop aisément aux questions spéciales sans jamais aborder le principal. N'est-ce point là cependant tout abandonner au bon plaisir du pape ? Et alors les projets les plus heureux, les plus avantageux pour

La proposizione formale è quella dei determinati articoli, che (o presi dalle collettive proposte, o formulati esclusivamente dal medesimo Sommo Gerarca), la stessa Santità Sua, o Legati che ne tengan le veci, rechi e ingiunga alla discussione, e à voti del Concilio. Il formalmente proporre è d'assoluto diritto pontificio ».

l'Eglise, le pape ne peut-il pas les faire classer tout simplement aux archives, *ad acta*? — Je réponds : « Il le peut et il ne le peut pas. Il le peut, c'est-à-dire que, théoriquement, il en a le pouvoir ; mais, pratiquement, il ne le peut pas, car toute proposition évidemment bonne et utile recevra l'appui d'un si grand nombre de membres du concile qu'il en résultera pour le pape une espèce de nécessité morale l'obligeant à l'accepter. » Il n'y a donc, en réalité, aucune conséquence fâcheuse à redouter pour l'Eglise de cette restriction qu'il est nécessaire d'apporter à la liberté parlementaire. »

Les mots entre crochets ont été ajoutés après coup entre les lignes par Héfélé lui-même. Mais il s'est repris plus loin. Revenant sur cette question, à savoir : si les évêques doivent être autorisés à faire leurs propositions d'abord de vive voix et en présence des Pères, voici les réflexions qu'il fait : « On peut se demander si le droit matériel d'initiative qui appartient à chaque évêque (d'après § 3, p. 37 sqq.) consiste à pouvoir remettre, mais par écrit seulement, sa proposition au pape ou à une commission émanant de lui, ou bien s'il comporte aussi l'autorisation de la présenter de vive voix en séance. Le § 62 pourrait faire croire que l'auteur (Galeotti) admet aussi ce droit de proposition orale. Et ceci serait grave ; la simple énonciation orale d'un projet judicieux équivaut à un *compelle* pour le pape d'entrer dans l'examen. Voici cependant d'autres réflexions qui me viennent à l'esprit : a) la présentation orale d'un projet entraînerait toujours avec elle la justification de ce projet, et ceci pourrait aller fort loin : que de temps perdu s'il est loisible à chaque évêque de faire les propositions qui lui tiennent à cœur et d'en développer les considérants à son gré ; cela n'est pas possible ; // b) de plus, dans les sessions générales publiques, il n'y a plus lieu de faire des motions ; on n'est là que pour conclure (comme à Trente). Ainsi donc le droit matériel d'initiative est sauvegardé suffisamment si chacun fait ses propositions par écrit

et si le pape les renvoie à une commission pour les faire examiner. Le pape est tenu à entendre le rapport qu'en feront les théologiens, mais à rien de plus; quant à ce qui est de les laisser venir en discussion ou de les accepter, c'est uniquement son affaire. Dans un parlement, la majorité peut bien adopter une résolution qui n'agrée pas au président; mais au concile rien de semblable ne saurait avoir lieu. Ici : a) point de vote sur ce que le pape ne veut pas faire mettre en délibération, et b) un vote émis ne peut pas lier le pape, c'est-à-dire que, si la majorité se prononce contre le désir du pape, celui-ci n'est pas obligé de confirmer cette résolution » (1).

La constitution pontificale règle donc le droit d'initiative exactement suivant la règle indiquée par Héfélé. Cet auteur montre bien les inconvénients intolérables qu'aurait une absolue liberté laissée aux évêques de faire des propositions. Mais la raison fondamentale de la mesure prise, c'est la situation à part qu'a le pape au concile; lui seul y a qualité pour le saisir d'une question. C'est lui qui le convoque, // et il pourrait même, ainsi que le fait remarquer Sanguineti (2), le convoquer

(1) Qu'on compare maintenant ce que dit Friedrich (*op. cit.* p. 43 sq.) D'après lui les deux consultants romains (Sanguineti et Galeotti) attribuaient au pape exclusivement le droit d'initiative, tandis que Héfélé en accordait un aux évêques aussi. La commission se serait tout d'abord rangée à l'avis des consultants romains, mais elle l'avait ensuite abandonné à dessein, afin de faire proposer par les évêques la définition de l'infaillibilité du pape. Voilà pourquoi avec Héfélé elle leur accorda un droit de proposition. — Telles sont les rêveries de cet historien. On en trouve chez lui des centaines; elles ont pour but de montrer qu'au concile on ne poursuit pas d'autre objet que la définition de l'infaillibilité. — Les trois consultants furent complètement unanimes : les propositions officielles au concile, disaient-ils tous, le pape seul peut les faire; mais tous les Pères peuvent aussi, indépendamment de lui, proposer leurs projets particuliers. L'accord entre Galeotti et Héfélé est manifeste d'après ce que nous avons dit; pour montrer que telle était aussi l'opinion de Sanguineti, qu'il nous suffise de citer ce passage de son rapport : « *Dico... , jus proponendi in Concilio oecumenico ita ad Sanctam Sedem uni'e pertinere, ut negative, nihil citra ejus consensum et approbationem proponatur, et positive, quidquid proponitur vel immediate vel mediate ab ipsa Sancta Sede proponatur. Dixi mediate, scil. quatenus episcoporum propositiones per legatos pontificios fieri debent.* » C. V. 1080 c.

(2) C. V. 1079 a.

dans un but unique et déterminé, pour le dissoudre immédiatement après. Il peut donc bien également le convoquer pour plus longtemps et pour des fins diverses. Si les évêques de leur côté veulent ensuite soumettre certaines matières aux délibérations du concile, rien ne les en empêche. Mais le pape peut examiner leurs propositions et les admettre ou les exclure.

C'est pour cela, on le comprend également, que les membres de la congrégation chargée d'examiner les propositions émanant des évêques devaient être nommés par le pape lui-même et non point choisis par le concile. Les convenances l'exigeaient. Mais du reste, l'avantage particulier qu'en retirait le pape était peu considérable, car les choix faits à la majorité des voix auraient certainement porté uniquement sur les hommes qui lui agréaient. Mais s'il voulut nommer lui même les membres de cette congrégation, c'est qu'ils avaient à accomplir sa tâche à lui, pape, et non point celle du concile, et qu'ils travaillaient pour son compte à lui, non point pour celui du concile. Par contre, les membres des commissions chargées de poursuivre les travaux conciliaires des congrégations générales étaient laissés par le règlement au choix des Pères eux-mêmes. Ainsi l'avait réglé le Saint-Père, contrairement aux conclusions de la Congrégation préparatoire, qui voulait en faire nommer les deux tiers par le pape et un tiers par le concile(1).

La réponse du pape à l'adresse des 26 évêques fut transmise de vive voix par le secrétaire du concile au cardinal Schwarzenberg qui devait la communiquer aux autres. Elle était courte et ferme : « Il n'est pas à présumer qu'aucune disposition des actes pontificaux puisse porter atteinte aux vrais droits des évêques ; Sa Sainteté ne trouve donc pas de fondement aux raisons alléguées dans la lettre qui lui a été

(1) Voir tome I, p. 487.

adressée par 26 évêques, à la date du 2 courant; elle a déclaré en conséquence que sa volonté est de voir le règlement fixé et publié par elle avec le bref *Multiplices inter*, demeurer ferme et invariable (1). »

Une troisième lettre datée également du 2 janvier (2) et signée d'un grand nombre d'évêques allemands, autrichiens, hongrois, français, et de quelques-uns de l'Amérique du Nord, 88 Pères en tout, // sans s'occuper de la constitution *Multiplices inter*, signale quelques obstacles qui empêcheraient un examen fructueux des questions proposées au concile.

Dans un synode, disent-ils, comprenant plus de 700 Pères, venus des cinq parties du monde, les congrégations générales ne permettent point une discussion approfondie des matières si elles ne sont point précédées de délibérations par groupes restreints. Que celles-ci se fassent avec soin, et vingt ou trente discours jetteront ensuite plus de lumière que n'auraient fait soixante prononcées avant toute discussion. En outre, parmi les évêques, il se trouve certains hommes d'une éducation et d'une expérience hors ligne, mais qui, malgré leur connaissance parfaite de la langue latine, n'ont aucune habitude de la manier. La salle est grandiose assurément, puisqu'elle est auprès du tombeau de saint Pierre, mais elle n'est pas commode pour délibérer. A la première congrégation générale pas un seul orateur, quelque forte que fût sa voix, n'a pu se faire entendre de tous les Pères, et même depuis la diminution de la salle (3), tout le monde ne peut pas tout entendre.

C'est pour cela que les Pères expriment le vœu qu'on

(1) C. V. 918 c.

(2) Ibid. 918 c. sqq.

(3) Dès la seconde congrégation générale, où eut lieu un débat, on avait coupé la salle en deux au moyen d'un rideau : les Pères se réunirent dans une des deux parties.

fasse imprimer les comptes rendus sténographiques et qu'on les communique à tous les membres du concile — à eux seuls évidemment et sous l'obligation du secret — afin qu'à la lecture ils puissent compléter ce qu'ils ont mal compris dans les réunions. D'ailleurs, et quand bien même on pourrait trouver une salle plus commode, il serait très utile aux Pères d'avoir sous les yeux ce qui a été dit dans les sessions précédentes. Il suffit souvent d'un mot ajouté ou retranché pour changer le sens dans les matières les plus graves.

Ils souhaiteraient encore qu'il y eût permission générale d'exposer par écrit ses opinions à tous les membres du concile, et ils demandent qu'à raison de leur mutuelle dépendance, tous les projets concernant la foi et la discipline leur soient remis d'avance et en même temps. //

Il y aurait aussi grand avantage à ce que les Père de même langue, de pays soumis à un même gouvernement ou ayant des coutumes et des institutions semblables, pussent se réunir pour délibérer ensemble. On pourrait pour cela répartir les membres du concile entre six sections environ, et chacune d'elles chargerait deux délégués au moins de faire connaître aux diverses députations quelle est son opinion sur le schéma proposé, avec les motifs à l'appui.

Pour conclure, ils résument leurs demandes dans ces trois points : premièrement, déposition de tous les schémas en même temps ; deuxièmement, délibérations par nationalités ; troisièmement, impression des discours et des autres travaux des Pères.

Le pape répondit encore de vive voix à chacun de ces points, et le secrétaire du concile fut envoyé aux cardinaux Schwarzenberg et Rauscher ainsi qu'à l'archevêque de Paris pour leur faire connaître cette réponse.

Après mûre considération du contenu de l'adresse, dit le pape, voici la réponse qu'il a résolu de faire aux trois demandes :

Dans les conciles précédents on n'a point remis à l'avance, dès le commencement des sessions, à chacun des Pères tous les travaux préparés pour les discussions ; du reste, abstraction faite de cette question d'usage, il y a aujourd'hui des motifs spéciaux et faciles à deviner qui ne permettraient pas cette communication dans les conditions demandées par les Pères (1).

En second lieu, il y aurait inconvénient à autoriser ou à reconnaître officiellement comme le demande l'adresse, la division des Pères en groupes déterminés d'après la langue ou la nationalité. Mais cela n'empêche pas que les évêques, pour accélérer les discussions, puissent, s'ils le veulent, tenir des réunions sans caractère officiel et faire exposer par un ou plusieurs prélats à la congrégation générale les opinions qui prévalent dans leurs groupes : // toutefois ces orateurs seraient tenus de ne parler qu'en leur nom propre et personnel.

Enfin il n'y a plus de motif de demander l'impression des discours et des explications particulières, puisque les diverses députations, en rapportant les schémas amendés par elles, auront soin de faire précéder leur travail d'une explication aussi claire que possible, et de la faire remettre imprimée à tous les Pères ; toutes les difficultés proposées par les orateurs ainsi que les amendements demandés, qu'il en ait été tenu compte ou non, se trouveront là exposés et résumés. C'est pour ce motif que tous les discours prononcés dans les congrégations générales devront être transmis aux députa-

(1) Il y avait encore un autre motif de refuser cette communication de tous les travaux. Le pape ne l'indique pas, mais nous l'avons trouvé maintes fois exprimé dans les documents des archives : c'est que ces travaux n'étaient pas encore achevés. Plusieurs semblent avoir eu besoin d'une nouvelle refonte pour être en état de servir aux délibérations du concile. Or, on conçoit sans peine qu'on ne voulût pas jusque-là les mettre entre les mains des Pères, et d'autre part, on était si surchargé de travail, que cette refonte ne pouvait se faire immédiatement.

tions respectives, qui dans leur examen des questions proposées, pourront ainsi en avoir le texte sous les yeux (1).

Telles furent les demandes et les observations auxquelles le règlement donna lieu de la part des Pères, et telles furent les réponses du pape.

Sur un autre point encore se portèrent de bonne heure les critiques d'un membre du concile, mais au lieu de s'adresser par lettre au pape, il porta la question devant la congrégation générale.

Le huitième paragraphe du règlement portait que les décrets du concile devraient commencer par ces mots : *Pius, Episcopus, Servus Servorum Dei, sacro approbante Concilio* (2). C'est contre cette prescription que s'éleva M^{gr} Strossmayer, évêque de Diakovar, dans un discours prononcé le 30 décembre à la cinquième congrégation générale (3). En tête des décrets il voudrait qu'on plaçât les mots *Sacrosancta Synodus decernit*, ou d'autres semblables, comme on le fit au concile de Trente. Un des motifs qu'il allègue c'est que le concile de Trente a habitué les fidèles à ce début des décrets : « Je confesse ma faiblesse, dit-il ; moi-même j'étais si habitué à la formule du concile de Trente, je l'ai si profondément gravée dans ma mémoire et dans mon cœur, qu'en lisant pour la première fois ce schéma (*de doctrina catholica*), je fus réellement étonné et je me demandai pourquoi l'on s'était écarté de la formule de Trente (4) ».

La surprise de l'évêque de Diakovar, d'autres ont pu l'éprouver. // De tous les conciles, celui de Trente nous est le plus familier ; nous sommes tous habitués aux formules d'introduction de ses décrets ; on y exprime que les décrets émanent du concile, et le pape n'y paraît que pour les

(1) C. V. 921 a. sqq.

(2) Ci-dessus, p. 56.

(3) Cf. les détails plus loin, ch. VII.

(4) *Acta Congregationum Generalium*. I, 39.

approuver. Or voici qu'on propose une formule où le pape vient en première ligne et comme auteur principal des décrets.

Mais pour déterminer les règles à observer dans un concile, ce n'est pas sur l'un d'eux en particulier, serait-il le dernier et par conséquent le mieux connu, qu'il faut prendre uniquement modèle; il faut avoir surtout égard aux usages suivis dans la généralité des conciles. Or, la plupart indiquaient pour mettre en tête des décrets, les paroles prescrites par le bref *Multiplies inter*. Le Pape n'assistait pas en personne au concile de Trente; à celui du Vatican, au contraire, il exerçait lui-même la présidence. Or il est d'usage que dans les conciles présidés par le pape, la formule d'introduction des décrets soit celle qui était prescrite pour le concile du Vatican. C'est ce qu'expose fort nettement Galeotti dans le rapport que nous avons déjà cité (1), et Hefelé, ce maître dans l'histoire des conciles, dit à ce propos dans la note que nous avons déjà mentionnée : « Si le pape assiste, les décrets sont publiés en son nom *sacro approbante Concilio*. C'est l'usage ancien (2) ».

Hinschius l'atteste également, et puisqu'il cite des exemples, voici un de ses passages : « Depuis le premier concile de Latran en 1123, les canons, ainsi que les synodes généraux tenus par les papes depuis le milieu du XI^e siècle, doivent être considérés comme des ordonnances émanant du pape; et les pluriels qui s'y rencontrent, *prohibemus, interdicimus*, etc., sont des pluriels de majesté, qu'il ne faut pas rapporter aux Pères des conciles : on peut le voir par LATERANENSE I, c. 1 (*auctoritate apostolica... prohibemus*); c. 12 (*ex fratrum nostrorum et totius curiæ consilio*); [Mansi 21, 283]; — LATER. II, c. 7 (*prædecessorum nostrorum Gregorii VII... vestigiis*

(1) Page. 66 sqq.

(2) Page. 3.

inhærentes præcipimus), loc. cit. 21, 530; — LATER. III, c. 1 (*de consilio fratrum nostrorum et sacri approbatione concilii aliquid decrevimus adjungendum*); et de même c. 20, loc. cit. 22, 217; — ALEXANDRE III. ep. ad Rhem. archiepiscopum, loc. cit. 21, 1100 : *nos autem in conc. Lateran... ac tota Ecclesia, quæ convenerat, approbante statuimus. (1) ||*

De ces textes, il ne résulte pas, comme semble l'admettre Hinschius, que les décrets furent rédigés et publiés non comme décrets du concile mais seulement comme ordonnances pontificales. Dans une de ces formules, en effet, les décisions sont données comme décisions du concile approuvées par le pape, tandis que les autres les représentent comme des décisions du pape auxquelles le concile a concouru par son approbation. Le concile a donc participé à celles-ci tout comme le pape à celles-là; seulement dans un cas on insiste sur le rôle du pape, dans l'autre sur celui du concile. « Quiconque, écrit Fessler (2), connaît l'histoire des anciens conciles, sait que les deux formules étaient en usage. Le célèbre Pierre d'Ailly disait déjà à l'époque du concile de Constance en 1417 : *Quærere, an errores contra fidem, in hoc sacro Concilio damnandi, debeant per Summum Pontificem damnari sub hac forma : « Nos, hoc sacro Concilio approbante. damnamus, etc. », aut damnari debeant sub ista forma : « Sacrosanctum Concilium damnat, etc. », non est quæstio inutilis aut supervacua, nec ad materiam fidei, quæ tractatur, est impertinens. Patet, quia « utraque forma in decretis Generalium Conciliorum reperitur »*. C'est ainsi qu'au concile de Constance lui-même on trouve les deux formules employées : dans les premières sessions jusqu'en

(1) HINSCHIUS : *Kirchenrecht*, III, 362. — FRIEDRICH (*Gesch. des Vatikan. Konzils*, III, 70 sq) prétend que cette formule n'a pas été en usage pour les conciles œcuméniques, qu'elle n'a été employée que dans les conciles généraux de l'Occident.

(2) *Das Vatikan. Konzilium*, p. 39, note.

novembre 1417 la formule : « *Sacrosancta generalis Synodus Constantiensis* » et, à partir de décembre 1417 jusqu'à la fin du concile, l'autre formule : « *Martinus, Episcopus, Servus Servorum Dei... Nos... sacro approbante Concilio, etc.* » (1). La cause du changement se trouve ainsi indiquée dès le XV^e siècle par Aug. Patricius [†1496] 2). *Si Papa est præsens, decreta intitulantur hoc modo : « Martinus Episcopus, Servus Servorum Dei, sacro approbante Concilio, etc. » Si autem abest Pontifex, sic scribitur : « Sacrosancta generalis Synodus, etc. »* C'est d'après ce principe qu'ont agi les conciles généraux postérieurs, c'est-à-dire le cinquième de Latrân, le concile de Trente et celui du Vatican. » //

Il y eut aussi un point du règlement dont la première pétition des Pères demanda le changement et qui, dès qu'il avait été connu, avait provoqué les protestations de la presse quotidienne, de la presse libérale surtout : c'est celui qui imposait aux Pères et aux fonctionnaires du concile l'obligation du secret sur tout ce qui avait trait à ses travaux. Les publicistes affectaient de laisser entendre qu'ils ne se plaignaient de cette mesure, ni pour eux-mêmes, ni parce qu'elle leur enlevait l'occasion d'envoyer tous les jours, de Rome, où la presse du monde entier avait ses représentants, des nouvelles toutes fraîches du concile, avec leurs commentaires; mais c'était dans l'intérêt du concile même qu'ils la trouvaient regrettable : ne se donnait-il point l'air de redouter la lumière, de refuser au monde, qui y était cependant si intéressé, le moyen de suivre ses travaux ? Les délibérations elles-mêmes ne souffriraient-elles pas de l'ignorance où les évêques seraient tenus, jusqu'à leur arrivée à Rome, sur les projets qu'on leur soumettrait ?

(1) Martin V avait été élu au concile le 41 novembre 1417 et était universellement reconnu comme pape légitime. C'est donc parce que le pape était présent en personne que la formule fut modifiée.

(2) *Ceremoniale Romanum*, lib. I, tit. XIV (*De concilio generali*).

Or, voici la réplique que leur adressait Scheeben dans sa revue : *Das ækumenische Konzil vom 1869* (1) : « Dans une assemblée de représentants du peuple, la publicité des débats se comprend et a sa raison d'être ; il faut que le peuple sache si et dans quelle mesure les députés qu'il s'est choisis expriment par leurs discours et leurs votes ses opinions et ses désirs. Mais dans quel pays les réunions des gouvernants sont-elles publiques ? Il leur serait bien difficile de les rendre telles sans compromettre leur dignité et la considération due à l'autorité, et sans exposer leurs décisions à des contradictions ou à des influences regrettables. Or, dans l'Eglise le concile est une assemblée de personnes ayant une part légitime à son gouvernement et qui, n'ayant point reçu leur mission du peuple, n'ont pas non plus à lui en rendre compte. Il n'y a donc là aucun désir de soustraire son action à la lumière ; le concile ne forge point des desseins ténébreux comme une loge de francs-maçons ; il ne conclut point des traités secrets comme les pouvoirs politiques ; toutes ses décisions, il les porte à la connaissance du monde entier afin d'y répandre la lumière de la vérité et de l'ordre, et d'en chasser les esprits de ténèbres. Et le motif unique du secret qu'il garde sur ses délibérations, c'est d'éviter que les esprits de ténèbres trouvent moyen de s'y immiscer pour barrer la route, avant même qu'ils aient paru, à la lumière de ses décrets. // Ceux qui s'intéressent vraiment au concile, qui voient en lui ce qu'il est en réalité, ceux, en un mot, pour qui le concile se réunit tout d'abord, ne lui en veulent point de ne pas les renseigner à l'avance sur ses délibérations. Ceux qui s'en plaignent sont justement ceux qui n'ont ni l'intention de soutenir le concile, ni le moindre souci de profiter de ses décrets ; ils sont seulement impatients de s'ériger devant leur cher public en juges

(1) I, p. 249.

du concile, d'apprécier ses décrets, de pouvoir en livrer à la suspicion et au mépris les délibérations préparatoires. Mais le plus comique est de les entendre se plaindre que, jusqu'à leur arrivée à Rome, les évêques eux-mêmes n'auraient rien su des projets et du but du concile, et auraient été obligés de se mettre en route dans l'ignorance complète de ce qu'on attendait d'eux. Les littérateurs libéraux prêtent ici à nos évêques leur propre inexpérience, leur simplicité à eux : nos évêques connaissent depuis longtemps l'esprit de l'Eglise et du Saint-Siège, et il leur était facile de prévoir en général, surtout pour les questions doctrinales, la nature des projets qu'on leur soumettrait; les détails qu'ils ignoraient, ils n'avaient pas besoin de les connaître plus tôt.»

A la suite des fausses nouvelles lancées en si grand nombre dès le début du concile par la presse hostile à l'Eglise, des journaux catholiques aussi émirent l'avis qu'il serait bon d'adoucir un peu la loi du secret, pour les mettre eux-mêmes en état de réfuter ces insinuations mensongères.

Le VATERLAND, de Vienne, qui avait fait cette proposition, reçut de Rome la communication suivante : « Je ne saurais partager tout à fait cette manière de voir, et cependant je reconnais pleinement combien est fondée la plainte qui l'a fait naître; ce sont bien les faux rapports venus de Rome qui contribuent le plus à accroître l'universelle confusion des idées. Toutefois, à parler vrai, ne se laisse tromper que celui qui veut l'être, c'est-à-dire celui qui s'en rapporte sciemment à des hommes connus par leur mauvaise volonté et leur incompétence. Quel est l'homme sérieux qui ira chercher dans les organes de la franc-maçonnerie la vérité sur les choses de l'Eglise? Les abonnés habituels de ces feuilles là ne cherchent pas sincèrement la vérité ou, s'ils sont assez naïfs pour prendre comme argent comptant les balivernes qu'on leur sert, ne croyez pas que les réfutations des bons journaux puissent les détromper: eux ne les liront pas, et ce

n'est pas cette presse à la mode du jour qui les reproduira. // Le mensonge se propage toujours plus facilement que la vérité; il a pour sa diffusion des moyens que ne peuvent pas employer les défenseurs de la vérité, car il s'adresse à ces instincts pervers de l'humanité qui, depuis la chute originelle, la tiennent asservie.

» Un sot peut poser cent fois plus de questions que n'en sauraient résoudre dix sages; de même, un plat bavard trouvera toujours plus d'auditeurs que dix maîtres des plus capables et des plus méritants. Ainsi est faite décidément la nature mauvaise de l'homme; ce n'est que par des moyens surnaturels que la vérité peut l'emporter. Gardez-vous cependant, de voir là une condamnation de la presse catholique en général; tout au contraire, elle est aujourd'hui devenue nécessaire; c'est grâce à elle que, au milieu des cris discordants de tant de voix fausses, les *homines bonæ voluntatis* peuvent encore discerner quelques notes justes. Mais les *homines bonæ voluntatis* savent que le concile ne se guide pas, comme les parlements modernes, d'après l'opinion publique changeante au jour le jour; ils savent que ses adversaires répandent couramment la fausseté, et ils attendent ses décisions avec pleine confiance, sûrs que, par elles, se fera une lumière éclatante et que, par l'assistance surnaturelle du Saint-Esprit, les hommes seront disposés favorablement à l'acceptation de la vérité.

» Pour le moment, les sectaires ennemis de la lumière entassent ténèbres sur ténèbres; à quoi servirait d'allumer çà et là un flambeau? Attendons le soleil; ses rayons auront vite fait de disperser les nuages et, à l'instant, tout le monde y verra clair. Au reste, à côté du silence imposé aux Pères bien des événements peuvent être publiés; vos correspondants vous les signalent et on peut les lire dans les journaux vraiment catholiques de tous les pays » (1)

(1) *Das Konzil*, etc., p. 227.

Les lignes qui précèdent contiennent beaucoup de vrai. Il était cependant très regrettable que la mauvaise presse, par tant de fausses informations, pût entretenir une si grande confusion dans les esprits, tandis que les Pères se voyaient dans l'impossibilité d'y répondre par la simple exposition de la vérité. Mais il n'était pas possible, en fait, de les y autoriser. L'esprit qui régnait dans la presse ne permettait pas de livrer à la publicité les débats et les travaux du concile. // La confusion des sentiments, encouragée par la presse, aurait encore grandi. Le pape, sagement, choisit le moindre mal. Pour remédier dans une certaine mesure aux inconvénients du silence, on pouvait dispenser certains Pères de la loi du secret et les autoriser à faire connaître plus ou moins celles des affaires du concile qu'ils croiraient sage et prudent de publier pour répondre aux men-songes. C'est ce qui eut lieu ; Mgr Manning, archevêque de Westminster, ainsi que quelques évêques d'autres pays obtinrent une autorisation de ce genre (1).



(1) Edm. SHERIDAN PURCELL : *Life of cardinal Manning*, II, pp. 433-454.

CHAPITRE V

Les premières congrégations générales ; nomination des membres de la Congrégation pour l'examen des postulata ; élection des Commissions et Députations.

Le 6 décembre, le secrétaire du concile fit savoir aux Pères que la *première congrégation générale* se tiendrait le 10 de ce mois, à 9 heures du matin ; on y choisirait les cinq juges des excuses et les cinq juges des plaintes et différends (1) //.

A l'heure indiquée, le 10 décembre 1869, les Pères se trouvèrent réunis au nombre de 679 ; les cardinaux et les évêques avec le rochet, le mantelletto et la mozette ; les abbés avec leurs insignes de prélats ; les autres supérieurs d'Ordres avec l'habit de leur ordre ; les Pères orientaux portaient les costumes de leurs rites. C'était la tenue prescrite pour les congrégations générales (2).

La congrégation générale s'ouvrit, comme toutes les suivantes, d'ailleurs, par la messe du Saint-Esprit ; c'était un des Pères du concile, Mgr Vitelleschi, qui la célébrait. La messe finie, le secrétaire invita les cardinaux-présidents à

(1) *Multiplies inter*, § 5., Cf. ci-dessus p. 54 — C. V. 709 d.

(2) C. V. 709 c.

sortir du rang des cardinaux pour se rendre aux fauteuils de la présidence. Dans les premières réunions, ils ne furent jamais que quatre au lieu de cinq, le cardinal de Reisach, qui était alors le premier président, étant malade. Tous les Pères se levèrent ensuite pour dire la prière *Adsumus Domine*, etc. (1) que récita le cardinal de Luca, le premier des quatre présidents. Cette prière préparatoire faisait également partie du cérémonial de toutes les congrégations générales.

Après la prière, le cardinal de Luca prononça une courte allocution (2) pour se présenter, lui et ses collègues, comme présidents. Leur mission était difficile; mais l'esprit religieux, la piété, le zèle, la science, la sagesse et les autres vertus des Pères leur faisaient espérer que leur charge serait allégée; elles étaient aussi le gage des heureux résultats que produirait leur travail en commun.

Il annonça ensuite que le Saint-Père avait nommé les vingt-six membres de la Congrégation chargée de recevoir et d'examiner les *postulata* des Pères (3). Le sous-secrétaire proclama les noms, dont la liste imprimée fut remise aux Pères dans la congrégation générale suivante. Nous la donnons à la fin de ce chapitre.

Le Président invita alors les Pères à procéder à l'élection des cinq juges des excuses; chacun devait écrire sur un bulletin cinq noms pris parmi les membres du concile //.

On avait commencé de voter lorsque le cardinal Bilio reçut d'un des Pères le billet suivant: « L'archevêque de Saint-Louis propose que les cardinaux présidents désignent dans cette congrégation sept évêques qui se retireront aussitôt en un lieu convenable hors de cette enceinte, pour y dresser une liste des évêques proposés soit comme juges des excuses,

(1) Ibid. 696 c. sq.

(2) Ibid. 710 b.

(3) *Multiplices inter.* § 2. Cf. ci-dessus p. 52.

soit comme juges des plaintes ; les sept évêques devront être pris parmi les membres ici présents et être de nationalité et de langue différentes. Leur rapport fait, on proclamera le nom des évêques proposés par eux et l'élection sera renvoyée à la prochaine congrégation générale. Tous les évêques ou autres personnages ayant voix délibérative au concile, émettront alors leur vote au moyen d'un bulletin secret où ils maintiendront les noms proposés ou bien leur en substitueront d'autres à leur choix. Ce mode de suffrage devra être adopté dans toutes les élections du même genre (1) » Mais le vote étant déjà commencé, on passa outre à cette proposition.

Les bulletins une fois recueillis par le secrétaire et le sous-secrétaire ainsi que par leurs aides, on procéda au dépouillement. Mais on ne tarda pas à constater que le dénombrement et la mise en ordre de cinq fois six cent soixante dix-neuf noms exigeaient un travail fort long et ennuyeux ; les Pères ne pouvaient pas non plus, pour attendre le résultat du vote, rester assis plusieurs heures et sans rien faire, dans la salle du concile, d'autant plus que le second vote aurait exigé une seconde fois la reprise de la même opération.

Les présidents se concertèrent donc en vue de pourvoir à ces difficultés, et le sous-secrétaire donna lecture en leur nom de la proposition suivante : 1^o tous les bulletins déjà remis et tous ceux de l'élection suivante seraient, devant tous les Pères, déposés dans une urne qui serait fermée et scellée

(1) Telle est, traduite mot à mot, une lettre qui se trouve parmi les actes de la première session. Il semble que, pour voter, certains Pères aient été gênés parce qu'ils ne connaissaient point les personnes. Cependant, chacun connaissait les évêques de sa nationalité et plusieurs étrangers aussi ; il était, en outre, facile de renseigner sur les autres. D'après une feuille qui se trouve parmi les actes de la première congrégation générale, Mgr Strossmayer, évêque de Diakovar, aurait proposé au président de renvoyer le vote, les personnes n'étant pas connues suffisamment. Le président répondit qu'on avait eu assez de temps pour prendre des informations. Mgr Strossmayer répondit qu'il s'abstiendrait.

sous les yeux de tous (1) ; 2^o le dépouillement aurait lieu le lendemain en présence de deux des présidents et de cinq autres Pères, qui seraient : les doyens des patriarches, des primats, des archevêques, des évêques et des abbés ; 3^o le résultat du vote serait proclamé à la prochaine congrégation générale (1). Après avoir lu quatre fois cette proposition en se tournant successivement de tous les côtés de la salle, le sous-secrétaire pria les Pères qui l'approuvaient de se lever. L'acceptation fut générale. On procéda ensuite rapidement, et de la même manière, au choix des juges des plaintes et différends. La congrégation, qui s'était ouverte à 9 heures du matin, n'en avait pas moins duré jusqu'à 2 heures du soir.

On y avait aussi distribué aux Pères deux documents. L'un était le schéma de la Constitution dogmatique sur la Doctrine Catholique et les erreurs rationalistes qui y sont contraires : ce devait être l'objet des prochaines délibérations ; le second document était la bulle *Cum Romanis Pontificibus*, édictant les règles à observer dans le cas où le Saint-Siège viendrait à se trouver vacant pendant la durée d'un concile (2).

La prochaine congrégation générale fut annoncée pour le 14 décembre ; on y devait procéder à l'élection des quatre députations (3). Mais treize évêques ayant, dans une supplique adressée au pape (4), demandé que dans cette congrégation on se bornât à élire la Députation de la foi, le pape accepta la modification proposée, et le secrétaire du concile en informa les Pères (5).

Dans la *deuxième congrégation générale*, on proclama

(1) C. V. 711 b.

(2) Cf. premier volume, p. 449 sq.

(3) *Multiplices inter.*, § 7. Cf. ci-dessus, p. 55. — C. V. 711 c.

(4) C. V. 914 sqq. Cf. ibid. 915 a.

(5) Ibid., 711 c. — Cf. *Congressus Præsidum*, 12 decembris 1869.

le résultat des deux scrutins du 10 décembre ; les témoins désignés pour assister au dépouillement attestèrent que tout s'était passé dans l'ordre. Nous donnons les noms des élus à la fin du chapitre.

On procéda donc dans cette seconde congrégation générale à l'élection de la Députation de la foi ; celle de la discipline fut élue dans la troisième congrégation générale ; celle des Ordres religieux dans la quatrième, et celle des Eglises orientales dans la dixième (1)//. Cette dernière députation, ainsi qu'on l'annonça en invitant à la nommer, se vit attribuer aussi les affaires des missions (2). Toutes ces élections se firent de la même manière que les deux de la première congrégation générale ; le résultat en fut proclamé à l'une des congrégations suivantes. Nous donnerons aussi, à la fin de ce chapitre, la liste de tous les membres de ces députations. Comme présidents, le pape nomma le cardinal Bilio à la Députation de la foi, le cardinal Caterini à la Députation de la discipline : ce dernier étant tombé malade, le cardinal Capalti fut nommé à sa place (3). La Députation des Ordres religieux eut le cardinal Bizzarri (4) comme président ; celle des Rites orientaux et des missions, le cardinal Barnabò (5). C'est encore dans la deuxième congrégation générale que fut distribuée aux Pères la bulle *Apostolicæ Sedis* ; le pape y réduisait le nombre des censures *latæ sententiæ* en vigueur jusque-là.

Les préliminaires de l'élection des députations ont une histoire que nous ne pouvons pas omettre. C'est alors que commença à se faire jour parmi les Pères, une divergence

(1) C. V. 711 d. 712 c. 713 d. 716 a.

(2) Ibid., 717 d.

(3) Ibid., 715 d.

(4) Ibid. 717 b.

(5) Ibid. 722 b.

d'opinion sur la définition de l'infaillibilité du pape, qui devait les diviser en majorité et en minorité, et troubler profondément la marche du concile : telle est, en effet, la cause profonde de toutes les difficultés qui devaient se produire dans ce concile du Vatican.

Les controverses sur l'infaillibilité qui avaient précédé le concile et provoqué en maints endroits la plus vive émotion parmi le peuple chrétien, avaient obligé de bonne heure les évêques à s'occuper de cette question et à prendre position à son égard. Nous avons même vu dans le premier volume que certains avaient déjà pris une part personnelle à la discussion : l'évêque de Sura par exemple, M^{sr} Maret, avait été un des premiers à soulever la question ; avant de partir pour le concile, l'évêque d'Orléans, M^{sr} Dupanloup, avait dans une brochure très vive, annoncé la lutte qu'il soutiendrait à Rome contre la définition de l'infaillibilité du pape ; de leur côté, M^{sr} Manning, archevêque de Westminster et M^{sr} De-champs, archevêque de Malines, s'étaient posés dès avant le concile en partisans de cette définition.

A peine réunis à Rome, les Pères laissèrent voir la diversité de leurs avis /. Pour les uns, après les grandes controverses dont cette doctrine avait été l'objet, la définition était devenue urgente ; d'autres redoutaient que cette mesure n'eût pour l'Eglise et pour les fidèles les conséquences les plus funestes ; à d'autres enfin mais peu nombreux, la doctrine elle-même paraissait rester douteuse. De part et d'autre on attachait une grande importance à cette question ; aussi est-il tout naturel qu'au moment de procéder à l'élection des députations chacun ait tenu à choisir ses candidats parmi les évêques qu'il savait partager ses opinions. Il importait en particulier de s'assurer de nombreux partisans dans la Députation de la foi ; c'est elle qui reprendrait pour en poursuivre la discussion les questions doctrinales déjà débattues et non terminées dans la congrégations générales, et

qui les remanierait en vue d'une nouvelle délibération.

Fallait-il définir ou non l'infailibilité du pape? A elle seule cette question paraissait donc à beaucoup revêtir une telle importance qu'ils en faisaient leur unique règle pour la détermination des candidats; d'autant plus que dans certains esprits du moins, l'opposition à cette doctrine n'était qu'un indice de tendances plus générales que les uns croyaient devoir favoriser, et les autres combattre. L'ouvrage de M^{sr} Maret, par exemple, en formulant la négation de l'infailibilité du pape, y rattachait une conception inexacte de la primauté en général, ainsi que de la constitution donnée par le Christ à son Eglise; or on n'ignorait pas que, parmi les évêques français au moins, ces idées comptaient quelques adeptes.

Le désir de faire représenter dans les députations l'opinion qu'on avait, fit songer naturellement à se grouper pour obtenir des élections favorables. La même préoccupation se manifesta des deux côtés, dès les premiers jours du concile.

M^{sr} Dupanloup en particulier et sans même attendre jusque-là, avait fait campagne pour recruter des partisans et les grouper en un parti. Son voyage en Allemagne et en Autriche n'avait pas eu d'autre but; et c'est encore dans le même dessein qu'il avait publié sa fameuse brochure, qu'il l'avait adressée à tous les évêques français et en avait fait faire pour les évêques allemands, anglais, italiens et espagnols un extrait traduit dans leurs langues respectives (1). A peine arrivé à Rome, il reçut, d'après l'abbé Lagrange //, la visite de M^{sr} Haynald, archevêque de Kalocsa, qui, avec son expérience de la vie parlementaire, lui soumit un plan à la fois fort simple et d'un effet assuré : les évêques de même opinion se grouperaient par nationalités; un comité interna-

(1) Voir t. I, p. 331 sqq.

tional formé de députés des divers groupes assurerait l'unité d'action nécessaire (1). C'est ce qui fut fait.

Les évêques français opposés à la définition se groupèrent autour du cardinal Mathieu, archevêque de Besançon, et de M^{sr} Darboy, archevêque de Paris. Le groupe austro-allemand eut d'abord à sa tête le cardinal Schwarzenberg, et M^{sr} Nardi mit son palais à sa disposition pour y tenir les réunions (2). Plus tard, le cardinal Rauscher en étant devenu président, les assemblées se tinrent chez lui. Dès le début, les évêques d'Allemagne et d'Autriche avaient vu se joindre à eux M^{sr} Greith, évêque de Saint-Gall, le seul évêque suisse qui combattit la définition de l'infailibilité du Pape. Le 12 décembre, le cardinal Rauscher fit savoir au cardinal Schwarzenberg que les évêques hongrois qui poursuivaient la même pensée, étaient prêts à se joindre au groupe austro-allemand s'ils en recevaient une invitation formelle (3), et dès le lendemain M^{sr} Simor, archevêque de Gran, primat de Hongrie, écrivait au cardinal Schwarzenberg que lui et les autres évêques hongrois invités ce jour-là même à se joindre au groupe austro-allemand, acceptaient cette invitation (4). Les prélats américains qui partageaient les mêmes opinions tinrent eux aussi des réunions particulières en vue de choisir leurs candidats (5). Le comité international ne paraît avoir eu primitivement qu'un petit nombre de membres; il s'accrut au mois de mars. Vers cette époque, M^{sr} Dupanloup, qui en faisait déjà partie, aurait, d'après une lettre adressée le 24 mars par M^{sr} Strossmayer au cardinal Schwarzenberg, proposé de porter à trente, dans la prochaine séance, les membres du comité. M^{sr} Strossmayer exprime l'espoir

(1) Voir LAGRANGE : *Vie de Mgr Dupanloup*, III, p. 156.

(2) Lettres de Mgr Nardi, à Schwarzenberg, les 9 et 12 décembre; aux Archives.

(3) Lettre des Archives.

(4) Lettre des Archives.

(5) Voir *Breve Diurnum Deputationis pro rebus ad fidem pertinentibus*, p. 1 sqq.

qu'on prendra encore dans le groupe austro allemand / M^{grs} Schwarzenberg, Greith et Héfélé (1).

Cependant les partisans de la définition ne demeuraient pas non plus inactifs. « Ratisbonne, Carcassonne, Malines, Paderborn et moi, raconte le cardinal Manning, nous commençâmes à tenir des réunions pour observer et contrecarrer les évêques français et allemands qui avaient formé un comité international (2) » Nous nous réunîmes dans mes appartements et dans ceux de l'évêque de Ratisbonne et de celui de Paderborn, et plus tard dans la villa Caserta. Le supérieur général des Rédemptoristes, qui habitait à la villa Caserta, dans la maison principale de son Ordre à Rome, près de Sainte-Marie Majeure, avait de lui-même fait mettre une salle à la disposition des Pères qui poussaient à la définition de l'infaillibilité. Les cinq évêques cités par M^{gr} Manning invitèrent donc un certain nombre de leurs collègues des divers pays qu'ils savaient partager leurs idées, à se joindre à eux pour délibérer sur les élections à faire. Un des membres de cette assemblée (3) raconte que M^{gr} Martin, évêque de Paderborn, se trompa et invita M^{gr} Greith, évêque de Saint-Gall, un adversaire de la définition. Celui-ci s'abstint; mais il envoya à la réunion M^{gr} Scherer, archevêque de Munich, et M^{gr} Dinkel, évêque d'Augsbourg. La présence de ces deux prélats, qui appartenaient au parti adverse, causa quelque gêne; on se tint d'abord sur la réserve; les deux prélats ne tardèrent pas d'ailleurs à se rendre compte qu'ils n'étaient pas à leur place et se retirèrent. Les délibérations commencèrent alors. Les Pères présents, plus de quatorze, adoptèrent à l'unanimité les trois résolutions suivantes : 1^o personne ne sera élu qui soit connu comme hostile à la définition de l'infaillibilité du Pape; 2^o il faudra élire des

(1) Lettre des Archives.

(2) E. S. PURCELL : *Life of Cardinal Manning*, II, p. 453.

(3) *Breve Diurnum*, etc. p. 3 sq.

évêques des divers pays; 3^o on remettra les noms des évêques à élire pour les divers pays à l'archevêque de Westminster. - On procéda ensuite à l'établissement des listes : ce fut facile. Les représentants de chaque pays choisirent leurs candidats respectifs et donnèrent les noms à l'archevêque. En quelques jours, la liste était faite. Elle fut soumise à l'approbation du cardinal Philippe de Angelis, archevêque de Fermo, prélat des plus distingués, qui, plus tard, à la mort du cardinal de Reisach devint premier président de la congrégation générale //. L'évêque de Ratisbonne, M^{gr} J. von Senestréy, fit lithographier cette liste et en distribua de nombreux exemplaires à ses amis, qui se chargèrent de les répandre parmi leurs connaissances.

Les Pères qui croyaient devoir empêcher la définition de l'infaillibilité avaient eux aussi fait une liste internationale de candidats, qu'ils firent imprimer. Les noms avaient été choisis par les évêques allemands, austro-hongrois et français, et étaient tous des adversaires de la définition. Les évêques des autres pays, avec lesquels la direction centrale ne semble pas avoir eu une union parfaite, avaient dans cette liste un petit nombre de représentants qui plus tard se prononcèrent pour la définition (1).

(1) Voici cette liste d'après Friedrich (*op. cit.* p. 177) : NN. SS. Tarnoczy, arch-vêque de Salzbourg ; Eberhard, évêque de Trèves ; Hételé, évêque de Rottenbourg ; Haynald, archevêque de Kalocsa ; Strossmayer, évêque de Diakovár ; Vancsa, archevêque de Fogaras ; de Labastide, évêque de Mexico (plus exactement de Lavastida y Davalos et archevêque) ; Macedo Costa, évêque de Belem de Pará au Brésil ; Maschad, patriarche (maronite) d'Antioche ; Mac. Hale, archevêque de Tuam ; Garcia Gill, archevêque de Saragosse ; Monescillo, évêque de Jaen ; Connolly, archevêque d'Halifax ; Le (La) Flèche, évêque d'Antedona i. p. 1 ; Kenrick, archevêque de Saint-Louis ; Lynch, évêque de Toronto ; Darboy, archevêque de Paris ; Dupanloup, évêque d'Orléans ; Ginouilhac (Ginoulihiac), évêque de Grenoble ; David, évêque de Saint-Brieuc ; Ghilardi, évêque de Mondovi. Ces vingt et un noms se trouvaient sur la liste le 13 décembre ; les trois autres ne durent être communiqués que le lendemain matin avant le scrutin. — D'après les notes d'un théologien que j'ai sous les yeux, plusieurs évêques autrichiens se firent scrupule de mettre sur la liste M^{gr} Dupanloup et Darboy. La plupart des évêques allemands auraient laissé passer leurs noms, persuadés que ni le troisième, ni le quatrième candidat ne partageaient les idées de ces deux prélats.

Lorsque vint le moment de voter pour la Députation de la foi, dans la seconde congrégation générale, comme il fallait s'y attendre, le parti des partisans de la définition, de beaucoup le plus nombreux, l'emporta. Tous ses candidats furent élus; et cependant tous les membres du parti ne semblent pas avoir voté exclusivement pour les noms de la liste; quelques-uns, au dire d'un théologien du concile déjà cité plusieurs fois, donnèrent leur voix à M^{sr} Dupanloup, « afin qu'il pût lui-même en personne soutenir son opinion devant la commission ». Mais l'évêque d'Orléans ne réunit finalement qu'un nombre de voix insuffisant, moins de cent. Tous les élus se trouvèrent favorables à la définition de l'infailibilité; il n'y eut qu'une exception; M^{sr} Simor, archevêque de Gran, qui était partisan résolu de cette doctrine et en avait même avant le concile pris la défense dans une lettre chaleureuse // adressée à son clergé (1), mais qui prit parti au concile même pour les inopportunistes. Les trois autres députations furent plus mélangées (2).

Le triomphe remporté dans les scrutins par les partisans de la définition leur a toujours été vivement reproché; on leur en a fait un crime, qu'aucun des écrivains hostiles au concile n'a omis de relever. Dans une lettre à l'empereur Napoléon (3), M^{sr} Darboy le met déjà au nombre des signes qui attestent l'absence de liberté au concile : « Un cardinal

(1) *C. V.*, 1296 a. sqq.

(2) La liste des candidats français favorables à la définition fut dressée par les évêques français sous la direction du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen; la liste adverse émanait d'un groupe d'évêques ayant à sa tête, comme nous l'avons déjà dit, le cardinal Mathieu. Celui-ci, après l'échec de sa liste, partit brusquement pour la France; le 5 janvier il était de retour à Rome. Sur l'objet de ce voyage, il courut les bruits les plus divers: les uns disaient que le cardinal était allé visiter son père qui était malade, les autres prétendaient qu'il avait voulu s'entretenir avec l'empereur Napoléon; d'autres alléguaient encore d'autres motifs. (*Journal d'un diplomate : Journal de Rome* 1870.) La vraie raison était fort probablement un accès de mauvaise humeur causé par le succès des adversaires.

(3) 26 janvier 1870. *C. V.* 1551 a. sqq.

très autorisé, dit-il, le premier des présidents du concile, a dressé les listes de candidats, que des religieux et des évêques complaisants ont répandues. » — Ces paroles donneraient à croire que la liste des candidats avait été présentée par les présidents du concile aux évêques de la majorité. Mais il y a là une première erreur à relever : comment l'archevêque de Paris, qui se trouvait au milieu des événements et y prenait une part active, a-t-il pu dire qu'au moment des élections le cardinal de Angelis — car il ne peut être question que de lui — était le premier président du concile? Par ses idées, par sa loyauté incontestée, par son habileté dans les affaires, ce cardinal était en effet un des membres les plus en vue du concile; mais pour le reste, il était l'égal de tout le monde. C'est avant la deuxième congrégation générale (14 décembre), vers le 11 ou le 12 décembre, que fut dressée la liste des candidats; or, le cardinal de Reisach, le premier des présidents, ne mourut que le 23 décembre, et c'est seulement le 3 janvier que le cardinal de Angelis lui fut donné pour successeur. Les Pères de la majorité l'avaient consulté sur les membres de la Députation de la foi à élire //. Mais est-ce là une preuve que la curie en avait dressé la liste? Pas plus que les relations entretenues par les évêques français de la minorité avec le cardinal Mathieu n'ont fait de leur liste la liste de la curie. M^{sr} Darboy est également dans l'erreur quand il ajoute que le cardinal de Angelis avait dressé la liste des candidats. Dans leur réunion de la villa Caserta, plus de quatorze Pères de divers pays s'étaient entendus sur le principe à suivre pour dresser la liste des candidats; ce sont ensuite les représentants de chaque pays qui ont proposé des hommes de leur choix : telle est l'origine de la liste qui, présentée au cardinal de Angelis, obtint son approbation.

Voilà les faits tels que les documents nous les ont fait connaître; on peut d'après cela apprécier la valeur des récits qu'on trouve dans de nombreux écrits hostiles au

concile, dans l'article, par exemple, publié au mois de février par le MONITEUR UNIVERSEL (1) : « Ces élections, y est-il dit, ont été faites sans connaissance de cause par les évêques, ou plutôt par la cour de Rome, sur des listes distribuées par elle » ; — Lord Acton est plus réservé, mais se trompe également : « Le cardinal de Angelis, écrit-il (2), fit adresser à tous les évêques accessibles à quelque influence une liste lithographiée d'où se trouvait exclu quiconque ne pouvait être rangé du côté de l'infailibilité. » — Schulte écrit (3) : « Ces commissions ont l'air d'avoir été élues par le concile ; en réalité, il n'en est rien. Quelques jours, en effet, avant l'élection des 24 membres de la Commission dogmatique, on distribua des bulletins imprimés portant 24 noms et se réclamant du cardinal de Angelis le premier des présidents. Cette liste passa dès le premier scrutin avec une telle majorité, qu'il n'en faudrait pas davantage pour établir l'existence d'une organisation. » (4)

Friedrich (5) met lui aussi naturellement toute l'élection au compte de la curie : // elle ne voulait pas que la minorité eût aucun représentant dans les commissions ; « la curie ne se borna pas à prescrire la manière dont se feraient les élections, elle les dirigea elle-même. » De preuve, il n'essaie même pas d'en fournir ; quelques pages plus loin, au contraire (6), en s'appuyant sur une lettre inédite et sur la revue THE VATICAN, il avance une affirmation qui contredit absolument ce qu'il vient de dire et prouve que les Pères jouissaient d'une indépendance complète. Il dit alors à propos du comité

(1) *La situation des choses à Rome* : 14 février 1870.

(2) *Zur Geschichte des Vatikanischen Konzils* (Munich 1871), p. 67.

(3) *Stellung der Konzilien, Päpste, etc.*, p. 254.

(4) Lagrange lui-même répète la même chose. (*Vie de M^r Dupanloup*, III, p. 156.)
« Les listes du cardinal de Angelis, sur lesquelles ne figuraient pas les évêques les plus importants de la minorité, passèrent telles que le cardinal les avait faites. »

(5) *Geschichte, etc.*, III, pp. 166-169.

(6) Page 175 sq.

électoral de la majorité : « Une seule fois, il y eut de l'hésitation ; le pape désirait voir entrer l'évêque d'Orléans dans une des commissions les plus importantes, et le patriarche latin, M^{sr} Valerga, demandait s'il n'y aurait pas lieu d'élire les chefs de la minorité membres des commissions ; on pourrait ainsi les gagner et affaiblir d'autant leur parti (1). Le cardinal Corsi, archevêque de Pise, prélat fort en vue d'ailleurs, était favorable à cette idée ; il envoya un évêque au président, le cardinal de Angelis ; mais l'humble converti, M^{sr} Manning, s'éleva alors contre ce projet et le fit abandonner. » — Voilà donc en présence d'un côté, le pape, le patriarche Valerga, l'influent cardinal Corsi et le cardinal de Angelis qui préside les délibérations, « la Curie » par conséquent, et de l'autre côté un simple membre du concile, M^{sr} Manning. La Curie désire que les partisans de la définition ne soient pas seuls élus, elle veut aussi des adversaires ; l'archevêque de Westminster, au contraire, demande qu'on exclue absolument les évêques de la minorité ; et c'est son avis qui l'emporte sur celui de la Curie. N'est-ce pas exactement le contraire de ce que Friedrich vient de reprocher à celle-ci ? C'est ici qu'il doit être plus près de la vérité ; mais il est fort douteux que cet incident se soit produit tel qu'il le raconte. Nous ne croyons pas que le pape soit ainsi intervenu dans les élections //.

Mais ce qui excite surtout l'indignation de Friedrich, c'est le parti-pris de la majorité de ne pas prendre de candidats hors d'elle-même, et d'élire exclusivement des partisans de la définition de l'infaillibilité ; dès les premiers pas, elle

(1) Le texte anglais du « *Vatican* » que cite Friedrich ne donne pas cette raison des intentions accommodantes du pape ; voici ce qu'il dit : « Le pape souhaite que l'école libérale et gallicane n'ait pas lieu de se plaindre d'avoir été contrainte dans les discussions et dans la défense de ses idées. » M^{sr} Valerga a-t-il donné l'autre raison ? Ce serait à voir dans la lettre inédite que Friedrich cite également ; mais c'est une de ces sources qu'on rencontre chez lui si fréquemment sans pouvoir les contrôler.

marqua ainsi le but qu'elle s'était proposé de poursuivre et d'atteindre. « N'est-ce point là, s'écrie-t-il, former une coalition politique pour arriver à tout prix à ses fins? Que d'intrigues et quelle audace insensée, de vouloir ainsi faire mentir le Saint-Esprit! Cette haine que la passion aveugle et qui étend l'exclusion jusqu'aux commissions sans rapport avec les questions dogmatiques, est-elle digne d'un concile, a-t-elle même quelque chose de chrétien? » (1).

Nous ne nous arrêterons pas à faire remarquer ce qu'il y a d'inexact dans ce récit; ce n'est pas la haine qui a dicté à la majorité ses exclusions; mais comment ne pas s'étonner de l'indignation que causent à Friedrich les procédés de la majorité? Les procédés des évêques français, allemands, autrichiens et hongrois qui s'étaient groupés contre la définition étaient absolument pareils; il les trouve cependant parfaitement justifiés. Le groupe français ayant quatre candidats à choisir, prit quatre adversaires de la définition et n'admit pas un seul de ses partisans, alors cependant que ceux-ci étaient de beaucoup les plus nombreux parmi les évêques de ce pays: ses préférences furent pour les plus prononcés des adversaires de la définition: M^{gr} Darboy, archevêque de Paris, M^{gr} Dupanloup, évêque d'Orléans, M^{gr} Ginoulhiac, évêque de Grenoble et M^{gr} David, évêque de Saint-Brieuc. Le groupe des évêques allemands, autrichiens et hongrois fit de même; des six candidats qu'il avait à proposer, il écarta absolument tous les partisans de la définition et ne choisit que des prélats qui y étaient opposés. La liste générale des adversaires de la définition, pour les évêques d'autres pays, porta bien sans doute quelques noms de partisans de la définition, peu d'ailleurs, très peu, si on les compare à la majorité si imposante qu'avaient en fait les partisans de la définition; leur admission sur cette liste,

(1) *Op. cit.*, p. 168 sq.

du reste, s'explique par l'absence, parmi les évêques de ces pays, d'une direction centrale groupant ceux de la même opinion (1). Cette liste d'ailleurs eût-elle passée /, que la présence de ces partisans de la définition dans la Députation de la foi se serait trouvée annulée par leurs collègues. Partisans et adversaires de la définition devaient finalement se réjouir pour le bien du concile que cette liste ne l'eût pas emporté; une députation de la foi qui aurait été conduite par les quatre candidats des évêques français, par M^{er} Haynald, archevêque de Kalocsa, et M^{er} Strossmayer, évêque de Diakovàr, candidats des évêques austro-allemands, se serait trouvée incapable de toute collaboration utile avec l'assemblée; l'histoire du concile montre trop la différence profonde qui séparait ces six personnages du reste des Pères. L'expérience a prouvé, au contraire, que la députation, telle qu'elle fut élue, possédait réellement leur confiance : toutes ses propositions, à l'exception d'une seule sans importance, ont reçu toujours et sans retard l'approbation de la congrégation générale. Assemblée et Députation étaient animées du même esprit.

Loin de nous la pensée de blâmer les évêques austro-allemands et français qui, pour candidats à la Députation de la foi, ne choisirent que des hommes partageant leur opinion sur la question de l'infaillibilité; ils considéraient la définition de cette doctrine comme devant entraîner pour l'Eglise les conséquences les plus funestes; leur conduite, dès lors,

(1) Friedrich lui-même (*op. cit.*, p. 177) ne s'explique pas comment la minorité de l'Italie du Nord, où l'infaillibilité comptait les plus chauds partisans, a pu faire choix d'un de ses adversaires, M^{er} Ghilardi. La minorité espagnole vota aussi pour deux partisans de l'infaillibilité; mais c'est, dit-il, qu'elle ne trouva pas d'autres candidats. Comment s'expliquer ici l'attitude de Friedrich? Il approuve les adversaires de la définition de n'avoir cherché leurs candidats, à l'exclusion de la grande majorité des Pères, que dans le cercle si restreint de leur parti, et il s'indigne de ce que les partisans de la définition, excluant leurs adversaires, aient limité leur choix au cercle bien plus considérable de leurs amis.

n'avait rien que de très respectable ; ils usaient de leur droit de libre vote pour écarter les périls qu'ils redoutaient. Mais qu'on n'en veuille pas à la majorité d'avoir, elle aussi, usé de son droit pour écarter le plus possible, par ses votes, les obstacles à la définition de l'infailibilité du pape que, vu les circonstances, elle considérait comme absolument nécessaire. Elle agit également en toute liberté et par suite de ses convictions personnelles. Attribuer sa conduite à des influences ou à une contrainte morale venue d'en haut, c'est se mettre en opposition formelle avec les faits historiques.

Les listes dressées par la majorité pour l'élection des trois autres députations n'étaient pas exclusives des adversaires de la définition.// Elles passèrent avec le même succès que celle des candidats pour la Députation de la foi.

Cette manière de procéder ne portait aucune atteinte à la liberté de vote de la minorité ; celle-ci, comme dans toute élection, n'y souffrait que de son petit nombre. Malgré cela, certains évêques de la minorité en éprouvèrent un grand déplaisir ; nous en trouvons la trace dans deux ou trois bulletins conservés aux archives. Pour la deuxième élection (*pro rebus Disciplinæ ecclesiasticæ*), on trouve dans l'urne un bulletin ne portant aucun nom, mais où étaient écrits ces mots : « *Ad cardinalem de Angelis, Episc. Firmanum, ut describat ipse in hac scheda nomina illorum Episcoporum, qui sua protectione gaudent.* » Un bulletin déposé pour la troisième élection (*pro rebus Ordinum regularium*) portait l'inscription suivante : « *Electio jam consummata est per schedulas publicas litographia typis mandatas et distributas. Inane ergo omnino est, nosmetipsos decipere quasi secreta suffragia ferentes.* » Au même scrutin on vit sortir de l'urne deux bulletins blancs, le second déchiré en trois morceaux. Un bulletin de la quatrième élection (*pro rebus ritus Orientalis etc.*) : « *Cum juxta morem ad usque servatum, majoritatis arbitrio sic omnia determi-*

nantur, quin minoritati ulla spes alicujus successus relinquatur, ideo ab omni suffragio abstinendum esse censeo, ne in vanum laborare videar. » C'était reprocher à la majorité d'être la majorité.

Les candidats pour une élection devant représenter tous les Etats, tous les pays, toutes les nationalités, l'équité demande qu'on les choisisse de manière à garantir les intérêts de tous; c'est ce qu'on avait fait; on avait mis sur les listes des personnages de tous les pays et de toutes les nationalités. Mais quel électeur se croirait obligé pour donner sa voix, à tenir compte des opinions et des manières de voir différentes de la sienne? Chacun désire, au contraire, faire triompher les défenseurs du sentiment qu'il croit le meilleur ou le seul juste.

Nous donnons ici les noms des membres, nommés par le pape, de la Congrégation pour l'examen des projets, puis les noms des membres élus par le concile pour les différentes commissions. //

I. — CONGRÉGATION POUR L'ADMISSION ET L'EXAMEN DES VŒUX EXPRIMÉS PAR LES PÈRES.

LL. EE. les cardinaux Patrizi, di Pietro, de Angelis, Corsi, Riario Sforza, Rauscher, de Bonnechose, Cullen, Barili, Moreno, La Valetta et Antonelli; M^{sr} Jussef, patriarche melchite d'Antioche, et M^{sr} Valerga, patriarche latin de Jérusalem; NN. SS. Guibert, archevêque de Tours, Riccardi di Netro, archevêque de Turin; Barrio y Fernandez, archevêque de Valence; Valdivieso, archevêque de Santiago de Chili; Spalding, archevêque de Baltimore; Apuzzo, archevêque de Sorrento; Franchi, archevêque de Thessalonique (Saloniki); Giannelli, archevêque de Sardes; Manning,

archevêque de Westminster; Dechamps, archevêque de Malines; Martin, évêque de Paderborn; Celesia, évêque de Patti.

II. — JUGES DES EXCUSES ET DES CONGÉS.

NN. SS. les archevêques Melchers, de Cologne; Monzon y Martins, de Grenade; Limberti, de Florence; Landriot, de Reims; et Pedicini, de Bari.

III. — JUGES DES PLAINTES ET DIFFÉREND.

M^{gr} Angelini, archevêque de Corinthe, et NN. SS. les évêques Mermillod, d'Hébron; Sannibale, de Gubbio; Rosati, de Todi; Canzi, de Cyrène.

IV. — DÉPUTATION DE LA FOI.

Président : Le cardinal Bilio.

Membres : NN. SS. Garcia Gil, archevêque de Saragosse; Pie, évêque de Poitiers; Leahy, archevêque de Cashel; Régnier, archevêque de Cambrai; Simor, archevêque de Gran; Schaepman, archevêque d'Utrecht; Hassun, patriarche arménien de Cilicie; d'Avanzo, évêque de Calvi et Teano; Ledochowski, archevêque de Gnesen et Posen; Cugini, archevêque de Modène; Dias Larangeira, évêque de S. Pedro; Senestréy, évêque de Ratisbonne; Dechamps, archevêque de Malines; Spalding, archevêque de Baltimore; Monescillo, évêque de Jaen; de Preux, évêque de Sion; Gasser, évêque de Brixen; Valdivieso, archevêque de Santiago de Chili; Manning, archevêque de Westminster; Zinelli, évêque de

Trévisé ; Cardoni, archevêque d'Edesse ; Steins, archevêque de Bostra ; Martin, évêque de Paderborn ; Sadoc Alemany, archevêque de San Francisco.

Secrétaire : M^{gr} Schwetz, de Vienne.

V. — DÉPUTATION DE LA DISCIPLINE.

Président : Le cardinal Capalti.

Membres : NN. SS. Jean Mac-Closkey, archevêque de New-York ; Ullathorne, évêque de Birmingham ; Mac Hale, archevêque de Tuam ; de Lavastida y Davalos, archevêque de Mexico ; Montserrat y Navarro, évêque de Barcelone ; Yusto, archevêque de Burgos ; Arrigoni, archevêque de Lucques ; Baillargeon, archevêque de Québec ; Ballerini, patriarche latin d'Alexandrie ; Plantier, évêque de Nîmes ; de Montpellier, évêque de Liège ; Marilley, évêque de Lausanne et Genève ; Wierzchlejski, évêque latin de Lemberg ; Stahl, évêque de Wurzburg ; Huerta, évêque de Puno ; Fillion, évêque du Mans ; Zwerger, évêque de Seckau ; Sergent, évêque de Quimper ; Heiss, évêque de La Crosse ; Ricciardi, archevêque de Reggio ; Meurin, évêque d'Ascalon ; Gutta-dauro di Reburdone, évêque de Caltanissetta ; Marini, archevêque d'Orvieto ; Aggarbati, évêque de Sinigaglia.

VI. — DÉPUTATION DES ORDRES RELIGIEUX.

Président : Le cardinal Bizzarri.

Membres : NN. SS. Fleix y Solans, archevêque de Tarragone ; Raess, évêque de Strasbourg ; Brossais-Saint-Marc, archevêque de Rennes ; Blanco, évêque d'Avila ; Derry, évêque de Clonfert ; Dusmet, archevêque de Catane ; Cantimorri, évêque de Parme ; Checa, archevêque de Quito ; de

Furstenberg, archevêque d'Olmütz; Pooten, archevêque d'Antivari et Scutari; Micaloff, évêque de Citta di Castello; Ryan, évêque de Buffalo; Spilotros, évêque de Tricarico; Angeloni, archevêque d'Urbino; Moraes Cardoso, évêque de Faro; de Leonrod, évêque d'Eichstaett; Clifford, évêque de Clifton; Salzano, évêque de Tanis; Faict, évêque de Bruges; Garrelon, évêque de Némèse; di Calabiana, archevêque de Milan; Khayyath, archevêque chaldéen d'Amadija; Willi, évêque d'Antipatros; Ghilardi, évêque de Mondovi.

VII. — DÉPUTATION DES RITES ORIENTAUX ET DES MISSIONS.

Président : Le cardinal Barnabò.

Membres : NN. SS. Bostani, archevêque maronite de Tyr et Sidon; Spaccapietra, archevêque de Smyrne; Lavigerie, archevêque d'Alger; Behnam-Benni, archevêque syrien de Mossoul; Abdou, évêque grec-melchite de Zahleh et Farzoul; Papp-Szilàgyi de Illesfalva, évêque grec-roumain de Grosswardein; Ciurcia, archevêque d'Irenopolis; de la Place, évêque d'Adrianopolis; Charbonneaux, évêque de Jassos; Grant, évêque de Southwark; Alcazar, évêque de Nova-Paphos; Mac-Gettingan, évêque de Raphoë; Pluym, évêque de Nicopolis; Nazarian, archevêque arménien de Mardin; Melchisedechian, évêque arménien d'Erzeroun; Barschino, archevêque chaldéen de Salmas; Jean Lynch, évêque de Toronto; Marangò, évêque de Tino et Mycone; Laouënan, évêque de Flavianopolis; Cousseau, évêque d'Angoulême; de Goesbriand, évêque de Burlington; Valerga, patriarche latin de Jérusalem; Jacques Quinn, évêque de Brisbane; Poirier, évêque de Roseau. //



CHAPITRE VI.

Le schéma de la Constitution dogmatique sur la Doctrine Catholique — DE DOCTRINA CATHOLICA — contre les multiples erreurs rationalistes.

Le septième paragraphe du règlement (1) prescrivait aux présidents du concile de proposer en premier lieu un projet dogmatique; pour les délibérations suivantes, le choix était laissé à leurs convenances. Ils choisirent pour servir d'objet à la première discussion le *schéma de la Constitution dogmatique sur la Doctrine Catholique contre les erreurs multiples dérivées du rationalisme* (2). Il fut distribué aux Pères dans la première congrégation générale (3), le 10 décembre, et la discussion en commença dans la quatrième congrégation, le 28 décembre.

Avant d'entrer dans les débats dont il fut l'objet, donnons-en un court résumé. Nous pouvons nous abstenir de l'apprécier; nous entendrons plus loin les jugements qu'en portèrent les Pères.

La suscription, qui fut critiquée dans la cinquième congré-

(1) Voir ci-dessus, p. 54.

(2) *Schema Constitutionis dogmaticæ de doctrina catholica contra multiplices errores ex rationalismo derivatos*. Voir C. V., 507 a. sqq.

(3) Ci-dessus, p. 82.

gation générale, était celle qui avait été prescrite pour tous les schémas (1) : « Pie, Evêque, Serviteur des Serviteurs de Dieu, avec l'approbation du saint concile, pour perpétuelle mémoire. »

L'introduction rappelle les grandes erreurs du temps, // dont les unes s'attaquent aux principes de toute religion ou veulent ramener le genre humain au paganisme, tandis que les autres, par la suppression de la distinction entre la nature et la grâce, entre la science humaine et la foi divine, détournent les dogmes de l'Eglise de leur sens véritable, et menacent l'intégrité et la pureté de la foi. La constitution a pour but de raffermir les fidèles contre ces doctrines impies et de leur exposer et expliquer la doctrine catholique opposée à ces erreurs.

Le premier chapitre contient une condamnation sommaire du matérialisme et du panthéisme. En exprimant le regret que de telles erreurs puissent se produire et se propager en toute liberté sans rencontrer aucun obstacle, on y caractérise rapidement les trois formes principales du panthéisme. On proteste ensuite contre l'usage d'envelopper ces erreurs sous les mots qui désignent les mystères chrétiens de la Trinité, de l'Incarnation, de la Rédemption, de la Résurrection; c'est ainsi que les fidèles sont séduits et ces mystères défigurés. Le chapitre se termine par une courte profession de foi rédigée surtout d'après le quatrième concile de Latran et formulant la doctrine catholique sur les principaux attributs de Dieu.

Le premier chapitre traitait du rationalisme absolu; le second a pour objet le rationalisme vulgaire, qui, tout en admettant l'existence de Dieu, exclut toute dépendance de notre raison à l'égard de sa révélation. Mais avant de réprouver cette erreur, il s'occupe de la doctrine diamétra-

(1) *Multiplices inter*, § 8. Voir ci-dessus p. 56.

lement opposée, du traditionalisme, qui professe l'absolue nécessité de la révélation pour connaître Dieu; et il déclare que les simples forces de la raison suffisent pour s'élever de la création à cette connaissance. L'homme est obligé, est-il dit ensuite, de soumettre son intelligence à Dieu si Dieu lui révèle des vérités; or, ajoute-t-on, la révélation et l'élévation de l'homme à l'ordre surnaturel sont choses non seulement possibles, mais réelles; et c'est alors que le schéma condamne la doctrine de l'indépendance de la raison humaine vis-à-vis de Dieu. Suit une exhortation pressante adressée à tous les fidèles du Christ, mais surtout aux pasteurs, aux maîtres et aux éducateurs de la jeunesse, de tenir les âmes confiées à leurs soins à l'écart des erreurs condamnées et de les prémunir contre le danger de s'y laisser entraîner.

Avec le troisième chapitre commence la seconde partie de la constitution, où l'on traite d'erreurs particulières dérivées des principes fondamentaux du rationalisme.// Ce même chapitre a pour objet d'indiquer les sources de la vérité révélée; il renouvelle et précise davantage la doctrine et les prescriptions du concile de Trente sur la nature de l'inspiration, le contenu du canon et l'interprétation de la Sainte Ecriture; et il condamne en même temps les erreurs opposées.

La quatrième chapitre expose la nécessité de la révélation. Nécessaire déjà comme moyen de rendre plus facile et plus générale la connaissance des vérités de la religion naturelle, elle est devenue d'une nécessité absolue, dès là que Dieu nous a élevés à un ordre et à une fin surnaturels, qu'il nous est impossible de connaître et d'atteindre sans cette révélation.

Parmi les vérités révélées de Dieu, enseigne le chapitre cinquième, il y a des mystères ou vérités qui, sans être contraires à la raison, sont cependant au-dessus d'elle; la raison ne peut, par ses propres forces, ni les découvrir, ni même, après que Dieu les a révélées et que la foi les a acceptées, les

saisir dans la plénitude de leur vérité. D'où la condamnation de la doctrine qui attribue à la raison de l'homme, cultivée comme il faut, le pouvoir de pénétrer et de démontrer par ses propres forces toutes les vérités révélées, et qui, par suite, fait de toutes ces vérités, l'objet de la philosophie.

Là finit ce qui concerne l'objet de la foi ; avec le sixième chapitre, la constitution commence à traiter de la foi au sens subjectif ; elle explique d'abord ce qui la distingue de la science. Elle est une vertu surnaturelle par laquelle nous tenons pour vrai, avec la grâce et à cause de l'autorité de Dieu qui nous l'atteste, ce que celui-ci nous a révélé. On se trompe donc à prendre la foi pour une simple conviction, résultant dans l'esprit humain de la connaissance acquise au moyen de la raison naturelle, des vérités concernant Dieu et la religion.

Toutefois, dit le chapitre septième, bien que la foi ne résulte point simplement de l'intelligence des vérités proposées à notre croyance, elle n'en est pas moins un hommage raisonnable rendu à Dieu. En faisant sa révélation, Dieu n'a pas voulu, en effet, qu'une impulsion aveugle suffît à nous mener à croire ; au contraire, en même temps qu'agissent sur nous les grâces intérieures du Saint-Esprit, les preuves extrinsèques dont Dieu a voulu que la foi fût entourée nous garantissent pleinement la révélation divine. / L'homme qui n'est pas encore arrivé à la foi est tenu de s'informer avec soin du fait de cette révélation jusqu'à ce qu'il ait la certitude que Dieu a parlé ; mais alors, cette certitude une fois acquise, il rejette tous les doutes sur ce qui est révélé, pour rendre à la souveraine Majesté et à la Vérité infinie l'obéissance de la foi.

Par contre, de nouvelles erreurs tendent à faire de la foi une conviction purement naturelle, résultat d'une démonstration rigoureuse. Le huitième chapitre y répond en établissant, d'après les anciens conciles, que la foi est un don surnaturel de Dieu, principe, fondement et racine de toute

notre justification surnaturelle, et que les actes que nous en produisons, au lieu de découler nécessairement d'un raisonnement, dépendent de notre libre volonté.

Au neuvième chapitre, on trouve condamnée la doctrine d'après laquelle un catholique, après avoir acquis et professé la foi sous le magistère de l'Eglise, pourrait encore la soumettre à un doute proprement dit et suspendre son adhésion afin d'en examiner le fondement et les preuves avec plus de liberté, d'après les règles de la seule raison et de la science humaine, les fidèles catholiques se trouvant pour cela dans les mêmes conditions que les incrédules. Non, dit le schéma, la foi est nécessaire aux hommes pour se sauver, et tous sont tenus d'y persévérer constamment. Pour l'accomplissement de ce devoir, Dieu donne à chacun la grâce nécessaire; elle s'ajoute aux preuves extrinsèques de la vérité révélée qui se manifestent avec tant d'éclat dans l'Eglise catholique.

Le dixième chapitre explique les rapports entre la science naturelle et la foi divine. C'est une erreur d'admettre que dans la recherche scientifique, la raison soit absolument indépendante de la foi divine et de l'autorité de l'Eglise. Sans doute, le savoir naturel vient aussi de Dieu, vérité suprême et créateur de l'intelligence humaine, et la raison est le plus noble instrument qui nous ait été donné pour reconnaître et scruter les vérités qui sont dans son domaine, mais faillible et faible comme elle est, il peut aussi lui arriver d'embrasser des opinions contraires à la doctrine infallible de l'Eglise, fausses par conséquent malgré leur apparence de vérité, puisqu'une vérité ne peut pas être contraire à une vérité. La constance obligatoire dans la foi exige donc qu'un catholique, au lieu d'admettre comme conclusions légitimes de la science des opinions contraires à la doctrine catholique, les considère comme des erreurs; // il est impossible, en effet, de rester attaché par la foi à la vérité catholique tout en la combattant sciemment au nom de la philosophie. Cette obligation ne nuit

pas d'ailleurs à la véritable étude et à la recherche de la vérité naturelle; sans entraver, en effet, les progrès de la science, elle met une barrière à ses fausses démarches.

Le onzième chapitre réproouve cette erreur que les dogmes peuvent varier d'après le progrès des sciences naturelles, et le sens que l'Eglise a déclaré vrai, peut un jour devenir faux, pour être remplacé par un autre.

Avec le douzième chapitre commence l'exposé de la doctrine de l'Eglise sur quelques points plus importants et sur les erreurs opposées qui devront être condamnées.

Ce chapitre et le suivant posent la doctrine catholique sur la Sainte Trinité à l'encontre de deux erreurs : comme il y a trois personnes en Dieu, il y aurait aussi trois essences, et les opérations de Dieu au dehors ne seraient pas toujours communes aux trois personnes. C'est là aussi que se trouve exposé brièvement le dogme de la liberté et de la fin de la création.

Le quatorzième chapitre traite du mystère de l'Incarnation et de la Rédemption : unité de personne et dualité de natures dans le Christ, incarnation du Fils de Dieu et union hypostatique, cause efficiente de cette union et « *communicatio idiomatum* », différence d'activité dans les deux natures et valeur satisfaisante des actions humaines de la personne divine, mort du Christ offerte en sacrifice sur la croix pour l'expiation de nos péchés : c'est un exposé doctrinal complet terminé par la condamnation des erreurs contraires qui se sont produites de nos jours.

Le chapitre quinzième affirme et prouve l'unité d'origine de tout le genre humain; il renouvelle aussi la doctrine du concile de Vienne sur l'unité de la nature de l'homme, composé du corps et de l'âme raisonnable, car « l'âme raisonnable est vraiment et par elle-même, ou immédiatement et essentiellement, la forme du corps humain. » La doctrine contraire est qualifiée d'hérétique.

Le dogme de l'élévation du genre humain à l'ordre surnaturel fait l'objet du chapitre seizième ; le dix-septième traite du péché originel, / de l'exemption dont a été l'objet la Très Sainte Vierge, et de l'éternité des peines auxquelles sont sujets tous ceux qui meurent en état de péché mortel.

Dans le chapitre dix-huitième se trouvent résumés divers enseignements relatifs à l'état de grâce surnaturelle que le Christ nous a mérité. Le genre humain se trouvait à l'origine dans cet état de grâce ; perdue par Adam, elle lui a été rendue par le Christ ; par le Christ aussi les péchés nous sont remis, et c'est encore par lui que nous est accordée la grâce qui nous fait renaître enfants de Dieu. Cette grâce ne consiste pas seulement en une bienveillance divine qui serait hors de nous, ni même en actions passagères exercées sur nous ; elle est un don surnaturel permanent que Dieu répand dans notre âme, qui y adhère et que tout le monde reçoit au moment de sa justification, même les enfants dans leur baptême. Elle est le principe formel de notre justification et fait de nos actes surnaturels des actes d'enfants de Dieu, qui nous méritent l'augmentation de la grâce, ainsi que la vie éternelle. Mais nos puissances naturelles ne sauraient par elles mêmes, sans la grâce divine, produire aucun acte salutaire, ni augmenter la justice dans les justes, ni disposer les pécheurs à la justification ; nécessaire pour surmonter les difficultés, la grâce l'est également pour faire de nos actes des actes vraiment salutaires dans l'ordre surnaturel.

Tel est, en résumé, le contenu de la constitution proposée : chaque point est appuyé de preuves courtes, mais très pleines, empruntées à l'Écriture et à la Tradition ; çà et là on y a joint aussi des explications.

En même temps que le schéma, on mit à la disposition des Pères les remarques (1) des théologiens qui l'avaient com-

(1) C. V., p. 518 c et suiv. « *Adnotationes* ».

posé : explications sur les points de doctrine exposés et preuves théologiques à l'appui ; comparaisons avec les anciennes expressions de l'Eglise sur le même sujet ; historique de l'origine et de la propagation des erreurs contraires ; c'étaient autant de secours destinés à faciliter singulièrement l'examen et le jugement du projet.



CHAPITRE VII.

Les débats sur le schéma de la Constitution dogmatique DE DOCTRINA CATHOLICA, jusqu'au 4 janvier.

Les projets remis aux Pères revêtaient bien la forme d'une Constitution définitive ; ils portaient même la signature du pape ; malgré cela, cependant, la liberté la plus complète leur était laissée pour en critiquer la forme et le fond, pour exprimer nettement leur jugement, pour les admettre, les rejeter ou y proposer des amendements (1). Et de cette liberté les Pères, nous le verrons, firent très largement usage.

Les débats sur le schéma *de doctrina catholica* s'ouvrirent le 28 décembre dans la *quatrième congrégation générale*, après qu'on eut élu la députation pour les Ordres religieux : ce fut le premier débat conciliaire. Le premier président annonça d'abord aux Pères qu'on préparait une salle de réunion plus commode pour les congrégations générales ; // jusque là, pour ne point perdre de temps, la discussion du schéma déposé devrait se faire dans la salle actuelle (2).

Quatorze Pères s'étaient déjà fait inscrire pour prendre la parole. On leur assigna leur tour suivant l'ordre de dignité et l'âge de promotion.

(1) *Multiplices inter*, § 7. Ci-dessus p. 54.

(2) *Acta Congregationum generalium*. (Compte rendu sténographique : cf. là-dessus, tome I, p. 4 sq.), I, 45. — C. V., 714 b.

Le premier qui parla fut le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne.

Le cardinal, sans contester aux auteurs du schéma le mérite d'une science distinguée, d'une application infatigable et des meilleures intentions (1), ne croit pas cependant qu'ils aient eu suffisamment en vue les ennemis même que l'Eglise doit combattre.

Les doctrines de la Réforme sur la Sainte-Ecriture comme source unique de la foi, et sur la justification par la foi toute seule, dit-il, ont cédé la place à des erreurs plus funestes. La révélation avec ses miracles n'est que fictions ou fables à rejeter. On nie même l'existence de Dieu et de l'âme de l'homme. Le matérialisme, voilà la doctrine qui gagne du terrain aujourd'hui.

Les représentants de ces erreurs exaltent la raison ; mais ils comptent encore plus pour les répandre, sur les mauvaises inclinations du cœur humain ; de là leurs efforts et l'habileté de leurs discours pour agir sur ces instincts. Ils ont beau changer souvent de masque pour attaquer la religion chrétienne, l'affirmation qui leur est commune et sur laquelle tous insistent, c'est que le bien-être terrestre doit être le but principal de l'activité humaine ; tout le reste ne mérite que le mépris. D'après eux, les lois de la société civile ne doivent pas non plus tenir le moindre compte de la religion.

Niant l'existence de Dieu, comment connaîtraient-ils son premier précepte qui est de l'aimer ! Et cependant ils affectent une grande estime pour cette conséquence de l'amour de Dieu, qu'est l'amour du prochain. Celui-là sera l'ami de l'humanité qui la délivrera des erreurs enseignées par les prêtres, et du joug des rois. Voilà la tâche assignée aux meilleurs de ce monde.

(1) *Acta* etc, I, 16, sqq.

La diffusion de ces idées se poursuit aujourd'hui avec ardeur; or, elles aboutissent à une lutte continuelle contre l'Eglise; // ce sont elles qui inspirent les panégyristes de la révolution ainsi que les coryphées du libéralisme; elles ont à leur service un nombre incalculable de journaux, et les assemblées législatives se laissent dominer par elles. C'est d'elles que proviennent ces attaques incessantes contre le mariage chrétien, contre l'influence de l'Eglise dans l'école, contre la sépulture ecclésiastique et la sanctification des dimanches et jours de fête; de là encore tous ces efforts pour faire pénétrer ce mépris de la religion dans les écoles où se forment les futurs éducateurs, et pour contraindre ensuite, au moyen des amendes, les parents à envoyer les enfants dans leurs écoles. Ils savent très bien, les partisans de ces doctrines, que presque partout le peuple catholique reste encore attaché à sa foi; mais ils espèrent, à force de mensonges et de railleries, par les calomnies continuelles de leurs journaux et par leurs écoles qui insinuent leurs idées impies au cœur même de l'enfance, arriver à faire pénétrer leur poison jusqu'au fond des âmes.

Voilà quel est actuellement l'état des choses. Les ennemis de l'Eglise n'ont point partout le même pouvoir, mais partout ils poursuivent le même but, et depuis une dizaine d'années ils ont fait partout des progrès. Ce n'est pas l'hérésie qui nous menace en ce moment; l'hérésie suppose la foi en Dieu et à la révélation. On a forgé contre nous des armes nouvelles; nous avons affaire à des erreurs qui auraient épouvanté les païens eux-mêmes; eux n'allèrent jamais jusqu'à nier la nécessité de la religion. Aujourd'hui ce sont les préambules de la foi qui sont en question.

Par conséquent, ce que le schéma dit du panthéisme, du rationalisme et du matérialisme, est insuffisant. Il faut expliquer avec précision le caractère propre de la lutte qui s'impose à l'Eglise, et dans tout ce qu'on dira de la doctrine catholique,

il faudra également l'avoir en vue. Non pas qu'il soit possible de passer sous silence les doctrines erronées des temps modernes; mais étant presque toutes en opposition avec quelque dogme admis déjà universellement et depuis longtemps dans toute l'Eglise, il suffira la plupart du temps d'affirmer rapidement contre elles la vérité. On aurait dû préparer un décret du concile général et non point un résumé dogmatique à l'usage des professeurs de théologie. Tel est, cependant, le caractère du schéma; aussi n'y trouve-t-on pas non plus cette onction et cette sainte vigueur qui distinguent les décrets du concile de Trente. //

Je ne veux pas entrer dans les détails, dit l'orateur, ; il sera nécessaire d'y revenir quand on discutera les diverses parties du schéma.

Tel fut dans ses grandes lignes, le premier discours prononcé au concile. Nous ne résumerons point ainsi tous les autres : ce n'est ni utile, ni possible. Nous ferons cependant connaître la série des discours auxquels donna lieu le premier schéma : plus tard, nous en donnerons seulement la substance, en groupant les discours d'après les idées principales qu'ils contiennent.

Si l'on compare le discours du cardinal Rauscher avec le projet soumis aux Pères, on reconnaît, en effet, dans ses paroles l'expérience du pasteur des âmes, vivant au milieu du monde, tandis que le projet dénote surtout la science de théologiens ayant observé très attentivement de leur cabinet de travail le mouvement scientifique sur le terrain de leur spécialité. Entre les deux le contraste est frappant. Le cardinal ne rejette pas absolument le schéma; il veut qu'on en modifie d'abord la forme et, ensuite, le fond lui-même. Les erreurs capitales dont il demande la condamnation sont bien visées par le schéma; mais on en trouve également énoncées d'autres, auxquelles le cardinal voudrait ne voir opposer que la nette et brève affirmation des vérités

contraires. Quant aux erreurs que lui-même signale, il en voudrait dans le schéma une analyse détaillée et pratique, faisant saisir exactement les points où la lutte s'impose à l'Eglise. On pourrait faire observer ici à l'éminent orateur qu'il s'agit d'un schéma dogmatique, et que le côté pratique de la question est réservé pour d'autres schémas qui ont un tout autre objet, pour ceux, en particulier, qui traitent des affaires politico-religieuses. Les motifs qu'avaient eus les auteurs du schéma pour envisager principalement les erreurs professées dans les hautes écoles seront développés magistralement un peu plus loin par le théologien Franzelin, parlant devant la Députation de la foi (1). //

M^{sr} Kenrick, archevêque de Saint-Louis parla le second. Il fut court : le projet ne lui plaisait point, parce qu'il était trop long et que sa forme s'écartait de la forme des décrets conciliaires. Les Pères pourraient choisir dans ces chapitres ce qui leur paraîtrait plus nécessaire ; la Députation rédigerait ensuite cet extrait sous la forme d'une exposition de foi, qui serait soumise à la confirmation du concile (2).

Après lui se leva M^{sr} Tizzani, archevêque titulaire de Nisibe (3). Il était aveugle et dut parler de sa place. Plus de brièveté, dit-il ; ce qui distingue les décrets des anciens con-

(1) Rome, raconte Friedrich (*op. cit.*, p. 322), qui avait été fort ennuyée de l'attitude du cardinal Rauscher à l'occasion de la définition de l'Immaculée Conception, le redoutait et s'attendait à lui voir prendre à l'égard du schéma la même attitude qu'à l'égard de la bulle de définition. « C'est ce qui arriva en effet, » dit-il. Et il résume en ces termes (d'après le *Moniteur universel*, dans l'*Avenir*, II, 28) le discours du cardinal : « Il précisa les limites de la raison et de la foi, montra qu'il appartient à la raison de combattre les erreurs de la science et de la philosophie, et que le don de l'infailibilité n'a été accordé à l'Eglise que pour définir les vérités de l'ordre surnaturel et condamner les erreurs qui y contredisent. Il conclut au rejet du schéma ». Pas un mot de tout cela dans le discours de Rauscher. Friedrich recueille ainsi avidement tous les renseignements qu'il trouve dans n'importe quel journal sur le concile dès qu'il les croit propres à le faire déprécier : et ce sont des recueils de ce genre, remaniés d'après ses idées à lui, qui constituent « l'histoire » du concile.

(2) *Acta*, etc., I, 20 sq.

(3) *Ibid.*, p. 21 sqq.

ciles, c'est leur brièveté et leur simplicité. Et, après en avoir donné la preuve, il propose encore quelques légères modifications de détail (1).

M^{gr} Apuzzo, archevêque de Sorrento, qui succède à M^{gr} Tizzani, trouve que, sous maints rapports, le schéma est digne d'éloges // ; mais il a aussi quelques défauts ; et il lui manque, par conséquent, cette perfection que requiert un décret d'un concile général. Le latin, d'abord, n'en est pas uniforme ; tantôt flottant, tantôt dur, parfois obscur. De plus, on y sent trop çà et là un ton d'école ; on croirait entendre un professeur dans sa chaire, plutôt que l'Eglise parlant en vertu de son autorité. Pourquoi ne pas imiter le style de Pie IX ? Ce qu'il lui reproche encore, c'est d'avoir emprunté les titres de plusieurs chapitres aux erreurs mêmes qui y sont réprouvées. La disposition des chapitres ne lui plaît pas non plus. On ferait mieux de suivre l'ordre de la Somme de saint Thomas ou des manuels de théologie. Il ajoute encore quelques autres critiques de détail, note en particulier certaines expressions qui semblent donner la préférence à telle ou telle opinion d'école et conclut en disant que ces défauts

(1) Friedrich (*op. cit.*, p. 323) dit qu'après le rejet du schéma par M^{gr} Kenrick et Rauscher on s'attendait à ce que M^{gr} Tizzani, le prévôt militaire du pape, lui fût favorable et infirmât ainsi la critique des adversaires. Quant à lui, l'auteur d'une histoire des conciles « il compare les travaux des anciennes assemblées de l'Eglise avec ce que venait d'imaginer le Vatican, et trouve que le schéma proposé ne contenait que des mots : *verba, verba, nil nisi verba* ». Ainsi parle Friedrich. Mais M^{gr} Tizzani, lui, traite le schéma de « travail solide », dont « les auteurs méritent les plus grands éloges », qui « a été conçu avec beaucoup de sagesse ». Il regrette seulement, comme l'archevêque de Vienne, d'« y trouver des mots qui conviendraient mieux à un professeur enseignant dans sa chaire qu'à un concile général ». En sorte qu'il a, en effet, parlé de mots contenus dans le schéma, et dans ce sens là, Friedrich a raison ; sa référence à son journal montre qu'il avait, en effet, appris quelque chose de ce qui s'était dit dans la salle du concile. Mais ce que Tizzani n'a point dit, c'est que le schéma ne contient que des mots vides, ainsi que le prétend Friedrich ; le langage, a-t-il dit seulement, ressemble trop à celui des professeurs en chaire. Et Friedrich avouera bien que ce n'est pas la même chose. — Il nous serait facile de poursuivre cette démonstration des erreurs commises par Friedrich dans ce qu'il rapporte des discours des Pères. Mais nous préférons nous en tenir là ; mieux vaut faire connaître le contenu réel des discours et laisser là ces fantaisies.

concernant les questions particulières seront faciles à corriger.

M^{gr} Spaccapietra, archevêque de Smyrne, partage l'avis des orateurs précédents, du dernier en particulier. Il ajoute que le style du début a besoin d'être refondu, qu'il manque de la dignité nécessaire à un décret de concile. C'est par la douceur qu'il faut gagner ceux qui s'égarent, et il faut exposer la doctrine catholique plutôt qu'analyser les erreurs. En tout cas c'est par l'exposition de la vérité qu'il faut commencer et ne parler qu'ensuite des erreurs; dans la condamnation d'une erreur on doit noter exactement si elle est hérétique ou confine à l'hérésie, ou sinon, dans quelle mesure elle est condamnée. Il émet enfin le vœu que tous les schémas relatifs à la foi soient remis simultanément aux Pères : autrement comment jugera-t-on si l'on n'a point laissé de côté quelque point nécessaire à traiter.

L'orateur qui suivit, M^{gr} Cajetan Pace-Forno, archevêque de Rhode et de Malte, commença lui aussi par exprimer sa satisfaction du schéma. L'ordre des matières, dont il fait un court résumé, lui paraît surtout à louer. Mais il critique le commencement du chapitre seizième; on y accorde que l'état de pure nature est possible; et cependant des auteurs de marque en soutiennent l'impossibilité. Une modification s'impose donc. Deux ou trois autres points lui paraissent encore à reprendre, mais qui sont étrangers au schéma : ils se trouvent dans les notes dont les auteurs l'ont fait suivre //.

Le dernier orateur qu'on entendit ce jour là fut M^{gr} Thomas Connolly, archevêque d'Halifax. Ni fond ni forme, rien ne lui plaît dans le schéma. Il ressemble à un traité de théologie bien plus qu'à l'œuvre dogmatique d'un concile œcuménique. On n'y trouve ni la brièveté, ni la clarté, ni la dignité de style qui caractérisent les conciles précédents; c'est le cours d'un professeur parlant pour des élèves plutôt que la parole solennelle du magistère divin s'adressant à tout l'uni-

vers. De plus et à la différence des anciens conciles, il traite de *omni scibili* en théologie dogmatique, et il fait de toutes les spéculations dogmatiques au détriment de la liberté dans les écoles, autant de dogmes proprement dits. Le concile de Trente, lui, ne contient rien que ce dont l'hérésie d'alors rendait l'affirmation nécessaire. Le schéma, dit l'orateur, n'est donc ni à retoucher ni à améliorer; il est à enterrer avec honneur.

Ce mot de l'archevêque courut en ville et fut répété avec plaisir dans les cercles qui auraient enterré volontiers non seulement ce schéma, mais aussi tout le concile. Döllinger se hâta d'en faire part au monde entier dans les « lettres romaines » de l'ALLGEMEINE ZEITUNG (1); dès le lendemain du discours les esprits informateurs qu'il avait à Rome pour le servir le lui avaient transmis.

Ce discours clôtura la congrégation générale; il était une heure de l'après-midi.

Les débats reprirent le 30 décembre dans la *cinquième congrégation générale*. Il restait encore à entendre sept des Pères inscrits. L'un d'eux, M^{sr} Moreno, évêque d'Ivrée, renonça à la parole (2). Mais dix autres orateurs la demandèrent (3) et le nombre s'en accrut encore dans la suite. Les six Pères inscrits pour la quatrième congrégation conservèrent leur tour et parlèrent les premiers.

Ce fut M^{sr} Vancsa, évêque de Transylvanie (4), de rite roumain, qui débuta. Pour le fond du schéma, il trouve seulement qu'on y pourrait retrancher deux ou trois points, mais la forme lui paraît à retoucher; ce pourrait être l'œuvre de la Députation de la foi, qui se ferait aider par les auteurs mêmes

(1) Voir *Quirinus*, p. 100.

(2) *C. V.*, 716 c.

(3) *Ibid.* 715 a.

(4) *Acta*, etc., I, 33 sqq.

du schéma : ceux-ci ont acquis déjà par leur travail le plus grand mérite //.

M^{gr} Strossmayer, évêque de Diakovàr (1), succéda à M^{gr} Vancsa. Son premier discours avait déjà attiré sur lui l'attention ; les suivants devaient y ajouter encore. Une certaine indépendance d'esprit, mais plus encore une liberté sans réserve à exprimer sans nul ménagement tout ce qu'il pensait et tout ce qu'il avait sur le cœur, formaient les traits caractéristiques de ce personnage. Très habitué au maniement de la langue latine, il avait puisé dans le commerce du grand orateur latin qu'il semble avoir étudié avec soin, non seulement l'élan oratoire mais aussi « l'ampleur cicéronienne ».

Après un court exorde l'évêque annonça qu'il parlerait d'abord de la formule d'introduction du schéma : « Pie, évêque, serviteur des serviteurs de Dieu, avec l'approbation du concile » ; et qu'il examinerait ensuite le fond et la forme du schéma lui-même. C'était choisir pour la première partie de son discours une matière qui n'était nullement soumise aux délibérations du concile : cette formule, en effet, avait été adoptée d'avance par la Congrégation préparatoire d'accord avec le pape, par considération pour l'ancienne coutume des conciles que le Souverain Pontife présidait en personne (2).

L'orateur voudrait au contraire faire choisir la suscription dont s'était servi le concile de Trente. La première raison qu'il fait valoir pour cela, c'est que l'union et la communauté des sentiments existant entre le chef suprême de l'Eglise et l'épiscopat, se manifesteraient ainsi dans toutes les parties de leur œuvre commune. Il s'étend longuement sur l'importance pour le concile et l'Eglise de cette union des

(1) Ibid., 36 sqq.

(2) Voir t. I, p. 492. Cf. ci-dessus, p. 56.

sentiments entre le chef et les membres; tout en protestant contre l'idée de porter atteinte aux droits du Siège Romain, il insiste aussi sur la nécessité de conserver intacts ceux des évêques. A ce propos il rappelle le concile des apôtres à Jérusalem. Saint Pierre y occupe assurément la première place; mais les autres n'en ont pas été exclus, et le décret rendu en commun porte comme titre : Il a plu au Saint-Esprit et à Nous //. D'autre part, ce sera aux évêques qui font maintenant les décrets de les emporter avec eux après le concile dans leurs diocèses et de les y inculquer au cœur de tous les fidèles. Cette tâche leur serait rendue bien plus facile si les résolutions prises à la suite du travail commun portaient toutes leur nom à tous.

De plus, ajoute l'orateur, on ne saurait nier que les peuples les plus cultivés sont aujourd'hui irrésistiblement portés à traiter et à régler d'après l'opinion de la communauté les affaires et les droits de la communauté. Je ne saurais pour ma part désapprouver cette aspiration des peuples à la liberté.

La liberté en effet, si certaines lois la limite, développe chez les peuples le sentiment de leur responsabilité; elle accroît leur activité et leur force morale pourvu seulement qu'ils conservent intacte la sainteté de la foi, que la loi chrétienne reste la règle de leur vie et de leurs mœurs, et que les hommes se souviennent que cette loi les oblige dans leur vie publique comme dans leur vie privée. Et cela je crois qu'il appartient à l'Eglise de l'annoncer aux peuples; c'est dans leur liberté qu'elle trouvera elle aussi, à mon avis, cette liberté et cette indépendance dont elle a besoin pour accomplir sa mission. Mais quoi qu'il en soit, l'évidence s'impose que, étant donné cet entraînement vers la liberté, les résolutions du concile que nous aurons à communiquer à nos populations y seront accueillis avec bien plus de joie si au lieu d'un seul nom, quelque grande autorité dont il puisse

jouir, elles leur sont promulguées au nom de l'assemblée de l'Eglise universelle.

Il faut ajouter que nous sommes tous depuis notre enfance habitués à la formule usitée au concile de Trente. Elle nous a comme passé dans le sang. Est-il prudent d'abandonner cette antique formule? l'innovation ne risque-t-elle pas de choquer? (1) Et l'orateur avoue que pour lui, il était tellement habitué à la formule de Trente, qu'à la première lecture du schéma il s'est senti froissé et s'est demandé pourquoi l'on avait bien pu vouloir changer. Les motifs allégués par les auteurs du schéma n'avaient pas réussi à le convaincre : et cela pour trois motifs, l'un général, les autres particuliers. Et d'abord les formules des anciens conciles si vénérables soient-elles, ne sauraient limiter les décisions de l'Eglise. Secondement ces formules émanaient de conciles que le pape avait présidés lui-même en personne; or, c'est d'une tout autre manière qu'il préside le concile actuel //, il n'assiste pas aux congrégations générales, il n'est présent qu'aux sessions publiques. Après avoir largement développé à sa manière ces deux premiers motifs, l'orateur allait énoncer le troisième : *Tertio etiamsi dici posse*. . lorsque retentit la sonnette du président (2). C'était le premier président, le cardinal de Luca, qui l'interrompait, tandis que l'autre président, le cardinal Capalti se levait aussitôt pour prononcer le discours suivant (3), pendant lequel l'orateur s'assit à la tribune.

(1) Cf. ci-dessus, p. 71 sqq.

(2) *Hic ab E^{mo} primo præsidente Card. de Luca dato campanulæ signo assurgit E^{mus} Card. Capalti alter ex præsidentibus et hæc verba profert oratore mox consid nte in ambone. — Acta, etc., I, 40 sqq.*

(3) *E^{mus} primus Præses mihi veniam dedit loquendi, cum necesse sit, aliquid animadvertere de sermone ad os habito a R^{mo} Patre Episcopo Bosniensi et Sirmiensi. In hoc augusto Petri templo, coram ejus cineribus decet verba loqui quæ Apostolicæ Sedis juribus derogare videantur. Quapropter necesse omnino est, ut Patres, qui locum hic habent, debeant de iis loqui, quæ iis proposita sunt a Romano Pontifice, nec*

« Son Eminence le premier président m'a permis de prendre la parole parce que le discours que vient de vous adresser M^{gr} l'évêque de Diakovâr rend quelques observations nécessaires. Dans ce temple auguste de Pierre, en face de ses cendres, il ne convient pas de tenir un langage qui paraisse restreindre les droits du Siège apostolique. C'est pourquoi il est absolument nécessaire que les Pères siégeant ici parlent des questions qui leur sont proposées par le Pontife Romain sans en aborder d'autres toutes différentes. Il s'agit en ce moment du titre de la Constitution : le Révérendissime Père voudrait le changer de manière à avoir au lieu de Constitutions des canons et des décrets rendus

dirigari ad alias quæstiones omnino diversas Hic agitur de titulo Constitutionis, quem Reverendissimus Pater Episcopus Bosniensis et Sirmienensis immutare vult, adeo, ut loco Constitutionum deberent fieri canones et decreta communi nomine totius Concilii Duo in hæc animadverto : primum est, quæ sancita jam fuerunt Litteris Apostolicis SS^{mi} Domini Nostri, non posse in quæstionem adduci. Jam vero in iisdem Litteris Apostolicis sancitum iam est, omnes Constitutiones, quæ edende sunt ab hac sacrosancta Synodo æcumenica, inscribi debere nomine Summi Pontificis sacro approbante Concilio : in qua forma dum Summus Pontifex demonstrat suum Præmatum in universam Ecclesiam, uno eodemque tempore admittit, nihil ex se facere, sed sacro approbante Concilio, adeo ut nomine etiam sacrosancti Concilii loquatur. Animadverto secundo : in iis quæ Ecclesia catholica in usu alias habuit, non licere nobis recedere a vestigiis sanctorum Patrum. Jam vero in omnibus æcumenicis Conciliis, quibus præfuerunt Romani Pontifices, semper Constitutiones editæ sunt nomine ejusdem Pontificis, qui præfuit sacro approbante Concilio. Eapropter nihil video, cur hic in quæstionem adducatur titulus Constitutionis. Placet hic titulus : est sacer eo, quod a Romano Pontifice jam statutus sit, sacer eo, quod imitatur veteri Ecclesiæ consuetudinem. Quapropter non video necessitatem hujus quæstionis hoc momento inserendæ, quæ omnino extranea est a Constitutione, quæ exhibita Patribus fuit, ut omnis dicere libenter [sic ! = libe e?] suam sententiam possent. Hæc libertas in eo constituta est, ut quilibet pro sua conscientia debeat dicere, num aliquid notandum sit in constitutione, num aliquid omissum forte fuerit. quod ad communem populorum utilitatem possit conferre, num locutiones ejusmodi sint, ut aliquid inexactum contineant, num stilus immutari debeat, num erroris exacti fuerint expositi, num doctrina catholica aliquo modo aliquid habeat quod desiderandum sit, et cetera huiusmodi. At vero in eo quod attinet ad titulum Constitutionis nos Presides (loquor nomine omnium) admittere omnino non possumus quæstionem a Reverendissimo Patre institutam super amotionem huius tituli. Hæc dixi, quia nobis omnino munus incumbit impositum est, ne extra quæstiones propositas omnino vagari liceat. Nunc potest R^{mus} Pater proseguere sermonem suum. — Acta, etc., I, 41 sqq.

au nom de tout-le concile en général. Je fais ici deux remarques : premièrement, il n'est pas possible de mettre en question ce qui a été réglé par les lettres apostoliques de Sa Sainteté. Or, ces lettres ont déjà décidé que toutes les Constitutions de ce saint concile porteraient comme suscription // : « Au nom du Souverain Pontife avec l'approbation du saint concile », formule qui, tout en affirmant la primauté du Souverain Pontife sur l'Eglise universelle, admet cependant qu'il ne fait rien de lui-même mais bien avec l'approbation du concile, au nom duquel également il prend la parole. Secondement, dans ce qui touche aux anciens usages de l'Eglise catholique, il ne nous est pas permis de nous écarter de la voie des saints Pères. Or, dans tous les conciles œcuméniques présidés par les Pontifes romains, les Constitutions ont toujours été promulguées au nom du Pontife président avec l'approbation du concile. Vraiment je ne vois point pourquoi le titre de la Constitution est mis en question. Ce titre doit rester : il est sacré à cause du Pontife Romain qui l'a choisi ; il est sacré à cause de l'antique coutume de l'Eglise à laquelle il a été emprunté.

» Je ne vois donc pas la nécessité d'introduire ici cette question ; elle est complètement étrangère à la Constitution. Celle-ci a été proposée aux Pères pour que tous en donnent librement leur avis ; liberté qui consiste à faire connaître ce qu'au jugement de sa conscience chacun croit devoir faire remarquer dans la Constitution : y a-t-on omis quelque chose d'important pour le bien commun des peuples ; y a-t-il des inexactitudes dans les expressions employées // ; faut-il en modifier le style ; l'exposé des erreurs y est-il exact ; y a-t-il dans l'exposé de la doctrine catholique quelque chose qui laisse à désirer ; et autres choses semblables. Mais pour ce qui regarde l'en-tête de la Constitution, nous ne pouvons pas, nous Présidents (je parle au nom de tous), admettre la question posée par le Révérendissime Père au sujet de sa

suppression. Si j'ai pris la parole, c'est que notre charge nous impose le devoir de ne pas permettre que l'on s'écarte en quoi que ce soit des questions proposées. Maintenant le Révérendissime Père peut reprendre son discours. » On entendit quelques Pères dire à voix basse *Placet*.

M^{re} Strossmayer se leva alors de nouveau : « Je dois ajouter, dit-il (1), aux paroles de Son Eminence le cardinal président, que je n'ai rien dit, // et j'espère, quelle que soit leur opinion et leur avis, qu'aucun des Vénérables Pères ne m'en refusera le témoignage, que je n'ai pas dit le moindre

(1) *Iis, quæ Emus Cardinalis Præses dixit, adjungere debeo, me nihil dixisse, et spero, quod hoc testimonium mihi omnes Venerandi Patres cujuscunque demum sint opinionis et sententiæ, mihi, inquam, hoc testimonium denegaturi non sint, quod vel [sic!] minimum dixerim quod cum pietate, reverentia, devotione S. Sedis Apostolicæ debita non possit conjungi; et declaro, posse me, quamquam dignus non sim, in hac Congregatione illa magni Boni sive verba proferre, quæ habet in sermone suo de unitate Ecclesiæ : Lingua arescat, lingua mihi in faucibus exarescat, si quid unquam intentione quadam sinistra dicturus sim, quod juribus S. Sedis derogare possit : manus mihi exarescant ambæ, si quandocunque hac de re vel cogitaverim. Unus sum ea libertate, quam ego in discussionibus nostris absolute necessariam esse duco, et quidem adeo necessariam, ut ego omni cum humilitate dicam hac in re, non tantum ea, quæ forsan possint aggeri, non tantum illud, quod fundatum sit, sed hac de re dicam quidquid probabiliter fingi hoc respectu potest, ut ne fingatur, evitetur. Nam sciendum nobis est, quod ea, quæ hic dicturi sumus, in publicum postea venient, et excipentur non tantum a prius et obætientibus filiis aut a viris amicis nobis, sed etiam inimicis, et hi inde occasionem sumunt calumnianâ et ea, quæ diximus, in suspicionem inducendi, populos ab obædientia avocandi, immo vero infidelitatis virus inspirandi cordibus fidelium. Quæcumque dixi, dixi ea intentione et animo (Deus et Spiritus Sanctus, qui nobis ass'sit, testis est), ut ea, quæ in Synodo determinantur per unanmem et mutuum consensum, cum exteriori quoque sua forma fierent tanquam acies Ecclesiæ bene ordinatæ ictibus omnium inimicorum impervia : ego hoc animo, hac intentione dixi ut Ecclesia in omnibus nostris decisionibus et in omnibus nostri operis partibus eam unionem et consensum ferat, quæ adeo necessaria est imprimis mundo in fractiones et bella discisso, cui nos hic præbere remedium obligati sumus ; ut Ecclesia appareat tanquam domus in alto posita bene ordinata, bene conjuncta sanctis caritatis et obædientiæ vinculis ; ut populi pertæsi earum controversiarum, contentionum, bellorum, quibus discinduntur in dies unum se sentiant in hac sancta domo ; ut pertæsi calamitatum et miseriarum, in ea refugium non tantum æternæ veritatis et justitiæ, sed etiam pacis, tranquillitatis, fraternæ caritatis et evangelicæ libertatis inveniant, et omnium illorum bonorum seriem, quæ Dei munere obtinere debent omnes, ut in publica et privata vita videri possint. — Acta, etc., I, 42 sqq.*

mot incompatible avec la piété, le respect, le dévouement dus au Saint-Siège apostolique; je crois pouvoir, sans en être digne, m'approprier dans cette congrégation les paroles célèbres du grand Bossuet dans son sermon sur l'Unité de l'Eglise : « Que ma langue se sèche et demeure immobile dans ma bouche si jamais je parle dans l'intention de déroger aux droits du Saint-Siège; que mes deux mains se raidissent si jamais il m'en vient la pensée ». Et l'orateur déclare ensuite n'avoir fait qu'user de la liberté qui lui paraît nécessaire pour prévenir les attaques dont le concile sera l'objet. Les résolutions du concile seront prises par les Pères en commun : pourquoi ne pas leur donner aussi une forme attestant qu'elles sont l'œuvre de tous : de la part d'un monde divisé en un si grand nombre de partis, on leur assurerait ainsi un accueil bien plus favorable.

Laissant alors le titre sur lequel il n'est pas autorisé à parler, l'orateur passe au schéma lui-même. Il propose de le transformer et de le refondre complètement. Les auteurs, hommes doctes et pieux, animés des meilleurs sentiments envers l'Eglise, méritent d'être félicités; mais leur vie s'est passée dans l'école, et les difficultés et controverses de l'école leur sont plus connues que celles de l'Eglise. Plusieurs des erreurs qu'ils combattent ont vieilli; les hommes qui les ont soutenues, Frohschammer par exemple, n'ont aucune importance et c'est leur faire beaucoup trop d'honneur que de les nommer dans un concile. C'est contre la propagation des erreurs qui s'attaquent à toute religion que le concile doit songer à prendre des mesures. Et pour cela il n'est pas besoin de nouvelles définitions. La réforme du schéma doit être confiée à une commission particulière composée d'évêques remplissant un ministère actif dans le monde, particulièrement de ceux qui ont leur siège dans les métropoles, et qui ont pu de leurs yeux voir à l'œuvre les maîtres de l'erreur et déjà se mesurer avec eux; au cas où ce

projet n'agréerait pas, du moins que la Députation de la foi déjà nommée se charge de ce remaniement du schéma /'.

Dans la forme, qu'on supprime les expressions trop dures et qu'on témoigne aux égarés cette douceur que le Christ, par son exemple, nous a si instamment recommandée.

Tel est le discours de M^{sr} Strossmayer; nous l'avons analysé en détail; nous en avons même, pour le passage qui fut interrompu, reproduit le texte mot pour mot, tel qu'il fut pris par les sténographes : il le fallait, à cause des diverses erreurs qui ont eu cours à son sujet. Nous n'entreprendrons pas de le réfuter, ayant déjà fait connaître les motifs qui justifiaient la formule dont M^{sr} Strossmayer demandait la modification, ainsi que le droit du pape de faire lui-même le règlement du concile (1). On comprend, dès lors, qu'il n'y ait plus à entamer une discussion à ce sujet. Il n'est point vrai non plus que l'orateur ait été arrêté, ainsi qu'on l'a prétendu, dès qu'il aborda cette question; il y vint dès le début et en parla assez longuement. Après avoir amplement développé les motifs de préférer l'en-tête adopté par le concile de Trente, il avait exposé pourquoi les raisons alléguées par les auteurs du schéma en faveur d'une autre formule ne le satisfaisaient point; et c'est alors seulement, comme il abordait le troisième motif de sa désapprobation, que retentit la sonnette du président.

C'était le devoir des cardinaux-présidents d'empêcher la discussion de s'égarer ainsi; on doit même s'étonner qu'ils ne soient pas intervenus plus tôt; c'est par l'indulgence, d'ailleurs bien connue, et par la douceur du premier président, le cardinal de Luca (2), que cela s'explique. Le cardinal

(1) Voir t. I, pp. 492 sqq. et 501 sqq. Ci-dessus, p. 71 sq.

(2) L'auteur de cet ouvrage a entendu peindre le cardinal de Luca par des personnes qui l'ont bien connu, comme un homme très réservé, quelque peu timide. C'est pour ce motif que le cardinal Capalti aura pris la parole à sa place.

Capalti, voyant la nécessité d'une intervention énergique, doit lui avoir fait remarquer qu'on devait interrompre l'orateur. C'est lui et non point le premier président, qui prit la parole; aussi est-ce à lui-même qu'on attribua l'interruption, et l'a-t-on accusé dans cette circonstance d'avoir pris une initiative déplacée.

Le compte rendu sténographique que nous avons donné de l'incident, suffit à réfuter ces allégations. Il est faux également que M^{sr} Strossmayer ait, comme on l'a dit, quitté la tribune sans continuer son discours. Il a, au contraire, parlé encore assez longtemps, aussi longtemps même qu'il l'avait déjà fait avant d'être interrompu //.

Le discours de M^{sr} Ginoulhiac, évêque de Grenoble (1), fut encore plus défavorable au schéma que celui de M^{sr} Strossmayer. Il ne suffit pas de l'améliorer sur certains points, d'après lui, il faut le remanier tout entier. Il blâme, en premier lieu, que, dans les deux premiers chapitres, on ait commencé par condamner les doctrines au lieu d'exposer la vérité catholique contraire. Le schéma, en second lieu, définit plusieurs doctrines qui, pour être admises généralement par les théologiens, n'ont cependant peut-être pas le degré de certitude nécessaire pour être transformées ainsi en dogmes catholiques s'imposant à la foi de tous. Troisièmement, le schéma n'offre pas un ordre vraiment logique; enfin, la forme et le style ne conviennent guère pour un décret de concile.

M^{sr} Caixal y Estrade, évêque d'Urgel, parla le dernier dans la cinquième congrégation générale (2). Son discours fut long et entra dans beaucoup de détails; lui aussi conclut à un remaniement du schéma.

L'opposition que plusieurs Pères témoignèrent contre le

(1) *Acta*, etc., p. 47 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 53 sqq.

schéma, trouva, d'un certain côté, un chaleureux écho. « On se répandit en louanges, dit lord Acton (1), disciple et ami de Döllinger et qui se trouvait à Rome pendant le concile, en faveur des évêques qui avaient eu assez de courage, de science et d'usage du latin, pour adresser la parole à l'assemblée des Pères. Le concile gagna en estime et en considération dès le jour où l'on fut assuré qu'il y aurait réellement délibération. » — C'est une allusion aux critiques faites par quelques-uns contre le schéma. — « Le 30 décembre, poursuit-il, Rome s'agita en apprenant le succès de deux orateurs. L'un d'eux était l'évêque de Grenoble, l'autre M^{sr} Strossmayer, cet évêque des confins de la Turquie, qui s'en était pris au règlement du concile et s'était fait retirer la parole par le cardinal président. La réputation de son talent et de son éloquence commença dès lors à se répandre dans Rome et bientôt après dans l'univers entier. »

La *sixième congrégation générale* se tint le 3 janvier 1870 : on y annonça la mort de quatre membres du concile (2). L'un d'eux était le cardinal Charles de Reisach, premier président de l'Assemblée //. La maladie l'en avait tenu éloigné, et il était mort en Suisse, le 23 décembre précédent. Pour lui succéder, un bref du pape du 30 décembre, nomma le cardinal de Angelis, archevêque de Fermo, qui fut proclamé dans cette sixième congrégation le 3 janvier.

Il restait encore à entendre douze des Pères qui s'étaient déjà fait inscrire pour prendre la parole; encore M^{sr} Moreno, évêque d'Ivrée, avait-il, aux applaudissements de l'assemblée, renoncé à son droit (3) afin de ne pas répéter ce que d'autres avaient dit et de ne pas prolonger outre mesure la discussion.

(1) *Zur Geschichte des Vatikan. Konzils*, p. 73.

(2) *C. V.* 715 c.

(3) *Acta*, etc., p. 67. Cf., *ibid.*, p. 15.

Mais cinq autres noms étaient venus s'ajouter à la liste des orateurs (1).

M^{re} Vérot, évêque de Savannah (2), fut appelé le premier à la tribune (3). Les discours déjà prononcés avaient, en général, reflété le caractère du pays et du peuple auquel appartenaient leurs auteurs ; ce fut encore plus sensible dans celui de M^{re} Vérot. En lui s'exprima le sens pratique des Américains ; c'est l'expérience de la vie, de la vie américaine en particulier, qui lui fournit la matière de ses développements, et pour appuyer ses propositions, c'est aux faits qu'il en appelle. Il dit de lui-même qu'il a été professeur d'astronomie ; et son discours prouve bien, en effet, qu'il s'est occupé de sciences d'observation plutôt que de théologie et de philosophie.

Après avoir fait remarquer d'abord qu'on a déjà parlé assez et même trop sur le schéma en général, il déclare ne vouloir s'attacher qu'à trois points particuliers : les rapports de la science et de la foi, l'unité de l'espèce humaine et le péché originel.

Sur le premier de ces points, le dixième chapitre du schéma est d'une vérité évidente ; mais la manière dont est exprimée cette vérité ne lui plaît pas ; elle peut froisser les représentants de la science ; aussi propose-t-il une addition dont il donne la formule et qui réhabilite Galilée. Sur l'unité de l'espèce humaine, le schéma a du bon, mais est incomplet ; on n'y a tenu compte que des erreurs auxquelles cette question a donné lieu en Allemagne ; les opinions d'origine américaine, anglaise et française ont été laissées de côté //. Pour combler cette lacune, il propose une nouvelle addition

(1) Ibid., p. 67, C. V., 716 c.

(2) *Acta*, etc., p. 68 sqq. Le 11 mars 1870, M^{re} Vérot fut nommé évêque Saint-Augustin (Floride, États-Unis de l'Amérique du Nord).

(3) Le premier président se servait pour l'appel des orateurs de la formule suivante : « *Accedat ad ambonem Reverendissimus Pater N. N., episcopus N.* » ; *Acta*, etc., p. 67 (1).

plus longue encore. C'est à propos du péché originel surtout, qu'il se révèle comme n'étant pas un théologien de profession ; il critique l'expression *verum et proprium peccatum* que le schéma applique au péché original. Il voudrait substituer au mot *peccatum*, celui de *macula*. Si l'on reprend la définition du concile de Florence, il y faudra faire une addition pour expliquer qu'elle ne soumet pas les enfants morts sans baptême à la peine du feu, et que s'ils ne jouissent pas de la vision de Dieu, cette privation n'exclut pas une certaine béatitude naturelle. L'évêque de Savannah demande enfin qu'on condamne la doctrine de la prédestination à la damnation éternelle.

Sa conclusion mérite d'être remarquée : « Pour le reste, je crois que le schéma doit être conservé. Si chacun voulait faire son schéma sur le concile, nous aurions un millier (nongentos) de volumes sur le concile du Vatican. C'est évidemment au chef de l'Eglise et à celui qui a convoqué le concile, qu'il appartient de déterminer la méthode et l'ordre (*methodus et ordinatio*) de ses délibérations. Pour nous nous n'avons qu'à signaler les améliorations qui nous paraissent nécessaires (1). »

Le tour du dernier des orateurs inscrits dès le premier débat arriva enfin : c'était M^{sr} Gastaldi, évêque de Saluces (2). Lui se prononça pour une refonte complète du schéma ; la forme s'éloignait trop de celle des décrets de Trente ; il était trop long, trop compliqué. Le détail des améliorations proposées par l'orateur nous mènerait trop loin.

Restait la série des orateurs qui s'étaient inscrits en second

(1) Friedrich, dont les renseignements sur le discours de M^{sr} Vérot ont la même exactitude que ceux qu'il donne sur les autres, ajoute l'insinuation suivante (*op. cit.*, p. 352). « Connaissant l'esprit primitif de Saint-Sulpice [M^{sr} Vérot avait fait partie de la Compagnie de Saint-Sulpice] et la manière violente dont Pie IX l'avait étouffé, nous pouvons deviner ce qu'eût à dire M^{sr} Vérot ». C'est dire qu'il en attendait des paroles conformes à ses désirs. La conclusion du discours n'est pas pour lui faire beaucoup de plaisir.

(2) *Acta*, etc., 75 sqq.

lieu. Le cardinal Trevisanato, patriarche de Venise (1), l'ouvrit. Son discours fut plein d'éloges pour le schéma (2); il demanda cependant d'ajouter encore d'autres changements à ceux déjà proposés. //

Le patriarche arménien de Cilicie, M^{sr} Hassun, qui lui succéda à la tribune (3), s'exprima en un latin remarquable et fit preuve d'un savoir aussi profond qu'étendu. Il émit le vœu que dans la doctrine de l'Incarnation on condamnât aussi le monophysisme qui survivait encore en Orient et qu'on renouvelât pour cela les décrets du concile de Chalcédoine. Il serait bon aussi de confirmer au moins indirectement l'œcuménicité et l'autorité du concile de Florence. Dans une note du chapitre quinzième (4), les auteurs du schéma se demandaient s'il était à propos d'y énoncer la création immédiate par Dieu de l'âme humaine. A la différence des orateurs précédents, M^{sr} Hassun est ici pour l'affirmative, à cause du mal produit par l'erreur du traducianisme. La question peut bien être encore discutée dans quelques écoles; mais ce n'est pas un motif pour renoncer à une condamnation; les papes et les conciles n'ont-ils pas pour mission de trancher les disputes d'école quand elles fraient la voie à une erreur? Quelle que doive être l'autorité de saint Augustin, il est permis d'y passer outre pour soutenir une doctrine que confirme la tradition constante de l'Eglise.

L'orateur fait encore deux ou trois remarques sur les

(1) Ibid., p. 84 sqq.

(2) En voici les premiers mots : *Consideranti mihi ac maturo examine ad trutinam revocanti propositum nobis schema Constitutionis dogmaticæ de doctrina catholica, ea subit sententia, plurima in illo esse præclara et summa laude commendanda. Tanta enim schema exaratum est sapientia et tanta præsertim in notis eruditionis copia, ut nostrorum temporum multiplicia per illud errorum portenta penitus confodiantur et illorum radices penitus eradicentur.* — D'après Friedrich, (*op. cit.*, p. 353) le cardinal aurait parlé contre le schéma.

(3) *Acta*, etc., p. 87 sqq.

(4) C. V. 545 a. sqq.

explications jointes au schéma par ses auteurs; puis il propose au concile de faire dresser un sommaire général de tous les dogmes catholiques définis jusqu'ici : suivent les motifs à l'appui de ce projet.

Les débats se continuèrent, le 4 janvier, dans la *septième congrégation générale*. On y entendit onze orateurs. M^{gr} Bernadou, archevêque de Sens, qui parla le premier, demanda une exposition claire et digne de la doctrine catholique; il voulait de la douceur dans les termes et qu'on s'abstînt de définir les opinions pour lesquelles il y avait jusqu'ici liberté de discussion. Il proposa également de donner à tous les Pères accès aux séances des députations (1).

M^{gr} Doney, évêque de Montauban, fit lire son discours par M^{gr} de Dreux-Brézé, évêque de Moulins /. Il était favorable au schéma, mais désirait qu'on commençât par exposer la doctrine; la condamnation des erreurs viendrait après. A celles que réprouvait le schéma, il demandait aussi, d'en joindre d'autres, comme le panthéisme idéaliste, le positivisme, la morale indépendante du dogme, le spiritisme en tant qu'il enseigne la transmigration des âmes et nie l'existence des esprits du mal, le criticisme et le rationalisme tempéré. Nous omettons quelques observations de détail (2).

M^{gr} Jacques Baillès, ancien évêque de Luçon, propose quelques petites améliorations à faire au schéma, puis il insiste sur les mesures à prendre en faveur de la Vulgate et qu'il faudrait renvoyer à un autre schéma (3).

M^{gr} Gandolfi, évêque de Corneto, considère d'abord rapidement les opinions émises par les Pères au sujet du schéma en question (4). Et d'abord, quelques-uns en veulent aux

(1) *Acta*, etc., p. 95 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 98 sqq.

(3) *Ibid.*, p. 101 sqq.

(4) *Ibid.*, p. 108 sqq.

schémas en général ; on dirait qu'ils y voient des espèces de traités où ils auraient à apprendre, en écoliers, des doctrines théologiques. Cependant, dit-il, les schémas sont nécessaires ; sans eux, étant donnée la quantité des matières à traiter, on ne saurait pas même par où commencer. C'est ce qui a fait perdre tant de temps au concile de Trente. Mais les schémas n'ont pas pour but d'instruire les docteurs de l'Eglise... Secondement, la nécessité générale des schémas une fois reconnue, il n'y a pas de motif pour rejeter celui qui leur est présenté. On parle de ses défauts, mais ils peuvent disparaître. Un schéma ne saurait être parfait sous tous les rapports. « Est-il permis, dit-il, de le vouloir si parfait, qu'il réponde aux désirs de 700 Pères ou plus, dont la science et la sagesse éminentes leur fera toujours trouver quelque chose à ajouter, à retrancher ou à rejeter ? Qu'on vous propose aujourd'hui un nouveau schéma : nous entendrions aussitôt y faire de nouvelles observations et de nouvelles objections qui absorberaient notre temps et nous écarteraient du but que nous poursuivons. Souvenez-vous, Révérendissimes Pères, qu'il est plus facile de détruire que d'édifier, et que, suivant le mot d'un orateur, il est plus aisé de réfuter les opinions d'autrui que de prouver les siennes. // C'est pourquoi, me semble-t-il, il est contraire à toute bonne logique de tirer une conclusion générale de prémisses particulières, et parce que l'on a fait sur le schéma certaines observations de détail, de vouloir en tirer, ainsi que le font quelques-uns, cette conséquence par trop générale qu'il est tout entier à refondre, à rejeter, à enterrer. » L'orateur propose de soumettre les observations qui ont été faites à un examen de la commission des théologiens ; on ne tarderait pas alors à constater qu'elles n'avaient point la consistance qu'on leur croyait. Il ne veut pas nier toutefois que le schéma n'ait besoin de quelques modifications au sujet de la langue, des opinions d'école et des

erreurs à condamner : çà et là la langue est trop simple, et certaines doctrines un peu dures qui ont été enseignées dans des écoles catholiques ne devraient pas faire l'objet d'une censure. Quelques-unes des erreurs qu'on y condamne ont vieilli et ont déjà été frappées d'anathème.

Le discours bref et clair de M^{sr} Martin, évêque de Paderborn, éveilla un intérêt tout particulier (1). Il se prononce résolument pour le schéma. Mais, dit-il, approuver l'ensemble du schéma n'est pas y tout approuver. Le respect dû au Saint-Père qui l'a fait présenter ne permet pas, croit-il, de le rejeter complètement. Liberté a été donnée par le pape de l'examiner et de l'amender, mais non de le repousser. Du reste, il n'y découvre aucun défaut considérable. Ceux que les orateurs y ont signalés jusqu'ici peuvent se réduire à trois :

On a dit d'abord que le schéma ne contient aucun remède pour les maux de notre temps. Mais, répond M^{sr} Martin, on ne nous a encore proposé qu'une petite partie des matières à traiter par nous; attendons patiemment ce qui suivra. Ce que nous avons déjà reçu donne confiance pour l'avenir; le schéma que nous avons entre les mains répond, en effet, parfaitement à son titre : l'hérésie moderne d'où découlent une multitude d'erreurs, le matérialisme et le rationalisme sous leurs diverses formes, s'y trouvent détruits jusque dans leurs racines.

Le schéma, a-t-on dit, en second lieu, fait trop de place aux besoins de l'école, pas assez aux besoins du peuple; et la langue manque d'onction. Mais ne faut-il pas tenir compte de ce fait que l'école a rompu aujourd'hui avec l'Eglise et qu'elle propage les pires erreurs. L'Eglise, cependant, est obligée d'appliquer le remède où est la plaie. Comment guérir le peuple tant que les écoles lui inoculeront l'erreur?

(1) *Acta*, etc., p. 112 sqq.

S'attacher aux vices de l'enseignement, c'est donc pour l'Eglise pourvoir aux besoins du peuple. Or, la conséquence de cela, c'est qu'il lui faut se servir du langage de l'école; les conciles, d'ailleurs, lui en ont déjà donné l'exemple; pour exprimer les dogmes plus exactement n'ont-ils pas emprunté à l'école les termes de personne, de substance, de consubstantiel, de transsubstantiation, de forme substantielle, de forme et de matière? Ce n'est point par la pompe et l'onction du langage qu'ils ont cru pouvoir déraciner l'erreur.

Troisièmement, on a critiqué la longueur du schéma. Mais, répond l'orateur, les anciens conciles, au lieu d'avoir affaire aux écoles des savants, n'avaient le plus souvent à s'occuper que des inventions de quelques personnes isolées et sans instruction; il ne s'agissait point pour eux de rejeter ou de réfuter des systèmes. En outre, ces chapitres si courts des anciens conciles deviennent souvent l'objet de grandes controverses, ou même n'ont plus aucune utilité, si bien que les conciles qui ont suivi, celui de Trente en particulier, ont dû donner un plus long exposé de la doctrine catholique, afin de rendre leurs canons compréhensibles. En réalité, tout théologien vraiment soucieux de la vérité catholique serait heureux d'avoir entre les mains, pour l'opposer aux erreurs modernes, un sommaire de la doctrine chrétienne et catholique. L'expérience, enfin, n'a-t-elle pas appris à tous les Pères quelles interprétations fausses et méchantes ont été données du Syllabus de 1864? Le concile doit donc éviter le défaut que signale le poète : *Brevis esse laboro, obscurus fio*; son exposé de la doctrine catholique doit servir d'explication aux propositions du Syllabus.

M^{GR} Martin ajoute encore quelques mots sur quelques autres petits défauts qui ont été signalés; mais il fait bien remarquer que tout le monde ne les reconnaît pas tous comme tels; il est facile, du reste, de les corriger. Il propose

done de renvoyer le schéma à la Députation qui l'amendera, et de l'examiner ensuite de nouveau.

M^{re} Ferré, évêque de Casal, propose une liste assez longue de petits changements à faire, qui témoignent du soin et de la conscience qu'il a mis à étudier le schéma (1).

M^{re} David, évêque de Saint-Brieuc (2), promet d'être court et de ne pas dépasser un quart d'heure, ce qui lui vaut plusieurs *bene, optime*. // Il commence par critiquer la forme scolastique et un peu dure du schéma. Ceux qui l'ont composé sont des hommes fort doctes; cependant, il s'y trouve quelques doctrines qui ne sont pas certaines; plusieurs portent atteinte à la liberté d'opinion; l'ensemble est contourné, assez obscur et trop librement écrit. Il veut alors donner quelques exemples; mais son choix n'est pas toujours très heureux. C'est ainsi que prenant la phrase : *qui* [Deus]... *simul ab initio temporis utramque de nihilo condidit creaturam angelicam videlicet et mundanam*, il traduit le mot *simul* par en même temps et demande ensuite : *Quis affirmare potest, plura annorum millia non fuisse elapsa inter creationem angelorum et creationem mundi? Nemo scit nisi Deus et auctor schematis nostri*. Malheureusement, il ne songe pas que la phrase critiquée par lui a été déjà définie par le quatrième concile de Latran, ce que les notes (3) jointes au schéma auraient cependant pu lui rappeler. Il conclut ses observations par ces paroles : *Sileo de ceteris, Venerabiles Fratres, et quod dixi de hoc unico capitulo, dictum sit de omnibus fere capitulis, et quidem gravius et evidenti*. Toutefois, il n'est pas pour le rejet du schéma; la Députation de la foi devra seulement l'amender.

M^{re} Greith, évêque de Saint Gall, (4) parla le dernier ce

(1) *Acta*, etc. p. 114 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 119 sqq.

(3) *Œ. V.*, 520 a. sqq.

(4) *Acta*, etc., p. 123 sqq.

jour-là : voici comment il résume son opinion sur le schéma : « C'est un aperçu de presque toute la théologie dogmatique que nous ont offert les savants rédacteurs du schéma ; leur œuvre est excellente et fait preuve d'une science, d'une pénétration et d'une profondeur remarquables si on la prend au point de vue purement théologique ; mais si on veut qu'il serve au concile pour la promulgation de ses décrets de foi, on lui trouve plusieurs défauts. Nous sommes, en effet, me semble-t-il, presque tous convaincus que ses auteurs se sont trop attachés au détail des paroles et des doctrines. » Le schéma condamne des erreurs qui l'ont déjà été ; il réprouve des doctrines philosophiques dont, à l'exemple du passé, la réfutation devrait se faire par les livres ; de ce nombre sont le panthéisme et le matérialisme. Quelques expressions lui paraissent aussi trop dures. Entrant alors dans le détail, il estime que la détermination positive ajoutée au décret de Trente sur l'interprétation de la Sainte Ecriture sera pour les exégètes un nouveau joug qu'on pourrait leur épargner. / Le chapitre neuvième condamne le doute réel : il y faudrait ajouter un mot sur la licéité du doute méthodique. On pourrait supprimer l'exposé du chapitre treizième sur l'ordre surnaturel : ce qu'en dit le concile suffit bien. En finissant l'orateur rappelle en quels temps troublés nous vivons et demande que dans les décisions à prendre, on tâche de ne pas imposer aux hommes de ce temps un fardeau trop lourd pour leurs épaules. Sa conclusion est qu'il faut renvoyer le schéma à la Députation de la foi qui l'amendera.

Nous ne pouvons pas laisser ce discours sans rectifier une opinion erronée et très répandue dont il a été l'objet.

Lord Acton (1) cite comme tiré textuellement du discours d'un prélat allemand au concile, un passage où la science se trouve exaltée aux dépens de l'autorité doctrinale du magis-

(1) *Zur Geschichte des Vatikan. Konzils*, p. 74.

tère de l'Eglise. D'autres ouvrages, la *Geschichte des Vatikanischen Konzils* (1) de Friedrich, par exemple, le lui ont emprunté, et Frieberg lui a donné place dans sa collection de documents (2). La ressemblance de cette citation avec plusieurs passages du discours de M^{sr} Greith ne permet pas de douter que c'est de là qu'elle a été tirée, et le prélat allemand de lord Acton n'est autre que l'évêque de Saint-Gall (3). Or, le passage tel qu'il est cité, non seulement respire le plus complet libéralisme, mais il a une phrase absolument hérétique.

D'après lord Acton, le prélat allemand après avoir conseillé de ne pas procéder par formules d'autorité contre les doctrines erronées, ajoute les paroles suivantes : « Pour défendre la religion catholique et la conserver intacte, Dieu, avec la puissance des gémissements et des prières que nous devons faire monter vers Lui, ne nous a pas donné d'autre ressource ni d'autre armure que la science catholique, qui est en tout d'accord avec la foi. » C'est là une hérésie, car c'est dénier à l'Eglise le pouvoir d'enseigner. Mais dans le discours prononcé par M^{sr} Greith, ce passage est tout différent : « *Contre les innombrables phalanges des incrédules et des protestants, dit-il, // contre leurs attaques et leurs efforts de tous les jours, pour la défense et la sauvegarde de la religion catholique dans nos régions, avec la puissance des gémissements et des prières que nous devons faire monter vers Lui, Dieu ne nous a pas donné d'autre ressource ni d'autre armure que la science catholique d'accord en tout avec la vraie foi* (4) ». Cette

(1) III, 329.

(2) *Sammlung der Aktenstücke zum ersten Vatikan. Konzil*, p. 102.

(3) Friedrich et Frieberg s'autorisent de lord Acton pour attribuer le passage à M^{sr} Strossmayer. Mais lord Acton ne dit pas cela ; il le prête à un prélat allemand dont le discours aurait mis en pleine lumière les idées de M^{sr} Strossmayer et de M^{sr} Ginoulhiac.

(4) *Adversus innumeras incredulorum et protestantium phalanges et eorum perpetuos aggressus et conatus, pro tuenda et servanda catholica religione in*

phrase est absolument correcte. Elle ne conteste pas à l'Eglise le pouvoir d'enseigner: elle dit seulement que contre les incrédules et les protestants du pays de M^{sr} Greith, la prière et la science sont les seuls moyens de défendre la vérité. Ces adversaires ne reconnaissant pas l'autorité de l'Eglise, on ne saurait l'invoquer contre eux. Les mots que nous avons soulignés sont supprimés dans lord Acton; et c'est ce qui lui fait prêter une hérésie à un évêque parlant devant le concile (1). Dans le texte latin, donné en note, lord Acton a indiqué par quelques points la première lacune; mais il ne laisse pas soupçonner la seconde. Son texte allemand ne contient également aucune indication de mots supprimés, et des phrases dispersées dans quatre pages in-folio du compte rendu sténographique se trouvent réunies et resserrées en un paragraphe unique qui tient dans une page; encore ce paragraphe est-il donné sous forme de citation, comme s'il avait été prononcé textuellement et d'un trait. Friedrich l'ayant trouvé à sa convenance l'a pris les yeux fermés, et en plus, l'a faussement attribué à M^{sr} Strossmayer.



nostris partibus, propter gemitus et preces ad Deum aliud medium praesidiumque nobis datum non est, nisi catholica scientia cum recta fide per omnia concors. — Acta, etc., p. 126.

(1) Il est probable que lord Acton a eu entre les mains le texte manuscrit du discours de M^{sr} Greith. J'ai aussi sous les yeux la copie que celui-ci en a donnée à un ami. En le comparant avec le compte rendu sténographique, on voit qu'il n'a pas été prononcé tel qu'il avait été écrit. Toutefois, le texte écrit ne contient pas non plus l'hérésie qu'on a prêtée à M^{sr} Greith; elle reste donc toute au compte de lord Acton qui ayant supprimé les mots les plus importants n'a indiqué par des points cette omission que dans le texte latin sans en rien marquer dans le texte allemand.

CHAPITRE VIII.

Deuxième session publique.

Comme on l'avait décidé à la première session publique, la seconde session devait se tenir le 6 janvier 1870, jour de l'Épiphanie (1). A la congrégation générale du 4 janvier on le rappela aux Pères et on leur fit remarquer que dans cette seconde session aurait lieu la cérémonie de la profession de foi (2).

Le cérémonial de la session et de la profession de foi avait été, sur l'avis du pape, rédigé par le préfet des cérémonies, puis imprimé et distribué aux Pères (3).

Cette coutume de commencer les conciles par une profession de foi était fort ancienne dans l'Eglise. « La profession de foi du premier concile général tenu à Nicée, fut renouvelée au second concile général à Constantinople, en 381; on y avait seulement adjoint une condamnation des erreurs de Macédonius; la même profession de foi ainsi complétée servit au concile de Chalcédoine en 451, mais on y avait encore fait entrer une définition qui condamnait Nestorius et Eutychès (Actio V); ainsi encore, en 681, le concile général tenu à

(1) *C. V.* 33 b.

(2) *Ibid.* 717 a.

(3) *Ibid.* 49 a. sqq.

Constantinople contre les Monothélites répétait, avec la profession de foi de Nicée et de Constantinople, la proposition qu'y avait ajoutée le concile de Chalcédoine, et y joignait une définition nouvelle contre les erreurs monothélites (Actio XVIII); plus tard encore en 787, le second concile de Nicée // à la formule de Nicée-Constantinople et aux condamnations portées par les précédents conciles généraux avait joint son anathème contre les Iconoclastes (Actio VII); enfin, le dernier concile général de Constantinople en 870 avait fait de même (Actio X). Ainsi chaque concile général l'un après l'autre, se rattachant aux principes précédemment posés, ou bien développe le dogme révélé, ou bien adapte à la vie humaine la morale révélée, comme on le fit plus tard aux conciles généraux de Latran, de Lyon, de Vienne. Le concile de Trente a fait les deux, c'est pourquoi il a voulu donner pour fondement à son développement doctrinal la profession publique de l'antique foi de l'Eglise (Session III) ». (1).

Pour le concile du Vatican, la Congrégation préparatoire avait agité dans plusieurs séances la question de la profession de foi (2). Il fut décidé le 26 octobre qu'elle se ferait à la seconde session publique (3). //

(1) FESSLER, *loc. cit.*, p. 61 sq.

(2) Tome I^{er}, p. 507 sqq.

(3) Dans la séance du 21 janvier 1868, la Congrégation préparatoire avait jugé que la profession de foi pourrait se faire à la première session publique; mais le 26 octobre de l'année suivante elle se décida pour la seconde session afin de ne pas trop prolonger la première par l'addition de cette cérémonie à la solennité d'ouverture du concile. A Trente d'ailleurs, la profession de foi avait été renvoyée jusqu'à la troisième session. (Procès-verbal du 21 juin 1868, du 26 octobre 1869.) — FRIEDRICH (*Geschichte*, etc. p. 357-364; table: chap., 24, § 21.) imagine qu'on avait voulu promulguer des décrets à la seconde session, mais qu'on s'était heurté, au sujet du schéma, à une résistance imprévue, et faute de pouvoir les promulguer, on avait été réduit à remplacer cette cérémonie par la profession de foi, qu'il appelle, à cause de cela « un pur remplissage », tandis qu'il désigne cette seconde session, à la table des matières, sous le nom de session manquée. Les extraits que nous avons faits plus haut des séances de la Congrégation préparatoire montrent que déjà avant le concile on avait décidé de

La seconde session fut semblable à la première mais sans entrée solennelle ni prédication. Après la grand'messe solennelle à laquelle il assistait, le pape entonna lui-même le *Veni Creator*. Quand l'hymne et les oraisons furent achevées, les deux promoteurs du concile s'avancèrent devant le trône du pape et prirent la parole : « Parce que, dirent-ils, suivant la vieille coutume des Pères, les saints conciles de l'Eglise ont soin de se couvrir avant leurs travaux de la profession de la foi comme d'un bouclier contre toutes les hérésies, nous, promoteurs de ce concile du Vatican, nous demandons instamment à Votre Sainteté que la profession de foi catholique suivant la formule de votre prédécesseur Pie IV, soit émise par tous les Pères dans cette session publique. » — Le pape répondit : « Nous le voulons et l'ordonnons ainsi. » Puis il se leva, déposa sa mître et devant tous les Pères devant l'immense foule assemblée dans Saint-Pierre, il prononça la profession de foi. Alors se présentèrent devant le trône pontifical, M^{sr} Fessler, secrétaire du concile, et M^{sr} Valenziani, évêque de Fabriani; celui-ci reçut des mains du pape la feuille qui portait la profession de foi, et, monté à la tribune, il prononça la formule au nom de tous les Pères : ceux-ci défilèrent alors suivant l'ordre de dignité et d'ancienneté devant le trône papal, et à genoux, la main sur l'évangile, ils adhéraient en ces termes à la formule de foi : « Moi, N. N., évêque de N., je promets, je m'engage et je jure conformément à la formule qu'on vient de lire. Qu'ainsi me

fixer à la seconde session la cérémonie de la profession de foi. Il est au contraire fort douteux et même tout à fait invraisemblable que lorsqu'on fixait au 6 janvier la deuxième session, on ait cru pouvoir joindre à la profession de foi la promulgation de la première constitution. Celle-ci embrassait en ses dix-huit chapitres une grande partie de la dogmatique, et sept cents prélats venus de toutes les nations avec les idées les plus différentes devaient délibérer sur ce texte. Aussi fallait-il s'attendre à un grand nombre de vœux relatifs au fond et à la forme de ce projet, et n'y avait-il aucun espoir de voir le débat s'achever en quatre séances environ et de pouvoir déjà offrir à l'univers catholique cette constitution comme un fruit des travaux conciliaires parvenu à maturité.

soient en aide Dieu et ce Saint Evangile de Dieu. » Puis ils baisaient le livre saint (1). Chacun prononçait ces paroles dans la langue de son rite.

« Cette cérémonie, raconte un des Pères (2), dura près de deux heures, et l'on put entendre la profession d'une même foi, en latin, en grec, en syriaque, en chaldéen, en arabe, en arménien et en bulgare. C'était un spectacle grandiose, sublime. On voyait près de 700 princes, établis par le Saint-Esprit sur l'Eglise chrétienne, dans l'univers entier, dont la plupart commandaient à des milliers ou à des centaines de milliers, quelques-uns à un million de fidèles, rassemblés devant leur chef commun, le Vicaire de Jésus-Christ, témoigner solennellement de leur unité dans la foi et la charité en présence du Dieu qui sait tout, et l'on voyait en eux s'accomplir la parole du Seigneur retournant à son Père : « Je ne vous prie pas seulement pour ceux-ci, les apôtres, mais pour tous ceux qui par leur parole croiront en moi : qu'ils soient tous un, ô mon Père, comme vous en moi et moi en vous, et qu'ils soient aussi un en nous, afin que le monde croie que vous m'avez envoyé. » (Joan XVII, 20 sq.)

» Une telle unité dans cette longue suite de doctrines importantes que contient la profession de foi du concile de Trente, n'est pas une œuvre simplement humaine ; une œuvre d'homme serait depuis longtemps divisée en sectes et en partis, et anéantie par les efforts des adversaires (3). »

Le *Te Deum* termina la cérémonie.

(1) C. V., 50 b. sqq.

(2) FESSLER, *loc. cit.*, p. 63 sq.

(3) Cet acte solennel ne faisait naturellement pas la même impression sur tous les assistants. Friedrich, lui aussi, était là, et après la séance il notait sur son journal (p. 65) : « Rien de plus ennuyeux que ce cérémonial, que de voir cette longue et interminable suite d'évêques accomplir devant le pape ce nouvel acte d'hommage. » Combien est vraie sur tous les domaines cette proposition d'Aristote si souvent répétée en philosophie scolastique : « *Quidquid recipitur, recipitur ad modum recipientis.* »

CHAPITRE IX.

Reprise des débats sur le schéma *de la constitution dogmatique* DE DOCTRINA CATHOLICA.

Dès le 8 janvier, dans la *huitième congrégation générale*, on reprit les débats sur le premier schéma. Il restait à entendre cinq des orateurs inscrits et neuf autres vinrent s'y ajouter. Quatre seulement purent parler dans cette congrégation.

Le premier orateur, M^{sr} Valerga, patriarche latin de Jérusalem, fut obligé en raison de sa faible voix de faire lire son discours par M^{sr} Gandolfi, évêque de Corneto. Ce qui fit l'intérêt de ses paroles, c'est qu'il résumait clairement en les appréciant les discours déjà prononcés (1).

Il apparaissait par dessus tout, dit-il en substance, que sur la doctrine même exposée dans le schéma ou sur les erreurs condamnées aucune divergence d'opinion ne s'était manifestée au cours des débats; quelques-uns avaient trouvé seulement qu'on était trop sévère pour certaines opinions professées dans les écoles catholiques. On n'avait critiqué que l'ordre des matières, la forme, le style et autres détails semblables. La nécessité et l'opportunité de

(1) *Acta*, etc., p. 133 sqq.

définir ces doctrines et de condamner ces erreurs n'avait pas été non plus contestée pour le fond ; on pourrait donc considérer la substance même du schéma, c'est-à-dire son exposition doctrinale et ses censures, comme généralement approuvée ; // telle était en effet la conclusion qui se dégageait des remarques faites par ceux-là mêmes qui l'avaient critiqué ou en avaient demandé le rejet ; leurs reproches ne visaient que des défauts de forme ou de langage, ou s'ils portaient sur le fond, ce n'était que pour faire faire des additions ou des suppressions ; ils allaient trop loin par conséquent en demandant qu'on rejetât le schéma. Le fond ne pouvait pas d'ailleurs être écarté ; il répondait trop bien aux besoins de notre temps ; son point central était l'ordre surnaturel, dont la négation se trouve au point de départ de toutes les erreurs modernes, et dont la confirmation et la proclamation s'imposaient avant toute autre chose au concile.

Certains ont fait valoir pour demander le rejet ou la refonte du schéma qu'il se montre trop dur pour certaines doctrines professées jusqu'ici dans les écoles ; celle-ci entre autres, qualifiée d'hérétique au chapitre troisième, qu'une partie des livres de la Sainte-Ecriture mis aux mains des fidèles par le concile de Trente, n'est pas inspirée. Jusqu'ici on avait été libre d'enseigner que certains mots ou certains membres de phrase n'étaient pas inspirés, qu'il suffisait d'admettre à leur égard une simple assistance du Saint-Esprit préservant l'hagiographe de toute erreur. M^{re} Valerga croit que le mot « partie » dans le schéma ne désigne pas de petits membres de phrases, ou quelque chose de semblable ; en tout cas si l'on y trouve trop maltraitée une opinion libre jusqu'ici, ce ne doit pas être un motif pour le rejeter dans son entier mais seulement pour y proposer un amendement. — L'orateur fait la même réponse au reproche élevé contre le seizième chapitre qui condamnait la doctrine des augustiniens sur l'impossibilité de l'état de nature pure. Il ajoute

cependant : « Du reste moi aussi je pense qu'on doit respecter les opinions d'écoles; toutefois le droit à la liberté que je leur reconnais n'est pas si inattaquable et si intangible que l'autorité doive renoncer à trancher, dans un concile œcuménique surtout, les questions d'école, si comme l'a déjà fait remarquer très justement le patriarche arménien de Cilicie, cela est nécessaire pour mieux expliquer la doctrine catholique. » On a cité comme troisième exemple de cet excès de sévérité la condamnation des doctrines d'Hermès. Mais, répond M^{GR} Valerga, ces doctrines ont déjà été condamnées; on ne peut donc plus les traiter d'opinions libres. // Encore moins le peut-on pour la doctrine condamnée comme hérétique par le concile de Vienne que l'âme n'est pas la forme du corps : le mot *immediate* qu'on ajoute n'est qu'une explication. On ne devrait cependant pas, fait remarquer le prélat, se laisser entraîner par son ardeur à combattre un schéma jusqu'à critiquer des définitions des conciles antérieurs; c'est pourtant ce qui est arrivé déjà deux fois : d'abord sur cette question de l'âme forme du corps *per se et essentialiter*, puis à propos du mot *simul* dans la phrase sur la création de l'esprit et de la matière.

M^{GR} Valerga passe alors à l'assertion qu'on a émise « que, dans les circonstances actuelles, il n'y a pas de nouveau dogme nécessaire; les maux de notre société étant de ceux auxquels il faut appliquer l'huile et le vin » — « Qu'est-ce donc à dire, Révérendissimes Pères, demande le patriarche, il n'y a donc plus à prendre la défense des droits de la vérité? Il ne faudra donc plus condamner les erreurs dont on se sert pour empoisonner la foi des fidèles et pour les détourner du droit chemin? S'il est vrai que la condamnation des erreurs ne guérit pas les incrédules, ne devons-nous pas cependant tenir compte aussi de ces millions de croyants que le Christ nous a fait un devoir de protéger contre les attaques de l'incrédulité? Oui, nous devons procéder avec beaucoup de

bonté et de douceur, avec l'affection la plus tendre lorsqu'il s'agit des personnes... Mais ce n'est pas une raison pour nous de renoncer à signaler l'erreur ou à démasquer ses projets pervers. Il n'y a rien, Révérendissimes Pères, de plus intolérant que la vérité. »

M^{gr} Valerga termine enfin en défendant l'ordre adopté par le schéma et sa rédaction contre les attaques dont ces deux points avaient été l'objet.

M^{gr} Landriot, archevêque de Reims (1), qui parla le second, exprima le vœu que la doctrine sur l'origine de l'âme humaine ne fût pas insérée dans le schéma; il insista, en outre, beaucoup sur la nécessité de la douceur dans les expressions.

Après lui, M^{gr} Dechamps, archevêque de Malines, prit la parole (2). On peut assurément amender le schéma, dit-il, mais il faut le conserver; il ne faut pas l'enterrer, comme on l'a dit (3); // il vit encore et à mon avis il restera et ne mourra pas, car les erreurs actuelles y sont avec une parfaite exactitude analysées, réfutées et frappées d'anathème. Or, cela est nécessaire, car l'amour du vrai se confond avec la haine du mensonge et n'en saurait être séparé. La douceur envers tout le monde dont a parlé l'archevêque de Reims, lui aussi la veut; mais il ne veut pas de bienveillance pour l'erreur. Avec la plupart de ceux qui l'ont précédé, l'orateur demande ensuite que l'exposition de la vérité précède les anathèmes. Puis, après quelques mots sur la manière de faire cette exposition, il termine par une ou deux propositions sur des points de détail (4).

(1) *Acta*, etc., p. 142 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 149 sqq.

(3) Voir ci-dessus, p. 116.

(4) C'est sans doute le discours de M^{gr} Dechamps que vise avant tout M^{gr} l'archevêque de Reims dans une lettre du 12 janvier au cardinal Bilio où il proteste contre l'interprétation que tels ou tels orateurs ont donnée de ses paroles. Il n'a jamais dit qu'on ne dût pas condamner les erreurs; tout ce qu'il a demandé c'est

Le dernier orateur de cette journée fut M^{gr} Raess, évêque de Strasbourg (1). Il se déclare absolument favorable au schéma et son discours démontre en détail son excellence, soit pour ce qui concerne les matières traitées et la manière de les ordonner, soit pour les expressions dont on y a fait usage.

Si l'on y remarque une différence de forme d'avec les conciles précédents, cela tient à la différence des matières; les expressions ont été prises d'ailleurs le plus souvent dans les allocutions pontificales, dans les encycliques et autres lettres apostoliques. Prenant ensuite en détail quelques-unes de ces duretés qui ont été blâmées, il montre par des exemples, que non seulement les conciles précédents, comme celui de Trente, mais aussi le Sauveur lui-même, se sont servis plus d'une fois de termes fort énergiques. Du reste, rien n'empêche de changer certaines expressions.

M^{gr} Raess termine en émettant deux vœux : l'un, que les remarques qu'on se propose de faire sur les schémas soient à l'avenir transmises à la députation que cela concerne : on pourra ainsi tenir compte de ces observations avant de soumettre les schémas à l'examen du concile, et les discours s'en trouveront diminués; l'autre, que les présidents du concile puissent, quand un orateur s'écarte de la question discutée, // soit le renvoyer à une autre séance quand viendra le sujet qu'il aborde, soit, s'il n'y a pas lieu, lui retirer présentement la parole (2).

Au début de la *neuvième congrégation générale* (10 janvier) il restait encore dix orateurs inscrits. Deux d'entre eux,

que dans la défense de la vérité on se fasse une règle d'éviter la dureté des expressions. Ce n'est que rarement et pour des motifs pressants qu'on doit parler fort et prendre le ton du reproche. (La lettre est conservée aux archives.)

(1) *Acta*, etc., p. 152 sqq.

(2) Le second vœu ayant été dans la suite l'objet de certaines attaques, nous en donnons le texte littéral : « *Ne quid temporis, quod breve, quod pretiosum, quod*

M^{gr} de Las Cases, évêque de Constantine et d'Hippone, et M^{gr} Micaleff, évêque de Città di Castello, renoncèrent à la parole; mais tous les autres se firent entendre.

M^{gr} Salzano, évêque de Tanis (aujourd'hui Samnah en Egypte) (1) félicite les auteurs du schéma et repousse énergiquement la proposition faite dans une des congrégations précédentes de s'abstenir de toute condamnation contre les erreurs philosophiques modernes; ces erreurs, en effet, ne sont pas de celles qui se produisent impunément pour la vérité révélée; elles touchent au fondement même de la doctrine catholique. Quant au schéma, il y propose quelques amendements, en particulier, de développer davantage un ou deux passages

M^{gr} Spilotros, évêque de Tricarico, qui lui succéda à la tribune (2), voudrait que les chapitres sur la foi et les motifs de crédibilité fissent mention de l'infaillibilité de l'Eglise.

M^{gr} Meignan, évêque de Châlons (3), ne s'occupe que des chapitres sur les sources de la révélation; après avoir résumé l'évolution des erreurs sur la Sainte Ecriture, il propose une modification au schéma. La Sainte Ecriture, dit-il, est la parole de Dieu tout court (einfachhin), et il n'admet pas qu'on dise qu'elle l'est véritablement et proprement (*vere et proprie*) dans toutes ses parties, idée dont le développement trahit chez lui un manque d'assurance sur le terrain de la théologie. Il croit, par exemple, que l'expression employée par le schéma pourrait servir à prouver l'inspira-

irrevocabile est, minus utiliter absumatur, votum aliorum Eminentissimis et Reverendissimis Concilii Præsidibus exprimere liceat; ut nempe orationes, quæ non stricte ad rem præsentem pertinent, quæ ultra limites protrahuntur, quæ extra castra vagantur, quæ falcem in messem alienam vertunt licet latissime exaratis, nisi ad aliam provinciam aut delegationem dirigi queant (sit venia verbo quod invocatum se obtrudit) bona gratia ad kalendas graecas mittantur » — Acta, etc. p. 157.

(1) Acta, etc., p. 159 sqq.

(2) Acta etc. p. 166 sqq.

(3) Ibid. p. 168 sqq.

tion verbale (1) //. Ce qu'il propose, c'est qu'on n'ajoute rien à la définition du concile de Trente sur l'inspiration, mais qu'on développe dans les séminaires les études qui mettent en mesure de repousser les attaques contre la Sainte Ecriture.

M^{GR} Ramadié, évêque de Perpignan (2), demande qu'on retranche au chapitre quinzième le passage où on affirme l'unité de nature du composé humain fait d'une âme raisonnable et d'un corps, parce que l'âme raisonnable est vraiment et par elle-même, ou immédiatement et essentiellement, la forme du corps de l'homme : il n'y a aucune raison de donner cette explication, qui peut avoir bien des inconvénients et prêter à des discussions dangereuses; dans l'état actuel de la question, elle présente de bien grosses difficultés. L'orateur s'étend assez longuement là-dessus.

M^{GR} del Valle, évêque de Huanuco, au Pérou (3), se prononce pour une amélioration ou une transformation du schéma. Certains passages n'ont pas la clarté nécessaire. Il voudrait quelque chose de spécial sur le semi-rationalisme. Sur les divers chapitres, il fait encore quelques autres observations.

M^{GR} Khayatt, archevêque d'Amadija (dans le Kurdistan), du rite chaldéen (4), se présente comme évêque d'un pays lointain, dont les premiers apôtres furent les mages à leur retour de la crèche. Lui aussi désire que le schéma commence par exposer la doctrine catholique. Il ne veut pas

(1) Deux autres raisons qu'il fit valoir contre l'expression *vere et proprie* étaient les suivantes : 1^o *quia hic modus dicendi tollit discrimen inter ipsissima Dei verba ipsiusmet orantis, v. g. sive quando in veteri Testamento Deus prophetas alloquitur, sive quando Christus ipse in novo Testamento Apostolis oracula sua tradit; et narrationes scriptorum sacrorum, qui nequaquam reve ante iuxta multos, sed tantum assistente et movente Deo, per edictas narrationes scripserunt. Tum 2^o quia relationes forte ampliores, quam antehac aestimatum est, sunt in libris historicis et etiam alibi, quæ apud profanos scriptores comparatæ forte fuerunt; sive de hoc monuerint auctores sacri, sive non monuerint* » Acta, etc. p. 171.

(2) Acta, etc., p. 173 sqq.

(3) Ibid., p. 177 sqq.

(4) Ibid., p. 181 sqq.

en apprécier la latinité : le style doit être bon, clair, simple, digne d'un concile; il faut conserver celui du concile de Trente. A propos de l'Ecriture-Sainte, il demande une addition sur les traductions autres que la Vulgate, sur la syro-chaldéenne et l'arabe en particulier. Le concile devrait s'occuper aussi de faire de ces traductions une édition exacte et sans fautes. Le prélat ajoute encore quelques mots sur l'Incarnation et le péché originel; // il voudrait voir ajouter une explication à la doctrine du concile de Florence sur les peines de ceux qui meurent avec le péché originel, afin qu'on ne croie pas qu'ils ont à souffrir la peine du feu; dans la doctrine sur l'Incarnation, qu'on n'omette pas le mot *Deipara*, qui est décisif contre les Nestoriens.

Friedrich (1) met une complaisance marquée à parler du discours de M^{gr} Khayatt; il insiste sur la bonne impression produite par « cette voix si belle et si claire; l'archevêque trouve que le schéma s'attache beaucoup trop aux questions d'école; quelle nécessité en particulier peut-il y avoir pour un concile à s'occuper des opinions particulières des savants allemands? Ce sont là des affaires locales. La philosophie ne regarde pas le concile; et, comme M^{gr} Haynald et M^{gr} Meignan, le prélat oriental répète avec insistance l'expression si odieuse à Rome de *scientia libera* ». Or, il n'y a pas un seul mot sur ce sujet dans le discours de M^{gr} Khayatt. M^{gr} Haynald n'a pas davantage parlé de la *scientia libera*; M^{gr} Meignan non plus, à moins que sa sévère appréciation de la science émancipée qui anéantit l'Ecriture-Sainte, ou bien encore le vœu exprimé par lui qu'on n'ajoute rien aux décisions de Trente sur l'inspiration, ne soient les passages auxquels Friedrich a voulu faire allusion (2). Cet auteur revient encore une fois à

(1) *Op. cit.*, p. 423.

(2) Par contre M^{gr} Ramadié, évêque de Perpignan, avait précédemment dit quelques mots sur la liberté de la science : il avait émis le vœu qu'on ne définit pas la doctrine contenue dans le schéma sur l'âme forme du corps, afin de laisser la science libre de poursuivre ses recherches sur la nature de l'homme.

M^{gr} Khayatt, pour lui faire dire « qu'en sa qualité de Chaldéen, il ne saurait prétendre apprécier le latin du schéma, mais que si on le compare à celui du concile de Trente, la comparaison lui est fort défavorable ». Or, voici le texte même de la phrase de M^{gr} Khayatt : on peut y voir les déformations que, pour complaire à Friedrich, celui qui le renseigne sur les congrégations générales fait subir aux paroles des orateurs : *Quoad stilum schematis non est meum judicare. Sciunt R^{mi} Patres, stilum debere esse bonum, conspicuum, simplicem et conciliarem; a stilo Tridentino non est recedendum : et decet magnopere Concilium Romanum Vaticanum ea latinitate et ea conspiciuitate sermonis pollere, quæ est propria Romanorum. //*

Cependant Friedrich préfère encore au discours de M^{gr} Khayatt, les paroles de l'orateur qui le suivit, M^{gr} Haynald, archevêque de Kaloesa (1). M^{gr} Haynald est, en effet, un véritable orateur; il est maître de la langue latine; son discours est belliqueux. Il ne s'en prend cependant pas au schéma; ses paroles sont dirigées contre l'évêque de Paderborn, qui avait dit « que les Pères avaient le droit de conserver le schéma, de l'amender, de le corriger, mais non pas de le désapprouver ou le rejeter. » (2) C'est avec la même ardeur que, vers la fin de son discours, il s'attaque à M^{gr} Raess, évêque de Strasbourg.

L'évêque de Paderborn (3), dit l'orateur, aurait parlé avec pleine justesse s'il avait affirmé que nous ne pouvons pas rejeter les vérités de foi définies que contient le schéma. Mais ce n'est pas sur ces vérités qu'a porté son discours (personne non plus d'ailleurs n'a prétendu qu'il faille les

(1) *Acta*, etc. p. 183 sqq.

(2) Ci-dessus p. 132.

(3) M^{gr} Haynald exprime tout le respect qu'il porte à son collègue : « *Cujus (Episcopi Paderbornensis), eximiam personam et præsignem virtutem ac magnam eruditionem a juvenilibus annis mihi notam majni facio et summo opere veneror.* »

rejeter) ; ce qui en a fait l'objet c'est la forme, l'allure générale du schéma. « Or, il s'agissait du corps du schéma. Bien que sorti des mains de personnages fort doctes, qui ont mis beaucoup de talent et d'application à le façonner et qui se sont ainsi acquis des droits à notre plus grand respect, ce corps porte encore inévitablement des traces de l'humaine et mortelle faiblesse qu'il importe de faire disparaître. S'il faut l'enterrer, ce n'est donc point pour s'en débarrasser, mais pour le voir ressusciter, ainsi qu'on l'a dit, avec ces magnifiques parties qu'il renferme, et qu'il soit transformé en un corps glorieux de vérités éternelles... Le corps du schéma, voilà ce qu'on a soumis à notre appréciation et à notre jugement. » Nous devons examiner, continue-t-il, si les vérités déjà définies ont à entrer de nouveau dans les décrets de ce concile, si les doctrines enseignées dans les écoles, mais qui ne sont pas encore dogmes définis, doivent prendre place dans le corps des vérités définies par l'Eglise, enfin s'il y a lieu d'approuver le style ainsi que la manière de procéder. La liberté pour les Pères de se livrer à cet examen, l'orateur en trouve la preuve dans les paroles du pape ; le bref *Multiplix inter* soumet les schémas à l'appréciation du concile et prescrit que les Pères devront se prononcer sur leur ensemble et sur toutes leurs parties. Ils peuvent, par conséquent, agréer et rejeter les schémas. Même conclusion à tirer et plus clairement encore de l'en-tête de la constitution : le pape, y est-il dit, la donne « avec l'assentiment du saint concile. » // Pouvoir librement donner son assentiment, c'est aussi pouvoir, avec la même liberté, le refuser.

Il n'y a pas de doute que M^{gr} Haynald n'ait raison lorsqu'il attribue au concile la liberté de rejeter de la manière qu'il explique, un projet que le pape a soumis à l'examen de l'assemblée, avant de l'avoir approuvé lui-même.

Mais peut-être n'y a-t-il pas tant de différence entre son

opinion et celle de l'évêque de Paderborn. Ce droit strict, ce dernier, lui non plus, ne l'a guère contesté au concile. « Ce qui m'empêche de conclure au rejet de tout le schéma, avait dit M^{SR} Martin, c'est avant tout le respect que nous devons au pape ». Il ne nie donc pas la rigueur de son droit ; mais, son respect pour le Saint-Père qui a jugé le schéma digne d'être proposé au concile, est un des motifs qui le font s'abstenir d'en user. Il est vrai qu'il ajoute bientôt après, les paroles attaquées par M^{SR} Haynald ; mais ces paroles ne doivent-elles pas s'interpréter d'après les précédentes ? Ce qui les a provoquées c'est sans doute la dure expression de l'évêque d'Halifax, que dès maintenant le schéma n'est plus à amender mais à enterrer respectueusement. En fait, le respect dû au pape n'oblige nullement les Pères à accepter chacune de ses propositions ; mais en présence d'un schéma qui embrasse cette immense quantité de matières, déclarer qu'il n'est bon à rien, qu'il faut l'enterrer, qu'on n'y trouve rien qui mérite d'être approuvé, c'est un procédé que ne sauraient suffire à expliquer les défauts de l'œuvre proposée ; il indiquerait plutôt chez les Pères du concile une attitude anormale à l'égard du pape.

M^{SR} Haynald revint encore une fois à ces paroles de la suscription où il avait trouvé la preuve que les Pères étaient autorisés à rejeter un schéma : « Vous connaissez, dit-il, vénérables Frères, la force, la signification, l'autorité de cette formule. Il n'y a pas longtemps encore vous avez entendu nos augustes présidents vous adjurer solennellement, par les cendres mêmes des Saints Apôtres, de la laisser subsister tel qu'elle est, vous représenter qu'elle ne peut pas être mise en discussion, qu'on ne saurait ni directement ni indirectement en rien retrancher ; il est donc interdit aussi sous peine de censure de supprimer dans cette formule les mots « avec l'approbation du concile », / si bien qu'il n'y pas jusqu'à cette formule elle-même qui ne doive de toute nécessité recevoir

notre approbation. » (1) — Il semble percevoir dans ces paroles un peu d'humeur à l'égard des présidents qui avaient interrompu le discours de Mgr Strossmayer (2).

Friedrich (3) félicite l'orateur d'avoir dit : « qu'il était permis aux évêques de parler sur la formule *Pius episcopus*, etc., malgré l'interdiction qui en avait été faite naguère à l'un d'entre eux et qui l'empêchait lui-même de revenir sur cette question ». Si M^{gr} Haynald a exprimé cette pensée, ce ne peut être que dans le dernier membre de phrase, dont nous donnons en note le texte latin ; les autres parties de son discours ne contiennent en effet rien qui y ressemble. Quant à ce dernier membre de phrase, il n'est pas bien clair, et nous nous demandons si, après avoir préparé une tournure plus explicite en faveur de M^{gr} Strossmayer, l'archevêque ne se serait pas troublé au moment de la prononcer et n'aurait pas ainsi rencontré l'expression dont il se servit (4).

Nous donnons volontiers raison à M^{gr} Haynald, lorsqu'il attribue au concile le droit de rejeter un schéma que le pape a soumis à son libre examen. Mais on sent dans le ton de son discours un peu de ce mécontentement qui s'était malheureusement emparé de beaucoup des Pères qui croyaient devoir s'opposer à la définition de l'infailibilité du pape parce qu'ils

(1) *Ut adeo ipsa hæc formula sub ipsam approbationem illa cadet sit necesse.* Acta, etc., p. 186.

(2) Cf. ci-dessus, p. 119.

(3) *Op. cit.*, p. 421.

(4) « Le légat Capalti, dit Friedrich (*op. cit.* p. 422), écoutait le cou allongé, les deux mains près des oreilles pour ne rien laisser perdre du discours, dans l'espoir sans doute de saisir un mot qui lui permit d'interrompre l'archevêque. Mais il n'y réussit pas, tant celui-ci avait habilement composé son discours et mesuré ses paroles. Aussi quelle amertume elles causèrent aux cardinaux ! Je pourrais à ce sujet ajouter plus d'un trait significatif. Par contre, tandis qu'il parlait, les évêques applaudirent plusieurs fois leur collègue, et quand il eut fini il s'éleva parmi eux un murmure plein d'approbation. » Evidemment Friedrich pourrait encore, et avec le même droit, ajouter beaucoup à son récit. Dans les commérages romains où il puise ses principaux renseignements, il y a encore assurément plus d'une historiette intéressante de la valeur de celles qu'il rapporte. Il ne semble pas cependant que les applaudissements dont il parle aient été particulièrement bruyants : les sténographes n'en ont rien perçu.

la jugeaient inopportune et dangereuse. M^{GR} Haynald était un de leurs chefs; or entre eux et les partisans de la définition, le dissentiment était particulièrement aigu au moment de la neuvième congrégation générale; c'est alors que se redigeaient les adresses pour et contre cette définition. Cette même circonstance explique aussi les attaques auxquelles, vers la fin de son discours, M^{GR} Haynald se livra contre M^{GR} Raess et M^{GR} Martin //.

Nous avons déjà rapporté (1) comment M^{GR} Raess avait demandé aux présidents de ramener à la question les orateurs qui s'en éloignaient : on éviterait ainsi de gaspiller inutilement le temps si précieux du concile. M^{GR} Haynald revient sur cette demande. Après avoir montré que le concile a le droit de rejeter un schéma et d'exprimer son avis, il espère, dit-il, que cette liberté sera conservée aux Pères malgré la pathétique apostrophe adressée aux présidents par l'évêque de Strasbourg afin qu'ils usent de leur pouvoir pour fermer la bouche à certains orateurs; et que cette liberté ne sera pas gênée non plus sous prétexte que la plus grande partie de ce qu'expose le schéma se trouve déjà, suivant la remarque du même prélat, dans le Syllabus et dans d'autres constitutions apostoliques (2) — « Nous voulons user de

(1) Page 147.

(2) *Constituturam autem hanc [liber'atem] non obstante pathetica illa Rmi Episcopi Argentensis apostrophe ad Emum Præsidium directa, ut contra certos nescio quos oratores jure suo et potestate utatur, ad obliuanda ora eorum, apostrophe directa non absque certis face iis contra quosdam venerabiles oratores directis, quorum gloria ipsis constat, sed quorum tela, prout ipse similitudinem hanc adumavit et enuntiavit, non semper illos feriant, in quos iaciuntur. Libertate hacce, non dubito, usuri sunt Venerabiles Patres non obstante etiam provocatione ejusdem Rmi domini Episcopi ad eam circumstantiam, quod plurima in schemate continentur verbis illis expressa, quæ verba in Syllabo et aliis constitutionibus apostolicis legimus et summa pietate veneramur. Scimus quodnam momentum verbis illis insit; sed scimus etiam hoc, quod inter Syllabum et reliquas illas constitutiones et nostram etiam hanc actionem sint et ceciderint verba illa Rmi Domini nostri, quibus annuntiavit ea, quæ in schemate continentur, nulla auctoritate sua munita, integra integre nostro judicio et examini subiaci. Acta, etc. p. 186 sq.*

cette liberté qui nous limite, et nous nous résignons aussi à ce que nous répondait naguère le Révérendissime évêque de Paderborn, à propos de l'objection que le schéma ne contient pas tous les remèdes aptes, opportuns et nécessaires pour la guérison des maux de notre temps. Il nous a dit — vous vous en souvenez, Révérendissimes Pères — de prendre patience, que nous n'avions encore entre les mains qu'une petite partie de ce qu'on doit nous proposer sur les questions dogmatiques. Nous félicitons bien volontiers M^{gr} de Paderborn d'en savoir plus long que nous; et, si ce qu'il connaît tandis que nous l'ignorons doit guider notre conduite, nous attendons avec patience; en attendant toutefois nous pouvons sans doute ne pas renoncer à corriger certains défauts; peut-être trouverons-nous l'occasion de nous faire une autre conviction //; nous désirerions cependant beaucoup ne pas ignorer ce qu'il sait et avoir déjà en mains de quoi régler notre conduite (1). »

Les discours des deux évêques n'avaient certainement pas donné lieu à ces remarques ironiques. Elles ne s'expliquent que par la disposition d'esprit où se trouvait M^{gr} Haynald; elles laissent voir quel était son mécontentement à l'égard des représentants d'une opinion qui lui déplaisait, et de ceux-là même qui dirigeaient le concile. En demandant aux présidents de ramener à la question les orateurs qui s'en écartaient ou même de leur retirer la parole si c'était nécessaire,

(1) *Utamur hacce libertate, quæ nos constringit; pat amur illa, quæ R. D. Paderbornensis Episcopus nuper protulit, respondendo ad illam objectionem, quod schema non continet omnia remedia sanando moderno ævo optata, opportuna et necessaria. Dixit sc. (meministis Rmⁱ Patres), quod patienter expectandum habeamus, exiguam enim solum partem eorum, quæ nobis in materia dogmatica proponenda sunt, præ manibus habere. Nos certe gratulamur, quod Rm^{us} Paderbornensis Episcopus plus sciat nobis; sed in quantum ad quod ille scit et quod nos nescimus, directioni nostræ inservire debet, et patienter expectamus; et interea forsitan a nonnullis defectibus corrigendis non abstinemus, quia forsitan occasio nem nanciscemur a'iam convictionem habendi; subinde vehementer optassemus, ut quod ille scit, nos non nesciamus, et mox lojam directionem ut formam agendi habeamus. Acta, etc. p. 187.*

M^{sr} Raess ne leur a rien proposé de blâmable ; il n'a fait que leur demander d'accomplir ce qui était leur devoir, et devait être profitable à tout le monde. Il n'y avait dans l'expression de son vœu rien de pathétique ni de blessant : tout le monde peut en juger ; nous avons cité plus haut ses propres paroles (1). Il est également difficile de s'expliquer autrement que par de la mauvaise humeur, que M^{sr} Haynald ait pu se formaliser d'entendre M^{sr} Raess faire observer, en défendant le schéma, qu'il était extrait des documents pontificaux.

Les paroles de l'évêque de Paderborn ne justifient pas davantage la remarque de M^{sr} Haynald. On s'était plaint que le schéma ne contient pas de remèdes pour tous les maux du temps présent ; c'est que, avait justement répondu M^{sr} Martin, ce schéma n'est pas le seul qui sera proposé au concile. Faut-il donc conclure de ses paroles qu'il avait sur les schémas qui restaient à déposer des renseignements spéciaux qu'on refusait aux autres évêques ? // Chacun d'eux n'aurait-il pas pu répondre comme lui ? Le ton à demi moqueur de M^{sr} Haynald provenait de son regret que les organisateurs du concile n'avaient pas voulu communiquer d'avance tous les projets élaborés pour l'assemblée ; il était en effet du nombre des évêques que nous avons vus adresser au pape une supplique pour obtenir la communication de tous les projets à la fois (2), leur demande n'ayant obtenu qu'un refus, la sortie de M^{sr} Haynald était une réplique à cette réponse négative.

Ce n'est que dans les derniers mots de son discours que l'archevêque de Kalocsa s'occupe du schéma lui-même. Il reconnaît l'érudition et le vaste savoir de ses auteurs. Mais il y trouve aussi des défauts ; il faudra donc le renvoyer à la Députation de la foi qui fera disparaître ces défauts, et il ne restera plus alors que ce qu'il y a d'excellent.

(1) Page 147, note 2.

(2) Ci-dessus, p. 69.

Il restait encore un orateur à entendre, M^{re} Joseph Papp-Szilágyi de Illesfalva, évêque de Grosswardein (1). Il avoua qu'il avait eu d'abord toute espèce d'objections à faire au schéma, mais une étude prolongée les avait fait toutes disparaître. Fond et forme lui paraissent à louer; en relevant quelques attaques dont le projet a été l'objet, il répond en particulier au reproche qu'on lui a fait de s'exprimer parfois trop durement. La conclusion de son bref discours est qu'il agréé et approuve le schéma; il en recommande aussi l'acceptation aux autres Pères.

On avait épuisé la liste des orateurs. Tous ceux qui avaient tenu à prendre la parole sur le schéma l'avaient fait. Le premier président se leva donc et déclara qu'en présence des nombreuses observations présentées sur le schéma, et conformément à la constitution pontificale *Multiplies inter*, on le renverrait à la Députation de la foi, accompagné de ces critiques. La prochaine congregation générale se tiendrait le 14 janvier; on y procéderait d'abord à l'élection de la Députation pour les affaires du rite oriental, puis s'ouvriraient les débats sur les deux schémas concernant le premier, la discipline de l'Eglise au sujet des évêques et le second, la vacance des sièges épiscopaux. (2)



(1) *Acta*, etc. p. 488 sq.

(2) *Acta*, etc. p. 490. — *C. V.*, 717 d.

CHAPITRE X.

Coup d'œil général sur les délibérations du premier schéma. — Réponses de Franzelin devant la Députation de la foi.

Le premier schéma avait donné lieu à six congrégations générales ; trente-cinq Pères y avaient pris la parole, et ils représentaient les pays et les nationalités les plus diverses. Sept d'entre eux appartenaient à l'Italie (NN. SS. Apuzzo, Pace-Forno, Gastaldi, Trevisanato, Gandolfi, Ferrè, Spilotros) ; un à l'Espagne (M^{sr} Caixal y Estrade) ; neuf à la France (NN. SS. Ginoulhiac, Bernardou, Doney, Bayllès, David, Landriot, Raess, Meignan, Ramadié) ; un à la Belgique (M^{sr} Dechamps) ; un à l'Allemagne (M^{sr} Martin) ; un à l'Autriche (M^{sr} Rauscher) ; quatre à la Hongrie (NN. SS. Vancsa, Strossmayer, Haynald, Papp-Szilagyi de Illesfalva) ; un à la Suisse (M^{sr} Greith) ; trois à l'Amérique du Nord (NN. SS. Kenrick, Connolly, Vérot) ; un à l'Amérique du Sud (M^{sr} del Valle) ; deux à l'Orient (NN. SS. Hassun, Khayatt) ; quatre autres enfin de nationalité italienne, mais évêques résidentiels ou titulaires en Asie ou en Egypte (NN. SS. Tizzani, Valerga, Spaccapietra, Salzano).

Les nations auxquelles appartenaient ces orateurs étaient

fort dissemblables les unes des autres ; beaucoup ont même une civilisation, des constitutions politiques et des lois, une manière de vivre et des mœurs, un caractère et des tendances d'esprit nettement opposés. Quelle différence, par exemple, entre les nations orientales et les nations latines, et entre celles-ci et les populations de l'Amérique du Nord ! Il n'y a donc pas à s'étonner que la discussion du schéma ait donné lieu à des appréciations de toute sorte et fait apparaître des manières de voir opposées. //

Dans une assemblée délibérante composée de 700 membres venus de tous les pays du monde, comment un projet aussi considérable pourrait-il ne pas provoquer des contradictions ? Ce qu'il faut admirer, au contraire, c'est que dans une assemblée aussi nombreuse et réunissant des éléments si divers, il ne se soit trouvé personne pour mettre en doute une seule des doctrines énoncées dans le schéma, ou pour prendre la défense d'une seule des erreurs qu'il condamnait.

On reprocha au schéma d'énoncer des doctrines déjà définies ou de condamner des erreurs tombées dans l'oubli, d'admettre des doctrines encore trop peu certaines pour être définies, ou de porter atteinte dans telle ou telle définition à la liberté des écoles ; mais, sur le fond même des doctrines et des erreurs, aucune divergence d'opinion ne se manifesta jamais. Or, c'est là un fait qui mérite la plus grande considération, car le contenu du schéma est fort vaste et embrasse une grande partie du dogme : de plus, les vérités qu'il expose ne sont pas seulement des vérités déjà définies, il en renferme beaucoup d'autres et entre dans une multitude de détails. Hors de l'Eglise, ces doctrines donnent lieu à des opinions innombrables, et sur aucune d'entre elles l'entente ne parvient à se faire ; par contre, alors qu'ils venaient de tous les pays du monde, les pasteurs de l'Eglise universelle sans exception se sont trouvés d'accord sur ce

vaste ensemble de doctrines. N'est-ce point là un fait admirable et la preuve manifeste de l'action de Dieu sur son Eglise ?

Sur la forme même du schéma, on ne pouvait naturellement pas s'attendre à une aussi complète conformité d'appréciation. Le rejet absolu fut proposé par un des orateurs, nous l'avons vu, mais par un seul, M^{gr} Connolly, archevêque d'Halifax. Par contre, toute une série d'évêques, NN. SS. Apuzzo, Spaccapietra, Pace-Forno, Trevisanato, Gandolfi, Martin, Hassun, Valerga, Dechamps, Raess et Salzano, sans vouloir exclure les améliorations possibles, lui donnèrent leur pleine approbation. Quant aux autres, ils prennent position entre ces derniers et M^{gr} Connolly, les uns plus près des partisans du schéma, les autres plus près de son adversaire. NN. SS. Rauscher, Kenrick, Ginoulhiac, Gastaldi, Bernadou, David lui sont défavorables et partagent plus ou moins l'opinion de l'archevêque d'Halifax ; toutefois ils ne vont pas jusqu'au rejet, ils ne veulent que des changements et une transformation ; d'autres, comme NN. SS. Tizzani, Vancsa, Vérot, Doney, del Valle, sont nettement pour le maintien du schéma, // mais ils demandent qu'on l'améliore sur divers points.

Les critiques portaient principalement sur la disposition des matières et sur la rédaction du schéma. Plusieurs auraient voulu qu'on suivît l'exemple du concile de Trente ; d'exposer d'abord la doctrine catholique et de mettre la condamnation des erreurs en dernier lieu ; ils regrettaient que cet ordre n'eût pas été adopté dans les premiers chapitres. Une plainte qui revint fréquemment fut que le projet, dans son aspect et sa rédaction, ressemblait à un traité de professeur plutôt qu'à un décret doctrinal de concile. On blâma aussi la raideur et la dureté de certaines expressions. Pour le fond, certains firent encore observer que dans la condamnation des fausses doctrines, on ne tenait pas suffisam-

ment compte des besoins particuliers de notre temps; on se plaignit enfin nettement que le schéma limitât sur certaines questions la liberté qui y avait régné jusque-là.

Nous avons déjà entendu les réponses que firent au cours même de la discussion les défenseurs du schéma. Il y aura intérêt à connaître aussi dès maintenant celles que fit le théologien, considéré à juste titre comme le principal auteur du projet, le futur cardinal Franzelin.

Quand la Députation de la foi, à la suite de cette première discussion, se disposa à transformer le schéma, elle invita Franzelin à venir lui exposer sa manière de voir (1). Voici quelle fut en substance son argumentation. Il ne veut pas aborder la question du fond puisque l'essentiel en doit être conservé; il ne s'occupera que de la forme, c'est-à-dire de la disposition des matières et de la rédaction. Or, dit-il, comme dans une constitution c'est le but poursuivi qui doit commander l'une et l'autre, c'est donc par le but qu'il commencera.

Les conciles, dit-il, n'ont point en général pour objet d'exposer les doctrines que l'Eglise possède sans être troublée dans sa possession; — le magistère ordinaire y pourvoit suffisamment; — le but qu'on y poursuit est de signaler pour les noter comme telles les erreurs qui surgissent, et les repousser en leur opposant la vérité contraire. Aussi est-il de règle que dans leurs décrets dogmatiques la condamnation de l'erreur se trouve juxtaposée à l'énonciation de la vérité. // Il en résulte que ce sont les erreurs à censurer et à proscrire qui doivent dicter non seulement le choix des doctrines à exposer (ce dont Franzelin ne veut point parler ici), mais encore la forme constitutive qu'on adoptera dans l'exposition de ces doctrines. Sans cela l'erreur ne sera ni clairement exposée ni condamnée clairement. L'exemple des anciens

(1) *De primo schemate Constitutionis dogm. disquisitio*, etc. C. V. 1611 a sqq. — *Quomodo electa sit*, etc. C. V. 1647 d.

conciles montre que telle a toujours été la règle suivie. Ainsi, au rapport de saint Athanase (*Ep. de decret. Nicæen*), c'est la nature de l'hérésie à condamner qui obligea les Pères de Nicée à adopter, malgré eux en quelque sorte, ces formules philosophiques faites pour l'école plutôt que pour le peuple : « *Filius ex substantia Patris, consubstantialis Patri, non ex alia essentia sive substantia.* » N'est-ce point d'après cette règle que la lettre de saint Cyrille, avec ses douze anathèmes connus depuis le concile de Latran sous Martin I, sous le nom de symbole d'Ephèse, que la lettre de saint Léon à Flavien, les deux lettres du pape Agathon au sixième concile, procédèrent à la condamnation de Nestorius, d'Eutychès et des Monothélites? Dans leur manière d'exposer et d'ordonner leurs preuves, dans toutes leurs formules dogmatiques, il se laissent guider par la nature des hérésies à proscrire. En cas de doute sur le sens d'une expression conciliaire, pour celles du concile de Trente en particulier, tous les théologiens admettent que l'expression et le sens de l'erreur qui s'y trouve visée doit servir de règle d'interprétation. Tout le monde reconnaît en effet que la doctrine est exposée dans le sens où elle contredit directement l'erreur qu'on veut condamner (1).

Ainsi doit-il en être pour la forme du présent schéma; la forme de l'exposition doctrinale est déterminée par les erreurs qu'on veut proscrire. Or, si l'on considère la nature des erreurs contemporaines, on voit que c'est par leurs attaches avec la spéculation philosophique et théologique — leur côté pratique étant réservé pour d'autres décrets — qu'elles peuvent faire tort aux fidèles. La plupart des doctrines condamnées jadis s'étaient constituées en sectes qui s'étaient séparées de l'Eglise; c'est ce qui leur avait fait prendre la forme populaire de symboles, pour se mettre à la

(1) *C. V. 1611 c. sqq.*

portée des plus ignorants; dans le sein de l'Eglise. au contraire, dans les écoles, soumises à sa constante vigilance, et dans les institutions enseignantes relevant de son autorité, ces erreurs n'auraient pas trouvé place. Or, depuis un siècle, il s'est produit un profond changement à ce point de vue //. L'enseignement de la philosophie s'est soustrait presque entièrement à la direction de l'Eglise, celui de la théologie a échappé également en partie, dans plusieurs pays, à l'Eglise et il est tombé sous la domination de l'Etat, qui nomme les professeurs, détermine les matières à enseigner, prescrit les ouvrages, l'ordre et les méthodes à suivre. Or, sous cette nouvelle direction, les écoles ont été envahies par les principes protestants de l'autonomie de la science et de son indépendance à l'égard de l'Eglise. Il en est résulté des changements considérables non seulement dans la méthode et dans la manière d'enseigner, mais aussi sur un assez grand nombre de questions doctrinales; la philosophie, qui se trouve en rapports si étroits avec la théologie, s'est trouvée faussée et, par un contrecoup nécessaire, la théologie elle-même s'est ouverte à nombre d'erreurs. Le Saint-Siège, il est vrai, ainsi que d'illustres savants catholiques, se sont efforcés, et non sans succès, de leur barrer le passage; mais il n'en semble pas moins nécessaire que le concile fixe une règle qui serve de guide aux savants catholiques dans leur enseignement et dans leurs écrits, qui les retienne dans les limites de la saine doctrine et les mette autant que possible à l'abri des erreurs (1).

Tel est donc le but du schéma. Ce n'est pas en présence d'hérésies constituées en sectes et s'exprimant en symboles, que se trouve le concile du Vatican; c'est à des erreurs, à des hérésies matérielles, enseignées par les savants du jour au nom de la science moderne, qu'il lui faut opposer la doctrine

(1) *C. V.* 4612 c. sqq.

catholique. Inutile, par conséquent, dans l'énoncé qu'il en fera, de s'arrêter aux généralités sur les dogmes de la Trinité, de l'Incarnation, de la foi, etc.; mais il doit les exposer sous le jour et avec les concepts qui les mettent en opposition directe avec les erreurs qui se colportent aujourd'hui sous forme scientifique. Et il ne répondrait en rien à ce but, de donner à cette exposition une forme populaire; c'est sous cette forme scientifique qu'apparaissent la condamnation d'erreurs ou l'exposition des doctrines dans beaucoup d'allocutions et d'encycliques pontificales, dans le Syllabus aussi, particulièrement au paragraphe second; or, ce sont là les documents dont les théologiens se sont inspirés pour rédiger le schéma (1).

N'y a-t-il pas aussi une grande différence entre le chapitre *Firmiter* et le chapitre *Damnamus* du concile de Latran? Le premier ne fait qu'exposer simplement le symbole de la foi, particulièrement sur la Sainte-Trinité, contre les Albigeois; // le second explique le même dogme, mais en visant une doctrine erronée introduite par l'école; aussi la manière dont il est conçu, convenable pour l'école, est impropre à l'instruction des simple fidèles (2).

Passant alors à la seconde partie de son argumentation, Franzelin montre que l'ordre suivi dans la disposition des matières est tout à fait conforme au but que poursuit le schéma. Il a été facile de passer vite sur le rationalisme absolu et sur les vérités à lui opposer, qui constituent les préambules de la foi chrétienne; on a jugé, en effet, que les détails où l'on aurait pu entrer sur ces divers points étaient inutiles pour les incrédules comme pour les fidèles; les premiers, niant toute révélation, ne seront guère touchés par l'autorité d'un concile, et les derniers ne sauraient, de leur

(1) Ibid. 1613 b.

(2) Ibid. 1613 c. sq.

côté, avoir aucun doute sur ce que ces monstruosité ont de condamnable. La condamnation de l'incrédulité absolue n'est donc, à proprement parler, qu'un prélude et un acheminement à la doctrine, qu'il importe par-dessus tout d'expliquer et de définir.

Après avoir montré la liaison qu'ont entre elles les diverses parties du schéma, Franzelin répond ensuite à trois critiques faites par les Pères. La première est que, dans les chapitres, la condamnation des fausses doctrines précède l'exposition de la doctrine catholique; ici encore, répond le théologien, c'est la nature de l'erreur à combattre et le but auquel tend le décret qui ont toujours décidé l'ordre à établir entre ces deux parties. S'il s'agit d'erreurs dont la nature est parfaitement connue et qu'il faille en même temps exposer la véritable doctrine, c'est par cette exposition qu'il sera préférable de commencer. Et tel est, en fait, l'ordre observé dans la plupart des chapitres du schéma, c'est-à-dire dans tous ceux où l'on n'avait pas à justifier le choix que l'on faisait de la partie de la doctrine catholique à expliquer, et des notions sous lesquelles on la présentait. Au contraire, quand on a principalement en vue la condamnation de l'erreur et qu'il est à peine besoin de rappeler la doctrine, ou bien encore quand on a affaire à des erreurs compliquées, dont la nature insuffisamment connue a besoin d'être exposée, c'est à cette explication des fausses doctrines qu'il faut donner la première place. Ainsi ont procédé les anciens conciles; // Franzelin en donne des exemples. Au reste, pense-t-il, cette question de l'ordre à garder n'a pas grande importance, et un trait de plume suffira à le modifier. — Même réponse, à plus forte raison, pour la seconde critique: dans la condamnation des erreurs, on n'a pas procédé par canons isolés et séparés. Franzelin fait connaître les motifs pour lesquels on a préféré rattacher l'une à l'autre la condamnation des fausses doctrines et l'exposition de la doctrine catholique. — Quant

au troisième reproche, qui porte sur l'importance exagérée donnée dans le schéma aux transitions entre ses diverses parties, ce qui, dit-on, lui donne l'air d'un mémoire scientifique plutôt que d'une constitution dogmatique, Franzelin fait remarquer que, dans toute œuvre écrite, la netteté des transitions est chose très importante et qu'elle contribue beaucoup à lui donner de la clarté; puis il apporte des exemples pour montrer que le concile de Trente s'en est préoccupé lui aussi dans ses décrets (1).

La troisième partie de son discours concerne la façon d'exposer les questions (2). Franzelin distingue dans celles-ci ce qui est essentiel de ce qui est plus accidentel. L'essentiel, en général, c'est d'exprimer avec exactitude et suivant leur caractère propre les vérités dogmatiques; mais plus spécialement de mettre clairement en relief comme vérités de foi les propositions qui doivent être définies comme telles; et qu'on en distingue celles que, malgré leur connexion immédiate avec la doctrine catholique, on n'a pas l'intention de définir comme articles de foi; elle exige également qu'on n'emploie les textes de l'Écriture apportés en preuve que dans leur sens véritable, et qu'on ne touche pas aux opinions qui sont vraiment libres entre les docteurs catholiques. Or, ajoute l'éminent théologien, tout cela a été l'objet de la plus grande attention; et, reprenant alors une longue série de critiques faites par les Pères sur ce point, il les discute à fond et les réfute: il serait trop long de le suivre ici dans le détail; nous renvoyons à son discours (3).

La forme de la rédaction, ce que Franzelin appelle accidentel, avait été souvent critiquée au concile; le schéma, disait-on, avait la forme d'un traité didactique plutôt que d'une définition conciliaire. Mais, observe d'abord Franzelin,

(1) *C. V.* 4614 a. sqq.

(2) *Ibid.*, 4618 d.

(3) *Ibid.*, 4619 a. sqq.

comment peut-il être question de coutume lorsqu'il s'agit de la forme de rédaction adoptée par les conciles? Leurs décrets sont très différents les uns des autres, et les exemples ne manquent pas pour le prouver (1). // Sortant alors des généralités, il relève quatre particularités qui, dit-on, donnent au schéma le caractère d'un traité didactique : la doctrine y est accompagnée de ses preuves; ces preuves sont tirées à la manière scolastique de la nature même du sujet; la terminologie est celle de l'école; le style, en général, sent trop la rhétorique. Pour le dernier point, dit-il, je ferai remarquer que la plupart des phrases sont faites de paroles tirées de l'Ecriture Sainte, des conciles, des Pères et des lettres des Papes. La dureté d'expression que l'on a blâmée (*monstra errorum, cancer serpens abominationi exponendus, impia insipientia*, etc.) ne se trouve que dans les deux premiers chapitres, consacrés à l'athéisme et au rationalisme absolu; or, cette manière de caractériser l'erreur apparaît dans la Sainte Ecriture, chez les Pères et dans presque tous les conciles, même dans celui de Trente (3).

Quant aux trois premiers points qui font ressembler le schéma à un traité didactique, il est certain, riposte Franzelin, qu'un concile peut se borner à énoncer sa doctrine par voie d'autorité sans en donner les preuves; cependant les conciles antérieurs, pour mieux atteindre leur but, ont souvent cru devoir ajouter ces preuves à leurs définitions; celui de Trente lui-même fournit à Franzelin des exemples de ce procédé (4). De preuves scolastiques tirées de la nature même du sujet, le schéma n'en contient qu'un bien petit nombre, là seulement où il était impossible d'expliquer autrement la doctrine. Du reste, qu'y a-t-il dans ce genre de

(1) C. V. 4626 b.

(2) Ibid., 4626 c.

(3) Ibid., 4626 d. sq.

(4) Ibid., 4627 a. sqq.

preuves qui ne convienne pas aux décrets d'un concile? On en fait jusqu'ici grand usage, et le concile de Trente en fournit encore la preuve (1). Le terminologie scolastique enfin n'apparaît que là où elle est nécessaire; elle était admise dans les anciens conciles; celui de Vienne, le cinquième de Latran, le concile de Trente lui-même s'en sont servi (2).

C'est dans sa seconde séance, le 11 janvier 1870, que la Députation de la foi entendit Franzelin sur le schéma. Elle avait déjà été unanime dans sa première séance à décider qu'on conserverait en substance tout le schéma; le discours de l'éminent théologien ne put que l'affermir dans cette résolution. Mais on convint d'en remanier la forme. Nous dirons plus loin comment s'accomplit ce travail de refonte.



(1) Ibid., 4627 c.

(2) Ibid., 4627 c. sq.

CHAPITRE XI.

Le projet de définition de l'infaillibilité du pape et les contre-projets. — Décision de la Congrégation pour l'examen des postulats.

Dès que le concile avait été annoncé, la question de savoir si la doctrine de l'infaillibilité du pape y serait définie comme dogme de foi avait partout agité les esprits (1). Des évêques même prirent part à la discussion et se prononcèrent d'avance pour ou contre la définition. Lorsque l'assemblée s'ouvrit, cette même question provoqua entre les Pères une scission en majorité et en minorité; et c'est surtout d'après l'attitude prise à ce sujet par les candidats que, des deux côtés, les Pères firent leur choix dans l'élection des membres des Députations (2). . Bientôt, il fut clair que la question de l'infaillibilité dominerait tout le concile, et nous avons déjà vu, au cours des débats racontés dans les chapitres précédents, se manifester les passions qu'elle soulevait.

La première proposition d'une définition à porter émane de M^{gr} Dechamps, archevêque de Malines; elle est datée du 25 décembre 1869 (3).

(1) Voir tome I, livre II.

(2) Voir ci-dessus, p. 83.

(3) C. V. 921 d. sqq.

Dans une sorte d'introduction, l'archevêque fait remarquer que, pour définir les vérités révélées, l'Eglise a coutume d'attendre qu'elles soient niées ou mises en doute ; mais dès que ces contradictions se produisent, elle procède à la définition. Quant à l'opportunité de définir certaines propositions concernant la constitution de l'Eglise, elle ne peut pas être mise en doute, puisque les erreurs contraires se publient sur les toits. Il propose alors dix canons fort courts dirigés contre les erreurs fondamentales du gallicanisme : les deux derniers expriment sous forme d'une condamnation des doctrines opposées, le dogme de l'infaillibilité de saint Pierre et de ses successeurs sur le siège de Rome.

L'archevêque avait à peine remis son postulat à la Congrégation chargée d'examiner les propositions émanant des Pères du concile, que les évêques belges recevaient une lettre du recteur et des professeurs de la faculté de théologie de Louvain, faisant connaître que la doctrine de l'infaillibilité pontificale avait été constamment celle de leur Université, et exprimant en même temps leur ardent désir de la voir transformée en article de foi par le concile assemblé (1). Les évêques transmirent cette adresse aux présidents du concile pour témoigner que l'enseignement des séminaires de Belgique et de l'Université de Louvain était bien conforme à l'opinion des évêques de ce pays.

C'est ainsi que le postulat de l'archevêque de Malines se trouva appuyé par tous ses collègues de Belgique. Son importance toutefois et l'influence qu'il exerça furent bien moins considérables que celles d'un postulat déposé au mois de janvier et souscrit par plusieurs centaines d'évêques.

Comme, depuis le commencement du concile, les évêques opposés à la définition de l'infaillibilité ne laissaient subsister aucun doute sur leur résolution de tout faire pour l'empê-

(1) *C. V.* 942 c. sqq.

cher, // les évêques qui désiraient la définition crurent devoir faire une démarche d'ensemble en vue de l'obtenir. Cela leur paraissait nécessaire pour affermir les timides. La très grande majorité des Pères, en effet, désirait nettement la définition, mais la crainte empêchait beaucoup d'entre eux de parler de cette question brûlante. Les uns se préoccupaient des conséquences funestes que prédisaient les adversaires de la définition; les autres étaient effrayés par l'hostilité de leur gouvernement à l'égard de la religion catholique; certains, au contraire se laissaient faire illusion par des promesses ou des menaces, ou bien ne saisissaient point la portée de la question. Toutefois, il s'en trouvait beaucoup, parmi les évêques, qui avaient la ferme et inébranlable résolution d'aboutir à la définition.

Comme il fallait d'abord délibérer sur le moyen de parvenir à ce but, une réunion se tint chez M^{gr} Senestréy, évêque de Ratisbonne, à laquelle assistèrent M^{gr} Martin, évêque de Paderborn, M^{gr} Gasser, évêque de Brixen, M^{gr} Riccabona, évêque de Trente, M^{gr} Zwerger, évêque de Seckau, M^{gr} Heiss, évêque de la Crosse aux Etats-Unis; d'autres encore, parmi lesquels il faut certainement compter M^{gr} Manning, archevêque de Westminster, car, dit notre informateur comme s'il eût été appelé par Dieu à être le postulateur et le promoteur de la cause, l'archevêque de Westminster « travailla nuit et jour avec une volonté que rien n'ébranlait et une ardeur que rien ne pouvait ralentir, à procurer l'heureuse issue de l'affaire si grave qui agitait le monde entier » (1).

(1) « *Quæ de Definitione Infallibilitatis Romani Pontificis ex cathedra loquentis in Concilio œcumenico Vaticano I atca sunt* ». Ces notes très précises sur tous les événements du concile qui amenèrent la définition sont de la main d'un Père qu'il ne m'est pas encore permis de nommer, mais qui fut au nombre de ses principaux partisans (cf. tome I, p. 7 sq). Leur vérité et leur exactitude sont attestées par l'annotation suivante du cardinal Manning : « *Ita esse testor et fidei facio Henricus Edwardus Cardinalis Archiepiscopus Westmonasteriensis. Romæ 31 die Martii 1875* ». C'est sur ces notes que se base notre récit.

Mais ce n'était là qu'une réunion préliminaire où il ne semble pas qu'on ait encore arrêté aucune résolution. Les évêques présents se bornèrent à échanger leurs idées sur le dogme en général et sur sa définibilité; l'évêque de Ratisbonne, entre autres, déclarait à ce propos, que l'infailibilité du pape était pour lui une vérité aussi certainement révélée que la divinité du Christ; M^{sr} Gasser, évêque de Brixen, exprima la même conviction, et tous confessèrent leur foi inébranlable à cette doctrine. //

Le 23 décembre, les partisans de la définition se réunirent de nouveau à la villa Caserta. M^{sr} Manning et M^{sr} Dechamps y assistèrent, ainsi que NN. SS. Stahl, Senestréy, Leonrod, Martin, Heiss, Adames, de Preux, Marilley et Meurin. La crainte avait gagné le prince-évêque de Brixen et lui avait fait refuser l'invitation; ni lui, ni les princes-évêques de Seckau et de Trente, qui avaient fait de même, ne furent plus appelés à ces réunions. Pour le moment, on discuta deux projets de postulats sur la définition de l'infailibilité, que des théologiens avaient dressés depuis la dernière réunion. Il fut décidé qu'on les ferait imprimer, en y joignant quelques conciles provinciaux ainsi qu'une brève réfutation des objections contre l'opportunité de la définition, objections qui étaient familières même aux hommes les mieux intentionnés; quant à la doctrine elle-même dont on désirait la définition, elle n'était énoncée que dans une proposition générale. Lorsque les deux formulaires seraient imprimés et transmis pour être examinés aux membres de la réunion, on se réunirait de nouveau le 28 décembre chez l'évêque de Ratisbonne: on y arrêterait le choix définitif du formulaire.

Tout le monde fut exact, sauf l'archevêque de Malines, qui se trouvant malade, dut envoyer son avis par écrit. On discuta longtemps sur le projet à adopter, puis, le choix décidé, on examina de quelle façon il faudrait inviter les autres Pères à donner leur approbation par signature. Il fut

décidé qu'au projet adopté serait jointe une lettre signée de quelques noms et invitant à signer le projet, ainsi qu'à lui recruter d'autres signataires. On fit imprimer cette lettre (1), les assistants la signèrent et l'on y ajouta aussi les noms de quelques évêques dont le concours paraissait assuré. On écarta cependant les noms des membres de la Congrégation chargée d'examiner les propositions émanant des Pères du concile et à laquelle le projet devait être adressé. L'évêque de Seckau et M^{sr} Krementz, évêque d'Ermeland, dont on avait mis la signature au bas de la lettre, se firent effacer; / bien que partisan résolu de la définition, le premier ne voulait cependant pas en inviter d'autres à signer; le second était passé du côté des adversaires. L'évêque de Brixen émit l'avis d'envoyer la lettre et le projet à tous les Pères, sans distinction d'adversaires et de partisans de la définition, mais on lui répondit que c'était l'affaire des invités; ils inviteraient eux-mêmes à leur tour ceux qu'ils voudraient. Finalement, certains de ceux qu'on avait choisis, soit par crainte, soit que la définition leur parût inopportune, ne tinrent pas compte de l'invitation qui leur était adressée. La lettre contenait primitivement la recommandation de garder le silence sur la pétition, mais ce point fut supprimé, car ce secret n'avait aucune raison d'être (2).

C'est ainsi que, vers le début de l'année 1870 (3), le projet à soumettre au concile commença à circuler parmi les Pères. Le texte en était fort court. « Les Pères soussignés, portait-il, supplient humblement et instamment le saint concile œcuménique du Vatican d'affirmer en termes clairs et excluant tous les doutes, que l'autorité du Pape de Rome étant l'autorité suprême, est exempte de toute erreur quand,

(1) C. V. 4703 b. sqq.

(2) *Que de définitione*, etc., p. 2 sqq.

(3) La lettre d'envoi aux Pères est datée du 30 décembre 1869.

dans les choses de foi et de mœurs, il détermine et prescrit ce que tous les fidèles du Christ ont à croire et à tenir, ou à rejeter et à condamner (1). »

Le projet était suivi d'un bref énoncé des motifs qui le rendaient opportun et nécessaire; c'étaient les suivants:

La Sainte Ecriture enseigne clairement la primauté suprême de juridiction et le magistère du Pape dans l'Eglise.

La tradition universelle et constante de l'Eglise, telle qu'elle se manifeste dans les faits et dans les affirmations des Pères, dans la manière d'agir et de parler de plusieurs conciles, même œcuméniques, atteste que les décisions du pontife romain en matière de foi et de mœurs sont irréformables.

La profession de foi adoptée simultanément par les Grecs et les Latins au second concile de Lyon, ainsi que la définition du concile de Florence, le confirment.

Il existe cependant des catholiques qui, abusant de leur titre de catholique pour perdre les faibles dans la foi, // enseignent qu'à l'égard du pape il suffit de cette soumission qui fait accueillir ses décisions sur les questions de foi et de mœurs avec un silence respectueux, mais n'entraîne pas d'adhésion intérieure, ou bien seulement par manière provisoire jusqu'à approbation ou désapprobation de la part de l'Eglise.

C'est là anéantir l'autorité du pape, ruiner l'unité de la foi et ouvrir libre champ aux erreurs.

C'est aussi la raison pour laquelle les évêques, gardiens et tuteurs de la vérité catholique, se sont préoccupés, de nos jours surtout, dans des décrets synodaux ou par des attestations d'ensemble, de faire respecter le suprême pouvoir doctrinal du siège apostolique.

Mais plus la clarté s'est faite sur la vérité catholique, plus

(1) *C. V.* 924 a.

aussi, dans ces derniers temps, on l'a combattue dans des brochures et des journaux, espérant ainsi prévenir le peuple catholique contre la saine doctrine et en empêcher la définition par le concile.

Si donc il pouvait auparavant rester encore quelque doute sur l'opportunité de la définition de cette doctrine, maintenant la nécessité de cette définition s'impose clairement.

Dans cette nécessité, le concile du Vatican ne peut se taire et négliger de rendre témoignage à la vérité catholique sans que les fidèles commencent à la mettre en doute, et que les novateurs se glorifient d'avoir, par la force de leurs arguments, imposé le silence à la vénérable assemblée; ils ne cesseraient même plus de se servir de ce silence pour refuser nettement d'obéir aux décisions rendues par le siège apostolique dans les questions de foi et de mœurs : le pape, diraient-ils, a pu se tromper.

Il semble, par conséquent, que le bien public de la chrétienté fait un devoir au concile de renouveler et d'expliquer le décret de Florence sur le pape, ainsi que de définir en termes clairs, excluant toute possibilité d'un doute, l'infaillibilité du Souverain Pontife.

Certains pensent, il est vrai, qu'on devrait s'abstenir de cette définition afin de ne pas éloigner encore davantage de l'Eglise les hérétiques et les schismatiques. Mais il faut mettre en première ligne le droit du peuple catholique à être instruit, par le concile, de ce qu'il doit croire sur cette doctrine si importante, et qu'on vient de combattre avec tant de vivacité; sans cela, bien des âmes simples et imprévoyantes deviendraient finalement les victimes de l'erreur. // C'est là ce qui a déterminé également les Pères de Lyon et de Trente à affirmer la vérité sans se laisser arrêter par la crainte d'offusquer les schismatiques et les hérétiques. Ceux-ci, en effet, s'ils cherchent de bonne foi la vérité, au lieu de s'éloigner pour cela de l'Eglise, seront au contraire attirés à elle,

en voyant sur quel fondement repose principalement son unité et sa stabilité. S'il arrivait que quelques-uns, après la définition de cette vérité par le concile, sortissent de l'Eglise, ils seraient en bien petit nombre, et ils auraient depuis long temps déjà fait naufrage dans la foi; ils cherchent seulement un prétexte pour se séparer ostensiblement de l'Eglise, que dans leur cœur ils ont déjà quittée. Ce sont eux qui ne cessent de répandre la confusion parmi le peuple chrétien et c'est de leurs embûches que le concile du Vatican doit sauver les fidèles enfants de l'Eglise. Le peuple catholique est habitué à rendre aux décisions du siège de Rome la plus complète obéissance, intérieure et extérieure; il accueillera avec joie la sentence du concile sur la souveraineté et l'infailibilité de son pouvoir (1).

Viennent alors en appendice les témoignages rendus à l'infailibilité du pape par plusieurs conciles provinciaux récents: Cologne (1860), Utrecht (1865), Prague (1860), Kalocsa (1860); ceux du concile plénier de Baltimore en 1866, et du premier concile provincial de Westminster en 1852; on y a joint également celui des quatre cents évêques venus à Rome du monde entier en 1867, pour le centenaire du martyre des princes des apôtres (2).

L'initiative prise par les évêques pour obtenir la définition de l'infailibilité était un événement de premier ordre pour le concile, aussi la nouvelle s'en répandit-elle avec rapidité à Rome et dans tout l'univers. Döllinger attaqua leur adresse avec une vivacité extrême dans l'ALLGEMEINE ZEITUNG et provoqua ainsi une multitude de brochures et d'articles sur le même sujet (3). Le comte de Tauffkirchen, ambassadeur de Bavière à Rome, qui suivait avec la plus grande attention

(1) *C. V.* 931 c. sqq.

(2) *C. V.* 932 d. sqq.

(3) Voir plus loin livre III, chap. VII.

les affaires du concile, invitait tous les dimanches à sa table les évêques bavarois et quelques autres afin de se mieux renseigner. Il questionna l'évêque de Ratisbonne sur l'adresse (1) et lui demanda en particulier si les matières de foi et de mœurs dont elle parlait, embrassaient aussi les propositions du *Syllabus*. L'évêque lui donna son avis aussitôt; et pour mieux préciser son opinion, il envoya le lendemain (1) au comte par lettre la pétition des évêques accompagnée de la lettre d'envoi, et le rapport de la faculté de théologie de Wurzburg sur le *Syllabus*. Le comte avait déjà exprimé de vive voix son opinion que quelques-unes des propositions soutenues par le *Syllabus* étaient en opposition avec les lois des Etats catholiques et de la Bavière en particulier et que pour cette raison si la définition de l'infaillibilité devait avoir un effet rétrospectif sur le *Syllabus*, il faudrait l'empêcher. Dans la réponse qu'il écrivit à M^{sr} Senestréy (2), il lui dit qu'il serait heureux si l'étude des pièces qui lui avaient été envoyées modifiait sa manière de voir sur le *Syllabus*, qui était, du reste, celle de tous les Etats catholiques (3).

L'adresse, dont on avait mis en circulation quatre exemplaires, obtint en très peu de temps environ 380 signatures. Une adresse spéciale rédigée par les évêques des Deux-Siciles (4) en ajouta à ce nombre 69 autres. Si l'on tient compte de plusieurs autres postulats (5) signés d'un ou de plusieurs évêques — celui des dix-sept évêques de l'ordre franciscain par exemple — on a en tout 480 évêques environ ayant demandé au concile la définition de l'infaillibilité du pape (6). Comme

(1) 17 janvier 1870.

(2) 19 janvier 1870.

(3) *Quæ de definitione*, etc. p. 113.

(4) C. V. 934 b. sqq.

(5) C. V. 935 d. sqq.

(6) Les signatures continuèrent à augmenter même après que la Congrégation des postulats eut porté (le 9 février) son jugement sur ces propositions. Le classement officiel des postulats déposés donne le chiffre de 401 pour les signatures

en dehors d'eux, beaucoup de Pères, sans avoir pris part à la pétition, désiraient la définition // le projet était assuré d'avance d'une imposante majorité (1).

Aux propositions dont nous venons de parler il s'en adjoignit une autre. M^{sr} Spalding, archevêque de Baltimore, avait, en effet, rédigé une motion qui reçut la signature de cinq autres prélats américains (2), et fut ainsi transmise à la Congrégation des postulats. Or, ce projet demandait la définition de certaines propositions déjà universellement admises et d'où découle immédiatement et clairement l'infaillibilité du pape.

Au chapitre du schéma de *Ecclesia* consacré au pape, on ferait les additions suivantes ou d'autres semblables : 1^o Nous réprouvons l'appel fait du pape à un concile œcuménique; 2^o Nous réprouvons l'opinion d'après laquelle on ne doit au pape que l'obéissance externe sans adhésion interne; 3^o Nous réprouvons toute question sur la supériorité du pape ou du concile; 4^o Nous réprouvons également la conduite et le langage de ceux qui, pour éluder la condamnation par le pape de leurs opinions, prétendent que le sens des livres

recueillies jusqu'au 3 mars par la pétition principale. Des évêques qui ne parurent pas au concile firent aussi parvenir des suppliques en faveur de la définition. — FRIEDRICH (*Gesch. des Vatikan. Konzils*, III, 407) croit devoir affirmer que M^{sr} de Preux, évêque de Sion, a signé la pétition contre la définition. Or, M^{sr} de Preux a signé et la pétition demandant la définition et la lettre même qui invitait à la signer. J'ai vu l'original des pièces.

(1) Un diplomate (cf. tome I, p. 8) raconte dans son journal que le 22 janvier il rendit visite à M^{sr} de la Tour d'Auvergne, archevêque de Bourges. Or, celui-ci lui aurait fait remarquer que 400 évêques avaient déjà signé la pétition pour l'infaillibilité, mais que beaucoup d'autres s'étaient abstenus, qui étaient cependant partisans résolus de la définition; lui-même, M^{sr} Berteaud, évêque de Tulle, M^{sr} Pie, évêque de Poitiers, et la plupart des évêques espagnols, auraient été dans ce cas. « Ils ont critiqué la formule, qui dans le fait ne saurait être définitive ». — L'archevêque de Bourges et l'évêque de Poitiers ne donnèrent pas en effet leur signature; mais l'évêque de Tulle signa. (C. V. 928 a.) Peut être le fit-il plus tard (après le 22 janvier). Du reste il serait facile d'en nommer encore d'autres, tels que M^{sr} Guibert, évêque de Tournai et M^{sr} Fessler, évêque de St-Hippolyte qui, tout en étant favorables à la définition de l'infaillibilité, ne donnèrent cependant pas leur signature; presque tous les cardinaux furent de ce nombre.

(2) C. V. 938 b. sqq.

d'où sont extraites les propositions condamnées n'a pas été compris exactement par le pape.

Voici les raisons invoquées en faveur de cette définition indirecte : Ces propositions étant admises généralement presque sans exception, on peut compter qu'elles seront sanctionnées sans trop de divisions parmi les Pères. — Il semble que pour définir un dogme l'unanimité ou la presque unanimité des voix soit nécessaire (?), surtout dans une matière si grave où il faudrait, si c'était possible, obtenir la plus grande unanimité. // Il le faudrait aujourd'hui tout particulièrement à cause des bruits qui courent et trouvent créance un peu partout, sur les profonds dissentiments qui règnent parmi les Pères au sujet de l'infaillibilité du pape. Leur accord complet dans la définition fermerait la bouche à nos ennemis et serait pour l'Eglise de la plus grande édification. — La définition indirecte proposée paraît être plus efficace et plus simple, car elle est plus claire et renferme peut-être plus de choses que la définition formelle et explicite. Dans celle-ci, en effet, les théologiens trouveront large matière à discussion ; ils ne cesseront pas de se demander quand et dans quelles circonstances le pape s'est adressé à l'universalité des chrétiens et a prononcé en juge infaillible ; et pour adhérer à la doctrine de l'infaillibilité pontificale, la question reste encore indécise de savoir quand le pape parle comme tel ou comme homme privé, ce que veut dire parler *ex cathedra*, qu'est-ce qui appartient à la foi et aux mœurs ; peut-être même ces questions seront-elles discutées avec plus de passion que jamais. — Avec le schéma proposé au contraire, pas de distinction nécessaire ; l'infaillibilité du pape y est mise en corrélation intime avec l'infaillibilité de l'Eglise ; elle y est présentée comme une conséquence du dogme de la primauté ; elle n'a pas d'autres limites que l'infaillibilité de l'Eglise. Quant aux principes sur lesquels on se fonde, l'Eglise depuis ses origines les a suffisamment déter-

minés et sanctionnés. — Dernier avantage de cette manière de procéder à la définition : elle ne se borne pas à donner une règle certaine pour la conduite et la croyance ; elle assure également l'avenir. La définition formelle, au contraire, s'appliquant aussi aux siècles passés, ouvrirait dès lors le vaste champ de l'histoire de l'Eglise et du bullaire aux subtilités des théologiens, aux paradoxes des hérétiques et à la malignité des ennemis de la papauté.

Vers cette époque aussi, circula parmi les Pères une petite brochure (1) qui démontrait la fausseté de cinq propositions extraites du livre de M^{re} Maret : *Du concile général* (2). M^{re} Dechamps semble en avoir été l'auteur (3). Les propositions erronées étaient ainsi conçues : 1^o La constitution du pouvoir spirituel suprême dans l'Eglise est essentiellement complexe et composée ; // il ne réside donc pas dans Pierre et dans ses successeurs mais dans le collège des premiers pasteurs de l'Eglise, c'est-à-dire dans le pape uni aux évêques ; 2^o Les évêques réunis légitimement en concile œcuménique possèdent en propre et en toute indépendance, dans les matières de foi ou qui touchent à l'extirpation des schismes et à la réforme de l'Eglise, le droit d'examiner les décrets de du pape même rendus *ex cathedra*, de les juger, de les adopter et de les rejeter quelque opposition qu'y fasse le pape. Ils peuvent corriger le pape sous peine de déposition, et le contraindre à accepter et à promulguer la sentence de la majorité ; 3^o En dehors du concile chaque évêque possède *de jure divino* le pouvoir d'examiner les décrets même dogmatiques du pape, de les juger, d'y contredire publiquement, tant qu'ils n'ont pas reçu l'adhésion expresse ou tacite de la majeure partie de l'épiscopat ; 4^o Pendant plusieurs siècles il y eut dans l'Eglise de vrais et légitimes évêques qui, sans

(1) C. V. 952 c. sqq.

(2) Voir tome I, p. 293 sqq.

(3) *Quæ de definitione*, etc., n^o 18.

être indépendants du pape, n'avaient cependant reçu de lui ni institution directe ni indirecte. Les circonstances pourraient faire revivre cette législation; 5^o La doctrine qui attribue l'infaillibilité au pape enseignant *ex cathedra* et lui reconnaît dans l'Eglise universelle une autorité souveraine et indépendante est nouvelle dans l'Eglise, niée par les saints, inconnue des docteurs pendant dix siècles et plus, dédaignée et considérée comme non avenue par tous les conciles œcuméniques. Elle introduit dans la constitution de l'Eglise une révolution radicale et essentielle; c'est une opinion contraire à l'Ecriture, aux Pères, aux conciles, aux attestations de l'histoire, en un mot, à la tradition universelle de l'Eglise.

Il fallait opposer à de telles doctrines une protestation efficace. M^{SR} Manning proposa pour cela à la Congrégation des postulats quelques additions à faire aux canons du schéma *de Ecclesia* (1).

I. Ajouter au canon 14 (2) ce troisième paragraphe : *aut ipsum jurisdictionis Primatum vel potestatis spiritualis Principatum in totam Ecclesiam non fuisse soli Petro ejusque successoribus divinitus collatum; anathema sit.* //

II. Insérer au premier paragraphe du canon 16 (3) les mots suivants : *atque tam in omnes simul quam singulos seorsum Ecclesiæ pastores.*

III. Après le canon 16 ajouter le canon suivant : *Si quis dixerit, decreta fidei et morum edita a Romano Pontifice tanquam a supremo totius Ecclesiæ Pastore et Doctore ante aliorum sive plurium sive pauciorum episcoporum consensum posse reformari (vel reformabilia esse) aut eadem examini vel judicio alterius ullius auctoritatis, etiam Concilii œcumenici, illa subjici posse, ut liceat illa sive rejicere sive recipere:*

(1) C. V. 567 b. sqq.

(2) Ibid. 567 c.

(3) Ibid. 577 d.

atque ipsum Romanum Pontificem iudicio vel reformationi hujusmodi renitentem posse a Concilio œcumenico per actum superioris jurisdictionis corrigi vel deponi; anathema sit (1).

Il y avait donc dans cette proposition un nouveau projet de définition de l'infaillibilité du pape. Elle porte la date du 15 février 1870. A cette époque presque toutes les autres étaient déjà parvenues à la congrégation intéressée. La pétition principale, celle qui, nous l'avons vu (2), était la première en date et avait été mise en circulation parmi les Pères pour recevoir leurs signatures, fut transmise à la Congrégation des postulats par le patriarche arménien M^{gr} Hassun et par l'archevêque de Gnesen-Posen, comte Ledochowski. La lettre (3) fort courte qui l'accompagnait, signée des deux prélats, portait la date du 28 janvier 1870 (4).

L'activité des partisans de la définition, qui n'en faisaient d'ailleurs aucun mystère, ne pouvait échapper à ses adversaires. // Dans une lettre du 5 janvier, que j'ai sous les yeux, (5) M^{gr} Greith, évêque de Saint-Gall, fait savoir au cardinal Schwarzenberg qu'il a appris de M^{gr} Mermillod « qu'on a mis en circulation pour recueillir individuellement les signatures des évêques une adresse demandant de faire discuter au concile la question de l'infaillibilité ». — « II

(1) Ibid. 952 b.

(2) Ci-dessus p. 172.

(3) C. V. 943 b. sqq.

(4) Telle est l'histoire de l'origine des postulats pour la définition de l'infaillibilité du pape. Plus tard, dans la discussion générale du schéma de l'infaillibilité, M^{gr} Simor, archevêque de Gran, défavorable au projet, s'exprima en termes fort durs sur l'origine de ces pétitions. On a dit, fait-il observer, que l'infaillibilité est déjà équivalement définie, et l'on en a donné pour preuve les 600 signatures recueillies par les pétitions. Mais, poursuit-il, « *flet magis libet quam loqui de hac re. Habent sua fœta libelli; habent etiam istæ petitiones: et aliud est petere propositionem et aliud est definire.* » (*Fin du discours de M^{gr} Simor dans la 55^e congrégation générale.*) On regrette que M^{gr} Simor, s'il connaissait des procédés blâmables employés pour recueillir des signatures, ne se soit pas exprimé plus clairement. J'ai étudié l'histoire de ces pétitions aux meilleures sources et je n'ai rencontré dans leur origine aucune irrégularité.

(5) Aux archives.

paraît indispensable, ajoute-t-il, que les évêques allemands et autrichiens tiennent une réunion, et que les français et les américains (sic) en fassent autant de leur côté, il y a urgence. »

— « Le soir du 8 janvier, NN. SS. Rauscher, Haynald, Strossmayer, Darboy, Ginoulhiac, Dupanloup, Clifford, Losanna, etc., eurent une entrevue où ils convinrent de prendre les devants avec une adresse commune : M^{sr} Rauscher et M^{sr} Darboy s'entendraient pour la préparer. Le lendemain, les Austro-Allemands eurent une réunion chez le cardinal Rauscher; celui-ci avait déjà dressé un projet d'adresse devant lequel M^{sr} Strossmayer retira celui que lui-même avait fait la veille. On eut quelque difficulté cependant à rallier le suffrage de tous les évêques : certains étaient d'avis que leur lettre de Fulda au pape était suffisante (1). »

Quand on eut décidé que l'adresse serait envoyée non à la Congrégation des postulats mais au pape lui-même, tous les évêques présents, y compris M^{sr} Ketteler, s'engagèrent à la signer (2).

Les évêques allemands semblent avoir signé le 12 janvier (3). Ceux des autres pays se firent attendre. Le cardinal Rauscher écrit le 22 janvier au cardinal Schwarzenberg : « L'archevêque de Cologne vient de me dire que l'adresse pour la définition a déjà été transmise à la Congrégation (?); il le tient de l'évêque de Paderborn. Je crois donc opportun que les français ne tardent pas davantage (4). » Le lendemain, nouvelle lettre du même au même : « Les évêques français m'ont laissé leur adresse; en y comprenant celle des portugais, elle porte 41 signatures; ils m'ont assuré que d'ici demain soir je recevrai les adresses des italiens (sept signatures jusqu'ici; on en attend deux autres) des grecs et des

(1) FRIEDRICH, *Geschichte des Vatikanischen Konzils*, III, p. 384.

(2) Ibid. p. 385.

(3) C'est du moins la date que porte l'adresse. Cf. *C. V.* 945 a.

(4) La lettre est aux archives.

américains. Ce nouveau délai est bien désagréable; mais je crois avantageux de faire ce sacrifice afin de tout présenter à la fois; // si Votre Eminence est de cet avis, je lui enverrai demain soir les adresses qui me seront parvenues. » Le 26 cependant, il écrit encore : « Je n'ai toujours pas de nouvelles de l'archevêque de Paris; c'est sans doute qu'il ne sait que dire; je crois que Votre Eminence ne doit pas attendre plus longtemps les Orientaux, mais faire dès avant la réunion d'aujourd'hui son envoi au *Maestro di camera*. Si les évêques apprenaient aujourd'hui qu'on n'a encore rien fait, cela pourrait leur produire une impression très nuisible à l'affaire et les décourager (1) ».

Cependant les adresses finirent par aboutir avant la fin du mois. Il y en eut cinq, signées surtout, la première par des allemands, des autrichiens et des hongrois (2), la seconde par les Français (3), // la troisième par quelques évêques de la

(1) Ces deux dernières lettres sont également aux archives.

(2) Cardinaux Schwarzenberg (Prague) et Rauscher (Vienne); les archevêques Simor (Gran), Tarnoczy (Salzbourg), Fürstenberg (Olmütz), Gollmayr (Görz), Scherr (Munich), Bosagi (Césarée i. p. i., abbé général des Méchitaristes à Vienne), Deinlein (Bamberg), Szymonowicz (Lemberg, rite arménien), Haynald (Kalocsa), Melchers (Cologne), Wierzleyski (Lemberg, rite latin), Vancsa (Fogaras, rite roumain); les évêques Förster (Breslau), Jirsik (Budweis), Ketteler (Mayence), Dinkel (Augsbourg), Legat (Trieste), Wiery (Gurk), Peitler (Waitzen), Dobrila (Parenzo), Widmer (Laybach), Bonnaz (Csanad), Biró de Kezdi-Polany (Szathmar), Stepischnegg (Lavant), Fogarasy (Transylvanie), Zalka (Raab), Kovacs (Fünfkirchen), Forwerk (Leontopolis i. p. i., vicaire apostolique de Saxe), Pukaski (Tarnow), Perger (Kaschau), Strossmayer (Diakovar), Eberhard (Trèves), Namsznowski (Agathopolis i. p. i., aumônier en chef en Prusse), Lipovniczki (Grosswardein), Kremetz (Ermeland), Smicklas (Kreutz), Beckmann (Osnabrück), Jekellafusy (Stuhlweissenburg), Greith (St-Gall), Mrak (Sainte-Marie, Michigan, Etats-Unis de l'Amérique du Nord), Wahala (Leitmeritz), Wedekin (Hildesheim), Hefelé (Rottenbourg); l'abbé Zeidler (supérieur général des Prémontrés d'Autriche-Hongrie). — Soit en tout 46 signatures pour cette adresse.

(3) Ont signé cette adresse les archevêques Darboy (Paris), Dubreil (Avignon), Lyonnet (Alby), Landriot (Reims), Bernadou (Sens), Trioche (Babylone), les évêques Marguerie (Autun), Rivet (Dijon), Ginoulhiac (Grenoble), Devoucoux (Evreux), Le Courtier (Montpellier), Delcussy (Vivier), Dupont des Loges (Metz), Bélaval (Pamiers), Dours (Soissons), David (Saint-Brieuc), Sola (Nice), Ramadié (Perpignan), Foulon (Nancy), Grimardias (Cahors), Maret (Sura i. p. i.), Gueullotte (Valence), Haquard (Verdun), Thomas (La Rochelle), Hugomin (Bayeux), Meignan (Châlons), Bravard (Coutances), Place (Marseille), Callot

Haute-Italie (1), la quatrième surtout par des évêques de l'Amérique du Nord (2), et la cinquième par des Orientaux (3). A elles toutes elles avaient réuni 136 signatures.

« Nous avons eu connaissance, disait la principale de ces adresses, de certaines lettres qui recueillent des signatures pour demander la définition de l'infaillibilité du pape. Il est bien étrange qu'on invite des juges de la foi à signer avant toute délibération une déclaration de leur jugement (4). Dans

(Oran, Algérie), de Las Cases (Constantine, Algérie), Guilbert (Gap), Colet (Luçon), Dupanloup (Orléans), Moura (Funchal, Madère), Vasconcellos Pereira de Mello (Lamego, Portugal), Moraes Cardoso (Faro, Portugal), Alves Feijó (Iles du Cap Vert), plus les trois archevêques arméniens Edouard Hurmuz (Schirak i. p. i.), Georg Hurmuz (Sunienis i. p. i., abbé général des Méchitaristes à Venise), Casangian (Antioche). — Soit en tout 40 signatures dont 32 d'évêques français.

(1) Sept en tout : 2 archevêques : Riccardi di Netro (Turin) et Nazari di Calabiana (Milan), et 5 évêques : Losanna (Biella), Renaldi (Pignerol), Biale (Albenga), Montixi (Iglesias), Moreno (Ivrée).

(2) Ont signé cette adresse les archevêques Purcell (Cincinnati), Kenrick (Saint-Louis), McCloskey (New-York), Errington (Trébizonde i. p. i.), Connolly (Halifax); les évêques Whelan (Wheeling), Vérot (Savannah), Roosevelt Bayley (Newark), Sweeny (Saint-Jean), McQuaid (Rochester), Mullen (Erié), McFarland (Hartford), O'Gorman (Rafineh i. p. i., vic. apost. de Nébraska), Rogers (Chatham), Domenec (Pittsburg), Lynch (Charleston), Amat (Monterey), Moriarty (Kerry), Clifford (Clifton), Fitzgerald (Little Rock), Leahy (Dromore), Hennessy (Dubuque), Feehan (Nashville), Hogan (Saint-Joseph), Henni (Milwaukee), Bacon (Portland), Melcher (Green Bay). — Cela fait 27 signataires dont 23 pour l'Amérique du Nord, 2 pour l'Angleterre et 2 pour l'Irlande.

(3) Ont signé les patriarches Jussef (Antioche, rite grec melchite), Audu (Babylone, rite chaldéen), Bahus (ancien patr. d'Antioche, rite grec melchite); les archevêques Kauam (Tyr, rite grec melchite), Hatem (Alep, rite grec melchite), Alkawi (Hauran, rite grec melchite), Ata (Hems, rite grec melchite), Tamraz (Kerkuk, rite chaldéen); Bartatar (Sert, rite chaldéen), Ebedjesus Khayatt (Amadija, rite chaldéen), les évêques Kojumgi (Sidon, rite grec melchite), Dumani (Saint-Jean d'Acre, rite grec melchite), Abdo (Zahleh, rite grec melchite), Nasser (Heliopolis, rite grec melchite), Mellus (Akra, rite chaldéen) et l'abbé Elias (Saint-Antoine, rite chaldéen). — Donc seize prélats orientaux dont un (M^{re} Khayatt) retira sa signature au mois de mars (cf. C. V. 948, note 1).

(4) Cette phrase reprise plus tard par M^{re} Dupanloup (*Réponse à M^{re} Dechamps*, Naples 1870) semble contester à la majorité le droit de recueillir des signatures. On n'en voit guère la raison. Les Pères se bornaient à inviter leurs collègues à faire tous ensemble une proposition au concile. Pourquoi n'en auraient-ils pas eu le droit? Les évêques de la minorité n'ont-ils point insisté tout particulièrement sur ce droit de proposition? Il y aurait bien plutôt lieu de mettre en doute la régularité de leur contreproposition. Les évêques ont bien le droit et le devoir de combattre au concile les motions qui y sont présentées et de leur refuser leur *placet*; mais leur est-il permis d'exclure d'avance, parce qu'il leur déplait, un

une affaire de cette importance nous avons cru, // Très Saint Père, devoir nous adresser à vous qui avez la charge des âmes rachetées par le sang du Christ.

» Le temps n'est plus où les droits du siège apostolique étaient mis en doute par les catholiques. Tous savent qu'il ne peut pas se tenir de concile sans le pape, et tous obéissent de grand cœur aux prescriptions du siège apostolique. D'ailleurs, le concile de Trente et celui de Florence ont éclairé les fidèles sur ce qu'il faut penser de l'autorité du siège de Rome. De plus, à ce moment où la lutte est engagée contre ceux qui combattent notre religion comme une invention funeste au genre humain, à l'heure où les peuples catholiques se voient assaillis de toute part par d'aussi nombreux adversaires, il paraît peu prudent d'ajouter aux obligations que leur ont imposées les Pères de Trente.

» Du reste, comme le dit Bellarmin avec toute l'Eglise catholique, « les définitions de foi dépendent surtout de la tradition apostolique et du consentement des Eglises (1) », et bien qu'un concile universel soit le chemin le plus court pour connaître l'avis de l'Eglise universelle, cependant depuis le concile de Jérusalem jusqu'à celui de Nicée, de nombreuses hérésies ont été étouffées par les sentences d'Eglises particulières que le pape et l'Eglise universelle ont ensuite confirmées. Il est hors de doute que tous les chrétiens doivent aux décrets du pape une véritable obéissance. Mais en plus, des hommes savants et pieux enseignent que ce qui a été décrété dans les choses de la foi et des mœurs par le successeur de Pierre parlant *ex cathedra* demeure, sans qu'il soit besoin de l'approbation

projet que d'autres, dans l'espèce un grand nombre de Pères, désirent voir discuter? Il leur reste toujours cependant, s'ils croient avoir des raisons particulières d'écarter une question des délibérations, la faculté de faire connaître ces motifs à la Congrégation des postulats ou au pape.

(1) Le mot « surtout » a été omis par le P. Granderath. Comme il se trouve dans le texte des Pères et qu'il est nécessaire pour le sens complet du raisonnement, nous l'avons rétabli. (Note du Trad.) Cf. C. V. 944 d.

des Eglises, irréformable. Nous ne saurions toutefois passer sous silence les graves difficultés que (cette doctrine) rencontre dans les actes et les écrits des Pères de l'Eglise, dans les documents de l'histoire et jusque dans la doctrine de l'Eglise; c'est pourquoi tant qu'on ne leur aura pas trouvé de solution complète, il est impossible de proposer au peuple chrétien comme étant révélé de Dieu le dogme que l'on demande de définir. //

» Nous devons ajouter encore, qu'en notre qualité d'évêques des principales nations catholiques, nous sommes tous les jours à même de connaître les dispositions qui les animent; or, il nous est manifeste que les ennemis de l'Eglise trouveront dans la définition qu'on sollicite, de nouvelles armes pour exciter à la haine de la religion jusqu'aux hommes les mieux intentionnés; nous sommes certains que les gouvernements, du moins dans nos pays, y trouveront une occasion et un prétexte pour enlever à l'Eglise les droits qui lui restent encore » (1).

L'adresse des évêques français reproduisait presque textuellement celle des allemands; elle omettait seulement l'avant-dernier paragraphe sur l'infailibilité elle-même (2). Les évêques de la Haute Italie avaient imité ceux de France (3). Les américains se bornaient à indiquer brièvement trois raisons de ne pas définir l'infailibilité : la définition rendrait manifeste le manque d'unité et surtout d'unanimité parmi les évêques; elle éloignerait encore davantage de l'Eglise les hérétiques de leurs pays, qu'ils avaient tant à cœur de gagner; enfin, elle provoquerait des discussions sans fin, qui entraveraient l'activité apostolique et risquaient de rendre stérile pour les catholiques tout le concile du Vati-

(1) *C. V.* 944 b. sqq.

(2) *Ibid.* 945 d. sqq.

(3) *Ibid.* 949 a. sqq.

can (1). Les évêques de l'Orient notaient seulement que sur la doctrine de l'infaillibilité les décisions du concile de Florence pouvaient suffire (2).

Le cardinal Schwarzenberg expédia donc les cinq adresses le 29 janvier (3); il y joignit une lettre d'envoi et fit parvenir le tout à la Congrégation des postulats; ce qui paraît d'autant plus étrange que chaque pétition s'adressait au pape; pour les évêques allemands, cela avait même été l'objet d'une résolution formelle.

Une adresse signée du chevalier von Schulte, professeur de droit canonique à Prague, et de douze autres professeurs catholiques de la même université, vint, le 2 février, remercier le cardinal Schwarzenberg d'avoir fait cette démarche « qui témoignait à la fois d'un grand courage et d'un profond sentiment des besoins et des nécessités de l'Eglise » ! Les signataires y exprimaient à leur premier pasteur leur reconnaissance « pour l'attitude tout apostolique prise par Son Eminence à l'égard de tendances dont l'aboutissement, nous en sommes convaincus, disaient-ils, // causerait à l'Eglise des maux qu'aucun remède humain ne serait en état de guérir » (4).

Au commencement de février, la Congrégation des postulats fit imprimer les adresses pour et contre la définition de l'infaillibilité qui lui étaient parvenues; tous les Pères qui en faisaient partie en reçurent communication et durent les étudier pour être prêts à donner leur avis à la séance du 9 février.

Ce jour-là, tous les membres de la Congrégation étaient présents, à l'exception de M^{sr} Riccardi di Netro, archevêque

(1) Ibid. 947 d. sqq.

(2) Ibid. 947 a. sqq.

(3) Ibid. 944 a.

(4) L'adresse est aux archives.

de Turin, et de M^{gr} Spalding, archevêque de Baltimore (1). Tous, sauf le cardinal Rauscher de Vienne, furent d'avis qu'il fallait demander au pape d'accueillir les pétitions pour la définition.

Quand ce fut le tour du cardinal Rauscher d'émettre son vote, il déclara que la conséquence énoncée dans quelques-unes des suppliques en faveur de la définition (2) « *ideo infallibilis, quia supremus* » ne lui paraissait pas justifiée; il ajouta qu'il n'était pas en état de résoudre les difficultés que rencontrait la doctrine de l'infaillibilité du pape dans les faits de l'histoire et dans les textes des Pères; or, tant que ces difficultés n'étaient pas résolues, il ne croyait pas qu'on pût rien imposer sur ce point à la foi des catholiques.

Tous ceux qui l'avaient précédé ou le suivirent, nous l'avons déjà dit, s'exprimèrent en faveur des adresses demandant l'introduction de la doctrine de l'infaillibilité. Cette doctrine leur paraissait tout à fait certaine en elle-même; elle était la doctrine antique, universellement admise autrefois; elle n'avait été mise en doute que dans les derniers temps. C'était une *doctrina definitioni proxima*. La définition, disaient-ils, était non seulement opportune mais nécessaire: les attaques violentes dont elle venait d'être l'objet constituaient le motif principal d'y procéder.

C'est M^{gr} Celesia, évêque de Patti, qui donna le premier son suffrage (3); il se prononça en faveur de la discussion par le concile de l'infaillibilité du pape, // et la raison principale qu'il fit valoir, fut que les écrits récemment publiés contre elle ayant troublé les esprits des fidèles, le concile avait le devoir de raffermir leur foi, en définissant cette doctrine.

(1) Il y a aux archives une relation détaillée de cette séance à laquelle nous empruntons ce qui suit.

(2) C'est dans le projet même de définition qu'elle est énoncée. Voir page 181.

(3) Les membres de la Congrégation prenaient place par ordre de dignité; pour recueillir les suffrages on commençait par le dernier, en remontant progressivement jusqu'au président

M^{gr} Martin, évêque de Paderborn, parla dans le même sens. M^{gr} Dechamps, archevêque de Malines, qui vint en troisième lieu, fit remarquer que dès que l'infailibilité du pape avait été attaquée, la question de l'opportunité s'était trouvée *ipso facto* résolue. Quand on nie la vérité, il ne nous est pas possible de nous taire. Les négations ont toujours amené des définitions, et si le concile, conclut-il, garde le silence, ce silence aura comme signification la victoire des adversaires de l'infailibilité.

M^{gr} Manning archevêque de Westminster, émit absolument le même avis. Pour lui, les motifs de définir l'infailibilité sont: 1° Que telle est la doctrine vraie et catholique, celle que les docteurs de l'Eglise ont toujours considérée comme révélée; 2° Que cette doctrine est en ce moment mise en doute par quelques-uns; 3° Que si on laisse cette question dans l'état actuel, elle troublera les fidèles et divisera le clergé; 4° Qu'elle assurera l'impunité à l'erreur; 5° Que la définition en sera sans doute acceptée de tous les catholiques; 6° Que malgré que le concile de Florence ait enseigné *implicitement* l'infailibilité, son décret subit aujourd'hui des interprétations bien différentes; 7° Que tout concile a le droit d'expliquer les décrets des conciles précédents.

Pour M^{gr} Giannelli, archevêque titulaire de Sardes, la définition est non seulement opportune, mais nécessaire. Sur la manière d'y procéder, il croit qu'il vaut mieux partir de la définition du concile de Florence; un décret spécial sur l'infailibilité du pape ne lui paraît pas à propos, à cause des cent quarante évêques qui se sont inscrits comme opposés. Au contraire, si l'on se borne à bien expliquer la définition de Florence, beaucoup d'évêques qui sont maintenant opposants, se rangeront à l'avis de la majorité. Si toutefois il était impossible d'aboutir de cette manière, il faudrait en prendre une autre, mais l'infailibilité doit, de toute façon, être définie.

M^{GR} Franchi, archevêque de Thessalonique, opine qu'on peut accueillir le postulat pour la définition de l'infaillibilité // puisqu'il n'a rien de contraire aux conditions mises par le bref *Multiplices inter* au dépôt des projets particuliers. Etant donnés, ajouta-t-il, les écrits qui se publient actuellement et la majorité imposante des prélats qui demandent la discussion de cette question, le silence que garderait le concile pourrait être considéré, non seulement comme un argument négatif qui laisse la thèse de l'infaillibilité au point où elle en était, mais il aurait encore toute la valeur d'un argument positif en faveur de l'opinion contraire, ce qui entraînerait de redoutables conséquences pour la doctrine catholique. Les motifs allégués en faveur de la définition ont tous de la valeur : de plus, ils s'appuient sur la révélation : enfin la doctrine que les signataires des adresses cherchent à faire accepter n'est pas une doctrine nouvelle ; celle qu'ils proposent de définir est si ancienne, si vraie, si catholique, que la doctrine contraire a mérité la qualification d'erronée et de confinant à l'hérésie. Passant alors aux postulats qui lui sont opposés, il fait remarquer qu'ils manquent de fondement. Voilà longtemps que les difficultés historiques auxquelles ils font allusion ont été résolues ; quant aux craintes qu'ils expriment de voir la définition exciter la haine contre l'Eglise et servir de prétexte aux gouvernements pour porter atteinte à ses droits, l'archevêque observe que plusieurs conciles provinciaux, comme ceux de Prague, de Baltimore, de Cologne, de Kalocsa, de Westminster, etc., ont récemment enseigné l'infaillibilité sans que se soient produites nulle part les conséquences que l'on redoute. A supposer d'ailleurs qu'il y eût réellement à les redouter, il ne conviendrait pas de se laisser arrêter par ces dangers qui sont incertains et de second ordre, alors que le silence du concile constituerait pour les âmes un danger certain et d'une nature bien supérieure.

M^{sr} Apuzzo, archevêque de Sorrento, donna également un vote favorable; à propos des objections soulevées, il fit observer que la définition de l'infaillibilité ne devait inspirer aucune crainte pour la foi de la France, puisque la majorité des évêques de ce pays s'était déjà prononcée en sa faveur.

M^{sr} Valdivieso, archevêque de Santiago du Chili, parla ensuite. Entre autres choses, il dit que le concile ayant été convoqué pour porter remède aux maux actuels, il était impossible dans le cas présent d'approuver un silence qui affaiblirait le principe d'autorité. L'autorité du pape représente un pouvoir doctrinal. Il doit, quand c'est nécessaire, enseigner, et dès que le mal paraît ou prend de l'extension, l'arrêter aussi rapidement que possible. C'est pourquoi il faut fortifier son autorité et lui en rendre l'exercice possible et facile.

M^{sr} Guibert, archevêque de Tours, commença par affirmer sa foi à l'infaillibilité du pape; puis il fit observer que, si en France une partie de la population s'était écartée de la croyance universelle de l'Eglise, ce n'avait été là cependant qu'une déviation temporaire; en ce moment on revenait, en général, à reconnaître l'infaillibilité du pape. Lui ne pouvait que donner sa voix en faveur de la définition, mais il exprimait le désir qu'on fit choix d'une formule modérée afin de réunir un plus grand nombre d'adhésions en sa faveur.

Le patriarche de Jérusalem, M^{sr} Valerga, exprima son extrême satisfaction des raisons apportées jusque-là en faveur de la définition; elles prouvaient à l'évidence qu'on devait soutenir la définition de l'infaillibilité et que le silence serait gravement funeste à l'Eglise. La doctrine de l'infaillibilité, ajoutait-il, ne serait pas la seule à en souffrir: celle de la primauté en général serait, elle aussi, atteinte, car l'une et l'autre se trouvent en connexion étroite. Prenant ensuite à partie les motifs allégués en sens contraire, il déclara dénuée de tout fondement la crainte des prétendus inconvénients

que la définition aurait pour les Orientaux. Après trente-deux ans passés au milieu d'eux, il pouvait assurer que cette doctrine ne faisait pas parmi eux l'objet du moindre doute : puis après avoir énuméré les peuples qu'il avait visités il ajouta que non seulement le clergé la considérait universellement comme vraie, mais que les laïques eux-mêmes en prenaient la défense contre les schismatiques. Il en appela enfin au patriarche d'Antioche et à ses évêques qui avaient tous ensemble supplié le Saint-Père de définir cette doctrine.

Le patriarche d'Antioche, du rite grec-melchite, M^{re} Jussef, affirma d'abord sa foi à l'infailibilité du pape, et reconnut qu'elle était contenue dans le concile de Florence. Mais il ajouta que les arguments en sens contraire appuyés sur la crainte que la définition n'éloignât les schismatiques, lui avaient fait d'abord la plus grande impression. Les Orientaux schismatiques trouvant déjà dans la primauté du pape un obstacle à leur réunion avec l'Occident, il concluait qu'ils seraient encore plus arrêtés par le dogme de son infailibilité //. Et il raconta qu'ayant demandé au patriarche schismatique de Constantinople avec lequel il était très lié, pourquoi il n'avait pas accepté l'invitation au concile, celui-ci lui avait répondu que les catholiques ne s'en tiendraient certainement pas au canon du concile de Florence et qu'ils demanderaient la définition de l'infailibilité du pape. C'est de là que lui étaient venus des doutes sur l'opportunité de la définition; toutefois, les preuves apportées par les membres de la Congrégation l'avaient fortement impressionné, et il s'en rapportait pour toute cette affaire au jugement du Souverain Pontife.

Le cardinal Antonelli déclara brièvement qu'à ses yeux la définition était opportune et même nécessaire. — Le cardinal Monaco La Valetta s'exprima avec la même décision : à la question d'Honorius, autour de laquelle on faisait tant de

bruit, il opposa la formule du pape Hormisdas. — Le cardinal Moreno était aussi partisan de la définition. — Le cardinal Barili n'avait pas d'idée arrêtée sur la question de l'opportunité; il préférait donc s'en remettre au Saint-Père. — Le cardinal Cullen, archevêque de Dublin, était partisan résolu de la définition. A cette allégation que les hérétiques en prendraient occasion de s'éloigner encore plus de l'Eglise, le cardinal répondit qu'il connaissait beaucoup d'hérétiques qui n'avaient pas eu d'autre motif en revenant à l'Eglise catholique que celui d'y trouver pour leur conscience une autorité vraie et ferme. Pour beaucoup, loin d'augmenter les obstacles à la conversion, la définition de l'infaillibilité ne ferait par suite que les diminuer. Quant aux difficultés qui pourraient provenir des gouvernements, le cardinal irlandais ne les redoutait pas : leur hostilité envers l'Eglise était déjà telle qu'il leur était impossible de l'accentuer davantage. — Les cardinaux de Bonnechose, Riario Sforza, Corsi et de Angelis estimaient la définition nécessaire. — Le cardinal di Pietro également; il pensait seulement qu'il serait convenable, comme il s'agissait là d'une prérogative personnelle du pape, qu'au lieu d'attendre son initiative, les évêques engageassent eux-mêmes la discussion devant le concile. — Mais le cardinal Patrizi combattit cette proposition; c'était au pape qu'appartenait le droit d'initiative dans le concile et non point aux évêques; de plus, l'infaillibilité n'était point une prérogative personnelle du pape mais un privilège du siège apostolique. Dans tous les cas, fit observer encore le cardinal, il faudra bien que le concile s'occupe de l'infaillibilité puisque l'évêque de Sura lui a soumis son ouvrage. // Le cardinal Patrizi déposa alors son vote affirmatif; après quoi il invita l'assemblée à déclarer avec lui qu'on adhérerait unanimement au postulat pour la définition de l'infaillibilité du pape, exception faite du cardinal Rauscher qui refusait sa voix à cette résolution.

En conséquence, la Congrégation demanda au pape d'accueillir le postulat, et Pie IX fit remettre au concile, le 6 mars, comme nous le verrons, un schéma pour la définition de l'infailibilité du pape.



CHAPITRE XII.

Les deux schémas de Constitution disciplinaire sur les évêques et sur le temps de la vacance des sièges épiscopaux.
— *Premiers débats du concile à ce sujet.*

Dans la dixième congrégation générale, tenue le 14 janvier 1870, quand on eut pourvu à l'élection de la Députation des Rites orientaux et des Missions, et qu'on eut scellé dans une urne les bulletins de vote, comme aux élections précédentes, le premier président, cardinal de Angeli, se leva pour prononcer une grave allocution.

Au Concile de Trente, dit-il, les cardinaux-présidents ont, le 17 février 1562, instamment demandé que les matières soumises à l'examen ne fussent pas divulguées en dehors du concile. Dans les avertissements que les cardinaux-présidents firent lire par le secrétaire du concile Angelo Massarelli, on faisait remarquer aux Pères combien il serait indigne et inconvenant de répandre au dehors les projets déposés, avant qu'ils n'eussent été rendus définitifs et proclamés en session publique. Aussi les légats et les présidents engagèrent-ils et même conjurèrent-ils les Pères, pour l'honneur et la bonne renommée de ce saint concile // et pour éviter tout scandale, de ne rien rapporter au dehors de ce qui serait proposé dans l'assemblée et de défendre très

sèverement à leurs gens de faire la moindre communication. A cet avis du Concile de Trente, le cardinal de Angelis ajouta cette remarque : « Puisque, pour la plus grande douleur de nos âmes et non sans scandale pour tous les gens de bien, il est arrivé aujourd'hui ce que de leur temps les cardinaux-présidents du Concile de Trente déploraient déjà, nous sommes obligés de répéter le même avertissement et de réitérer cette injonction formelle à tous ceux qui sont nommés dans le Bref *Multiplices inter*, c'est-à-dire à tous et à chacun des Pères, des employés du concile, des théologiens, des canonistes et des autres qui, de quelque façon que ce soit, sont au service des Pères ou des employés dans les affaires du concile. C'est que, à notre époque, en raison de la liberté sans frein des feuilles publiques, des scandales beaucoup plus grands peuvent provenir de la violation du secret, et d'autre part, dans la Lettre apostolique du pape, l'ordre de garder le secret est prescrit, sans qu'on puisse le transgresser si ce n'est sous peine de péché mortel » (1). — Un exemplaire de l'avertissement, signé du secrétaire du concile, M^{sr} Fessler, fut remis à chaque membre.

Ce n'était malheureusement que trop vrai, des projets présentés au concile avaient aussitôt paru dans les journaux, surtout en France et en Allemagne, pour être discutés par des journalistes ignorants, ennemis de l'Eglise, avant et pendant que le concile s'en occupait; et les événements du concile étaient divulgués par la presse quotidienne avec des exagérations, des faussetés et des commentaires malveillants qui visaient à dépouiller l'assemblée de son caractère de grandeur, ou du moins à la rabaisser.

Le cardinal de Angelis présenta encore une autre observation : pour se conformer au vœu de plusieurs Pères, il avertit et pria instamment tous ceux qui voulaient prendre la parole

(1) *Acta*, etc., p. 191 sq. — C. V. 718 b. sq.

dans le débat, de viser à la plus grande brièveté possible, de laisser de côté toute digression et de ne pas répéter complètement ce que d'autres Pères auraient déjà dit (1).

Nous croyons remarquer que dans les premiers discours qui suivirent, les orateurs firent vraiment des efforts pour répondre à ce vœu ; mais les derniers paraissent l'avoir encore oublié. Pour plusieurs Pères cependant, il eût été vraiment impossible d'abréger davantage. //

On commença alors la discussion des deux schémas de constitution disciplinaire. Ils portaient pour titre : « Schéma de la constitution sur les Evêques, les Synodes et les Vicaires généraux, soumis à l'examen des Pères (2) » et « Schéma de la constitution sur la vacance des sièges épiscopaux, soumis à l'examen des Pères (3). » Ces deux formulaires, pourvus par leurs auteurs de nombreuses remarques (4), avaient été remis aux Pères, dans la 8^e congrégation générale, tenue le 8 janvier (5).

Dans le premier chapitre du premier schéma, on rappelle d'une façon générale aux évêques les devoirs que leur impose leur haute dignité. Ils doivent particulièrement, dans notre génération submergée par l'erreur et le péché, mettre leur soin avec une ardeur d'autant plus grande à promouvoir la connaissance de la foi et l'observation des commandements, par leurs propres efforts et par le zèle de leurs coopérateurs. Quant aux brebis égarées, ils doivent les ramener au bercail avec bonté et patience, mais aussi, s'il est nécessaire, avec rigueur et par des châtiments; s'ils se heurtent à l'opiniâ-

(1) Ibid. p. 192. — C. V. 718 c. sq.

(2) *Schema constitutionis de Episcopis, de Synodis et de Vicariis generalibus, Patrum examini propositum.* — C. V. 641 c. sqq.

(3) *Schema constitutionis de Sede Episcopali vacante Patrum examini propositum.* — C. V. 651 a. sqq.

(4) C. V. 645 d. sqq. — Ibid. 653 a. sqq.

(5) *Acta*, etc., p. 131. — C. V. 717 b.

trêté, il faut les empêcher de nuire aux autres. Ils doivent être, eux et leur clergé, des modèles de vie chrétienne pour les fidèles. On leur recommande de prêcher à leur troupeau l'obéissance envers la puissance séculière, mais d'un autre côté aussi, de défendre, bien unis d'esprit et de cœur, les droits du Saint-Siège et la liberté des évêques, et suivant la remarque du Concile de Trente (1) de se souvenir toujours de leur éminente condition et de leur grande dignité. Enfin, la constitution prie les princes et les puissances séculières, de protéger les évêques et le clergé, et de contribuer à ce que tous rendent à l'autorité ecclésiastique l'honneur et l'obéissance qui lui sont dus; ce qui ne contribuera pas seulement à la prospérité de l'Eglise, mais aussi à celle de l'Etat (2).

Dans les trois chapitres suivants, on recommandait à nouveau et l'un après l'autre trois devoirs : le devoir de la résidence, le devoir de la visite du diocèse et enfin celui de la visite *ad limina Apostolorum* //.

Si l'on fit un décret sur le devoir de la résidence, ce ne fut pas qu'il y eut alors beaucoup de plaintes sur l'omission fréquente de ce devoir, mais, comme on le fit remarquer dans les notes explicatives (3), ce fut que les décisions relatives à cette obligation manquaient de clarté, et étaient interprétées de façons très diverses par les canonistes.

Voici le passage principal du schéma (4) : Si un évêque est absent de son diocèse plus de deux ou de trois mois par an au maximum, avec ou sans interruption, sauf permission expresse du Saint-Siège, ou, s'il est évêque du rite oriental, sans la permission de son patriarche, outre le péché grave qu'il commet, il perd la partie de ses revenus correspon-

(1) Sess. XXV, cap. 17, de Reform.

(2) C. V. 641 c. sqq.

(3) C. V. 646 c. sqq. — *Consideratis hisce omnibus et ne ulla jam ea de re difficultas moveri queat, existimarunt Consultores praestare, ut novum condatur decretum.* C. V. 647 b.

(4) C. V. 642 c. sq.

dant au temps de son absence et il doit la donner ou à la fabrique des églises ou aux pauvres du pays. Il y a exception seulement pour le voyage *ad limina Apostolorum* ou pour le concile provincial. Si un évêque est absent plus de trois mois sans permission, son métropolitain, ou s'il est lui-même métropolitain, le plus ancien des évêques suffragants, doit en avertir le Saint-Siège. Ce devoir de dénonciation incombe aussi aux nonces ou délégués par rapport aux évêques de leur ressort. Les décisions qui existent déjà sur le devoir de la résidence, en tant qu'elles ne sont pas abolies par ce nouveau décret, demeurent en vigueur.

En raison des débats qui eurent lieu plus tard sur ce sujet, faisons remarquer ici que le Concile de Trente (1) indique comme motifs justifiant suffisamment l'absence hors du diocèse : la charité chrétienne, une nécessité pressante, le devoir d'obéissance et l'utilité évidente de l'Eglise et de l'Etat. Urbain VIII, comme il est dit dans les notes ajoutées au schéma (2), a prescrit, en outre, dans sa Constitution *Sancta Synodus*, que l'on recoure à l'autorisation du Saint-Siège s'il s'agit d'une plus longue absence, même s'il existe un des motifs invoqués par le Concile de Trente. Cette même constitution porte que la permission du pape n'est pas nécessaire, si l'absence est motivée par la visite *ad limina*, ou l'assistance au synodes provinciaux, // ou à des réunions (congrégations ou assemblées générales) auxquelles les ecclésiastiques ont coutume de prendre part, ou bien lorsqu'il s'agit de remplir un devoir politique intimement lié aux fonctions pastorales. De ces cas, le schéma proposé au Concile du Vatican n'a retenu que les deux premiers pour justifier l'absence hors du diocèse sans la permission du Saint-Siège, car les assemblées dont parle Urbain VIII semblaient

(1) Sess. XXIII, c. 1, de Reform.

(2) C. V. 647 b.

ne plus exister, pas plus que les fonctions politiques attachées au caractère épiscopal (1).

Pour la visite à l'intérieur du diocèse, le schéma, après avoir exposé la nécessité de ces visites, détermine dans le chapitre troisième, que chaque évêque, par lui-même, ou s'il ne le peut pas, par un grand vicaire ou par un prêtre à qui il en donnerait la charge, visite au moins une fois tous les trois ans le diocèse tout entier, et lorsque c'est impossible à cause de son étendue, il doit au moins tous les trois ans en visiter la plus grande partie, en sorte qu'au bout de cinq ans, il ait parcouru tout son diocèse. On statue en même temps que le devoir de la visite incombe également aux prélats inférieurs qui ont un pouvoir quasi-épiscopal et un territoire indépendant; l'évêque voisin n'a pas le droit de visiter le territoire soumis à ces prélats; cependant l'évêque le plus rapproché doit avertir le Saint-Siège si un prélat inférieur ne remplit pas son devoir (2).

Le chapitre quatrième renouvelle les prescriptions relatives à la visite *ad limina Apostolorum*, et les étend formellement aux prélats qui jouissent d'un pouvoir quasi-épiscopal et d'un territoire indépendant (3).

Les trois derniers chapitres du schéma s'occupent des conciles provinciaux, des synodes diocésains et des vicaires généraux.

Des conciles provinciaux d'abord devront avoir lieu dans toutes les provinces ecclésiastiques, dans les deux ans qui suivront la clôture du Concile du Vatican, et par la suite, tous les cinq ans. Les évêques exempts, les abbés *nullius* et les archevêques sans suffragants, sont tenus de se joindre au concile provincial d'une église métropolitaine voisine, au cas où ils ne l'auraient pas fait jusqu'à présent; ils feront par-

(1) C. V. 647 b.

(2) Ibid. 643 a. sqq.

(3) Ibid. 643 c. sqq.

tie de ce concile et ils reconnaîtront les décisions de toute la province comme valables aussi pour leur territoire,

Comme le Concile de Trente (1), l'avait prescrit dans ses décrets, le Concile du Vatican décide aussi que les premiers conciles provinciaux tenus après le Concile, doivent accepter formellement toutes les décisions dogmatiques ou autres, promettre au pape une vraie obéissance, rejeter et anathématiser toutes les hérésies condamnées par le Concile du Vatican. Tous ceux qui seront élevés à la dignité épiscopale ou à une charge plus haute, feront la même chose, au premier concile provincial auquel ils assisteront.

Les actes et décisions des conciles provinciaux doivent être soumis par les métropolitains au Saint-Siège, et ne doivent pas être publiés avant que Rome les ait examinés (2). Les synodes diocésains doivent avoir lieu tous les trois ans (3).

Comme vicaires généraux, l'évêque ne peut choisir que des ecclésiastiques, âgés d'au moins trente ans, pourvus d'un doctorat, au moins en droit canon, ou, dans tous les cas, aussi aptes que possible à cet emploi. L'évêque ne doit pas les prendre parmi les chanoines pénitenciers, ni dans le clergé qui a charge d'âmes, ni parmi ses parents les plus rapprochés. Si dans un diocèse on a coutume d'en nommer plusieurs, leur nombre ne doit pas dépasser deux ou trois. Il est défendu de nommer des vicaires généraux honoraires et, pour leur nomination, on ne reconnaît ni privilège, ni coutume (4).

Du schéma *de Sede Episcopali vacante*, qui fut distribué aux Pères en même temps que le schéma *de Episcopis*, nous extrayons, au premier chapitre, quelques points seulement

(1) Sess. XXV, cap. 2, de Reform.

(2) C. V. 644 b. sqq.

(3) Ibid. 645 a. sq.

(4) C. V. 645 b. sq.

qui, plus tard, feront l'objet de discussions dans les congrégations générales.

Le schéma conserve l'ancienne décision que le vicaire capitulaire doit avoir le doctorat au moins en droit canon ou du moins avoir des aptitudes spéciales à cet emploi (1).

Dans les notes qui accompagnent le schéma, on rapporte que beaucoup d'évêques, dans leurs relations au Saint-Siège, avaient exprimé le vœu que l'article qui réclame le grade de docteur fut écarté. Ils s'appuyaient sur ce motif : // Le nombre des instituts où l'on peut acquérir ce grade est restreint et beaucoup d'entre eux sont animés d'un esprit ou mauvais ou imparfaitement catholique. Les auteurs du schéma ont bien pesé ces raisons, mais ils ont été d'avis qu'il fallait maintenir l'exigence du doctorat en droit canonique, et ne pas s'en écarter en raison de contingences particulières à notre temps (2). Le schéma maintient aussi la décision qu'on ne pourrait établir qu'un seul vicaire capitulaire (3), tout en remarquant (4) qu'on voulait attendre là-dessus l'avis des Pères et que, suivant leur jugement, la nomination de plusieurs vicaires capitulaires serait seulement tolérée ou permise par le décret. Pour la vacance du siège épiscopal, le schéma met à part le cas de l'expulsion ou de l'emprisonnement d'un évêque. Dans cette hypothèse, le gouvernement du diocèse reste entre les mains du vicaire général ou d'un ecclésiastique nommé par l'évêque, jusqu'à ce que le Saint-Siège en décide autrement. S'il ne s'en trouve pas ou s'ils sont également empêchés, le chapitre doit élire un vicaire capitulaire et, aussitôt que possible, en donner avis au Saint-Siège (5) //.

(1) *C. V.* 651 b.

(2) *Ibid.* 653 a. sq.

(3) *Ibid.* 651 b.

(4) *Ibid.* 653 a.

(5) *Ibid.* 651 c. Voici la note ajoutée par les auteurs du projet : *Ab hypothesis Sedis vacantis longe differre visa est hypothesis Sedis per Episcopi captivitatem vel*

Le second chapitre défend aux vicaires capitulaires la collation des bénéfices. S'il s'agit de bénéfices auxquels est attachée charge d'âmes, le vicaire capitulaire doit annoncer le concours et en envoyer les actes au Saint-Siège, à qui il appartient de conférer le bénéfice (1). Cette détermination fut motivée par les plaintes de plusieurs évêques sur les efforts de quelques vicaires capitulaires pour révoquer les ordonnances des évêques précédents et susciter des obstacles aux évêques à venir (2). On stipula aussi que les vicaires capitulaires ne pourraient donner de lettres dimissoires pour les ordres qu'avec l'assentiment du chapitre, et que sans la permission

relegationem aut exilium impeditae. Prae oculis habita fuit celeberrima Bonifacii VIII Decretalis « Si Episcopus a paganis » (cap. 3. De suppl. neglig. in VI), qua decernitur in casu Episcopi capti ab infidelibus vel schismaticis, Capitulum administrare ac si Sedes per mortem vacaret. Prae oculis habitae fuerunt discrepantes D.D. opiniones, aliis idem illud applicantibus cuicunque casui Sedis simili modo impeditae, aliis illud ad solum praedictum casum restringentibus; quorum praeterea non pauci sentiunt, ipsi etiam Decretali Bonifacii VIII locum non esse, ubi existit Generalis Episcopi Vicarius. Prae oculis demum habitae fuerunt ingentes difficultates et maxima pericula, quae hac in re contigerunt recentioribus temporibus praesertim in Germania, Hispania et Regno utriusque Siciliae. Quidquid autem de jure constituto sit existimandum, de jure saltem constituendo id visum est omnino decernendum, quod in proposito Decreto continetur. Capitulum ausibus obstaculum ita ponitur; et praxi Ecclesiae conformis ea solutio est, ut liquet ex gestis anno 1838 occasione captivitatis Archiepiscopi Coloniensis et ex Decreto S. Congr. Ep. et Reg. 3 Maii 1862 ad nonnulla Capitula Siciliae a SS. D. N. Pio IX approbato. C. V. 654 b. Ces remarques des auteurs de notre projet donneraient à entendre qu'on pourrait juger moins sévèrement qu'on ne le fait d'habitude, l'élection du vicaire capitulaire faite par le chapitre métropolitain de Cologne, pendant la captivité de l'archevêque Clément Auguste (Droste zu Vischering), et l'acceptation de l'élection de la part du doyen de la cathédrale, Hüsgen. Car, cette remarque le prouve, même les savants, dans l'étude calme de la question, ne voient pas clairement ce qu'il faut faire dans un cas analogue, et beaucoup d'entre eux décident comme le chapitre métropolitain de Cologne. Aussi les rédacteurs du schéma ne veulent pas donner cette décision comme fausse, d'après le droit courant. Car, si ces théologiens et canonistes qui considèrent la chose dans le calme de l'étude, se prononcent pour cette décision, combien plus faut-il la pardonner — supposé qu'elle fût fautive — au chapitre de la cathédrale qui rencontra cette question au milieu des plus violentes agitations politiques, et que les hommes d'Etat, par leurs intrigues et leurs mensonges, cherchèrent à illusionner et à tromper.

Sur la situation du chapitre de la cathédrale, voir l'entretien du coadjuteur M^r von Geissel avec le doyen du chapitre M. Schweitzer, le 15 avril 1844 : *Pfaff*, Kardinal von Geissel, I, 169. Note.

(1) C. V. 651 d.

(2) Ibid. 651 c.

du Saint-Siège, ils ne pourraient recevoir dans le diocèse aucun clerc étranger ni en laisser sortir aucun du diocèse (1).

Dans le troisième et dernier chapitre, on régla notamment ce qui concernait les districts ecclésiastiques situés au loin, et dont la situation particulière rend spécialement difficile la nomination d'un administrateur du diocèse. Si ces districts ont un chapitre, il doit, ou bien seul ou avec d'autres prêtres, suivant l'usage, élire un vicaire capitulaire. S'il n'y a pas de chapitre, ce sont les curés qui seuls ou, suivant l'usage, avec d'autres ecclésiastiques, élisent le vicaire capitulaire. S'il n'y a pas de curés, comme c'est le cas en missions, où les missionnaires vivent dispersés dans le pays tout entier, le vicaire général établi par l'évêque devient, après la mort de celui-ci, vicaire capitulaire avec tous les droits ordinaires, jusqu'à ce que le nouvel évêque soit entré en charge. Si l'évêque ou le vicaire apostolique n'ont pas de vicaire général, ils doivent nommer un vicaire qui, à leur mort, prendra la direction du district. // Dans les Eglises du rite oriental qui n'ont pas de chapitre ayant le droit d'élire un vicaire capitulaire, le vicaire de l'évêque doit, à la mort de celui-ci, prendre la direction de l'Eglise, jusqu'à ce que le métropolitain ou le patriarche, qu'on avertira le plus tôt possible, ait réglé l'administration du diocèse pendant la vacance du siège (2).

Ces règlements forment la substance des deux schémas qui, depuis le 14 janvier, furent discutés en congrégation générale. Dans ce débat, il se présenta encore plus d'orateurs que dans le débat précédent sur le projet dogmatique. Cela tient un peu au sujet lui-même. Dans les décisions dogmatiques, il s'agit de la définition de vérités; or, les vérités

(1) *C. V.* 651 d. sq.

(2) *Ibid.* 652 a. sqq.

sont les mêmes dans l'univers entier et, en général, il arrive rarement qu'il y ait des vues bien divergentes sur une doctrine à définir; tandis que les décrets disciplinaires ne peuvent pas être les mêmes dans les différentes parties de l'Eglise parce qu'ils doivent répondre aux besoins particuliers de chaque pays et que ceux-ci, de fait, sont très différents les uns des autres. Dans une assemblée par conséquent où sont réunis des évêques de toutes les nations, un décret disciplinaire porté pour toute l'Eglise, trouvera toujours beaucoup d'adversaires; car, ce qui pour une partie de l'Eglise est indispensable, pourra être très fâcheux pour une autre. C'est là précisément un avantage capital des conciles œcuméniques, que toutes les parties de l'Eglise soient représentées, et qu'ainsi il devienne impossible d'établir une loi générale qui serait inopportune pour plusieurs parties de l'Eglise.

Sur ces deux schémas, relativement courts, trente-sept Pères dans sept congrégations générales, prirent la parole : dix d'Italie ou des îles voisines (1), six de France (2), cinq d'Espagne (3), deux d'Autriche (4), de Hongrie (5) et d'Allemagne (6), un seul de Suisse (7), de Belgique (8), du Mexique (9), du Pérou (10), de Thrace (11),

(1) NN. SS. Losanna, év. de Biella; Demartis, év. de Gattelli-Nuoro; Gandolfi, év. de Corneto et Civitavecchia; Parladore, év. de S. Marco; Fania, év. de Potenza et Marsico-Nuovo; Pace, év. de Amelia; Zunnui Casula, év. de Ales et Terralba; Vitali, év. de Ferentino; Gastaldi, év. de Saluces; card. di Pietro.

(2) Card. Mathieu, arch. de Besançon; Devoucoux, év. d'Evreux; Darboy, arch. de Paris; Dupanloup, év. d'Orléans; de Dreux-Brézé, év. de Moulins; Dabert év. de Périgueux.

(3) Monzon y Martins, arch. de Grenade; Caixal y Estrade, év. d'Urgel; Lluch, év. de Salamanque et Ciudad Rodrigo; Ramirez y Vasquez, év. de Badajoz; Bonet, év. de Gérone.

(4) Card. Rauscher, arch. de Vienne; Zwerger, év. de Seckau.

(5) Simor, arch. de Gran; Strossmayer, év. de Diakóvár.

(6) Melchers, arch. de Cologne; Ketteler, év. de Mayence.

(7) Lachat, év. de Bâle-Soleure.

(8) Faict, év. de Bruges.

(9) Ormaechea, év. de Tulancingo.

(10) Moreyra, év. de Guamanga.

(11) Charbonell, év. de Sozopolis, i. p. i.

d'Égypte (1), de Syrie (2), de Babylone (3), d'Arménie (4) et d'Asie Mineure (5),

Le premier orateur, le cardinal Schwarzenberg (6), exprima tout d'abord le vœu qu'on fit un décret sur le collège des cardinaux, sur la curie romaine et surtout sur les Congrégations de Rome. On l'avait fait dans plusieurs conciles, en particulier au V^e concile de Latran, et l'on devait d'autant plus s'en occuper au concile du Vatican que les Congrégations, créées par Sixte-Quint, n'avaient reçu leur forme actuelle qu'après le dernier concile. Des vœux à ce sujet avaient, on le sait, été déposés. En ce qui concerne les évêques, ce n'était pas assez des quelques mots qui dans le schéma concernaient leurs devoirs, il fallait parler aussi de leur haute situation et dignité, et avant tout, de leur élection et de leur promotion.

Quelques autres orateurs revinrent sur le premier de ces projets : le décret de réforme touchant les cardinaux. M^{sr} de Dreux-Brézé évêque de Moulins, fit remarquer au sujet du projet Schwarzenberg, lors de la 14^e congrégation générale le 22 janvier (7), qu'un cardinal pouvait le présenter sans blesser les convenances, mais qu'il ne convenait pas à un évêque de le faire, à moins qu'il n'en eût reçu commission spéciale du pape. Le collège des cardinaux n'avait pas besoin de réforme, et si un jour une réforme était nécessaire, cette éminente famille avait son père.

Dans la congrégation suivante, le 24 janvier, M^{sr} Strossmayer traita ce même sujet (8). Il avait été fort étonné, dit-il,

(1) Ballerini, patr. latin d'Alexandrie.

(2) Casangian, arch. arménien d'Antakieh.

(3) Audu, patr. chaldéen de Babylone.

(4) Melchisedechian, év. d'Erzeroum.

(5) Spaccapietra, arch. de Smyrne.

(6) Dans la 10^e Congr. gén., le 14 janv., — *Acta*, etc., p. 193 sqq.

(7) Ibid. p. 209.

(8) Ibid. p. 340.

qu'on ait commencé à s'occuper d'abord des évêques et de leurs devoirs. Cela pourrait éveiller le soupçon qu'ils ont manqué à leurs devoirs, alors que manifestement ils se sont signalés par leur zèle. // Il propose donc de commencer plus haut, c'est-à-dire par les cardinaux. Il répond à l'évêque de Moulins que cela est vrai, cette famille a un père, mais elle a une mère aussi, l'Eglise, laquelle est représentée par ce concile. Le Concile de Trente déjà s'est occupé des cardinaux, et arguant de ce concile, il exprime le vœu que le Sacré-Collège soit une image vraie et réelle de toute l'Eglise catholique, « de sorte que chaque peuple et chaque nation suivant son étendue et son importance ait ses membres et ses représentants dans cette sainte assemblée et dans cet illustre Sénat. (1) »

M^{GR} Strossmayer croit que le Concile de Trente a réglé ce dernier point et il développe d'une manière oratoire les motifs qui, à son avis, se seraient présentés à l'esprit des Pères de ce concile (2).

(1) Ibid. p. 343 sq.

(2) Voici les paroles du Concile de Trente : « *Quos (cardinales) SS. Romanus Pontifex ex omnibus Christianitatis nationibus, quantum commode fieri poterit, prout idoneos repererit, assumat.* (Sess. XXIV de Reform. c. 1.) » Il ne dit donc pas que le pape doit choisir le collège des cardinaux en prenant des membres dans toutes les nations proportionnellement à leur étendue ou à leur importance, et s'il dit qu'il doit choisir des cardinaux de toutes les nations, il apporte à cette règle deux atténuations : « *quantum commode fieri poterit,* » et « *prout idoneos repererit* ». Car la difficulté de trouver des hommes aptes à cette dignité, dans différentes nations, est plus grande qu'on ne le croit généralement. Les cardinaux sont non seulement les électeurs du pape, mais ses conseillers et ses collaborateurs dans le gouvernement de l'Eglise. Pour être apte à cette charge, en général, il est nécessaire que, dès sa jeunesse, on ait activement pratiqué ce genre de travail. L'expérience montre que des prélats âgés, qu'on fait venir d'autres pays à Rome, ne peuvent plus s'habituer facilement aux travaux des congrégations romaines ou d'autres assemblées analogues. On doit donc choisir la plupart des cardinaux parmi ceux qui, dès leur jeunesse, ont été à cette école. Ce sont donc en majeure partie des Italiens. On peut difficilement exiger une autre composition internationale du collège des cardinaux que celle que nous voyons aujourd'hui ; la moitié des cardinaux est prise dans les autres nations, l'autre moitié se compose d'Italiens, et ainsi tout est pleinement conforme à la règle énoncée par le Concile de Trente.

Le cardinal di Pietro qui prit la parole l'avant-dernier sur le schéma, attaqua très vivement dans la 16^e congrégation générale le projet de M^{sr} Strossmayer sur le décret de réforme du collège des cardinaux. Il ne nomme pas M^{sr} Strossmayer, mais il le désigne si clairement qu'on ne peut douter un instant qu'il l'ait eu en vue. « Cet orateur, dit le cardinal di Pietro, a parlé sur ce sujet d'une manière si vive et si instante // que l'on se demandait s'il ne s'était point reporté par un retour d'imagination aux circonstances qui existaient il y a quatre cents ans, s'il se trouvait bien dans notre ville, au concile du Vatican, au XIX^e siècle, et s'il ne s'était pas plutôt transporté au Concile de Trente, au temps où les cardinaux, vivant au milieu de biens et de richesses surabondantes, possédaient paisiblement plusieurs gros bénéfices, même des bénéfices qui exigeaient la résidence, et d'autres biens incompatibles, alors qu'en même temps on élevait à la dignité de cardinal, sans rien considérer que la noblesse de leur race, des enfants ou tout au moins des jeunes gens encore si près de l'enfance qu'ils pouvaient à peine se rendre compte de la vocation à laquelle Dieu les avait appelés ; il s'en suivait qu'ils recherchaient les fréquentations séculières et trop libres, qu'ils se laissaient entraver dans les emplois qu'on leur avait confiés par des affaires ecclésiastiques ou civiles, et qu'ainsi, au lieu de venir en aide au Saint-Siège, ils lui créaient au contraire des difficultés très graves. C'est pourquoi l'évêque Barthélémy des Martyrs eut tout à fait raison de laisser percer son indignation devant le Concile de Trente en affirmant que les éminentissimes (illustrissimi) cardinaux avaient besoin d'une éminentissime (illustrissima) réforme. Mais est-ce bien là la situation de notre temps? Est-il nécessaire que notre Sacré Collège soit averti particulièrement de ses devoirs? Y a-t-il un motif qui laisse soupçonner la nécessité d'une réforme de notre collège? Que toute l'attention et tous les regards de cette ville, mes Pères, se tournent vers

nos demeures, vous verrez seulement la vieillesse vénérable de Pères choisis parmi toutes les nations et dans tous les rangs de la société; vous trouverez des peines innombrables endurées pour le Saint-Siège, des charges très lourdes qui incombent aux cardinaux et qu'il leur faut porter pour garder l'honneur de la pourpre et la dignité de leurs emplois, charges qui, si on met en regard les honoraires dont le Saint-Siège les rémunère, méritent à juste titre d'être appelées insupportables. Ils ont à porter le poids et la chaleur du jour, à répondre pour le bien de la religion à toutes les questions qui, vous le savez, affluent de tous côtés à Rome. A-t-on jamais entendu des réclamations relatives à leur devoir de résidence auprès du Saint-Père ou dans leurs sièges épiscopaux? Y a-t-il eu au moins des plaintes sur leur vie et leurs mœurs? » (1). //

Le cardinal continue en faisant remarquer qu'on devait représenter la vie des évêques comme semblable à celle des cardinaux, et qu'il désirait, par conséquent, voir écarter du schéma quelques mots dont la note était un peu dure; on devait le préparer comme un témoignage authentique de leur piété, de leur vie laborieuse et sans tache, de leur amour et de leur attachement au Saint-Siège; il devait paraître aux yeux de tous, non comme l'expression d'un blâme, mais comme une exhortation à tendre vers une perfection plus haute encore. Le Concile, du reste, avait moins en vue la réforme de l'Eglise que sa défense contre ses ennemis.

« Et puisqu'aujourd'hui, dit ensuite le cardinal di Pietro, l'occasion s'offre enfin à moi de parler devant presque tout l'épiscopat, je me fais avec joie l'interprète de tous mes illustres collègues, et vous exprime, à tous sans exception, vénérables frères, le plus cordial merci pour de si magnifiques preuves d'amour envers notre très cher Pontife, envers

(1) *Acta*, etc., p. 385 sq.

nous-mêmes, conseillers du pape, envers cette ville éminente, que vous avez toujours honorée avec une affection paternelle, que vous honorez encore, et que vous avez toujours défendue par les armes de votre amour, par l'activité sans défaillance de votre esprit, et par les aumônes considérables que vous avez recueillies. »

L'orateur exhorte ensuite à l'union et ajoute : « Si c'est le vœu de tous que quelque chose soit modifié ou même changé dans la rétribution des travaux entrepris pour l'Eglise, ou dans l'expédition des affaires de nos Congrégations purement consultatives, il n'est défendu à personne de présenter une supplique particulière au Saint-Père, car chacun voit qu'il ne s'agit pas ici de la publication d'une loi générale, mais de l'obtention d'une grâce (1) ».

Par ces dernières paroles le cardinal touchait au vif un point sur lequel beaucoup de Pères avaient exprimé le désir que le concile émit une décision ; il s'agissait des cardinaux, ou plutôt des congrégations de cardinaux. Personne, assurément, n'avait pensé à une réforme du collège des cardinaux dans le sens d'un changement de vie ou de conduite (2) ; // mais le vœu d'une plus prompte expédition des affaires et d'une diminution des frais fut exprimé dans différents discours, comme dans celui de M^{gr} Melchers, archevêque de Cologne (3), et de M^{gr} Losanna, évêque de Biella (4), et dans les postulata présentés par les évêques (5).

(1) *Acta*, etc. p. 387.

(2) A l'évêque de Moulins, qui avait appelé le collège des cardinaux un Collège-Sacré non seulement de nom, mais aussi par la piété et la sainte vie, M^r Strossmayer répondit, en parlant sur un décret relatif aux cardinaux : « *Recte dicit et certe nos omnes eidem assentientes habet; augustissimum hoc Cardinalem Collegium, quo amantissimum nostrum Patrem circumdatum esse venerandi cernimus, constat summis et omni veneratione dignissimis viris; sed sciat illustrissimus praesul, non agi de personis. sed agi de instituto* ». *Acta*, etc. p. 313.

(3) *Acta*, etc., p. 259 sq.

(4) *Ibid.* p. 217.

(5) *Postulata a pluribus Galliarum episcopis. C. V.*, 843 a. — *Postulata complurium Germaniae episcoporum. C. V.*, 874 b.

Tandis que M^{SR} Strossmayer avait exprimé le regret, au début de son discours, que l'on parlât d'abord des devoirs des évêques. M^{SR} Melchers, au contraire, dans le discours déjà cité s'en montra très satisfait. « Car, dit-il, c'est par la réforme de la discipline de l'Eglise que chaque concile doit commencer ses travaux; or, tout zèle vrai et sérieux de réforme doit commencer par la réforme personnelle; par conséquent, la réforme de la vie des évêques est bien là à sa place et je me range à l'avis du très honorable évêque espagnol dont nous avons entendu le vœu : c'est bien en ce moment qu'il faut parler de la vie que doivent mener les évêques, et en parler non en un débat particulier ou dans de longs développements, mais en quelques paroles graves et fortes, sur la nécessité où se trouvent les premiers à l'honneur d'être aussi les premiers par la sainteté de la vie, les premiers par l'imitation de N.-S. Jésus-Christ crucifié, par l'imitation de son humilité et de son esprit de pauvreté; que leur vie soit éloignée de la magnificence, du luxe et de l'éclat du monde, qu'ils s'adonnent soigneusement à la prière et à la méditation; que leur vie enfin soit un modèle pour tout le clergé et un exemple éclatant pour tout le troupeau, procédant réellement de l'esprit et ne consistant pas seulement dans une apparence extérieure » (1). M^{SR} Melchers parla non seulement avec piété, mais aussi avec cette liberté d'esprit et cette franchise de cœur qui lui était propre et que lui inspirait la droiture de ses intentions. Lorsqu'il passa à la détermination contenue dans le schéma, que pendant la vacance du siège tous les bénéfices seraient conférés par le Saint-Siège, il en exprima son étonnement // et dit que la concession d'un pareil acte de juridiction au pouvoir central de l'Eglise indiquait une trop grande centralisation. Il en vint alors à parler de la centralisation en général, et dit en

(1 *Acta*, etc., p. 254 sq.

toute franchise qu'elle était arrivée à ses dernières limites et qu'il ne fallait pas la pousser plus loin, mais qu'on devait commencer au contraire à décentraliser. Ainsi estima-t-il, en particulier, qu'il ne fallait pas multiplier les cas réservés, mais les diminuer et étendre plutôt les pouvoirs accordés aux évêques. Il s'étendit sur les empêchements de mariage, les dispenses et les taxes, et se laissa entraîner loin de son sujet, jusqu'à ce qu'enfin le président, le cardinal de Luca, l'interrompît par cette remarque que s'il voulait déposer de nouveaux postulata, il devait les adresser d'abord à la Congrégation instituée par le pape, mais ne pas le faire dans les congrégations générales. M^{re} Melchers répondit qu'il l'avait déjà fait, qu'il s'excusait d'ailleurs et qu'il avait cru pouvoir traiter ces questions dans les congrégations générales; en terminant, il toucha encore quelques points du schéma (1).

Le cardinal Schwarzenberg qui parla le premier, avait trouvé, on l'a déjà dit, que le chapitre sur les évêques serait incomplet aussi longtemps qu'on ne parlerait que des devoirs, et non de la dignité, de l'autorité et des droits des évêques. Les quelques mots qu'on y a glissés au commencement, dit-il, ne suffisent pas. Les attaques que les méchants dirigent contre l'autorité épiscopale aussi bien que contre l'autorité du pape, demandent que le concile traite cette question à fond (2). Parmi les orateurs suivants, comme NN.SS. Simor (3), Losanna (4), Devoucoux (5), Darboy (6), Gandolfi (7), Strossmayer (8), les uns furent du même avis que le cardinal, les autres, en petit nombre, ne voyaient pas dans

(1) *Acta*, etc., p. 257 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 194 sq.

(3) *Ibid.*, p. 202.

(4) *Ibid.*, p. 214.

(5) *Ibid.*, p. 225.

(6) *Ibid.*, p. 249.

(7) *Ibid.*, p. 262.

(8) *Ibid.*, p. 341.

ce schéma l'endroit opportun pour exalter l'autorité épiscopale. M^{sr} de Dreux-Brézé était d'avis qu'il fallait en premier lieu rappeler les devoirs des évêques, quant à leurs droits on y reviendrait ailleurs, par exemple, lorsqu'on parlerait des devoirs des prêtres et du peuple à l'égard des évêques (1). M^{sr} Faiet estima qu'on ne pouvait parler dans le premier chapitre de tout ce qui avait été proposé, cela lui donnerait une longueur démesurée ; si plus tard on parlait des synodes provinciaux ou diocésains, ou de la manière de vivre des ecclésiastiques, // ou des chapitres et séminaires, on aurait largement l'occasion de traiter des droits des évêques (2).

Quelques évêques désiraient des décisions précises sur la nomination au siège épiscopal, par exemple, NN.SS. Schwarzenberg (3), Ketteler (4), de Dreux-Brézé (5), Moreyra (6), Zunnui (7), Strossmayer (8) et Melchisedechian (9). « La plus grande et la plus dangereuse blessure faite à l'Eglise, dit M^{sr} Ketteler, ce sont les artifices par lesquels on empêche que ceux qui par la sainteté de leur vie, leur savoir et leur prudence surpassent les autres prêtres, et ceux-là seulement, soient mis comme évêques à la tête du troupeau de Jésus-Christ. Presque tout dans l'Eglise dépend des pasteurs, le monde le sait bien ; aussi tous les gouvernements qui ne sont pas favorables à l'Eglise, font-ils converger leurs efforts pour empêcher ce choix. Si donc nous voulons comme de bons médecins guérir les blessures de l'Eglise, nous devons avant tout examiner et déterminer autant que possible, ce qui contribuera à écarter de plus en plus les abus

(1) *Acta*, p. 299.

(2) *Ibid.*, etc., p. 364.

(3) *Ibid.*, p. 495.

(4) *Ibid.*, p. 270 sq.

(5) *Ibid.*, p. 299 sq.

(6) *Ibid.*, p. 325 sqq.

(7) *Ibid.*, p. 333 sq.

(8) *Ibid.*, p. 345 sqq.

(9) *Ibid.*, p. 377.

dans le choix des évêques, et à faire promouvoir exclusivement à la charge épiscopale les prêtres les plus capables et les plus dignes. En quelques endroits, des princes et des chapitres de cathédrale revendiquent certains droits dans l'élection de l'évêque; je ne veux en aucune façon leur enlever ce qu'ils possèdent. Mais ces pouvoirs leur sont conférés par le droit humain, tandis que le peuple chrétien a un droit divin d'avoir un bon pasteur, le meilleur pasteur possible. Je désire donc dans le schéma un chapitre spécial qui exposera toute la procédure de l'élection épiscopale et où l'on traitera à part de l'injustice sans bornes de ceux qui, appelés à prendre part à l'élection, ne remplissent pas leur devoir comme le Christ l'a voulu, pour le bien de l'Eglise et le salut des âmes, mais s'inspirent de vues humaines et de raisons politiques. » (1).

Quelques Pères signalèrent la part que prennent les princes à la nomination aux évêchés. M^{gr} Melchisedechian, évêque arménien d'Erzeroum //, dit que la plus profonde racine des douleurs et de tous les maux dont souffrent ces églises (de l'Orient), autrefois florissantes, aujourd'hui sans vie, c'était le pouvoir immense et arbitraire que l'empereur et le peuple avaient exercé dans la nomination des pasteurs. Aussi, ces évêques ont-ils une reconnaissance éternelle à Pie IX qui, par la bulle *Reversurus*, a exclu les laïques de l'élection du patriarche et de son vicaire, et a réservé la nomination des évêques au Siège apostolique, puisque c'est celui-ci qui choisit un des trois candidats présentés par le synode.

M^{gr} Strossmayer parle aussi, dans le discours que nous avons déjà mentionné, du choix des évêques, et il fait une proposition positive : « Lorsqu'autrefois l'Eglise, dit-il,

(1) Dans une lettre (9 février), adressée à la Députation de la discipline, M^r Ketteler complète son discours, en proposant d'insérer dans les décisions du concile du Vatican, les règles du Concile de Trente (Sess. XXIV) sur la nomination des évêques et des cardinaux, et de les imposer à qui de droit.

délégué aux princes et aux puissances séculières le droit de nommer les évêques et autres dignitaires ecclésiastiques, elle se confiait dans la piété, la foi et l'amour des princes pour l'Eglise, et elle avait l'espoir que les princes temporels donneraient à celle-ci des hommes qui, réellement, se souviendraient de leur vocation épiscopale. Quoique cette attente ait été quelquefois remplie, nous savons cependant tous que ces nominations d'évêques entraînaient de très grands inconvénients; nous savons que les investitures ont été l'occasion des plus graves et des plus pénibles complications. Aujourd'hui l'état des choses est tout à fait différent. La plupart des princes, d'après les règles du droit et de la vie publique, sont dépouillés d'une grande partie de leur pouvoir, qui a été dévolu à des hommes constitués en dignité et qui sont chargés de l'exécution des lois et de l'administration publique, sous le nom de ministre. On les élit sans avoir égard à leur foi, à leur religion, à leur piété, si bien que les ministres, même dans des Etats catholiques, sont quelquefois hostiles et mal intentionnés à l'égard de l'Eglise et des choses saintes. La question est de savoir si, en de pareilles conjonctures, l'Eglise catholique presque tout entière rassemblée au Concile du Vatican, peut laisser entre les mains des princes un droit si important et si intimement lié à la liberté et à la prospérité de l'Eglise. A ce danger s'en ajoute un autre, illustres présidents et vénérables Pères; nous, prêtres, nous aussi nous sommes hommes et rien de ce qui est humain ne nous est étranger. Oui, nous, dans le sanctuaire même, nous sommes quelquefois attaqués et tentés par celui qui n'a pas laissé d'attaquer et de tenter même le Seigneur; il y a danger que les prêtres, ambitieux de monter, ne regardent pas avec mépris les vanités et les dignités de ce monde, mais les désirent avec ardeur et vendent leur conscience, leur vocation et leur état, afin de s'élever.

» Autrefois l'Eglise, à fort juste titre, punissait très sévè-

rement ceux qui brûlaient de l'encens à des idoles vaines et inanimées; je crois qu'ils nuisent plus à l'Eglise de Dieu et qu'ils méritent, par conséquent, un plus grand châtiment, ceux qui offrent de l'encens, non à des idoles vaines et sans vie, mais à des idoles vivantes, à des idoles très hostiles à l'Eglise, et qui, méprisables, se prosternent dans la poussière devant toute opinion maîtresse et passagère, dans le seul but de monter plus haut.

» Le concile du Vatican doit opposer une digue à ce mal, car s'il s'introduit dans l'Eglise, c'est une peste qui envahira le corps tout entier comme un chancre et le dévorera. Je suis donc d'avis que l'Eglise revienne aussitôt que possible à son antique discipline, que l'autorité des conciles provinciaux s'accroisse et qu'ils exercent sur le choix des évêques une influence qui puisse détourner de l'Eglise tous ces dangers. Il est vrai, j'en conviens, la chose est délicate et pleine de difficultés, mais je pense aussi que le Concile du Vatican n'est pas rassemblé pour s'occuper de petits détails et d'abus faciles à déraciner, mais qu'il est de son devoir de traiter les questions les plus difficiles, et de donner aux maux et aux dangers extraordinaires les remèdes convenables.

» La difficulté est grande dans cette question, car il s'agit d'un droit acquis aux princes et d'un droit que pendant le cours de plusieurs siècles, ils ont détenu dans une tranquille possession. Je le dis ouvertement, je ne suis pas de ceux qui veulent établir un mur de séparation entre le pouvoir civil et l'Eglise, et je n'approuve pas non plus leurs efforts; car plus le pouvoir civil est faible, plus il a besoin du concours, de l'aide et de la sollicitude de l'Eglise; aussi le Maître lui-même s'est-il montré plein de condescendance à l'égard des pécheurs et il a dit en pareilles circonstances: ce ne sont pas ceux qui sont bien portants qui ont besoin du médecin, mais ceux qui sont malades; c'est pourquoi je crois que si les conciles provinciaux ont le droit de désigner trois candi-

dats reconnus pour être des hommes selon le cœur de Dieu, on pourrait alors accorder aux princes le droit d'en élire un des trois. Je trouve quelque chose d'analogue dans la convention qui a été faite entre le Saint-Siège et l'empereur-roi d'Autriche-Hongrie, / avec le concours du cardinal-archevêque de Vienne, très méritant et digne de tout éloge, dans laquelle, entre autres choses, il est stipulé que l'empereur et roi prendra, avant la nomination des évêques, le conseil de tous les évêques de la province. Ce que je propose c'est de suivre un ordre inverse à celui de cette convention. Quoiqu'il en advienne, je fais cette seule proposition. Mais il est pour moi hors de doute que le concile du Vatican doit avant tout s'occuper de cette affaire très importante et chercher un moyen de donner à l'Eglise des évêques selon le cœur de Dieu, des évêques de volonté ferme et inébranlable.

» Et si, comme je le désire, le concile du Vatican s'élève plus haut et prend ses inspirations aux sources les plus élevées, nous trouverons, je crois, des princes plus disposés à céder quelque chose de leur droit, car ils seront alors assurés qu'au concile du Vatican il n'a pas été question (comme on pourrait le dire au dehors) de les dépouiller de leur droit, mais qu'on s'est occupé de la réforme et du bien de l'Eglise, ce qui doit contribuer aussi au bien et à l'utilité de la société civile. Croyez-moi, vénérés Pères, dans ce trouble et cette instabilité qui menace chaque nation de la ruine et de la mort, c'est surtout un remède que la société civile attend de notre Sainte Mère l'Eglise, de son influence morale, elle qui, bâtie sur le roc, reste forte, durable, impérissable au milieu des ruines; la société chancelante attend de son influence cette consistance, cette stabilité et cette universelle fermeté, sans laquelle aucune société ne peut vivre ni progresser. (1) »

(1) *Acta*, etc., p. 346 sq.

Ainsi parla l'éloquent évêque de Diakovar. Nous apprenons en même temps par son discours, comment les Pères pouvaient faire des propositions au concile directement devant la congrégation générale. De la nomination aux sièges épiscopaux, il n'était pas question dans le schéma; mais de même que ce schéma offrit alors l'occasion d'apporter des projets sur ce point, les autres schémas offrirent aussi l'occasion d'exprimer des projets sur d'autres, peut-être sur tous les sujets qu'on avait à cœur.

Parmi les Pères, les avis furent partagés sur la décision à prendre relativement au devoir de la résidence. Tandis que NN. SS. les archevêques Simor (1), Darboy (2) et Melchers (3), croyaient qu'on pouvait n'en pas parler, parce qu'il était bien observé et que les circonstances n'exposaient plus comme au temps du Concile de Trente, au danger de la négligence, NN. SS. les évêques de Dreux-Brézé (4), Pace (5) et Faict (6), parlèrent en faveur de son maintien. Manifestement les premiers n'avaient pas bien considéré une remarque de l'auteur du schéma; car d'après lui ce n'était pas l'abandon de la résidence ou le danger de la négliger qui avaient été l'occasion du décret, mais la vraie cause, était que les décisions relatives à la résidence n'étaient pas claires et offraient matière à des controverses (7).

(1) *Nescio, R^m Patres, an opus fuerit tam longo capite de residentia episcoporum pertractare. In decimum tertium annum porto munus episcopale, sed mihi notius non fuit episcopus qui non resideret. Pridem praeterlapsa sunt ea tempora, R^m Patres, quando episcopi non residebant; cessaverunt jam illae causae ob quas non residebant. Non sunt amplius episcopi belli duces, non sunt amplius episcopi provinciarum gubernatores, et ut dicam, quod lego in Concilio Tridentino in eodem ipso capite, non amplius vagantur episcopi per curias. Acta, etc., p. 204.*

(2) *Acta*, etc., p. 252.

(3) *Ibid.*, p. 255.

(4) *Ibid.*, p. 301.

(5) *Ibid.*, p. 307.

(6) *Ibid.*, p. 365.

(7) *Schema. Adnotationes. C. V, p. 647 b.*

Plusieurs exprimèrent le vœu que les quatre motifs d'excuse allégués par le Concile de Trente (1) eussent une place (2) dans le décret du Vatican; et M^{sr} Simor, d'autre part, contesta le fait avancé plus haut (3), que les évêques ne prenaient plus part à des réunions politiques (4).

Comme le schéma défendait de nommer plus de deux ou trois vicaires généraux, quelques évêques français (5) estimèrent que, vu la grandeur de certains diocèses, ce nombre ne suffisait pas. On ne voulut pas non plus facilement renoncer au droit de nommer des vicaires généraux hono-
raires. //

Nous passons sous silence les remarques faites sur la « *visitatio canonica* » et la « *visitatio sacrorum liminum* », et nous arrivons aux synodes. Dans le schéma, on renouvelait le décret du Concile de Trente sur les synodes diocésains. On fixait la périodicité des synodes à trois ans : ce que les Pères accueillirent avec joie. D'après le décret du Concile de Trente, tous les prêtres qui avaient charge d'âmes dans une église, même s'ils n'avaient qu'une annexe, devaient venir au synode. On comprend facilement qu'une pareille détermination fut changée. M^{sr} le patriarche Ballerini souhaitait voir ainsi limiter le nombre des membres du synode : les évêques des diocèses dont les paroisses comptaient en moyenne plus de quatre cents âmes, devaient n'appeler, outre les prêtres

(1) Cf. plus haut, p. 203.

(2) M^{sr} Simor, *Acta*, etc., p. 204 sq.; M^{sr} Caixal y Estrade, *Acta*, etc., p. 222; M^{sr} de Dreux-Brézé, *Acta*, etc., p. 301; Pace, *Acta*, etc., p. 307.

(3) C. V. 647 b. Cf. plus haut, p. 203.

(4) *Nos episcopi Hungariae in comitiis sedebamus ab 860 vel 870 annis, et quantum scio, episcopi Austriae sedent in comitiis imperialibus; quantum scio, EE. DD. Cardinales Galliae sunt nati membra senatus imperialis; archiepiscopi Barariae et unus episcopus ex Bavaria sedent in comitiis regni Bavariae; idipsum obtinet in magno ducatu Budensi, in magno ducatu Hassiae, in regno Wurtemberg, quod ibi episcopi sunt membra comitiarum : saepe propter evidentem utilitatem adesse debent illis comitiis.* *Acta*, etc., p. 205.

(5) Ainsi M^{sr} Darboy (*Acta*, etc., p. 253); M^{sr} Dupanloup (ibid. p. 294); M^{sr} Dabert (ibid. p. 323 sqq.)

de la résidence épiscopale, que les doyens, les chapitres des églises collégiales et les deux curés ou recteurs les plus anciens en charge dans chaque décanat (1). M^{sr} Simor s'étendit surtout sur la difficulté d'appeler tous les curés : « Est-ce que tous les curés peuvent être absents de leur paroisse six, sept ou huit jours ? dit-il. Dans mon diocèse, il leur faut deux jours au moins de voyage pour arriver à la ville épiscopale et deux jours pour le retour et, si le synode dure trois jours, le curé est absent six jours de sa paroisse. Le patriarche d'Alexandrie a demandé de ne pas convoquer les curés qui auraient un troupeau de plus de quatre cents âmes ; alors, je ne pourrais appeler aucun curé au synode diocésain, car je n'ai pas de curé qui n'ait une paroisse d'au moins huit cents, mille ou quinze cents âmes. Le patriarche a pourtant indiqué comment on pourrait remédier à cet état. Nous savons tous comment le Saint-Père, sur sa prière, a accordé à l'évêque décédé de Liège, de tenir, avec ses seuls doyens, un synode diocésain ayant plein pouvoir, et à nous, en Autriche, il nous a aussi promis une permission semblable ; c'est bien, mais je désire que dans le concile oecuménique on établisse comme règle : qu'on appelle au synode diocésain tous les doyens, plus un autre curé du district élu par les autres prêtres » (2). Une proposition analogue à celle-ci fut faite par M^{sr} Zwerger (3). //

Plusieurs Pères ayant demandé pourquoi les prescriptions du Concile de Trente sur la tenue des synodes diocésains ou provinciaux, étaient si mal observées, M^{sr} Gastaldi montra que la faute revenait en partie aux gouvernements (4). M^{sr} Melchers rejette cette faute sur la difficulté de garder la

(1) *Acta*, etc., p. 200.

(2) *Ibid.* p. 207.

(3) *Ibid.* p. 372.

(4) *Ibid.*, p. 381.

forme prescrite et en demande la simplification (1). C'est également le vœu de M^{sr} Ketteler, qui attache une grande importance à la tenue régulière des conciles (2). M^{sr} Lachat, évêque de Bâle, dit que, en Suisse, il ne peut se tenir aucun concile provincial, parce qu'il n'y a aucun siège métropolitain et qu'il ne convient pas d'autre part au but voulu par la tenue des synodes provinciaux que les évêques de ce pays se réunissent à l'étranger avec d'autres évêques. Il prie donc le concile du Vatican, tout en maintenant la loi générale, de formuler des décisions qui permettent à la Suisse de tenir des conciles provinciaux (3).

Outre les raisons déjà indiquées, un autre motif pour lequel les conciles provinciaux ne sont pas tenus régulièrement, c'est, dit M^{sr} Dupanloup, le retard dans l'approbation à Rome. Un concile de Saint-Charles a été approuvé quatre ans après avoir été célébré; un autre, celui de Barthé-

(1) *Quare synodorum provincialium et dioecesarum usus tantopere in oblivionem, in intermissionem venit? Quare? Quia illa forma, illa methodus, quae hucusque celebrandis istis synodis erat praescripta, difficultatum est plena, solennitatum et formarum est plena, quae absterrent episcopos et clerum a celebrandis synodis. Si licet synodos simpliciori modo celebrare, tunc certe non solum dioecesanæ sed etiam provinciales synodi libenter ab episcopis et clero in praxim denuo reducentur. Nam quid magis episcopali voluntati, episcopalibus indigentis magis satisfacere potest, quam cum clero suae dioecesis, et cum de metropolitans sermo est, cum episcopis suae provinciae saepius convenire et cum iis deliberare, quidquid ad utilitatem ecclesiae, quidquid ad bene administrandum munus episcopale pertinet? Igitur peto humillime ut permittatur, tam synodum provincialem, quam dioecesanam sine tali difficili forma celebrare, et ut non amplius requiratur, quod in synodo dioecesana vocentur omnes illi, qui hucusque jus habuerant ad synodum convocari. Jam dictum est, sufficere ut praeter canonicos capituli et clerum civitatis dioecesanæ vel cathedralis ex singulis decanatibus decanus et praeter decanum alter etiam parochus a caeteris parochis eligendus advocetur; iisque consiliis omnino me consentire fateor. — Acta, etc. p. 256.*

(2) *Puto optimum remedium ad sananda omnia vulnera, quae ob fragilitatem humanam certe infliguntur disciplinae ecclesiasticae, fore si sancta Synodus Vaticana totum negotium celebrandi synodos tum provinciales, tum dioecesanæ verbis et praecceptis etiam efficacibus tractaret, ut istae synodi per totam Ecclesiam non semel tantum vel iterum, sed regulariter celebrarentur. Ut hoc obtineatur, mihi imprimis necessarium esse videtur, ut ordo et methodus celebrandi synodos in pontificali romano praescriptus revisioni subiciatur, et alius ordo praescribatur faciliior et temporum necessitatibus magis accommodatus, — Acta, etc. p. 272 sq.*

(3) *Acta, etc., p. 375 sq.*

lémy-des-Martyrs, cinq ans après sa clôture (1). M^{sr} Dupanloup voudrait surtout que le schéma ne parle point de la nécessité d'une approbation : « Je n'ai rien contre elle, dit-il, mais je demande instamment que la liberté des conciles provinciaux ne soit en aucune façon ébranlée, que la Congrégation ne siège jamais à la place des évêques, qu'elle tienne compte, oui, qu'elle tienne grand compte des qualités, du caractère, des habitudes et des besoins qui, sur bien des points, sont différents pour les différents peuples. Qu'avant tout l'on se garde tout à fait d'ajouter aux décrets quelque point sur lequel les Pères n'auraient pas délibéré; qu'au moins ils ne soient jamais obligés de publier des décrets qui ne sont pas les leurs. Certainement, il faut maintenir au pape comme un droit sacré et inébranlable son droit souverain de prescrire quelque chose lorsqu'il croira le devoir faire; mais autre chose est que le pape, de sa propre et entière autorité, ordonne et prescrive, autre chose, comme il est arrivé chez nous, que le concile provincial semble avoir décrété ce qu'en réalité il n'a pas décidé, car alors les signatures des évêques sont apocryphes (2). » M^{sr} Strossmayer fut tout à fait du même avis que M^{sr} Dupanloup, mais il ne parla pas seulement du droit du pape d'approuver les conciles provinciaux, il appuya sur la nécessité de cette approbation (3).

Plusieurs évêques de France avaient déjà, dans leur commune requête au concile, demandé que le concile prohibât d'ajouter aux décrets des conciles provinciaux quelque chose qui n'aurait pas été discuté par les Pères. Ils demandèrent, en outre, qu'on permit aux membres du concile provincial de publier seuls, et sans les autres, les décrets du concile provincial exempts de correction ou d'addition (4).

(1) *Acta*, etc., p. 290.

(2) *Acta*, etc., p. 290 sq.

(3) *Ibid.* p. 355.

(4) *C. V.* 839 c. — Cf. tome I^{er}, p. 532.

Il est certain que les Pères pouvaient faire de pareilles propositions, et il est tout à fait possible qu'il y ait eu dans l'approbation des conciles provinciaux des inconvénients comme ceux qui ont été signalés. Mais nous croyons que, pour les faire disparaître, la proposition déjà faite par M^{sr} Melchers aurait pu suffire : « Dans ce chapitre (V^e) avait-il dit, il est prescrit aux métropolitains d'envoyer au Saint-Siège tous les actes et décrets du concile provincial, // afin qu'ils soient examinés et approuvés avant leur publication. Sans doute, ce décret est très sage et plaît à tous. Mais comme il est quelquefois arrivé que les actes et décrets d'un concile provincial soient retournés, changés et augmentés, je demande humblement de régler que les décrets d'un concile provincial ne seront ni changés ni augmentés, avant entente avec les métropolitains sur les additions et les changements (1). »

M^{sr} Moreyra, évêque de Guamanga ou Ayacucho, au Pérou, introduisit les Pères, à la quatorzième congrégation générale, dans un tout autre monde, et il leur expliqua les difficultés qu'il rencontrait dans son diocèse pour la tenue des synodes et les visites diocésaines, difficultés telles qu'on ne les aurait pas soupçonnées. « Si un autre orateur, dit-il, a parlé de difficultés très grandes contre la tenue des synodes parce qu'il y avait dans son diocèse des paroisses éloignées de la ville épiscopale de plus de trois jours de marche, que puis-je dire, moi qui ai des paroisses éloignées de plus de quinze ou vingt jours de voyage, non en bateau à vapeur et en chemin de fer, mais à cheval et à pied, dans les montagnes, à travers les fleuves, les précipices, au milieu de neiges et de pluies continuelles, au milieu du tonnerre et des éclairs, et souvent même au péril de la vie. Mon diocèse compte quatre-vingt-dix-neuf paroisses, disséminées dans onze provinces (civiles), et pour la visite d'une seule pro-

(1) *Acta*, etc., p. 256.

vince, j'ai, l'année dernière, parcouru au moins 600 milles. Chaque paroisse a quelques églises vice-paroissiales qui sont éloignées ordinairement de quelques milles de l'église paroissiale, parfois même, comme dans cette province dont je parlais, de 72 milles. Du nombre des fidèles, je ne dirai qu'un mot : j'ai donné le Sacrement de Confirmation à 50,000 diocésains dans la visite de douze paroisses seulement. Par ce seul exemple, on peut apprendre à connaître tous les autres diocèses de notre province ecclésiastique et, plus ou moins, tous les diocèses du sud de l'Amérique. De plus, le nombre des prêtres est si petit, qu'il serait impossible, pendant le synode, d'assurer suffisamment le ministère des âmes. Comment, au milieu de ces difficultés innombrables, pouvons-nous tenir des synodes diocésains (1)? » Le gouvernement, continue l'évêque, nous prépare de plus grandes difficultés encore. // Les lois prescrivent qu'un plénipotentiaire du gouvernement prenne part au synode et demandent pour lui le droit de manifester ses vues. Les évêques sont obligés de soumettre les décrets du synode à l'approbation du gouvernement. S'ils obéissent à ces règlements, ils abandonnent la liberté de l'Eglise. S'ils ne le font pas, ils sont regardés et punis comme des révoltés, et ainsi l'observation des lois synodales est frappée d'amende. Que faire donc ? Eh bien, que le concile du Vatican fasse un décret ; et les prêtres l'exécuteront, même au péril de leur vie. Tout ce qui a été dit s'appliquait également aux conciles provinciaux (2).

A l'occasion du débat sur les synodes provinciaux et diocésains, M^{gr} Dupanloup (3) demanda aussi une décision sur la tenue des conciles pléniers, demande dont M^{gr} Gastaldi se montra chaud partisan. En dehors des synodes provinciaux

(1) *Acta*, etc., p. 327 sq.

(2) *Ibid.*, p. 328.

(3) *Ibid.*, p. 291.

et diocésains, dit ce dernier (1), il faudrait établir aussi des conciles nationaux, comme on le faisait dans les premiers temps de l'Eglise, par exemple en Afrique, et comme on le fit plus tard dans les Etats-Unis de l'Amérique. De nos jours ces synodes me paraissent fort nécessaires pour que tous les évêques qui vivent sous un même gouvernement civil puissent arrêter une ligne de conduite commune à tous dans leurs relations avec le pouvoir civil. Si une partie des évêques prend une décision qui déplaît particulièrement aux princes ou au gouvernement, pendant que l'autre partie des évêques de la même nation se tait, le gouvernement pense que ce qui a été décidé par les premiers n'est pas une détermination dictée par la conscience, suivant les lois divines et ecclésiastiques, mais inspirée par des préoccupations particulières. Il me paraît donc très utile que, de temps en temps, tous les évêques vivant sous les mêmes lois se réunissent et, sous la présidence du patriarche ou du primat ou, s'il n'y en a pas, d'un archevêque nommé par le Pape ou d'un légat du Saint-Siège, prennent des décisions qui aient force de loi pour toute la nation et pour tous les évêques réunis.

Enfin, M^{gr} Strossmayer exprima le vœu qu'on déterminât la périodicité des conciles œcuméniques. Leur nécessité et leur utilité ont clairement apparu par la convocation du concile du Vatican, salué de toutes parts avec une si grande allégresse par les fidèles enfants de l'Eglise. // Les nombreux moyens de communication de notre temps en facilitent la réunion. De plus, il est dans l'esprit du temps que, chez les peuples plus civilisés, les plus importantes questions communes soient traitées en commun. Aussi déjà Pie IV avait-il chargé les légats au concile de Trente de régler, si cela répondait aux vœux des Pères, que tous les vingt ans on réuni-

(1) Ibid., p. 382.

rait un concile. Le concile de Constance, dans la 39^e session, qui communément est regardée comme régulière, a décidé que les conciles généraux auraient lieu tous les dix ans. L'orateur propose donc d'adopter la pensée de Pie IV et de décider que tous les vingt ans un concile œcuménique serait convoqué (1).

A l'époque où avaient lieu les débats dont nous nous occupons, parurent les pétitions pour et contre la définition de l'infailibilité du Pape; cette question nous l'avons dit, divisait de plus en plus les Pères en deux parties inégales, déjà dessinées dès l'abord. A quelques expressions des orateurs, on croit sentir la disposition passionnée que soulevait cette question. Cela se voit clairement, entre autres, dans le discours de M^{gr} Darboy, archevêque de Paris, à la 12^e congrégation générale (2). Dans tous son discours apparaît le mécontentement contre la marche du concile, et lorsqu'il parle du schéma, il paraît prendre plaisir à montrer à ses auteurs, de la manière la plus ouverte, combien peu il estime leur travail.

Dès le début, il s'en prend, d'un ton incisif, à M^{gr} Demartis, évêque de Galtelli-Nuoro, en Sardaigne. Ce dernier avait, dans la 11^e congrégation générale, porté un jugement très défavorable sur les vicaires capitulaires et même sur les chapitres, en particulier sur le chapitre de Paris du commencement du siècle qui attribuait aux chapitres le droit de nommer un vicaire malgré l'opposition du Pape, et déclarait vouloir défendre jusqu'au dernier soupir les quatre articles gallicans de 1682, condamnés par plusieurs Papes (3). M^{gr} Darboy ne veut pas attaquer l'avis de M^{gr} Demartis au sujet des chapitres, mais l'évêque avait mal choisi son exemple. Les vicaires généraux qu'il blâmait avaient virilement souffert l'exil et la pauvreté pour la foi catholique, l'un d'eux

(1) *Acta*, etc., p. 349 sq.

(2) *Ibid.*, p. 247 sq.

(3) *Ibid.*, p. 231.

même avait été emprisonné à cause de son obéissance au Pape, et plus tard, élevé à la dignité d'évêque et de cardinal, il s'était montré digne de ces charges. // Les évêques de France, au nombre de 135, avaient, excepté quatre, supporté, dans la persécution du commencement du siècle, l'exil, la prison, d'autres peines et même la mort, ainsi que plusieurs membres de leur clergé; tandis qu'au XVI^e siècle, dans d'autres pays, un grand nombre d'évêques bien qu'ils n'acceptassent pas les enseignements qu'on reproche aux évêques français et qu'ils fussent choisis communément par le Siège apostolique avaient suivi les Réformateurs. « Que le vénéré prélat, remarque amèrement l'orateur, lise plus attentivement l'histoire et, s'il ne veut pas vénérer les illustres ossements de nos ancêtres, au moins qu'il ne vienne pas les exhumer et les détruire sans égard, mais qu'il les laisse dormir en paix (1) ».

Avant d'entrer dans quelques points particuliers du schéma, M^{GR} Darboy se plaint, en général, de la manière dont marche le concile : « Déjà depuis quarante jours nous consacrons notre temps à quelques questions proposées sans ordre et sans lien, qui sans aucun doute eussent été traitées avec plus de facilité et de succès si l'on avait eu devant les yeux le but et la fin du concile, l'ordre des matières à discuter, le genre et la suite de tout l'enseignement, et au moins une formule abrégée de tous les décrets réunis » (2). « J'aurais désiré une exposition claire et complète des maux dont la société humaine souffre et une description simple et franche des remèdes avec lesquels on croit la guérir, afin que notre esprit fût éclairé et notre volonté fortifiée pendant que nous aurions ces sujets sous les yeux. Des principes ainsi exposés seraient sorties des conclusions, réponse toute trouvée aux

(1) Ibid., p. 247.

(2) Ibid., p. 248.

doutes particuliers et aux questions plus faciles. Nous marchons dans l'obscurité à travers cette forêt de questions particulières et ces opinions d'école incertaines et peu fondées. Nous disputons sérieusement sur des questions dont s'occupe tout canoniste, par exemple sur la grandeur de l'amende qu'on peut imposer aux évêques; tête baissée nous nous jetons dans je ne sais quelles choses puériles, et nous nous obstinons à nous épuiser là-dessus. (1) »

Cette dernière parole n'est vraiment pas sérieuse. C'est vrai, le concile s'occupe de choses dont s'occupe un canoniste vulgaire, // mais le concile s'en occupe avec le pouvoir de faire des lois et porte des décisions ayant force de loi, tandis que le canoniste ne fait que les étudier et les enseigner.

Qu'on n'ait pas proposé au concile dès le début tous les sujets qui devaient venir dans la discussion, c'était dans les cercles dont M^{gr} Darboy était un des chefs, une plainte générale. Nous l'avons déjà compris par le discours de M^{gr} Haynald (2); et dans une supplique que plusieurs évêques, entre autres NN. SS. Darboy et Haynald, avaient adressée au pape, on exprimait, comme nous l'avons vu, la demande que tous les sujets proposés au concile puissent être en une fois livrés aux Pères (3). En théorie, cela paraissait tout à fait bien, et la haute dignité d'une pareille assemblée semblait demander que les sujets de la délibération ne fussent pas proposés par morceaux. Mais chaque projet n'était pas simplement un fragment, chacun constituait au contraire un tout complet et séparé. D'autre part, il était impossible de présenter tous les travaux préparatoires avec leur perfection définitive, et cela eût-il été possible que ce n'était pas chose à faire, parce que à en croire l'expérience, le secret était très mal gardé (4).

(1) *Acta*, etc., p. 249.

(2) Plus haut, p. 136.

(3) *C. V.*, p. 919 b. — Voir plus haut p. 69.

(4) Voir ci-dessus} p. 199 sq.

Si on les avait communiqués, tous les journalistes auraient déjà avant le concile du Vatican décidé toutes les questions, et auraient causé dans le peuple chrétien le plus funeste désordre.

L'archevêque de Paris en vint seulement alors au schéma même. Le titre « Des évêques » lui parut trop vaste, le contenu du schéma n'y répondait pas, on y parlait seulement des devoirs et non des droits des évêques ; les devoirs étaient mentionnés d'une manière tout à fait incomplète. (1) « Comment ? dit-il, garder la résidence, visiter le diocèse et se rendre *ad sacra limina*, assister aux conciles et aux synodes, voilà en quoi consiste toute l'activité épiscopale ? Je m'étonne que l'auteur du schéma se soit formé une pareille idée des devoirs de l'évêque et les ait ainsi proposés à cette vénérable assemblée. Mais tous, nous les connaissons mieux et nous faisons plus. Parce que les évêques s'efforcent de ramener et de maintenir le monde sous la loi du Christ, et parce que leurs forces, vu la faiblesse humaine, ne suffisent pas à cette œuvre, ils sont désireux d'apprendre comment ils pourront atteindre ce but. Ainsi, comment devant les mœurs des temps et des lieux, l'organisation et les tendances des peuples, // la liberté désordonnée, et cette puissance qui nous conduit tous, je veux dire l'opinion, qui chaque jour par les journaux parcourt le globe comme sur des ailes et l'enserme, comment des évêques adonnés de tout cœur à leur devoir surmonteront tout cela et le mettront à profit pour le salut des âmes... cela l'auteur du schéma l'omet, comme s'il avait considéré les choses humaines d'une profonde caverne ou d'une tente. Je reconnais que l'auteur, dans le 1^{er} chapitre, ne passe pas tout à fait sous silence les rapports des évêques avec les princes et les personnes constituées en dignité, mais avec quelle maladresse il touche à cette question ! avec quelle

(1) *Acta*, etc., p. 249 sqq.

ignorance ! avec quelle négligence dans l'expression ! » Ainsi parla M^{sr} Darboy.

Cette amère remarque que l'auteur du schéma s'était formé une idée d'ensemble des devoirs d'un évêque par l'énumération de trois devoirs, était d'autant moins fondée que l'auteur lui-même dans les notes jointes au texte disait ne pouvoir traiter de toutes les obligations des évêques (1). Mais il y avait des motifs particuliers de s'occuper de ces trois devoirs.

M^{sr} Darboy blâma encore quelques points particuliers et finit par ces deux projets : 1. Communiquer aux Pères tous les schémas qui ont trait aux droits et aux devoirs des évêques et surtout ceux qui concernent la hiérarchie. 2. Donner à reviser à la Députation des affaires disciplinaires le schéma sur les évêques (2).

Pour terminer, faisons encore remarquer que les mots par lesquels à la fin du 1^{er} chapitre du schéma sur les évêques, on avertissait, d'un côté, les évêques de prêcher l'obéissance aux puissances séculières, et d'autre part, on adressait aux princes et aux grands la prière de protéger la personne et l'autorité des évêques, trouvèrent chez les Pères un jugement très différent. Tandis que M^{sr} Spaccapietra, archevêque de Smyrne, désirait qu'en un temps où les princes viennent et s'en vont comme des météores, on insistât davantage sur le devoir des évêques d'appuyer l'autorité des princes temporels, et qu'on proposât explicitement ce devoir en un autre endroit (3), M^{sr} Darboy, archevêque de Paris, parla avec mépris de cette partie du schéma. L'auteur lui paraît être un théologien de cour qui regarde la religion comme une institution d'empire dont le but serait d'assurer aux princes la tranquille possession de leurs provinces. D'après lui, il serait mieux

(1) *C. V.*, p. 645 d. sq.

(2) *Acta*, etc., p. 254.

(3) *Ibid.*, p. 245 sq.

de ne pas demander la protection des princes // et de ne pas leur offrir discrètement l'action des évêques (1). M^{sr} Simor, archevêque de Gran, trouve très belle la supplique adressée aux princes pour solliciter leur appui, mais il croit que la puissance des princes ne s'étend pas si loin; il désire que le Saint-Père donne ses instructions au peuple catholique et l'exhorte à montrer encore dans l'avenir le respect et l'obéissance qu'il a coutume de montrer à ses évêques (2). M^{sr} Strossmayer regarde comme aussi inutile que dangereux de demander l'appui des princes. Dangereux, parce que souvent la protection des princes s'est changée en un esclavage très humiliant; inutile, parce que les princes ne jouissent plus de la même puissance qu'autrefois. Sa protection, l'Eglise la trouve aujourd'hui dans le droit public et dans les libertés publiques des peuples (3). Enfin M^{sr} Faict, évêque de Bruges, salue avec joie deux passages du schéma : « *Nonne inter medias tempestates aetatis nostrae expedire vobis videtur, Rev^{mi} Patres, ut saltem Ecclesia Catholica ea omni solemnitate sua neque pro istis tantum temporibus, sed pro temporibus etiam postea futuris, proclamare, et iterum declarare, et prudenter et efficaciter affirmare possit illa ipsa Christi : Reddite quae sunt Caesaris Caesari (4), et illa apostoli Pauli : Omnis potestas a Deo est, et qui potestati resistit, Dei ordinationi resistit (5)? Numquid vera obligatio catholicorum non est, ut vocem suam conjungant voci intrepidi Pontificis nostri, ut saltem semel in hoc Vaticano Concilio hanc evangelicam veritatem proclamare audeant? An ab altera parte principes, praesertim christiani, a communi patre suo aequae nostro prudenter requiri nequeunt ad operam, quae est Ecclesiae, quae est Christi, quae est Dei, non impediendam,*

(1) *Acta*, etc., p. 251 sq.

(2) *Ibid.*, p. 203.

(3) *Ibid.*, p. 345 sq.

(4) Luc 20, 25

(5) Rom. 13, 1 sq.

sed pro viribus suis et rerum adjunctis operam illam divinam nostram nobiscum promovendam? Quo magis paragra-phos illas capituli I considero, ac apud meipsum perpendo, tantum pluris ipsas facio : et vel ex hoc auctoribus schematum ex toto corde congratulor (1). »

Dans la 15^e congrégation générale parlèrent les derniers Pères qui s'étaient inscrits pour prendre la parole ; puis les deux schémas furent aussitôt transmis pour la revision à la Députation de la discipline (2). Le second revint plus tard, corrigé, devant la congrégation générale, avant l'ajournement du concile. Le premier n'eut plus le temps d'être proposé.



(1) *Acta*, etc., p. 364 sq.

2) *Ibid*, p. 392.

CHAPITRE XIII.

Le schéma DE VITA ET HONESTATE CLERICORUM.

Discussion du schéma.

Le schéma *de vita et honestate clericorum* (1) fut donné aux Pères, avec les annotations des théologiens, dans la 10^e congrégation générale, le 14 janvier (2). Quand on eut terminé, dans la 16^e congrégation générale, le 25 janvier, la discussion sur les évêques et sur la vacance des sièges épiscopaux, on commença aussitôt la discussion du nouveau schéma.

Il se compose seulement de trois petits chapitres. Après un avertissement donné aux prêtres d'éviter tout ce qui ne convient pas à leur état et d'être un modèle pour tous les fidèles par leurs paroles et par leur manière de vivre, par la charité, la foi et la chasteté, on leur recommande l'observation des règlements qui les concernent, en particulier ceux que le concile de Trente a laissés. Le décret ne veut, suivant la première remarque, que les étendre à quelques points (3). En voici les principaux :

Les clercs doivent se tenir éloignés des divertissements et

(1) *C. V.*, p. 659 b. sq.

(2) *Ibid.*, p. 749 a.

(3) *Ibid.*, p. 661 a.

plaisirs mondains, et avoir à cœur de travailler assidûment dans la vigne du Seigneur. Leur vêtement ne doit offenser ni par le luxe ni par la malpropreté.// Le port de la soutane n'est pas imposé par le schéma; on se conformera pour les habits aux ordonnances des évêques. La tonsure est obligatoire; l'assistance aux théâtres défendue; et l'on met en garde contre l'intempérance, l'orgueil, la cupidité et l'avarice. On doit séparer avec soin les biens d'église des biens propres et ne pas laisser aux parents ou héritiers les revenus des premiers. On recommande les lois de l'Eglise sur les affaires séculières, en particulier sur le commerce des clercs on recommande d'une manière spéciale et instante les décrets de Benoît XIV et de Clément XIII.

Les clercs qui ont reçu les ordres majeurs, à quelque rite ou à quelque nation qu'ils appartiennent, sont obligés de réciter le bréviaire; ils y sont tenus, même s'ils n'ont pas de bénéfice. Comme l'enseignement de l'Eglise a été confié aux seuls évêques dans la personne des apôtres, les prêtres ne doivent donner aucune instruction religieuse sans la permission de l'évêque, dans les écoles qui ne dépendent pas immédiatement du Saint-Siège. Les évêques doivent veiller à ce que les prêtres, surtout les curés et les confesseurs, fassent les exercices spirituels au moins tous les trois ou quatre ans pour se renouveler dans la vie spirituelle. Pour ceux à qui la faiblesse de l'âge ou la maladie ne permettent plus les travaux du ministère des âmes, les évêques, dans leurs diocèses respectifs ou dans leur province, doivent fonder un hôpital, ou veiller du moins à ce que ceux qui ont fidèlement servi l'Eglise soient entretenus d'une manière convenable et digne. Si un prêtre, oublieux de sa haute dignité, pèche contre la sainte vertu et vit dans un honteux concubinage, ou donne lieu au soupçon d'avoir dans sa maison une personne du sexe ou de vivre avec elle, que les châtiments déterminés par le concile de Trente lui soient appliqués, même sans observer

les formes du jugement. Cependant, le schéma prescrit aux évêques de rassembler les preuves extra-judiciaires et de les garder chez eux avec soin et prudence. On ne doit pas négliger non plus les avertissements prescrits par le concile de Trente, et, même si on ne procède pas rigoureusement suivant les formes judiciaires, on peut faire ces monitions par écrit ou devant témoins, mais de sorte qu'il en soit toujours conservé un exemplaire à la curie épiscopale.

Le schéma était de beaucoup plus petite étendue que les deux schémas disciplinaires discutés précédemment; à peine équivalait-il au quart de ceux-ci; / le sujet, d'ailleurs, ne méritait pas plus. Cependant, on s'en occupa davantage et les orateurs furent plus nombreux. Il y eut trente-huit longs discours dans huit congrégations générales, prononcés par trente-sept Pères; dix d'entre eux étaient d'Italie et des îles (1), cinq d'Espagne (2) et de Hongrie (3), trois d'Allemagne (4) et de Mésopotamie (5), deux de France (6) et de l'Amérique du Sud (7), un de Belgique (8), d'Angleterre (9),

(1) NN. SS. Bindi, év. de Pistoie; Acciardi, év. d'Anglona; Gallucci, év. de Recanati; Demartis, év. de Galtelli Nuoro; Pedicini, arch. de Bari; Gandolfi, év. de Corneto; Gastaldi, év. de Saluces; Moreno, év. d'Ivrée; Moretti, év. d'Imola; Ghilardi, év. de Mondovi.

(2) Card. de La Lastra y Cuesta, arch. de Séville; NN. SS. Monzon y Martins, arch. de Grenade; Caixal y Estrade, év. d'Urgel; Jorda y Soler, év. de Vich; Lluch, év. de Salamanque.

(3) NN. SS. Simor, arch. de Gran; Papp-Szilágyi, év. de Grosswardein, du rite grec-roumain; Jekelfalusy, év. de Stuhlweissenbourg; Haynald, arch. de Kaloesa; Strossmayer, év. de Diakovar.

(4) NN. SS. Martin, év. de Paderborn; Melchers, arch. de Cologne; Dinkel, év. d'Augsbourg.

(5) NN. SS. Nasarian, arch. de Mardin, rite arménien (fit deux discours); Behnam Benni, arch. de Mossoul, rite syriaque; Hindi, év. de Dschesireh, rite chaldéen.

(6) NN. SS. Bravard, év. de Coutances; Lyonnet, arch. d'Albi.

(7) NN. SS. Del Valle, év. d'Huanuco (Pérou); Macedo Costa, év. de Belem de Parà (Brésil).

(8) M^r Gravez, év. de Namur.

(9) M^r Clifford, év. de Clifton.

de l'Amérique du Nord (1), des îles Canaries (2), d'Égypte (3), de Macédoine (4) et de Syrie (5). Les orateurs n'étaient pas seulement des évêques du rite latin, mais aussi du rite grec, syrien, arménien, chaldéen, maronite et grec-roumain.

Durant le cours des débats, la nature des questions fit tomber souvent le discours sur la haute dignité du prêtre, sur la sainteté de vie qui lui est nécessaire, sur sa formation scientifique. M^{sr} Simor proposa d'expliquer *ex professo* dans le schéma la dignité de l'état sacerdotal et le devoir du prêtre de mener une vie sainte (6) et sa proposition gagna l'adhésion de plusieurs des orateurs suivants. On applaudit aussi à son projet d'expliquer plus en détail les moyens de sanctification (7).

/ Le schéma n'avait indiqué que les exercices spirituels. Par égard pour les conditions diverses des différentes parties de l'Eglise, il ne proposait aux prêtres les exercices spirituels que tous les trois ou quatre ans au moins, ce que blâmèrent beaucoup de Pères. M^{sr} Vérot s'avança même jusqu'à dire que cet endroit du schéma lui paraissait être une cause de scandale, puisqu'en France il était presque partout d'usage de faire la retraite tous les ans, et que le prêtre avait besoin chaque année des exercices (8).

Comme autre excellent moyen de progrès dans la vie vraiment sacerdotale, M^{sr} Simor recommanda la vie en commun des prêtres, comme elle a été introduite au XVI^e siècle par Barthélemy Holzhauser, et rétablie en France, de nos jours après un long temps d'oubli, en particulier par les efforts de

(1) M^r Vérot, év. de Savannah.

(2) M^r Urquinaona, év. des Îles Canaries (Res. Palma).

(3) M^r Salzano, év. de Tanis.

(4) M^r Stefanopoli, arch. de Philippi, rite grec.

(5) M^r Bostani, arch. de Sur, rite maronite.

(6) *Acta*., etc., p. 401 sq.

(7) *Ibid.*, p. 402 sq.

(8) *Ibid.*, p. 415.

M^{gr} Dupanloup, évêque d'Orléans (1). La vie commune des prêtres fut encore recommandée par plusieurs autres orateurs, par exemple par M^{gr} Martin, évêque de Paderborn, qui fit remarquer que l'évêque de Munster, décédé quelques jours auparavant, avait commencé à introduire dans son diocèse la vie en commun des prêtres (2).

M^{gr} Melchers, archevêque de Cologne, dans la congrégation générale suivante, mit les Pères au courant des expériences qu'on avait faites dans le diocèse de Munster, son diocèse d'origine. Cette très recommandable institution de la vie commune avait à surmonter beaucoup d'obstacles. Elle avait été introduite à Kevelaer, douze ans auparavant, dans le diocèse de Munster. Les prêtres vivant en commun s'étaient engagés à cette vie par vœu et gardaient certaines règles communes. Des frères lais s'occupaient du service de la maison, et les revenus de chaque prêtre étaient employés à l'entretien de la Communauté. Mais l'expérience montrait qu'un très petit nombre seulement était propre à ce genre de vie. Surtout on ne trouvait que très rarement des frères lais tels qu'il les fallait. C'est pourquoi l'on modifia la règle. On arrêta que les prêtres appartenant à la communauté, s'obligeraient à une vie vraiment sacerdotale et à une certaine observation substantielle des conseils évangéliques, c'est-à-dire : ils obéiraient à leur évêque, ils promettaient d'être toujours prêts à tout entreprendre au moindre signe, ils garderaient de tout cœur et le plus soigneusement possible la chasteté ; // ils promettaient de pratiquer la pauvreté en observant parfaitement les lois de l'Eglise à ce sujet, et ils n'emploieraient les revenus de leur bénéfice ou de leur office qu'aux nécessités de leur entretien et à des œuvres pies. Le reste de leur vie serait de même déterminé par des règles :

(1) *Acta*, etc., p. 403 sq.

(2) *Ibid.*, p. 413. sq.

on assurerait un temps convenable à la méditation, à la prière, à l'étude et au bréviaire. Pour les conférences et lectures sur la pastorale et pour la vie spirituelle, ils les feraient en commun. Partout où ces prêtres le peuvent, ils vivent ensemble, ou au moins mangent ensemble si en quelque endroit les prêtres n'appartiennent pas tous à la communauté. Au reste, chacun administre ses revenus soi-même, et pour le service de la maison, ils ne sont obligés qu'à se conformer aux règlements ecclésiastiques. Cette communauté de prêtres, après le changement des règles, s'est accrue beaucoup et compte à présent deux cents membres; elle est divisée en plusieurs districts, dont les présidents invitent tous les membres à une conférence quatre fois par an. A la tête de toute la communauté se trouve un directeur qui remplace l'évêque. Il visite chaque année tous les membres et les convoque tous à des exercices communs. La communauté exerce l'influence la plus favorable sur tout le clergé du diocèse (1).

M^{sr} Nasarian, archevêque arménien de Mardin, exalta la loi du célibat ecclésiastique, telle qu'elle se pratique dans l'Eglise d'Occident. Il signala dans l'absence de cette loi une plaie de l'Eglise d'Orient. Des prêtres mariés, dit-il, s'occupent davantage de leur famille que de l'Eglise, se soucient plus de la parure de leur femme que de celle des autels et mettent plus de soin à élever leurs enfants qu'à instruire les fidèles qui leur sont confiés. Il en appelle à son expérience. Il attribue les fruits de bénédiction qui se manifestent si ouvertement dans certaines parties de l'Eglise arménienne à ce fait que leur clergé s'oblige par un vœu spécial au célibat. « Car, si le clergé reste vierge, il élève plus facilement à Dieu l'esprit et le cœur et se tient uni à Dieu; c'est

(1) *Acta*, etc., p. 451 sq.

pourquoi il cherche alors la gloire de Dieu et s'adonne avec ardeur à l'extension de la foi (1). »

Pour l'obligation de leur clergé à dire le bréviaire, il y avait parmi les Pères orientaux des vues différentes. Le schéma obligeait le clergé oriental, comme le clergé occidental, à la récitation régulière et complète de toutes les heures canoniales / . M^{sr} Papp-Szilágyi, évêque grec-roumain de Grosswardein, prétendit alors que les prêtres de l'Eglise orientale ne sont pas tenus au bréviaire quotidien et qu'ils ne sont pas en état de le réciter tous les jours, à cause de la longueur de leurs prières, comparées avec le bréviaire occidental. Les prêtres grecs-roumains ne sont obligés à réciter entièrement le bréviaire que s'ils disent la messe. Il propose donc un changement du schéma, d'après lequel le clergé de l'Eglise orientale serait obligé de réciter les heures liturgiques selon l'usage et la loi du diocèse (2). Là-dessus, M^{sr} Nasarian prétendit que les prêtres, diacres et sous-diacres de l'Eglise orientale sont obligés actuellement à la récitation du bréviaire, non pas sans doute en vertu d'une loi écrite, mais par suite d'un usage qui a force de loi. Il en appelle au bref *Eo quamvis tempore* (3), donné par Benoît XIV surtout pour les Coptes, et désire que, dans le schéma, le devoir de la récitation quotidienne du bréviaire soit imposé aux Orientaux comme aux Occidentaux; on pourrait ajouter que cette décision n'est pas nouvelle quant à la substance pour les Orientaux, puisque l'obligation du bréviaire repose chez les Occidentaux et les Orientaux sur une tradition ancienne et sur une louable coutume vieille de plusieurs siècles (4). M^{sr} Stefanopoli, archevêque grec de Philippi, ne fut pas d'accord avec M^{sr} Nasarian. Les

(1) *Acta*, etc., p. 498 sq.

(2) *Ibid.*, p. 420 sqq.

(3) Benedicti XIV Bull. t. I, p. 520.

(4) *Acta*, etc., p. 445 sqq.

manières d'apprécier l'obligation du bréviaire seraient différentes dans l'Eglise orientale. Pendant que les uns affirment cette obligation, les autres pensent, qu'en dehors du chœur, il n'y a pas d'obligation. L'orateur partageait cette dernière manière de voir, au moins pour les Grecs, et il cita des autorités en sa faveur. D'ailleurs, il n'y a aucune loi écrite pour les Orientaux, ce que témoigne aussi Benoît XIV dans son bref *Eo quavis tempore*. Si, comme ce pape le dit, c'était l'usage à son époque, il n'existe plus aujourd'hui, ou du moins plus généralement. Ajoutez que les prêtres sont dans l'impossibilité de réciter leurs heures canoniales tout en s'occupant de leurs autres travaux. Ces prières sont très longues, comme déjà l'a fait remarquer l'évêque de Grosswardein, et elles sont contenues dans seize ou dix-huit in-folios, auxquels il faut ajouter six ou huit autres volumes d'un format plus petit. // Sans doute, pour les réciter, il ne fallait pas les avoir tous sous la main chaque jour, mais certainement il en fallait toujours cinq ou six; aussi, quand on veut les réciter, il est nécessaire, à chaque voyage, d'emporter toute une bibliothèque. Raison plus sérieuse : les heures canoniales pour l'ordinaire demandent quatre et quelquefois cinq ou six heures. A cela s'ajoute une longue messe. En raison de ses autres travaux, le prêtre ne peut pas toujours trouver le temps que tout cela demanderait. C'était un fait qu'aucun prêtre grec, excepté les moines, ne disait chaque jour l'office entier; beaucoup, sans doute, en disaient une grande partie tous les jours; pour plusieurs autres, c'étaient leur coutume au moins les jours où ils disaient la messe. On propose donc que les évêques de l'Eglise orientale, puisqu'ils sont rassemblés au concile, composent ensemble un nouveau bréviaire, en prenant pour base les longues heures canoniales actuelles, et qu'on puisse réciter à peu près en une heure. Ce bréviaire devrait seulement servir pour l'usage particulier et il ne serait introduit qu'un peu à la fois; pour la récita-

tion commune au chœur, on conserverait le bréviaire, celui qui fut consacré par la tradition. Une commission permanente, établie à Rome, constituerait définitivement de nouvelles heures canoniales sous la direction des évêques grecs (1).

Le bréviaire romain avait été l'objet de la part de plusieurs Pères, d'un vœu demandant sa réforme. Quelques Pères, comme M^{sr} Jekelfalusy, évêque de Stuhlweissenbourg (2), firent valoir que, surtout les dimanches, jours où même sans le bréviaire les prêtres sont accablés de toutes sortes de travaux, il fallait y employer trop de temps. Beaucoup, comme M^{sr} Haynald, archevêque de Kalocsa (3) et M^{sr} Vérot, évêque de Savannah (4), signalèrent les erreurs historiques et les passages peu appropriés des Pères de l'Eglise, qui se trouvaient dans le bréviaire. Ce dernier évêque s'attira du premier président l'avertissement de parler avec plus de respect des Pères de l'Eglise, et M^{sr} Gravez, évêque de Namur, se vit obligé de ramener à une juste proportion les défauts qui avaient été blâmés dans le bréviaire, afin que les évêques orientaux, à qui le bréviaire romain était inconnu, ne crussent pas que ce livre fourmillât de fautes. En même temps, il exalta avec enthousiasme les avantages du bréviaire // et fit remarquer que si, dans un cas extraordinaire, il était difficile au prêtre de trouver du temps pour le réciter, ce cas, supposé que ce temps n'ait pas été inutilement gaspillé, ne pouvait être que rare. « Notre bréviaire, dit-il, est notre joie, c'est notre repos dans les travaux, notre consolation dans les difficultés ! (5) »

Lorsque plusieurs Pères exprimèrent le vœu qu'on recommandât aux prêtres, dans le schéma, de chercher à acquérir

(1) *Acta*, etc., p. 542 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 527.

(3) *Ibid.*, p. 539 sqq.

(4) *Ibid.*, p. 446 sqq.

(5) *Ibid.*, p. 593 sqq.

les vertus sacerdotales, ils exaltèrent surtout parmi celles qui lui étaient le plus nécessaires, la chasteté. « Les cleres, dit M^{sr} Dinkel, évêque d'Augsbourg, doivent avoir par dessus tout dans le cœur une pureté virginale, et cette vertu doit être pour les prêtres l'objet d'un soin jaloux » (1). Avec plusieurs autres Pères, il désire cependant que dans le schéma on ne mette pas le mot de concubinat. Au temps du concile de Trente, il avait, hélas! été nécessaire de faire des décrets contre le concubinat, mais aujourd'hui, on doit l'avouer en rendant grâces à Dieu, il n'y avait plus de raison de le faire (2) //.

(1) *Acta*, etc., p. 469.

(2) *Ibid.* p. 472. — Nous nous sommes fait longtemps violence pour contenir les remarques suscitées à chaque ligne du récit inexact de Friedrich. Il attribue à M^{sr} Dinkel une phrase si indigne que nous n'avons pas pu la passer sous silence. Il dit (t. III p. 535) : « M^{sr} Dinkel... distingue entre « le concubinat au sens large et au sens strict » et il prend la défense du premier! Car, pensait-il, et il le savait d'après son diocèse, si l'on ne fait pas cette distinction et si l'on ne permet pas le premier, on ne peut pas se tirer d'affaire ». Est-ce que Friedrich a perdu tout sentiment de pudeur vis-à-vis de la foi catholique pour faire dire à un évêque catholique devant tout l'épiscopat de l'Eglise : On peut permettre aux prêtres la *fornicatio* ! Il dit que cela lui paraît incroyable, mais on lui a assuré et répété que l'évêque avait ainsi parlé. N'eut-il pas mieux fait de reconnaître l'entière incapacité de celui qui lui procurait des communications sur ce qui se passait dans les congrégations générales, que de donner créance à ses rapports ? Le seul passage à considérer est ainsi formulé dans le texte original : « *Eo tempore quo sacrosanctum Concilium Tridentinum celebrabatur, omnino necessarium fuit particulare contra clericos sensu strictissimo concubinarios edere decretum... Deo sint grates, nunc temporis res longe aliter se habet. Eveniunt quidem, fateor, et nunc singula carnis incontinentiae scandala, magnopere dolenda; at ista mihi non satis causae praebere videntur, ut in decreto conciliarii nostro concubinatus clericorum mentio fiat.* — *Novi equidem, R^{ms} Domini, vocabulum concubinatus, latiori sensu in canonibus sacris intelligi, quam in legibus nostris civilibus et usitata hominum loquela. Sed ob eam ipsam causam opus est ut cautissimè simul in adhibendo isto vocabulo. Cogitate, quaeso, quantopere usus hujus vocis, simul ac decreta hujus sacri Concilii in publicum prodierint, in cleri nostri diffamationem cessurus sit. Nonne homines Ecclesiae sanctae nostrae infensissimi magno clamore adversus clericos ruent ? Nonne mille vocibus clamabunt in catholicos sacerdotes, utpote qui tantis concubinatus scandalis sunt obnoxii, ut ipsa oecumenica Synodus de concubinatus peste, quae in iis grassatur, publice mentionem facere cogeretur ? Desidero igitur magnopere ut si de carnali incontinentia clericorum in decretis nostris loqui placuerit, saltem vox concubinatus tollatur ».* *Ibid.*, p. 472 sq. — Voilà le passage tiré du rapport sténographique et qu'on retrouve aussi dans une copie fidèle du discours, signée par M^{sr} Dinkel, et que j'ai trouvée dans les écrits laissés par un évêque de ses amis.

/ M^{gr} Martin, évêque de Paderborn, fit alors remarquer qu'on devait prémunir les prêtres contre les tendances à rechercher la faveur des gouvernements. C'est là un grand danger, dit-il, parce que divers gouvernements ayant obtenu par des concordats le droit de nomination aux bénéfices ou le droit de présentation, les prêtres seraient facilement tentés de rechercher leur faveur, pour obtenir des bénéfices. L'évêque ne veut pas que ces concordats soient abolis, mais il ne veut pas non plus que l'Etat manque aux devoirs qui y sont indiqués, alors que l'Eglise les observe exactement. Aussi propose-t-il que l'assemblée de l'Eglise déclare solennellement que les concordats signés entre l'Eglise et les gouvernements, doivent, si les gouvernements les gardent, être gardés avec la même fidélité par l'Eglise, mais que si les gouvernements violent ou négligent les devoirs qui y sont contenus, l'Eglise ne doit plus se considérer comme liée par ces clauses. L'évêque ajoute le vœu que le Synode défende aux prêtres de recevoir des décorations civiles; car, dit-il, le peuple regarde les prêtres décorés avec défiance, et souvent en effet, les prêtres décorés sont trop remplis de l'esprit du monde. (1) Plusieurs des Pères se prononcèrent contre ce dernier projet, et firent remarquer qu'un refus du prêtre d'accepter une décoration serait blessant, et que les gouvernements pourraient facilement s'en offenser.

Nous ne pouvons pas mentionner toutes les propositions que firent les Pères sur des détails de moindre importance. Exceptons le projet de l'évêque de Paderborn, de permettre aussi aux prêtres de l'Eglise occidentale de porter la barbe. Beaucoup de prêtres le désireraient, parce que la raser est incommode et par raison de santé. En outre le port de la barbe est une chose tout à fait indifférente et nullement incompatible avec la dignité sacerdotale, // d'autant plus que

(1) *Acta*, etc., 441 sq.

nous le trouvons chez les capucins : dans les choses qui sont tout à fait indifférentes et qui ne blessent pas les convenances ecclésiastiques, on devrait laisser liberté aux prêtres. (1) Nous croyons que M^{gr} Martin s'est acquis par ce projet les sympathies de beaucoup de prêtres; mais il ne trouva pas d'écho dans le concile. Aucun autre des Pères ne dit un mot en sa faveur, et plusieurs le combattirent. On pensa aussi que la chose était trop peu importante pour qu'un Concile oecuménique s'en occupât. Cependant si un Concile peut donner des décisions au sujet de l'habit et de la chevelure, pourquoi pas aussi au sujet de la barbe? En outre, la prescription pour le prêtre de ne point porter la barbe est si générale que, si on voulait la lever, il faudrait pour cela la plus haute autorité dans l'Eglise.

Les délibérations sur ce schéma furent en général tranquilles. Elles n'eurent pourtant pas lieu sans quelques explications plus vives.

M^{gr} Vérot, évêque de Savannah, dit au commencement de son discours qu'il avait demandé la parole quelques jours auparavant et qu'il ne l'avait pas obtenue. Il ferait donc maintenant, avant son discours, la remarque qu'il avait voulu faire alors. Un orateur, dit-il, a exposé une doctrine condamnée par les papes, la doctrine de Baïus, en disant que l'immortalité et l'affranchissement de la concupiscence étaient naturels à l'homme (*naturalis ejus conditio*), et que Dieu ne pouvait pas créer l'homme dans l'état où il naît maintenant (2).

Lorsque M^{gr} Vérot eut achevé son discours, le président déclara qu'on lui avait précédemment refusé la parole parce qu'il avait voulu parler hors de son tour en interrompant la série fixée des orateurs(3). Voici en effet ce qui s'était passé.

(1) *Acta*, etc., p. 412.

(2) *Acta*, etc., p. 414.

(3) *Ibid.*, p. 418.

Après le discours de M^{gr} Gastaldi, évêque de Saluces, M^{gr} Vérot s'était levé et avait demandé la parole. Le président lui avait alors répondu : « Ceci n'est pas permis, Monseigneur, il n'est pas permis d'interrompre la discussion du schéma (1). »

L'évêque que M^{gr} Vérot n'avait pas nommé et qu'il accusait d'avoir proposé des doctrines condamnées, était, comme on vient de le dire, M^{gr} Gastaldi. Dans son discours sur le schéma *de doctrina catholica*, M^{gr} Gastaldi avait en effet montré un penchant pour des doctrines / qui peuvent à peine se défendre, par exemple, que Dieu n'avait pas pu créer l'homme sans l'élever à l'ordre surnaturel, et sans lui accorder le don de l'immortalité et l'affranchissement de la concupiscence. Nous ne pouvons pas donner tout l'exposé de son discours qui embrasse plus de trois pages in-folio (2), mais nous voulons faire connaître ce qu'il répondit à l'attaque de M^{gr} Vérot : « Rien ne me tient plus à cœur, dit-il, rien ne m'est plus cher, plus agréable, plus doux, plus précieux que la foi intégrale, je ne l'ai jamais abandonnée d'un pas et je ne l'abandonnerai jamais. » Il fit remarquer ensuite que M^{gr} Vérot, très certainement, avait été porté à se plaindre par son zèle pour la pureté de la foi, et qu'il n'avait certainement pas eu l'intention de l'offenser; mais quant à l'accusation, il ne pouvait pas la laisser peser sur lui, « car je serais indigne dit-il, de jamais occuper cette place si je venais ici pour proposer des doctrines déjà condamnées par l'Eglise ». Il reprit alors le grief d'avoir émis une proposition qui se trouve dans les erreurs condamnées de Baïus, c'est-à-dire la suivante : « Dieu n'aurait pas pu créer l'homme tel qu'il naît à présent », et il répondit que le Pape en condamnant les propositions de Baïus, avait dit expressément

(1) Ibid., p. 83.

(2) Ibid., p. 80 sqq.

que quelques-unes d'entre elles, prises en soi, n'était point fausses, mais vraies, et n'étaient condamnées que dans le sens que Baïus y avait mis. Il fallait appliquer cette distinction à la proposition présente, car l'homme naissant maintenant dans le péché, Dieu ne pouvait certainement pas créer l'homme ainsi. Puis, M^{sr} Gastaldi s'efforce de montrer aussi que dans l'état de pure nature Dieu n'aurait pas pu créer l'homme avec la concupiscence, puisque les théologiens prétendent que l'homme, dans l'état de nature déchue, ne peut pas observer la loi naturelle, — et il cite en preuve Perrone; — ils doivent, en conséquence, affirmer aussi que Dieu ne pouvait pas créer l'homme avec sa faiblesse actuelle; car il serait blasphématoire de dire que Dieu puisse créer l'homme dans un état où il ne serait pas à même d'observer sa loi (1).

M^{sr} Gastaldi a parlé si clairement de sa foi devant le concile, qu'il ne peut plus exister de doute sur l'intégrité de celle-ci. Cependant il se trompe dans ces questions quelque peu difficiles. Ces théologiens, dont il parle, soutiennent que l'homme dans la nature déchue // n'est pas capable, sans la grâce de Dieu, de garder la loi naturelle. Si Dieu donc, à l'origine, avait créé l'homme dans l'état de faiblesse où dans l'ordre actuel il est tombé par suite du péché, Dieu serait venu, par sa providence, au secours de l'homme, afin de lui rendre possible l'observation des commandements. L'homme aurait alors vécu dans l'état de nature pure. Ce secours que Dieu lui aurait donné, n'eût pas été une grâce surnaturelle, mais un secours appartenant à la providence naturelle de Dieu.

Dans le cours des débats, M^{sr} del Valle, évêque de Huanuco (Pérou), fit une courte remarque sur le clergé, qui suscita l'indignation de M^{sr} Bravard, évêque de Coutances. « Le clergé, avait-il dit, qui vit dans le concubinat ou plutôt qui

(1) *Acta*, etc., p. 500 sqq.

garde mal la chasteté, est plus nombreux qu'un orateur ne l'a prétendu. Ce n'est pas de l'Amérique que je veux parler; mais, si l'abbé Migne, prêtre très connu, et d'autre part, un écrivain français, dans son ouvrage : *La situation du clergé en France*, méritent créance, les Eglises de France, qui pourtant sont si fermes et si dignes de tout éloge dans la discipline ecclésiastique, ne sont pas tout à fait à l'abri de cette maladie. D'après ces écrivains, il se trouverait dans la ville de Paris, 800 ecclésiastiques français et étrangers qui gagnent leur vie soit par des travaux d'art ou des travaux manuels, soit aussi comme cochers, et la plupart d'entre eux ont été condamnés pour cause d'incontinence » (1).

Ces paroles, au dire de M^{GR} Bravard, lui ont brisé le cœur : et il les considère comme une attaque contre le clergé français. A Paris, la police connaît, d'après le témoignage de l'archevêque de cette ville, non 800 mais 200 de ces prêtres condamnés, et ils ne viennent pas de France seulement mais de tout l'univers. En France, il y a environ 50,000 prêtres : ce n'est donc pas étonnant d'en trouver parmi ce nombre quelques mauvais (2). « Vous ne connaissez pas notre clergé, s'écrie-t-il ! Notre clergé français est très digne, il est pieux, savant, orné de toutes les vertus de son état, et si vous ne croyez pas mes paroles, croyez-en au moins les faits. Vous qui êtes si loin de nous, considérez donc ce qui s'est fait chez nous depuis soixante ans ; combien de ruines nous avons relevées sur le champ de la grande révolution, combien d'églises nous avons bâties, combien nous avons construit de séminaires, combien d'écoles nous possédons, combien de pieux établissements de toutes sortes ! Qui donc soutient les missions, non seulement par ses missionnaires, mais aussi

(1) *Acta*, etc., p. 517.

(2) M^{GR} Bravard s'exprime plusieurs fois comme si M^{GR} Del Valle avait voulu montrer que les évêques de France sont trop sévères ; mais je ne trouve rien d'analogue dans le discours de ce dernier.

par ses ressources pécuniaires? Et que de bienfaits coulent de cette splendide association de la propagation de la Foi et de la Sainte-Enfance? Qui donc donne à cette association environ 4 millions de francs alors que le reste du monde ne donne qu'un million? Qui donc a soutenu le Saint-Siège? Qui envoyait ses enfants répandre leur sang dans ces batailles célèbres où il s'agissait de la Sainte Eglise du Christ? Qui, actuellement encore, soutient le denier de Saint-Pierre? Qui lui donne autant de millions que nous? Révérendissimes Pères, lorsqu'il s'agit de l'Eglise de France, ne formez pas votre jugement d'après des paroles seulement mais d'après des faits, car s'il y a en elle quelque mal, il y a aussi beaucoup de bien (1). »

L'éloge que M^{sr} Bravard décerne au clergé français est assurément mérité. Et il n'y a pas à rechercher pourquoi il se montra si blessé des paroles de M^{sr} Del Valle. Celui-ci à vrai dire, n'avait pas du tout voulu attaquer spécialement le clergé français, mais il l'avait pris comme exemple pour étayer une remarque tout à fait défavorable au clergé, parce qu'il avait pu s'appuyer sur deux témoignages; d'ailleurs, en décernant lui-même de grands éloges au clergé français, il ôtait à cette citation toute son amertume. Puis, il n'avait donné de poids à son affirmation qu'autant que les deux écrivains français cités étaient dignes de foi, et enfin il avait déclaré expressément que les 800 prêtres vivant d'une manière indigne à Paris n'appartenaient pas tous à la France.

Si cependant son affirmation contenait une offense pour le clergé français et devait être relevée, la riposte de M^{sr} Bravard était assurément suffisante et il n'y avait aucune raison pour qu'un autre évêque y revînt. M^{sr} Strossmayer, toutefois, en estima autrement et pensa qu'il devait, après M^{sr} Bravard, suivant ses propres paroles, « exprimer la plus profonde dou-

(1) *Acta*, etc., p. 559.

leur de son âme contre cet évêque qui s'était permis des exagérations et des indiscretions contre l'Eglise de France *1*. Ah ! dit-il, si je pouvais effacer à jamais ce qui s'est dit à ce propos ! » Et il répéta brièvement sur l'Eglise de France les mêmes affirmations que M^{GR} Bravard (1).

M^{GR} Bravard fit à la fin de son discours une remarque bien surprenante, contre le schéma proposé par le pape. Après avoir dit que ce schéma avait été complètement mis en pièces dans les discussions, il continua textuellement : « Peut-être ne méritait-il pas un meilleur sort. Car l'auteur du schéma, quel est-il ? d'où vient-il ? qui est dans l'Eglise de Dieu assez puissant et assez téméraire pour pouvoir nous commander pendant plusieurs semaines de verser notre sueur sur ce schéma et nous épuiser en discours au point que notre voix fatiguée ne sort plus qu'avec peine ? (*sic*) Quel est ce téméraire auteur qui ose contredire le pape ? Car, la première année après son élection, le pape a envoyé une lettre pour exhorter les prêtres à faire la retraite tous les ans : l'auteur au contraire conseille de ne le faire que tous les trois ou quatre ans. Quel est-il l'auteur ? Ce n'est certainement pas la Congrégation du concile qui n'a certainement pas eu le temps de le composer ni de l'imprimer. Ce n'est pas un évêque, parce qu'un évêque vivant dans le monde et exposé aux difficultés n'aurait pas été capable, par exemple, de mettre sur la même ligne l'obligation de la tonsure et de la soutane et celle de la science, de la chasteté, et le reste. Les auteurs sont-ils ces hommes prudents et doctes que le Saint-Père appela pour préparer la matière du concile ? Je ne le sais pas. J'en ai interrogé plusieurs et ils m'ont répondu : ce n'est pas nous ; quel est-il donc l'auteur du schéma ? De quelle partie de la terre sort-il ou de quel ciel est-il descendu ? Que ce schéma retourne donc au lieu d'où il est venu et soit enseveli

(1) Ibid., p. 571.

sous les larmes de son auteur où il voudra. Quant à moi, je n'exprimerai qu'un désir sur sa tombe : que ce schéma repose en paix et n'ait pas de frères qui lui ressemblent (1). »

Nous avons fait connaître ces observations, comme nous l'avons fait plus haut pour celles de M^{gr} Darboy, afin de rendre plus caractérisée la disposition qui régnait dans cette partie des membres du concile, qui, à cause de la question de l'infaillibilité, s'était mise en opposition avec les chefs du concile et la grande majorité des Pères //.

M^{gr} Bravard reçut le lendemain (8 février), une courte réponse dans les paroles de M^{gr} Gravez, évêque de Namur ; celui-ci déclara au début de son discours : « Le schéma me plaît beaucoup par sa nature et par son contenu, et je crois que je suis tenu aujourd'hui de donner de cette tribune un témoignage public de ma reconnaissance envers les auteurs du schéma ; je désire que ce témoignage soit regardé comme une compensation pour les paroles par trop dures qu'hier on a prononcé contre lui ». Les Pères répondirent à ces paroles par de vifs applaudissements et par des signes d'approbation. L'orateur continua : « On a demandé quels étaient les auteurs du schéma ? Ils ne sont pas inconnus : leurs noms ont été publiés dans tous les journaux. Ce sont des canonistes qui se distinguent par leur expérience. On a demandé aussi d'où ils étaient venus ? Ils sont venus des différentes parties de l'Eglise, appelés par le pape pour préparer une matière apte à nos débats. Qu'ont-ils fait pendant deux ans ? Ils ont préparé les schémas avec beaucoup de peine ; ils ont obéi au pape. Et qu'ont-ils gagné ? Je le dis avec douleur : des injures et des outrages. Mais c'en est assez pour une affaire aussi triste (2). »

(1) *Acta*, etc., p. 566.

(2) *Acta*, etc., p. 592 sq.

Les Pères donnèrent alors de nouvelles marques d'assentiment (1).

(1) La discussion de ce schéma fut terminée dans la première partie de la vingt-troisième congrégation générale, le 9 février; le schéma fut renvoyé à la Députation de la discipline pour être modifié dans le sens des observations présentées par les Pères. On remit en même temps à chacun des vingt-quatre membres de cette Députation, pour faciliter leur tâche, un exemplaire imprimé de l'abrégé de tous les discours, recueillis par la sténographie pendant les débats sur ce schéma. Ce schéma refondu devait être soumis à un nouvel examen du concile, mais par suite de la prorogation, il ne parut pas. (Note du Trad.).



CHAPITRE XIV.

Le schéma du PETIT CATÉCHISME ; sa première discussion.

Le schéma du *Petit Catéchisme* (1), comme les deux précédents, avait été soumis aux Pères le 14 janvier, dans la dixième congrégation générale (2).

Le pape disait dans ce schéma qu'il avait l'intention de faire rédiger, d'accord avec le concile, un petit catéchisme latin, sur le modèle du catéchisme du cardinal Bellarmin. Cela lui paraissait demandé par l'unité de l'Eglise, et de plus, il voulait faire cesser par là les inconvénients qui naissent de la diversité dans l'exposition des vérités fondamentales de la religion ; aussi tous les diocèses devraient-ils désormais se servir de ce catéchisme. Après l'avoir reçu, les patriarches et archevêques s'entendraient d'abord avec leurs évêques suffragants, puis avec tous ceux de même nationalité, pour faire traduire ce catéchisme en langue vulgaire, avec le plus grand soin et l'exactitude la plus scrupuleuse. On laisserait aux évêques la liberté de publier outre ce catéchisme uniforme / les autres traités séparés qu'ils croiraient nécessaires à l'instruction particulière de leurs troupeaux, et à la

(1) *Schema constitutionis de Parvo Catechismo Patrum examini propositum. De confectione et usu unius Parvi Catechismi pro universa Ecclesia.* C. V. 663 b. sqq.

(2) C. V. 749 a.

réfutation des erreurs répandues dans leurs contrées. Aux prêtres, on recommandait l'usage du catéchisme romain publié sur l'ordre du Concile de Trente.

Dans les annotations, les auteurs du schéma faisaient remarquer que plusieurs évêques s'étaient plaints des inconvénients de la diversité des catéchismes : « Il arrive souvent, disaient-ils, que les fidèles d'une même nation, ou parfois d'une même province, ne se comprennent pas en parlant des vérités de la foi; car, ayant appris d'abord chez eux les éléments de la foi d'après des formules bien déterminées, lorsqu'ils passent dans une autre province, ils ne comprennent plus ce qu'on leur dit ici des vérités chrétiennes parce qu'on le leur dit avec d'autres formules. De sorte que ceux qui ont été moins solidement instruits de leur religion oublient peu à peu ce qu'ils avaient appris chez eux, et ce qu'on leur dit par de nouvelles formules, ils ne l'apprennent pas ou ne le comprennent pas ». (1)

Le schéma était très bref, et, en le présentant, les présidents pensaient que les débats n'iraient pas au delà d'une semaine. (2) C'était une erreur. Quarante-et-un orateurs prirent la parole. Cependant comme leurs discours furent en général, plus courts que les discours sur les schémas précédents, ils purent tous parler en six congrégations générales. (3)

(1) *C. V.* 663 d. sqq.

(2) *Congressus Præsidium.* 5 Februarii 1870.

(3) XXIV Congr. génér. : le card. Mathieu, archev. de Besançon; le card. Rauscher, archev. de Vienne; M^{re} Simor, archev. de Gran; M^{re} Guiherb, archev. de Tours; M^{re} Moreno, év. d'Ivrée; M^{re} Forcade, év. de Nevers; M^{re} Dupanloup, év. d'Orléans. — XXV Congr. génér. : M^{re} Gérault de Langalerie, év. de Belley; M^{re} Sola, év. de Nice; M^{re} Vérot, év. de Savannah; M^{re} David, év. de Saint-Brieuc; M^{re} Ballerini, patr. d'Alexandrie. — XXVI Congr. génér. : M^{re} Ricciardi, archev. de Reggio; M^{re} Nobili Vitelleschi, archev. d'Osimo et de Cingoli; M^{re} Ghilardi, év. de Mondovi; M^{re} Keane, év. de Cloyne; M^{re} Mabile, év. de Versailles; M^{re} Roulet de la Bouillerie, év. de Carcassonne; M^{re} Clifford, év. de Clifton; M^{re} Paya y Rico, év. de Cuenca. — XXVII Congr. génér. : M^{re} di Canossa, év. de Vérone; M^{re} Elloy, év. i. p. i. de Tipasa, (Vic. ap. de l'Océanie Centrale) M^{re} Pettinari, év. de Nocéra; M^{re} Faict, év. de Bruges; M^{re} Lenti, év. de Nepi et

/ Le premier jour de la discussion fut le moins favorable au schéma. Les premiers discours firent même craindre qu'il ne fût rejeté. Car, sur sept orateurs qui prirent la parole dans la XXIV^{me} congrégation générale, cinq, les cardinaux Mathieu et Rauscher, NN. SS. Simor, Guibert et Dupanloup, se déclarèrent résolument contre le schéma, et les deux autres montrèrent peu d'ardeur pour son maintien. Mais dans la congrégation générale qui suivit, il rencontra plus de faveur : quatre orateurs se déclarèrent pour lui ; dans la suivante sept ; un seul lui fut contraire. Dans les deux congrégations générales XXVII^{me} et XXVIII^{me}, les quatorze orateurs, sans exception, furent nettement ses partisans. Dans la dernière, enfin, trois parlèrent de nouveau contre le schéma, tandis que quatre prirent sa défense.

Le cardinal Mathieu qui fut le premier à l'attaquer ne fut pas heureux. (1). L'orateur voulut découvrir un blâme à l'adresse des évêques dans le seul fait de la proposition du schéma ; et l'on aurait exprimé ce blâme en se plaignant que les évêques aient introduit l'usage des petits catéchismes. Car, si l'on se plaint que dans des diocèses différents, et souvent dans le même diocèse, par le fait de rédactions successives, il existe plusieurs catéchismes différents, à qui s'adresse ce reproche si ce n'est évidemment aux évêques, puisque seuls ils ont le droit de publier et d'introduire des catéchismes. L'orateur s'efforça de montrer alors que ni les papes ni les conciles n'ont élevé de plainte

Sutri ; M^r Jans, év. d'Aoste ; M^r Gastaldi, év. de Saluces. — XXVIII Congr. gén. M^r Gros, év. de Moutiers en Tarentaise ; M^r Magnasco, év. de Bolina i. p. i. ; M^r Urquinaona, év. des Iles Canaries ; M^r Garcia Gil, arch. de Saragosse ; M^r Desprez, archev. de Toulouse ; M^r Monescillo, év. de Jaen ; M^r Martinez, év. de la Havane. — XXIX Congr. génér. : le P. Ricca, Général des Minimes ; M^r Zunnui Casula, év. d'Ales et Terralba ; M^r Scherr, archev. de Munich ; M^r Dinkel, év. d'Augsbourg ; M^r Eberhard, év. de Trèves ; M^r Haynald, archev. de Kalocsa ; M^r Pérez Fernandez, év. de Malaga.

(1) *Acta*, etc., p 621 sqq.

pareille à celle du schéma, mais qu'au contraire ils ont engagé les évêques à publier des catéchismes. — Cela, les auteurs du schéma le savaient fort bien, et c'est pourquoi ils n'avaient pas l'intention de blâmer les évêques. Rien du reste ne le dit ; car ils ne font pas un reproche aux évêques d'avoir publié des catéchismes, ils constatent seulement l'état actuel des choses, c'est-à-dire qu'il y a de trop grandes différences dans les catéchismes, sans se préoccuper de savoir si c'est la faute des évêques ou non. Si les décisions antérieures des papes ont fait un devoir aux évêques de publier des catéchismes, le schéma veut porter remède aux inconvénients qui en résultent /, en proposant de composer un seul catéchisme pour tous les diocèses.

Le cardinal Mathieu ne voit, du reste, aucun mal dans cette diversité. Ce serait un mal, dit-il, si dans des catéchismes différents la doctrine était différente ; mais quel mal y a-t-il à exprimer la même doctrine sous des formes diverses ? Quand les orateurs veulent expliquer quelque chose, ne répètent-ils pas plusieurs fois la même pensée avec d'autres mots et avec d'autres tournures de phrase ? (1) — C'est vrai, aussi est-il à souhaiter que le catéchiste dans son *explication* répète la même pensée en l'éclairant par des expressions différentes ; mais le *texte* lui-même du catéchisme par contre, doit être toujours le même pour l'enfant, afin de rester inébranlablement gravé dans sa mémoire ; les explications et autres enseignements viendront se surajouter à ce premier noyau de connaissance des vérités chrétiennes, pour ne plus former avec lui qu'un seul tout bien solide. Aussi, les maîtres du catéchisme établissent-ils pour première règle, que le catéchiste doit exiger des enfants qu'ils sachent les réponses du catéchisme par cœur et à la lettre, et que lui-même dans ses explications s'en tienne aux expressions mêmes des réponses.

(1) *Acta*, etc., p. 623.

En concluant, le cardinal Mathieu ne dit qu'un mot des difficultés que présenteraient la composition et la traduction d'un catéchisme uniforme. (1) Mais les orateurs suivants devaient les développer longuement. Entendons-les.

Le cardinal Rauscher, qui, étant indisposé, fit lire son discours par M^{sr} Wiery, évêque de Gurk, estimait que l'uniformité du symbole des apôtres, des principales prières, des commandements de Dieu et de l'Eglise, de la doctrine des sacrements, garantissait une unité suffisante. La diversité de nationalité et la différence d'éducation rendaient impossible l'introduction d'un catéchisme commun à tous. (2) D'ailleurs, l'introduction d'un nouveau catéchisme pourrait amener des troubles, et son uniformité chez tous les peuples, provoquer les railleries des ennemis. (3)

Le Primat de Hongrie, M^{sr} Simor, souhaite que tous les prêtres soient bien convaincus de l'importance de l'enseignement du catéchisme, et voudrait qu'on leur recommandât à nouveau l'usage assidu de l'excellent catéchisme du Concile de Trente. / Pour ce qui regarde le schéma, il est d'accord avec les orateurs précédents, sans s'expliquer davantage. (4)

M^{sr} Guibert, archevêque de Tours, expose avec plus de précision les raisons qui doivent faire tolérer la diversité des catéchismes. « Dans tous les catéchismes, dit-il, c'est toujours la même doctrine qui est présentée aux enfants; il n'y a de diversité que dans la disposition, la méthode, la manière de développer et d'expliquer. A mon avis, cette diversité dans la méthode et la forme est utile, nécessaire même. Elle ressort de la nature même de la chose, et dans la pratique devient inévitable, étant donnée la diversité des mœurs, des pays et des tournures d'esprit. Car tous les peu-

(1) *Acta*, etc., p. 624.

(2) *Ibid.*, p. 626 sq.

(3) *Ibid.*, p. 628 sq.

(4) *Ibid.*, p. 629 sqq.

ples n'ont pas la même culture intellectuelle, et dans une même nation les différentes classes de la société n'ont pas la même éducation (1). Aussi les évêques publient-ils parfois deux catéchismes : l'un pour les plus jeunes et les moins instruits; l'autre, pour ceux qui sont plus âgés et plus avancés. Ajoutons à cela que les circonstances extérieures exigent suivant les régions une diversité dans l'enseignement du catéchisme. Dans des pays tout à fait catholiques, par exemple, une exposition claire et simple de la doctrine suffit; dans d'autres, au contraire, où l'erreur a attaqué une grande partie de la population, il faut prémunir la jeunesse contre le danger de l'apostasie en exposant avec plus de précision les vérités niées tout particulièrement par les hérétiques (2).

Après avoir développé plus en détail les arguments présentés par M^{gr} Guibert, M^{gr} Dupanloup en présente de nouveaux (3). Il en appelle à l'expérience pour prouver l'impossibilité de se contenter d'un seul catéchisme. Dans les Etats même de l'Eglise, n'a-t-on pas dû ajouter deux suppléments au catéchisme de Bellarmin; suppléments dont l'un est trois fois plus volumineux que le catéchisme lui-même (4). — Cette affirmation fut ramenée plus tard à sa juste valeur par un Romain de naissance, M^{gr} Lenti, évêque de Nepi et Sutri; il montra qu'il ne s'agissait pas d'un supplément considérable du catéchisme ou d'un nouveau catéchisme à mettre entre les mains des enfants; ce que M^{gr} Dupanloup appelait un supplément n'était que des conseils adressés aux catéchistes pour les guider dans leurs explications. En même temps, M^{gr} Lenti montra ce qu'il fallait penser de l'ignorance du peuple romain, à laquelle M^{gr} Dupanloup avait fait allusion par deux fois en rappelant un décret du

(1) *Acta*, etc., p. 634.

(2) *Ibid.*, p. 634 sq.

(3) *Ibid.*, p. 641 sqq.

(4) *Ibid.*, p. 642.

cardinal-vicaire (1). Le cardinal-vicaire avait simplement visé les maux résultant de révolutions politiques (2). //

M^{sr} Dupanloup soutint aussi que la traduction du même catéchisme en différentes langues était très difficile; de plus, dans certains pays on pouvait traiter certaines questions qu'ailleurs il n'était pas possible de toucher devant des enfants (3).

Les arguments apportés par M^{sr} Dupanloup et M^{sr} Guibert

(1) Ibid., p. 642, 646.

(2) Ibid., p. 740 sq. — On parla plusieurs fois du catéchisme de Bellarmin proposé dans le schéma comme modèle à suivre dans la composition du nouveau catéchisme. M^{sr} Dupanloup, tout en protestant de son respect pour le cardinal Bellarmin, se montra tout à fait mécontent de son catéchisme; il était trop insuffisant, et incompréhensible pour des enfants. C'est à lui qu'il attribuait cette ignorance de la religion où vivait le peuple romain, et dont le pape s'était plaint. (Ibid., p. 646 sq.). M^{sr} Sola, évêque de Nice, partisan de l'adoption universelle d'un petit catéchisme, reprocha aussi au schéma d'avoir proposé comme modèle de ce travail le catéchisme de Bellarmin. Il y releva plusieurs fautes, vraies ou prétendues; en particulier, Bellarmin, en parlant des mystères, n'employait pas les expressions reçues dans l'Eglise. Il dit que les trois personnes se distinguent dans la Sainte Trinité en ce que : le Père ne procède d'aucune autre personne, le Fils procède du Père et le Saint Esprit des deux. Il aurait dû dire : le Fils est engendré par le Père (ibid., p. 658 sq.). M^{sr} David, évêque de S^t Brieuc, reproche à ce catéchisme l'omission de certaines vérités importantes et l'inexactitude dans l'explication de la différence qui existe entre le péché véniel et le péché mortel. Voici sa conclusion : « Cette œuvre tout humaine date d'à peu près trois cents ans; elle est donc en quelque sorte incomplète et pour la même raison susceptible d'améliorations. » (Ibid., p. 672 sq.) — Cependant le schéma n'exprime pas l'intention, comme M^{sr} Vérot, évêque de Savannah, l'avait déjà fait remarquer, d'adopter le catéchisme de Bellarmin, mais il propose uniquement de composer un catéchisme d'après celui de Bellarmin. M^{sr} Lenti, évêque de Nepi et Sutri, entreprit la défense du catéchisme de Bellarmin dans la vingt-septième congrégation générale. Il fit remarquer que pour prouver la pureté de sa doctrine, sans même examiner le texte, il suffisait de se rappeler le grand nombre de papes qui avaient adopté ce catéchisme, à Rome et en avaient recommandé l'usage aux patriarches, archevêques et évêques de l'univers entier. La différence que le cardinal Bellarmin établissait entre le péché véniel et le péché mortel était celle même de Saint Thomas. Dans la vingt-huitième congrégation générale, M^{sr} Magnasco réfuta la critique faite à propos de la distinction des personnes dans la Sainte Trinité, et des autres points de doctrine, (ibid., p. 754); et M^{sr} Monescillo, dans la même congrégation, dit à la louange du catéchisme de Bellarmin qu'en exceptant la Bible et l'Imitation de Jésus-Christ, aucun livre n'avait été traduit en autant de langues, et il le prouva (ibid., p. 774). M^{sr} Clifford, évêque de Clifton (Angleterre), proposa de prendre comme modèle, non pas le catéchisme de Bellarmin, mais celui du Bienheureux Canisius, dont il fit un grand éloge (ibid., p. 707 sq.).

(3) Ibid., p. 643 sq.

contre l'introduction d'un catéchisme uniforme ont leur importance. Nous verrons plus tard ce que les Pères qui parlèrent en faveur du schéma y opposèrent. Rapportons encore ici le dernier argument de M^{sr} Dupanloup, il est vraiment singulier. A l'entendre, « il mérite l'attention la plus sérieuse, la plus réfléchie, la plus bienveillante ». — « Les auteurs du schéma, fait-il remarquer, semblent oublier les droits des évêques ... et vouloir leur préparer un affront en face de toute l'Eglise. Jésus-Christ a dit aux évêques en s'adressant aux apôtres dont ils sont les successeurs : « Allez, enseignez tous les peuples » ; et vous voudriez que les évêques ne puissent même pas enseigner les enfants, ou qu'ils ne le puissent que sous la direction des théologiens ? Et quelle faute, je vous prie, avons-nous donc commise dans l'exercice de notre magistère, pour que nous devions être privés de ce droit élémentaire et de cette dignité de nos prédécesseurs, auxquels Jésus-Christ a dit : « Allez et enseignez », et qui toujours et partout ont eu le droit de publier des catéchismes, et qui tous, jusqu'à présent, ont usé de ce droit ? Et cette restriction du droit d'enseigner, si nouvelle, si inouïe, si déshonorante pour notre état, non-seulement vous voudriez nous l'imposer, mais vous voulez que nous l'établissions nous-mêmes et que nous la confirmions par un décret ! Loin de nous cette pensée ! Quand je dis : vous voulez ; bien entendu, je ne parle pas du pape ; il fait connaître le schéma, mais ne le ratifie pas ; je parle des auteurs du schéma, usant ainsi de la liberté que le pape nous a laissée de discuter à fond tous les schémas (1). » M^{sr} David, évêque de Saint-Brieuc exprima la même pensée dans la congrégation générale suivante (2).

Pareille attaque du schéma devait soulever de nombreuses oppositions. Elle parut absolument étrange dans cette

(1) *Acta*, etc., p. 647.

(2) *Ibid.*, p. 671.

assemblée des évêques, réunis précisément pour l'œuvre principale en vue de laquelle Jésus-Christ leur avait conféré le pouvoir lorsqu'il leur avait dit « Allez et enseignez » ; / et ce pouvoir, ne l'exerçaient-ils pas précisément en ce moment où ils portaient un décret sur le catéchisme ? Ou bien le Christ, dirent les défenseurs du schéma, n'aurait-il confié aux évêques ce pouvoir d'enseigner que pour leurs diocèses, et non pas aussi au collège des évêques pour toute l'Eglise ? Et chaque évêque dans son diocèse posséderait-il cette puissance indépendamment de tout le collège ? — « Celui qui use de son droit, dit par exemple M^{sr} Nobili Vitelleschi, archevêque d'Osimo, ne fait tort à personne ; maxime qui s'applique parfaitement à notre cas. Les conciles généraux ont, vous ne l'ignorez pas, le droit de porter des lois ou de donner des décisions disciplinaires qui, obligeant toute l'Eglise, doivent être observées par tous. De plus, vous le savez, Révérendissimes Pères, les pouvoirs des conciles généraux sont plus étendus que ceux des évêques pris séparément : les décisions des conciles généraux approuvées par le pape font loi dans toute la rigueur du terme. Ce concile se sert donc de son droit si, trouvant qu'un petit catéchisme commun à tous est avantageux pour toute l'Eglise catholique, il en décide la composition ; et en cela il ne se rend coupable d'aucun empiètement sur les droits des évêques » (1). — « Si les évêques, dit M^{sr} Ballerini, patriarche d'Alexandrie, se sentent blessés dans leurs droits par cette décision du concile, s'ils croient que l'on pose une limite à leurs pouvoirs, pour quoi n'ont-ils pas élevé la même plainte aussitôt après la publication du catéchisme du Concile de Trente ? Lui aussi avait été prescrit à tous ceux qui enseignent dans l'Eglise, comme règle à suivre dans l'exercice de leurs fonctions. Pourquoi ne se sont-ils pas plaints quand le pape Pie IV leur

(1) *Acta*, etc., p. 688.

a donné le symbole ; pourquoi ne se sont-ils pas plaints des décisions doctrinales ratifiées dans plusieurs conciles œcuméniques, des symboles de Constantinople, de Nicée ; pourquoi pas de celui des apôtres ; puisque ces symboles sont autant de formules limitant le pouvoir des évêques dans l'enseignement ? Sans doute les évêques ont le droit, bien plus, la charge d'exposer et d'expliquer la doctrine de Jésus-Christ à tout le troupeau confié à leurs soins, mais ils doivent le faire avec les expressions et les formules jugées par la plus haute autorité de l'Eglise comme plus propres à mieux éclairer cette doctrine et à mieux la préserver de toute erreur. / Et, si un concile œcuménique ou le Siège apostolique regarde comme utile ou nécessaire, pour l'exacte instruction de tous les fidèles, d'imposer aux évêques tout le texte du catéchisme, ceux-ci doivent-ils se plaindre d'une violation de liberté et non pas plutôt s'estimer heureux de recevoir une règle qui leur donne toute sécurité dans l'exercice de leur charge ? D'ailleurs, les évêques gardent tous leurs droits, comme le dit un article du schéma, de proportionner, par des explications complémentaires, l'enseignement de ce catéchisme à l'âge et à la capacité des enfants, de le développer et le munir d'arguments ; et ce serait là un champ d'action assez étendu, dans les limites duquel le zèle et le savoir des évêques pourraient s'exercer (1). »

Avec la *vingt-cinquième congrégation générale* commença nous l'avons fait remarquer, un meilleur temps pour le schéma. Presque tous les orateurs se prononcèrent en sa faveur. Nous allons passer rapidement en revue les principales raisons qu'ils firent valoir.

« Les idées, ainsi s'exprime M^{sr} Ballerini, patriarche d'Alexandrie, n'entrent dans les esprits encore peu mûrs des enfants qu'avec des formules invariables et bien détermi-

(1) *Acta*, etc., p. 677.

nées ; ils n'ont pas l'intelligence assez développée pour discerner, dans les explications proposées, l'essentiel de l'accidentel. Il en est de même pour les adultes qui n'ont pas été instruits ou sont lents à comprendre. Aussi, en raison de la diversité des catéchismes qui ont des formules différentes pour exposer les mêmes enseignements de foi et de morale, des preuves différentes et un ordre d'exposition différent, il arrive que leur esprit s'égare à ce point que même sans avoir apporté aucune négligence dans l'étude de leur catéchisme particulier, ils paraissent cependant n'avoir rien appris (1). »

M^{gr} Elloy, évêque de Tipasa, vicaire apostolique de l'Océanie centrale, s'exprima de la même façon : « Avant tout, nous devons aux fidèles des formules doctrinales d'une orthodoxie certaine, fixes et difficiles à changer. Nous leur devons des formules, car peu d'hommes saisissent les vérités abstraites. Nous leur devons des formules certainement vraies et orthodoxes, car en cette matière, le peuple accepte facilement des erreurs mais les reconnaît difficilement. /, Nous leur devons des formules définitivement fixées, de façon à pouvoir dire à l'enfant : interroge tes parents, ils te le diront. Nous leur devons des formules difficiles à changer, car si l'on change le catéchisme, on change pour ainsi dire la tradition domestique de l'enseignement chrétien et l'on porte le trouble dans les connaissances des plus âgés. Difficilement, le catéchisme réalisera toutes ces conditions si l'on en abandonne la composition à l'évêque (2). »

M^{gr} Elloy s'étendit sur cette dernière pensée. Après avoir rappelé brièvement que l'évêque peut laisser se glisser des erreurs dans son catéchisme, il attira l'attention sur les circonstances particulières au temps où nous vivons. « Patrie, foyer paternel, tout cela semble disparaître, et nous

(1) Ibid., p. 675.

(2) Ibid., p. 722.

sommes tous, comme l'a dit quelqu'un, en quelque sorte citoyens de l'univers. Qui ne voit le grand avantage pour des hommes de cette sorte, de rencontrer partout, en ce monde, le même catéchisme, les mêmes expressions pour les commandements de Dieu et de l'Eglise, les mêmes formules pour l'acte de foi, d'espérance, de charité et de contrition? (1).»

Le vicaire apostolique de l'Océanie centrale pouvait avoir souvent l'occasion de constater chez ses contemporains la passion des voyages et ses conséquences. D'autres évêques en parlent également, chacun selon son expérience. M^{gr} Sola, évêque de Nice, fait remarquer que les autres évêques peuvent peut-être avoir constaté moins bien que lui les suites malheureuses des voyages pour l'éducation religieuse des enfants parce qu'il manque un catéchisme commun à tous. « La ville de Nice, dit-il, est comme un port où affluent des étrangers d'Amérique, d'Angleterre, d'Allemagne, de Russie et de tout le nord de l'Europe. Il arrive souvent que dans la même classe se trouvent deux, trois, même quatre catéchismes de différents diocèses. Qu'en résulte-t-il? Les enfants viennent avec leurs parents chez le curé, ou même chez l'évêque, afin d'obtenir des prêtres qui leur expliquent leur catéchisme à eux; et ainsi il arrive que deux ou trois professeurs sont nécessaires pour l'instruction des différents enfants selon le catéchisme de leur patrie, afin qu'on puisse les admettre à la première Communion. D'autre délaissent le catéchisme avec l'assentiment des parents peu soucieux de leur religion; d'autres entendant dans le nouveau catéchisme des questions et des réponses qui ne se trouvent pas dans le leur, commencent à douter de la vérité de l'enseignement, en disant : Pourquoi cette question ne se trouve-t-elle pas dans le catéchisme de notre diocèse? Pourquoi parle-t-on ici de telle ou telle circonstance de la naissance de Jésus-Christ, de sa vie,

(1) *Acta*, etc., p. 723.

de sa mort et de sa résurrection, tandis que tout cela manque dans le nôtre? Ils commencent ainsi à douter de la vérité de ces points, le doute fait place à l'indifférence et l'indifférence à l'incrédulité. (1) »

L'évêque d'un diocèse de l'Amérique du Nord, M^{sr} Vérot, évêque de Savannah, dit que par suite de la facilité et de la rapidité des voyages, tout l'univers peut être regardé comme une ville immense; de là, la nécessité d'un catéchisme commun à tous. « Surtout chez nous en Amérique, dit-il, il nous arrive des gens de tous les peuples qui vivent sous le ciel. Si dans l'examen de leur religion nous leur posons les principales questions du catéchisme, ils nous répondent : ces questions ne se trouvent pas dans notre catéchisme. Un catéchisme commun à tous couperait court à toutes ces plaintes, à tous ces inconvénients. » (2) — « Il n'est pas rare, dit M^{sr} Roulet de la Bouillerie, évêque de Carcassonne, que deux ou trois ans avant sa première communion, un enfant ait été dans deux ou trois diocèses, et ait dû apprendre deux ou trois catéchismes. Or, s'il a dû apprendre deux ou trois catéchismes, je crains fort qu'il n'en sache aucun. » (3)

M^{sr} Jans, évêque d'Aoste, insiste sur la considération dont ce catéchisme jouira aux yeux de tous les fidèles « quand ils sauront que ce livre qu'ils tiennent entre les mains a été agréé, non pas seulement par leur évêque, mais par tous les évêques de l'univers catholique : quand ils sauront qu'il a été approuvé par un concile œcuménique, approbation qui a été ratifiée par le vicaire de Jésus-Christ. » (4)

M^{sr} Keane, évêque de Cloyne, voit une idée très heureuse dans le projet de publier un catéchisme commun à tous. Si ce projet se réalise, « que les enfants, après avoir appris ce nou-

(1) *Acta*, etc., p. 656 sq.

(2) *Ibid.*, p. 663.

(3) *Ibid.*, p. 703.

(4) *Ibid.*, p. 743.

veau catéchisme, aillent dans un autre diocèse, dans un autre pays, qu'ils partent même pour l'Amérique, partout ils retrouveront les mêmes questions, les mêmes réponses simples, brèves et claires, et, depuis leur enfance, ils reconnaîtront toujours, dans des langues différentes, mais avec les mêmes mots, le même résumé des enseignements de la foi et de la morale. » (1) Et alors, ajoute-t-il, la sagesse de l'Eglise paraîtra toujours plus admirable aux yeux des hérétiques, quels qu'ils soient. (2)

Le vicaire apostolique de l'Océanie centrale certifie que l'uniformité de catéchisme aura des suites très heureuses pour la conversion des païens. L'unité de catéchisme sera une preuve admirable de l'unité de doctrine à opposer aux missionnaires hérétiques qui font tant valoir l'unité du livre qu'ils distribuent, la Bible, en affirmant que l'unité de doctrine manque aux catholiques. « Assurément, dit-il en concluant, ce catéchisme unique, sortant pour ainsi dire des mains du pape et de cette sainte assemblée, serait pour les nouveaux convertis et pour les habitants des îles australiennes, une preuve très efficace de la vérité de notre doctrine, et il ajouterait un grand poids à l'autorité de ceux qui prêchent aux infidèles la doctrine de l'Eglise catholique. » (3)

Le même évêque fait des remarques très justes sur les avantages que les évêques tireraient de l'introduction d'un catéchisme uniforme pour toute l'Eglise. « Car, dit-il, que désire l'évêque? Il désire remplir son devoir d'instruire les fidèles, aussi facilement que possible; il désire avoir le plus tôt possible un catéchisme qui soit aussi parfait que possible, et qui coûte le meilleur marché possible. Que fera donc l'évêque pour obtenir ces trois avantages? Devra-t-il entreprendre

(1) *Acta*, etc., p. 696.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*, p. 721.

lui-même le travail de composition d'un catéchisme? Mais les orateurs les plus éminents n'ont-ils pas avoué dans cette salle, que ce travail est extrêmement malaisé et plein de périls? L'éminent évêque d'Orléans n'a-t-il pas dit que c'était seulement après quinze années de travail, après avoir beaucoup consulté, et avec le concours d'hommes très considérés par leur savoir, qu'il avait pu publier son catéchisme? — S'il en est ainsi pour lui, comment tous les évêques pourraient-ils entreprendre un ouvrage si difficile, eux qui, peut-être, ne se tiennent pas pour aussi bien doués, qui ne peuvent trouver assez de temps pour cela, et qui n'ont pas autour d'eux des conseillers aussi nombreux et aussi sages? Que peut faire surtout un vicaire apostolique au milieu de ses embarras, de ses travaux et de ses voyages?» (1) / L'orateur prolongea ces remarques pratiques.

Plusieurs évêques, comme M^{sr} Roulet de la Bouillerie (2) et M^{sr} Jans (3), firent remarquer que les évêques, pris séparément, n'étant pas infailibles, pouvaient, en publiant eux-mêmes leur catéchisme, y laisser se glisser des erreurs, que les enfants s'assimileraient ensuite dès leur jeunesse pour les abandonner difficilement plus tard. Le premier, rappela que des erreurs jansénistes s'étaient glissées dans les catéchismes de différentes nations. M^{sr} Desprez, archevêque de Toulouse cita des exemples d'erreurs et d'inexactitudes de ce genre. Ainsi, l'ancien catéchisme de Genève qualifiait les péchés du nom d'œuvres serviles; de sorte que commettre des péchés le dimanche était une circonstance aggravante qu'il fallait signaler en confession. Dans le même catéchisme, on enseignait qu'un commandement oblige tous les chrétiens à faire un acte de contrition chaque matin et chaque soir. Dans ces catéchismes, par contre, on ne disait rien ou presque rien de

(1) Ibid., p. 721 sq.

(2) Ibid., p. 703.

(3) Ibid., p. 743.

la primauté du pape, et il s'y trouvait des choses inexactes sur la distinction entre la contrition parfaite et la contrition imparfaite, ainsi que sur les effets de la contrition imparfaite dans le sacrement de pénitence. M^{GR} Desprez rappelle encore l'intervention de certains princes temporels dans les catéchismes. Ainsi, en Autriche, Joseph II, de sa propre autorité, fit imprimer un nouveau catéchisme au lieu du catéchisme deux fois séculaire du Bienheureux Canisius qu'il supprimait; et un édit du 10 juin 1787, ordonna de faire disparaître dans ce soi-disant « catéchisme réglementaire, (Normal-katechismus) » la doctrine des indulgences applicables aux âmes du purgatoire; cette doctrine ne paraissant pas suffisamment fondée, disait l'édit. — Le gouvernement de l'empereur Napoléon fit imprimer en tête du catéchisme, un édit dans lequel l'observation des articles organiques, si souvent condamnés par le Saint-Siège, était chose prescrite; et par ordre du même empereur, ce catéchisme devait être reçu dans tout l'empire. On y parlait peu du pape; mais, par contre, beaucoup de l'empereur. Il s'y trouvait par exemple la demande et la réponse suivante :

Demande : Quels sont nos devoirs envers Napoléon I^{er}, notre empereur?

Réponse : Nous devons reconnaître que Dieu, en comblant notre empereur de dons, soit dans la paix, soit dans la guerre, l'a suscité pour rétablir le culte public de la religion sainte, et pour en être le protecteur; / qu'il a ramené et conservé l'ordre public par sa sagesse profonde et active; que tous, nous lui devons l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, et les impôts ordonnés pour la conservation et la défense de l'empire et pour l'éclat du trône impérial (1) ».

Plusieurs des Pères qui se prononçaient pour le schéma,

(1) *Acta*, etc., p. 768 sqq.

comme M^{sr} Ballerini (1) et M^{sr} Vérot (2), avouèrent que les raisons présentées par les adversaires du schéma avaient fait sur eux forte impression. Cependant elles avaient été toutes réfutées victorieusement.

Les différences qui existent parmi les enfants, dit M^{sr} Magnasco, et la diversité des conditions dans lesquelles ils vivent, doivent entrer en considération lorsqu'il s'agit de l'enseignement oral ou des livres plus considérables qui traitent de la religion; mais le catéchisme, ne renfermant que les enseignements les plus nécessaires de la foi avec les explications essentielles, peut être unique et le même pour tous. Nous sommes tous d'accord, dit-il, que le catéchisme doit renfermer le texte du symbole, les sacrements, le Notre Père, et quelques autres points semblables, avec une courte explication de ces vérités qui puisse convenir à tous. L'un saisira cette explication plus rapidement, ou plus complètement, ou plus parfaitement; l'autre, plus lentement et moins à fond; mais elle doit convenir à tous malgré la différence du niveau intellectuel, puisque l'enseignement de la foi doit être le même pour tous (3). — « Les difficultés soulevées contre le schéma, dit M^{sr} Urquinaona d'accord avec M^{sr} Magnasco, auraient grand poids, si le fait d'avoir lu le catéchisme ou de l'avoir appris par cœur constituait toute la formation nécessaire aux fidèles dans les vérités chrétiennes. Mais le catéchisme n'est qu'un texte qui sert à l'instruction; et celui qui doit instruire c'est le curé, et surtout l'évêque. C'est à eux à ne jamais perdre de vue les besoins particuliers des fidèles et des peuples; et ils doivent selon ces besoins, régler l'explication du catéchisme, le compléter même par des notes ou encore imprimer un catéchisme plus détaillé.

(1) Ibid., p. 675 sq.

(2) Ibid., p. 662.

(3) Ibid., p. 755.

Ce grand catéchisme toutefois ne serait que le développement des vérités essentielles contenues dans le petit, mais adaptées autant que possible, aux conditions de personnes et de lieu. / ' Ce point a été prévu dans la constitution elle-même. Nous y lisons, en effet : « Les évêques restent libres de publier, tout en maintenant toujours le petit catéchisme, des catéchèses séparées que, dans le Seigneur, ils jugeraient plus profitables à une instruction plus complète de leurs fidèles ou à la réfutation des erreurs particulières à leurs pays (1) ».

L'évêque de Nice avait dit déjà que c'était l'affaire du catéchiste d'adapter ses explications à des besoins différents, et il avait montré comment on pouvait le faire. Voici sa conclusion : « Toutes ces différences ne sont pas assez considérables pour forcer l'Eglise à maintenir un grand nombre de catéchismes. Bien certainement, au temps des apôtres, il y avait des différences autrement considérables entre les divers royaumes du monde. Ont-ils cru devoir composer pour cela différents symboles ? N'ont-ils pas plutôt composé un symbole unique pour toutes les provinces et tous les royaumes du monde entier ? Si donc un seul symbole suffisait dans un temps où des différences infinies se rencontraient dans les talents, l'instruction, les mœurs, les préjugés, pourquoi un seul catéchisme ne suffirait-il pas au temps où nous vivons, alors que les différences sont bien moins considérables ? Au temps du Concile de Trente aussi, il y avait un grand nombre, un très grand nombre d'hérésies, surtout en Allemagne ; ce concile a-t-il conclu pour cela qu'il fallait composer différents catéchismes pour les différentes provinces, selon la diversité des hérésies qui y régnaient ? Nullement. Il a voulu qu'on fit un seul catéchisme, qui suffirait à tous, pour l'instruction de tous les peuples (2). »

(1) *Acta*, etc., p. 761.

(2) *Ibid.*, p. 657 sq.

M^{sr} Keane soutint que la difficulté d'introduire un nouveau catéchisme n'était pas aussi grande. Car, si les évêques introduisent parfois de nouveaux catéchismes, *a fortiori* le pape et le concile peuvent-ils le faire? (1). M^{sr} de la Bouillerie affirma que les fidèles désiraient un catéchisme commun à toute l'Eglise (2). M^{sr} Paya y Rico ajouta que le trouble résultant de l'introduction d'un nouveau catéchisme serait moindre que le trouble engendré actuellement par la diversité des catéchismes. Dans mon diocèse, dit-il, il y a trois ou quatre catéchismes: aussi, quand les fidèles changent de localité, ils ne comprennent pas le curé lorsqu'il explique le catéchisme, et ils ne peuvent répondre à ses questions; il s'agit donc, par l'introduction d'un catéchisme commun à tous, de mettre fin à un pareil désordre (3).

Les Pères en général ne firent pas difficulté de reconnaître que l'introduction d'un nouveau catéchisme amènerait quelque trouble; mais plusieurs mirent précisément en avant cette raison pour adopter le schéma. « Oui, dit M^{sr} Elloy, voilà le motif qui rend tout à fait désirable qu'un catéchisme rédigé aussi parfaitement que possible soit adopté par l'Eglise sans qu'aucun évêque y puisse rien changer. » (4) M^{sr} Jans exprima la même pensée, et il l'appuya par des faits constatés dans son propre diocèse: « Dans mon diocèse j'ai vu changer le catéchisme quatre fois dans l'espace de trente ans. Mes quatre prédécesseurs, hommes remarquables par leur savoir et leur piété, se sont certainement demandé dans leur zèle des âmes, comment ils pourraient donner à leur troupeau le meilleur catéchisme. Chacun lui donna le sien en augmentant, diminuant ou changeant celui de son prédécesseur. Assurément

(1) *Acta*, etc., p. 697.

(2) *Ibid.*, p. 703.

(3) *Ibid.*, p. 710 sq.

(4) *Ibid.*, p. 724.

leurs intentions étaient louables. Il faut cependant avouer que ces changements étaient une occasion de mécontentements et de plaintes; et celle des parents n'est certes pas injustifiée, quand ils disent ne pouvoir qu'à grand'peine instruire leurs enfants dans la religion chrétienne ou les interroger, puisque les formules qu'eux-mêmes avaient apprises dans leur enfance ont été changées » (1).

L'objection que l'on avait faite sur la difficulté de traduction, ne fut pas prise en grande considération. « Je crois, dit M^{sr} Vitelleschi, qu'il n'y a aucun livre, en quelque langue qu'il soit écrit, dont le sens ne puisse être parfaitement rendu dans une autre langue (2). » — « Si la Sainte Ecriture, dit M^{sr} Keane, que le texte soit samaritain, hébreu ou grec, peut être traduite dans les langues des chrétiens et des païens, pourquoi un petit catéchisme ne pourrait-il pas être traduit dans les langues des catholiques (3) ? »

Nous croyons avoir cité maintenant toutes les raisons importantes avancées pour combattre le schéma.

Le deuxième et le troisième jour du débat, deux orateurs se prononcèrent contre le schéma //. Le premier, M^{sr} David, évêque de Saint-Brieuc, n'apporta rien de nouveau. Il s'associa aux vues de M^{sr} Dupanloup, disant que le schéma était une menace pour les droits épiscopaux (4). Le second, M^{sr} Clifford, désirait l'uniformité des catéchismes; mais il faudrait l'établir, non pas par décret du concile et en supprimant d'un seul coup tous les catéchismes existants, mais en les modifiant peu à peu. Il doute qu'on soit en état de substituer aussitôt un catéchisme mieux fait, et il souligne à ce propos la difficulté inhérente à l'entreprise de composer un bon catéchisme. On recommanderait donc instamment

(1) *Acta*, etc., p. 743 sq.

(2) *Ibid.*, p. 689.

(3) *Ibid.*, p. 696.

(4) *Ibid.*, p. 668 sqq.

aux conciles provinciaux de promouvoir l'unité des catéchismes. Comme modèle, il préconise la *Doctrina christiana* du Bienheureux Pierre Canisius (1).

Le quatrième et le cinquième jour du débat (*vingt-septième et vingt-huitième congrégation générale*), tous les discours furent favorables au schéma; mais le dernier jour (*vingt-neuvième congrégation générale*), l'un ou l'autre des sept orateurs parla de nouveau contre lui. Les deux premiers, le P. Ricca, Général des Minimes, et M^{sr} Zunnui Casula, se montrèrent favorables (2). Le troisième, M^{sr} Scherr, archevêque de Munich-Freising, ne peut pas être compté simplement parmi les adversaires du schéma. Il parla presque uniquement des conditions particulières à l'Allemagne. Les enfants y sont obligés de fréquenter l'école pendant sept ou huit ans, et pendant ce temps on leur apprend à l'école même le catéchisme. Il se demande donc si le même catéchisme peut être employé là où les enfants sont obligés de fréquenter l'école, et là où cette obligation n'existe pas. Si malgré cela on voulait introduire un catéchisme uniforme, il faudrait, à son sentiment, prendre au préalable l'avis des évêques de tous les pays pour savoir si ce catéchisme peut convenir à leurs diocèses. Il propose aussi de ne pas obliger à adopter ce nouveau catéchisme, les évêques qui auraient déjà un bon catéchisme, généralement estimé (3). — Cette proposition de ne pas prescrire strictement ce nouveau catéchisme, mais de se borner à le recommander, avait déjà été faite par M^{sr} le Patriarche Ballerini (4), et sera encore répétée par M^{sr} Haynald (5).

M^{sr} Dinkel, évêque d'Augsbourg, qui succéda à l'arche-

(1) *Acta*, etc., p. 704 sqq.

(2) *Ibid.*, 785 sqq; 789 sqq.

(3) *Ibid.*, p. 794 sqq.

(4) *Ibid.*, p. 678.

(5) *Ibid.*, p. 806.

vêque de Munich à la tribune, était un adversaire du projet //. Composer un bon catéchisme est difficile ; en composer un qui malgré la diversité de tempérament, d'instruction et de besoins des différentes nations, puisse convenir à tous, est impossible. Permettre aux évêques de faire des additions à un petit catéchisme qui ne contiendrait que les choses essentielles, serait nécessairement ramener la diversité des catéchismes (1).

M^{GR} Eberhard, évêque de Trèves, qui, dit-il lui-même, sans avoir demandé la parole avait été mis sur la liste des orateurs, parla en faveur du schéma. Sa parole témoigne d'une grande expérience dans la question des catéchismes, ainsi que du vif intérêt qu'il y prend. Il décrit avec exactitude le catéchisme qu'il souhaite, et indique comment il voudrait le voir traduit dans les différentes langues des provinces ecclésiastiques ou des royaumes. « Cette traduction terminée, continue-t-il, à mon humble avis, c'est aux évêques, après entente générale et après le choix bien arrêté des mots, qu'il appartient d'insérer au catéchisme venu de Rome, mais sans changer ni ses formules ni son texte, tout ce que la condition des Etats et des temps, la diversité du développement intellectuel, l'enseignement et l'esprit des écoles, leur feraient juger nécessaire dans le Seigneur pour protéger l'enfance et la jeunesse contre les erreurs qui pourraient circuler dans leur pays ». Il faudrait cependant mettre bien en évidence dans l'impression, par des signes particuliers, tout ce qui appartient au catéchisme uniforme donné par le concile. Dans des pays où la fréquentation de l'école est obligatoire pendant de nombreuses années, comme en Allemagne, il regarde deux catéchismes comme absolument nécessaires (2) : l'un pour les basses

(1) *Acta*, etc., p. 796 sqq.

(2) *Ibid.*, p. 800 sq.

classes, l'autre pour les classes supérieures. C'était là aussi la pensée de M^{gr} Elloy (1), et la Députation entra dans ces vues en modifiant le schéma dans ce sens.

M^{gr} Haynald, archevêque de Kalocsa, débuta par ces mots : « *Patientia vestra post tot oratores uti, idem est ac patientia vestra abuti.* » Il était le quarantième à parler sur le petit schéma. Aussi n'est-il pas surprenant que les Pères aient eu le désir de terminer ce débat, et qu'ils aient souhaité que M^{gr} Haynald fut assez court.

L'orateur n'aura rien à opposer au schéma, si l'on ne rend pas l'introduction du catéchisme nouveau obligatoire pour tous les évêques . C'est aux évêques d'une même province, voire d'une même nation, que l'on doit recommander instamment d'arriver par leurs efforts à adopter un catéchisme aussi uniforme que possible. Il fit encore quelques propositions de peu d'importance; puis, il entreprit de défendre quelques propositions de ses amis particuliers, accueillies avec peu de bienveillance par beaucoup de Pères.

C'est ainsi qu'il défendit à sa manière la remarque de M^{gr} Dupanloup que le projet blessait les droits des évêques : « Vous avez accueilli par un murmure qui, certes, n'était pas approbateur, aujourd'hui, et je pourrais dire aussi ces jours derniers, tous les orateurs, Pères du concile, qui ont émis l'opinion que la prescription trop rigoureuse d'un catéchisme touchait aux droits des évêques. Pour ma part, je ne me suis pas permis le moins du monde des murmures, mais vous avez murmuré contre ce qui est mon opinion. Je le regrette, en effet, mais cette fonction des évêques qui serait atteinte par une prescription rigoureuse du catéchisme et qui a été appelée un droit doit être appelée un droit. Cette dénomination peut donner prise à de fausses interprétations; comme si, dans la pensée des adversaires du schéma, il s'agissait de je ne sais

(1) Ibid., p. 725.

quel droit d'honneur qu'il faille défendre à tout prix, d'un droit personnel tout à leur avantage, objet d'un point d'honneur humain, tandis que, à mon avis du moins, pareil reproche me semble tout à fait injuste. Et ici je crois interpréter les sentiments de tous les cœurs, en affirmant que tous ces droits épiscopaux, y compris la grande fonction épiscopale, ne sont qu'une charge immense, dont tous en général et chacun en particulier nous voudrions être délivrés si les circonstances le permettaient. » Puis M^{SR} Haynald continue à prouver, en phrases harmonieuses, que ce droit dont il s'agit doit être appelé le droit d'une charge; et enfin, il explique, en apportant des arguments connus, que l'évêque doit remplir lui-même le devoir d'instruire qui lui incombe, et que les raisons données pour l'introduction d'un catéchisme commun à tous ne sont pas décisives.

A plusieurs reprises la désapprobation des Pères se fit entendre hautement pendant ce discours. Mais une véritable protestation s'éleva lorsque l'orateur en vint à ce passage : « On a dit que la question du Petit Catéchisme était très importante. Un évêque très éminent a dit au commencement de la discussion : Le Petit Catéchisme est une grande affaire. // Mais, si pour cette raison nous allons entreprendre de nous débarrasser de tous nos devoirs et nous efforcer de faire faire par Rome ce que, nous, nous devons faire, alors, aujourd'hui comme demain, nous aurons encore beaucoup d'autres prescriptions à faire aux évêques. C'est une grande charge que de faire des homélies au peuple et elle demande beaucoup de travail : supposons ce catéchisme publié et prescrit, il faudra aussi que les sermons par lesquels nous instruisons le peuple, nous viennent, et tout faits, d'ici; et ainsi on arrivera simplement à supprimer chez les évêques cette activité spontanée et si fructueuse, cette initiative qui est la mère nourricière des grandes vertus et des grandes entreprises. »

M^{gr} Haynald chercha ensuite à réfuter la raison que quelques-uns avaient fait valoir en faveur du schéma, à savoir qu'il servirait à promouvoir l'unité dans l'Eglise. Il le fit en montrant, dans un langage très prolix, que cette unité était actuellement plus majestueuse dans l'Eglise qu'elle ne l'avait jamais été.

Ce point terminé, il lui restait encore quelques mots (paucissima) à ajouter. Avec une permission particulière du président, disait-il, il voulait répondre à certaines interprétations peu bienveillantes des paroles qu'il avait dites au sujet du bréviaire (1). On avait, en effet, répété qu'à voir la façon dont les orateurs avaient traité la question de la réforme du bréviaire, ils feraient croire que le bréviaire est plein de fautes et de lacunes, qu'il est écrit dans une langue informe et barbare. Or, nul de ceux qui entourent ce livre du respect qui lui est dû, et il est de ceux-là, n'a pu ni n'a voulu parler ainsi. C'est pour le réfuter plus facilement qu'on lui a prêté ce langage. Voici ce qu'il a dit, et pas autre chose : Il y a dans le bréviaire quelques imperfections qu'il faut corriger. Les hymnes sont parfois difficiles à comprendre et d'un style peu soigné. Il n'a pas dit non plus qu'il fallait abrégier le bréviaire, mais que cette obligation de tous les jours devait à certains jours se tempérer, par égard pour les labeurs apostoliques que plusieurs ont à supporter ce jour-là. — Il exposa tout cela en orateur très abondant, qui se laisse entraîner, et continua : « Si c'est un délit de tenir ce langage, et je n'ai tenu que celui-là, j'ai pour complices les Pères du concile de Trente qui ont mis à l'ordre du jour la réforme du bréviaire; j'ai pour complices les papes qui ont entrepris cette réforme; j'ai pour complices des hommes considérés et pieux qui forment ce vœu dans leur cœur. » Alors le cardinal président

(1) Voir ci-dessus p. 245.

Capalti l'interrompt par ces mots : « Vous avez exposé suffisamment vos pensées sur l'amélioration du bréviaire. Parler davantage serait inutile et importun au concile. Veuillez terminer ce discours déjà trop long et céder la place à un autre orateur. » — M^{SR} Haynald de répondre : « J'aurais certainement déjà terminé mon discours... » — Le Président : « Vous avez exposé vos raisons, cela suffit; continuer ne servirait qu'à susciter du mécontentement. Donec, restons-en là. » — L'orateur : « Je me suis servi de mon droit. » — Après des interruptions répétées, l'orateur descendit de la tribune (1).

L'orateur suivant, M^{SR} Perez Fernandez, Espagnol, évêque de Malaga, fut le dernier à parler sur le schéma. L'exorde de son petit discours fait écho aux sentiments que presque tous les évêques éprouvaient, et dépeint parfaitement la situation du concile. « Deux longs mois, presque trois, dit-il, se sont écoulés depuis le commencement de ce saint concile du Vatican. Et qu'avons-nous réalisé? Selon la parole des apôtres à leur Maître : nous avons travaillé toute la nuit et nous n'avons rien pris. Trente-cinq orateurs ont parlé sur le schéma de la Constitution dogmatique; trente-deux sur les évêques, les synodes, les vicaires généraux et la vacance des sièges épiscopaux; un grand nombre, je n'ai pas pu les compter, sur la vie et l'intégrité des mœurs des ecclésiastiques, et, enfin, quarante-cinq sur le Petit Catéchisme. / Après des congré-

(1) *Acta etc.*, I. 813 sq. — Voici le texte des sténographes : « *Et si piaculum erat in iis quae dixeram, et non nisi haec dici, complices habeo Concilii Tridentini Patres, qui reformationem breviarii disposuerunt; complices habeo Summos Pontifices, qui emendationem breviarii perfecerunt; complices habeo illos summos et pios viros qui idem meum desiderium forent...* »

Emus Praeses Capalti : *Satis exposuisti mentem tuam quoad ea quae dixeras de emendando breviario. Plura verba inutilia prorsus sunt, et Concilio molestissima. Impone finem tuae jam satis longae orationi et cede locum alteri oratori.*

Orator : *Ego utique finivissem jam meam orationem...*

Emus Praeses : *Tuas exceptiones dixisti, et satis est de ipsis. Reliqua verba non inserviunt nisi ad ledium : igitur satis sit.*

Orator : *Jure meo usus sum.*

Interrupto iterum iterumque sermone, dato signo, descendit.

gations si nombreuses, des discussions si longues et si étendues, nous n'avons pas encore approuvé un schéma, pas un chapitre, pas un canon. Hélas! nous n'avons rien pris. Ni l'avertissement de Sa Sainteté le Pape, ni les soupirs de nos Eglises qui rappellent leurs époux, ni les voix de nos troupeaux qui cherchent leurs pasteurs, ni le tonnerre et les éclairs mêlés des craquements épouvantables de l'orage qui gronde au-dessus de nos têtes, ni les voix de nos ennemis qui s'écrierent nuit et jour : « Mettons du bois dans leur pain, retranchons-les de la terre des vivants et qu'on ne se souvienne plus de leurs noms! » n'ont pu faire que les schémas fussent discutés avec la brièveté que souhaite justement Sa Sainteté, que l'Eglise réclame comme un besoin, que nos diocèses demandent, et que notre propre sûreté, notre salut et nos existences exigent (1). » L'orateur engage alors tous les évêques à se mettre résolument à l'œuvre, pour produire enfin quelque chose. Puis, après avoir exposé brièvement ses raisons pour l'acceptation du schéma, il ajoute que, à son avis, les difficultés faites par les adversaires ont été réfutées si bien et avec tant de succès que l'on peut passer aux votes et approuver le schéma (2).

Les présidents n'étaient pas de cet avis; ils renvoyèrent le schéma à la Députation nommée pour les affaires de discipline ecclésiastique, en disant qu'on avait fait valoir certaines difficultés que la congrégation générale ne pouvait pas trancher.

Après cela, quelques nouveaux schémas furent communiqués, ainsi que l'indication de tous les autres schémas préparés par les théologiens et les canonistes (3).

Enfin, le 20 février, parut un décret, émané du pape, qui

(1) *Acta*, etc., p. 845.

(2) *Ibid.*, p. 846 sq.

(3) Voir tome I, p. 519 sqq

édictait des règles plus précises sur l'ordre des travaux dans les congrégations générales; un exemplaire de ce décret fut remis à chacun. Nous allons examiner ce décret dans le chapitre suivant.



CHAPITRE XV.

Le décret du 20 février détermine avec plus d'exactitude l'ordre des travaux. — Comment il est accueilli.

Il y avait déjà deux mois et demi que le concile s'était réuni et l'on ne voyait encore aucun résultat. Cependant, les séances longues et fatigantes n'avaient pas manqué : vingt-neuf congrégations générales avaient été tenues pendant cet espace de temps, et elles commençaient d'ordinaire à neuf heures du matin pour finir vers une heure de l'après-midi. On n'avait encore formulé aucun décret, et, selon toute apparence, on n'en formulerait pas avant longtemps si l'ordre des débats restait le même.

Evidemment, on ne s'attendait pas à pareil résultat. Les schémas avaient été préparés d'avance, avec grand soin, parce qu'il y avait de plus remarquable comme intelligences à Rome et dans toute l'Eglise. Les Pères, il est vrai, pouvaient les examiner avec la plus grande liberté : mais on avait eu cependant le droit d'espérer que les Pères les accueilleraient tout d'abord avec bienveillance dans leur généralité, et donneraient ensuite leur assentiment pour les points essentiels. « Si le schéma présenté à la congrégation générale, disait la lettre apostolique *Multiplies inter* (1), ne soulève aucune

(1) § 7.

difficulté ou ne soulève que des difficultés de peu d'importance qui peuvent être élucidées par l'assemblée elle-même, on pourra alors sans plus tarder, après entente sur les difficultés, établir la formule du décret ou du canon conciliaire et recueillir les suffrages des Pères : « Si au contraire le schéma soulève de telles difficultés qu'elles ne puissent être résolues par la congrégation générale, les cardinaux présidents doivent alors renvoyer le projet accompagné des objections qu'on lui a faites, à la députation qui sera jugée compétente, où il sera retravaillé... Un compte-rendu des délibérations de cette députation sera imprimé et distribué aussitôt à la congrégation générale, afin que, si rien ne s'y oppose plus, on puisse recueillir les suffrages des Pères et rendre définitive la forme du décret ou du canon conciliaire ».

Cinq schémas avaient déjà été présentés à la congrégation générale; aucun ne put obtenir même une apparence d'approbation de la part des Pères. Chacun, en effet, eut pour adversaires toute une série d'orateurs, et il était même aisé de voir que, chez l'un ou l'autre de ceux-ci, il y avait de l'opposition systématique, une sorte de mépris; beaucoup se servirent d'expressions sévères dans leur critique. Beaucoup aussi donnèrent à leurs discours des proportions démesurées en rappelant des faits qui n'avaient que peu ou point de rapport avec le sujet; à les entendre, on aurait dit qu'ils faisaient ostentation d'éloquence, mais la conclusion était toujours la même : le renvoi du schéma à la députation.

La faute provenait-elle du règlement adopté? On n'a jamais voulu en convenir tout à fait. En fait, ce règlement eût été suffisant pour une assemblée délibérante moins considérable; peut-être aussi pour la grande assemblée qui se réunissait à Saint-Pierre, si tous les membres y étaient venus bien disposés envers les projets, et animés du désir de hâter la délibération autant que possible. Mais, tel n'était pas le cas. Un

assez grand nombre de Pères étaient défavorables au concile et ils y étaient venus mécontents. La raison principale de cet état d'esprit concernait la définition de l'infailibilité du Pape; tandis que la majorité du concile voulait l'aborder sans retard, la minorité au contraire, se fatiguait en vain à l'empêcher. Aussi est-ce de la minorité que sortit le plus grand nombre des adversaires des schémas, et le ton de leurs discours montre plus d'une fois, avec trop d'évidence, leurs mauvaises dispositions; le bruit même circulait qu'ils traînaient, de propos délibéré, les débats en longueur, afin d'ajourner autant que possible la question de l'infailibilité du pape (1). //

Le mécontentement que provoquait chez la plupart des Pères le bavardage inutile, grandit de jour en jour. Non seulement l'évêque de Malaga l'avait manifesté publiquement dans la congrégation générale (2), mais avant lui déjà, le 21 février, M^{gr} Garcia Gil, archevêque de Saragosse, vieillard presque septuagénaire, avait demandé la permission, en terminant son discours sur le Petit Catéchisme, d'ajouter quelques mots qui ne se rattachaient pas directement au sujet. « Il y a presque trois mois d'écoulés, dit-il alors, depuis que nous nous sommes réunis en concile œcuménique, trois mois pendant lesquels, je l'avoue, j'ai écouté avec plaisir des discours qui nous font admirer le zèle, la sagesse, le savoir, l'art oratoire, l'éloquence, la beauté du style, la variété des raisons, leur force et leur poids, les complications de la situation actuelle des choses. J'ai entendu et admiré les discours les mieux composés et les plus éloquentes (disertissima et eloquentissima), et mes oreilles même ont eu leurs jouissances. Mais, lorsque rentré dans mon hôtel, je me demandais quelle utilité, quel avantage, nous avons retiré de ces discussions,

(1) *C. V.* 958 a.

(2) *Ci-dessus*, p. 281.

de ces longues discussions et de ces magnifiques discours : je dois avouer qu'alors se présentaient à mon esprit ces paroles adressées par Simon-Pierre à Jésus : « Seigneur et Maître, nous avons travaillé, non pas toute la nuit, mais pendant trois mois, et nous n'avons rien pris, rien n'a été défini » ; trois mois se sont écoulés, c'est-à-dire l'espace de temps pendant lequel le premier grand concile, celui de Nicée, a pu s'ouvrir et se terminer ; c'est encore dans l'espace de trois mois et même moins, qu'ont été tenus le premier et le deuxième concile de Constantinople, celui d'Ephèse, de Chalcédoine, le quatrième concile de Latran, ceux de Vienne et de Lyon. On a parlé du concile de Trente en disant qu'il avait duré dix-huit ans, et que nous moissonnions ce que les Pères avaient alors semé. C'est vrai, mais cette durée du grand concile, si l'on fait abstraction du nombre et de l'importance des questions qui y ont été débattues, cette durée pendant de si longues années ne provient pas des discussions, mais de circonstances tout autres. Elle a eu pour cause des discordes, des contestations, des guerres, des épidémies et d'autres motifs encore qui n'étaient pas le fait du concile. Et si dans certaines délibérations il y eut des discussions longues et diffuses, les Pères de ce concile méritent-ils d'être loués sans réserve ? // Ils méritent beaucoup d'éloges, mais pas sur tous les points ; et si, par exemple, ils ont traîné en longueur les discussions, ils ne sont pas dignes d'éloges en cela. » L'orateur adresse ensuite à tous une prière, pour qu'on s'efforce d'abréger le plus possible : « On l'a dit, la liberté doit exister, c'est vrai ; mais, écartons l'abus des discussions. (*Approbations.*) Trois mois se sont écoulés, et pendant ce temps, six ou sept cents diocèses sont privés de leurs pasteurs pendant que les loups sont dans l'enclos et peut-être entourent et dévorent les brebis (1). » (*Approbations.*)

(1) *Acta*, etc., p. 767 sq.

Du milieu du concile, des adresses avaient déjà, plusieurs fois, été remises par les Pères aux présidents ou au pape, les priant de prendre les mesures nécessaires pour maintenir dans les limites convenables le zèle des orateurs.

Dans une adresse du 8 février, neuf Pères tant en leur propre nom qu'au nom de beaucoup d'autres, comme il est facile de le constater, prièrent les présidents de poser à la congrégation générale cette question : la discussion d'un schéma n'est-elle pas terminée par le fait même que la majorité des Pères déclare que le sujet présenté a été assez discuté? Leur demande n'était appuyée par aucun motif; ils se contentent de dire que les motifs sont suffisamment connus de tous les membres du concile, pour qu'il soit inutile de s'y arrêter (1).

Six jours plus tard, une autre supplique signée par six Pères fut envoyée au Saint-Père. Elle disait que quelques orateurs, en exposant leurs vues sur chacun des schémas s'y prenaient de telle façon, que si on les laissait faire, on pourrait douter de l'heureuse issue du concile. Les signataires énuméraient les points visés par leur plainte : 1^o Quelques orateurs, au lieu d'énoncer brièvement leur avis avec l'exposé des motifs, se lancent dans des digressions où ils semblent vouloir faire montre d'éloquence; si bien que souvent ils prennent une heure et même une heure et demie à exposer ce qu'ils auraient pu avec bien plus de profit, livrer en vingt minutes à la réflexion des Pères; 2^o Très souvent des orateurs ne font pas autre chose que répéter ce qui a été mieux exposé par d'autres; parfois ils s'attardent beaucoup à éclaircir des points bien connus de tous, pour peu qu'on ait étudié les premiers principes de théologie ou de droit canon; // 3^o Très souvent les orateurs s'écartent du schéma pour traiter longuement des sujets qui lui sont étrangers; 4^o Quelques-uns se sont tellement étendus sur la charité et sur les exer-

(1) C. V. 957 b.

cies spirituels qu'on aurait pu croire qu'ils avaient mission de convertir les Pères du concile et non pas d'exposer leurs vues sur le schéma présenté; 5° Il est tout à fait regrettable que, sous prétexte de parler du schéma, quelques-uns viennent proposer de nouveaux projets, projets qu'il aurait fallu soumettre d'abord à la congrégation instituée exprès pour examiner les nouveaux projets. Il est regrettable aussi que quelques-uns, et le cas n'est pas extraordinaire, manquent au respect dû aux Congrégations romaines et aux usages de l'Eglise romaine; 6° Tout cela était tolérable au début du concile, parce qu'on avait alors l'espoir que l'ardeur de faire des discours se calmerait peu à peu; on l'espérait d'autant plus que les orateurs pouvaient remarquer les signes non équivoques d'impatience qui échappaient involontairement aux Pères lorsqu'on annonçait de nouveaux orateurs, ou bien lorsque les discours s'allongeaient ou s'éloignaient du sujet; mais l'ardeur de parler grandit au contraire avec le nombre des discours, et l'on n'a pas entendu sans étonnement que plus de trente orateurs se sont fait inscrire pour le schéma du Petit Catéchisme, quand une seule congrégation générale aurait suffi pour ce schéma. Aussi est-il arrivé que quelques-uns ont pu émettre la pensée, quoique nous ne soyons pas de leur avis, que l'on voulait traîner en longueur les débats afin que le concile ne puisse pas définir ce qui ne plaît pas à plusieurs. Loin de nous ce soupçon; mais, alors même qu'il serait sans fondement, si les choses continuent de la sorte le concile ne peut pas avoir d'heureuse issue.

Les signataires joignaient à cette supplique un projet de règlement, qui à leur avis pourrait amener une amélioration. En voici les points : Fixer à chaque orateur un temps déterminé. Ne permettre à personne de s'étendre en de longs discours; on doit émettre brièvement son avis avec les raisons qui peuvent le confirmer. Après avoir entendu plusieurs orateurs pour le schéma et plusieurs contre, on devra recueillir

lire les votes des Pères pour savoir s'il faut accepter le schéma, ou le modifier, ou le renvoyer à la députation, ou s'il faut encore entendre d'autres orateurs. Enfin, le moyen le plus efficace serait que si un orateur vient à s'écarter de son sujet, il y soit aussitôt rappelé. // Personne vraiment ne peut se plaindre d'une atteinte à la liberté dans le concile du Vatican; il semblerait plutôt que quelques orateurs par leur façon d'abuser de la patience des Pères, s'efforcent, sans s'en rendre compte évidemment, d'entraver la liberté qu'ont les autres de mener le concile à bonne fin (1).

Une troisième supplique signée de vingt-huit Pères, prie simplement le pape d'édicter un nouveau règlement pour la discussion des schémas. Elle porte la date du 20 février (2).

Les cardinaux présidents de la congrégation générale s'étaient déjà rendu compte avant la présentation de ces suppliques des abus qui se produisaient dans les débats. Dans une de leurs réunions, le 30 janvier, le cardinal Bilio avait proposé des mesures pour les prévenir (3). Il fallait avant tout, fit-il remarquer, changer le moins possible le règlement établi; mais, au lieu de proposer les schémas à la congrégation générale, simplement comme matière à discussion et sans s'en préoccuper davantage, ne pouvait-on pas en les présentant, les accompagner d'une justification. Enfin, il ne fallait pas les présenter seulement comme le travail de théologiens, mais, autant que possible, comme le travail de la Commission compétente des vingt-quatre Pères. En effet, si l'on présentait les schémas comme le travail de théologiens, leur lecture était une simple invitation à monter à la tribune pour y faire des objections, et l'on ne devait pas en attendre

(1) *C. V.* 957 c. sqq.

(2) *Ibid.* 958 c.

(3) *Congressus Præsidium*, 30 Januarii 1870. Dans les notes de M^{re} Fessler comme dans celles de M^{re} Jacobini, nous trouvons des détails sur cette séance, très courts il est vrai dans les notes de M^{re} Fessler mais plus étendus dans celles de M^{re} Jacobini.

d'autre résultat que des observations et des critiques. Ce système entraînait de longs et de nombreux discours, et d'autre part n'y avait personne pour expliquer ou défendre les schémas. Ne pourrait-on pas, de plus, engager à présenter par écrit les objections que l'on aurait à faire contre le schéma? On objectera peut-être à cela qu'on a le droit de communiquer ses difficultés à tous les Pères du haut de la tribune. Mais alors ne pourrait-on pas obtenir que les membres de la députation présentent par écrit à la congrégation générale toutes les objections? On aurait ainsi l'avantage de pouvoir les accompagner d'observations.

Le cardinal de Luca ajouta que la clôture de la discussion générale pourrait être prononcée sur l'avis de la majorité des Pères // et que, dans ce cas, on présenterait par écrit les discours qui n'auraient pas pu être entendus. — Le cardinal Bizzarri pensait que la faute ne provenait pas du règlement, mais des personnes, quelques-uns, soit par passion, soit par point d'honneur, tenant à parler. La question demandait donc beaucoup de prudence, et elle était d'une haute importance, étant connexe avec celle de l'infailibilité pontificale. Aussi, à son avis, le moment n'était guère propice pour changer l'ordre des travaux. — Le cardinal de Angelis exprima le vœu de voir la majorité des Pères se prononcer pour un changement dans le sens du projet présenté par le cardinal Bilio. — Sur la question : faut-il changer la marche des discussions, tous furent d'avis qu'il serait très désirable que le vœu de voir abrégé les discussions, dans le sens du projet du cardinal Bilio, vint de la majorité des Pères. Les cardinaux Bilio et Capalti et NN. SS. Franchi et Fessler se chargèrent alors de rédiger le texte d'une supplique et d'inviter les Pères à la souscrire.

Sur les démarches et négociations ultérieures on ne trouve dans les documents que des renseignements peu précis. Il n'est plus question d'une supplique de la part des Pères,

dans le sens du projet du cardinal Bilio; et les trois suppliques dont nous avons parlé plus haut sont rédigées dans un tout autre sens.

Un décret parut cependant, qui avait pour but de réduire les débats; il renfermait plus d'une prescription conforme au projet du cardinal Bilio. Ce décret fut signé par le pape le 20 février, et il fut publié dans la vingt-neuvième congrégation générale, le 22 février (1).

Le Pape, lisait-on au début de ce décret, pour atteindre plus sûrement le but indiqué par les lettres apostoliques *Multiplies inter*, publiées antérieurement, et pour satisfaire aux vœux de beaucoup de Pères qui avaient à différentes reprises présenté des suppliques contre l'excessive longueur des discussions, le pape avait déterminé certaines règles. Ces règles laissent intact l'ordre établi précédemment, elles l'expliquent seulement, et maintiennent aux évêques la liberté qui leur revient.

Voici ces articles : 1. En distribuant un schéma, les présidents fixeront aux Pères un laps de temps convenable pendant lequel ceux-ci pourront présenter par écrit les remarques qu'ils auraient à faire sur ce schéma. — 2. En faisant ces remarques il faudra garder l'ordre suivant : / d'abord celles qui concernent le schéma dans son ensemble, soit en totalité, soit en partie, selon qu'il aura été indiqué, ensuite celles qui concernent chacune des parties en suivant le texte du schéma. — 3. Ceux des Pères qui voudraient changer des mots ou des phrases doivent les remplacer par les mots et les phrases qu'ils veulent voir employées. — 4. Les Pères remettront toutes ces remarques signées de leur nom au secrétaire du concile et celui-ci les transmettra à la députation voulue. — 5. Lorsque la députation aura examiné ces

(1) *C. V.* 67 a. sqq.

observations, elle modifiera le schéma dans ce sens, et fera distribuer aux Pères le nouveau schéma avec un rapport sommaire mentionnant les observations proposées. — 6. Alors seulement les présidents fixeront le jour pour l'ouverture des débats dans la congrégation générale. — 7. La discussion portera d'abord sur l'ensemble du schéma, ou sur l'ensemble de la partie déterminée par les présidents, et ensuite seulement sur chacune des parties en détail. Mais toujours les orateurs seront obligés de présenter un autre texte à la place de la phrase ou du paragraphe qu'ils voudraient voir modifiés et ils le remettront par écrit aux présidents après leur discours. — 8. Ceux qui désirent parler sur le schéma, devront, en donnant leur nom aux présidents, indiquer s'ils se proposent de parler sur l'ensemble du schéma, ou seulement sur certaines parties, et, dans ce cas, sur quelles parties. — 9. Il sera permis aux évêques, membres de la députation intéressée, après avoir obtenu l'autorisation des présidents, de répondre aux objections présentées par les orateurs. Ils pourront pour cela prendre la parole aussitôt après le discours d'un orateur, ou répondre en une fois à plusieurs orateurs qui auraient discuté le même sujet, et cela soit le jour même, soit un autre jour. — 10. Les orateurs doivent se renfermer dans les limites de la question proposée. S'il arrive que quelqu'un des Pères s'en écarte, les présidents devront les y ramener. — 11. Si la discussion après un examen suffisant de la question se prolonge outre mesure, les cardinaux présidents, sur une demande écrite présentée au moins par dix Pères, pourront demander à la congrégation si elle veut que le débat continue. Après avoir fait voter par assis et levé, ils mettront fin à la discussion, si tel est l'avis de la majorité des Pères. — 12. Quand les débats seront terminés sur une partie du schéma, les présidents, // avant de passer à une autre partie, recueilleront les votes d'abord sur chacune des améliorations proposées, ensuite sur l'ensemble

du texte de la partie examinée. — 13. Pour voter sur chacun des amendements aussi bien que sur le texte de chaque partie, on procédera de la manière suivante : Les présidents inviteront d'abord à se lever ceux qui approuvent la correction ou le texte ; puis ceux qui le désapprouvent ; les voix une fois comptées on s'en tiendra à l'avis de la majorité. — 14. Quand on aura voté sur toutes les parties d'un schéma, les cardinaux feront voter sur l'ensemble du schéma. Ce vote se fera de vive voix par les mots *placet* ou *non placet* ; celui qui croira devoir ajouter une condition à son *placet* devra l'exprimer par écrit.

Ces prescriptions, que le pape avait établies, comme nous le disent les premiers mots (1), sur le conseil des présidents du Concile et sur celui de la Députation instituée pour examiner les projets présentés, étaient réellement capables de porter remède aux inconvénients et de transformer l'inutile verbiage des débats antérieurs en discussions conciliaires fructueuses, sans entraver toutefois la liberté d'action des évêques. Ainsi, la recommandation faite aux Pères de présenter par écrit les remarques qu'ils croiraient devoir faire sur le schéma proposé, était sous plus d'un rapport d'une grande importance pour faire avancer les travaux du Concile. On s'exprime avec plus de brièveté et de précision par écrit que dans un discours ; on est de même moins porté à s'écarter par écrit du sujet, et si cela arrive, du moins on ne fait pas perdre le temps à tout l'épiscopat réuni, mais seulement aux membres de la députation chargée d'examiner les remarques présentées. De plus, lorsque le schéma modifié conformément aux observations des Pères était ensuite représenté à la congrégation générale, ce n'était plus simplement le travail de quelques théologiens, mais celui de tout le Concile, puisque tous les Pères qui n'avaient pas été satisfaits du schéma pré-

(1) C. V. 67 b.

senté s'étaient employés à l'améliorer. On ne pouvait aussi que se réjouir de la décision qui obligeait ceux qui croyaient devoir critiquer des mots ou des phrases du schéma, à présenter à leur place des termes ou des phrases mieux choisies. Evidemment il est aisé de critiquer, mais il n'est pas aussi aisé de faire mieux; et souvent lorsque l'on essaie de trouver mieux que ce que l'on blâme, on s'aperçoit que le texte n'est pas aussi défectueux, et même qu'il a été bien considéré et choisi avec discernement. //

C'était encore un point de grande importance, que, d'après les nouveaux règlements, les projets présentés à la congrégation générale, n'étaient plus désormais donnés seulement comme le travail de théologiens inconnus, ce qui offrait à tous les Pères l'occasion de soulever des difficultés. Ils se présenteraient comme l'œuvre de la députation ou même de tout le Concile, puisque les Pères auraient contribué à leur amélioration par leurs remarques, et que la députation en présentant le schéma, devrait rendre compte de l'usage qu'elle aurait fait de ces remarques. La députation obtenait aussi le droit d'intervenir dans les débats en défendant ou expliquant le schéma attaqué.

Ces nouvelles décisions ne rencontrèrent cependant pas l'accueil qu'elle méritaient, chez une partie considérable des Pères du Concile. Du groupe des Pères opposés à la définition de l'infailibilité pontificale partirent plusieurs lettres adressées aux présidents du Concile. Les signataires de ces lettres exprimaient le mécontentement que leur causaient quelques-unes, on pourrait dire la totalité de ces nouvelles décisions, et ils proposaient de les modifier. Lorsqu'on relit maintenant ces lettres, plusieurs dizaines d'années après le Concile, et que l'on reconnaît parmi les signatures celles d'hommes d'une grande droiture d'intelligence, d'une vie très sainte, et animés d'un zèle très pur pour Dieu et pour son Eglise, on

pourrait se demander avec étonnement, comment il a été possible que de tels hommes aient pu signer pareilles protestations. Une expérience de plus de deux mois avait pourtant bien montré qu'il n'y avait aucun bon résultat à attendre des travaux du Concile si l'on continuait comme l'on avait commencé, tandis que le nouveau règlement au contraire promettait aux délibérations la plus heureuse issue. Mais les passions étaient soulevées par la querelle de l'infaillibilité pontificale; le mécontentement contre la direction donnée au Concile dominait chez plusieurs; l'impartialité des jugements n'existait plus. Les adversaires de la définition s'étaient unis pour être plus forts dans leur opposition; et parmi eux quelques hommes passionnés, qui dans leur zèle à poursuivre leur but dépassaient de beaucoup la limite de ce qui est permis, étaient devenus des chefs à l'influence desquels les autres ne pouvaient plus se soustraire.

C'est ainsi que se produisit une sorte de protestation contre les nouvelles décisions, signée par trente évêques français ayant à leur tête Mgr Darboy, archevêque de Paris, (1 mars 1870) (1). / Une lettre tout à fait semblable fut signée par vingt évêques de différents pays, surtout du Nord de l'Italie (2). Celle que signèrent vingt-et-un Pères d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie et un seul de l'Amérique du Nord est presque identique (3). Une autre, très courte et plus mesurée sur plusieurs points, fut présentée par quatorze Pères, la plupart d'Allemagne; dans leurs noms nous trouvons celui de l'archevêque de Cologne et ceux des évêques de Mayence, Trèves, Rottenbourg et Saint-Gall (4).

Entrons cependant dans quelques détails sur le contenu de

(1) *C. V.* 958 d. sqq.

(2) *Ibid.* 962 d. sq.

(3) *Ibid.* 963 b. sqq. — Un des signataires, Jean Chrysost. Kruesz O. S. B. Abbé de St. Martin (Martinsberg, Hongrie) retira cependant sa signature.

(4) *Ibid.* 967 b. sq.

la première lettre, pour entendre les plaintes des trente évêques français.

Ils commencent par attirer l'attention sur la nécessité de la liberté d'action dans le Concile. Le décret papal déclare vouloir la sauvegarder, mais l'impression générale que l'on éprouve en lisant le décret, c'est que pour plus d'un point il semble restreindre cette liberté des Pères, ou même la supprimer complètement. On pourrait peut-être par amour de la paix laisser passer quelques points de moindre importance, comme les articles 6, 10, et plusieurs autres, dans l'espoir que tous useront d'une façon juste et équitable du droit qui leur appartient. Mais pour des points de plus grande importance, particulièrement lorsqu'il s'agit de rendre des décrets concernant la foi, dans laquelle la conscience est si intéressée, aucun des signataires ne voudrait courir le danger auquel le manque de liberté l'expose. — L'article 6 était celui qui prescrivait aux présidents de fixer le jour pour commencer la discussion dans la congrégation générale, et l'article 10 leur recommandait de ramener à son sujet l'orateur qui s'en écarterait. Comment eût-il été possible de réclamer contre des décisions pareilles? C'eût été montrer qu'on ne voulait aucune direction dans le Concile mais bien le plus complet désordre. Les signataires déclaraient donc ne vouloir point s'arrêter à ces points ni à quelques autres semblables, puis ils expriment leurs réflexions en neuf paragraphes.

1. Le délai dans lequel on devait remettre par écrit les observations que l'on aurait à faire sur les schémas était laissé entièrement au jugement des présidents. Dans les questions faciles et de peu d'importance, disaient les signataires, cela n'a pas d'inconvénient. « Mais il peut venir des questions dogmatiques d'une si grande importance et en même temps d'une si grande difficulté, et dont la solution réclame des études si difficiles et si variées d'écriture

Sainte, de patrologie, de l'histoire de l'Eglise, des conciles et des constitutions papales, qu'il serait très dangereux de mesurer le temps aux Pères avec trop de parcimonie. » Ils demandent donc que si de pareils cas se présentent, on veuille bien accéder aux désirs des Pères lorsqu'ils demanderont plus de temps. Leur demande doit paraître d'autant plus fondée que les schémas n'étant pas encore portés à leur connaissance, les Pères n'ont pas pu se préparer à les discuter par des études préliminaires.

— Les réflexions qui sont faites ici sur le nouveau règlement ne semblent pas fondées. Les présidents sont invités à déterminer un temps convenable, *congruum tempus*, pour que les Pères puissent présenter leurs remarques. Si le cas imaginé par les signataires de la supplique devait se présenter, et si l'on soulevait une question vraiment difficile et qui exigerait beaucoup de temps, il faut alors entendre naturellement « le temps convenable » d'un délai plus long. Mais au fond on ne devait pas s'attendre à une question offrant des difficultés telles que les signataires les dépeignent. Ce n'est pas l'habitude de soumettre à une définition conciliaire des questions encore enveloppées de tant d'obscurité. Toutes les doctrines du premier schéma étaient de celles que tout théologien ordinaire peut posséder suffisamment, et c'était chose facile de compléter ce qui aurait pu manquer. A n'en pas douter, les signataires en rédigeant la supplique n'avaient en vue qu'une seule question qui, à leur avis, pût demander encore des années d'étude, c'était la question de l'infailibilité pontificale. Or cette question n'offrait en réalité aucune difficulté particulière, c'était au contraire une question théologique bien facile. On pouvait supposer à l'assemblée des Pères plus de lumière qu'il n'en fallait sur ce point, car bien longtemps avant le commencement du concile la question avait été controversée, et bien des indices faisaient prévoir que les Pères du concile s'en occuperaient. Au reste, ce qui fai-

sait l'objet du doute, ce n'était pas tant la doctrine même de l'infailibilité que l'opportunité de sa définition. Il est vrai qu'alors tous les moyens étaient employés pour envelopper d'obscurité la doctrine elle-même, et l'un des moyens pour empêcher la définition consistait précisément à rappeler les nombreuses difficultés « qui n'étaient pas encore élucidées » ; comme si avant de définir // il était nécessaire de répondre à toutes les malicieuses objections des adversaires, ce qui ferait leur joie, et de les forcer à déclarer eux-mêmes que toute difficulté avait disparu. C'était là évidemment un résultat impossible à atteindre.

2. Les signataires se plaignent en second lieu de la prescription — très sage — faite par le troisième paragraphe, et qui oblige tous ceux qui rejettent un mot ou un paragraphe du schéma à les remplacer par le mot ou le paragraphe qui leur paraîtrait mieux choisi.

3. Le cinquième paragraphe dit que la députation, en présentant à la congrégation générale le schéma modifié dans le sens des remarques faites par les Pères, devra accompagner ce schéma d'un rapport sommaire des observations proposées ; or, les signataires ne pensent pas que ce rapport sommaire puisse suffire. Les observations, disent-ils, reçoivent leur poids des motifs qui les accompagnent ; c'est pourquoi on devrait aussi rapporter ces motifs ; d'autant plus que cette façon de traiter des projets par écrit dans le concile est une innovation, et que l'on n'accorde à personne l'autorisation de faire imprimer ses remarques. Il fallait s'en remettre complètement au jugement de la députation et de ses théologiens pour le choix des remarques dont les unes seraient acceptées, les autres rejetées. Les signataires demandent donc trois choses : que les remarques soient exactement reproduites, qu'elles soient accompagnées de leurs motifs, et que l'auteur des observations ait droit d'entrée dans la députation pour les expliquer et les défendre.

— Que la députation doive rapporter les observations et leurs motifs d'une manière qui donne toute satisfaction, c'est à n'en pas douter prescrit par le règlement. Du reste la discussion dans la congrégation générale ne devait pas avoir lieu avant que les Pères aient pris connaissance et du schéma modifié et du rapport sur les observations présentées. Si donc il arrivait que la députation n'exposât pas ces dernières d'une façon équitable, l'auteur de ces remarques tout naturellement les compléterait et protesterait contre la façon d'agir de la députation. Pour que l'auteur des remarques puisse les expliquer et les défendre oralement devant la députation, pas n'était besoin d'une règle assurément. Si l'un ou l'autre désirait par exception traiter ses affaires personnellement devant la députation, cela ne lui était pas refusé, comme la façon d'agir des présidents l'avait plusieurs fois fait voir.

4. Les signataires ne trouvent pas le huitième paragraphe suffisamment clair; // ils craignent qu'on ne reconnaisse à un orateur le droit de parler que sur une seule partie du schéma.

— Ce paragraphe ne dit pas cela, et les présidents font tout spécialement ressortir dans leur réponse que, sous réserve de garder l'ordre des matières, chacun peut prendre la parole pour chaque partie.

5. Pour que la liberté de la discussion soit sauvegardée, et pour qu'un orateur soit parfaitement compris, les signataires de la lettre croient nécessaire de permettre à l'orateur de répondre au moins une fois à une réfutation qui lui serait adressée de la part de la députation; que ce soit le jour même ou le jour suivant.

6. Plus nombreuses et plus importantes sont les considérations que font les signataires à propos du onzième paragraphe. Ce paragraphe autorise les présidents, sur une proposition signée par dix Pères, à demander à la congrégation générale si la discussion doit être continuée, et de la termi-

ner si la majorité des Pères par assis et levé en ordonne ainsi. C'est laisser par là, disent-ils, au bon plaisir des présidents et de la majorité, même si elle n'est obtenue que par une voix de différence, le pouvoir de terminer la discussion; et la minorité n'aurait à sa disposition aucun moyen de défense. C'est une disposition pleine de péril lorsqu'il s'agit de définitions dogmatiques, et elle est ouvertement contraire aux droits des évêques. Et cela, d'autant plus que l'on vote par assis et levé, ce qui se fait avec beaucoup de précipitation, d'une façon fort peu réfléchie, souvent inconsciente, on pourrait même dire contagieuse; et cependant il ne resterait plus après cela, sans qu'on puisse faire entendre aucune réclamation, qu'à compter les suffrages et à publier le décret définitivement.

Les signataires proposent donc différentes modifications : La discussion ne devrait jamais être considérée comme se prolongeant trop, aussi longtemps qu'il resterait un évêque qui n'ayant pas encore parlé sur la question discutée, voudrait se servir de son droit de témoin et de juge de la foi, et prendre au moins une fois la parole. On rappelle en outre aux présidents qu'ils *peuvent* demander à la congrégation générale s'il faut terminer la discussion, mais qu'ils n'y sont pas obligés. La série des orateurs devrait être constituée de façon que s'il y a diversité d'opinions, les orateurs favorables au projet alternent avec ceux qui lui sont contraires. Chaque fois que l'on réclamera la clôture de la discussion il faudrait au moins que l'un ou l'autre des Pères fasse un discours pour sa continuation, en exposant les raisons qui semblent la motiver. Dans les questions plus importantes, en particulier dans les décrets concernant la foi, // la discussion ne doit jamais être terminée s'il y a encore cinquante Pères au moins qui s'y opposent.

— Quelle que soit la manière préférée de chacun de mettre un terme à la discussion, il reste bien établi, et l'expérience

du concile du Vatican l'a parfaitement prouvé, qu'il faut dans un concile un moyen quelconque de mettre un terme à une discussion qui se prolonge par trop. Lorsqu'un sujet est épuisé et qu'aucun orateur n'a plus rien de nouveau à apporter, on ne peut obliger six à sept cents prélats à supporter pendant des semaines de nouveaux discours sans que pour cela le travail du concile soit plus avancé. Sur la manière de provoquer cette clôture, les règlements peuvent varier; ils peuvent donner des limites plus ou moins étendues à l'éloquence. Mais il nous semble que les mesures prises par le décret du 20 février pour terminer les discussions qui se prolongeaient trop, étaient dignes d'éloge. Ce n'est pas de leur propre autorité que les présidents de la congrégation générale demandent si les Pères désirent terminer la discussion, ils ne doivent le faire que si dix Pères au moins ont exprimé le désir de voir poser la question. Même si ce vœu a été exprimé, les présidents ne sont pas obligés d'y acquiescer, ils peuvent ne pas le prendre en considération; ce qui a pour but évident de donner aux présidents la possibilité de procéder avec douceur et circonspection, de ne pas les obliger à obéir à une impatience inopportune, et de pouvoir tenir compte avec prudence et sagesse de toutes les circonstances. Mais s'ils croient devoir poser la question aux Pères, et que la majorité se déclare pour la clôture de la discussion, il semble raisonnable de l'accorder; il n'y a pas lieu de croire en effet qu'il y ait encore grand profit à attendre de la continuation des débats, si la majorité pense que tous les points de la question ont été suffisamment discutés et qu'il n'y a plus rien de nouveau à entendre. On ne voit pas pourquoi, en effet, lorsque trente orateurs auront parlé d'une question, il faille encore entendre tous ceux qui désirent parler, puisqu'ils ne feront que répéter ce qui a été dit.

Le mot : chacun de ceux qui se présentent comme *témoins*, ne doit pas induire en erreur. Il ne s'agit pas de rendre témoi-

gnage d'un fait qui tombe sous les sens, car alors tous les témoins oculaires et auriculaires doivent être entendus, parce que chaque nouveau témoin augmente la force du témoignage, // mais il s'agit de rendre témoignage des vérités que Jésus-Christ et ses apôtres ont annoncées. Or les arguments que l'on avance pour confirmer ces vérités sont puisés par tous aux mêmes sources : il doit donc nécessairement arriver que lorsqu'un assez grand nombre de Pères ont parlé sur une vérité de ce genre, les autres ne puissent plus que répéter ce qui a été déjà dit. Le terme de *juge* ne porte pas ici à conséquence : ce n'est pas en prononçant des discours que les évêques remplissent leur fonction de juge ; c'est en donnant leur vote, et alors tous doivent être librement entendus. Le vœu que la discussion puisse se prolonger tant que cinquante Pères désireront la continuer semble irréalisable ; car établir une pareille loi serait remettre entre les mains d'une minorité infime de Pères le pouvoir d'entraver la marche du concile et d'empêcher toute décision qui ne leur plairait pas. Sur le vote par assis et levé, nous aurons bientôt occasion de revenir.

7. Les signataires souhaitent qu'on laisse un certain temps entre le vote sur chacune des corrections proposées dans la discussion et le vote sur l'ensemble de la partie discutée du schéma. Ce qui fut accordé.

8. Ils attachent une importance particulière à leurs observations sur le treizième paragraphe. Avant tout, ils blâment le vote par assis et levé. Cette façon de voter qui leur déplaisait déjà lorsqu'elle portait sur la clôture des discussions, leur inspire encore plus d'inquiétude lorsqu'elle concerne les décrets eux-mêmes, surtout les décrets dans les matières de foi. Un pareil système, disent-ils, n'a certainement jamais été employé dans les conciles ; et cela se comprend, car dans les conciles on ne se préoccupe pas tant d'expédier promptement les affaires que de procéder avec prudence et en toute sûreté.

— A cette critique, nous ferons d'abord remarquer que dans le treizième paragraphe il ne s'agit pas de résolutions décisives ni de définitions dogmatiques, mais uniquement de fixer chacune des expressions des décrets, d'adopter ou de rejeter chacune des corrections proposées, ou de voter sur les différentes parties d'un schéma. Après avoir déterminé chacune des parties en détail, on procédera au vote définitif par le *placet* et *non placet*; chacun peut alors opposer son *non placet* même pour un seul passage du schéma, s'il estime que le schéma doit être plutôt rejeté en entier qu'approuvé avec ce passage. // S'il fallait voter de cette façon solennelle par *placet* et *non placet* sur chaque expression ou sur chaque correction proposée, cela demanderait un temps excessivement long. Si chacun des six cents Pères devait prononcer le *placet* ou *non placet*, s'il fallait ensuite réunir et compter les suffrages, même en n'accordant qu'un cinquième de minute à chaque Père, il faudrait chaque fois au moins deux bonnes heures pour chaque vote. Est-il possible d'employer autant de temps chaque fois qu'il s'agit simplement de voter pour des expressions ou des parties séparées d'un décret proposé? Sans doute ce n'est pas la chose principale dans un concile d'expédier aussi vite que possible les affaires, mais encore faut-il au moins arriver à les terminer, et surtout avoir en fin de compte produit quelque chose. Or, cela ne paraît pas possible si l'on adopte pour chaque point la méthode de vote que les signataires de cette supplique réclament; d'ailleurs il n'est nullement exact que la façon de voter par assis et levé soit moins sûre que la méthode qui consiste à exprimer oralement son suffrage. Elle laisse parfaitement à chacun le moyen d'agir avec réflexion, et elle donne exactement le chiffre de ceux qui votent pour et de ceux qui votent contre.

Le premier vote qui a eu lieu de cette façon a été exactement consigné dans les actes du concile. Nous en reprodui-

sons le rapport ici, à titre d'exemple. Il s'agit des mots qui forment le début du premier chapitre du schéma sur la Foi catholique et qui sont : « *Sancta Romana catholica Ecclesia credit* » (1). Dans leurs remarques certains Pères proposaient de dire : « *Sancta catholica Ecclesia, etc.* », en omettant le mot *Romana*. (2) Après que le rapporteur de la Députation de la foi eut dit quel était l'avis de la députation sur les diverses rédactions proposées pour le premier paragraphe (3), eut lieu le vote des Pères pour chacune des propositions. Sur l'ordre du premier président, le sous-secrétaire monta à la tribune et lut la première proposition : « On a proposé de dire en commençant le chapitre simplement : *Sancta catholica Ecclesia credit, etc.* Puis le premier président adressa à la congrégation générale l'invitation suivante : « Que les Pères qui approuvent la proposition corrigée comme on vient de l'entendre veuillent bien se lever et rester debout jusqu'à ce que l'on voie si cette correction réunit ou non en sa faveur la majorité. » // Comme très peu de Pères se levaient, le président dit : « Il est évident qu'une majorité très grande de Pères rejette cette proposition. » Ensuite il adressa aux Pères la seconde invitation d'avoir à exprimer leur avis : « D'après la prescription du règlement je dois demander quels sont les Pères qui croient devoir rejeter la proposition ainsi corrigée. Je prierai donc les Pères qui s'opposent à cette proposition de vouloir bien se lever, et de rester debout jusqu'à ce que l'on ait constaté si la majorité ou la minorité des membres rejette cette proposition. » Comme presque tous les Pères s'étaient alors levés, le premier président ajouta : « Il est de nouveau très clair que la très grande majorité des Pères s'oppose à cette proposition. Il est donc constaté par un double vote que le concile rejette cette première proposition ainsi

(1) *Schema, etc.* — C. V., 71 c.

(2) *Emendationes capituli primi* — C. V., 98 a.

(3) *Relatio, etc.* — C. V., 103 a. sqq.

corrigée. » (1) — On le voit, il n'y a rien de défectueux à cette façon de voter, et elle fait connaître avec certitude la pensée des Pères sur une proposition. C'est un procédé qui n'avance guère que de parler toujours de ce qui s'est fait ou ne s'est pas fait dans les conciles antérieurs; ce qui est certain, c'est que la manière de voter dans les conciles n'a pas été réglée par Dieu lui-même et que par conséquent elle n'appartient nullement aux choses substantielles et immuables de l'Eglise de Jésus Christ; elle a été au contraire soumise à bien des modifications, et nous croyons que sûrement elle a parfois été plus simple encore que le vote par assis et levé.

Les signataires de l'adresse trouvent également blâmable qu'on demande d'abord quels sont ceux qui approuvent, puis quels sont ceux qui désapprouvent; c'est l'ordre inverse qu'on devrait suivre. Du reste, disent-ils, on ne devrait jamais employer un pareil système de vote chaque fois qu'il s'agit de définir un dogme ou de fixer un canon. On devrait enfin conserver l'usage établi pour les conciles œcuméniques, de ne pas fixer les dogmes de foi d'après la majorité des voix, mais seulement par l'unanimité morale des Pères. — Il faut remarquer à ce propos qu'au treizième paragraphe il n'est pas dit qu'on décidera des dogmes à la majorité des voix, mais que « pour les améliorations proposées (emendationes), et pour le texte de chacune des parties des schémas, / on doit s'arrêter à ce que la majorité des Pères approuve. » Il s'agit donc de la rédaction du schéma, non d'une décision définitive. — Pour cette dernière, l'unanimité morale est-elle requise? c'est là une question qui fut plus tard très vivement discutée. Nous aurons occasion de mieux l'étudier lorsque nous traiterons de la controverse elle-même qui s'éleva à ce sujet. Faisons seulement remarquer ici que nous étions

(1) 36^{ème} Congrèg. génér. — *Acta*, etc. II, 191 sqq. — Cf. *C. V.* 108 a. sqq.

assurément habitués à entendre les adversaires du Concile du Vatican réclamer l'unanimité morale en s'appuyant constamment sur Pie IV, qui au concile de Trente ne voulait pas que les Pères portassent une définition si ce n'est à l'unanimité. Mais il nous parut très étrange de trouver cette preuve qui ne signifie rien pour la nécessité de l'unanimité morale, dans le mémoire des Evêques français. Admettons que Pie IV ait au Concile de Trente établi une fois cette règle; il ne s'ensuit nullement qu'elle ait été promulguée pour tous les votes du concile de Trente (1), encore moins que ce soit une règle obligatoire pour tous les conciles. La lettre des évêques se réclamait encore des paroles de Vincent de Lérins: *Quod semper, quod ubique, quod ab omnibus*, paroles d'ailleurs si souvent mal comprises.

9. En dernier lieu, les évêques demandent avec instance (*omnino expostulamus*) que, lorsqu'il s'agit des définitions dogmatiques ou des canons, le vote des Pères ne porte pas sur le schéma tout entier, mais qu'on fasse voter sur chaque définition en particulier et sur chaque canon par le mot *placet* et *non placet*; ils reviennent encore à ce propos sur la nécessité de l'unanimité morale pour les définitions dogmatiques.

La réponse des présidents fut portée oralement par M^{sr} Fessler, secrétaire du concile, à l'archevêque de Paris, avec prière de la communiquer aux autres signataires de la lettre. Cette réponse disait que les présidents, à qui la lettre avait été adressée, n'avaient absolument aucun pouvoir pour modifier le décret porté par l'autorité papale; ils n'avaient que le devoir de veiller à sa parfaite application. Mais ils déclaraient ne pas convenir du tout que le décret sanctionné par le pape et promulgué par son ordre, lésât de quelque façon les droits et la liberté des évêques. Quant aux observa-

(1) Cf. *Pallavicini*, Conc. Trid. I. 49, c. 45, n. 3.

tions présentées par les signataires sous les numéros 4 et 7 au sujet des paragraphes 8 et 12 du décret, // les présidents, nous l'avons dit précédemment, concluaient d'une façon conforme aux vœux exprimés (1).

La lettre adressée aux présidents par vingt évêques de diverses autres nations (2) est, mot à mot, la même que la précédente. Même réponse pour elle.

La troisième lettre, émanant de vingt-deux évêques, dont la plupart étaient d'Autriche-Hongrie (3), se distingue si peu de celle des évêques français, que nous n'avons pas besoin d'en parler en détail. Une réponse à peu près semblable lui fut faite; elle fut adressée au cardinal Schwarzenberg dont le nom se trouvait en tête des signataires, avec prière de la communiquer aux autres évêques (4).

Enfin, un mémoire assez court, signé de quatorze Pères (5), estime nécessaire, à propos du onzième paragraphe du décret, qu'avant de clore une discussion, un Père au moins obtienne, s'il la demande, la permission d'exposer les motifs favorables à la prolongation de la discussion. Si cinquante Pères sont opposés à la clôture de la discussion, celle-ci devra se continuer, et s'il s'agit de définitions dogmatiques chaque évêque pourra, s'il le désire, prendre au moins une fois la parole pour exposer son opinion. Relativement aux paragraphes 13 et 14, le mémoire fait remarquer qu'en matière de décisions dogmatiques, la majorité des voix ne peut rien trancher; l'unanimité morale est ici assurément requise. Ces Pères réclament également le système de vote par *placet* et *non placet*, même pour chacun des chapitres du schéma. De plus, si quelqu'un ajoute une condition à son *placet*, il doit pou-

(1) C. V. 963 a. sq.

(2) Plus haut p. 296.

(3) Plus haut p. 296.

(4) C. V. 967 a.

(5) Plus haut p. 296.

voir l'expliquer, non seulement par écrit, mais même oralement. Les Pères déclarent en finissant que, à leur avis, la réalisation de ces conditions est si nécessaire qu'un décret dogmatique, porté dans d'autres conditions, serait nul ou douteux.

La réponse, qui fut remise à l'archevêque de Salzbourg, dont le nom était en tête des signataires, avec prière de la communiquer aux autres évêques, était, en substance, celle-là même qui avait été adressée à l'archevêque de Paris (1). //

Le règlement resta donc tel qu'il avait été promulgué, et cela pour la satisfaction de la très grande majorité du concile et pour l'heureuse marche de ses travaux.

Nous raconterons plus loin comment les journaux hostiles au concile attaquèrent ce nouveau règlement, comment Döllinger surtout le fit dans l'*ALLGEMEINE ZEITUNG*. Voici cependant un spécimen de la manière dont, même après le concile, les écrits de cette tendance parlent de ce règlement. Lord Acton, dans son écrit déjà cité, le caractérise ainsi : « Il donnait au président la faculté de couper court à tout discours, et les mesures étaient prises pour qu'à tout instant, si la majorité le voulait, les débats pussent être interrompus et clos. Il décidait de même que les décrets, *sur la simple majorité des voix*, deviendraient définitifs. (*Id declaretur [decernetur] quod majori Patrum numero placuerit.*) (2) » Cette courte citation montre bien le caractère de la lutte menée contre le concile. Quand le règlement avertit le Président qu'il doit ramener au sujet du débat les orateurs qui s'en écartent et qui, par des discours sans fin, dérobent leur temps à six ou sept cents évêques et réduisent les débats du concile à d'inutiles joutes oratoires (3), ce règlement donne

(1) *C. V.* 968 a.

(2) *Zur Geschichte des Vatikan. Konzils*, p. 84.

(3) *Oratorum sermones intra fines propositi argumenti cohibeantur. Si quem vero Patrum extra metas vagari contingat, Præsidium erit, ad propositam questionem ipsum revocare.*

au président la faculté de couper tout bonnement court (!) à tout (!) discours. Où est l'assemblée délibérante dont le président n'a pas le droit de mettre fin aux discours qui s'écartent du sujet? L'expérience n'apprenait-elle pas que, surtout au concile du Vatican, un tel droit et l'exercice de ce droit étaient absolument requis si l'on voulait mener quelque chose à bonne fin?

Lorsqu'il prétend ensuite qu'un vote de la majorité pouvait terminer un débat, il n'est point vrai que ce soit « à tout instant », mais « quand le sujet proposé a déjà été suffisamment débattu », et c'est la majorité des Pères du concile qui décide s'il en est ainsi. C'est cela qu'Acton traduit : En vertu du nouveau règlement, les débats peuvent être clos à tout moment (!), quand cela plaît à la majorité (!). Non, cela ne pouvait arriver que lorsqu'on avait fait assez et plus de discours qu'il n'en fallait, et qu'on n'apportait plus rien de nouveau. // Acton se défie de la majorité. Les auteurs de son opinion, qui ont écrit sur le concile du Vatican, s'appliquent à parler comme si le seul moyen juste eût été de ne rien décider par le vote de la majorité, mais que tout, au contraire, eût dû se faire par le vote de la minorité.

Enfin, quand Acton prétend que, d'après le règlement, les décrets doivent être rendus sur la simple majorité des voix, c'est une fausseté, malgré la phrase latine empruntée au décret du Pape. La question de savoir si la majorité des voix suffit dans un concile pour donner une valeur définitive à un décret est une autre question, qui demande un examen plus attentif. Nous y reviendrons plus tard. Mais le règlement dont nous nous occupons n'en parle pas du tout. Dans le passage invoqué par Acton, il n'est nullement question, nous l'avons déjà vu, de la rédaction définitive d'un décret, mais uniquement de propositions d'amendements faites durant le débat lui-même, et du texte de chacune des parties du décret :

réclamer pour cela l'unanimité des avis, ce serait rendre impossible l'achèvement d'un seul décret.

Après la *vingt-neuvième congrégation générale* (22 février), dans laquelle on avait promulgué le nouveau règlement et renvoyé à la Députation de la discipline le schéma relatif au Petit Catéchisme, il y eut une assez longue interruption des congrégations générales. La trentième n'eut lieu que le 18 mars. Dans l'intervalle, la Députation de la foi travailla à la refonte complète du schéma *De Doctrina Catholica* ; en même temps, on transforma la salle conciliaire pour lui donner une forme qui répondit aux besoins de l'acoustique.



LIVRE SECOND

De la promulgation du décret du 20 février
à la troisième Session publique
(24 avril 1870)

PREMIÈRE PARTIE

(Chap. I à V)

CHAPITRE PREMIER.

Intervalle entre la vingt-neuvième et la trentième congrégation générale. — Le schéma primitif de la Constitution dogmatique DE ECCLESIA CHRISTI.

La vingt-neuvième congrégation générale (22 février), où furent promulguées les modifications apportées au règlement, marque la fin de la première période du concile, la période des débats infructueux. Puis s'écoule, avant la reprise des congrégations générales, un assez long intervalle qui sépare cette période de la suite du concile. C'est le 18 mars seulement qu'eut lieu la trentième congrégation générale.

Le principal motif de ce délai fut la nécessité de retoucher le schéma *De doctrina catholica*, travail confié par l'assemblée aux membres de la Députation de la foi (1); mais une autre raison encore furent les travaux de transformation de la salle des séances, que l'on entreprit alors à la demande d'un grand nombre de Pères.

Ces quelques semaines ne restèrent pas inutiles. Les membres des deux Députations de la foi et de la discipline étaient occupés surabondamment par les schémas que la congréga-

(1) Voir plus haut, p. 158.

tion générale les avait chargés de retoucher. D'autre part, tous les Pères du Concile avaient reçu, le 21 janvier, le grand schéma dogmatique *De Ecclesia* (1). Le 22 février, ils furent invités à exposer par écrit leurs observations sur les dix premiers chapitres et les treize canons correspondants, puis à remettre leur travail dans l'espace de dix jours au secrétaire du concile (2). Le 6 mars, on ajouta au chapitre onzième qui concernait la primauté du Pape un nouveau chapitre sur l'infailibilité (3), et les Pères furent prévenus de vouloir bien transmettre par écrit au secrétaire leurs remarques sur chacun de ces deux chapitres. On leur donnait jusqu'au 17 mars. Comme plusieurs se plaignirent, le 11 (4), dans une lettre aux présidents, de l'insuffisance du temps départi pour ce travail, le délai fut prolongé jusqu'au 25 (5), époque où les avis désirés furent exactement remis.

Si l'on excepte le chapitre onzième, sur lequel nous reviendrons plus loin, le concile ne s'occupa plus de ce schéma. Nous pourrions donc le passer sous silence. Mais, une fois distribué, il fut par un abus de confiance livré aux journaux, et souleva la plus vive agitation. « Dès que la vérité de ces textes fut hors de conteste, dit Emile Ollivier (6), une clameur de désapprobation s'éleva dans la presse de l'Europe entière »; plusieurs gouvernements revinrent sur la décision qu'ils avaient prise de garder la réserve, et se préparèrent, en raison de l'offensive que manifestait la doctrine de cette constitution, à résister positivement au concile. Nous donnerons donc ici en abrégé le contenu de cette constitution tant redoutée (7).

(1) *C. V.* 720 c.

(2) *C. V.* 729 a. sqq.

(3) *C. V.* 729 b. sq. Voir ce chapitre : *ibid.* 641 a. sq.

(4) *Ibid.*, 972 d. sqq.

(5) *Ibid.*, 1697 d.

(6) *L'Eglise et l'Etat au Concile du Vatican*, t. II, p. 100.

(7) *C. V.* 567 b. sqq.

Après l'introduction, vient un exposé doctrinal : l'Eglise est le corps mystique du Christ, auquel les hommes sont incorporés par le baptême (chap. 1^{re}). Selon la volonté du Rédempteur, les hommes doivent professer la religion chrétienne, non pas en dehors de tout lien de société, mais comme membres de son corps mystique, c'est-à-dire de cette Eglise ; laquelle est une société parfaite et indépendante (chap. 2 et 3). L'Eglise est visible en tant que société (chap. 4) ; elle est une et d'une unité si parfaite que toutes les autres sectes chrétiennes séparées de sa foi et de sa communion, ne peuvent aucunement s'appeler l'une de ses parties ou l'un de ses membres (chap. 5). Elle est donc nécessaire au salut ; lui appartenir ou non ne peut être indifférent (chap. 6). // C'est un article de foi que, hors de l'Eglise, personne ne peut être sauvé. Quiconque toutefois, sans faute de sa part, ignore Jésus-Christ ou l'Eglise, n'encourt pas de ce chef les peines éternelles, car, aux yeux de Dieu, il est innocent, et Dieu veut le salut de tous les hommes ; à quiconque fait ce qui dépend de lui, Dieu ne refuse pas sa grâce pour qu'il obtienne la justification et la vie éternelle ; mais si quelqu'un, par sa faute, meurt séparé de l'Eglise, il perd le bonheur éternel. L'indifférence religieuse, qui considère toutes les religions comme également aptes à procurer la béatitude, ou qui croit impossible d'acquérir quelque certitude sur la vraie religion, est donc à rejeter (chap. 7).

L'Eglise est indéfectible dans son existence et dans sa constitution : elle ne peut, sur ce point, subir aucun dommage (chap. 8). De plus, elle est infaillible. Cette infaillibilité, qui n'est pas le charisme d'inspiration en vue de vérités nouvelles, ne fait pas non plus de l'Eglise l'organe d'une nouvelle révélation, mais elle a pour objet de conserver intégralement et sans altération la parole de Dieu déjà révélée et qui est contenue dans l'Ecriture et dans la Tradition. Cette infaillibilité s'étend donc aussi loin que le dépôt de la

foi, et elle embrasse la mission d'exposer, d'expliquer ou de défendre contre l'erreur et la fausse science les vérités contenues dans ce dépôt (chap. 9).

Les membres de l'Eglise sont inégaux entre eux, non seulement parce que les uns appartiennent au clergé et les autres à l'état laïque, mais aussi parce que les premiers l'emportent sur les autres par le triple pouvoir de sanctifier, d'enseigner et de gouverner (chap. 10).

Pour fonder et maintenir l'unité, le Christ a investi Pierre de la primauté, avec un pouvoir de gouverner, véritable, suprême et universel, primauté destinée à durer dans l'Eglise jusqu'à la fin des temps, et subsistant toujours dans le pasteur de l'Eglise romaine. De ce chef, l'évêque de Rome a le droit de communiquer librement et sans obstacle avec tous les pasteurs et tous les fidèles de l'Eglise entière (chap. 11).

Pour que ce Pontife puisse mieux remplir sa charge, la Providence divine a réglé que l'Eglise romaine posséderait aussi une souveraineté temporelle : l'évêque suprême de l'Eglise universelle, n'étant soumis à aucun prince, pourrait ainsi exercer par toute la terre avec une souveraine liberté la charge de pasteur suprême. Le schéma condamne en même temps deux doctrines : l'une, qui est hérétique, et qui affirme que, d'après le droit divin, la puissance temporelle est incompatible dans les pontifes romains avec la puissance spirituelle ; l'autre, qui est fausse (*perversa*), que l'Eglise ne peut rien statuer avec autorité sur la relation qu'a ce pouvoir temporel avec le bien général de la société chrétienne ; et qu'il est permis aux fidèles en conséquence de ne pas tenir compte des décisions qui se rapporteraient à ce point (chap. 12) //.

Entre l'Eglise et l'Etat, l'union doit régner. L'Eglise procure à l'Etat les plus grands avantages, en donnant aux souverains de bons sujets et aux sujets de bons souverains ; elle protège les droits de tous et enseigne à tous leurs devoirs. Si la dis-

corde éclate entre l'Eglise et l'Etat, il n'est pas permis de dire qu'elle résulte nécessairement de la nature du pouvoir ecclésiastique. Ces difficultés naissent de l'avidité exagérée qu'ont princes et peuples de gouverner et de posséder.

Bien que la société civile, en soi et directement, ne soit pas ordonnée à l'acquisition de la félicité surnaturelle, mais au bien commun sur terre, les chrétiens ne doivent pas voir leur fin dans ce bien ; ils doivent préférer au périssable l'éternel. Dans ce but, pas plus dans leur vie publique que dans leur vie privée, ils ne doivent attacher tellement leurs regards sur cette fin subordonnée qu'ils perdent de vue la fin dernière et nécessaire. S'ils viennent à reconnaître quelque objet comme utile au royaume du temps mais nuisible aux biens d'ordre supérieur que l'Eglise s'efforce d'atteindre, nuisible aussi au salut éternel, ils ne doivent pas régarder cet objet comme un véritable bien (chap. 13).

Le schéma condamne encore deux doctrines opposées : ceux qui ne veulent reconnaître d'autre puissance et d'autre gouvernement que la puissance et le gouvernement de leur choix, et ceux qui déclarent l'autorité de l'Etat source de tous les droits, de manière à en faire dériver même le droit de propriété, le droit d'existence de la famille et le droit des pères sur leurs enfants. A de telles exagérations, il oppose cette proposition : Tous, même les souverains, doivent reconnaître dans la loi de Dieu la règle de leur conduite ; et lorsqu'il s'agit de la licéité ou de l'illicéité d'un acte, même en ce qui concerne les pouvoirs publics, le jugement appartient au tribunal de l'Eglise, juge suprême des doctrines (chap. 14).

Le quinzième et dernier chapitre est dirigé contre diverses maximes ou usages de notre époque, tous également faux ; par exemple, que les écoles sans exception doivent être soumises à la direction de laïques, et l'Eglise, entièrement exclue de l'instruction de la jeunesse. Il condamne notamment

l'effort significatif qui tend à ravir à l'Eglise même l'éducation et la formation du clergé. Il proteste enfin contre l'assujettissement des clercs au service militaire, dénonce les attaques contre les ordres religieux / et proscriit les théories qui refusent à l'Eglise le droit de posséder des biens temporels.

Les vingt et un canons fulminent, en formules brèves, l'anathème contre ceux qui soutiennent la contradictoire de chaque doctrine contenue dans le schéma.

Nous verrons plus loin (1) ce que les gouvernements opposaient à ce schéma, et à quels pourparlers entre eux et la curie donna lieu cette opposition. Quant à la presse européenne, par ses clameurs de désapprobation, elle trahissait assez en combien de milieux l'on avait perdu la notion de la doctrine catholique et combien il était nécessaire que l'autorité parlât.



(1) Voir le dernier chapitre du livre troisième. (Vol. III.)

CHAPITRE II.

Origine des controverses sur l'Infaillibilité pontificale.

La situation du concile n'offrait rien qui pût motiver la joie. Pendant trois mois environ, sept cents dignitaires les plus élevés de l'Eglise entière avaient travaillé ensemble, sans qu'ils puissent encore montrer aucun résultat de leurs efforts. Ils avaient fait force discours, ils n'avaient encore pris aucune décision. La modification du règlement devait sans doute amener les choses à un meilleur état : elle avait pour but de faire passer des discours à la composition de décrets. Mais ces modifications allaient-elles être observées, et pouvait-on, dès lors, espérer de l'assemblée une activité féconde?

Le plus grand obstacle à la collaboration fructueuse des Pères se trouvait dans leur division en deux partis, l'un plus nombreux, l'autre plus faible. Cette division datait des premiers jours du concile; les suppliques pour et contre la définition de l'infailibilité n'avaient fait que la mettre en pleine lumière et l'augmenter //. La majorité voulait la définition, la minorité la rejetait. Cette diversité de tendance dominait et la vie conciliaire et surtout les rapports des Pères entre eux: elle se mêlait à toutes les autres questions, et c'est à

elle qu'il faut rapporter tous les dissentiments. Quant aux troubles extérieurs, presque tous également furent suscités par la résistance au projet de définition de l'infaillibilité du pape.

D'où venait donc cette résistance, et quelle est l'origine de la controverse sur cette doctrine?

La négation de l'infaillibilité pontificale apparaît pour la première fois à l'époque du grand schisme d'Occident. Ce ne fut ni par malveillance, ni par tendances hérétiques, encore moins par recherche théologique dans l'Écriture ou la Tradition, mais pour trouver un moyen de tirer l'Eglise de la profonde misère où elle gisait alors.

Deux, voire trois prétendants, revendiquaient le trône et exerçaient le pouvoir de pape. Parmi les peuples chrétiens, les uns tenaient pour un pontife, les autres pour un autre et, à l'époque du schisme, il était difficile de savoir qui possédait le bon droit. Des divers moyens capables de mettre fin à l'incertitude, le meilleur semblait un concile général, forçant les « papes » à abdiquer ou, s'ils ne renonçaient pas de leur plein gré à leurs prétentions, les déposant et donnant à l'Eglise un nouveau chef. L'Université de Paris surtout, patronna ce moyen. Deux savants fort en vue, Pierre d'Ailly et Jean Gerson, successivement chanceliers de l'Université, poussèrent dans cette voie plus que tous les autres. Quant à cette doctrine nouvelle : « le concile général ne manque pas de pouvoir pour cette tâche; le concile est au-dessus du pape et peut le déposer et le nommer », on n'en chercha point les preuves aux sources de la révélation; elle fut imposée par la pressante nécessité de l'Eglise. A la rigueur, il aurait suffi de dire que, dans un cas extraordinaire, quand une nécessité extrême l'exige, un concile possède ce pouvoir, ou bien qu'il a autorité sur un pape douteux. Mais la doctrine ne fut pas formulée avec cette précision, et l'on parla simplement

de la suprématie du concile sur le Pape, alors qu'on pensait à un concile incomplet (Rumpfkonzil), et à un concile assemblé sans le pape. //

Cet enseignement nouveau, exposé au concile de Constance (1414-1418) (1), renferme la négation de l'infailibilité pontificale : ses tenants en firent l'aveu exprès (2). En effet, si le pape est subordonné au concile, il n'a point par lui-même et sans la collaboration de cette assemblée, le pouvoir de prendre, en matière de foi, une décision définitive. Tout au moins, cette définition dépend de l'assentiment ultérieur des évêques, et c'est seulement lorsque ce dernier est donné que le jugement pontifical devient irréformable, comme plus tard l'affirmèrent toujours les gallicans.

Le concile de Constance réussit à écarter le schisme. Mais il était néanmoins fort à craindre que les faux principes sur lesquels l'assemblée avait réellement appuyé sa conduite ne prissent racine. Le concile suivant, tenu à Bâle (1431-1443), les confirma ; il alla même, une fois tombé tout à fait dans le schisme, jusqu'à les élever formellement au rang d'articles de foi, et il déposa un pape sûrement légitime et universellement reconnu, Eugène IV. Les contemporains étaient fascinés par la doctrine de la suprématie conciliaire. On vit même des hommes tels que le cardinal Césarini, Aeneas Silvius Piccolomini, le futur Pie II, et le futur cardinal Nicolas de Cuse, y souscrire, bien que ce ne fût, il est vrai, qu'un temps. En France, son pays d'origine, cette thèse trouva de nombreux partisans. Pendant le concile de Bâle, le clergé français réuni à Bourges, ébaucha la fameuse *Pragmatique Sanction*, où il se prononçait pour la suprématie des conciles œcuméniques sur le pape.

Bien qu'accueillie avec défaveur et plusieurs fois réfutée

(1) SCHWAB, *Jean Gerson*, p. 507 sqq., 513 sqq., 521, 523, 666.

(2) Ibid., p. 668.

par des théologiens distingués, cette doctrine conserva, surtout en France, de nombreux amis. Au concile de Trente, maint évêque français et les représentants du roi la soutiennent. Plus tard encore, elle revient, toujours dans des publications françaises, par exemple dans l'ouvrage de Richer : *De ecclesiastica et politica potestate* (1611), où l'infaillibilité papale est clairement niée. Le livre ayant été condamné par plusieurs papes et conciles provinciaux, l'auteur se rétracta. Mais ses leçons sur ce point doctrinal furent recueillies avec empressement par les Jansénistes, afin de soustraire leur hérésie aux sentences pontificales. Les adeptes d'Arnauld obtinrent l'appui du roi, des ministres et du Parlement dans leurs intrigues anti-papales. Lorsqu'en 1663, un bachelier de Sorbonne défendit en séance publique la doctrine authentique de l'Eglise, le Parlement procéda contre lui et interdit de poser des propositions telles que celles qui venaient d'être défendues. La Sorbonne résista. Elle se vit contrainte par force à souscrire six articles contenant la doctrine gallicane. Vingt-deux docteurs protestèrent. Mais le roi interdit de professer en Sorbonne toute doctrine contraire aux six articles. Plusieurs membres dont on craignait l'opposition furent bannis, et d'autres docteurs favorables aux idées gallicanes, reçurent leurs charges.

Un des six articles concernait directement l'infaillibilité du pape. Sans la nier expressément, il se bornait à affirmer qu'elle n'était pas la doctrine de la Sorbonne. Mais les adversaires de l'infaillibilité demandaient plus : son interdiction dans toute la France. On utilisa le différend sur la Régale pour rendre le roi accommodant. En 1682, Louis XIV convoqua l'Assemblée du clergé. Les membres de ces assemblées étaient des députés choisis par les provinces parmi les évêques et le clergé inférieur ; leur rôle consistait à consentir des impôts extraordinaires en faveur du roi qui les convoquait. Convocation, objet des délibérations, tout était

purement temporel. Par occasion seulement, on discutait des affaires ecclésiastiques. L'assemblée de 1682 cependant devait être l'instrument qui donnerait aux doctrines anti-romaines une forme solide et durable et qui les proclamerait avec une apparence d'autorité ecclésiastique.

La cour intima aux députés l'ordre de se prononcer sur les six articles présentés à la Sorbonne. Une commission de douze membres fut nommée pour discuter la question. De ses travaux sortirent quatre propositions, rédigées par Bossuet, récemment élevé au siège de Meaux. Elles proclamaient la subordination du pape au concile et niait l'infailibilité pontificale. L'article 4, en effet, s'exprime ainsi : « Dans les questions de foi, le pape a voix prépondérante et ses décrets regardent toutes et chacune des Eglises ; /, mais son jugement n'est pas irréformable, à moins qu'il n'ait été confirmé par l'assentiment de l'Eglise. » L'assemblée pria le roi de confirmer et de faire exécuter ces décisions. Louis XIV publia sur-le-champ un édit où il les approuvait et ordonnait de les enregistrer au Parlement, dans toutes les universités, seigneuries, etc. Défense était faite à tous les théologiens d'enseigner à l'avenir le contraire des quatre propositions. Les professeurs, avant leur entrée en charge, devaient jurer la déclaration et, de plus, soumettre chaque année à l'examen du procureur général leurs cahiers de cours. Aucun bachelier, déclarait encore le décret royal, ne pouvait désormais être reçu licencié, s'il n'avait au préalable défendu publiquement dans ses thèses les quatre articles. Les syndics, enfin, répondaient de l'observation de ces ordonnances (1). L'édit rencontra de la résistance en maints endroits, mais surtout à la Sorbonne. Par sa fermeté, la vieille université excita la colère royale. Huit docteurs furent condamnés à l'exil.

(1) R. BAUER, S. J., Histoire de l'opposition à l'autorité du Pape. *Stimmen aus Maria-Laach* (1873) p. 255 sqq.

Ce fut donc l'Etat qui répandit en France ces principes nouveaux. En 1693, il est vrai, Louis XIV révoqua son édit de 1682; mais, après sa mort (1715), le Parlement renouvela ce décret et ordonna de professer partout la doctrine gallicane à l'exclusion de toute doctrine opposée. Napoléon I^{er} fit aussi proclamer loi d'Etat la déclaration de 1682 et prescrivit d'enseigner dans tous les séminaires les quatre propositions.

Dès lors, personne n'aurait pu s'étonner que, au milieu du XIX^e siècle, la France fut pleine d'adhérents à une théorie que le gouvernement s'était employé, durant des siècles, à répandre. Rien d'étrange non plus, si la majorité des évêques, à l'élévation desquels ce même gouvernement avait une part prépondérante, eût déployé au concile toute son influence pour empêcher la condamnation d'une telle doctrine; si enfin, dans le pays même, une lutte ardente se fût engagée contre cette condamnation. Mais la résistance à la définition de l'infaillibilité ne fut ni si grande, ni si générale qu'on pouvait l'attendre.// Au concile, la très grande majorité des évêques français prit, même avec éclat, fait et cause pour la promulgation; parmi les autres, beaucoup, sans nier la doctrine, s'opposèrent uniquement à sa définition. En France, l'esprit public lui était encore plus favorable. Les prêtres la désiraient presque tous, et les évêques opposants furent maintes fois désagréablement affectés par les adresses en faveur de la définition qu'envoyait le clergé de leurs propres diocèses (1). Chez les laïques,

(1) Le 22 juin 1870, on écrit de Paris à l'ALLGEMEINE ZEITUNG (p. 2830) : «... L'immense majorité du clergé inférieur (le clergé français) est, dans certains diocèses ultramontaine sans exception, dans d'autres à peu de choses près. Dans un très petit nombre, les ecclésiastiques gallicans forment une minorité assez considérable, nulle part ils ne sont les plus nombreux... Au point de vue dogmatique, les neuf dixièmes du clergé français croient le pape infaillible. » — A cette appréciation répondent parfaitement les lignes suivantes du cardinal Donnet, archevêque de Bordeaux, dans une lettre à ses prêtres. Après avoir confessé sa propre croyance à l'infaillibilité, il continue en ces termes : « Je

la croyance à l'infailibilité était si répandue que le président du conseil, M. Emile Ollivier, l'appelle : la foi de l'immense majorité des catholiques français ; au point que devant cette adhésion universelle, le ministre redoutait de prendre une attitude hostile à cette idée. (1).

Toutefois la France comptait encore plus d'un évêque qui se croyait tenu à combattre de toutes ses forces le projet de définition. Beaucoup de catholiques, sans être évêques, étaient prêts à lutter sur ce point contre le concile. C'était souvent, il est vrai, moins prédilection pour une doctrine encouragée par le gouvernement national qu'aspiration vers une liberté excessive. Tel était le cas du comte de Montalembert, jadis champion de l'Eglise contre le gallicanisme.

En Allemagne et en Suisse, la lutte devait éclater plus générale et plus violente.

Les doctrines de 1682 furent importées en Allemagne par Nicolas Hontheim. Il avait étudié le droit canon à Louvain, sous le professeur gallican Van Espen. De retour dans sa patrie, il publia, sous le pseudonyme de Justin Febronius, un livre intitulé : *De Statu Ecclesiae et de Legitima Potestate Summi Pontificis* (1763). Cet ouvrage, gallican d'un bout à l'autre, subordonne le pape au concile et à l'Eglise, et nie expressément l'infailibilité pontificale. Malgré la prompte condamnation du livre à Rome et la soumission de l'auteur, ces théories, grâce au triste état des études théologiques et aux idées régnantes, s'étendirent largement en Allemagne et en Autriche ; de là, elles pénétrèrent même dans la Haute-Italie, soumise alors à la domination impériale.

crois, et il m'est infiniment agréable d'ajouter, que les vénérables curés de Bordeaux, mon clergé, *sans aucune exception*, et mon diocèse, croient comme moi ». C. V. 1420 c. — De son côté, M^r Régnier, archevêque de Cambrai, parle de la parfaite tranquillité qui règne dans son diocèse, comparé à d'autres contrées que la question de l'infailibilité a mises en émoi. C. V. 1416 b.

(1) E. OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat au concile du Vatican*, II, p. 29.

La théologie allemande était à cette époque profondément déchue. Le déisme et le rationalisme, nés en Angleterre, avaient pénétré dans l'Empire. Ils régnaient en maître vers la fin du XVIII^e siècle dans presque toutes les universités protestantes et ne laissaient pas intacte la théologie catholique elle-même. A peu d'exceptions près, en effet, les écoles et facultés de théologie dans les universités furent atteintes par ce fléau. L'effort général tendait à limiter le plus possible les doctrines surnaturelles de l'Eglise, à transformer et à dénaturer par des explications les enseignements qu'une foi chancelante a plus de peine à recevoir, à effacer la différence des confessions par l'abandon des points de dissidence, et surtout, à atténuer le dogme de la primauté pontificale. L'infaillibilité du pape n'entraînait pas du tout dans le cadre de cette théologie; l'infaillibilité de l'Eglise fut elle-même plus d'une fois niée. Par contre, le fébronianisme s'adaptait parfaitement à cette conception nouvelle de la science sacrée. Ses leçons sur les rapports des évêques et du pape pénétrèrent profondément les esprits : on peut en juger par les tentatives des princes ecclésiastiques pour réduire ces théories en pratique. Au Congrès d'Ems (1786), les représentants des Electeurs de Cologne, de Trèves et de Mayence et de l'archevêque de Salzbourg, déclarèrent que les évêques ne voulaient plus solliciter à Rome les *quinquennalia*, c'est-à-dire les pleins pouvoirs que, tous les cinq ans, ils avaient coutume de demander au pape; car, en vertu de leur autorité épiscopale, ils possédaient déjà ces pleins pouvoirs. Ils s'attribuèrent le droit de dispense pour tous les empêchements matrimoniaux, ainsi que pour les vœux de religion, et dénièrent au Pape dans leurs diocèses tout pouvoir législatif; les décrets du Pontife n'auraient de force qu'en vertu de l'acceptation épiscopale. /

Quant à l'Autriche jôséphiste, tout le monde sait combien elle se souciait peu du Saint-Père. L'empereur Joseph II

aurait même formé le projet de séparer complètement de Rome l'Eglise autrichienne.

Les révolutions et les guerres qui suivirent arrêterent sans doute en Allemagne et en Autriche le travail de destruction sur le terrain théologique. Mais, la paix une fois rétablie, les ruines amoncelées ne se relevèrent pas si vite pour refaire l'ancien bâtiment; de longues années s'écoulèrent jusqu'à l'achèvement d'un nouvel édifice à peu près convenable. Il ne manquait pas d'hommes pour apporter à l'étude de la théologie le concours de leur talent, de leur application et d'une parfaite bonne volonté; mais, les traditions du passé une fois perdues, la vieille philosophie chrétienne remplacée par une nouvelle philosophie païenne et déconcertant la raison, ces théologiens réussissaient peu ou s'écartaient eux-mêmes de la vérité. Encore au temps du concile du Vatican, tandis que les sciences dites positives fleurissaient déjà, la science propre de la foi, la dogmatique, n'était point prospère. Par suite, l'Allemagne, qui occupait parmi les peuples un si haut rang dans les sciences profanes, restait en arrière dans les questions conciliaires relatives au dogme.

En particulier, la clarté et la sûreté désirables manquaient à beaucoup dans la question qui passa dès l'abord au premier plan de la discussion : la question de l'infaillibilité. Malgré la vie nouvelle infusée à la théologie, cette thèse n'avait pas encore reconquis dans la science sacrée droit de cité incontesté. Liebermann, un des savants les plus méritants pour la restauration de la théologie, niait encore l'infaillibilité du pape. Son disciple Klee la défendit. Lors de la convocation du Concile, quelques Universités et écoles de théologie la rejetaient, d'autres la professaient comme plus ou moins vraisemblable, un petit nombre seulement l'exposait comme doctrine certaine. Aussi le clergé lui-même n'avait-il la plupart du temps qu'une connaissance vague et

inexacte de la question, ne savait-il pas bien les preuves qui la fondaient, et pouvait-il encore moins réfuter les attaques dirigées contre elle. Dans l'enseignement religieux fait aux laïques, on n'y touchait que comme à un sujet de controverse entre théologiens, ou même on la passait entièrement sous silence. Les habitants de Kreuznach, dans une adresse à leur évêque, pouvaient donc dire avec quelque raison, semble-t-il : la doctrine que l'on veut définir nous est restée jusqu'à ce jour entièrement inconnue (1).

La question de l'infaillibilité pontificale était donc débattue en sens opposé, et considérée comme une opinion libre, qu'on pouvait défendre, mais aussi contester librement. Cette conviction toutefois était fausse. Il existait déjà des explications émanées du magistère ecclésiastique, en vertu desquelles la négation n'était plus libre.

Parmi les erreurs de Pierre d'Osma, Sixte IV avait condamné cette proposition : « L'Eglise Romaine peut errer. » « *Ecclesia urbis Romae errare potest* (2) ». — A peine publiée, la déclaration du clergé gallican était condamnée par Innocent XI (11 avril 1682), et Alexandre VIII réitéra en ces termes la condamnation dans la Constitution *Inter multiplices* du 28 août 1694 : « Toutes et chacune des choses... faites et accomplies... relativement à la déclaration sur le pouvoir de l'Eglise et aux quatre propositions contenues dans icelle... ont été dès le commencement, sont et seront à perpétuité... nulles de plein droit, de nulle valeur et de nul effet... et personne n'est tenu à leur observation, soit totale, soit partielle. Ainsi le déclarons-nous. » *Omnia et singula, quæ... quoad declarationem de potestate ecclesiastica ac quattuor in ea contentas propositiones... acta et gesta fuerunt... ipso jure nulla, irrita, invalida... ab initio fuisse*

(1) C. V. 1498 d.

(2) DENZINGER, *Enchiridion*, 9^e éd., n. 616.

et esse ac perpetuo fore, neminemque ad illorum seu cujuslibet eorum... observantiam teneri... declaramus (1). — Le synode de Pistoie ayant inséré dans son prétendu décret sur la foi les quatre propositions gallicanes, Pie VI, dans la bulle *Auctorem fidei*, rappelait les condamnations d'Innocent XI et d'Alexandre VIII, puis ajoutait : « A plus forte raison sommes-nous contraints par notre sollicitude pastorale, devant la proclamation récente de ces articles (les quatre propositions) faite au synode et entachée de tant de vices, de réprover et de condamner cet acte comme téméraire, scandaleux et, surtout après les décrets de nos prédécesseurs, souverainement injurieux à ce Siège Apostolique : et de fait, par la présente constitution, nous le réproavons, le condamnons et voulons qu'il soit tenu pour réprouvé et condamné. » *Multo fortius exigit a Nobis pastoralis sollicitudo, recentem horum (actorum Conventus Gallicani) factam in synodo tot vitiis affectam adoptionem, velut temerariam, scandalosam, ac præsertim post edita prædecessorum Nostrorum decreta, huic Apostolicæ Sedi summopere injuriosam reprobare, ac damnare, prout eam, præsentî hac Nostra constitutione reprobamus et damnamus ac pro reprobata ac damnata haberi volumus* (2). — Alexandre VIII défendit de noter la thèse de l'infailibilité comme aisément réfutable et souvent réfutée, en proscrivant cette proposition : « C'est une assertion futile et maintes fois réduite à néant que de dire : le Pontife Romain... en décidant des questions de foi, est infailible. » *Futilis et toties convulsa est assertio de Pontificis Romani... in fidei quaestionibus decernendis infallibilitate* (3).

Ces actes, il est vrai, ne tranchaient pas la question, mais posaient des limites aux contestations sur l'infailibilité du pape. On n'urgea point les défenses, et au temps du concile

(1) DENZIGER, *Enchiridion*, n. 1192.

(2) Ibid. n. 1461.

(3) Ibid. n. 1186.

du Vatican les choses en étaient là, surtout en France et en Allemagne, où les doctrines gallicanes comptaient leurs amis, Mais en d'autres pays aussi elles avaient trouvé des adeptes isolés.



CHAPITRE III.

Les deux partis au concile du Vatican.

Dans la controverse sur l'infaillibilité pontificale, quelques Pères du concile peuvent, en défendant leur opinion, avoir outrepassé les justes limites //, mais en soi, ni la formation de partis dans le concile, ni les efforts de chaque parti pour faire pencher la victoire de son côté, n'étaient chose défendue ou même seulement insolite.

La majorité (1) avait évidemment le droit de proposer la définition d'un dogme, fondé d'une part sur l'Ecriture et sur la Tradition, et qui d'autre part, était juste, à cette époque, attaqué et combattu avec la dernière violence. La minorité, de son côté, pouvait croire qu'il valait mieux ne pas discuter

(1) Nous appelons *majorité* les membres du concile qui voulaient la définition, *minorité* les autres, de beaucoup moins nombreux. Ces noms sont déjà en usage. On a appelé encore le parti le moins nombreux l'*opposition*; ce terme n'est pas exact, à en juger d'après l'usage parlementaire des États constitutionnels, usage auquel cette expression a été visiblement empruntée. L'opposition, au parlement, symbolise le parti essentiellement opposé au gouvernement du jour, le parti qui veut porter aux affaires un gouvernement conforme à ses tendances et qui pour ce motif affiche plus ou moins dans toutes les questions débattues son opposition. Par contre, l'on appelle d'habitude *minorité* les parlementaires qui dans quelques questions s'écartent du sentiment de la *majorité*. Comme au concile du Vatican la question de l'infaillibilité prima aussitôt toutes les autres, on peut appeler tout simplement les adversaires de la définition la *minorité* du concile.

la question de l'infaillibilité pontificale, parce que la définition n'était pas nécessaire, et que dans l'état actuel des affaires, elle pouvait même être nuisible. Eût-elle été jusqu'à contester non plus seulement l'opportunité d'une définition dogmatique, mais même la vérité de la doctrine, cet acte n'aurait nullement témoigné d'un manque d'unité dans la foi de l'Eglise. L'unité de foi n'exige pas nécessairement que les catholiques se trouvent de prime abord et pour toutes les vérités contenues dans la révélation de même sentiment ; ils doivent seulement tenir pour vrais les dogmes que l'Eglise propose à leur croyance, et être prêts, sur les autres enseignements de la révélation, à se soumettre aux décisions de leur mère. Du reste, l'expérience le prouve, sur bien des points qui ne sont pas encore définis règne un parfait accord entre les fidèles. Ainsi, nous l'avons fait remarquer plus haut avec admiration, les Pères du concile réunis en si grand nombre de tous les points de l'univers furent unanimes dans les discussions sur les doctrines du schéma *De doctrina catholica*.

La raison principale pour laquelle la minorité rejetait la définition n'était pas, chez la plupart des membres, opposition à la doctrine elle-même, // mais conviction qu'une définition était inopportune. « Il n'y a pas cinq évêques au concile, écrivait M^{sr} Manning, dont on pourrait dire à bon droit qu'ils révoquent en doute la vérité de cette doctrine. » L'archevêque de Westminster n'a jamais entendu, durant toute la discussion, nier l'infaillibilité (1). Et, on peut l'ajouter, il n'y avait non plus personne qui la niât. Avant le concile, cela est absolument sûr, presque tous les évêques croyaient à la vérité de ce dogme (2). Mais plus d'un parmi

(1) MANNING, *The true story of the Vatican Council*, p. 99.

(2) Le périodique *THE VATICAN* contient, page 97 et dans les numéros suivants, plusieurs déclarations antérieures d'évêques français de la minorité, toutes en faveur de l'infaillibilité pontificale.

les membres de la minorité semble être devenu hésitant au cours même des débats. Leurs efforts pour découvrir des motifs contre l'opportunité de la définition les amenaient, inconsciemment sans doute, à accorder aux objections contre la doctrine une importance imméritée. Témoin l'exemple du cardinal Rauscher.

Le 6 novembre 1869, un mois par conséquent avant l'ouverture du concile, le cardinal Rauscher écrivait au cardinal Schwarzenberg, qui l'avait consulté sur un article de la *CIVILTA CATTOLICA* : « Je n'ai pas changé de manière de voir. Il y a quarante ans, j'enseignais que le Saint-Siège en matière de foi n'a jamais erré et que Dieu ne permettra jamais erreur de sa part. Aujourd'hui, j'en suis encore convaincu (1). » Depuis quarante ans, il croyait donc à l'infailibilité du Pape et à l'assistance divine préservant le Souverain Pontife de toute erreur; mais une fois rangé au parti de l'opposition, il déclarait, dans une supplique rédigée par lui contre la définition, que cette thèse rencontrait encore des difficultés, tirées des actes et des textes des Pères, des documents historiques et de la doctrine même de l'Eglise; et il ajoutait que, sans leur complète solution, il était impossible de présenter au peuple chrétien cette doctrine comme dogme révélé de Dieu (2). Enfin, à la Congrégation des postulats, le même cardinal se dit hors d'état de résoudre les difficultés historiques opposées à la théorie de l'infailibilité pontificale (3). //

M^{gr} Manning dit encore, au sujet des débats conciliaires, que tels prélats, qui d'après leurs déclarations antérieures,

(1) La lettre est aux archives. — Dans cette même réponse, le cardinal Rauscher tranche fort simplement la difficulté historique née de la conduite du Pape Honorius. Il peut fort bien arriver à un pape, dit-il, de publier un décret insuffisant et qui offre aux adversaires de la vérité des raisons spécieuses : tel fut le cas d'Honorius.

(2) Voir plus haut p. 189.

(3) Plus haut, p. 191.

étaient partisans de l'infaillibilité, apportèrent des arguments dont les conséquences logiques pouvaient difficilement cadrer avec ce dogme. Le fait ne se passa toutefois que pour un ou deux discours (1). Encore, des déclarations comme celle du cardinal Rauscher peuvent-elles toujours s'accorder avec la foi à l'infaillibilité : ce n'est pas parce qu'une difficulté contre une doctrine reste insoluble pour quelqu'un, que ce quelqu'un ne puisse cependant être convaincu de la vérité de cette doctrine par d'irréfutables arguments; il peut alors admettre que les objections provisoirement sans réponse peuvent être et seront un jour certainement résolues.

En tout cas, il reste solidement établi que, pour la minorité, inopportunité de la définition et opposition à la vérité de la doctrine n'étaient pas identiques. Il se peut, je l'ai déjà dit, que plusieurs de ceux qui étaient venus au concile avec la foi à l'infaillibilité, aient été un peu ébranlés dans leur croyance; mais s'ils étaient opposés à la définition, ce n'était pas parce qu'ils rejetaient la doctrine; et il faut, par suite, s'inscrire en faux contre cette affirmation répandue si complaisamment à travers le monde par les adversaires du concile, que les évêques de la minorité, d'adversaires de l'opportunité, devinrent adversaires de la thèse elle-même. Les ennemis du concile poussaient d'ailleurs avec impétuosité dans cette voie (2); et l'on ne peut défendre entièrement contre le reproche d'une certaine indécision, en face des attaques toujours plus violentes contre la doctrine de l'infaillibilité, les Pères de la minorité qui croyaient à la vérité de cette doctrine. Car, s'il était admis que c'était là une vérité révélée, le devoir du concile était de défendre cette vérité par une définition, contre les attaques de ses ennemis. Toutefois, la crainte des dangers qu'allait faire

(1) *Loc. cit.*

(2) Par exemple : Döllinger dans les *Römische Briefe*, [Lettres romaines], lettre vingtième. — Cfr. *Quirinus*, p. 198 sqq.

naître cet acte, faisait une impression très forte sur ces prélats et elle les excuse un peu.

Il est très vrai que la promulgation devait entraîner certains périls qu'on ne pouvait dédaigner; et les maux en perspective, comme le dit M^{sr} Franchi à la Congrégation des postulats, le 9 février (1), n'étaient pas tous d'ordre négligeable. // Dans divers pays, notamment en Allemagne, les adversaires de l'infaillibilité avaient tellement troublé les esprits et prévenu si fort leurs concitoyens contre cette doctrine, qu'un grand schisme semblait imminent parmi les catholiques, si ce dogme leur était imposé sous peine d'anathème. On s'explique, dès lors, qu'un certain nombre d'évêques ait pu croire que, en ces circonstances, il valait mieux renoncer à une définition.

Les ennemis du concile, comme Döllinger et ses adhérents, comptaient les membres de la minorité comme étant des leurs; ils les comblaient de louanges dans les mêmes écrits où ils accablaient de dédaigneuses railleries la majorité et le pape lui-même. C'était dans la minorité qu'ils mettaient leur espoir. Aussi cherchaient-ils à relever aux yeux du public l'autorité des opposants, en s'efforçant de ruiner, au contraire, le crédit de la majorité. Ils proclamaient sans cesse, qu'au concile l'esprit et la science étaient l'apanage exclusif des adversaires de l'infaillibilité; à ses partisans, l'ignorance et le manque de culture. C'était la minorité, par conséquent, qui devait rendre la décision, car les voix ne devaient pas être comptées, mais pesées. Ce thème fondamental était ressassé avec toutes les variantes possibles. On ajoutait que les prélats opposants représentaient les nations chrétiennes les plus en vue et les plus intelligentes, la France et l'Allemagne.

Pour toute personne au courant de la question, il est clair

(1) Voir plus haut, p. 193.

que ces mérites, à supposer qu'ils fussent réellement l'apanage de la minorité, ne pouvaient aucunement donner plus de prix à leurs voix; mais de tels propos servaient à troubler les esprits. Du reste, c'était fort exagéré et même contraire à la vérité. Ce qui est vrai, c'est que la plupart des évêques allemands appartenaient à l'opposition. Parmi les prélats présents au concile et qui appartenaient au territoire actuel de l'empire, treize s'élevèrent contre la définition de l'infaillibilité; quatre seulement, NN. SS. Martin, de Paderborn, Senestréy, de Ratisbonne, Leonrod, d'Eichstätt, et Stahl, de Würzbourg, firent partie de la majorité. De même, le plus grand nombre des évêques des pays autrichiens ou hongrois se joignit aux adversaires de la définition. Mais il est faux que parmi ces derniers, l'on comptât la majeure partie de l'épiscopat français. Cette erreur s'est accréditée, grâce aux affirmations persistantes des ennemis du concile et à l'activité empressée de quelques prélats français isolés dans les rangs de la minorité. // Au contraire, les débats montrèrent que le gallicanisme, en France, penchait vers sa ruine. Imposé violemment par le pouvoir au clergé et au peuple, il put se maintenir pendant un ou deux siècles; mais la France en avait assez et aspirait au moment où l'on arracherait avec toutes ses racines cette plante sans sève. C'était là le sentiment surtout du peuple et du bas clergé; mais la grande majorité de l'épiscopat nourrissait le même désir, et les deux tiers étaient partisans de la définition. Il vaut vraiment la peine d'exposer avec exactitude le rapport numérique des deux partis parmi les évêques de France. C'est chose facile, d'ailleurs, si nous choisissons pour cela l'époque du scrutin de la quatrième session publique, et si nous cherchons combien d'évêques français, parmi ceux qui gouvernaient un diocèse, désiraient alors la promulgation du dogme, et combien lui étaient opposés.

La France comptait, en 1870, quatre-vingt six archevêchés

et évêchés. A l'époque de la quatrième session, cinq étaient vacants : Agen, Grenoble, Nantes, Tarbes et Evreux. S'étaient fait légitimement excuser : les archevêques d'Aix et d'Auch, NN. SS. Chalendon et Delamare, ainsi que les évêques de Clermont et de Saint-Flour, NN. SS. Féron et de Pompignac, et le cardinal Billiet, archevêque de Chambéry. Soixante-seize évêques résidentiels de France prirent donc part au concile du Vatican (1). Six d'entre eux s'éloignèrent de Rome au cours de l'été : NN. SS. Guibert, archevêque de Tours; Saint-Marc, archevêque de Rennes; Doney, évêque de Montauban; Plantier, de Nîmes; Bécél, de Vannes, et Hacquard, de Verdun. Des soixante-dix restants, quarante-cinq à la quatrième session publique votèrent : *placet*; vingt-cinq ne parurent pas, étant opposés à la définition. A ces vingt-cinq adversaires, il faut ajouter M^{gr} Hacquard, signataire de la requête contre l'infaillibilité (2). Nos documents ne nous fournissent aucun renseignement sur l'attitude de M^{gr} Bécél. / Mais à la liste des quarante-cinq évêques résidentiels, partisans de la définition, il faut joindre NN. SS. Guibert, Saint-Marc, Doney et Plantier. Le premier, à la séance tenue le 9 mars par la Congrégation des postulats dont il faisait partie, s'était prononcé pour l'affirmative (3). L'archevêque de Rennes, non content d'avoir signé l'adresse en faveur du dogme (4), écrivait, de son lit de douleur, à Pie IX, le 26 juin, une lettre où il exprimait son vif chagrin de ne pouvoir participer à la définition (5). Mêmes regrets de M^{gr} Doney dans la lettre où il sollicitait du concile un congé (6); il appartenait d'ailleurs à la majorité et avait

(1) Pour le calcul suivant, nous nous sommes servis spécialement de la liste des adhésions. — *C. V.*, 995 d. sqq.

(2) *C. V.*, 946 d.

(3) Voir plus haut, p. 194.

(4) *C. V.*, 929 c.

(5) *Ibid.*, 990 a. sq.

(6) *Acta Conc. Vatic.*, p. 342 (aux archives).

signé la même adresse que M^{sr} Saint-Marc (1). M^{sr} Plantier, évêque de Nîmes, était connu comme champion déclaré de la définition; dès avant le concile, il l'avait défendue par écrit contre M^{sr} Maret, (2) et pendant le concile, il avait signé la pétition en faveur de l'infaillibilité (3). Nous avons donc déjà quarante-neuf évêques diocésains français qui prirent fait et cause pour le dogme en question. Des cinq prélats qui ne parurent pas au concile, deux, les archevêques d'Auch (4) et de Chambéry (5), s'étaient déclarés par écrit favorables. Sur les sentiments des trois autres, nous ne pouvons donner aucune indication. Mais notre calcul montre suffisamment que le nombre des évêques résidentiels français, partisans de l'infaillibilité, surpassait du double le nombre de ceux qui voulaient empêcher la promulgation du dogme. Cela fait certainement grand honneur à la France, où, depuis deux siècles, le gouvernement avait tout fait pour exclure cette doctrine des écoles.

Voilà pour les pasteurs de diocèses. Si l'on veut aller plus loin avec la théorie de Döllinger, et considérer comme lui, avant tout au concile la conviction des peuples, n'attachant de prix aux votes des évêques qu'autant que ces suffrages expriment la croyance des fidèles représentés, la France est encore tout à fait du côté de la majorité. Presque tout le clergé et presque tous les catholiques voulaient la définition. Les prêtres des diocèses dont les évêques se rangeaient au parti de l'opposition furent maintes fois fort désagréables à leurs pasteurs par leurs pétitions en faveur de l'infaillibilité (6), tandis que d'autre part, le gouvernement n'osa rien faire pour la minorité qui lui était sympathique et qui implo-

(1) *C. V.*, 968 d.

(2) *C. V.*, 1275 a.

(3) *Ibid.*, 925 d.

(4) *Ibid.*, 1447 d.

(5) *Ibid.*, 1451 b. sqq.

(6) Voir plus bas, liv. III, chap. IV et V.

rait son secours, parce qu'il ne voulait pas s'aliéner les bonnes grâces du bas clergé et du peuple (1).

Si les ennemis du concile jugeaient avec dédain la valeur scientifique de la majorité, c'était d'abord par cet orgueil froissé de savants qui leur fait regarder avec mépris et comme gens de médiocre savoir tous ceux qui n'abondent pas dans leur sens, mais c'était aussi tactique de parti. Ils cherchaient à discréditer les adversaires de leurs théories et à diminuer le plus possible leur valeur et leur influence.

Quant aux controverses sur la doctrine elle-même de l'infailibilité, elles appartiennent essentiellement à la théologie. Maintenant, s'il faut porter un jugement sur les aptitudes théologiques, c'est là une tâche difficile quand il s'agit d'évêques de pays éloignés, et surtout quand aucune œuvre de théologie n'est sortie de leur plume. Toutefois, il nous est plus aisé d'apprécier les évêques allemands et autrichiens.

Parmi ces derniers, le prince-évêque de Brixen, M^{sr} Gasser, s'est affirmé au concile comme un théologien hors ligne (2). M^{sr} Fessler, évêque de Saint-Hippolyte, est également connu pour bon théologien et bon canoniste; ses écrits en témoignent. Tous deux faisaient partie de la majorité, et je doute qu'on puisse leur comparer n'importe quel prélat autrichien de la minorité. Le cardinal Rauscher est loin de les atteindre, comme ses discours à l'assemblée le montrent clairement. //

Parmi les évêques allemands, ceux qui appartenaient à la majorité, M^{sr} Martin, de Paderborn; M^{sr} Senestrey, de Ratisbonne; M^{sr} Stahl, de Würzbourg, et M^{sr} Leonrod,

(1) OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat*, etc., pp. 29 et 238. (Voir le dernier chapitre du livre III).

(2) A voir dans sa biographie les études qui l'occupèrent durant sa jeunesse, on pourrait croire que la Providence l'avait guidé d'une façon spéciale, et qu'elle l'a conduit à approfondir parmi les questions, celles-là même que le Concile du Vatican devait surtout discuter. Voir ZOBL, *Vinzenz Gasser, Fürstbischof von Brixen*. [Vincent Gasser, prince-évêque de Brixen], pp. 68, 108 sqq.

d'Eichstätt, ne le cédaient en rien à leurs compatriotes de la minorité. Cette dernière comptait, il est vrai, M^{sr} Héfelé, mais M^{sr} Héfelé était historien, non théologien. Le savoir historique sans doute rend apte à extraire des annales des siècles passés des difficultés contre les doctrines de l'Eglise; mais la théologie doit en offrir la juste intelligence et l'historien ne doit pas rester là perplexe.

Quel était donc le théologien éminent parmi les évêques allemands de la minorité? Je ne crois offenser personne, en disant que ces hommes distingués par leur zèle épiscopal et leurs vertus sacerdotales n'occupaient point dans la science du dogme une place remarquable. Leurs années d'études s'étaient écoulées durant la première moitié du siècle, alors que la théologie venait à peine de se remettre des coups que lui avait porté le rationalisme qui s'infiltrait partout en Allemagne (1). La philosophie d'alors n'était pas plus brillante; le plan d'études en usage dans les universités allemandes et dans les autres établissements similaires, était déjà hostile aux données du dogme. De plus, alors que trois années d'études suffiraient à peine pour bien posséder la théologie du dogme en les consacrant exclusivement à cette science, loin de là, pendant les trois courtes années qu'on lui accordait, la théologie était encore considérablement limitée par toute une série d'études spéciales; d'autre part, la préparation philosophique nécessaire faisait presque complètement défaut.

Il en était tout autrement en Espagne, par exemple, pays qui ne pouvait certes pas se mesurer avec l'Allemagne dans les sciences profanes. Au concile, où l'on eut l'occasion de comparer l'état des connaissances théologiques chez les diverses nations, les Pères disaient en plaisantant : « Les Espagnols ont étudié leur théologie dans des

(1) Voir plus haut, p. 328.

in-folios, les Italiens dans des in-quartos, les Français dans des in-octavos et les Allemands dans des brochures. » Les évêques espagnols appartenaient tous, sans exception, à la majorité.

Pour ne pas passer complètement sous silence les autres nations, je rappelle seulement que les évêques de Strasbourg, d'Angers et de Poitiers, Mgr Raess, Mgr Freppel et Mgr Pie; l'archevêque de Malines, Mgr Dechamps; le cardinal Cullen, de Dublin, et l'archevêque de Westminster, Mgr Manning, faisaient partie de la majorité. // Si nous ne pouvons pas compter Mgr Manning au nombre des premiers théologiens du Concile, nous devons toutefois le signaler comme un homme de talents exceptionnels. Converti de l'anglicanisme, il avait étudié à fond et d'une façon spéciale la partie de la théologie que les discussions conciliaires mettaient surtout en cause : la constitution et le magistère de l'Eglise.

Parmi tous les Pères du concile, aucun ne se distingua par son ardeur et son activité infatigable comme l'évêque d'Orléans, Mgr Dupanloup. Il s'employa corps et âme à atteindre le but qu'il poursuivait : empêcher la définition de l'infaillibilité pontificale. Déjà avant l'assemblée, il mettait en mouvement tous les ressorts pour gagner à ses desseins les autres évêques. Dès lors, une fois le concile ouvert, quelle sera son activité ! En fait, son zèle ne connut plus de bornes : « Son immense correspondance, raconte Purcell d'après les comptes-rendus du cardinal Manning (1), était un objet d'étonnement au Concile et le sujet des conversations. Elle excitait chez les uns le mécontentement et la moquerie, chez les autres une admiration sans bornes. Non content d'écrire aux prêtres et aux chapitres, aux leaders de partis politiques et aux journaux, Mgr Dupanloup s'adressait aux chanceliers et aux ministres, aux hommes d'Etat et aux rois. « Je ne sais

(1) *Life of cardinal Manning*, t. II, 429.

pas, dit un jour le cardinal Manning, le nombre de secrétaires que M^{gr} Dupanloup employait, je ne puis pas même le soupçonner, mais je sais que jour par jour, semaine par semaine, des paquets de méchants écrits (baneful), lettres, brochures, circulaires, suppliques, furent expédiés à tous les centres d'intrigues en Europe, surtout à Paris et à Munich». — Un diplomate, de séjour à Rome au temps du Concile, écrivait le 1^{er} février dans son journal qu'il avait rencontré le jour même le courrier de Mgr Dupanloup. Il apportait à l'évêque français plus de deux cents lettres.

Quels étaient donc les motifs qui aiguillonnaient l'évêque d'Orléans et lui inspiraient ce zèle infatigable? Les avis se partageaient sur cette question. D'après Mgr Manning (1), le prélat avait lui-même répondu par ces paroles : « Je verse des larmes de sang à la pensée du nombre d'âmes qui vont périr! » ce qui voulait dire : qui vont périr si le dogme est défini. L'abbé Lagrange (2) aussi attribue ce zèle et cette activité à la conviction profonde du caractère nuisible de la définition et il ajoute : // « Mgr Dupanloup exprima son opinion hautement, loyalement, avec une ardeur qui était dans son caractère, mais qui était aussi dans sa conviction; ce devoir rempli, lorsque le Concile eut prononcé, celui qui avait été impétueux comme un lion devint soumis comme un agneau. » L'abbé Maynard, au contraire (3) nie que le prélat ait été si profondément convaincu du caractère déplorable de cet acte. « Sans nier ni le droit (d'exprimer son opinion), ni le devoir (le même) de Mgr Dupanloup dans une certaine mesure, nous soutenons que le devoir interdisait à Mgr Dupanloup la plupart des moyens... qu'il a employés pour faire prévaloir son droit prétendu; ... nous soutenons qu'il a agi

(1) PURCELL, *loc. cit.*

(2) *Vie de M^{gr} Dupanloup*, III, 451.

(3) *M^{gr} Dupanloup et M^{gr} Lagrange son historien*, p. 222.

par opiniâtreté, par esprit de domination, plus que par conviction » (1).

Friedrich raconte (2) qu'avant la convocation du Concile, cinq prélats français, et parmi eux Mgr Dupanloup et Mgr Ginoulhiac, avaient tenu conseil sur les moyens de contenir les progrès de l'ultramontanisme et d'obtenir aux évêques plus de liberté d'action. Ils auraient reconnu dans un concile œcuménique où délibéreraient les évêques le meilleur des systèmes, et chargé Mgr Dupanloup de pousser le Pape à l'exécution de ce projet; mais le Souverain Pontife aurait répondu négativement. Si l'histoire est vraie, le zèle du prélat à combattre la définition devient tout à fait explicable. S'il désirait un Concile pour diminuer l'influence du Pape sur les évêques, quels ressorts ne devait-il pas mettre en jeu, une fois l'assemblée réunie, pour empêcher l'accroissement de cette influence par la promulgation de l'infailibilité. De fait, les évêques français de la minorité s'entendirent reprocher par les Pères de la majorité qu'un des motifs de leurs atta-

(1) Il semble assez difficile d'établir nettement la psychologie vraie de l'attitude de M^r Dupanloup dans la question de l'infailibilité. EMILE OLLIVIER dit de lui au tome XIII de *l'Empire libéral*, publié en 1908 (p. 125-126) : « M^r Dupanloup venait contredire [au concile] les opinions qu'il avait autrefois professées. Ses écrits (il s'en est plus tard vanté) étaient remplis de passages favorables à l'infailibilité. Et il ne la combattait au concile que par haine de Louis Veuillot, son plus ardent promoteur. S'il n'y avait pas eu de Louis Veuillot, il se serait rangé parmi les infailibilistes ardents. »

D'autre part, le comte Albert DE MUN raconte (*Ma Vocation sociale*, 1908, p. 46) une entrevue qu'il eut avec M^r Dupanloup, alors membre de l'Assemblée nationale, à Versailles, pendant l'été de 1871. La conversation, dit-il, tomba sur la *Correspondance de Genève*, qui se proposait comme but de propager et de soutenir la doctrine de l'infailibilité, et qu'inspirait M^r Mermillod. M^r Dupanloup ne put « au souvenir de cet adversaire d'hier, maîtriser l'ardeur de ses ressentiments. Il s'emporta contre M^r Mermillod dans un langage si vif que j'en fus bouleversé. Presque à demi-voix, je dis : « Ah ! Monseigneur, quel trouble pour nous, simples fidèles, quand nous voyons de si profondes divisions subsister entre ceux de qui nous attendons la lumière : vous étiez pourtant d'accord sur le fond ! » — L'évêque, sur ce mot, le visage empourpré, bondit du fauteuil où il était assis et s'écria : « D'accord sur le fond ! ne dites pas cela, nous ne l'avons jamais été ! » Puis comme effrayé de sa propre parole, peut-être aussi de l'émoi qu'il lisait dans mes yeux, il s'arrêta. » [Note du Traducteur.]

(2) *Geschichte*, etc. I, 649. — Cfr. ACTON, *Zur Geschichte des Vatikan. Konzils*, p. 3.

ques fut le désir de ne pas aliéner le pouvoir discrétionnaire qu'ils exerçaient sur leur clergé inférieur : (1) et le bas clergé français, se sentant opprimé par les évêques, se déclara à une majorité écrasante en faveur de la définition, parce que, d'après Emile Ollivier, il voyait dans l'élévation du pouvoir du Pape une protection contre ses propres pasteurs (2). // Ainsi, le désir de quelques prélats de garder vis-à-vis d'en-haut le plus de liberté possible et vis-à-vis d'en-bas d'exercer sans être troublés leur autorité souveraine, peut avoir été réellement un motif pour s'opposer de toutes leurs forces à la définition de l'infaillibilité du Pape. Mgr Dupanloup trahissait lui-même avec quelle jalousie il cherchait à conserver sa liberté et son indépendance dans son diocèse par une remarque naïve qu'il fit dans son discours sur l'établissement d'un petit catéchisme universel : pour lui, le Concile se rendait par là coupable d'empiètement sur les droits des évêques diocésains (3).

L'abbé Maynard a encore raison lorsqu'il dit que tous les moyens employés par le prélat ne sauraient être approuvés. Ses rapports actifs avec les ennemis du Concile à Munich et à Paris ne lui font point honneur, et l'on peut à peine douter qu'il n'eût une grande part à leurs travaux contre l'assemblée. En février parut dans le MONITEUR UNIVERSEL de Paris un article intitulé : *La situation des choses à Rome* (4). C'était un tableau faux et haineux du Concile, propre à égarer les lecteurs du journal. Tout le monde désigna comme auteur l'évêque d'Orléans, et s'il ne fut pas le rédacteur de l'article, il avait sûrement inspiré ces lignes (5). D'après Friedrich, c'était encore le prélat qui avait amené son ami Montalembert

(1) OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat*, etc., II, 206.

(2) Ibid., p. 29. — Voir aussi : OLLIVIER, *L'Empire libéral*, t. XIII, 1908, pp. 115 et 116.

(3) Voir ci-dessus, p. 263.

(4) Voir ci-dessous le contenu de cet article : liv. III, chap. III.

(5) Voir liv. III, chap. III.

à écrire une lettre scandaleuse contre le Pape et le Concile ; une fois parue, Mgr Dupanloup manifesta pour elle une admiration sans bornes (1). Toujours d'après Friedrich, il écrivit durant les sessions de nombreuses lettres à Döllinger, et des gens bien informés le désignaient comme une des trois personnes résidant à Rome qui fournissaient au savant allemand la matière de ses articles diffamatoires. Peu de temps après l'ouverture des séances, des bruits fort désavantageux se répandaient déjà sur son compte. Au 1^{er} janvier 1870, les prêtres de sa ville épiscopale en parlent, comme nous le voyons dans la réponse de l'évêque à leurs souhaits de nouvel an : « Quant aux choses qui vous ont attristés et vous inspirent un langage si noble et si ému, dit-il, tranquillisez-vous pleinement. On dit que de la calomnie il reste toujours quelque chose ; mais des injures et des bassesses dont le bruit est arrivé jusqu'à vous, croyez-moi, il ne restera rien, si ce n'est toute-fois un enseignement utile. // On aura eu le spectacle d'un évêque qui, pendant une existence déjà longue, a donné des témoignages assez certains de son dévouement à l'Eglise et au Saint-Siège, et qui, parce qu'un jour dans une question capitale, il a dit ce qu'il a cru et croit encore être le véritable intérêt de la religion et de la papauté, se sera vu tout-à-coup en butte aux insultes et à toutes les indignités contre lesquelles vous protestez, tant on a porté de passion dans une affaire où il en fallait si peu ! Mais qu'importe : il y a dans la vie des heures marquées pour de grands et pénibles devoirs ; c'est l'épreuve de l'amour véritable que de savoir, au prix de tout, les remplir : et, lorsqu'on vient à en souffrir, il faut élever plus haut son âme » (2).

Toutefois, les Pères de la majorité ne se fiaient pas à M^{gr} Dupanloup, comme le démontre clairement le passage

(1) *Geschichte*, etc., III, 701, 704.

(2) *C. V.*, 1317 a.

de M^{sr} Manning cité plus haut, M^{sr} Delalle, de Rodez, dans une lettre à son clergé, parle tout bonnement d'un triumvirat : « Döllinger surnommé Janus, Maret et Dupanloup, voilà le triumvirat agitateur auquel est venu se joindre plus tard un insulteur illuministe de l'Eglise romaine, l'abbé Gratry » (1). Mais jamais évêque n'a été plus vivement pris à parti par un autre évêque que M^{sr} Dupanloup ne le fut par M^{sr} Wicart, évêque de Laval. Ce dernier, pour prémunir officiellement ses ouailles contre « les intrigues » de l'évêque d'Orléans, écrit le 7 février au directeur de la *Semaine religieuse*, les lignes suivantes : « Il est toujours question dans le diocèse de Laval de M^{sr} Dupanloup. Eh bien ! il faut en finir. Je déclare ici devant Dieu, et prêt à paraître à son jugement, que j'aimerais mieux mourir, tomber mort sur le champ, que de suivre l'évêque d'Orléans dans les voies où il marche aujourd'hui et où l'autorité qu'on lui suppose entraîne une partie de mes diocésains. Vous ne savez pas ce qu'il fait, vous ne savez pas ce qu'il dit ici, ni ce que font et ce que disent ses adeptes. Moi, je le sais, je l'entends de mes oreilles, je le vois de mes yeux. Non ! plutôt mourir à l'instant même que de prêter la main à ces desseins et à ces manœuvres inqualifiables ! Je le dis et je le répèterai à mon dernier soupir. Je demande, je veux, mon cher directeur, que ces lignes soient intégralement insérées dans votre plus prochain numéro. Je l'exige, et j'en prends toute la responsabilité sur moi seul. / Si, après cela, je ne puis plus reparaître à Laval, je demanderai très humblement au Très Saint-Père la permission de mourir à Rome... Puisse cet écrit avoir tout le retentissement possible dans mon diocèse ! (2) »

Contre cette véhémence attaque, l'évêque de Montpellier, M^{sr} Le Courtier, qui était un partisan passionné de M^{sr} Du-

(1) C. V., 1425 d.

(2) Ibid., 1317 c. et d.

panloup, éleva la voix, et vingt jours plus tard, adressa au même rédacteur une lettre qui devait être publiée dans le même organe. « ...Par respect pour l'âge et le caractère du vénérable auteur (l'évêque de Laval), écrit M^{SR} Le Courtier, il fallait donner le temps que cette lettre fut désavouée, elle ne l'a pas été; qu'elle fut retirée, elle demeure. Il n'appartient pas, certes, à ma faiblesse de venger les injures de M^{SR} d'Orléans; l'outrage qu'il reçoit ici ne va pas d'ailleurs à la hauteur de sa patience, de sa charité, de sa modération chrétiennes. Cette espèce d'emportement ne saurait atteindre un évêque dont toute la vie a été dévouement héroïque pour le Saint-Siège, et qui a servi les intérêts de la papauté dans tous ses écrits. Mais ce manifeste de M^{SR} l'évêque de Laval, lancé en plein concile, avant toute décision conciliaire, paraît une atteinte à la liberté du concile, chaque membre de la sainte assemblée pouvant être exposé aux mêmes attaques. Quand ces attaques viennent d'un évêque siégeant au milieu de nous, la liberté de tous est blessée dans la liberté d'un seul; et il importe grandement qu'un concile soit cru pleinement libre, pleinement à l'abri de toute pression, de quelque part qu'elle vienne (1). » L'évêque de Laval n'en retira pas davantage sa lettre. Au contraire, dans une lettre à son clergé, le 26 avril, il dit qu'il ne rétractait pas une ligne de sa lettre précédente, pas un seul mot. « Aujourd'hui, dit-il, si c'était à refaire, je parlerais probablement avec plus de calme, mais le fond serait le même, aussi ferme, aussi énergique que le premier. N'en doutez pas (2). »

On a accusé M^{SR} Dupanloup d'avoir poussé le gouvernement français, spécialement le ministre des affaires étrangères, le comte Daru, à intervenir dans la marche du concile. Daru était un ami et un admirateur de l'évêque d'Orléans (3),

(1) *C. V.*, 4318 a. et b.

(2) *Ibid.*, 4467, b. c. et d.

(3) OLLIVIER, *loc. cit.*, p. 32.

et M. Ollivier rapporte que les amis du ministre qui étaient à Rome — il s'agit de membres du haut clergé — l'avaient incité à se mêler des débats conciliaires (1). // Mais Emile Ollivier ne nomme pas M^{sr} Dupanloup (2) et, d'après l'abbé Lagrange (3), le prélat, durant le concile, n'adressa aucune lettre au comte Daru. L'abbé Maynard remarque, il est vrai, que cette dernière affirmation n'exclut nullement une action indirecte exercée par des tiers sur le ministre (4). De fait, nous trouvons en correspondance avec Daru, un vicaire général de M^{sr} Dupanloup, l'abbé Du Bois (5), résidant à Rome avec son évêque, et qui correspondait personnellement avec des amis parisiens en termes tels, que ses lettres semblaient en même temps destinées au ministère (6).

(1) Ibid. p. 87 sq.

(2) Ceci est vrai pour l'ouvrage d'E. Ollivier : *L'Eglise et l'Etat*, etc., mais dans le tome XIII de *l'Empire libéral*, publié en 1908, Emile Ollivier écrit (p. 159, note 1) : « Dupanloup avait été un des prélats qui nous avaient le plus fougueusement priés d'intervenir. » [Note du Traducteur.]

(3) *Vie de M^{sr} Dupanloup*, III, 166.

(4) *M^{sr} Dupanloup et l'abbé Lagrange*, p. 249.

(5) C. V. 1546, note 2. — FRIEDRICH, *Geschichte*, etc., III, 627. — [Cet abbé du Bois n'est autre que M. Albert du Boys, dont il est fait mention plusieurs fois dans la *Vie de M^{sr} Dupanloup*, par l'abbé Lagrange. (Voir cette vie, t. I, p. 414; t. II, p. 403; t. III, p. 455, 466). C'était un ami très particulier de l'évêque d'Orléans qui l'avait invité à venir à Rome, suivre de près les travaux du concile. De là, l'erreur commise par Friedrich et répétée par le P. Granderath, qui fait de mon grand-père un vicaire général de M^{sr} Dupanloup. — *Note du P. du Boys, S. J.*, petit-fils de M. Albert du Boys et filleul de M^{sr} Dupanloup.]

(6) LE MONDE (n° du 26 mars) raconte à ce sujet une anecdote (d'après THE VATICAN, p. 438). L'ambassadeur français, le marquis de Banneville, recevait la visite d'une quinzaine d'évêques, ses compatriotes, appartenant aux deux partis. On annonce tout à coup M^{sr} Dupanloup. Il entre. L'ambassadeur reste assis, jusqu'à ce que l'évêque se soit avancé tout près de lui. Prenant alors une lettre dans sa poche, l'ambassadeur demande au prélat s'il la connaissait. « Oui, répond celui-ci surpris, c'est moi qui l'ai écrite. — Très bien, reprend le marquis de Banneville, soyez donc assez bon pour m'expliquer ces passages. » M^{sr} Dupanloup confus prend l'ambassadeur par le bras et le conduit dans une embrasure de fenêtre, où s'engage entre eux une vive conversation. Après huit ou dix minutes, l'évêque prend son chapeau et s'éloigne rapidement. Le marquis de Banneville s'excuse auprès de ses hôtes et explique que M^{sr} Dupanloup instruit chaque jour ses amis de Paris de tout ce qui se passe à Rome. Ses lettres, adressées d'ordinaire à M. Cochin, trouvent comme par hasard accès auprès d'un ministre. Dans l'une d'elles, il avait écrit que tout irait bien si les ministres de

M^{SR} Dupanloup et d'autres évêques français, membres de la minorité, furent poussés, semble-t-il, surtout par leur patriotisme, à s'opposer d'une façon aussi décidée à la censure des erreurs gallicanes. Cette affirmation peut sembler incroyable : des évêques s'opposant à la condamnation d'une erreur, parce que cette erreur est née dans leur patrie. Mais les discours prononcés aux débats sur le schéma de la première constitution de *Ecclesia* prouvent la vérité de notre assertion. //

Le patriarche de Jérusalem, M^{SR} Valerga, avait tracé, dans la discussion générale sur ce schéma, un parallèle entre l'histoire des controverses monothélites et l'histoire des controverses sur l'infailibilité (1). Il signala entre les deux maintes analogies, et conclut que, comme le monothélisme jadis, le gallicanisme aujourd'hui était à rejeter. L'exposition du patriarche fut parfaite de noblesse. Pas un mot blessant contre la France, rien dans tout son discours qui puisse choquer les évêques français, sinon la défense de cette idée : il faut définir maintenant l'infailibilité du pape. Quelles attaques cependant ne firent pas pleuvoir sur le discours du patriarche quelques prélats français ! M^{SR} Dupanloup (2), dans une discussion spéciale sur le troisième chapitre, l'attaqua avec la dernière violence, comme s'il s'était laissé aller à des injures et à des calomnies contre l'Eglise de France, et pour rehausser l'énormité d'un tel crime, il exalta par les louanges les plus passionnées, cette Eglise contre laquelle le patriarche avait si gravement péché. L'évêque de

Paris prêtaient leur aide à son parti, mais qu'il n'y avait rien de bon à attendre tant qu'on permettrait la présence à Rome de l'ambassadeur actuel. Cette lettre tomba aux mains d'un ami du marquis de Banneville, qui la lui fit parvenir. Ajoutons comme éclaircissement que la minorité était mécontente de l'ambassadeur, parce qu'il n'intervenait pas assez énergiquement en sa faveur. Voir plus bas, p. 356.

(1) 31 mai, 62^e Congrégation générale. *Acta*, etc., III, 417 sqq.

(2) 10 juin, 68^e Congrégation générale. *Acta*, etc., IV a, 106 sqq.

Coutances, M^{sr} Bravard (1), parla du même ton, et le cardinal Mathieu (2) transforma le discours qu'il prononça durant la discussion spéciale sur le quatrième chapitre, en une protestation solennelle au nom de la France contre les propos injurieux adressés par M^{sr} Valerga à l'Eglise gallicane. Ce dernier s'était pourtant contenté d'affirmer que l'infailibilité pontificale devait être définie. C'est donc que l'honneur de la France, d'après la conception de ces évêques, ne souffrait point cette définition.

Un des chefs de la minorité, et même le chef le plus en vue et le plus influent, était l'archevêque de Paris, M^{sr} Darboy. Plus diplomate que prélat (3), l'archevêque, par son attitude comme par des propos fort clairs, avait fait comprendre depuis longtemps ses tendances libérales, ses aspirations surtout à une plus grande indépendance vis-à-vis du Saint-Siège. Ainsi ne s'était-il aucunement soucié que l'excommunication fulminée par son prédécesseur, le cardinal Morlot, contre l'abbé Roy, curé de Neuilly, eût été levée par le Pape. Après comme avant, il considérait

(1) 14 juin, 71^e Congrégation générale. *Acta*, etc., IV a, 303 sqq.

(2) 15 juin, 72^e Congrégation générale. *Acta*, etc., IV a, 303 sq. Voir ci-dessous, t. III, liv. III, chap. 1^{er} et sqq.

(3) OLLIVIER, *loc. cit.*, I, p. 446; et *Empire libéral*, t. XIII, p. 124 sq. — Voici le portrait qu'E. Ollivier trace de l'archevêque de Paris : « La résolution réfléchie, la fermeté modeste, la fierté douce avec un air d'insinuation qui captivait, voilà ce qu'on lisait sur le visage de M^{sr} Darboy. Son âme forte, toutefois plutôt diplomatique qu'ecclésiastique, animait un corps frêle qu'elle ne faisait pas ployer. Quoique pieux, régulier, de mœurs exemplaires et très dévoué à ses devoirs épiscopaux, il tenait de Richelieu plus que de Vincent de Paul... Il était à un degré supérieur orateur et écrivain. Tout ce qu'il a dit ou écrit est d'un tour parfait, d'un souffle haut, plein, d'une clarté transparente, d'une dialectique animée, d'une justesse et d'un choix de termes exquis. L'ampleur lucide de la pensée communiquait à sa parole malgré la faiblesse de ses moyens physiques, une autorité triomphante; par la simplicité convaincue, sans aucun appareil de rhétorique, il éclairait, remuait et surtout convainquait. Peu accessible aux entraînements de l'émotion, il n'en était que plus lumineux. Accueillant, ayant beaucoup de monde, fécond en saillies délicates et aimables, il apportait dans son commerce quelque chose d'aisé, d'entrant, d'enchanteur, à quoi on ne résistait pas... » (*Empire libéral*, XIII, p. 124 sq.) [Note du Trad.]

et traitait le euré comme suspens (1). Il s'était encore permis de soumettre à sa visite des couvents exempts de la juridiction de l'Ordinaire en vertu de privilèges apostoliques et soumis directement au Souverain Pontife. Aux obsèques du maréchal Magnan, il donna l'absoute sans exiger que l'on enlevât les insignes maçonniques déposés sur le catafalque (2). Les idées que trahissait cette manière d'agir trouvèrent leur expression dans son premier discours au Sénat, le 12 mars 1865. Il nia le pouvoir ordinaire et immédiat du Saint-Père sur les diocèses étrangers, et se prononça en faveur des articles organiques (3). On ne pouvait donc attendre d'un tel prélat qu'il prît parti au concile pour l'infaillibilité. De fait, il s'y montra l'adversaire le plus déterminé de la définition. Sans doute il déclarait sans cesse, comme M^{SR} Dupanloup, qu'il combattait l'opportunité, non la doctrine : mais, à l'exemple de l'évêque d'Orléans, il émettait des affirmations qui étaient à peine ou qui n'étaient pas du tout conciliables avec le dogme de l'infaillibilité. Ses talents, bien supérieurs à ceux de M^{SR} Dupanloup, sa haute situation comme archevêque de Paris, ses rapports avec l'empereur Napoléon III, si puissant alors et si exalté pour la protection qu'il avait accordée à Rome (M^{SR} Darboy était le conseiller du prince), lui avaient acquis une haute considération dans la capitale du monde chrétien. Richement pourvu d'argent par la munificence impériale, il menait grand train ; et chaque soir rassemblait dans sa demeure de la rue Condotti un grand nombre de ses collègues, qu'il

(1) Ibid., p. 418.

(2) Sur ces deux derniers points, un bref fort sévère du pape, en date du 26 octobre 1865, lui demanda des explications. Une indiscretion livra ce bref à la publicité ; il a été plusieurs fois imprimé, par exemple dans l'ouvrage de Friedberg : *Aktenstücke zum Vatikan. Konzil*, p. 257 et sq. Les excuses présentées par l'archevêque furent repoussées par Pie IX comme insignifiantes.

(3) *La vérité sur M^{SR} Darboy. Etude précédée d'une lettre de S. Em. le cardinal Foulon*, p. 37.

gagna souvent à ses idées par la supériorité de son esprit (1). L'archevêque de Paris était le leader des évêques de la minorité.

M^{sr} Darboy prit une attitude d'opposition à la marche du concile. Il l'avait du reste déjà clairement manifesté dans le discours plein de raideur // qu'il prononça sur les schémas : Des évêques et de la vacance des sièges épiscopaux (2). Dans une lettre à l'empereur, datée du 21 mai (3), le prélat lui recommande, comme source digne de toute confiance pour connaître la marche des débats, l'article que nous avons signalé et qui avait paru le 14 février au MONITEUR. Il indique encore la brochure *Ce qui se passe au concile*, comme un bon moyen de se faire une idée complète de cette assemblée. Or, cette publication, écrite à un point de vue purement gallican, prend à parti avec une vive amertume tout ce qui se passe au Concile. Elle fut condamnée avec un autre pamphlet tout aussi mauvais à la 86^e congrégation générale. On affirma même que l'auteur des deux ouvrages était M^{sr} Darboy. Dans sa correspondance avec l'empereur (4), l'archevêque fait entendre ses plaintes : les membres de l'assemblée manquent de liberté, ils subissent l'influence de la Curie dans le choix des commissions; le premier président du concile a fait circuler des listes de candidats; en un mot, il présente à l'empereur les mêmes griefs que nous trouvons étalés d'une façon fort injuste dans les écrits hostiles au concile. Mais ce qui est déplorable par-dessus tout, c'est qu'il demande à l'empereur d'intervenir en faveur de la minorité contre le concile (5).

(1) *La vérité*, etc., p. 58 sq.

(2) Cfr. ci-dessus, p. 230 sqq.

(3) *C. V.*, 1568 b.

(4) Voir lettre du 26 janvier. — *C. V.*, 1551 a. sqq.; la lettre est citée aussi dans : OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat au Concile*, t. II, p. 91 sqq. — *L'Empire libéral*, t. XIII, p. 148 sq.

(5) Ibid. — Voici le passage de la lettre de l'archevêque de Paris, auquel il est fait allusion : « ... Je me demande si l'intérêt général, l'intérêt de la société

Il importe à ce sujet de bien remarquer la puissance que le souverain français possédait alors sur l'assemblée. Il maintenait à l'écart de Rome par une garnison française les Piémontais avides de conquérir *leur capitale*. Voulait-il mettre fin aux sessions, il n'avait à prendre aucune mesure d'hostilité positive; il lui suffisait de retirer à la cité sa protection.

Plusieurs ont affirmé que M^{GR} Darboy avait réellement désiré ce dernier parti et qu'il avait demandé à l'empereur, aussitôt que la définition serait proclamée, de retirer les troupes françaises de l'Etat pontifical (1). Une pareille requête ne se trouve pas, à notre connaissance, dans les lettres du prélat. On pourrait, il est vrai, la trouver indirectement dans cette autre où il sollicitait l'intervention du gouvernement impérial. Car, ainsi que le fait observer avec justesse le président du conseil, Emile Ollivier, si le gouvernement impérial exprimait au pape le moindre désir relatif au concile, il devait l'appuyer par une sanction. Or, cette sanction, dans l'état des affaires //, était nécessairement le retrait des troupes. En cas d'un refus opposé à ses désirs, le gouvernement aurait dû à sa dignité

religieuse et civile n'exige pas qu'on nous vienne en aide. Le gouvernement de l'Empereur ne pourrait-il pas faire connaître au gouvernement pontifical les appréhensions que les débuts du concile causent même à des esprits sérieux et non prévenus, et lui laisser entrevoir les conséquences possibles des tendances et des agissements signalés plus haut? Ce n'est pas moi, sans doute, qui conseillerais de prendre à l'égard du concile une attitude qui ne serait pas chevaleresque et désintéressée, cependant je ne voudrais pas non plus qu'un grand gouvernement comme celui de l'Empereur exprimât une confiance et des espérances que l'avenir trahira peut-être. Si la discussion qui vient d'avoir lieu au Sénat se représente prochainement au Corps législatif, ne faudrait-il pas dire au public que plusieurs choses, dans ce qu'on sait déjà du concile, ne sont pas absolument satisfaisantes, que des représentations ont été ou seront faites au gouvernement pontifical, et que, tout en laissant l'assemblée à sa libre activité, on veille, dans la mesure du possible et du convenable, à ce que les intérêts dont l'Etat est le défenseur-né soient suffisamment sauvegardés... » Lettre à l'Empereur, du 26 janvier 1870.

(1) CORNUT, *M^{GR} Freppel d'après des documents authentiques et inédits*, p. 168.

d'évacuer Rome (1). Lorsque M^{sr} Darboy avait exprimé à Napoléon III le vœu que l'ambassadeur français, le marquis de Banneville, trop condescendant pour la Curie au gré de la minorité, fût rappelé et remplacé par un nouveau plénipotentiaire, Emile Ollivier lui répondit : « Nous ne croyons pas devoir retirer notre ambassadeur, parce que..., que nous le voulussions ou non, ce retrait impliquerait et entraînerait le rappel de nos troupes, ce qui aurait l'inconvénient de mêler une question d'ordre purement politique à un débat dogmatique (2). »

Tout autre était la conduite des évêques allemands et autrichiens qui faisaient aussi partie de la minorité. Les allemands s'en tenaient aux idées émises dans cette lettre pleine de noblesse qu'ils avaient jadis adressée de Fulda au Pape (3), et où ils déclaraient qu'à leurs yeux l'heure n'était point propice pour élever au rang de dogme la thèse de l'infailibilité pontificale. Ils étaient bien loin de soutenir et d'encourager en Allemagne les menées politiques ou d'exciter n'importe quelle puissance contre le concile. Plusieurs fois, M^{sr} de Ketteler s'éleva de toutes ses forces contre Döllinger et ses frères d'armes (4). M^{sr} Melchers,

(1) OLLIVIER, *l'Empire libéral*, t. XIII, p. 159.

(2) OLLIVIER, *loc. cit.*, II, p. 210-239. — M. Ollivier dit à plusieurs reprises (pp. 87, 91, 95, 202, 232 et sqq.) que les évêques français de la minorité avaient imploré l'assistance de leur gouvernement. Le ministre parle d'eux avec assez peu d'estime, leur apprend qu'il est malséant de vouloir trancher des controverses sur les questions de foi par l'emploi de la force matérielle, et laisse clairement entendre que les prélats dans leurs plaintes contre le concile, ne s'étaient pas gardés d'exagérations qui déshonoraient leur dignité. « Ceux qui nous excitaient le plus, dit-il (p. 240), eussent été désolés qu'on connût leurs démarches. Le bruit erroné s'étant répandu que nous allions publier les dépêches de M. de Banneville et livrer au public les renseignements qu'elles contenaient, un évêque m'écrivit tout alarmé : « Il est possible que cette information ne soit pas exacte, mais le fond m'en a paru si grave que j'ai cru devoir » vous la soumettre (30 juin). »

(3) Voir t. I^{er}, pp. 283 sqq.

(4) C. V., 1485 sq., 1492, 1493 sqq., 1496 sqq.

archevêque de Cologne, exhortait dans une lettre ses diocésains à rester étrangers aux agitations causées par les adversaires du concile, les invitait à attendre, pleins de confiance, les décisions de l'assemblée, et leur rappelait les promesses de Jésus-Christ aux conciles œcuméniques (1) //. Dans une circulaire à son clergé, l'évêque d'Ermeland, M^{sr} Krementz, désapprouvait en termes fort durs l'agitation et les agissements de Döllinger, conjurant ses prêtres de garder une confiance très ferme dans les divines promesses de l'Eglise (2). M^{sr} Eberhard, évêque de Trèves, chercha à gagner par la douceur les signataires d'une adresse venue de Kreuznach, catholiques égarés par les intrigues des anticonciliaires ; il les exhorta à garder « une foi inébranlable dans les promesses du Sauveur à son Eglise, dans la puissance de l'Esprit-Saint qui n'abandonne jamais l'épouse du Christ, et qui doit leur faire attendre, par conséquent, les décisions dogmatiques du concile œcuménique avec calme et avec une confiance exempte de toute inquiétude. » (3) Il n'y avait pas jusqu'à l'archevêque de Munich, M^{sr} Scherr, qui ne fit savoir à ses diocésains la grande douleur dont les démonstrations et manifestations anti-conciliaires étaient pour lui la cause. Il les invitait donc à attendre les décrets de l'assemblée avec une entière confiance en l'assistance du divin Esprit (4).

Les prélats autrichiens eurent moins souvent l'occasion de blâmer publiquement les manifestations hostiles au concile ; mais ils partageaient l'avis de leurs collègues d'Allemagne. Tout spécialement, l'attitude du cardinal Rauscher, de Vienne, qui était le chef de la minorité austro-allemande, fut

(1) Ibid., 1491 a. sqq.

(2) Ibid., 1489.

(3) Ibid., 1499 c.

(4) Ibid., 1490 c. sq.

toujours digne d'un évêque catholique, et elle parut, pendant le concile comme après, toujours bien inspirée.

Les deux évêques hongrois, M^{sr} Haynald, archevêque de Kaloesa, et l'évêque de Diakovar, M^{sr} Strossmayer, se joignirent aux évêques français qui étaient les extrêmes de la minorité. Ils se signalaient dans les séances par leur éloquence et leur facilité à manier le latin, mais ils s'écartaient volontiers du thème discuté et mirent plus d'une fois à l'épreuve dans les congrégations générales la patience des auditeurs. Les interruptions apportées aux discours de M^{sr} Strossmayer par la sonnette du président et par les réclamations qui s'élevaient de l'assemblée ont été l'objet de discussions dans la presse. Je les ai rapportées mot pour mot dans l'histoire des congrégations générales d'après le compte rendu sténographique. J'ai voulu ainsi permettre d'apprécier justement ces scènes conciliaires, qualifiées si souvent d'« orageuses ». / Dans son ardeur, M^{sr} Strossmayer alla jusqu'à féliciter l'académicien français l'abbé Gratry, qui avait engagé une controverse avec M^{sr} Dechamps, archevêque de Malines, et qui en profitait pour attaquer Rome avec une arrogance inouïe. Non content de le féliciter, il l'encouragea à poursuivre cette polémique (1).

M^{sr} David, évêque de Saint-Brieuc, félicita lui aussi l'abbé Gratry (2), démarche qui, dit-on, causa presque une révolte dans son diocèse et amena de sérieux débats entre lui et ses prêtres (3).

Mais toutes les manœuvres anti-conciliaires furent surpassées par deux lettres écrites soi-disant par des évêques de la minorité et publiées au mois de mai dans le *TIMES* et le *JOURNAL DES DÉBATS* (4). On attribua la seconde à l'évêque

(1) *C. V.*, 1383 a. sq. — Voir ci-dessous, liv. III, chap. 1^{er}.

(2) *C. V.*, 1383 c., et ci-dessous, *ibid.*

(3) *Cfr.* ci-dessous, liv. III, chap. III.

(4) Voir ces lettres *C. V.* 1407 c. sqq.

de Montpellier, M^{gr} Le Courtier, mais ce prélat déclara publiquement n'en avoir pas même eu connaissance (1). L'authenticité de la première fut, peu après sa publication, révoquée en doute (2). De fait, à les bien considérer, il semble presque incroyable que ces factums soient l'œuvre d'évêques.

La première lettre déclare inutiles « tous les efforts pour résister à l'aveuglement de l'orgueil moyen âge ». Il n'en reste plus qu'un remède : faire appel à l'opinion. « Il faut par ce moyen établir ce qui est vrai : point d'autorité, parce que point de liberté... Le défaut de liberté crève les yeux... Sa constatation publique est la seule planche de salut dans la tourmente inouïe que subit l'Eglise... A notre arrivée, continue l'auteur, tout était fait sans nous. Toutes les mailles du réseau étaient serrées, et les Jésuites, qui ont monté le traquenard, ne doutaient pas un instant que nous y serions pris... Nous avons donc trouvé un règlement tout fait, c'est-à-dire des menottes... Nous avons trouvé une majorité toute faite, très compacte, plus que suffisante en nombre, parfaitement disciplinée, et qui a reçu au besoin, instructions, injonctions, menaces, prison, argent. Le système des candidatures officielles est distancé de cent kilomètres.

» Une commission... celle où l'on peut adresser ses réclamations, a été créée... Mais il faut dire à sa louange qu'elle ne fonctionne pas, parce qu'elle *ne répond jamais*, ou qu'elle *ne répond qu'aux membres de la majorité*. // Nous avons été libres de nommer les autres commissions, c'est-à-dire que la majorité fictive a pu les créer à l'aide de listes dressées et lithographiées. Restait la parole : mais à quelles conditions ? *Défense de répliquer un mot, de discuter, d'éclairer*. Si on

(1) L'UNIVERS, 1 juin 1870.

(2) L'UNIVERS, 12 mai 1870.

voulait parler, il fallait se faire inscrire, et le lendemain, ou deux jours après, quand tout était refroidi, on pouvait venir ennuyer l'assemblée par un discours. Défense alors de sortir du thème donné aux écoliers (excepté pour messieurs de la majorité), et quand on a tenté de parler de liberté, de règlement, de commission, d'acoustique, de décentralisation, de désitalianisation, on a vu se produire les scènes tumultueuses qui ont *démoli* les cardinaux Rauscher et Schwarzenberg, les évêques de Kalocsa, de Bosnie, d'Halifax, tandis qu'on trouvait bon que Moulins, Belley et d'autres, introduisissent de force la grande question à propos de la vie des cleres. La pauvre petite minorité est en butte aux injures, aux calomnies, et traquée par la CIVILTA, L'UNIVERS, LE MONDE, L'UNION, L'OSSERVATORE et la CORRESPONDANCE DE ROME. Ces journaux sont autorisés et encouragés. Ils soulèvent contre nous le clergé de nos diocèses et ce clergé est applaudi. Un de nous a osé écrire contre son collègue ; il n'a pas reçu un blâme officiel (1).

» Mais voici ce qui achève d'opprimer notre liberté : elle est écrasée de tout le poids du respect que nous portons à notre chef. La question (2) est pendante ; elle n'est pas même à l'ordre du jour ; les juges de droit divin sont réunis et attendent pour la traiter. Or, en pléines assises, le chef se sert de sa haute et divine autorité pour blâmer devant les prêtres qui lui sont présentés *leurs évêques mineurs*. Il fait l'éloge funèbre de M. de Montalembert devant 400 personnes ; il écrit à Dom Guéranger, à l'abbé de Cabrières, de Nîmes, qui s'est dressé devant l'évêque d'Orléans, aux diocèses dont les prêtres font des adresses (3) pour forcer la main à *leurs mandataires*, et il fait tout cela en termes tels, que la GAZETTE DU MIDI et *tutti quanti* déclarent qu'il n'est

(1) Cfr. ci-dessus, p. 348.

(2) L'infailibilité du pape évidemment.

(3) Voir un exemple au chapitre suivant.

plus permis ni aux évêques, ni à personne de soutenir le contraire; et on appelle cela de la liberté!

» On nous menace de passer par dessus une minorité imposante, contrairement à toute la tradition, de fouler aux pieds la règle suprême de saint Vincent de Lérins, *quod ubique, quod semper, quod ab omnibus*. On prêche que l'unanimité morale n'est pas nécessaire, que le chef est maître de tout, et que nous devons rendre des services et non point des sentences, faire de l'affection quand il s'agit de la foi. Voilà notre liberté! Un cardinal me disait pour conclusion : « Mon cher, nous allons aux abîmes ! » (1)

— « L'opinion », dit aussi la seconde lettre, voilà l'unique chance de salut. Elle doit faire triompher les vrais intérêts de l'Eglise. Ce qui manque au concile, c'est la liberté. Comme entraves à cette liberté, on nous signale les règlements et dispositions conciliaires qu'indiquait déjà la première lettre. Mais la seconde fait ressortir davantage le point suivant : « La majorité n'est pas libre; car elle se produit par un appoint considérable de prélats qui ne sauraient être témoins [ne faut-il pas lire : qui ne peuvent être que témoins?] de la foi d'Eglises naissantes ou mourantes. Or, cet appoint, qui se compose du chiffre énorme de tous les vicaires apostoliques, du chiffre relativement trop fort des évêques d'Italie et des Etats pontificaux, cet appoint n'est pas libre. C'est une armée toute faite, toute acquise, endoctrinée, enrégimentée, disciplinée, que l'on menace, si elle bronche, de la famine ou de la *disponibilité*, et l'on a été jusqu'à donner de l'argent pour ramener quelques transfuges. Donc, il est évident qu'il n'y a pas de liberté suffisante. La conclusion *ultérieure* est qu'il n'y a pas *œcuménicité nette et plausible*. Et ceci n'infirme en rien les vrais principes; l'Eglise est et reste infaillible dans les conciles généraux; seulement, il faut que les conciles

(1) C. V., 1407 c. sqq.

présentent tous les caractères d'œcuménicité : convocation légitime, liberté pleine pour les jugements, confirmation par le pape. Si une seule de ces conditions manque, tout peut être révoqué en doute. On a eu le brigandage d'Ephèse, ce qui n'a pas empêché d'avoir eu ensuite un vrai concile de ce nom. On pourrait avoir *ludibrium Vaticanum* [la farce du Vatican], ce qui n'empêcherait pas de tout réparer dans de nouvelles et sérieuses assises... Vous pourrez répandre ces réflexions, je crois que le grand remède aujourd'hui nous doit venir du dehors. » (1)

Vraiment, si des évêques avaient écrit ces lignes, comme tendent à nous le faire croire les journaux et les documents eux-mêmes, la mauvaise humeur eût été bien profonde chez quelques membres français de la minorité. Elle les aurait poussés jusqu'à faire appel à l'opinion contre le concile.

Mais la minorité n'alla pas si loin. Il faut l'avouer, toutefois, ses membres manifestaient, en général, un certain déplaisir et un certain mécontentement. Plusieurs le montrèrent bien dans leurs discours aux congrégations générales, et surtout dans les nombreuses réclamations et protestations contre le règlement. Tandis que sur ce point les cinq cents autres Pères étaient fort satisfaits des décisions du Pape, des rangs de la minorité on entendait mille plaintes et doléances. Toutes les protestations qui se sont élevées ne portent que des noms d'évêques de la minorité. Du reste, plus d'un des discours prononcés par eux trahit aussitôt l'amertume de l'orateur. Les paroles amères et ironiques de M^{sr} Haynald contre les évêques de Paderborn et de Strasbourg, dans son discours sur le premier schéma dogmatique (2), ne s'expliquent que par son mécontentement à l'égard de la majorité. Le discours de M^{sr} Darboy sur le

(1) *C. V.*, 1408 d, sqq.

(2) Voir ci-dessus, p. 151 sq.

schéma *De episcopis* (1), constitue le témoignage le plus clair de sa mauvaise humeur. De là, son blâme sévère pour M^{sr} Demartis, ses propos aigres sur la marche du concile, enfin, sa critique outrée du schéma et ses remarques insolentes à l'adresse des rédacteurs de cette pièce, qu'il accuse en termes blessants d'ignorance et d'inexpérience. Mais par dessus tout, le discours de M^{sr} Bravard témoigne de l'irritation qui régnait au sein de la minorité, quand il prit la parole sur le schéma : De la vie et de la dignité des prêtres, en particulier, ses critiques sur le schéma lui-même et sur les auteurs du schéma ; c'est là un signe d'autant plus manifeste que les observations du prélat furent présentées sous une forme peu spirituelle (2). //

Huit évêques de l'opposition exprimèrent publiquement leur mécontentement au sujet du concile, dans une lettre adressée, le 23 avril aux présidents de l'assemblée. C'étaient M^{sr} Kenrick, archevêque de Saint-Louis, M^{sr} Strossmayer, et six évêques français de leur parti. Deux jours avant la troisième session, où les Pères devaient donner leur vote définitif sur la constitution *De Fide*, ces prélats écrivirent aux présidents de la congrégation générale qu'ils étaient prêts à donner leur *placet* à cette constitution, parce qu'ils en approuvaient l'essentiel, mais leur conscience les pressait d'excepter quelques points : tels, les nombreux anathèmes joints à la constitution et les deux paragraphes qui servaient de conclusion. Là-dessus, ils déclaraient que, par leur *placet*, ils prétendaient bien ne pas retirer les plaintes nombreuses qu'ils avaient élevées depuis le début du concile ; bien au contraire, ils croyaient devoir insister plus encore pour qu'on trouvât le moyen de sauvegarder la liberté de l'assemblée, les traditions conciliaires et les droits épiscopaux.

(1) Voir ci-dessus, p. 230 sqq.

(2) Voir ci-dessus, p. 253.

Est-il besoin de le redire, ces plaintes manquaient de fondement. Les traditions conciliaires à l'assemblée vaticane furent respectées le mieux possible, la liberté des Pères et les droits des évêques saintement gardés. Pour les anathèmes, la bataille fut chaude à la Députation de la foi, comme, et surtout, aux congrégations générales; mais, au vote, presque tous les membres du concile s'accordèrent à les accepter. Cette forme de condamnation pouvait déplaire à quelques-uns : cela se comprend. Mais, après s'être écartés du sentiment de presque tous leurs collègues sur des points secondaires, vouloir manifester encore une fois une opinion particulière et la faire inscrire dans les archives, était, à coup sûr, une prétention exagérée. On a vu souvent dans de grandes assemblées divers membres mécontents des décisions sanctionnées par la majorité sur des points de détail. L'individu doit alors s'effacer devant la masse. Il peut faire valoir ses idées dans les discussions et chercher à gagner les autres par ses raisons. Mais lorsque la majorité s'est prononcée pour l'opinion contraire, chacun doit se tenir tranquille.

Le concile a-t-il lésé les droits épiscopaux? Divers membres de la minorité semblent l'avoir pensé. Plusieurs postulata, motions et discours manifestent cette opinion. Mais nous avons les preuves que quelques-uns exagéraient leurs droits. Quand l'archevêque de Cologne, M^{sr} Melchers, à la douzième congrégation générale, déclarait que la centralisation avait atteint ses dernières limites et ne pouvait plus augmenter, qu'il fallait au contraire songer à la décentralisation (1), on ne pouvait voir dans cette observation qu'une loyale déclaration d'un prélat zélé sur un point qui n'était peut-être pas faux. Le pouvoir central est aux mains du pape, c'est un dogme; mais l'extension de ce pouvoir par les limites impo-

(1) Voir ci-dessus, p. 215 sq.

sées aux autorités subordonnées est chose de discipline. Rien de chimérique à concevoir le cas où le Saint-Siège, au détriment de l'Eglise, réserverait une sphère trop vaste à sa propre activité. Mais, lorsque le cardinal Schwarzenberg, à la cinquante-troisième congrégation générale, se plaignait que le texte de la Députation de la foi ne nommât pas les évêques *simplement*, mais seulement *dans un certain sens* successeurs des apôtres, lorsqu'il déclarait la tradition apostolique blessée, parce qu'on limitait les évêques au diocèse à eux confié par le pape, il exprimait une grave erreur sur la place et le rang de l'épiscopat dans l'Eglise. C'est à bon droit que le cardinal Cullen lui répliqua dans la congrégation suivante : les apôtres ont reçu du Christ une mission extraordinaire et un pouvoir spécial pour prêcher par tout l'univers, mission et pouvoir qui n'ont point passé aux évêques. Les apôtres eux-mêmes ont désigné des évêques pour certains lieux : tel saint Paul pour l'île de Crète en la personne de Tite. Déjà le concile de Nicée défendait aux évêques de passer d'une ville à une autre. — Nous ne croyons pas que le cardinal Schwarzenberg ait lancé de lui-même cette proposition erronée. Elle est née au pays du gallicanisme. Il peut s'être trouvé chez les évêques français de la minorité quelques idées exagérées sur les droits épiscopaux, qui, à l'époque du concile, furent partagées par leurs amis des autres contrées.

Pendant l'interruption des congrégations générales, en février et en mars, un état d'esprit fort mélancolique régna, semble-t-il, parmi les membres de l'opposition. Leur protestation contre les modifications faites, le 20 février, au règlement n'avait porté aucun fruit. / Ils étaient particulièrement mécontents d'un article, de celui qui décidait, ils le croyaient du moins, que les décisions conciliaires, même les décrets dogmatiques, seraient prises à la majorité des voix. Cette

règle, déclaraient-ils, était absolument condamnable et rompait avec toute la tradition. Quelques-uns des plus ardents pensaient même que les membres de la minorité ne pouvaient plus s'associer aux travaux du concile : le faire, c'était reconnaître le règlement nouveau. Ils voulaient rompre avec le concile et l'on projeta un mémoire, écrit lord Acton, pour déclarer « qu'une loi absolue, inviolable, de l'Eglise, était enfreinte par le nouveau règlement, puisque le susdit règlement permettait de promulguer des articles de foi sur lesquels l'épiscopat n'était pas moralement unanime. Dès lors, le concile, n'offrant plus aux yeux des évêques et du monde entier la garantie essentielle de liberté et de légalité, devait inévitablement être rejeté ». Mais les autres membres de la minorité reculèrent effrayés devant une telle déclaration. Pour éviter le scandale d'une rupture ouverte, ils décidèrent que « tels ou tels décrets, contre lesquels il n'y avait à attendre aucune opposition, pouvaient être proclamés en session solennelle, et que le concile devait être aussitôt après prorogé (1) ». Friedrich ajoute à cette relation de lord Acton qu'un seul évêque n'adopta point cette conclusion, M^{gr} Strossmayer, de Diakovar. Il était décidé « à la première occasion, à faire entendre une énergique protestation, et à ne pas quitter la tribune autrement qu'arraché par les gendarmes; dans lequel cas il protesterait aussitôt contre l'œcuménicité du concile (2) ». Le discours de M^{gr} Strossmayer à la congrégation générale du 22 mars, confirme suffisamment cette information (3).

Durant le même intervalle, un bruit fâcheux vint encore effrayer les membres de la minorité : on disait que la prochaine congrégation générale allait commencer la discussion du schéma sur l'infailibilité pontificale. Cette nouvelle mit

(1) LORD ACTON, *Zur Geschichte des Vatikan. Konzils*, p. 86,

(2) FRIEDRICH, *Geschichte*, etc., III, 766.

(3) Cfr. ci-dessous, chap. VIII.

aussitôt en mouvement la plume empressée de M^{sr} Dupanloup. Sa lettre elle-même nous apprend l'origine de ces rumeurs. // Il écrit le 13 mars au cardinal de Angelis — copie de cette lettre était envoyée au cardinal Bilio — qu'on a recueilli des signatures pour une supplique au Saint-Père sollicitant qu'avant la discussion de toutes les autres questions, on délibère sur l'infailibilité (1). L'évêque d'Orléans proteste contre un plan qui, s'il était adopté, bouleverserait l'ordre des affaires. Fidèle à sa méthode de rhéteur, il accumule des raisons multiples mais peu solides, pour prouver la nécessité de discuter avant l'infailibilité les autres questions déjà soulevées (2). Ce bruit fut également transmis à Paris, et donna lieu à l'envoi par le ministre des cultes, le comte Daru, d'une note à la curie pontificale, comme nous le raconterons plus loin (3).

Le bruit de la prochaine discussion produisit l'effet d'un épouvantail sur les deux archevêques M^{sr} Kenrick et M^{sr} Purcell, et sur les évêques M^{sr} Moriarty et M^{sr} Fitzgerald. Ces quatre prélats américains adressèrent le 15 mars une lettre aux présidents de la congrégation générale. Le bruit se répandait, disaient-ils, qu'à la prochaine congrégation la doctrine de l'infailibilité pontificale serait sans discussion préalable définie par acclamation. Vraiment ils ne pouvaient croire que les légats du pape souffrissent une tentative aussi inouïe : seuls, des insensés (*insensati*) pouvaient approuver une telle façon d'agir. Mais pour rendre impossible un pareil égarement, ils protestaient contre une tentative de définition par acclamation, et si l'impossible venait à se produire, ils quitteraient aussitôt le concile, en faisant connaître au public la raison de leur conduite (4). A leur réunion du lendemain,

(1) Ces suppliques circulaient alors. — Cfr. C. V., 968 sqq.

(2) La lettre de M^r Dupanloup se trouve aux archives.

(3) Voir liv. III, dernier chapitre.

(4) La lettre est aux archives.

les présidents s'entretenirent de cette lettre et donnèrent cette courte réponse : Personne ne songe à cela que des insensés (*insensati*) (1). //

Parmi les Pères de la majorité, deux se signalèrent entre tous, l'archevêque de Westminster, M^{sr} Manning, et M^{sr} Senestréy, évêque de Ratisbonne, par leur zèle infatigable à provoquer la définition de l'infaillibilité. A la suite de la vive résistance que rencontrait ce projet au dedans comme au dehors du concile, un certain découragement se manifesta parfois dans les rangs de la majorité. Comme ces dispositions remettaient en question le succès des travaux déjà accomplis, ces deux prélats ranimèrent leurs collègues et ne s'accordèrent aucun repos jusqu'au jour où le zèle de tous eût repris une nouvelle vie. Plus tard, dans ses récits sur le concile, M^{sr} Manning rappelait une de ces circonstances : « Après une longue discussion, nous n'étions plus que deux, un autre évêque et moi, qui fussions décidés à adresser des suppliques en faveur de la définition ou à pousser de toute autre manière cette importante question. On nous conjura de céder à la

(1) *Congressus Praesidium*, 16 mars. — Dans la célèbre correspondance française de la CIVILTA CATTOLICA (février 1869), on lisait que les catholiques de France espéraient voir l'Esprit-Saint définir l'infaillibilité pontificale par la bouche des Pères, par leurs acclamations unanimes. Les ennemis du concile ont sans cesse depuis lors, dirigé leurs attaques contre cette information, soit qu'ils aient cru que par cette manière d'agir l'Esprit-Saint outrepassait ses droits, soit qu'ils aient seulement blâmé cette témérité avec laquelle les catholiques français s'avaient d'espérer quelque chose. Friedrich, dans son histoire du concile, ne cesse d'affirmer que les prélats directeurs de l'assemblée se proposaient de trancher par acclamation les questions les plus troublantes et les plus discutées (III, 24, 67, 97, 127, 142, 255, 277, 320, 332, etc.). Il semble croire que les présidents auraient voulu par d'habiles manœuvres provoquer ces acclamations et par là surprendre le concile. Une telle conduite du président aurait été un horrible péché; mais cette conséquence ne paraît point du tout embarrasser Friedrich dans ses affirmations, pas plus que la folie d'une entreprise aussi audacieuse et les dangers qu'elle devait entraîner. Nous avons vu que des évêques eux-mêmes croyaient possible une telle conduite : cela montre seulement l'émotion extrême des esprits.

volonté du concile, on nous blâma d'entraver volontairement et obstinément la marche de l'assemblée. » (1)

M^{SR} Manning avait toujours été un défenseur enthousiaste de l'infailibilité. « Il l'avait prêchée, il avait travaillé pour elle ; sur un ton et dans des termes de certitude absolue il avait prédit la définition du dogme. » (2) Il la croyait nécessaire en raison de l'état moral de notre époque et à cause des conditions futures dans lesquelles pourrait se trouver la société. Moufang nous rapporte quelques passages d'une conversation avec l'archevêque ; c'était à Rome durant le concile et il s'agissait de l'opportunité : / « M^{SR} Manning souriait de l'opinion commune à la plupart des prélats allemands et austro-hongrois. La définition opportune ? Mais quoi de plus opportun, de plus essentiel, de plus nécessaire, que de fortifier l'autorité en face de la révolution politique et religieuse, qui, jour et nuit, travaille à détruire toute autorité politique et religieuse ? Demain nous pourrions avoir des guerres et des révolutions qui ébranleront la société jusque dans ses fondements. L'édifice social ainsi miné, l'ordre et le gouvernement voulus de Dieu ainsi attaqués, que peut-on faire de plus opportun que de concentrer dans le pape tout le pouvoir de l'Eglise ? Si toute l'Europe est en état de guerre et de révolution, que nous servirait un concile œcuménique ? Les ennemis triomphants de l'Eglise et de la société civile ne seraient pas assez fous pour permettre la réunion d'un concile. Mais à un pape ils ne pourraient fermer la bouche, sauf le cas où ils lui couperaient la tête. Alors, comme les premiers fidèles, nous élirions aux catacombes un autre martyr pour défendre la société chrétienne. » Les cheveux de

(1) PURCELL, *Life of cardinal Manning*, II, 417. — Le second prélat dont M^{SR} Manning ne donne pas le nom, n'est autre que l'évêque de Ratisbonne. Si nos conjectures sont exactes, il s'agirait d'un dissentiment survenu à la Députation de la foi sur la rédaction définitive de la formule de définition. Nous en parlerons plus loin.

(2) PURCELL, *loc. cit.*, p. 414.

l'archevêque, remarque le narrateur, se dressaient comme une montagne, lorsque d'une manière vivante et passionnée il esquissait le tableau des malheurs qui nous menaçaient (1).

M^{sr} Manning et M^{sr} Senestrey avaient même fait le vœu de consacrer toutes leurs forces à la définition de l'infailibilité. « La veille de la fête de Saint-Pierre, raconte le prélat anglais, l'évêque de Ratisbonne et moi, nous nous trouvions à la Basilique du Prince des Apôtres, lors des premières vêpres, assistants au trône du Pape. Là nous fîmes vœu (l'auteur de la formule était le Père Liberatore, jésuite italien), nous fîmes vœu, dis-je, de ne rien négliger pour amener la définition. Nous nous engageons à réciter chaque jour certaines prières latines contenues dans un petit livre que je possède encore. La formule du vœu suivie de ma signature est reliée en un volume avec mon exemplaire du *Privilegium Petri* (2) ».

Dans M^{sr} Manning, les partisans de l'infailibilité avaient un champion hors ligne : « L'art de persuader qu'il tenait de la nature, dit son biographe, et qu'il avait acru par l'exercice, // la souplesse diplomatique, la rapidité de la conception, étaient entre ses mains d'un merveilleux secours pour écarter les obstacles, vaincre l'opposition et gagner les autres à son parti (3). Au concile comme auparavant, il le déclara plusieurs fois, M^{sr} Manning vivait dans la conviction la plus

(1) PURCELL, *loc. cit.*, p. 416.

(2) Ibid., p. 420.

(3) EMILE OLLIVIER (*L'Eglise et l'Etat*, etc., t. II, pp. 8 et sq.) esquisse en ces termes le portrait de cet homme extraordinaire : « Il est de haute taille, d'une maigreur d'ascète; sur son visage osseux une douceur composée, de la perspicacité, une obstination tranquille, une transparence éthérée. L'amour de la domination lui sort de partout, et, quand sa lèvre mince laisse tomber un sourire, on sent que c'est par pure condescendance. Il est certainement pieux, sincère, tout en Dieu; ne le confondez pas néanmoins avec ces moines émaciés auxquels il ressemble : sous cet air séraphique de béatitude, il y a un politique des plus insinuants et des plus énergiques; il a su conserver ses relations avec les libéraux anglais, tout en se rangeant sans restrictions à Rome dans le parti de l'autorité à outrance; son activité tient du prodige, il est partout, il s'occupe de tout, il parle de tout et sur tout; il écrit infatigablement, et il ne néglige pas le monde, dans lequel il est recherché et compté. Il est vrai que

intime que Dieu était de son côté. Sa foi robuste à l'infaillibilité du Pape comme à une révélation du vouloir divin faisait du prélat, au dedans comme au dehors du concile, un des lutteurs les plus déterminés pour la définition du dogme⁽¹⁾.» Les membres de la minorité savaient quel puissant adversaire ils trouvaient en lui, et lui donnaient le titre de « diable du concile » (2) (*diabolus concilii*) (3).

Les rapports entre les évêques des deux partis manquèrent de cordialité. Un prêtre me racontait qu'il avait rencontré un jour M^{sr} Raess, évêque de Strasbourg, et l'archevêque de Munich, M^{sr} Scherr : « Eh bien ! dit malicieusement M^{sr} Raess, excommuniez-vous bientôt ce Döllinger ? » — « Döllinger a raison, » répliqua l'archevêque sur le même ton railleur. — « C'est ce que disent tous les hérétiques, » reprit l'évêque de Strasbourg. — La pensée n'était pas aussi méchante, bien qu'une réelle amertume puisse se cacher sous la plaisanterie. La situation réciproque des deux partis se montre sous un jour plus défavorable encore dans cette courte phrase que M^{sr} Freppel, outré de voir quelques évêques français recourir à l'empereur Napoléon, jetait sur une feuille volante que l'on a retrouvée après sa mort parmi ses écrits : « Les pharisiens et les scribes se firent césariens contre Jésus-Christ; nos évêques opposants se font bonapartistes contre le Pape ». (4)// Le diplomate que nous avons déjà cité, note dans son journal à la date du 3 février : « J'ai rencontré chez l'archevêque de

son éloquence comme son style, corrects, faciles, sont en même temps d'un calme égal qui, sans manquer d'une certaine séduction onctueuse, n'exige aucune dépense excessive de soi-même ».

(1) PURCELL, *loc. cit.*, p. 417.

(2) *Ibid.*, p. 418.

(3) C'est un étonnement pour nous, que le P. Granderath ne fasse pas ici plus ample mention des prélats éminents de la *majorité*, et particulièrement qu'il passe entièrement sous silence les prélats français, par exemple M^r PLANTIER et se contente pour M^r PIE de la simple mention faite plus haut, en passant. (Note du Trad.)

(4) CORNUT, *M^{sr} Freppel*, p. 168.

Bourges plusieurs évêques, entre autres M^{gr} Mermillod de Genève, et l'archevêque de Reims, M^{gr} Landriot [ce dernier, membre de la minorité]. On parla du concile. « Nous sommes condamnés à l'éloquence, observa M^{gr} Mermillod; « *Damnati ad...* ». Monseigneur Landriot interrompit la phrase : « N'achevez pas l'exemple du rudiment. »

Avant de clore ce chapitre, nous devons encore répondre à une question : quelle fut l'attitude du pape à l'égard des partis en lutte ? Nous le devons d'autant plus qu'on a souvent exposé sa conduite envers la minorité sous un jour fâcheux et faux. Pie IX, il est vrai, partageait sans réserve l'avis des prélats qui voulaient voir le concile définir la doctrine de l'infailibilité pontificale. Mais il ne se mêla point à la lutte et laissa à l'assemblée pleine liberté de définir ou de ne pas définir la doctrine.

On a colporté partout cette histoire du cardinal Schwarzenberg s'efforçant dans une audience de convaincre le pape que la définition était inopportune et pleine de dangers. Pie IX, interrompant son interlocuteur, aurait dit : « Moi Jean Marie Mastai, je crois à l'infailibilité du Souverain Pontife. Comme Pape, je n'ai rien à demander au concile. L'Esprit-Saint éclairera les Pères... (1) » Nous ne pouvons certifier l'exactitude de ce récit. Mais l'anecdote montre très bien la ligne de conduite observée par le Saint-Père. Comme individu, il croyait à l'infailibilité pontificale et partageait au sujet de la définition l'avis de la majorité. Mais comme chef suprême de l'Eglise, il n'exerça aucune pression sur le concile et laissa l'assemblée à la direction du Saint-Esprit. (2) //

(1) FRIEDBERG, *Aktenstücke zum Vatikan. Konzil*, p. 108 sq.

(2) FRIEDRICH (*Geschichte*, etc., t. I, 649) affirme que la proclamation de l'infailibilité fut l'unique mobile du pape dans la convocation du concile. Cette affirmation contredit outrageusement tous les discours et documents où le Souverain Pontife s'exprime sur le but de l'assemblée, tous les faits relatifs à la préparation du concile ; de plus, l'auteur ne peut produire la moindre preuve à l'appui de ses dires. Ainsi les déclarations du Saint-Père aux cardi-

C'est parmi les évêques que naquit, et librement, l'initiative de soumettre au concile la question de l'infaillibilité. Le Pape ne fournit pas à cette démarche la moindre occasion. Oui, nous le verrons encore mieux plus loin, les évêques se montrèrent bien plus zélés que la Curie à poursuivre le projet de définition ; parfois même, ils eurent à se plaindre des hésitations pontificales qui s'opposaient à la marche de cette affaire. Sans doute, le pape soumit la question au concile, mais à la demande de quatre ou cinq cents évêques. Aux autres prélats qui ne désiraient point cette promulgation, il laissa toute liberté de l'empêcher en usant de leurs droits conciliaires. Le JOURNAL DE MAYENCE raconte (1), qu'au temps où les deux partis recueillaient des signatures pour leurs pétitions, quarante évêques de la minorité eurent une audience du Saint-Père. Ils prièrent Pie IX de « vouloir bien empêcher la promulgation de l'infaillibilité et de faire en sorte qu'aucune suite ne fût donnée par la Commission (la Congrégation des postulats) à la supplique des quatre cents évêques... » Le pape, dit-on, a reçu Nos Seigneurs les évêques avec beaucoup de cordialité et de bienveillance, mais leur a déclaré fort tranquillement que, pour quarante, il ne

naux et aux évêques rassemblés pour fêter le centenaire des princes des apôtres, les œuvres annoncées dans la bulle d'indiction comme but du concile, tout cela, d'après Friedrich, n'était pas la fin visée réellement par Pie IX. Quand le pape pria les cardinaux et les évêques de l'Eglise entière d'exposer leurs vues sur les matières à traiter, il ne fit que se moquer d'eux ; depuis longtemps il avait déterminé l'objet unique des délibérations. Quand parmi les théologiens et les canonistes de Rome et de toute l'Eglise, il choisit des commissions, l'une dogmatique, l'autre disciplinaire, la troisième pour les affaires ecclésiastiques, la quatrième pour les ordres religieux, une cinquième enfin destinée à s'occuper des missions et des affaires de l'Eglise orientale, lorsqu'il chargea ces commissions d'étudier en particulier les questions à traiter et de rédiger les projets de décrets à soumettre au concile, tout cela n'était que feinte pour cacher le but réel de l'assemblée. Quant à prouver ces injurieuses affirmations, Friedrich s'en dispense. On voit d'ailleurs quelque chose de vraiment maladif dans ses efforts pour trouver partout, même là où il n'y a pas l'ombre d'allusion à l'infaillibilité, pression et intrigues en faveur de la définition.

(1) 1870, n° 13, d'après FRIEDRICH, *Geschichte*, etc., t. III, 392.

pouvait pas limiter la liberté de quatre à cinq cents évêques. « Confiez-vous au concile, mes frères, a-t-il ajouté, donnez vos suffrages en votre âme et conscience, exposez vos idées à vos collègues à la congrégation générale, // et laissez le reste à Dieu et à l'Esprit-Saint qui n'abandonnera jamais, au grand jamais, l'Eglise du Fils de Dieu, mais éclairera sûrement l'assemblée. » (1)

Pie IX fit exprimer sa gratitude et envoya ses félicitations aux écrivains dont il recevait les œuvres en faveur de l'infaillibilité, et aux fidèles qui faisaient parvenir des adresses pour la définition. C'était justice. Félicitations et remerciements étaient un devoir pastoral. Le Souverain Pontife doit encourager la défense des vérités de foi. Or sont vérités de foi non seulement les définitions des conciles, mais encore toutes les vérités que le chef suprême regarde comme faisant partie du trésor de nos croyances, par conséquent, même avant le concile du Vatican, l'infaillibilité du Pape. Cette doctrine n'était pas seulement contenue dans l'Ecriture, mais, de plus, garantie par des conciles œcuméniques, témoin la profession de foi signée par les Grecs au deuxième concile de Lyon et le décret d'union au concile de Florence. Lorsque Pie IX louait les défenseurs de l'infaillibilité, il ne faisait que suivre les traces de tous ces Souverains Pontifes qui, nous l'avons vu plus haut, (2) avaient exigé des fidèles la confession de ce dogme et condamné la thèse opposée. Tel, le Pape Hormisdas, qui, en 518, soumettait à la signature des évêques orientaux une profession de foi où l'infaillibilité est nettement exprimée; tel encore

(1) Friedrich, qui croit si volontiers tous les racontars dès qu'il y trouve matière à vilipender le pape et la majorité du concile, regarde ce récit comme une légende inventée dans l'intérêt de la majorité (*loc. cit.*). Le motif évident de ses négations est que ce trait projette un beau rayon de lumière sur le Souverain Pontife. Ce récit est d'ailleurs plein de vraisemblance et cadre parfaitement avec la conduite habituelle de Pie IX en face des partis.

(2) Page 330.

Sixte IV qui condamnait en 1479 cette proposition de Pierre d'Osma : « L'Eglise de la ville de Rome peut errer » ; tels les divers Pontifes qui rejetèrent la déclaration gallicane de 1682, Innocent XI, Alexandre VIII et Pie VI ; tel encore ce même Alexandre VIII condamnant trente-neuf propositions, dont la vingt-neuvième disait : « Affirmer la suprématie du Pape sur le concile et l'infaillibilité du Pontife romain en matière de foi est une assertion sans autorité et souvent réfutée. » // Le droit et le devoir du Saint-Père d'encourager la reconnaissance de cette doctrine et de s'opposer à sa négation existaient pour Pie IX autant que pour ses prédécesseurs ; le concile du Vatican ne les suspendait point parce qu'une minorité contredisait l'idée d'une définition proposée par la plupart des évêques. Cette minorité ne prétendait pas du reste rejeter la thèse, elle s'opposait seulement à une définition. Qu'il fût fait selon les vœux de la majorité ou de la minorité, le droit et le devoir du Pape restaient les mêmes : encourager la défense de l'infaillibilité pontificale. Au temps du concile, cette obligation était d'autant plus urgente que des ouvrages et des journaux attaquaient cette vérité avec la dernière violence.

Dans ses entretiens habituels et ses allocutions publiques, Pie IX, dit-on, s'exprima parfois en termes défavorables sur le compte des évêques opposants. Pour les conversations, il est difficile d'en établir le contenu ; nous croyons, toutefois, que certains membres de la minorité donnèrent lieu à de justes reproches et que le pape était assez ouvert pour dire clairement et sans ambages son mécontentement. Si nous apprenions, bien et dûment certifiée, quelque observation défavorable émise par le Souverain Pontife sur des évêques de la minorité, des raisons intrinsèques ne pourraient donc nous faire révoquer en doute la vérité de cette assertion. Mais, dans aucun discours public, nous ne trouvons trace d'attaques ou d'offenses envers la minorité.

Le 17 février s'ouvrit, à Rome, une exposition de l'art chrétien. Pie IX y parut et répondit avec son à-propos ordinaire au discours de bienvenue du cardinal Berardi (1). Il dit qu'il avait provoqué cette exposition pour montrer combien la religion chrétienne encourageait les arts. Puis, après avoir parlé de l'influence de la religion sur l'art, il ajouta : « Non, il n'est pas vrai que cette religion ait besoin de réformes, il n'est pas vrai qu'il importe de l'établir sur les principe de 1789, comme l'adit le grand démagogue italien ». Par ces mots, pense Friedrich (2), le Saint-Père voulait flétrir publiquement la minorité. Mais Pie IX ne dit pas un mot de la minorité. La chose est fort simple //. A cette époque, l'ALLGEMEINE ZEITUNG venait de publier une lettre écrite, disait-elle, au Père Gratry par l'ancien ministre français, le comte de Falloux. Ces lignes étaient des félicitations à l'ex-Oratorien pour ses pamphlets contre l'infailibilité. Elles contenaient cette phrase, vrai programme de révolution ecclésiastique : « L'Eglise n'a pas encore fait sa révolution de 89 ; elle a besoin de la faire. » Le propos circula dans les journaux catholiques. Pie IX l'ayant appris déclara qu'il frapperait d'anathème celui qui avait osé écrire : l'Eglise catholique a besoin d'un 89. Le comte de Falloux se hâta de déclarer qu'il n'avait jamais rien pensé, dit ou écrit de semblable, et il pria le nouveau pasteur de son diocèse, M^{sr} Freppel, évêque d'Angers, d'en informer le pape (3).

Les arguments diffus et obscurs de Friedrich se retournent contre sa thèse. Si parmi les prélats de la minorité, dont le pape ne dit pas un mot, il s'en fût trouvé pour proclamer nécessaire une révolution ecclésiastique semblable à celle que la fin du XVIII^e siècle déchaîna sur la France,

(1) *C. V.*, 1341 b. sq.

(2) *Loc. cit.*, III, 640.

(3) CORNUT, *M^{sr} Freppel*, p. 472 sqq. Ces pages contiennent la correspondance échangée entre l'évêque d'Angers et le comte de Falloux.

leurs idées eussent été certainement flétries publiquement par le Souverain Pontife; ils auraient même obtenu une censure bien plus sévère.

Les autres discours que fit le pape en diverses circonstances (1) durant l'assemblée, n'offrirent à la minorité aucune occasion de plaintes. Friedrich trouve dans la plupart, des offenses à l'égard des opposants (2). Mais ces allocutions ne s'occupent ni des personnes du concile ni de leurs désirs, ou elles le font si peu que nous pouvons à peine leur donner place dans l'histoire de l'assemblée vaticane (3) //.

Il semble inutile de dire que le dissentiment survenu entre les Pères causait au chef suprême de l'Eglise une grande douleur et redoublait ses soucis pour l'heureuse issue des travaux conciliaires. L'attitude qu'en divers pays, surtout en Allemagne, beaucoup de fidèles avaient adoptée, leur manque de sentiments vraiment catholiques, leur défaut de soumission envers le concile, la menace émise çà et là de se venger par le schisme si les Pères adoptaient des conclusions désagréables, tous ces motifs devaient causer à Pie IX des angoisses et des soucis. A cela s'ajoutait, d'une part, l'attitude menaçante de plusieurs Etats, de la France et de l'Autriche en particulier, dont les gouvernements manifestèrent, en février et en mars, des intentions hostiles au concile; d'autre part, les grands dangers que courait Rome

(1) Voir les discours : C. V., 4540 sqq.

(2) *Op. cit.* Voir 804, 989, 1105.

(3) D'après le journal d'un diplomate (17 février) on racontait à Rome l'anecdote suivante : « A l'exposition de l'art chrétien, le pape s'entretint quelque temps avec un prélat français. Comme M^{re} Haynald était dans le voisinage, il parut pénible à l'évêque français de voir Pie IX ne faire aucune attention à l'archevêque; l'interlocuteur du Saint-Père recula un peu et dit au pape : « Monseigneur Ainald », en supprimant l'h suivant la prononciation française. Le pape lui dit alors par manière de correction : « Hae, Hay, Hay. » Puis il passe outre, sans dire un mot au prélat hongrois. Le pape voulut-il par là témoigner son mécontentement de ce que M^{re} Haynald appartenait à la minorité? Nous ne le croyons pas. Il y avait d'autres raisons pour le Saint-Père d'être mécontent de l'archevêque.

de la part d'un ennemi qui bloquait presque la ville éternelle. Tout cela remplissait Pie IX de graves inquiétudes. Mais, calme et plein d'une merveilleuse confiance en Dieu, Pie IX poursuivit sa grande œuvre, et le Seigneur n'abandonna pas son Vicaire.



CHAPITRE IV.

Continuation de la controverse entre M^{gr} Dupanloup et M^{gr} Dechamps ; — ses ramifications.

Pendant le temps qui s'écoula entre l'interruption des congrégations générales et leur reprise, la controverse recommença entre M^{gr} Dupanloup et M^{gr} Dechamps ; cette fois, plusieurs Pères des deux partis y prirent part.

Pour répondre aux *Observations* adressées à son clergé par l'évêque d'Orléans, le 11 novembre 1869 (1), // l'archevêque de Malines lui avait écrit une lettre publique, (2) qui porte la date du 30 novembre, mais qui ne parut dans les journaux de Belgique, de France et d'Italie, que le 10 décembre, c'est-à-dire après l'ouverture du concile.

Pendant quelque temps on ne vit rien paraître de la part de M^{gr} Dupanloup. Pour la première fois, le 17 janvier 1870, il adressa une lettre à M^{gr} Dechamps : il avait bien eu, lui disait-il, l'intention de répondre à sa dernière lettre ; il l'avait même fait, mais il n'avait pas envoyé la lettre à son adresse. Il se devait de lui en faire connaître le motif. « Je ne voulais pas la publier, à votre exemple, dans les journaux, le concile ouvert. Mais je ne pouvais me dispenser de la communiquer à nos vénérés collègues qui, tous, ont lu ou pu lire votre

(1) Tome I, p. 338.

(2) Tome I, p. 353.

écrit. Mon dessein était donc de la faire imprimer ici même et à cette fin seulement. Mais le Père Spada (1) m'a répondu que « l'imprimatur » m'était nécessaire, et il m'a déclaré en même temps que cet « imprimatur » me serait refusé. — Vous penserez peut-être comme moi, Monseigneur, que dans ces conditions, toute discussion entre nous est impossible, et vous trouverez bon que je m'en tienne au silence qui convient à la situation qui nous est faite (2). »

Le ton de cette lettre pouvait faire croire que Rome avait voulu mettre M^{sr} Dupanloup dans l'impossibilité de se défendre contre M^{sr} Dechamps; c'est en effet l'intention que la presse libérale, lorsqu'elle publia cette lettre, prêta à la curie. Le journal LA FRANCE écrivit en publiant la lettre : « ... L'évêque d'Orléans, le plus éloquent défenseur de la cause du Saint-Siège, frappé d'interdiction à Rome, c'était à n'y pas croire. La lettre que nous publions ne laisse subsister aucun doute; c'est une victoire du parti ultramontain, mais une de ces victoires qui ne manquent jamais de se retourner contre ceux qui ne peuvent triompher qu'à ce prix (3). »

La réalité était un peu différente. Ce n'était pas une défense portée spécialement contre M^{sr} Dupanloup qui l'empêchait de faire imprimer sa brochure à Rome. La mesure était générale et concernait tous les Pères; on l'avait prise à l'avance pour rendre plus difficile la publication des écrits polémiques. // Elle ne la rendait pas pour cela impossible; il n'y avait qu'à faire imprimer hors de Rome l'ouvrage et l'y introduire ensuite. M^{sr} Dechamps se trouvait donc atteint par ce règlement aussi bien que M^{sr} Dupanloup.

Tel fut d'ailleurs, le sens de la réponse qu'envoya l'archevêque de Malines. « *Les journaux* abusent de cette [Votre]

(1) C'était le Maître du Sacré-Palais, chargé de la censure des livres à Rome.

(2) C. V. 1318, c. sq.

(3) C. V. 1318, note 1.

lettre, qui n'est pas suffisamment claire, et ils laissent croire que l'on vous refuse à Rome ce que l'on accorde à d'autres. Vous penserez peut-être comme moi, Monseigneur, qu'il est nécessaire de dissiper cette erreur, et de ne pas permettre que la presse se serve de votre nom pour incriminer le gouvernement du Saint-Siège. Vous savez, du reste, Monseigneur, et mieux que personne, que si le gouvernement pontifical ne donne pas, à cette heure, l'*imprimatur* aux publications de ce genre, il accorde la libre entrée à celles qui viennent du dehors. C'est ainsi que des caisses contenant les *Observations* de Votre Grandeur sur la *définition de l'infailibilité*, et la lettre du Père Gratry qui les complète, sont arrivées à Rome sans encombre, et que ces écrits de Votre Grandeur et de son collègue de l'Académie française ont été distribués à un grand nombre, sinon à tous les Pères du Concile. Pour moi, Monseigneur, je crois ne devoir rien leur adresser par cette voie. Ce que j'écris, je l'écris pour les gens du monde. C'est pour les gens du monde que j'ai publié ma réponse aux *Observations* que Votre Grandeur avait elle-même publiées dans les journaux, et si cette réponse n'y a paru qu'après l'ouverture du Concile, c'est par la raison bien simple, Monseigneur, que vos *Observations* n'ont été confiées à la presse qu'au moment de votre départ pour Rome, et qu'elles sont venues frapper à la porte du Concile. — Quant au Père Gratry, c'est pendant le Concile qu'il m'écrivit aussi *par les journaux*. Je lui répondrai de même, et je le ferai de nouveau et uniquement pour les gens du monde. Ni les Pères du Concile, ni le clergé, n'ont besoin de cette réponse : la science sacrée lui sert de bouclier contre les traits du gallicanisme ; il n'en est pas de même des personnes du monde. Ces traits les trouvent désarmées et les blessent cruellement. » (1)

(1) C. V. 1319.

Là-dessus, M^{sr} Dupanloup fit imprimer sa brochure à Naples. Elle est écrite sous la forme de lettre à M^{sr} Dechamps, // et porte la date du 1^{er} mars (1).

Dans un préambule, l'évêque d'Orléans fait remarquer que M^{sr} Dechamps a, dans sa critique des *Observations*, « déplacé le débat », et par suite, combattu des idées qu'il n'avait pas émises.

La première partie de l'écrit est donc consacrée à préciser la question. Relativement à toute définition conciliaire, il y a deux questions à considérer : le dogme même qu'on voudrait définir, et la question d'opportunité de la définition. — La question d'opportunité a toujours, dans les Conciles, paru très importante. « Et cela se conçoit, car l'Eglise, dans un acte aussi solennel, sur lequel elle ne revient pas, qui l'engage à jamais, et qui s'impose sous peine d'anathème et de damnation éternelle à la foi de toutes les âmes, dans tous les siècles, l'Eglise ni ne procède à la légère et sans avoir élucidé toutes les obscurités, toutes les difficultés, ni ne se croit dispensée des considérations de la prudence ou même des prévoyances de la charité » (2).

Or, la question d'opportunité présente deux aspects : d'abord la définibilité du dogme, puis les conséquences et les périls qu'une définition peut entraîner ; il y avait donc trois choses à considérer : 1^o La vérité elle-même ; 2^o la définibilité ; 3^o la définition. — La vérité, il ne s'en est pas occupé ; il en a réservé la discussion au Concile. Il n'a traité que les deux autres points : la définibilité, c'est-à-dire les difficultés théologiques et historiques qui s'y rencontrent, et la définition, c'est-à-dire : quels en pouvaient être les conséquences et les périls. Ce double caractère de sa thèse a échappé à M^{sr} Dechamps. Quant à lui évêque d'Orléans, « il essaie toujours de

(1) Réponse de M^{sr} l'évêque d'Orléans à M^{sr} Dechamps, archevêque de Malines. Naples, 1870. — Voir C. V. 1320-1339.

(2) Loc. cit., p. 9. C. V. 1320 a. sqq.

traiter à fond les questions qu'il aborde », voilà pourquoi, parlant de l'opportunité, il n'a pas pu laisser de côté la définitivité ; si donc il s'est trouvé sur son chemin quelque argument *mixte*, touchant peut-être d'un côté à l'infailibilité, mais concluant certainement de l'autre contre l'opportunité, « cet argument lui appartenait » (1).

Dans le second chapitre, M^{SR} Dupanloup traite des difficultés théologiques et historiques de la définition. « Ces difficultés-là, dit-il, si elles sont vraiment sérieuses, sont aussi une forte raison contre l'opportunité. » // Il en énumère cinq classes :

1^o Difficultés tirées de la nécessité de définir les conditions de l'acte *ex cathedra*, tous les actes pontificaux n'ayant pas ce caractère ;

2^o Difficultés tirées du double caractère du Pape, considéré soit comme docteur privé, soit comme Pape ;

3^o Difficultés tirées des multiples questions de fait qui se peuvent poser à propos de tout acte *ex cathedra* ;

4^o Difficultés tirées du passé et des faits historiques ;

5^o Difficultés tirées du fond même de la question. Car évidemment une question qui a été aussi longtemps débattue que celle-là ne peut pas être une question si facile et si claire (2).

— Les trois premières classes de difficultés ne s'opposent pas directement, on le voit, à la définition de l'infailibilité du Pape. Ce sont plutôt des difficultés auxquelles peut donner lieu l'explication d'une définition prononcée par le Pape *ex cathedra*. S'il était à craindre que régulièrement et par la force même des choses ces définitions ne pussent se produire sans provoquer des contestations parmi les fidèles, il est manifeste qu'il ne serait pas prudent de définir l'infailibilité du Pape. Mais qui ne voit que c'est là une exagération ?

(1) Ibid., p. 9. C. V. 1320 sq.

(2) Ibid., p. 12. C. V. 1322 sq.

Il peut bien arriver une fois qu'une décision rendue *ex cathedra* soulève les difficultés dont on parle : les décisions des Conciles les soulèvent aussi parfois ; mais ce sont là des cas exceptionnels.

Aux deux premières difficultés : 1^o Quand le pape parle-t-il comme pape et non comme docteur privé ? 2^o Quand ses jugements sont-ils dogmatiques ? M^{sr} Dechamps donna dans sa *Réponse* (1) une solution très simple : « Il parle comme pape quand il le dit ; et ses jugements sont dogmatiques quand il définit ce qui doit être cru par toute l'Eglise comme appartenant au dépôt de la foi, et quand il condamne ce qui doit être rejeté par toute l'Eglise comme contraire à l'enseignement de la foi. » A la troisième difficulté de M^{sr} Dupanloup, il répondit « que les difficultés soulevées à propos des décisions dogmatiques des papes pouvaient être soulevées également à propos des décisions dogmatiques des conciles // ; pour les unes cependant comme pour les autres, l'Eglise a toujours su parfaitement à quoi s'en tenir » (2).

Les difficultés historiques et dogmatiques que M^{sr} Dupanloup énumérait en cinquième lieu n'étaient pas, quoi qu'il dît, des difficultés contre l'opportunité ; c'est à la doctrine elle-même qu'elles s'opposaient. En effet, si, comme il le prétendait, la gravité de ces difficultés, demandait qu'on s'y arrêtât, la doctrine devenait, par le fait même, incertaine et on ne pouvait plus songer, évidemment, à la définir. L'évêque d'Orléans a donc tort de dire que son collègue de Malines a, dans son premier écrit, déplacé la question ; M^{sr} Dupanloup lui-même n'a pas pu, en fait, combattre l'opportunité de la définition sans s'attaquer à la doctrine elle-même.

Aussi M^{sr} Dechamps répondit avec raison : « La question

(1) *Deuxième réponse de M^{sr} Dechamps, archevêque de Malines, à M^{sr} Dupanloup, évêque d'Orléans*. Malines 1870. — Extraits dans *C. V.* 1340-1352.

(2) *Deuxième réponse*, etc., p. 54. Cf. *C. V.* 1350 a.

de la définibilité n'est pas une question d'opportunité; cette dernière ne peut surgir que quand la première a reçu une réponse. Comment se demander s'il est opportun de définir une doctrine dont on n'est pas certain qu'elle appartienne au dépôt de la révélation? Une doctrine n'est définissable que si elle est certainement révélée. Ce n'est qu'après avoir établi ce premier point qu'on peut aborder le second : est-il opportun de définir? Or, ce sont les deux questions qu'il a traitées; M^{sr} Dupanloup les ayant traitées lui aussi, il n'y a donc pas eu déplacement de la question (1) ».

M^{sr} Dechamps poursuit en disant que les difficultés tirées des faits historiques sont connues et pleinement résolues (2). Quant aux difficultés dogmatiques, il fait remarquer avec de Maistre que la doctrine de l'infaillibilité s'appuie sur des fondements dogmatiques inébranlables (3).

Vers la fin de son second chapitre, M^{sr} Dupanloup (4) abordait un argument auquel de Maistre et les partisans de la définition semblaient attacher une importance particulière : il se trouvait indiqué dans le *postulatum* pour la définition de l'infaillibilité (5) : « *Supremam, ideoque ab errore immunem.* » Or, disait l'évêque d'Orléans, « je suis obligé de vous le dire : cet argument n'est pas heureux. Il est invincible quand on l'applique à l'Eglise ; » il est impuissant quand on l'applique au pape seul. / Dans l'union du pape avec les évêques on a la souveraineté doctrinale; et c'est pourquoi elle doit être infaillible. Mais dire qu'en matière doctrinale le pape seul est souverain et par conséquent infaillible, c'est commettre une pétition de principe. Il est nécessaire qu'il y ait dans l'Eglise une autorité doctrinale infaillible; mais il ne s'en

(1) *Deuxième réponse*, etc., p. 11 sq. Cf. C. V. 1341 d.

(2) Ibid., p. 55. Cf. C. V. 1350 b.

(3) Ibid., p. 57. Cf. C. V. 1350 c.

(4) *Réponse*, etc., p. 23. Cf. C. V. 1326 d. sq.

(5) Cf. ci-dessus, p. 175.

suit pas que le pape la possède : « Ne suffirait-il pas, demande M^{gr} Dupanloup, que ce fût l'autorité du pape et des évêques réunis ? »

Cette objection contre l'argument de de Maistre est réfutée en détail par M^{gr} Decamps. Il résume ainsi la preuve : « 1^o L'Eglise enseignante est infaillible; 2^o La pleine et souveraine puissance enseignante de l'Eglise réside dans son chef, selon ces paroles du Concile de Florence : « Nous définissons que le Pontife romain est le successeur du bienheureux Pierre, prince des apôtres; qu'il est le Vicaire de Jésus-Christ et le chef de toute l'Eglise, le Père et le *Docteur de tous les chrétiens*, et qu'il a reçu de Notre-Seigneur, dans la personne du bienheureux Pierre, la *pleine puissance de paître (pascendi, id est, docendi)* l'Eglise universelle. » Ces deux prémisses sont de foi, Monseigneur; il faut donc vous résigner à la conclusion (1). » L'archevêque ajoute encore quelques développements, puis conclut que faire du corps des évêques unis au Pape l'unique sujet de la souveraineté doctrinale dans l'Eglise, c'est adopter la doctrine de M^{gr} Maret et des Gallicans.

Le troisième chapitre de la lettre de M^{gr} Dupanloup est consacré « aux périls de la définition ». L'évêque d'Orléans y trace le tableau de l'état religieux de toute l'humanité, ou plutôt de son attitude par rapport à l'Eglise. Il y a sur la surface de la terre plus de douze cent millions de créatures humaines vers lesquelles, nous évêques, nous sommes envoyés par Dieu; huit cent millions sont encore infidèles; il y a soixante-dix millions de schismatiques, qui ne reconnaissent pas la suprématie du Pape et qui seraient tous partis du Concile de Florence sans se rapprocher de l'Eglise si l'on y eût parlé de définir l'infaillibilité du Pape. Quelle montagne de préjugés nouveaux cette définition soulèvera chez eux!

(1) *Deuxième réponse*, etc., p. 65.

Et les quatre-vingt-dix millions de protestants? Faut-il entre eux et nous, élever encore des barrières et creuser des abîmes? Les évêques américains, allemands et anglais, travaillent à les ramener à l'Eglise; les missionnaires y mettent leurs sueurs et leur sang. Et vous voudriez augmenter leurs difficultés, donner de nouvelles armes aux prédicants qui les combattent? // Et, parmi les nations catholiques, en France, en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en Italie, combien d'incrédules ou « d'infirmes dans la foi »? Ayons-en pitié, suivant la parole de saint Paul : *infirmum in fide assumite* (1).

« J'apprécie, non moins que vous, ce qu'il y a de touchant dans les manifestations catholiques; mais je dis que, pour la France en particulier, ce serait une étrange illusion, vraiment trop puérile, de croire que ces listes de souscriptions, produites avec tant de fracas, expriment l'état vrai des esprits dans notre pays... La grande masse de ceux qui, chez nous et ailleurs, décident les affaires, n'est pas là... Et les gouvernements! Ils tendent à se séparer de l'Eglise; tous, sans exception, ont pris une attitude expectante et défensive vis-à-vis du Concile. — Je ne veux rien dire des Etats pontificaux. Et cependant, pouvons-nous oublier combien, dans leur situation actuelle, précaire, impossible, une solution serait nécessaire, sous une garantie européenne (2)?

» C'est les yeux fixés sur toute cette situation, que j'ai pesé les conséquences certaines de la définition que vous poursuivez, et voilà pourquoi je ne la poursuis pas. Et je ne suis pas seul. N'avez-vous donc pas entendu le cri des évêques d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême et de tant d'autres? S'émeuvent-ils sans cause? Non; ils ont vu autour d'eux le trouble profond des âmes, et ils savent qu'on ne joue pas impunément avec de tels périls (3).

(1) *Réponse*, etc., p. 27 sqq. C. V. 1327-1329.

(2) *Ibid.*, p. 30 sq. C. V. 1329 b. sq.

(3) *Ibid.*, p. 31. C. V. 1329 c. sq.

» ...Oui, l'Eglise a des promesses; mais nul pays ne peut se flatter d'en avoir ». Et parcourant toutes les nations, l'une après l'autre, M^{sr} Dupanloup signale les périls qu'on doit craindre pour chacune d'elles (1).

Dans son quatrième chapitre, l'évêque d'Orléans aborde les arguments apportés par M^{sr} Dechamps pour prouver la nécessité de la définition, et il cherche à prouver qu'ils sont peu solides.

Cependant, avant d'entamer la discussion, il revient encore à la question souvent débattue de l'origine de cette controverse qui trouble en ce moment le monde entier. D'après M^{sr} Dupanloup, ce sont LA CIVILTA et L'UNIVERS qui ont commencé. // L'ouvrage de M^{sr} Maret n'y est pour rien; il ne parut que plus tard. Toutefois, il ne dit pas que longtemps avant sa publication, la France entière était informée qu'il se préparait et en connaissait le contenu, si bien qu'avant même de paraître, ce livre avait provoqué une vive polémique. Il démontre surtout que lui-même n'a pris la parole que tard, et après M^{sr} Manning et d'autres évêques, parmi lesquels M^{sr} Dechamps (2).

M^{sr} Dupanloup en vient alors aux arguments par lesquels l'archevêque de Malines a prétendu prouver la nécessité de la définition. « Pour le prouver, dit-il, vous avez quatre arguments : à savoir, que la question n'est pas libre; puis la déclaration de 1682; puis la situation présente; enfin les conséquences du silence que garderait le Concile. »

« La question n'est plus libre, dites-vous; la théologie est unanime à enseigner l'infailibilité du Pape. » Et M^{sr} Dupanloup lui cite une longue liste de ceux qui ont été d'une opinion contraire : elle lui a été communiquée par un des plus savants théologiens d'un des ordres religieux les plus illustres.

(1) *Réponse*, etc., p. 32 sq. C. V. 1330 a, sq.

(2) *Ibid.*, p. 35 sq. C. V. 1331 sq.

Devant de telles autorités, il y a lieu vraiment de s'étonner que le *Postulatum* pour la définition ait cru pouvoir parler de tradition unanime (*unanimes traditio*) (1) sur l'infailibilité.

Pour la déclaration de 1682, « vous dites expressément, écrit M^{SR} Dupanloup, que tous ceux qui sont au courant de l'histoire de l'Eglise pressentirent, dès qu'il fut question du Concile général » qu'elle serait condamnée. Mais, répond M^{SR} Dupanloup, « ni moi, qui crois être un peu au courant de l'histoire de l'Eglise, ni d'autres qui l'ont étudiée encore plus que moi, n'ont eu en rien ce pressentiment ». On n'avait pas attendu 1682 pour combattre la doctrine de l'infailibilité (2).

La situation présente? A ce troisième argument, M^{SR} Dupanloup répond que, ce qui se passe aujourd'hui ne se serait point passé si M^{SR} Dechamps et ses amis n'avaient point soulevé la question. Il ne faut donc pas invoquer la situation présente en faveur de la nécessité de la définition. Vraiment, la tactique pour provoquer des définitions conciliaires serait trop facile. On jette en l'air une proposition qu'on voudrait voir définir; naturellement, il surgit une opposition, et l'on dit alors : le silence du Concile n'est plus possible. // Non, dit M^{SR} Dupanloup, les polémiques actuelles ne peuvent nullement motiver une définition conciliaire; elles passeront avec les causes qui les ont amenées. La situation actuelle commanderait plutôt l'abstention. On a demandé, en effet, à des juges de prononcer et de signer leur jugement avant d'avoir entendu les débats de la cause. Pour protester, cent quarante évêques ont signé une pétition afin de conjurer le Saint-Père d'écarter les dangers en écartant la question. Et ainsi s'étale, aux regards du monde entier, le différend pro-

(1) L'expression du *Postulatum* est un peu différente : « *Universalis et constans traditio Ecclesiae.* » C. V. 931 c.

(2) *Réponse*, etc., p. 44. C. V. 1334.

fond de cette assemblée réunie pour accomplir une œuvre de paix!

Nous avons depuis bientôt trois mois agité bien des questions de dogme et de discipline; nous n'en n'avons encore décidé aucune. Eh bien! ces questions, allons-nous les laisser en arrière et en suspens pour en aborder une autre qui est étrangère au programme du Concile? Devra-t-on apprendre un jour que cette question, qui n'était pas l'objet du Concile, aura été tout le Concile? Il manque, pour définir, l'unanimité qui est nécessaire. Puisse le Pape suivre l'admirable exemple donné par le Pape Pie IV, qui, à propos d'une question semblable posée au Concile de Trente, décida qu'on devait définir uniquement ce sur quoi les Pères étaient unanimement d'accord : *ne definirentur nisi ea de quibus inter Patres unanimi consensu constaret* (1).

Pressés par de graves motifs, nous avons supplié Pie IX d'écarter la question de l'infailibilité. S'il daignait accéder à ces prières, « toute la catholicité, l'Europe, le monde entier applaudiraient; c'est alors que le Concile ne serait plus qu'un cœur et qu'une âme, et que ces évêques qui sont tous, tous, si dévoués au successeur de Pierre, et qui souffrent si profondément de la lutte engagée, se sentiraient soulagés, et reprendraient, en bénissant la haute sagesse du Père commun, les travaux du Concile avec un nouveau courage et une joie immense » (2).

Telle est, dans ses grandes lignes, la lettre de M^{gr} Dupanloup.

La réponse qu'y fit M^{gr} Dechamps et que nous connaissons déjà en partie est datée du 22 mars. Il y repousse l'accusation d'avoir commencé la controverse et s'étonne, après ses précédentes explications sur ce sujet, de voir

(1) *Réponse*, etc., p. 45 sqq. C. V. 1335 sq.

2 Ibid., p. 54. C. V. 1338.

M^{SR} Dupanloup maintenir cette affirmation. « Lorsque je vis la presse de France, d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique, des Etats-Unis, ... répandre le bruit que le Concile allait créer un *nouveau dogme*, et commenter ce bruit de façon à faire croire que l'Eglise invente les dogmes, je pris la plume pour accomplir un devoir, pour préserver la foi des âmes qui me sont confiées, et je ne la pris pas auparavant... Vous le voyez, je n'ai rien soulevé, j'ai répondu au mensonge que la presse élevait à sa plus haute puissance... Qu'ai-je fait? J'ai démontré que si le Concile définit l'infailibilité du tribunal souverain de l'Eglise en matière de foi, il définira une croyance aussi ancienne et aussi catholique que l'Eglise elle-même... Si le Concile ne pensait pas devoir définir encore cette croyance, que résulterait-il de fâcheux de ce que j'en ai dit et publié? Rien, manifestement. J'aurais la consolation d'avoir défendu une fois de plus ce que « presque tous les catholiques croient, et ce que tous admettent en pratique », selon l'expression de l'ancien Père Gratry; et de ce que j'ai écrit, aucune âme ne serait troublée. Auriez-vous la même consolation, Monseigneur? Le retentissement de votre voix, favorisé par le silence du Concile œcuménique, ne laisserait-il pas généralement ébranlée cette foi de la catholicité? — Et si le Concile jugeait par conséquent que l'heure est venue de définir cette croyance, que résulterait-il de vos *Observations*? Il en résulterait un bien moindre mal, sans doute, que du silence du Concile œcuménique; la pleine soumission de votre esprit et de votre cœur à la voix de l'Eglise enseignante, dissiperait la tristesse des âmes fidèles; mais les âmes faibles, les âmes tentées, les âmes dont on a nourri la tentation, ne chercheraient-elles pas dans vos paroles un prétexte à leur résistance, et les ennemis de la foi des armes pour la combattre (1) ? »

1) *Deuxième réponse*, etc., p. 14-16 sqq. C. V. 1342 c. sqq.

M^{sr} Dechamps maintient qu'après la déclaration gallicane de 1682 la définition de l'infailibilité du Pape est moralement nécessaire; aussi la Sorbonne a-t-elle prévu cette définition dès que le Concile a été annoncé, et c'est dans cette prévision que son doyen, M^{sr} Maret, a mis dès lors la main à la plume (1).

A en croire M^{sr} Dupanloup, M^{sr} Dechamps aurait dit que les théologiens étaient « unanimes » à admettre l'infailibilité du Pape, et contre cette assertion l'évêque d'Orléans cite une longue liste de théologiens qui ont combattu cette opinion. // M^{sr} Dechamps relève ce mot qu'on lui prête et dit qu'il n'a parlé nulle part de l'*unanimité* des théologiens; cette unanimité est, en général, fort rare et on ne la trouve sur aucun point de doctrine avant sa définition comme dogme. Il a dit que cette doctrine était l'enseignement commun et général des théologiens. Cela n'est-il pas incontestable? « Du XIII^e au XV^e siècle, l'Université de Paris n'eut pas d'autre doctrine sur la papauté... Lors des troubles du grand schisme, elle se troubla elle-même, et ses docteurs s'oublièrent au point que l'idée de constituer « l'Eglise *a priori*, sans égard aux quatorze siècles de sa durée, leur sembla toute naturelle ». Mais, vers la fin du XVI^e siècle, elle revint à ses premières doctrines, jusqu'à ce qu'en 1682 le roi Louis XIV l'en fit de nouveau dévier (2) ». Quant à la doctrine actuelle, elle se trouve attestée par de nombreux Conciles provinciaux; ceux mêmes qui se sont célébrés en France ont universellement admis l'infailibilité du Pape; et l'enseignement donné dans les séminaires est généralement conforme à cette même doctrine. M^{sr} Dechamps le prouve en citant les cours du premier de tous les séminaires, celui de Saint-Sulpice (3). Les théologiens que M^{sr} Dupanloup a cités, dit-il, appar-

(1) *Deuxième réponse*, etc., p. 15. C. V. 1342 d.

(2) *Ibid.*, p. 19 sqq. C. V. 1344 a. sqq.

(3) *Ibid.*, p. 23. sqq. C. V. 1345 b. sqq.

tiennent à l'époque si funeste du schisme d'Occident et des Conciles de Constance et de Bâle; en dehors de ceux-là, la liste qu'il a donnée ne contient que des Gallicans et quelques controversistes allemands ou anglais; elle n'est d'ailleurs pas exacte; il y faut effacer les noms d'un grand nombre qui s'y trouvent cités à tort comme ayant nié l'infaillibilité du Pape : M^{SR} Dechamps les énumère (1). Il démontre ensuite que cette doctrine est affirmée par la tradition universelle (2), et renvoie, pour en trouver un exposé plus détaillé, à l'œuvre de dom Guéranger contre M^{SR} Maret : *De la Monarchie Pontificale, à propos du livre de M^{GR} l'évêque de Sura*.

Dans la dernière (la sixième) partie de sa *Réponse*, M^{SR} Dechamps traite de l'opportunité de la définition, et discute les prévisions de M^{SR} Dupanloup sur les funestes conséquences qui en découleraient. Ces périls lui paraissent fort exagérés (3).

Il n'était pas bien difficile de réfuter M^{SR} Dupanloup. M^{SR} Dupanloup a le mode oratoire; // il excelle, dans une controverse, à tirer parti de tous ses avantages et en particulier à frapper le lecteur en lui répétant avec insistance quelque pensée saisissante; mais si l'on y regarde de près il ne reste pas grand'chose de ses développements.

Des difficultés que M^{SR} Dupanloup avait opposées à la définition, celle qui semblait devoir mériter l'attention était assurément les périls qui devaient suivre de la définition; — or, c'est précisément sur ce point et du côté où il s'était appuyé qu'il se trouva le plus contredit.

Vers le milieu du mois de mars, M^{SR} Bonjean, vicaire apostolique de Jaffna, adressa à l'évêque d'Orléans une lettre (4)

(1) Ibid., p. 25 sqq. C. V. 1345 d. sqq.

(2) Ibid., p. 40 sqq. C. V. 1348 d. sqq.

(3) Ibid., p. 72 sqq. C. V. 1350 d. sqq.

(4) C. V. 1352-1355.

pour éclaircir un passage de sa brochure qu'une longue expérience lui permettait de mieux apprécier. L'évêque missionnaire reproduisait d'abord les paroles « si pathétiques » de M^{sr} Dupanloup sur les périls que ferait naître le dogme de l'infailibilité parmi les païens, les schismatiques et les protestants. Il poursuivait ensuite en ces termes : « Vingt-trois années de ministère au milieu des Indous, des bouddhistes et des protestants de l'Inde anglaise (près de 180 millions d'âmes), me permettent d'apprécier, en ce qui les touche, cette question d'opportunité. Or, ces peuples d'une civilisation si ancienne et si étonnante,... ont à un haut degré le sentiment de l'autorité dans les choses religieuses. Religion vraie, autorité infailible, sont dans leur esprit des idées connexes, inséparables. « Toute lampe n'est pas une lampe, s'écrie un de leurs philosophes, mais seule la lampe qui ne ment pas (qui ne trompe pas) est une lampe pour le sage. » Disons à ces infidèles que le chef de la *vraie religion* (c'est ainsi qu'ils distinguent notre sainte Religion de toutes les autres) celui que les chrétiens appellent leur « Vénérable Père, le Très Saint Seigneur Pape », est le successeur de saint Pierre, lui-même le vicaire infailible de Jésus-Christ, l'organe de Dieu sur la terre : à l'instant cette vérité les pénètre : « Voilà, s'écrient-ils, la vraie Religion. »

» Entreprenons au contraire de leur faire entendre que les sentences de ce représentant de Dieu ont besoin d'être confirmées par d'autres : et la religion catholique descendra dans leurs esprits jusqu'au niveau d'une institution humaine.

» Quand donc, de retour au milieu d'eux, nous leur annoncerons que le Concile du Vatican a solennellement affirmé la foi de l'Eglise à l'infailibilité de son chef, ils seront également frappés de la grandeur de l'acte et de la sublimité de la doctrine. « Voilà qui est bien, diront-ils ; voilà qui est la vérité même. » Leur entrée dans le bercail n'en saurait donc être retardée d'un seul jour.

» Mais les protestants?... Ecartons d'abord les indigènes, si peu nombreux du reste, dont toute la raison d'être protestants se résume dans une question d'intérêt temporel: ceux-là seront, après notre définition, ce qu'ils sont aujourd'hui, les serviteurs de Mammon, toujours, hélas! loin du royaume de Dieu. Parmi les protestants européens, créoles, de sang mêlé, distinguons — les hérétiques — les chercheurs de bonne foi — les indifférents. Laissons encore ces derniers; le développement de nos dogmes ne saurait les toucher ni dans un sens ni dans l'autre. — Les fanatiques, les *bigots* poursuivent d'une haine implacable l'Eglise et tout ce qui tient à l'Eglise. N'attendons rien d'autre d'eux; ils sont incorrigibles! Si le Concile définit l'infaillibilité, ils attaqueront la définition du Concile; si le Concile s'abstenait, ils lui jetteraient l'opprobre et la risée... — C'est assez dire que « pour le clergé catholique qui vit au milieu des protestants de l'Inde anglaise, tout le terrain de la controverse religieuse ne sera pas changé ». Le sera-t-il ailleurs?

» Mais, Monseigneur, si ces ennemis jurés de l'Eglise viennent à apprendre la polémique actuelle, — et la renommée de votre nom attirera leur attention sur ce fait regrettable — ils triompheront: « Cette unité catholique, diront-ils, n'était donc après tout qu'une apparence, une prétention. N'avions-nous pas prédit que le Concile mettrait à nu les divisions intestines de cette Eglise? Voyez plutôt l'évêque d'Orléans, naguère le champion du Saint-Siège! Aux évêques qui réclament une définition, il répond: Y songez-vous!... Mais les difficultés les plus grandes s'y opposent; et il ajoute: N'avez-vous donc pas entendu le cri des évêques d'Allemagne, de la Hongrie, de la Bohême, et de tant d'autres? Donc, division des évêques catholiques sur un point capital: cela étant, où est l'unité? Et ce sera, Monseigneur, partout ailleurs, j'ose le dire, comme chez nous, un scandale immense »

« Venons à cette classe de nos frères séparés... qui cher-

chent la vérité... Ils ont soif de la vérité, de la vérité toute entière, Monseigneur; ils ne sauraient s'arrêter à l'étape du gallicanisme ni à aucune autre; il leur faut la source même des eaux vives et pures qui rejaillissent jusqu'à la vie éternelle. Mais s'ils voyaient l'Eglise, en face de tant et de si audacieuses dénégations, hésiter à affirmer sa croyance sur un point aussi vital, leur propre courage ne faiblirait-il pas? Ne s'arrêteraient-ils pas dans leur course, scandalisés, déconcertés? »

M^{sr} Bonjean examine enfin l'impression qui se produirait sur les catholiques de l'Inde. M^{sr} Dupanloup pense que si le pape écartait du concile le dogme de l'infaillibilité, « toute la catholicité, l'Europe, le monde entier applaudirait ». Or, le vicaire apostolique se permet de faire remarquer qu'au moins les catholiques de l'Inde ne s'associeraient pas à ces applaudissements. « Car ces onze cent mille chrétiens croient au magistère infaillible du pape. Leur missionnaire, envoyé par l'évêque; leur évêque, envoyé par le pape; le pape, vicaire infaillible de Jésus-Christ; voilà les fondements de leur foi. Des conciles, ils en avaient jusqu'ici peu entendu parler: du consentement de l'Eglise dispersée, moins encore. Si donc on devait leur dire que ce concile, dont nous leur avons fait attendre tant de grandes choses, a refusé de se prononcer sur cette vérité qu'ils ont toujours crue, quel scandale! »

« Au nom de 180 millions d'infidèles, conclut M^{sr} Bonjean, de 150,000 protestants, de 1,100,000 catholiques des Indes, au nom surtout des 60,000 catholiques dont j'ai la charge à Jaffna, je vous conjurerais d'abandonner une opposition qui va scandaliser tant de faibles dans la foi, donner aux ennemis de l'Eglise dans nos pays de nouvelles armes, et qui tend à obscurcir l'éclat de ce grand phare du Vatican, dont les splendeurs, brillant au milieu de toutes les ténèbres de l'hérésie, du panthéisme, du bouddhisme et de l'idolâtrie, indiquent aux malheureux adeptes de ces désolantes doc-

trines le chemin de la patrie et le port du salut (1). »

Ce témoignage de M^{sr} Bonjean ne devait pas rester isolé. // Vingt-deux évêques qui travaillaient comme lui en divers lieux du monde, au milieu des païens et des non-catholiques, rédigèrent une adresse commune qu'ils envoyèrent à L'UNIVERS, et où ils déclaraient qu'ayant lu avec la plus vive satisfaction la lettre de M^{sr} Bonjean, ils étaient heureux de lui donner leur pleine adhésion. L'adresse, accompagnée de toutes les signatures, fut publiée par le journal (2).

M^{sr} Barbero, vicaire apostolique d'Hyderabad, qui, après quinze ans de missions parmi les païens et les protestants, venait d'être consacré évêque en arrivant au concile, envoya immédiatement, lui aussi, son adhésion : « Cette lettre, dit-il, est digne d'un missionnaire vétéran qui a consumé sa vie au milieu des païens et des protestants. Elle exprime avec une grande vérité et beaucoup de clarté, ce qu'on touche du doigt dans les missions, savoir : que la décision de l'infaillibilité pontificale par le concile œcuménique ne rendra pas plus difficile la conversion des infidèles et des protestants. Elle ne fera que confirmer ce que prêchent continuellement les missionnaires, mettre de plus en plus en lumière la solidité de cette pierre contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront jamais, et rendre plus évident ce lien qui resserre les membres à leur chef, cette concorde que les païens et les protestants envient si fort aux catholiques (3). »

M^{sr} Bonjean avait parlé au nom de sa mission; celle-ci devait, à son tour, confirmer solennellement son témoignage. A peine les missionnaires de Jaffna eurent-ils connaissance, par L'UNIVERS, de la lettre de leur évêque, qu'ils lui adressèrent leur adhésion collective. « Votre Grandeur, disaient-ils, dissipe avec une évidence palpable les vaines alarmes que

(1) *C.* V. 1355 a.

(2) *Ibid.*, 1355 c. sqq.

(3) *Ibid.*, 1356 c. sq.

fait naître dans l'esprit de M^{sr} d'Orléans l'infailibilité du pape érigée en dogme... A la suite de tous les vénérables prélats qui ont adhéré à votre lettre, nous adhérons donc à l'évidence des raisons qu'allègue Votre Grandeur, pleinement convaincus que le plus grand malheur qui puisse arriver à nos chrétiens et le plus funeste obstacle qui puisse être apporté au retour des hérétiques et à la conversion des infidèles de ces contrées serait, de la part du saint concile, un silence laissant dans l'incertitude et le doute une vérité que chaque missionnaire des Indes professe et enseigne comme une vérité catholique. » [] La lettre porte dix-sept signatures; un post-scriptum ajoute que tous les missionnaires dispersés dans le vicariat ont le même esprit et le même cœur; seul leur éloignement, nécessité par les besoins des fidèles dans la vaste étendue du vicariat, ne leur permet pas d'apposer leur signature à cette lettre (1).

L'archevêque chaldéen d'Amadija (Kurdistan ture), M^{sr} Georges Ebedjesu Khayatt, dans une lettre (2) du 22 mai adressée à M^{sr} Baillès, ancien évêque de Luçon, montra que les Chaldéens unis tenaient fermement à l'infailibilité du pape, et qu'on se faisait illusion en croyant que la définition éloignerait de l'Eglise les non-catholiques de son pays. Les Chaldéens ont, pour la plupart, embrassé la religion romaine à la lumière d'un livre composé par le patriarche Joseph II (mort en 1712). Ce livre, le MAHZITHA MARIKTA (le MIROIR CLAIR), est toujours en grande estime chez eux. Or, « le premier chapitre développe cette thèse que l'Eglise romaine est la mère de toutes les Eglises, et que, par conséquent, le pape est le père universel de tous les chrétiens, et qu'il est impossible que l'Eglise de Rome erre dans les matières de foi. Et, à l'article 4 du même chapitre, est posée et prouvée la

(1) C. V. 4357.

(2) Ibid., 4358-4360.

question suivante : Qu'il est impossible que le pape se trompe en matière de foi. » Pour les catholiques de Chaldée, la doctrine de l'infailibilité du pape est donc familière; ils l'ont reçue avec la foi catholique, lors de leur union avec Rome. Pour les Chaldéens non-unis, la définition n'offre pas non plus de difficultés. Comment pourraient-ils crier à la nouveauté du dogme? Dans toutes les discussions théologiques avec les Nestoriens, la doctrine de l'infailibilité du pape a toujours dû s'afficher en pleine lumière. De plus, ils considèrent eux-mêmes leur patriarche comme le véritable successeur de saint Pierre et comme le juge suprême des contestations sur les articles de foi. Ils ne pourraient donc pas faire un reproche aux catholiques de ce qu'ils reconnaissent au pasteur suprême de leur Eglise les privilèges qu'ils ont « l'impudence » d'attribuer eux-mêmes à leur patriarche. Tel fut l'avis de l'archevêque chaldéen.

La lettre si nette de M^{SR} Bonjean, l'adhésion à cette lettre de tant d'évêques et de missionnaires // démontrent péremptoirement que les craintes de M^{SR} Dupanloup au sujet des infidèles et des non-catholiques étaient sans fondement; elles prouvent également qu'il n'y avait pas davantage à craindre pour les catholiques de ces missions. Mais restaient les catholiques d'Europe : leurs dispositions ne devaient-elles pas inspirer, en effet, certaines inquiétudes? Il n'y avait pas à le nier; pour bien des catholiques d'Allemagne, à l'époque du concile, il y avait tout lieu de redouter la définition de l'infailibilité du pape. Mais, d'autre part, les motifs de procéder à la définition étaient extrêmement graves et pressants. Fallait-il donc y renoncer parce que quelques-uns, par leur propre faute, par un esprit d'insoumission bien peu catholique, et par leur désobéissance au Concile œcuménique, feraient tourner la définition à leur détriment? A ces catholiques-là, les quatre cents Pères qui avaient

signé le *Postulatum* pour demander la définition avaient déjà songé : « S'il s'en trouvait, disait leur *Postulatum*, que la définition par le concile de la véritable doctrine dût faire sortir de l'Eglise, ils seraient assurément peu nombreux et ils auraient depuis longtemps déjà, fait naufrage dans la foi; ils n'auraient attendu qu'un prétexte pour se séparer ouvertement d'une Eglise, qu'ils auraient déjà, cela le prouverait, abandonnée dans l'intime de leur âme. Ce sont eux qui ne cessent de troubler constamment le peuple catholique, et c'est contre leurs pièges que le concile du Vatican doit prémunir les fidèles enfants de l'Eglise. » (1) On n'avait donc point à s'en préoccuper.

La controverse entre l'archevêque de Malines et l'évêque d'Orléans provoqua aussi des interventions étrangères au concile; on peut le voir par une brochure du Père Ramière(2) et par deux autres brochures(3) qui parurent alors sans nom d'auteur. Mais nous n'avons à nous occuper ici que des discussions entre les Pères du concile. Nous étudierons plus loin la controverse relative au Père Gratry.

M^{sr} Macedo Costa, évêque de Belém de Pará, au Brésil, dans une lettre adressée à un de ses amis, combattit l'interprétation que M^{sr} Dupanloup avait donnée d'une parole de Melchior Cano (4). // Mais sa lettre attira moins l'attention, que celle qu'adressa M^{sr} Spalding, archevêque de Baltimore, à M^{sr} Dupanloup lui-même.

M^{sr} Dupanloup s'était plu dans sa *Réponse* à tirer parti contre M^{sr} Dechamps du *Postulatum* des cinq évêques améri-

(1) C. V. 932 c. Voir ci-dessus p. 177 sq.

(2) P. H. RAMIÈRE; *Le programme du Concile tracé par M^r l'évêque d'Orléans*. Toulouse-Paris, 1870.

(3) *Lettre à M^r Dechamps sur la deuxième réponse à M^r l'évêque d'Orléans*. Naples, 1870. — *Réflexions d'un théologien sur la réponse de M^r l'évêque d'Orléans à M^r de Malines*. Turin-Paris, 1870.

(4) C. V. 1360 b. sqq.

cains qui proposaient, (1) au lieu de définir formellement l'infailibilité du pape, de l'expliquer d'après les principes généralement admis dans l'Eglise. Pour renforcer encore son argumentation, il avait fait remarquer plusieurs fois que les auteurs de ce Postulatum étaient d'accord avec M^{sr} De-champs pour désirer la définition ; mais il se servait si bien de leurs idées qu'il les faisait paraître hostiles à la définition, et leur faisait, en outre, émettre de graves difficultés contre la doctrine même de l'infailibilité du pape. C'est de ce procédé que se plaignit l'archevêque de Baltimore, l'auteur avoué de ce Postulatum. « Vos citations, disait-il dans une lettre du 4 avril (2) adressée à M^{sr} Dupanloup, sont tellement arrangées, que vos lecteurs doivent nous supposer contraires, sinon à la vérité, du moins à l'opportunité de cette définition. Ce serait une erreur. Nous ne sommes pas opposés à une exposition simple et claire de la croyance générale de l'Eglise relativement à l'infailibilité du Vicaire de Jésus-Christ. Nous voudrions seulement un mode de définition qui ne laisserait ni aux théologiens, ni aux fidèles aucun prétexte pour révoquer en doute ou affaiblir par leurs objections les décrets du Souverain Pontife. Tel était l'unique dessein de ceux qui ont rédigé le Postulatum. Ils ne prétendaient pas mettre la lumière sous le boisseau et dissimuler la croyance de l'Eglise. Ils voulaient, au contraire, trouver un mode de définition qui rendit cette croyance plus inattaquable. »

M^{sr} Spalding fait encore d'autres rectifications : il se plaint surtout que M^{sr} Dupanloup l'ait transformé, lui et ses cosignataires, en défenseurs de la théorie nouvelle qui exige l'unanimité pour la validité des définitions doctrinales ; cela provient de ce qu'il a mal traduit la proposition : *quae*

(1) Cf. ci-dessus, p. 180.

(2) C. V. 1362 c. sqq.

sane nemine, si id fieri possit, dissentiente, definiri deberet. C'est à tort qu'il a rendu *deberet* par *il faut*. — De plus, dans sa liste des théologiens contraires à l'infaillibilité, l'évêque d'Orléans a fait entrer un ancien évêque de Baltimore, M^{gr} Patrick Kenrick; sans vouloir apprécier le reste de cette liste, M^{gr} Spalding proteste contre cette insertion du nom de son prédécesseur. M^{gr} Kenrick a bien plutôt soutenu la doctrine de l'infaillibilité dans sa théologie dogmatique.

Cette lettre provoqua une assez longue réponse de M^{gr} Dupanloup (25 avril) (1) à M^{gr} Spalding. Celui-ci s'était plaint de ce que les lecteurs de l'évêque d'Orléans fussent induits par lui à considérer les auteurs du Postulatum comme contraires à la définition de l'infaillibilité; M^{gr} Dupanloup lui répond en citant les passages de sa lettre où il donne ces auteurs comme formellement favorables à la définition. Quant aux difficultés théologiques et historiques contre la doctrine elle-même, il maintient que leur Postulatum les expose tout aussi bien qu'il l'a fait lui-même. Il trouve également énoncée dans le Postulatum de M^{gr} Spalding, en termes fort clairs, la doctrine que, pour les définitions dogmatiques, l'unanimité morale des Pères est nécessaire.

M^{gr} Dupanloup avait en partie raison. Le Postulatum énonce, en effet, cette dernière opinion. Avant d'arriver à la question de l'infaillibilité, dont il dit : *quae sane nemine, si id fieri possit, dissentiente, definiri deberet*, il s'exprime en ces termes à propos des décrets dogmatiques en général : *plena haec Patrum omnium (vel saltem fere omnium) consensus non solum expedit, sed omnino postulari videtur, quando agitur de capite doctrinae definiendo*. N'est-ce point là exiger l'unanimité morale pour les décrets dogmatiques?

(1) Réponse de M^{gr} l'évêque d'Orléans à M^{gr} Spalding, archevêque de Baltimore. Naples, 1870. Cf. C. V. 1366-1373.

M^{GR} Spalding avait donc bien admis tout d'abord cette opinion qu'il déclarait maintenant erronée.

Par contre, c'est à tort que M^{GR} Dupanloup attribue aux auteurs du *Postulatum* un langage pareil au sien à propos des difficultés théologiques et historiques. Dans les difficultés qu'il a énumérées, il faut distinguer deux classes : celles qu'il range sous les trois premiers numéros (1), comme, par exemple, la difficulté de déterminer le sens exact de l'expression *locutio ex cathedra*, et celles qu'il groupe dans les deux derniers numéros. Les premières sont moins de vraies difficultés que des embarras éventuels sans grande importance : le *Postulatum* de M^{GR} Spalding les signale, en effet, en même temps que le mode de définition qu'il propose permet de les éviter. Seules les difficultés de la seconde classe, nous l'avons vu, le cas d'Honorius, par exemple, concernent la doctrine même de l'infaillibilité. Or, celles-là sont envisagées d'une manière toute différente par les auteurs du *Postulatum* et par M^{GR} Dupanloup //. Celui-ci y voit des objections graves qui doivent empêcher la définition ; les évêques américains, au contraire, n'y reconnaissent que des prétextes aux accusations de théologiens malveillants, des hérétiques et des ennemis de l'Eglise contre les Souverains Pontifes ; dans leur *Postulatum*, ils n'y attachent aucune importance.

Deux prélats américains vinrent au secours de M^{GR} Dupanloup : c'étaient M^{GR} Pierre-Richard Kenrick, archevêque de Saint-Louis, et M^{GR} Jean-Baptiste Purcell, archevêque de Cincinnati. Ils écrivirent à l'évêque d'Orléans (2) au nom, disaient-ils, de plusieurs évêques des Etats-Unis, pour l'assurer qu'il n'était pas seul à interpréter comme il l'avait fait le *Postulatum* de M^{GR} Spalding. « Ceux qui ont l'honneur de jouir de la compagnie de l'aimable archevêque [Spalding],

(1) Voir ci-dessus, p. 383.

(2) En appendice de la lettre de M^{GR} Dupanloup à M^{GR} Spalding. Voir C. V. 1373-1376.

disait leur lettre, s'y sont mépris aussi bien que Votre Grandeur, et ils ne se sont bien et nettement aperçus du changement qui avait eu lieu, qu'après la nomination du vénérable prélat comme membre de deux députations conciliaires (1). Plusieurs d'entre nous pourraient, au besoin, déclarer l'avoir entendu plus d'une fois exhorter et engager ses collègues dans l'épiscopat à s'opposer à une définition souverainement inopportune... Nous n'avons pas le moindre doute ou soupçon que le changement d'opinion, qui est survenu depuis, ne se soit accompli sous l'influence de raisons aussi solides qu'intrinsèques. Mais ces raisons nous sont inconnues, aussi bien qu'à vous, et ainsi il est aisé d'expliquer les méprises regrettables qui ont eu lieu à ce sujet. » Les deux prélats avouent ensuite que, parmi les évêques des Etats-Unis, la grande majorité admet l'infailibilité pontificale : mais elle l'admet comme une opinion et non comme une vérité de foi ; les auteurs de la lettre cherchent même à montrer que les Américains auraient des motifs particuliers de rejeter cette opinion.

Il suffit de lire cette lettre pour se rendre compte amplement que ce n'étaient pas ces deux prélats qui auraient pu mériter à la minorité cette réputation de savoir théologique dont la presse libérale lui faisait si volontiers l'honneur (2).// Ils disent, par exemple, que les Irlandais, qui forment la masse des catholiques des Etats-Unis, auraient de la peine à convenir que le pape Adrien IV ait été infailible lorsqu'il donna l'Irlande au roi d'Angleterre Henri II. Comme s'il y avait quelque chose de commun entre cet acte du pape et une définition *ex cathedra* ! Ils combattent la définition, mais il est manifeste que ce n'est pas uniquement pour des motifs d'opportunité. « Plusieurs d'entre nous, écrivent-ils, croient

(1) Il était membre de la Congrégation pour l'examen des *Postulata* et de la Députation de la foi.

(2) Voir plus haut, p. 337.

que l'histoire ecclésiastique, l'histoire des papes, l'histoire des conciles et la tradition de l'Eglise ne sont point en harmonie avec le nouveau dogme, et c'est pour cela que nous croyons qu'il est très inopportun de vouloir définir comme de foi une opinion qui nous paraît une nouveauté dans l'Eglise, qui nous semble dénuée de fondement solide dans l'Ecriture et la Tradition, tandis qu'elle nous paraît contredite par des monuments irréfragables. »

M^{SR} Spalding releva l'insinuation offensante lancée contre lui et qui l'accusait d'un changement d'opinion après son entrée dans deux des députations. Il le fit en publiant au mois de mai un fragment d'une lettre qu'il avait écrite au pape huit mois auparavant (1). On y pouvait voir qu'il n'avait pas eu à changer d'opinion, puisque les sentiments qui devaient plus tard lui dicter son *Postulatum* s'y trouvaient déjà exprimés. « Je n'ai aucun doute, y disait-il, sur l'infailibilité [du Souverain Pontife], et peu d'évêques en ont. La seule question qui pourrait se poser porterait sur l'utilité, l'opportunité, la nécessité de la définir *explicitement* au concile. Il y a lieu de se demander si l'on ne rallumerait point par là des controverses assoupies et déjà presque étouffées, et si une définition implicite, telle que la constituerait le développement de la définition du Concile de Florence, qui définirait la chose elle-même sans le mot (*rem ipsam sine verbo*), ne serait pas à la fois plus opportune et plus utile. Mais, si les Pères jugent opportun de prononcer une définition formelle, il faudra déterminer avec beaucoup de soin les limites de cette infailibilité et indiquer en même temps, dans une exposition doctrinale, si la pensée des Pères est d'étendre l'infailibilité aux allocutions, lettres encycliques, bulles et autres semblables documents pontificaux, et dans quelle mesure ils la leur étendent. »

(1) C. V. 1376 a. sq.

Dans sa réponse à M^{gr} Spalding, M^{gr} Dupanloup lui avait déjà contesté le droit de supprimer, dans la liste des théologiens opposés à l'infaillibilité, le nom de son prédécesseur sur le siège de Baltimore, M^{gr} Patrick Kenrick. // Le frère de ce dernier, M^{gr} Pierre Kenrick, archevêque de Saint-Louis, écrivit personnellement à ce sujet à M^{gr} Spalding (19 avril) (1). Un peu plus tard (9 mai) M^{gr} Spalding fit remettre à tous les Pères du concile un écrit où il citait, sans commentaire, les passages de la théologie dogmatique de son prédécesseur où il avait puisé son opinion (2). Il ne répondit plus à M^{gr} Dupanloup; un théologien cependant reprit la lettre de l'évêque d'Orléans et composa une brochure en développant les affirmations qu'elle contenait (3).

Toute cette controverse eut pour résultat principal de montrer que les appréhensions de beaucoup de Pères, à propos de la définition, étaient pour la plupart sans fondement. Certains pays, l'Allemagne en particulier, pouvaient, il est vrai, faire naître des craintes. L'aversion qu'y inspirait de plus en plus la définition était telle que les plus clairvoyants redoutaient une défection en masse. Des évêques très en vue crurent devoir, pour ce motif, se ranger parmi les adversaires de la définition; mais plus d'un aussi se laissa troubler par des dangers qui n'existaient que dans son imagination. Les archives du concile possèdent, écrite sur un ton de prophétie, une description anticipée des conséquences funestes qu'aurait la définition. Le nom du prophète nous est inconnu, et nous ne pourrions pas non plus indiquer exactement comment cette pièce est parvenue aux archives. Mais, en tout cas, le manuscrit sort des cercles de la minorité, que l'auteur soit l'un des évêques, ou seulement un de

(1) En appendice à la lettre de M^{gr} Dupanloup à M^{gr} Spalding. C. V. 1375.

(2) Sa lettre est aux Archives.

(3) C. V. 1376 b.

leurs partisans. C'était probablement un avertissement adressé aux Pères de la majorité ou même au pape. Toute la prédiction est écrite en latin en grands caractères romains. Comme elle caractérise bien l'état des esprits, nous en donnons la traduction (1) :

« Ce qui arrivera, si l'on définit l'infaillibilité du pape. Prédiction inspirée non par Dieu, mais par la prudence (*non inspirata, sed prudentialis*). »

1. Il se produira des schismes dans des pays jusqu'ici catholiques. //

2. Il s'élèvera des doutes parmi les catholiques sur la légitimité du concile.

3. Dans tout l'univers on procèdera à la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

4. Par cette séparation les schismes rendus plus faciles se multiplieront.

5. Le pouvoir temporel du pape ne tardera pas à être complètement renversé.

6. Le pape et les cardinaux seront exilés et toute la curie romaine dispersée.

7. Le désordre ira tous les jours en grandissant dans toute la chrétienté.

8. (2) Les ordres religieux, la Compagnie de Jésus en particulier, seront anéantis.

9. Les schismes se multipliant, la communion romaine diminuera de plus en plus en force et en nombre.

10. Il se produira une association des schismatiques, et ils se prétendront les vrais catholiques.

11. Il surgira des antipapes.

12. Lorsque l'Eglise catholique sera descendue à cet abîme

111

(1) Traduction faite sur la version allemande : le texte latin n'est pas cité. (*Note des Trad.*)

(2) L'original répète ici le n° VII. Tous les numéros suivants sont donc inférieurs d'un chiffre à ceux que nous donnons.

de misères, et après que ces troubles auront longuement duré, le pape légitime ne trouvera finalement d'autre moyen pour mettre un terme aux maux de l'Eglise que de réunir un nouveau concile œcuménique qui annulera au moins en partie celui du Vatican.

13. Cette annulation sera possible, car parmi les catholiques eux-mêmes, il y aura toujours eu des doutes et des discussions sur la légitimité de cette assemblée.

14. Au milieu de ces bouleversements et de ces proscriptions, la succession des pontifes de Rome ne sera pas interrompue : malgré leur misère et leur faiblesse, le Seigneur les conservera.

15. La foi catholique sur la primauté du pape ne disparaîtra non plus jamais dans ses éléments essentiels.

16. Les schismatiques reviendront à l'unité et reconnaîtront la primauté, mais à la condition qu'elle s'exerce à la manière des premiers siècles de l'Eglise, et qu'on ne revienne pas à la centralisation exagérée des derniers temps.

17. Il arrivera donc, Dieu tirant toujours le bien du mal, que la sainte Eglise revivra de meilleurs jours. Plaise à Dieu d'abréger, à cause des justes, la durée de cette épouvantable tempête ! Plaise à Dieu plutôt qu'on l'évite et qu'on évite aussi la perte d'un si grand nombre d'âmes !

18. Si la sagesse n'écarte de l'Eglise ces grands malheurs, le nom de Pie IX, je le dis en pleurant, restera couvert d'une odieuse flétrissure. C'était un homme de bien, dira-t-on, mais il manquait de clairvoyance et de fermeté ; il n'a voulu croire qu'en lui-même ; il a ouvert l'oreille à la flatterie, repoussé les conseils de la sagesse et étouffé la liberté du Concile ; par lui la principauté temporelle de l'Eglise romaine, d'abord amoindrie, a été finalement perdue ; dans l'Eglise universelle le royaume des âmes a été profondément bouleversé.

Celui qui écrit ces lignes le fait seul, sans conseiller, sans témoin, à l'insu de tous les hommes. Fidèle enfant de l'Eglise,

il le restera malgré tout, et avec la grâce de Dieu, il vivra et mourra en* enfant de l'Eglise. Ah! que ne lui est-il donné d'épargner à l'Eglise au prix de son sang les grands malheurs qu'il prévoit et prédit! »

Telle est la prophétie. Le prophète, puisqu'il se dit en terminant un fidèle enfant de l'Eglise, se sera sans doute soumis à la proclamation de son magistère infaillible.



CHAPITRE V.

Les troubles de l'Eglise orientale pendant le Concile.

Les troubles survenus dans l'Eglise orientale à l'époque du Concile n'ont pas de rapport direct avec le Concile. Nous en parlerons donc brièvement. //

On sait qu'il existe en Orient diverses communions chrétiennes, ayant chacune leurs rites particuliers, et dont la majeure partie est séparée de l'Eglise catholique par le schisme. Il en a été question dans le premier volume, à propos de l'invitation au Concile. Nous l'avons vu, les évêques des schismatiques orientaux n'ont pas accepté la lettre d'invitation qui leur était adressée (1).

On compte, en outre, quelques communautés en union avec l'Eglise catholique, et qui reconnaissent le Pape comme chef suprême. Leurs évêques furent convoqués par la même bulle que les évêques latins, et vinrent très nombreux.

Ces communautés ont, en plus de leurs rites particuliers, leur constitution spéciale. Elles sont indépendantes les unes des autres; chacune d'elles a à sa tête un pasteur suprême, patriarche ou catholikos. En Turquie, ce patriarche prend

(1) Cf. I^{er} volume, pp. 361 sqq.

même part pour quelques affaires au gouvernement temporel; aussi l'Etat le considère-t-il comme fonctionnaire civil.

Pour la désignation de ce patriarche et des évêques qui en dépendent, ces communautés chrétiennes ont depuis longtemps joui d'une liberté considérable. Les évêques sont choisis par les prêtres et les fidèles, le patriarche par les évêques avec le concours des prêtres et des fidèles; et il est admis que celui-ci, élu de la sorte, exerce aussitôt après son élection tous les droits de patriarche. Toutefois, il doit prier le Pape de ratifier le choix, et lui prêter serment de fidélité et d'obéissance (1). //

Au cours des âges, des abus s'étaient, au grand désavantage de l'Eglise d'Orient, glissés dans ces élections, et les Papes croyaient de leur devoir d'en changer le mode et de restreindre l'indépendance de ces communautés. Lui en contester le droit, c'était nier sa primauté. Toutefois, en considération du caractère de ces nations, de leur fidélité opiniâtre à leurs antiques usages, de leur attachement à leurs anciens droits particuliers et à leur rite, eu égard encore à la vive méfiance, continuellement entretenue par les schismatiques et les hérétiques, que l'intention de Rome était de leur retirer privilèges et rites du passé, et de les assimiler tout à fait aux

(1) Cf. *Encyclica Pie IX ad Armenos*, d. d. 6 Januario 1873, p. 49 sq.: « *Quod si de illarum ecclesiarum Patriarchis agitur, quæ recentiore ævo ad catholicam unitatem ejurato schismate reversæ sunt, neminem eorum invenietis, qui Romani Pontificis confirmationem non petierit; quos omnes iidem Romani Pontifices datis litteris ita confirmarunt, ut eos simul Ecclesiis suis instituentes præficerent. Factum quidem est, ut Apostolica Sede tolerante propter regionum longinquitatem, itinerum pericula et impendunt saepe saepius damna a schismaticorum ejusdem ritus præpotentia, electi Patriarchæ ante summi Pontificis confirmationem potestate uterentur, quod etiam in Occidente propter necessitates ecclesiarum et utilitates dispensive iis concessum est (Conc. Lat. IV, can. 26), qui essent valde remoti. At por est animadvertere, cessare hujusmodi causas, sublatis itineris difficultatibus, et ereptis catholicis beneficio summi Othomani Imperatoris a civili schismaticorum potestate. Nemo autem non videt ita tutius provideri catholice fidei conservationi, quam perturbare pro lubitu posset ante receptam Apostolicam confirmationem, qui tanto indignus officio in patriarchalem sedem insiliret; vel certe perturbationum occasiones præpediri, quæ oriri possent, si quando electus Patriarcha a S. Sede Apostolica rejectus, e suo loco cedere deberet. »*

Latins, on devait procéder avec grande circonspection. Fort à propos pour Rome, le patriarche de l'Eglise d'Arménie, Antoine Hassun, jadis élève distingué de la Propagande, dès son élévation à sa nouvelle dignité (1867) (1) se montra disposé à introduire dans son Eglise un changement pour le mode d'élection des patriarches et des évêques.

La première année de son patriarcat, il se rendit à Rome où il discuta avec le Pape le mode d'élection à introduire; le résultat de ces entretiens fut la bulle *Reversurus* (juillet 1867). Elle établissait dans l'Eglise arménienne un système nouveau de nomination pour le patriarche et pour les évêques : l'élection du patriarche est exclusivement réservée aux évêques, mais l'élu ne pourra pas user de son pouvoir avant d'avoir reçu la confirmation du Siège apostolique et le pallium. Les prêtres et les laïques ne prennent donc plus part à l'élection du patriarche. Pour pourvoir aux évêchés vacants, celui-ci établira d'accord avec les évêques une liste de trois candidats qu'il enverra au Pape; le Pape choisit alors un des noms de cette liste, mais il peut aussi rejeter la liste tout entière et prendre pour l'instituer évêque quelqu'un qui n'a pas été proposé.

Il fallait bien s'attendre à ce que l'exécution de la bulle rencontrât des résistances, d'autant plus qu'elle restreignait encore l'indépendance de l'Eglise arménienne sur d'autres points qui lui étaient fort sensibles. La résistance se produisit donc, et les Arméniens furent d'autant plus soutenus dans ce mouvement par les autres communautés unies que le Pape, dans la même bulle, annonçait un changement dans le mode d'élection des évêques pour les Eglises des autres rites.

La première occasion qui s'offrit au Pape de réaliser ce dernier projet lui fut donnée par l'Eglise chaldéenne. Le patriarche, M^{gr} Audu, pour remédier à certains abus qui

(1) Depuis 1830, il avait été comme archevêque et primate à la tête de l'Eglise de Constantinople.

s'étaient glissés dans son Eglise, s'étant montré disposé à lui tendre la main, le Pape lui envoya la bulle *Reversurus*. M^{sr} Audu fit savoir alors par l'intermédiaire d'un évêque séjournant à Rome, M^{sr} Mellus, et par une lettre qu'il écrivit lui-même à la Propagande, qu'il ne serait pas fâché de voir introduire dans l'Eglise chaldéenne pour l'élection des évêques un système semblable à celui que la bulle *Reversurus* avait imposé à l'Eglise arménienne; et sans attendre que ce système fût établi, il envoya à Rome deux listes de candidats pour les sièges vacants de Diarbékir et de Mardin. Alors, mais seulement alors, Pie IX publia la bulle *Cum ecclesiastica disciplina* par laquelle il réorganisait sur quelques points la discipline de l'Eglise chaldéenne et, en particulier, prescrivait la méthode à suivre pour l'élection du patriarche et des évêques : c'était à peu près la même que pour les Arméniens. M^{sr} Audu se déclara satisfait de ces dispositions nouvelles.

Cependant l'opposition à la bulle *Reversurus* gagnait parmi les Arméniens. En vain au synode national de Constantinople (1869), M^{sr} Hassun essaya d'amener les récalcitrants à accepter les prescriptions pontificales; lorsqu'il laissa son troupeau pour se rendre au concile, la situation était dans son Eglise pleine de périls. Il avait nommé vicaire patriarcal M^{sr} Gasparian, archevêque de Chypre; mais ce dernier trompa ses espérances et se montra son adversaire. M^{sr} Hassun dut donc lui donner un remplaçant (janvier) dans la personne de M^{sr} Joseph Arachial, évêque d'Ancyre, qu'il fit partir pour cela de Rome. Ce dernier reçut en même temps une lettre pastorale du patriarche qui exigeait la soumission absolue à la bulle *Reversurus* et condamnait quelques erreurs nouvelles répandues alors parmi les Arméniens, celle-ci entre autres, que les Orientaux ne relèvent du pape que pour les questions de foi et nullement pour la discipline.

La révolte des Arméniens fit alors explosion; ils essayèrent

d'abord d'empêcher avec l'aide du gouvernement la publication de la lettre pastorale ; mais ce projet échoua : // la lettre fut lue le 23 janvier dans l'église de Saint Jean-Chrysostome à Péra ; mais les opposants se trouvant là fort nombreux, cette lecture y déclencha un tumulte. Il y eut des cris et du tapage. On lacéra les exemplaires de la lettre pastorale affichés à la porte de l'église, on en foula aux pieds les morceaux ; le prêtre qui célébrait la messe quitta l'autel après le credo, non point, comme l'établît une enquête ultérieure, à cause du désordre déchaîné dans l'église, mais afin de l'accroître et d'aller lui-même y prendre part. C'était le prêtre Zaghghian, moine de l'ordre de Saint Antoine. Il fut, à la suite d'une enquête faite par le vicaire patriarcal, frappé d'un interdit de trois jours, mais n'en tint aucun compte. Le gouvernement fit aussi arrêter quelques auteurs du désordre, au nombre desquels se trouvaient également des frères convers de l'ordre de Saint Antoine.

Quelques jours après cette scène se forma un comité qui publia une proclamation contre M^{sr} Hassun, et le déclara déposé de sa charge patriarcale (1).

Chez les Chaldéens aussi, apparut bientôt le mécontentement provoqué par les prescriptions du pape. Le patriarche, M^{sr} Audu, s'était bien soumis, nous l'avons vu, à la bulle *Cum ecclesiastica disciplina* ; avant même qu'elle ne fût publiée, il avait soumis au pape deux listes de candidats pour l'épiscopat. Mais ensuite, il se prit à hésiter. Le pape avait nommé deux évêques, sur sa demande : le patriarche commença par exprimer le désir que les deux élus changeassent de diocèse ; Rome le permit ; mais il se refusa alors à leur donner la consécration épiscopale ; puis à son arrivée à Rome pour le concile, il déclara ne pouvoir pas accepter la bulle qui modifiait la discipline de son Eglise. Mis en présence de son précédent

(1) Ces détails sont tirés des Archives de la Propagande, en particulier des lettres du vicaire patriarcal à M^{sr} Hassun lui-même.

acquiescement à la bulle, il répondit n'avoir pas compris alors la portée de ce qu'on lui demandait.

Quand on lui fit remarquer qu'il avait pris lui-même l'initiative sur les prescriptions de la bulle d'envoyer à Rome les deux listes de candidats aux évêchés : « En ce cas, répondit-il, j'ai outrepassé mes pouvoirs, j'ai sacrifié illégalement les droits de ma nation et de mes successeurs, et je me rétracte (1). » En un mot, il reculait. //

L'agitation gagna tous les patriarchats. « Les Melchites et les Maronites avaient notifié à leurs patriarches que, s'ils consentaient au sacrifice de leurs coutumes, ils les chasseraient et en nommeraient d'autres. Le patriarche Maronite, afin d'être à l'abri de toute pression, n'était point venu à Rome et n'avait envoyé que quatre évêques, auxquels il n'avait donné aucun pouvoir. Le patriarche Melchite était venu, mais, à tout événement, il avait laissé dans son patriarcat quelques évêques, et de Rome, quand il vit ce qui se préparait, il en renvoya d'autres. Le patriarche Syrien avait déclaré qu'il résignerait son office plutôt que de trahir son peuple (2). »

Les Eglises orientales relèvent du préfet de la Propagande, et c'est à lui que parviennent d'abord toutes les affaires qui les concernent. Or, le préfet de la Propagande était alors le cardinal Barnabò. Emile Ollivier en fait un portrait peu flatteur : « D'un esprit vif et pénétrant, dit-il, et plein de faconde, d'un savoir canonique étendu, d'une longue et profonde expérience des hommes et des affaires, ce cardinal avait dans le caractère une violence qui le rendait cassant, brutal quelquefois jusqu'à la trivialité, et incapable des accommodements ; il dirigeait en despote les affaires de la Propagande et à l'occasion il n'épargnait pas même au pape ses réparties spirituelles et emportées (3). » Mais Ollivier se laisse ici

(1) OLLIVIER, *L'Eglise et l'Etat*, etc., t. II, p. 184.

(2) Ibid.

(3) Ibid., p. 185.

manifestement aller au parti-pris ; il n'a aucune sympathie pour le cardinal, qui n'était pas du tout l'ami des Français et ne favorisait pas comme l'aurait voulu le gouvernement impérial sa politique orientale (1).

Ceux qui ont connu personnellement le préfet de la Propagande me l'ont plutôt dépeint comme un homme droit, ouvert, aimable, plein de bienveillance envers tout le monde, dévoué à l'Eglise et au Saint-Siège, tout entier à sa charge, sans ménagement pour les hommes infidèles à leur devoir, et sans goût pour les compromis. Dans l'affaire en question, il agit avec toute sa décision, et les conseils qu'il donna au pape furent aussi pleins d'énergie. « On commença par les Chaldéens : le pape mande M^{sr} Audu et lui ordonne de sacrer les deux prêtres récemment nommés évêques ; / s'il refuse, il sera considéré comme démissionnaire. En vain le patriarche tergiverse-t-il, prétextant que sa main ne peut diriger aucune des trois plumes que le pape lui présente ; on ne le laisse sortir du Vatican qu'après qu'il a pris l'engagement de se soumettre ; mais en sortant de l'audience il s'écrie « qu'il vient de donner une signature qui ne l'oblige pas » (2).

Tel est le récit d'Ollivier ; il montre que cette affaire n'a rien à voir avec le concile. Le concile avait seulement été l'occasion de la présence à Rome de M^{sr} Audu.

Friedrich s'arrange cependant pour rattacher l'audience au concile et pour en tirer la conclusion que les Pères n'y jouissaient d'aucune liberté, pas même pour leurs discours. L'audience eut lieu, d'après lui du moins, le 26 janvier (3) ; or, le 25 le patriarche avait prononcé dans la congrégation générale un discours « où il en appelait, au fond, de Pie IX

(1) OLLIVIER, *loc. cit.*, p. 192 sqq.

(2) Ibid., p. 185.

(3) Cette date est certainement inexacte. D'après Friedrich c'est le lendemain de l'audience que M^r Audu donna aux deux prêtres la consécration épiscopale. Or, cette consécration eut lieu le 30 janvier. Cf. *Giornale di Roma* du 1^{er} février.

au concile. Les présidents ne s'en étaient pas inquiétés, mais le pape, malgré son affectation de paraître rester étranger aux délibérations conciliaires, s'en était ému (1). »

Voici maintenant le récit de l'audience tel que le fait Friedrich d'après une source manuscrite du 28 janvier (2) : « Le soir de ce même jour [celui du discours], le patriarche reçut la visite d'un prélat romain qui lui apportait pour le lendemain une invitation à une audience du pape ; mais on lui demandait en même temps de ne se faire accompagner d'aucun interprète ni d'aucun de ses évêques suffragants. Pour servir d'interprète, on aurait M^{SR} Valerga, ce patriarche que la Propagande avait envoyé à Jérusalem pour latiniser l'Orient. M^{SR} Audu accepta l'invitation. Introduit le lendemain auprès du pape, // il le trouva — c'est son expression — tremblant de colère comme un roseau s'agite sous le vent. « C'est vous, dit le pape au patriarche chaldéen, c'est vous qui êtes cet homme entêté et intraitable, qui depuis longtemps me faites tant de peine ! Je saurai bien vous réduire à l'obéissance ! » Et après lui avoir vivement reproché son discours de la veille et l'avoir accablé d'insultes, il tendit au patriarche deux pièces contenant l'une la résignation de sa charge, l'autre la nomination des deux évêques dont il a été question. (3) »

Dans la suite de son récit Friedrich est d'accord pour le fond avec Ollivier ; il insiste seulement davantage sur l'odieuse cruauté du pape envers le patriarche presque octogénaire. Il ajoute ensuite : « Cet incident, malgré le silence gardé sur ce point par les comptes rendus indul-

(1) *Geschichte*, etc., t. III, p. 508.

(2) Cette source manuscrite est évidemment une correspondance de Rome, adressée à Dollinger, qui y a pris les éléments de sa treizième lettre romaine du 30 janvier (voir *Quirinus*, p. 438). Dollinger fait, lui aussi, un récit indigné de cette audience qui fournit la preuve évidente qu'on n'a pas au Concile de liberté de parole.

(3) FRIEDRICH, *op. cit.*, p. 508 sq.

gents qu'en font les feuilles de la curie, avait un étroit rapport avec le discours prononcé au concile par M^{gr} Audu ; aussi fut-il considéré comme une intervention injustifiée du pape dans la marche du concile. « Si l'on a traité ainsi un patriarcat, disaient certains évêques, il n'est plus possible de considérer comme libres et ayant droit de voter les vicaires apostoliques qui relèvent de la Propagande, ni les évêques qui sont sujets du pape. » M^{gr} Darboy traita le concile de « synode de brigands », et qui pourrait contester la justesse de ces appréciations ? Que devient en effet la liberté si l'on est exposé à se voir demander compte par le pape d'un discours qu'on aura prononcé, ou même à s'en voir puni ? Si, de l'aveu d'un évêque, le fait que le pape « stigmatisait publiquement les opposants » agissait sur le courage de certains prélats à la manière « d'une poudre calmante », quel devait être l'effet, lorsqu'il les recevait en particulier « agité par la colère comme un roseau » ? Au surplus, la curie qui avait dans la main les vicaires apostoliques et les évêques de l'Etat pontifical, ne manquait pas de moyens pour réduire les autres évêques à la résignation (1). »

Voilà donc le récit de Friedrich ; il roule tout entier sur les reproches que le pape aurait adressés à M^{gr} Audu pour son discours du 25 janvier. N'y avait-il donc pas autre chose ? M^{gr} Audu n'avait-il pas fait opposition à une bulle donnée par le pape pour son patriarcat, après entente avec lui, et dont il avait lui-même reconnu d'abord la légitimité ? // Ne refusait-il pas de consacrer ceux prêtres qu'il avait demandé au pape de nommer évêques ? Cette attitude du patriarcat n'était-elle point pour le pape un motif suffisant de lui poser nettement la question ? Et quel rapport cette démarche peut-elle avoir avec le discours de M^{gr} Audu au concile ou avec le concile en général ? Mais les correspondants de Döllinger et de Friedrich

(1) FRIEDRICH, *op. cit.*, p. 509.

avaient besoin d'une preuve en faveur de leur affirmation constamment répétée que le concile n'était point libre ; c'est ce qui donna l'idée au premier de mettre en relation le discours de M^{SR} Audu et son audience du Saint-Père ; Friedrich reprenant ce tissu de mensonges ne fit que l'exploiter à son point de vue. A cette audience il ne fut cependant aucunement question du discours du patriarche. C'est ce qu'écrivit aussitôt le MORGENBLATT de Ratisbonne qui d'ordinaire était bien renseigné : l'audience de M^{SR} Audu n'avait aucun rapport avec son discours. Mais au lieu de tenir compte de cette affirmation et d'essayer au moins d'en montrer la fausseté, Friedrich se borne à multiplier contre son auteur les insinuations perfides (1).

Qu'était cependant ce discours prononcé par M^{SR} Audu le 25 janvier ? Et qu'est-ce qui avait pu, dès l'époque du concile, lui faire cette réputation d'un discours révolutionnaire, ayant provoqué la colère et les reproches du pape ? Nous allons le résumer d'après les actes ; ce sera la meilleure manière de prouver qu'il n'est pas la cause du blâme adressé par le pape au patriarche.

Après l'exorde (2) le patriarche dit que la lecture du schéma *De episcopis* qui fait l'objet de son discours, l'a convaincu qu'à l'avenir le même droit canonique régirait l'Eglise orientale et l'Eglise occidentale. Les auteurs du schéma ayant sans doute pensé qu'il n'existait pas entre les deux Eglises de différence notable, il se propose de soumettre quelques observations sur ce sujet à la considération des Pères.

Entre les deux Eglises, il existe une différence, aussi grande qu'il est possible de l'imaginer, au point de vue des droits, des privilèges et des coutumes ; la distance morale qui les sépare est semblable à la distance qui sépare en réalité l'Orient de l'Occident, à celle qui sépare un malade à l'état

(1) Ibid., p. 510.

(2) *Acta*, etc., t. I, p. 388.

de convalescence d'un guerrier vigoureux. Les maux dont souffre l'Orient sont le manque de formation du clergé, l'inexpérience dans le saint ministère des évêques et des prêtres qui viennent seulement d'abandonner la secte nestorienne pour retourner à l'Eglise, // le petit nombre des églises, enfin l'oppression des catholiques par les mahométans, ce qui empêche l'éducation des enfants, l'exercice du culte et l'observation des lois de l'Eglise. Pour ce qui concerne la foi, les Chaldéens y sont fortement attachés et ne se laissent pas ébranler par les séduisantes tentations des hétérodoxes ; ils accueilleront donc avec joie les décrets dogmatiques du concile du Vatican. Mais, étant donné l'état très différent de leur situation, les décrets disciplinaires promulgués pour l'Occident pourraient bien ne pas convenir à l'Orient. De plus, comme on le sait généralement, les peuples orientaux sont si attachés aux anciens rites, privilèges et coutumes de leurs Eglises, qu'ils supportent difficilement sans opposition et sans protestation les moindres changements qu'on y veut introduire. Il est vrai, par ailleurs, que la discipline dans son patriarcat a besoin d'être modifiée, bien que ce besoin soit moindre là que dans les autres Eglises orientales. On pourrait donc à leur égard : 1^o étant donnée la différence de situation, ne pas imposer à toutes les Eglises les canons disciplinaires ; 2^o la réforme de chacune de ces Eglises ne devrait s'accomplir qu'en tenant compte de leurs diversités ; or, le meilleur moyen pour cela consiste à procéder par synodes nationaux ; 3^o que prière soit faite par conséquent, au pape et au concile, d'indiquer aux évêques chaldéens une date et un lieu de réunion où ils feraient choix, parmi les canons disciplinaires du concile, de ceux qui leur conviendraient ; ils les combineraient avec leurs anciennes lois et en feraient ainsi un nouveau droit canonique, qu'ils devraient soumettre à l'examen des Pères pour le faire approuver. On accorderait la même faculté aux autres patriarcats.

M^{SR} Audu fait ensuite un long éloge de cette diversité de rites et de discipline qui existe dans les Eglises particulières; l'unité de foi n'en resplendit que mieux, ainsi que l'unité d'amour et d'obéissance envers le successeur de Pierre, chef unique d'une Eglise unique et universelle s'étendant sur tous les pays et toutes les nations. Pour lui, patriarche, il a l'obligation envers son Eglise d'insister pour qu'on accepte la demande qu'il fait de ne pas détruire cette diversité, car le patriarcat lui a été transmis tel qu'il l'avait été à ses prédécesseurs et il a promis à sa consécration de le conserver intact avec tous ses privilèges et ses rites. // Au reste, ces diversités, bien que n'étant pas essentielles, ont été établies et approuvées par des synodes généraux ou particuliers, et l'Eglise tout entière en a reconnu la légitimité; aux yeux des Eglises non-unies ce sont même des canons et des constitutions immuables. Il parle encore de l'antiquité de ces coutumes particulières, de l'approbation et de la confirmation qu'elles ont reçues des papes, de la volonté exprimée par ces derniers qu'on les laisse aux Orientaux sans y toucher. Les changements que l'on apporterait à leurs rites et à leurs lois particulières, ajoute-t-il enfin, augmenteraient encore la distance qui sépare les catholiques des non-unis, et ses prédécesseurs eux-mêmes sur le siège patriarcal n'étaient revenus à l'Eglise romaine qu'à la condition qu'on ne changerait rien à leurs rites et à leurs coutumes. La justice et la loyauté commandaient donc, elles aussi, le respect de leurs coutumes particulières.

Dans ce discours il n'y a pas grand'chose à reprendre. Nous qui connaissons l'opposition faite après coup par M^{SR} Audu à la modification que le pape avait apportée, avec son assentiment, dans le mode d'institution des évêques, nous pouvons découvrir dans ses paroles la trace de ses dispositions; mais par lui-même le discours n'y fait même pas allusion. Le patriarche y admet en propres termes

l'introduction de changements dans son Eglise; il s'y déclare prêt à adopter pour les Chaldéens un nouveau droit canonique résultant de la combinaison des prescriptions du concile avec leur ancienne législation; en un mot, l'unique objet de tout son discours, ce sont les décisions que le schéma en discussion propose à l'approbation du concile.

Il résulte donc de l'analyse de ce discours que le pape n'a pas pu en faire un sujet de reproches à M^{sr} Audu; ce qui les attira au patriarcat, ce fut uniquement son attitude dans l'affaire de la bulle et des deux candidats désignés pour occuper les évêchés vacants.

Les Arméniens eux aussi furent traités sévèrement à Rome. Le patriarche M^{sr} Hassun avait télégraphié à ceux d'entre eux qui à Constantinople (1) s'étaient séparés de lui, que Rome avait repoussé leurs prétentions et que leurs demandes et leurs désirs ne pourraient absolument pas y être agréés. Le cardinal Barnabò, dans un télégramme envoyé le 18 février, fut plus énergique encore // : « Le Saint-Père exhorte les rebelles à rentrer dans l'ordre en reconnaissant le représentant légitime du patriarcat, autrement il fera usage de ses droits (2). » De plus, un bref du pape envoya à Constantinople M^{sr} Pluym, archevêque de Tyane et délégué apostolique à Constantinople, qui se trouvait à Rome pour le concile. Il y arriva le 4 mars et menaça les Arméniens opposants des censures ecclésiastiques dans le cas où ils ne se soumettraient pas à leur supérieur. Ceux-ci persistèrent dans leur révolte; le délégué déclara alors, le 19/31 mars, que trente-huit prêtres et moines avaient encouru les censures, et frappa dix d'entre eux d'irrégularité *ob violationem censurarum* (3).

Les Arméniens, cependant, n'en continuèrent pas moins

(1) Voir ci-dessus, p. 413.

(2) OLLIVIER, *loc. cit.* t. II, p. 186.

(3) *Relazione sulla contumace resistenza degli Armeni. Summarium*, p. 2. (Archives de la Propagande.)

leurs exercices du culte ; ils les célébrèrent même avec plus de solennité qu'auparavant. Le gouvernement turc, qui avait d'abord procédé contre les perturbateurs, leur accordait maintenant son appui : il les reconnut comme formant une quasi-communion légitimement séparée et autonome, et leur attribua deux églises, celle de Saint Jean-Chrysostome à Péra et celle de Saint-Grégoire à Ortokioi. C'était là l'œuvre du gouvernement français, qui avait mis au service des révoltés son influence si considérable auprès de la Porte ; au dire de l'ambassadeur Bourré, il était de l'intérêt de la France de soutenir le gallicanisme parmi les Orientaux (1).

Dans toutes ces agitations et dans les soulèvements des Arméniens contre leur patriarche et la bulle *Reversurus*, on avait toujours vu marcher en première ligne les moines arméniens de l'ordre de Saint Antoine. Le patriarche Valerga, qui, en 1868, avait été envoyé à Constantinople pour y faire une enquête sur les troubles arméniens, s'exprimait à leur sujet, dans le compte rendu qu'il fit de sa mission, en termes absolument défavorables ; il signalait en particulier l'abbé général, M^{sr} Placide Casangian, // comme le chef reconnu et honoré entre tous, des adversaires de M^{sr} Hassun (2).

Placide Casangian avait fait ses études au Séminaire romain ; après avoir enseigné les humanités dans son ordre, il était devenu professeur de théologie à la Propagande ; plus tard, procureur de son ordre à Rome, il avait fini par être revêtu de charges considérables dans l'Eglise arménienne.

(1) C'est le langage qu'il tenait au délégué apostolique lui-même, d'après une lettre de celui-ci au cardinal Barnabò le 12 mars 1870. M^{sr} Pluym revient souvent dans ses lettres sur cette action du gouvernement français en faveur des révoltés : *Lettres* du 25 mars, 1^{er} avril, 6 avril 1870. (Archives de la Propagande.)

(2) *Sulla insurrezione*, etc., p. 8. (Archives de la Propagande.) En renvoyant M^{sr} Pluym à Constantinople, en 1870, le Pape le nomma Visiteur apostolique de tout cet Ordre et lui donna à ce sujet les pouvoirs les plus étendus : *Religiosas*, 23 februarii 1870.

Au dire de son confrère Ormanian (1), on s'attendait à Constantinople à le voir élevé au patriarcat. Or, il n'est pas rare, on le sait, de voir ceux qui ont été déçus dans leur ambition d'arriver à une haute dignité, concevoir pour celui qui leur a été préféré une véritable inimitié. Nous ne saurions dire si telle est l'origine de l'animosité de M^{sr} Casangian contre M^{sr} Hassun; il semble bien cependant que la jalousie y a joué son rôle. Casangian fut élu en 1864 abbé général de son ordre, et comme celui qui était alors patriarche arménien avait autrefois joint à cette dignité abbatiale celle d'archevêque arménien d'Antioche, Casangian reçut en même temps la consécration épiscopale. Au moment de son élection, le chapitre général de l'ordre avait modifié les constitutions et prescrit que l'abbé serait élu à vie au lieu de l'être, comme précédemment, pour trois ans : seul jusque-là le fondateur de l'ordre avait conservé la dignité abbatiale jusqu'à la mort. Le chapitre avait pensé que les constitutions lui donnaient le droit d'apporter ce changement à la règle. Mais la Propagande le lui contesta. La décision du 15 janvier 1866 sur le cas de Casangian portait : « *Maneat in officio Abbatis generalis ex indulgentia Sanctissimi ad nutum Sanctæ Sedis* (2). » Le pape la confirma, et lorsque, quatre ans plus tard, il nomma M^{sr} Pluym visiteur de tout l'Orient, il prononça en même temps la déposition de M^{sr} Casangian (3).

L'ordre de Saint Antoine possédait à Rome le couvent de Saint-Grégoire près de la basilique de Saint-Pierre, à gauche de la colonnade. // C'est là que M^{sr} Casangian avait pris domicile pendant le concile du Vatican où il assistait comme archevêque d'Antioche. Une grande partie des moines de ce couvent avait pris parti avec lui pour les révoltés arméniens de Constantinople. Or, au moment de son départ pour Constanti-

(1) *Le Vatican et les Arméniens* (Rome, 1873), p. 8.

(2) *Sulla insurrezione*, etc., p. 13.

(3) *Apostolici ministerii*, 5 avril 1870.

nople, M^{re} Pluym sous-délégué le Père Passioniste Ignace de l'Enfant-Jésus, comme visiteur de ce couvent. Mais les moines de Saint Grégoire refusèrent de recevoir le visiteur apostolique, et appelèrent à leur aide l'ambassadeur de Turquie à Florence, Rustem-Bey. Celui-ci arriva à Rome le 24 mars; les moines lui déclarèrent alors qu'ils étaient persécutés par la curie, et demandèrent à l'ambassadeur au cas où il lui serait impossible de faire cesser la persécution, de les aider au moins à quitter Rome (1).

Ce n'était pas fini, et voici survenir un nouvel incident. Jean Stéfanian, théologien de M^{re} Bahtiarian, archevêque arménien de Diarbékir, ayant tenu des propos désobligeants pour M^{re} Hassun, avait été condamné à faire une retraite au couvent des Saints Jean et Paul, des Passionistes. C'est une peine légère dont on frappe aujourd'hui encore à Rome les prêtres coupables. Mais « l'archevêque de Diarbékir refusa de se séparer de son théologien; vieux, infirme, ne parlant que le turc et l'arabe, il ne saurait rester seul ». Il aurait pu s'adresser à l'autorité ecclésiastique et demander soit que la punition fût levée, soit qu'elle fût changée en une autre n'exigeant pas l'éloignement de son théologien : nul doute qu'on eût agréé sa demande. Mais l'évêque arménien ne semble pas avoir fait de démarche dans ce sens. L'autorité exigea donc que Stéfanian allât faire sa retraite dans le couvent indiqué, et parce qu'il ne voulait pas s'y rendre de bon gré, résolut de l'y conduire par force. Quatre agents du cardinal-vicaire se rendent donc un matin au domicile de Stéfanian et se postent devant la porte par laquelle il avait l'habitude de sortir pour aller célébrer la messe; dès qu'il paraît ils se précipitent sur lui pour l'entraîner dans une voiture qui attendait. Stéfanian crie, appelle au secours, se débat; au bruit l'archevêque accourt et prend la défense de son secrétaire en

(1) OLLIVIER, *loc. cit.*, p. 186-188 sq.

le couvrant : les agents n'osent user de violence contre un archevêque et se retirent; // le soir même, l'archevêque et son théologien, pour éviter le renouvellement d'une scène pareille, vont se réfugier au couvent des Antonins, où on les laisse en paix (1). Du reste, tous deux ne tardèrent pas à quitter Rome. Dès le 4 avril, M^{re} Bahtiarian écrivait au secrétaire du concile pour obtenir l'autorisation de rentrer dans son diocèse ; comme raison, il faisait valoir son âge et ses infirmités (2). Mais il fut obligé de renouveler plusieurs fois sa demande : l'autorisation lui fut refusée jusqu'à ce que, comme le lui disait M^{re} Melchers dans sa réponse, il eût prouvé la nécessité de son départ (3). Nous le trouvons encore à Rome le 18 avril ; après cette date son nom disparaît des actes du concile. Il n'est pas invraisemblable, certains journaux l'ont dit (4), qu'il ait quitté Rome sans autorisation. Il se dirigea vers Constantinople, où on le voit reparaître en compagnie de Stéfanian le 13 mai (5).

Restaient les moines arméniens qui avaient désobéi au pape et refusé d'admettre le visiteur apostolique ; là aussi, il fallait agir vigoureusement : l'ancien abbé général M^{re} Casangian et l'abbé local Hanemian reçoivent l'ordre de se rendre pour une retraite l'un au couvent de Sainte-Sabine sur l'Aventin (6), l'autre à Saint-Bonaventure alla Polveriera. Craignant pour leur liberté et pour leur vie, ils

(1) Ibid., p. 188 sq. — Dans Friedrich (*op. cit.*, t. III, p. 181 sq.), le récit, agré-
menté des rumeurs romaines, est bien plus intéressant et plus émouvant.

(2) *Acta Concilii Vaticani*, p. 292.

(3) Ibid., p. 298.

(4) *Katholische Stimmen aus den Waldstädten*, 20 mai 1870.

(5) *Sul progressu dello Schisma iniziato dagli Armeni di Constantinopoli*, septembre 1870. (Archives de la Propagande.)

(6) Ormanian (*loc. cit.*, p. 241) nous donne le texte des deux ordres expédiés à l'abbé général au nom du Pape : « *In seguito di che, la Santità di nostro signore ha espressamente ordinato che vostra Signoria si rechi subito nel venerabile convento di Santa-Sabina dei Patri Dominicani e vi rimanga fino a nuove disposizioni della stessa Santità sua.* » (Lettre de M^r Jacobini à M^r Casangian, le 25 mars 1870.) — « *Sua Santità nell'udienza di ieri a sera, in conformità delle disposizioni antecedentemente date e partecipate a vostra Signoria illustrissima e reverendissima col biglietto in*

refusent d'obéir; les religieux déclarent qu'on ne leur arrachera leurs supérieurs qu'en passant sur leurs cadavres (1); ils implorent la protection de Rustem-Bey qui s'adresse successivement au cardinal Barnabò, au cardinal Antonelli et au pape.

En considération de l'envoyé ottoman, le pape décide qu'on n'imposera pas aux supérieurs des Antonins la reclusion dans des monastères séparés, et renonce à ordonner des actes de force; mais il exige que la visite apostolique du couvent se fasse: ce n'est qu'une mesure provisoire qui ne préjuge

data di 25 corrente mese, ha ordinato che ella si rechi subito nella casa di Santa-Sabina, per ivi attendere ai santi spirituali esercizi.» (Lettre de M^r Jacobini à M^r Casangian, le 28 mars 1870.)

(1) Ces actes d'insubordination et d'entêtement, et d'autres qui nous restent à raconter, ainsi que toute cette opposition des moines à la bulle *Reversurus*, justifiaient abondamment les mesures de sévérité adoptées par la curie à l'égard des moines et vis-à-vis de M^r Casangian; on doit même s'étonner de la douceur avec laquelle Rome procéda contre eux. Friedrich invente, pour expliquer la conduite tenue envers M^r Casangian, qu'il appartenait à la minorité, et avait prononcé, le 21 janvier, en congrégation générale, un discours qui avait mis en fureur la curie. (*Geschichte*, etc., t. III, pp. 459, 619, 881.) Il n'y a dans tout son récit que de l'imagination. Le discours de M^r Casangian, en particulier, ne contenait pas même un mot qui pût lui faire tort. Bien loin d'y parler contre la bulle *Reversurus*, il en fait, au contraire de son sentiment, un éloge démesuré. L'élection des évêques chez les Arméniens l'amène à parler de cette bulle: « La bulle *Reversurus* a introduit un nouveau système pour l'élection des évêques. Pour en apprécier la sagesse et l'opportunité dans les circonstances où nous nous trouvons, nous Arméniens, d'autres peuvent n'avoir que leur raison, mais l'expérience et la connaissance des faits m'ont mis à même d'en juger. Depuis le moment où cette constitution a été publiée, je n'ai pas cessé d'y voir le doigt de Dieu, d'y reconnaître une sauvegarde contre le danger. Que de misères aurions-nous à déplorer si ces sages dispositions du Pape n'étaient pas observées! Aussi, pour ce qui concerne le schéma actuel, je ne désire rien tant que d'en voir toutes les parties et les dispositions particulières s'inspirer de cette sage ordonnance dont je connais les résultats et dont je n'hésite pas à faire l'éloge. Que l'élection des évêques se fasse donc suivant ce système plein de prévoyance, que l'action du Saint-Père puisse s'y exercer en toute liberté, et qu'aucun intermédiaire n'en paralyse l'effet bienfaisant. A quoi servirait encore, en effet, cette sage ordonnance si l'on y joignait des préliminaires qui trop souvent et dans la plupart des cas, pour ne pas dire toujours, lui feraient perdre son efficacité, et, tout en en conservant les formes extérieures, en supprimeraient ou en feraient négliger le fond essentiel? » (*Acta*, etc., t. I, p. 285: voir ci-dessous l'appendice de ce chapitre). — Il y a lieu de s'étonner qu'un adversaire aussi convaincu de la bulle *Reversurus* en ait parlé dans ces termes; mais il est bien certain que son langage n'a pas pu l'exposer aux persécutions de la curie. Le reste du discours n'était pas davantage de nature à déplaire.

ni la propriété ni la possession. Les efforts de Rustem-Bey restaient donc à peu près infructueux. Lorsqu'il proposa, comme moyen d'apaiser le nouveau schisme arménien, de revenir sur la bulle *Reversurus*, /' d'obtenir de M^{re} Hassun sa démission et de conclure avec la Porte un concordat, le pape lui répondit : « Me prenez-vous donc pour un homme sans caractère et sans honneur? J'ai posé des actes, je l'ai fait sérieusement, et rien ne me fera fléchir (1). »

Voici comment Friedrich raconte l'affaire des moines arméniens : « Les moines ayant refusé de recevoir le visiteur, on chercha le 31 mars à s'emparer de l'archevêque : on espérait l'attirer en invoquant le prétexte d'une communication à lui faire. Mais sur ces entrefaites, M^{re} Casangian tomba malade ; il demanda alors un congé pour raison de santé ; on le lui refusa : les chefs de la Propagande lui firent entendre clairement qu'il ne sortirait pas vivant de Rome. Il réussit cependant à leur échapper ; la communauté arménienne quitta Rome les 28 et 29 avril, et lui-même prit la fuite le 1^{er} mai. Il échappa ainsi « aux violences inqualifiables » dont il était victime depuis trois mois. — L'aimable majorité ne manqua pas de rendre les « gallicans », c'est-à-dire la minorité, responsables de ces incidents peu honorables ; aussi furent-ils pénibles surtout pour les évêques français de la minorité. N'est-ce pas la protection de la France qui les avait rendus possibles? Tandis qu'elle se flattait de remplir le « glorieux devoir » de « garantir dans une de ses plus solennelles manifestations la liberté religieuse, elle se trouvait donc mettre son bras au service d'une tyrannie cléricale (2). » — On le voit : c'est toujours le même besoin maladif de glorifier les moines révoltés contre leur supérieur, et de crier contre celui-ci à la cruauté et à la tyrannie.

(1) OLLIVIER, *loc. cit.*, p. 190 sq.

(2) FRIEDRICH, *op. cit.*, III, p. 881 sq.

Friedrich garde le silence sur la suite de cette résistance des moines. La voici d'après Ollivier : Pie IX, renonçant aux mesures de rigueur primitivement décidées, n'avait imposé aux moines que la visite apostolique, qui ne pouvait leur porter le moindre préjudice. M^{re} Valenziani fut adjoint comme visiteur au Père Ignace, Passioniste, qui demandait à être relevé de ces fonctions, et en cette qualité, il fut chargé par le pape d'administrer et de réformer le couvent, ainsi que d'y établir un supérieur régulier pris dans la maison et dont il déterminerait les pouvoirs. Le 5 avril, il se présente chez les moines; il leur affirme que la visite n'a pas pour but de les supprimer, mais seulement de les ramener à l'obéissance due aux supérieurs ecclésiastiques. Les Antonins, loin de l'écouter, ne permettent même pas la lecture du bref apostolique : « Ce qu'on leur propose, répondent-ils, c'est de se suicider; ils ne sauraient s'y prêter; qu'on les tue, si l'on veut; forts de leurs droits, confiants dans la bonté et la magnanimité du Saint-Père, même dans le cas où on ne les écouterait pas, ils ne cesseront avec une énergique fermeté de persévérer dans le *petite, quaerite, pulsate*. » Le visiteur, repoussé, leur intime trois monitoires; au troisième, il se rend lui-même au monastère : M^{re} Casangian refuse péremptoirement de l'accueillir. A cet acte de révolte, M^{re} Valenziani répond par un décret qui soumet le couvent à l'interdit local et les religieux à l'interdit personnel (28 avril). Alors, de toutes parts, on rapporte aux Antonins que la Propagande parle tout haut de ne pas s'en tenir là et d'en venir aux voies de fait; on les engage à déjouer ces menaces par la fuite; les évêques français de l'opposition se montrent particulièrement ardents à donner ces renseignements et ces conseils : les moines les accueillent et décident de fuir. De Constantinople, on leur avait envoyé de quoi subvenir aux frais du voyage; M. de Banneville, l'ambassadeur français, leur délivre des passeports. Dans la nuit du 27 au 28 avril, le

Père Hanemian et ses moines arméniens quittent Rome ; il ne reste que M^{sr} Casangian avec les Pères Ciragian et Ormanian ; encore a-t-il l'intention de s'enfuir lui aussi (1).

Nous voilà donc assurés par Ollivier que les évêques français de l'opposition entretenaient l'agitation des moines en les mettant au courant des projets de la Propagande, et les pressaient de prendre la fuite : c'est une preuve bien suffisante de l'étroite union qu'ils avaient avec eux. Or, n'est-ce point là le reproche, qu'au dire de Friedrich lui-même (2), la majorité adressait aux évêques français de la minorité, prétendant que ces évêques encourageaient les Arméniens dans leurs entreprises schismatiques? // Le diplomate que nous avons déjà cité plusieurs fois et qui peut nous renseigner sur les sentiments de la majorité, écrit dans son journal, le 5 février, que les Arméniens et les Gallicans ont fait alliance, et que les premiers, notamment, ont été amenés par les intrigues de M^{sr} Dupanloup, non seulement à nier l'opportunité des mesures prises par le pape au sujet de l'Eglise arménienne, mais aussi à contester, en général, le pouvoir souverain pour lui d'en édicter de semblables ; cela fut pour le pape un motif d'urger l'exécution de ses ordonnances ; il les aurait tempérées, si l'on n'avait mis en question que leur opportunité. La correspondance d'Urquhart avec M^{sr} Dupanloup (3) prouve, du reste, que celui-ci avait, dès avant le concile, étendu son influence jusqu'en Orient, et que le gouvernement russe, par exemple, s'était appliqué à répandre parmi les Grecs, soit schismatiques, soit unis, la lettre adressée le 11 novembre 1869 par l'évêque d'Orléans à son clergé, tandis qu'il avait interdit toute propagande en faveur des réponses qu'elle provoqua. Dans une lettre du 29 novembre, citée également par Urquhart, un missionnaire d'Orient se plaint que

(1) OLLIVIER, *loc. cit.*, p. 272 sqq.

(2) Voir page précédente.

(3) UNIVERS, 11 février 1870.

les Gallicans ameutent les Orientaux contre le pape et les poussent à défendre leurs prétendus droits (1).

Lorsque Pie IX apprit que les religieux antonins avaient quitté Rome munis de passeports français, il en manifesta un vif déplaisir. M. de Banneville, prévenu, se rendit aussitôt chez le cardinal Antonelli pour expliquer les faits : en favorisant ce départ, il croyait avoir rendu service à tout le monde et surtout au Saint-Siège, exposé, en ce moment, à tant de regards malveillants ; les mesures de coercition, dont l'effet eût été déplorable, se trouvaient ainsi écartées. Le cardinal ne répondit rien et ne formula aucune plainte (2).

Par tout ce que nous venons de raconter, il est aisé de voir que, malgré les tentatives des évêques français de l'opposition pour associer les Arméniens à leurs projets, malgré les encouragements donnés par eux à cette révolte des moines contre le Saint-Siège, tous les événements, sauf le départ de M^{sr} Bahtiarian, n'avaient pas de rapport étroit avec le concile. Mais le départ de Rome de M^{sr} Casangian rentre dans l'histoire du concile, aucun Père du concile ne pouvant s'en éloigner sans une autorisation formelle. Aussi, les archives du concile du Vatican, qui n'ont rien sur les premiers incidents, possèdent-elles, sur la fuite de l'archevêque, un certain nombre de documents que nous utiliserons dans ce qui va suivre.

Tandis que les moines du couvent de Saint Grégoire refusaient de recevoir le visiteur envoyé par le Siège Apostolique et s'attiraient ainsi les censures ecclésiastiques, M^{sr} Casangian demandait une première fois, le 19 avril, l'autorisation d'aller passer quelques semaines au bord de la mer. Sa lettre était adressée à M^{sr} Fessler, secrétaire du concile. Depuis trois semaines, lui disait-il, la maladie avait épuisé ses forces,

(1) *Loc. cit.*

(2) OLLIVIER, *loc. cit.*, p. 275.

et, pour recouvrer la santé, le médecin lui conseillait un séjour de quelques semaines au bord de la mer. Il priait donc M^{sr} Fessler de lui obtenir du Saint-Père, avec la bénédiction apostolique, l'autorisation de faire ce voyage. Le 24 avril, à l'heure même, par conséquent, où, malgré la triple sommation solennelle qui lui avait été faite et au mépris des peines ecclésiastiques dont il était menacé, l'archevêque s'obstinait à repousser le visiteur délégué par le Saint-Père, il adressait à M^{sr} Fessler une nouvelle lettre pour solliciter son congé. La première, celle-ci le montre, n'avait pas obtenu de réponse. Cette fois, M^{sr} Fessler lui écrivit, le 26 avril, pour l'informer qu'il avait transmis sa demande à Pie IX, mais que le pape l'avait invité à laisser toute cette affaire aux soins de la Propagande.

Or, à quelques jours de là, arriva une lettre de M^{sr} Casangian, datée du 5 mai 1870, « *Extra Romanos confines* », et adressée aux Pères du concile qui statuaient sur le droit de s'absenter. C'est à eux qu'il appartenait également d'apprécier les motifs allégués par les membres du concile pour obtenir une autorisation. M^{sr} Casangian avait donc quitté Rome, et nous voyons par sa lettre qu'il l'avait fait sans permission. Il ne fait pas connaître le lieu d'où il écrit. Il sait bien, dit-il, que les Pères du concile ne peuvent pas s'éloigner de Rome sans y être autorisés. Mais il est également incontestable que leur liberté et leur inviolabilité devraient être respectées pendant le concile. Or, il a à se plaindre qu'on se soit départi de ce principe à son égard. // Ses ennemis ont poussé leur audace et leurs intrigues jusqu'à le menacer, lui, membre du concile, de le faire incarcérer, en dehors de toutes les formes du droit et de la justice. Oui, des personnages haut placés et très honorables l'avaient informé, personnellement ou d'autres avec lui, que la prison le menaçait et qu'il ne sortirait pas vivant de Rome. Des renseignements sûrs lui étaient venus de toutes parts au sujet des mesures qu'on projetait

contre lui; malgré la grave maladie dont il souffrait depuis un mois, et qui, de l'avis de son médecin, lui rendait nécessaire l'air de la mer, malgré la demande réitérée qu'il en avait faite, il n'avait pu obtenir un congé : ses instances étaient restées sans effet. Dès lors, la maladie, ou la prison dont il était menacé, mettant sa vie en danger, il avait usé du droit que chacun possède en ce monde : il avait quitté Rome et cherché dans la fuite la sûreté de sa vie.

Il sait bien que ses ennemis ont cherché à couvrir du nom de Sa Sainteté les mesures dirigées contre sa personne et contre son Ordre. Mais la bonté et le pouvoir du pape n'y sont nullement intéressés. Il a déjà expliqué en détail et par écrit au Saint-Père sa conduite et les motifs dont elle s'inspire; il ne peut pas recommencer cet exposé pour les Pères du concile; la situation où il se trouve ne lui permet pas une longue lettre et, d'ailleurs, la publication d'un rapport sur toute cette affaire serait hors de saison. La manière dont il a quitté le concile est bien extraordinaire; mais les circonstances qui l'y ont obligé ne l'étaient pas moins. Toujours uni de cœur avec le concile, il se soumet entièrement à ses décrets et à ses décisions.

Tel est le contenu de cette lettre curieuse. Elle est plus étonnante encore que le départ de l'archevêque. Impossible de connaître la gravité de son mal ni jusqu'à quel point était fondée sa crainte d'y succomber en restant à Rome. Mais ses expressions paraissent étranges : ses supérieurs réguliers sont ses ennemis et ses persécuteurs; pas un mot de ses torts à lui : il parle des « audaces » et des « intrigues » de ses ennemis, alors que le pape l'avait condamné simplement à faire une retraite dans un couvent; on lui réservait la prison et des tortures cruelles : après cela, on ne tiendra pas grand compte de ses autres exagérations //. Mais là où il altère sciemment la vérité, c'est lorsqu'il prétend le pape étranger aux mesures prises contre lui. Comment pouvait-il écrire

cela dans une lettre qui était destinée à passer sous les yeux du pape?

M^{sr} Melchers, archevêque de Cologne, président de la commission des congés, transmet la lettre de M^{sr} Casangian à M^{sr} Hassun, pour avoir son avis sur le fait lui-même et sur les excuses alléguées par le fugitif (8 mai).

Le patriarche arménien donna sa réponse oralement : une lettre de lui à M^{sr} Melchers nous l'apprend ; elle nous permet aussi d'entrevoir quel fut son avis. Le numéro du *GIORNALE DI ROMA* du 10 mai, qu'il joint à sa lettre, contient, dit-il, un article où se trouve résumée, de la part du Saint-Siège, toute l'affaire de M^{sr} Casangian et de ses moines. Il tient seulement à ajouter que la lettre de M^{sr} Casangian ne dit pas la vérité, et que l'archevêque fugitif n'a jamais été l'objet de mesures de rigueur. M^{sr} Casangian ayant écrit au pape, les Pères qui jugeaient des excuses, avant de décider eux-mêmes, devraient, lui semble-t-il, soumettre l'affaire au jugement de Sa Sainteté.

L'article du journal, dont il est question, nous est déjà connu en grande partie par ce qui précède. On y expose que, parmi les Arméniens-unis de Constantinople, un groupe de laïques unis à une quarantaine de prêtres se sont insurgés contre le patriarche Hassun et la bulle *Reversurus*. Après un rapide résumé des efforts déployés par M^{sr} Pluym pour rétablir l'ordre, l'auteur passe au couvent arménien de Rome. Un certain nombre de moines y ayant avec grand scandale pris parti pour les révoltés de Constantinople, il avait paru nécessaire de prescrire la visite apostolique du monastère. Cette mesure, fait-on remarquer, n'a rien que d'ordinaire en Occident comme en Orient ; l'adhésion des Antonins à la révolte de Constantinople n'était pas d'ailleurs seule à motiver une visite de cette nature ; elle avait d'autres raisons encore, celle en particulier de l'élévation irrégulière d'un moine, M^{sr} Casangian, à la dignité d'abbé général à vie.

Les moines s'étant obstinément opposés à la visite dont avait été chargé tout d'abord le P. Ignace de l'Enfant-Jésus, // consultant général des Passionistes, le pape avait prescrit au supérieur général M^{SR} Casangian, et au supérieur local Hanemian, de faire une retraite dans une maison religieuse pour y pourvoir à l'état de leur conscience ; dans sa bénignité, le Saint-Père avait ensuite nommé un nouveau visiteur M^{SR} Valenziani. Celui-ci, continue l'article, avait donc essayé d'amener doucement les moines à accepter la visite ; il leur en avait montré la nécessité, les avait exhortés à se montrer obéissants, leur avait rappelé les bienfaits et les témoignages d'affection reçus du Saint-Père, qui leur envoyait maintenant le visiteur ; il avait essayé de dissiper les craintes, les préjugés et les idées fausses des moines au sujet de la visite ; il les avait assurés qu'elle avait pour objet non pas, comme ils semblaient le redouter, de les écraser et de les anéantir, mais de les ramener à l'obéissance envers l'autorité ecclésiastique et à la discipline religieuse prescrite par leur règle. Mais rien n'y avait fait. Les moines mettaient leur confiance ailleurs ; d'autres appuyaient leur désobéissance (1). Ils refusèrent avec obstination de se soumettre au visiteur et ne permirent même pas qu'on leur donnât lecture du bref apostolique ; il fallut le leur faire intimer par ministère d'huissier. Cette résistance opiniâtre méritait d'être punie sans retard et sévèrement. Et cependant, on recourut encore à la douceur ; à trois reprises différentes on fit adresser un monitoire aux moines. Mais ce fut encore en vain ; le visiteur se vit donc contraint de frapper le couvent de l'interdit local et les moines de l'interdit personnel.

Au cours de ces longues et pénibles négociations, ajoute le

(1) Quels sont ces autres ? — Un monsignor romain très au courant de l'histoire du concile qui, jeune alors, était bien placé pour le suivre avec attention, me disait que les moines de Saint Grégoire n'auraient jamais été en mesure de braver ainsi le Saint-Siège s'ils n'avaient pas été soutenus par les évêques français de l'opposition.

journal, les moines n'ont jamais été menacés de mesures de violence; on ne les a même pas soumis à la surveillance de la police, au point que la communauté d'abord, puis M^{sr} Casangian et ses deux compagnons, ont pu quitter leur monastère, bien qu'en secret, // librement toutefois, et se rendre à Constantinople où ils se trouvent actuellement, quoiqu'il ne fût pas licite à M^{sr} Casangian de quitter le Concile sans une permission du pape.

De tout cela, conclut l'auteur de l'article, il résulte que, du côté du Saint-Siège, il n'était pas possible de procéder avec plus de douceur, mais que, de la part des moines arméniens qui cherchent encore à pallier leurs torts, l'opiniâtreté de la résistance laisse voir une irrévérence absolue et une attitude pleine de scandale.

Nous tenons d'un prêtre arménien, présent à Constantinople en 1870, et témoin oculaire des événements, que M^{sr} Casangian, malgré la maladie qui lui avait servi de prétexte pour quitter Rome, était à Constantinople le 29 du mois de mai. Il prit parti publiquement pour les révoltés qui, jusque-là, n'avaient point d'évêque parmi eux, et tint avec trois autres évêques, passés également au nouveau schisme, un concile où M^{sr} Hassun fut proclamé déposé de sa charge, sous prétexte qu'ayant été élu patriarche à la condition expresse de maintenir les droits et les privilèges de ses prédécesseurs, il en avait fait l'abandon. Deux des trois évêques ainsi associés à M^{sr} Casangian nous sont connus : l'un était M^{sr} Bahtiarian, l'archevêque de Diarbékir, dont le secrétaire avait eu avec les gendarmes romains l'aventure que nous avons racontée; l'autre M^{sr} Gasparian, archevêque de Chypre, qui, laissé comme vicaire à Constantinople par le patriarche au moment de son départ pour le concile, avait été remplacé ensuite par M^{sr} Arachial, archevêque d'Ancyre. Ce synode schismatique choisit donc le vieux M^{sr} Bahtiarian comme patriarche; c'est lui qui remplit en effet dans la nouvelle

communauté les fonctions ecclésiastiques du patriarche : mais les fonctions civiles de cette charge furent confiées par le gouvernement ture à un des cinq prélats que consacrerent bientôt après ces évêques dissidents.

Pour compléter notre récit, nous rappellerons que le patriarche légitime des Arméniens, M^{sr} Hassun, retourna à Constantinople après la quatrième session publique du concile. Non seulement il y fut accueilli par les Arméniens restés fidèles, mais le gouvernement ture le reconnut également pour leur patriarche. Avant la fin de l'année cependant, après la chute de Napoléon, il fut proscrit et se retira à Rome. L'avènement au trône, en 1876, d'un nouveau sultan qui proclama une amnistie, lui permit de retourner à Constantinople où il fut reconnu de nouveau comme patriarche des Arméniens. Il gouverna son Eglise dans cette charge jusqu'en 1879, où il revint à Rome pour y être fait cardinal ; il y mourut en 1884. Un grand nombre de néo-schismatiques étaient déjà revenus à l'Eglise catholique avant la fin de son patriarcat. Son successeur depuis 1881, M^{sr} Azarian, se donna beaucoup de peine pour ramener les autres, et il y réussit. Les dernières traces du schisme ne tardèrent pas à disparaître. M^{sr} Casangian et M^{sr} Bahtiarian avaient fait leur soumission dès 1880 et 1881. Quant aux prescriptions de la bulle *Reversurus*, Pie IX en 1877 et 1878, et Léon XIII en 1887, les ont considérablement adoucies.



Appendice au chapitre V^e.

Une prétendue falsification du discours de M^{sr} Casangian dans le compte rendu sténographique.

Nous avons donné dans le précédent chapitre, d'après le compte rendu sténographique, une partie du discours prononcé le 21 janvier en congrégation générale par M^{sr} Casangian (1). Une copie de ce compte rendu sténographique ayant été publiée plus tard, M^{sr} Casangian en nia l'exactitude : ce qui fut mis à profit par les adversaires du concile pour contester en général la fidélité de ses comptes rendus sténographiques. Il vaut donc la peine d'examiner la chose de près.

A peine le nouveau schisme arménien eut-il pris naissance, qu'il surgit entre ses partisans et les Arméniens-unis une controverse où l'on reprochait, entre autres choses, à M^{sr} Casangian (2) d'avoir dans son discours au concile fait un grand éloge de la bulle repoussée par les schismatiques, et d'avoir

(1) Page 427, en (note).

(2) Voir, par exemple, la brochure qui a pour titre : *Réponse à la brochure intitulée : Dernière réponse des Orientaux aux Occidentaux*. L'auteur anonyme de cet écrit se donne pour un Arménien catholique ; son travail a été imprimé par l'imprimerie du *Courrier d'Orient* (1872). La brochure qu'il réfute était l'œuvre de M^{sr} Casangian.

avoué reconnaître en elle le « *digilus Dei* ». Ce discours, disait-on, existait encore en sténographie aux archives du Vatican : et l'on ne tarda pas en effet à publier ce texte sténographique (1). //

Pour prendre la défense de M^{SR} Casangian, un des Antoinins néo-schismatiques, le moine Ormanian (2), fit paraître alors une brochure où il prétendit qu'au lieu d'un éloge absolu de la bulle, le discours du prélat arménien ne contenait qu'une appréciation bienveillante des effets qu'elle avait déjà produits à cette époque.

C'était là, disait-il, le sens manifeste de ses paroles, et pour le prouver, il donnait le texte manuscrit du discours que M^{SR} Casangian avait conservé après en avoir donné lecture au concile. Ce texte différait sur un grand nombre de points de la version sténographique récemment publiée contre M^{SR} Casangian, ce qui rendait manifeste que cette dernière version était falsifiée : M^{SR} Casangian y avait relevé plus de trente mutilations, altérations et amplifications (3). /

(1) *Souvenirs du Concile du Vatican, rappelés à M^{SR} Placide Casangian*. Constantinople, imprimerie de Sedai Hakiket, p. 7 sqq.

(2) ORMANIAN, *Le Vatican et les Arméniens*. Rome, 1873. — Ormanian faisait partie du couvent révolté de Saint Grégoire à Rome. Il avait fait avec talent ses études au séminaire romain : il s'y était même distingué et avait eu l'honneur d'une soutenance publique de thèses sur toute la théologie, en présence de Pie IX. Il avait accompagné M^{SR} Casangian dans sa fuite à Constantinople et était entré avec lui dans le nouveau schisme. Plus tard, au lieu de le suivre également dans sa conversion, il passa à l'ancienne Eglise arménienne schismatique. Après y être devenu évêque, il monta de dignité en dignité et finit par obtenir le siège patriarcal des Arméniens séparés.

(3) ORMANIAN, *loc. cit.*, p. 226. Friedrich s'est empressé naturellement (*op. cit.*, t. III, p. 56, note 2; cf. p. 459, note 1) d'invoquer ce fait contre l'autorité des comptes rendus sténographiques du Concile du Vatican. Il fut répondu à M^{SR} Casangian que le compte rendu sténographique méritait plus de créance que ses propres indications; ce qui est admis pour les comptes rendus des discours parlementaires. Mais Friedrich rejette cet argument sous prétexte que, dans les Chambres, chaque orateur vérifie le sténogramme de son discours, tandis qu'au concile les Pères ne purent jamais obtenir qu'il en fût ainsi. Nos lecteurs connaissent déjà la fausseté de cette allégation (voir page 15). Si M^{SR} Casangian n'a pas revu le texte sténographique de son discours, c'est purement sa faute. Dans le *Festbuche zum fünften Stenographentage des Gabelsberger*

Nous avons donc collationné la copie du discours de M^{sr} Casangian donnée dans la brochure intitulée : *Souvenirs du Concile*, etc., avec le texte sténographique des archives du Vatican, et nous y avons constaté une foule de variantes et de fautes d'impression qui justifient bien les plaintes de M^{sr} Casangian : il y a vraiment grande divergence entre cette copie imprimée et le texte primitif de son discours. Mais ces divergences n'ont rien de coupable; ce sont seulement des méprises qui ne laissent à M^{sr} Casangian et à Ormanian aucun droit de crier à la mutilation et à la falsification. Le sens du discours n'en est aucunement changé, et la copie fournit bien la preuve péremptoire, qu'on y cherchait, des grands éloges donnés en plein concile par M^{sr} Casangian à cette bulle qui servait maintenant de prétexte à son schisme.

Mais laissons là cette première copie. Le texte sténographique conservé au Vatican présente bien plus d'intérêt. Les adversaires du concile du Vatican, nous l'avons dit, ont profité de l'incident Casangian pour essayer de discréditer les comptes rendus sténographiques du concile. Or, la reproduction que fait Ormanian du texte du discours prononcé par M^{sr} Casangian ne justifie en aucune façon leurs insinuations. Pour que chacun puisse s'en rendre compte, nous mettons en regard sur deux colonnes le compte rendu sténographique de ce discours et le texte qu'en a donné Ormanian; nous étudierons ensuite les divergences des deux textes.

Stenographenbundes (Vienne 1895), Kronsheim se livre aussi à des plaisanteries sur la sténographie du Concile du Vatican, et il renvoie aux plaintes de M^{sr} Casangian. Contre la fidélité de cette sténographie, il apporte encore d'autres arguments. Il cite, en particulier, les passages du *Journal* de Friedrich, où celui-ci parle des séances agitées du concile et du tumulte qui s'y produisit parfois: dans de telles conditions, il ne croit pas qu'il ait été possible aux sténographes de prendre fidèlement leurs notes. Mais il faut d'abord remarquer que Friedrich exagère le tumulte qui se produisit au concile. De plus, les sténographes ne notaient que ce qu'ils saisissaient. Si le bruit les empêchait parfois d'entendre, il écrivent : *tumultus, non intelligitur orator*; en sorte que, malgré le bruit, leur compte rendu est exact.

TEXTE DE LA STÉNOGRAPHIE.

Sermonem in praesentiarum suscipiens, Eminentissimi Praesides, Patres Reverendissimi, de disciplinaribus capitibus, de quibus plura hactenus praestantiores et digniores ex venerabili hoc consessu fusius sunt locuti, non certe illud in animo habeo, ut rursus de iisdem et ipse loquar, sed unum tantummodo vestro iudicio subiiciam et id maxima brevitate, (*plausus inter Patres*) siquidem eam omnibus in votis esse apertissime patet.

Loquor itaque de postremo articulo capitis tertii de sede episcopali vacante, ubi sermo occurrit de regimine ecclesiarum ritus orientalis capitulo carentium, et quidem loquar tantummodo de ecclesiis ritus armeni; de caeteris enim ritibus non eadem verificantur conditiones, quae in nostra armena ecclesia nunc habentur, et optime poterit iis convenire, quod non conveniat nobis.

Quod ut melius vestrae intelligentiae, R^{mi} Patres, exponere valeam, notatum vellem, quod tribus abhinc annis duae distinctae eaeque independentes sedes in nostra armena natione existebant, altera patriarchalis Ciliciensis, antiqua (1) fidei catholicae incunabula pro Armenis, et recentibus conversionibus clara; altera primatialis Constantinopolitana recentioris institutionis

Id omnibus erat in votis, ut una tantum suprema inter nos auctoritate ecclesiastica constituta (2), et viribus collatis, eo vel magis maiora catholica fides haberet incrementa. Quod a pluribus annis erat in votis, id Sanctissimo

TEXTE D'ORMANIAN.

Sermonem in praesentiarum suscipiens, Eminentissimi Praesides, Patres Reverendissimi, de disciplinaribus capitibus, de quibus plura hactenus praestantiores et digniores ex venerabili hoc consessu fusius sunt locuti, non certe illud in animo habeo, ut rursus de iisdem et ipse loquar, sed unum tantummodo vestro iudicio subiiciam et id maxima brevitate, siquidem eam omnibus in votis esse apertissime patet.

Loquor itaque de postremo articulo capitis tertii de sede episcopali vacante, ubi sermo occurrit de regimine ecclesiarum ritus orientalis capitulo carentium, et quidem loquar tantummodo de ecclesiis ritus armeni: de caeteris enim ritibus non eadem verificantur conditiones, quae in nostra armena ecclesia nunc habentur, et optime poterit iis convenire, quod non conveniat nobis.

Quod ut melius vestrae intelligentiae, R^{mi} Patres, exponere valeam, notatum vellem, quod tribus abhinc annis duae distinctae eaeque independentes sedes in nostra armena natione existebant, altera patriarchalis Ciliciensis, antiquior (1) fidei catholicae incunabula pro Armenis, et recentibus conversionibus clara; altera primatialis Constantinopolitana recentioris institutionis.

Id omnibus erat in votis, ut una tantum suprema inter nos auctoritate ecclesiastica consecrata (2), et viribus collatis, eo vel magis maiora catholica fides haberet incrementa. Quod a pluribus annis erat in votis, id Sanctissimo Do-

Domino nostro erat quidem reservatum, ut huiusmodi opus (3) in ecclesiae decus et religionis gloriam, in album praeclarissimorum suorum gestorum recenseret: et reapse vidimus gaudentes duobus abhinc annis id executioni demandatum per apostolicas litteras quibus initium *Reversurus* datas quarto idus Iulii anno 1867 (4).

Duplex tunc temporis disciplinae forma obtinebat in ecclesia armena circa episcoporum electionem. In patriarchatu enim Ciliensi ipse patriarcha iure pollebat eligendi et consecrandi: in primatiali autem ditioe hoc (5) Summo Pontifici reservabatur. Magni momenti erat negotium, adiuncta et circumstantiae maiorem exquirebant circumspectionem. *Nihil*, ait ipse providentissimus Pontifex, *nihil magis animum nostrum sollicitat atque angit, quam provida episcoporum electio*. Tunc itaque nova de episcoporum electione dispositio in ea ipsa Constitutione *Reversurus* (6) tradita est, in qua quanta providentia, et temporibus in quibus nos Armeni versamur sit convenientia, si aliis ex rationibus tantum constare potest, mihi et experientia et factorum cognitio praesto sunt. Exinde a Constitutione lata indubia fide tenui, et facta in eadem fide me confirmarunt (7), quod (8) digitum Dei et periculorum praeservationem in illa agnoscerem. Plura enim cogeremur (9) deplorare mala, si aliter, quam illa Pontificis provida dispositio statuerat res se haberet.

Quapropter nihil est quod tam in schemate, de quo sermonem

mino nostro erat quidem reservatum, ut huiusmodi eventum (3) in ecclesiae decus et religionis gloriam, in album praeclarissimorum suorum gestorum recenseret: et reapse vidimus gaudentes duobus abhinc annis id executioni demandatum et per apostolicas litteras, quibus initium *Reversurus*, datas quarto idus Iulii anno 1867 approbatum (4).

Duplex tunc temporis disciplinae forma obtinebat in ecclesia armena circa episcoporum electionem. In patriarchatu enim Ciliensi ipse patriarcha iure pollebat eligendi et consecrandi: in primatiali autem ditioe id (5) Summo Pontifici reservabatur. Magni momenti erat negotium, adiuncta et circumstantiae maiorem exquirebant circumspectionem. *Nihil*, ait ipse providentissimus Pontifex, *nihil magis animum nostrum sollicitat atque angit, quam provida episcoporum electio*. Tunc itaque nova de episcoporum electione dispositio in ea ipsa Constitutione *Reversurus* à SS^{mo} Domino Nostro (6) tradita est, in qua quanta providentia, et temporibus in quibus nos Armeni versamur sit convenientia, si aliis ex rationibus tantum constare potest, mihi et experientia et factorum cognitio praesto sunt. Exinde a Constitutione lata indubia fide tenui, et facta in eadem fide confirmarunt (7), quod interim (8) digitum Dei et periculorum praeservationem in illa agnoscerem. Plura enim cogeremur nunc (9) deplorare mala, si aliter, quam illa Pontificis provida dispositio statuerat res se haberet.

Quapropter nihil est quod tam in schemate, de quo sermonem

habeo, mihi in corde sit, nisi ut singulae eius partes et peculiares dispositiones adamussim quadrent cum provida dispositione, cuius fructus expertus laudes extollere non dubito, flagitans ardentissime, ut episcoporum electio reapse perficiatur providentissima illa ratione, opera SS^{mi} Domini Nostri liberrime exerceatur, ne mediis interpositis eius effectus beneficis frustraretur. Nam quem (10) amplius ad finem sapientissima illa dispositio inserviret si talia praemittantur, quae sin minus semper et in omnibus, saltem saepissime et in plurimis, infructuosam illam reddunt, ita ut species tantum rei remaneat, essentia autem omnino pereat et (11) despiciatur?

Vacante aliqua ecclesia, si praeside vicario generali defuncti episcopi, aut alio quodam vicario capitulari a clero dioecesis electo, clerus et populus conveniat, ut in more est positum apud nos, ad aliquot nomina proponenda, ex quibus aliquis ad vacantem sedem promoveatur, nemo est qui non possit non agnoscere in tali praeside studium pro vero bono dioecesis, sufficientem cognitionem peculiaris status illius dioecesis, morum, consuetudinis, locorum, personarum et aliorum adiunctorum, quorum in huiusmodi negotio pondus nullam perspicacem latet intelligentiam. Verum quis est, qui ignoret, quod in methodo regiminis vacantis sedis, prout in schemate iacet, ut nimirum regimini sedis vacantis per vicarium a patriarcha vel metropolitano missum consulatur, quanta sit facilitas abusuum debilitatis humanae, quantum periculum ex de-

habeo, mihi in corde sit, nisi ut singulae eius partes et peculiares dispositiones adamussim quadrent cum provida dispositione, cuius fructus expertus laudes extollere non dubito, flagitans ardentissime, ut episcoporum electio reapse perficiatur providentissima illa ratione, opera SS^{mi} Domini Nostri liberrime exerceatur, ne mediis interpositis eius effectus beneficis frustraretur. Nam quam (10) amplius ad finem sapientissima illa dispositio inserviret si talia praemittantur, quae sin minus semper et in omnibus, saltem saepissime et in plurimis, infructuosam illam reddunt, ita ut species tantum rei remaneat, essentia autem omnino pereat ac (11) despiciatur?

Vacante aliqua ecclesia, si praeside vicario generali defuncti episcopi, aut alio quodam vicario capitulari a clero dioecesis electo, clerus et populus conveniat, ut in more est positum apud nos, ad aliquot nomina proponenda, ex quibus aliquis ad vacantem sedem promoveatur, nemo est qui non possit non agnoscere in tali praeside studium pro vero bono dioecesis, sufficientem cognitionem peculiaris status illius dioecesis, morum, consuetudinis locorum, personarum et aliorum adiunctorum, quorum in huiusmodi negotio pondus nullam perspicacem latet intelligentiam. Verum quis est qui ignoret, quod in methodo regiminis vacantis sedis, prout in schemate iacet, ut nimirum regimini sedis vacantis per vicarium a patriarcha vel metropolitano missum consulatur quanta sit facilitas abusuum debilitatis humanae quantum periculum ex

fectu necessariarum cognitionum, quanta obstacula, ne meliori et liberiori modo perficiatur electio, sed modo minime consentaneo, imo potius et saepius menti Sanctae Sedis contrarios? Longum foret, si aut particulares huius rei circumstantias, aut peculiararia, quae ex experientia constant adiuncta, vobis exponere vellem. Sufficiat dixisse, quod talia sunt, ex quibus contingat episcopis, duris conscientiae angustiis angi, in iis positis (12) circumstantiis, quarum foecunda admodum est schematis dispositio (13) in articulo de quo loquor; eo vel magis quod consuetudini stantes, non praetergrediuntur limites nominum, quae proposita sunt praeside tali vicario ad vacantis sedis regimen misso, cum non semper sint ea digniora et locis aptiora, neque tandem iuxta canonum et legum ecclesiasticarum tramitem confecta et proposita.

Nolo tamen his verbis aliquid de caeterorum orientalium rituum ecclesiis loqui, neque de earum negotiis disserere; ultro enim admitterem, quod non iidem effectus et inter eos locum habeant, praesertim cum et electionis modus aliter se habeat apud eos, et nil mirum quod in proportionem ad illud systema et modum regiminis vacantis ecclesiae statui debeat; sed apud nos Armenos non est eadem (14) modo rerum conditio, easque divino certe Spiritu afflante praevidens SS^{mus} Pontifex, sapientissime et providentissime hoc remedium ceu praeservans statuit.

Quapropter ut excipiuntur in eo schematis articulo ecclesiae capitulum habentes, etsi paucissimae

defectu necessariarum cognitionum, quanta obstacula, ne meliori et liberiori modo perficiatur electio, sed modo minime consentaneo, imo potius et saepius menti Sanctae Sedis contrarios? Longum foret, si aut particulares huius rei circumstantias, aut peculiararia, quae ex experientia constant adiuncta, vobis exponere vellem. Sufficiat dixisse, quod talia sunt, ex quibus contingat episcopis, duris conscientiae angustiis angi, in iis positi (12) circumstantiis, quarum foecunda admodum est dispositio schematis (13) in articulo de quo loquor; eo vel magis quod consuetudini stantes, non praetergrediuntur limites nominum, quae proposita sunt praeside tali vicario ad vacantis sedis regimen misso, cum non semper sint ea digniora et locis aptiora, neque tandem iuxta canonum et legum ecclesiasticarum tramitem confecta et proposita.

Nolo tamen his verbis aliquid de caeterorum orientalium rituum ecclesiis loqui, neque de earum negotiis disserere; ultro enim admitterem, quod non iidem effectus et inter eos locum habeant, praesertim cum et electionis modus aliter se habeat apud eos, et nil mirum quod in proportionem ad illud systema et modum regiminis vacantis ecclesiae statui debeat; sed apud nos Armenos non eadem est (14) modo rerum conditio, easque divino certe Spiritu afflante praevidens SS^{mus} Pontifex sapientissime et providentissime hoc remedium ceu praeservans statuit.

Quapropter ut excipiuntur in eo schematis articulo ecclesiae capitulum habentes, etsi paucis-

admodum numero, ita aliqua exceptio innuatur de ecclesiis ritus armeni (15), et in his etiam regimen ecclesiae (16) vacantis tradatur in manus alicuius vicarii (17) capitularis, non quidem a capitulo electi, cum capitulo careant, sed a parochis et aliis ecclesiasticis viris, quemadmodum inibi praescribitur de illis latinis ecclesiis, quae capitulo carent; ut huiusmodi capituli privilegium tribuatur collegio parochorum cum aliis ecclesiasticis viris iuxta locorum consuetudines: quod quidem systema pro occidentali ecclesia adoptatum, merito orientalis ecclesiae proprium fuisse asseri potest.

Haec sufficiant in re satis per se clara, et factis et experientiae innixa. Itaque hoc systema ita magis ad armenae ecclesiae conditionem opportunum a me censetur, ut innixe postulare non dubitem illud extendi etiam dioecibus armeni ritus, quae capitulo carent; et eo vel magis quod hoc erit consentaneum providae dispositioni SS^{mi} Domini Nostri, pro nostra conditione ordinatae in litteris apostolicis supra relatis. Quod si aliter statuatur, frustranea omnino evaderet ipsa apostolica dispositio, et magis forsitan noxia ut remedium male applicatum.

simae admodum numero, ita aliqua exceptio innuatur de ecclesiis armenis (15), ut regimen earum tempore sedis vacantis (16) tradatur in manus vicarii alicuius (17) capitularis, non quidem a capitulo electi, cum capitulo careant, sed a parochis et aliis ecclesiasticis viris, quemadmodum inibi praescribitur de illis latinis ecclesiis, quae capitulo carent; ut huiusmodi capituli privilegium tribuatur collegio parochorum cum aliis ecclesiasticis viris iuxta locorum consuetudines: quod quidem systema pro occidentali ecclesia adoptatum, merito orientalis ecclesiae proprium fuisse asseri potest.

Haec sufficiant in re satis per se clara, et factis et experientiae innixa. Itaque hoc systema ita magis ad armenae ecclesiae conditionem opportunum a me censetur, ut innixe postulare non dubitem illud extendi etiam dioecibus armeni ritus, quae capitulo carent; et eo vel magis, quod hoc erit consentaneum providae dispositioni SS^{mi} Domini Nostri, pro nostra conditione ordinatae in litteris apostolicis supra relatis. Quod si aliter statuatur, frustranea omnino evaderet ipsa apostolica dispositio, et magis forsitan noxia ut remedium male applicatum.

Si nous comparons les deux textes l'un à l'autre, nous trouvons dans celui des sténographes dix-sept variantes par rapport à celui qu'Ormanian nous dit être l'original: nous les avons toutes numérotées, même les plus légères.

Or, il ne faut pas oublier que les sténographies s'engagent à reproduire un discours non pas tel qu'il est écrit, mais tel

qu'il est prononcé. La question se pose donc : le discours de M^{sr} Casangian a-t-il été prononcé tel que le donne Ormanian, ou tel que l'ont pris les sténographes ? — Le moine Antonin a répondu d'avance en disant que M^{sr} Casangian avait lu son discours. Mais un orateur a beau lire son discours ; il lui est impossible d'être à ce point esclave de son texte écrit qu'il n'y fasse aucune de ces modifications, sans importance, comme nous en remarquons ici entre le sténogramme et ce qu'on nous donne comme l'original. A moins d'une lecture machinale faite mot par mot ces variantes sont inévitables. Lever simplement les yeux pour regarder l'auditoire ou pour tourner une page, / suffit à occasionner ces petits changements qui ne modifient rien au sens. Or, telle est la nature de la plupart, pour ne pas dire de toutes les variantes notées entre notre texte sténographique et celui qu'Ormanian appelle l'original. Quoi de plus facile que de dire *hoc* là où l'on avait écrit *id* (5) ; ou *facta in eadem fide me confirmaverunt* au lieu de *facta me in eadem fide confirmaverunt* (7) ; de mettre un *et* à la place d'un *ac* (11) ; de prononcer *schematis dispositio* au lieu de *dispositio schematis*, (13) ; etc. ?

Dans certains cas, il est manifeste que M^{sr} Casangian a employé les termes que donnent les sténographes et non point ceux que porte le texte d'Ormanian. Il n'a certainement pas dit *eventum* mais *opus* (3) ; entre les deux mots la différence de son est trop grande pour que les sténographes aient pu prendre l'un pour l'autre, et il est impossible, nous le verrons tout à l'heure, de supposer à ces derniers l'intention d'altérer le discours. Il ne leur est guère plus facile de confondre *consecrata* avec *constituta* (2). Quant à la variante 16 elle ne saurait provenir d'une méprise des sténographes sur le sens des paroles de l'orateur, en sorte que sans rien changer au sens ils auraient modifié la construction de sa phrase. Il n'est pas possible à un sténographe, dans la précipitation avec laquelle il écrit, de changer la construc-

tion d'une phrase tout en reproduisant aussi exactement la pensée de l'orateur : d'autant plus que le discours de M^{re} Casangian n'est pas facile à comprendre ; c'est donc l'archevêque lui-même qui en parlant a dû modifier le texte qu'il avait écrit.

Ce n'est pas, toutefois, que nous contestions la possibilité d'une erreur de la part des sténographes. Est-il surprenant, par exemple, qu'ils aient compris *positis circumstantiis* là où M^{re} Casangian prononçait *positi circumstantiis* (12)? Les deux versions offrent, d'ailleurs, le même sens. Mais on ne saurait vraiment en vouloir aux sténographes pour des confusions semblables : dans des travaux de cette nature, elles sont inévitables.

Mais il y a surtout deux omissions du sténogramme sur lesquelles Ormanian insiste tout particulièrement (1) : les sténographes ont omis un *interim* (8) et un *nunc* (9); et ce fait lui paraît très important à noter; // il trouve dans ces deux petits adverbes la preuve que les éloges de M^{re} Casangian s'adressaient non pas précisément à la bulle *Reversurus* mais aux résultats qu'elle produisait alors. Ce n'est qu'en les supprimant qu'on a donné à ses paroles une portée générale (2).

Mais cette suppression de deux mots aussi importants ne pouvant être l'effet d'un pur hasard, il resterait que les

(1) ORMANIAN, *loc. cit.*, p. 270. — Ormanian parle là d'un troisième mot : *modo*, qui aurait été omis par les sténographes. Mais nous ne trouvons dans le texte publié par lui aucun *modo* qui manque dans celui des sténographes.

(2) C'est, du moins, ce que dit Ormanian. Mais, en réalité, l'éloge que M^{re} Casangian fait de la bulle garde sa généralité lors même qu'on y replace les deux adverbes *interim* et *nunc*. Ce qu'il demande, en effet, c'est une modification du schéma alors en discussion, qui le rende semblable à la bulle; pour la manière, en particulier, de pourvoir aux sièges épiscopaux, il désire qu'on adopte exactement les prescriptions pleines de sagesse, dit-il, que contient cette ordonnance du Saint-Père. Peut-on admettre que ces paroles de M^{re} Casangian ne visent que les résultats passagers obtenus jusque-là par la bulle? Le schéma sur lequel il parlait était un projet de loi sur la manière de pourvoir en tout temps aux sièges épiscopaux.

sténographes l'ont faite de parti-pris et à dessein. Ceci est-il admissible?

Une action pareille supposerait d'abord chez un sténographe la perversité nécessaire pour falsifier le discours d'un évêque au concile; de plus, ces crimes ne se commettent jamais sans motif; le sténographe aurait donc eu besoin d'une raison grave pour supprimer juste à cette place les deux adverbes *interim* et *nunc*. Dira-t-on qu'il voulait faire faire à l'orateur l'éloge de la bulle *Reversurus* et qu'il a trouvé que ces deux mots le restreignaient ou l'infirmait? Mais ce serait oublier ce qu'était un sténographe : un jeune prêtre ou un séminariste de je ne sais quel pays, — on avait recruté les sténographes dans les collèges de toutes les nationalités. Il est fort probable que M^{sr} Casangian lui était absolument inconnu; les difficultés arméniennes ne le lui étaient sans doute pas moins; la bulle *Reversurus* également; comment aurait-il pu deviner que l'orateur adhérerait un jour à un schisme qui se produirait contre cette bulle et qu'il serait bon d'avoir l'éloge qu'il en aurait fait lui-même pour s'en servir alors dans la controverse? C'eût été beaucoup pour un jeune clerc. De plus, tout entier au travail si absorbant de la sténographie, aurait-il pu se rendre compte, au moment même, de l'importance de ces deux mots et se décider ainsi à les omettre? Mais admettons ces hypothèses fantastiques! / Si la suppression a été faite à dessein, elle n'a pu l'être qu'au moment de la transcription en caractères courants du texte sténographié. Voyons donc ce texte primitif. Nous allons y trouver encore la preuve irrécusable que le discours de M^{sr} Casangian, tel qu'il a été prononcé, ne contenait pas les mots contestés.

Quelques instants après avoir pris leurs notes, les sténographes du concile les transcrivaient eux-mêmes en caractères ordinaires. C'est à la transcription ainsi faite et conservée aux archives que je me réfère régulièrement quand je

parle du compte-rendu sténographique du concile du Vatican. Mais la sténographie Taylor m'étant inconnue, il m'est impossible de lire moi-même le texte sténographique primitif. J'ai donc prié un ancien sténographe du concile de m'accompagner aux archives, et là nous avons comparé les passages en question du discours de M^{sr} Casangian avec les notes qu'avaient prises indépendamment l'un de l'autre, pendant qu'il le prononçait, les deux groupes de sténographes, établis à cet effet dans la salle des séances (1). Mon compagnon me montrait avec le doigt en me les lisant l'un après l'autre tous les mots des deux sténogrammes. Or, nous avons constaté que ni l'un ni l'autre ne portait les deux mots *interim* et *nunc*. Aucun des sténographes assis séparément et faisant partie l'un de la section principale, l'autre de la section de comparaison, ne les a entendu prononcer. A moins qu'avant la séance ils ne se soient entendus pour les supprimer tous deux dans le discours inconnu qu'allait prononcer M^{sr} Casangian ?

Il n'y a donc pas de doute possible : M^{sr} Casangian n'a pas prononcé les deux mots si importants pour lui (2) //. Pourquoi donc se trouvent-ils dans le texte d'Ormanian ? On peut faire deux hypothèses : ou bien le texte que M^{sr} Casangian

(1) Voir ci-dessus p. 14 sq.

(2) J'aurais bien voulu profiter de l'occasion pour comparer avec le texte sténographique primitif les autres passages du discours où il y a désaccord entre Ormanian et le compte-rendu sténographique. Mais c'était un travail pénible et je ne pouvais pas abuser des loisirs de mon compagnon. Je lui demandai cependant de me lire aussi cet autre passage où le sténogramme donne une construction de phrase toute différente de celle qu'on trouve dans Ormanian (16). Or, nous constatâmes de nouveau que les deux textes sténographiques correspondaient exactement avec celui de la transcription : preuve manifeste que M^{sr} Casangian s'était exprimé dans les termes rapportés par le sténogramme et non dans ceux que donne Ormanian. Car s'il est inadmissible, comme nous l'avons montré, qu'un sténographe, en changeant complètement sa phrase, soit arrivé à exprimer exactement la même idée que M^{sr} Casangian, quand il s'agit de deux, l'impossibilité est absolue ; non contents de modifier tous les deux la phrase entendue, ils devraient s'être rencontrés pour lui en substituer chacun de leur côté une nouvelle parfaitement identique.

tenait dans ses mains les portait en effet, et lui-même les a passés en lisant, ou bien ce texte ne les contenant pas, les Arméniens les y ont introduits plus tard. J'ai le regret d'avouer que cette seconde hypothèse me paraît de beaucoup la plus vraisemblable.

Le texte lui-même me la suggère. Le mot *interim* ne cadre pas du tout avec le contexte et a tout à fait l'air d'une cheville ajoutée après coup. Que peut bien vouloir dire, en effet, cette phrase : « Pour le moment je reconnais dans la bulle le doigt de Dieu ? » Insinuerait-elle que plus tard on y verra seulement une méprise et un empiètement du pape ? — Le mot *nunc* qui vient ensuite est tout aussi étrange à cette place. La phrase exprimant déjà la même idée, il s'y trouve non seulement superflu mais complètement inattendu. Le temps du verbe employé indique déjà qu'il s'agit du présent : pourquoi ajouter un *nunc* afin de le marquer plus encore ? Voulait-on faire entendre que les maux écartés par la bulle n'étaient à redouter que pour le moment actuel, et qu'ils ne sauraient l'être plus tard ? Mais si telle avait été la pensée de M^{sr} Casangian, il aurait dû insister sur ce mot dans tout son discours, et l'on comprendrait alors encore moins qu'aucun des sténographes ne l'ait entendu.

Et si l'on demandait maintenant pourquoi les Arméniens se seraient permis une telle interpolation, la réponse est facile. C'est contre cette bulle qu'ils s'étaient révoltés ; c'est pour s'y opposer qu'ils avaient fait un schisme ; cette bulle était constamment l'objet de leurs plaintes. Or, voilà que paraît tout à coup une brochure où se trouve un discours de leur archevêque, prononcé au concile, et portant aux nues cette même bulle. On voit bien à la brochure d'Ormanian qu'il s'est donné une peine désespérée pour prouver que M^{sr} Casangian n'avait pas prononcé ce discours. La tentation a dû être bien grande alors d'en modifier le texte et de nier l'exactitude de celui qu'on avait tiré de la sténographie.

D'ailleurs, après avoir lu le chapitre qui précède, sur les procédés de ces moines arméniens, on ne nous accusera pas de les soupçonner à la légère : nous sommes autorisés à croire de tels gens, aux prises avec un texte désagréable, capables de l'interpoler pour le rendre inoffensif. — (1).

FIN DU SECOND VOLUME.

(1) Après avoir fait dans la première partie du livre deuxième, à propos de l'intervalle qui sépare la 29^e congrégation générale de la 30^e, l'étude des questions historiques qui se rattachent plus immédiatement au concile : partis, controverses, troubles occasionnés par les Orientaux, le P. Granderath reprend l'histoire conciliaire proprement dite, qui se poursuit par la discussion de la Constitution de *Fide Catholica*. Le livre II^e s'achève sur la troisième session publique, dans laquelle se fit la définition dogmatique de cette constitution. — Nous reportons cette seconde partie du livre II^e (chap. VI à XIII), et le livre III^e qui raconte l'agitation extra-conciliaire, dans le volume suivant, le troisième de l'édition française. Nous donnons à chacun des volumes des tables complètes et indépendantes. (*Note des Trad.*)

TABLE ANALYTIQUE

du second volume

Abréviations : Cat. = Catéchisme, Déf. = Définition, Dép. = Députation,
Ev. = Evêque, Inf. = Infaillibilité, V. = Voir.

A

ABSENCES du concile : prescriptions à ce sujet, 56.

ACTON (Lord) : sur le choix des Commissions, 91 ; — éloges aux évêques de la minorité, 126 ; — dénature le discours de M^{sr} Greith, 153 sq ; — sur le nouveau règlement, 309 sq ; — le mémoire des évêques de la minorité sur le nouveau règlement, 366.

AFRIQUE : sa représentation au concile, 46.

ALLEMAGNE : sa représentation au concile, 46, 49 ; — Fébronianisme, 327 ; — science théologique, 328 ; — l'infailibilité dans l'enseignement, 328 ; — évêques allemands de la minorité, 356 sq.

« ALLGEMEINE ZEITUNG » : 116, 178, 376.

AMÉRIQUE : au concile, 46.

ANATHÈMES : leur nécessité, 147.

ANGELIS (Cardinal de) : approuve les listes de candidats pour les députations, 88 ; — veut avoir des adversaires de l'Inf. dans les Dép., 92 ; — premier président du concile, 126 ; — partisan de la définition, 196 ; — sur le secret au concile, 199 sq ; — recommande la brièveté, 200 ; — pour la modification du règlement, 291. — Voir aussi 91, 92.

ANGLETERRE : représentation au concile, des pays de langue anglaise, 46 sqq.

ANGLICANS (évêques) : exclus du concile, 42.

ANTI-**INFAILLIBILISTES** (Voir aussi MINORITÉ) : activité de M^{sr} Dupanloup pour les grouper, 85 sq ; — premières réunions à Rome, 86 ; — leurs candidats à la Dép. de la foi, 88 (1) ; — reprochent à la Curie d'influencer les élections, 89 sq ; — projets d'adresse contre la déf., 185 ; — les cinq adresses et leurs signataires, 186 sqq ; — l'adresse austro-allemande, 187 ; — les autres, 189 sq.

ANTONELLI (Cardinal Secrétaire d'Etat) : partisan de la déf., 196

ANTONINS (Ordre arménien de Saint-Antoine) : établissent l'élection à vie de leur général, 424 ; — M^{sr} Casangian, 425 ; — troubles dans leur couvent de Rome, 424 sqq ; — soutenus par les évêques français de la minorité, 429 sq ; — le « Giornale di Roma » à ce sujet, 434 sqq.

APUZZO (M^{sr}, archev. de Sorrento) : pour la déf., 194 ; — sur le schéma de *doctr. cath.*, 114, 161.

ARCHEVÊQUES du concile : par pays, 45.

ARMÉNIENS-UNIS : leur résistance à la bulle *Reversurus*, 412 ; — leur soulèvement à Constantinople, 415 sq., 422 ; — les

moines arméniens à Rome, 424 sq ; —
fin du schisme arménien, 437 sq.

ASIE : au concile, 46.

ASSEMBLÉES CONCILIAIRES : voir SESSIONS ;
CONGRÉGATIONS GÉNÉRALES ; DÉPUTA-
TIONS ; — des Pères demandent des sec-
tions dans le concile, 69, 70.

AUDU (M^{gr}), patriarche de l'Eglise chal-
déenne ; favorable à la réforme de son
Eglise, 412 ; — retire son adhésion à la
bulle *Cum ecclesiastica disciplina*, 414 ;
— l'audience de Pie IX, 416 sqq ; —
son discours sur le schéma de *Episcopis*,
419 sqq.

AUSTRALIE : au concile, 47.

AUTRICHE-HONGRIE : au concile, 46, 49 ;
— évêques de la minorité, 337 sq.

B

BAHTIARIAN (M^{gr}), archev. de Diarbékir,
425 sqq., 437.

BAILLÈS (M^{gr}), ancien év. de Luçon : sur
le *de doctr. cath.*, 130.

BALE (concile de) : sa doctrine sur le
pape, 323.

BALLERINI (M^{gr}), patriarche d'Alexandrie :
sur les synodes provinciaux, 223 ; —
sur le Petit Catéchisme, 264 sq.

BANNEVILLE (Marquis de), ambassadeur de
France à Rome : et M^{gr} Dupanloup,
350 (6) ; — opinion des évêques fran-
çais de la minorité à son sujet, 356 (2).

BARBE : proposition de M^{gr} Martin sur le
port de la barbe, 247.

BARBERO (M^{gr}), vic. apost. d'Hyderabad :
pour la déf., 397.

BARNABO (Card.), président de la Dép. des
Rites orientaux et des Missions, 83 ; —
son portrait par Ollivier, 415 ; — atti-
tude vis-à-vis des Arméniens révoltés,
422 sqq.

BÉCEL (M^{gr}), év. de Vannes, 339.

BECKMANN (M^{gr}), év. d'Osnabrück : sur le
règlement, 60.

BELGIQUE : sa représentation au C., 46 ;
ses écoles de théol. et l'Inf., 172 sq.

BERNADOU (M^{gr}), arch. de Sens : sur le
de doctr. cath., 150, 161.

BILIO (Card.), présid. du concile, 41 ; —
prés. de la Dép. de la foi, 83 ; — sur
un changement dans l'ordre des tra-
vaux, 290 sq.

BILLIET (Card.) archev. de Chambéry :
partisan de la déf., 339.

BIZZARRI (Card.), présid. du C., 11 ; — de
la Dép. des Ordres religieux, 83 ; —
sur le règlement, 291.

BONJEAN (M^{gr}), vic. apost. de Jaffa : sa
lettre à M^{gr} Dupanloup sur les con-
séquences de la déf. dans l'Inde,
393 sqq.

BONNECHOSE (Card. de), archev. de Rouen :
pour la déf., 196 ; — voir aussi 89 (2),
96.

BOUILLERIE (M^{gr} de la), év. de Carcas-
sonne : sur le Petit Catéchisme, 268,
274.

BRAVARD (M^{gr}), év. de Coutances : dé-
fend le clergé de France, 250 sq. ; —
ses critiques contre le *de vita cleric.*,
253 ; — attaque M^{gr} Valerga, 352.

BRÉVIAIRE : obligation, 238 ; — existe-
t-elle pour les Orientaux, 243 sq. ; —
réforme du bréviaire romain, 245 ; —
M^{gr} Haynald et le bréviaire romain,
280 sq.

BULGARIE : au concile, 46.

BULLE : « *Apostolicae Sedis* » sur la réduc-
tion des censures « *latae sententiae* », 83.
« *Cum ecclesiastica disciplina* » sur l'élec-
tion du patriarche et des évêques chal-
déens, 413.

« *Cum Romanis Pontificibus* » sur la va-
cance du Saint-Siège, 82.

« *Reversurus* » sur l'élection du patriarche
et des év. arméniens, 412 sqq.

C

CAPALTI (Card.), présid. de la Dép. de la
discipline, 83 ; — interrompt M^{gr} Stross-
mayer, 119 ; — rédige une supplique
pour la modification du règlement, 291.

- CARDINAUX (les) au concile : par pays, 44.
- CASAGIAN (M^{sr} Placide), arch. d'Antioche, abbé général de l'ordre des Antonins : sa carrière, 425 sqq. ; — soutient les Arméniens révoltés, 424 ; — refuse de faire une retraite, 426 ; — éloge de la bulle *Reversurus*, 427 (1) ; — s'enfuit de Rome, 432 ; — prétendue falsification de son discours, 438 sqq.
- CATÉCHISME : inconvénients de la *diversité* des cat., 257, 266 ; — avantages d'après M^{sr} Guibert et M^{sr} Dupanloup, 260 sq ; — le cat. de Bellarmin, modèle d'un petit catéchisme, 256 ; — appréciations, 262 (2) ; — le cat. du Bx. Canisius, 262 (2), 276 ; — le cat. de Joseph II et de Napoléon I, 271 ; — le cat. du concile de Trente est recommandé aux prêtres, 257, 260 ; — nécessité d'un catéchisme *commun* à tous les diocèses, 256 ; — motifs, 257, 266 ; — délibérations des congr. gén. sur ce sujet, 258 sq ; — motifs contre, 260 sqq ; — réfutation de ces motifs, 272 sq ; — M^{sr} Dupanloup y voit une atteinte aux droits des évêques, 263 ; — opinion de M^{sr} Haynald, 278 ; — M^{sr} Haynald propose un plan, 277.
- CATERINI (Card.), présid. de la Dép. de l^a discipline ecclésiastique, 83.
- CELESIA (M^{sr}), év. de Patti : pour la déf., 191.
- CÉLIBAT des prêtres : apologie par M^{sr} Nasarian, 242.
- CENTRALISATION : M^{sr} Melchers sur ce sujet, 215 sq
- CHALDÉENS-unis : mécontents de la bulle « *Cum ecclesiastica disciplina* », 413 sqq ; — leur patriarche, M^{sr} Audu, *ibid*.
- CHASTÉTÉ sacerdotale : paroles de M^{sr} Dinkel, 246 ; — défigurées par Friedrich, 246 (2).
- CHINE : au concile, 47.
- « CIVILTA CATTOLICA » : et les controverses sur l'Inf, 388.
- CLERGÉ. Schéma « *De vita et honestate clericorum* », 237 sqq.
- CLIFFORD (M^{sr}), év. de Clifton : sur l'uniformité des catéchismes, 273 ; v 99.
- COLLÈGE (Sacré), voir SACRÉ-COLLÈGE.
- COMMISSIONS : élection, 80 sqq ; — liberté des élections, 359 sqq ; — Voir aussi DÉPUTATIONS, JUGES.
- CONCILES GÉNÉRAUX : nombre des membres dans les anciens C., 42 ; — comparaison avec celui du Vatican, 43 ; — but des conciles, d'après Franzelin, 162 ; — M^{sr} Strossmayer et leur périodicité, 229 ; — suprématie sur le pape à Constance et à Bâle, 322 sqq.
- CONCILES provinciaux, nationaux : voir SYNODES.
- CONCILE DU VATICAN.
- BROCHURES sur le concile : « Le concile œcuménique », 1869 : voir SCHEEBEN ; — « Le concile du Vatican » : voir FESSLER ; — deux lettres contre le C., dans le TIMES et le JOURNAL DES DÉBATS, 358 sq ; — M^{sr} Dupanloup : « Réponse à M^{sr} Dechamps », 382 ; — M^{sr} Dechamps : « Deuxième réponse à M^{sr} Dupanloup », 384 sqq ; — Dom Guéranger : « De la monarchie pontificale », 393 ; — Ramière, 400 ; — Anonyme, 400 (3) ; — M^{sr} Dupanloup : « Réponse à M^{sr} Spalding », 402.
- EMPLOYÉS du concile, 11 sqq.
- OUVERTURE du concile, 19 sqq.
- RÈGLEMENT du concile : fixé par les lettres *Multipliques inter*, 51 sq ; — droit incontestable du pape, 57 sq ; — opinion de M^{sr} Darboy, 58 ; — de M^{sr} Vérot, 128 ; — projets de modification, 58 sq ; — réponses du pape, 60, 67, 69 ; — et la stérilité des travaux, 285 ; — décret du 20 février le précise, 292 ; — accueil qui lui est fait, 295 ; — protestation de 30 év. français, 296 ; — garanties du suffrage selon le nouveau décret, 305 ; — autres protestations, 308 ; — Acton et le nouveau décret, 309.

- SALLE du concile : disposition et décoration, 24 sq. ; — acoustique mauvaise, plaintes, 68.
- CONCUBINAT des prêtres : peines, 238 sq.
- CONGRÉGATIONS GÉNÉRALES : règlement, 34 ; — habit déterminé, 79 ; — cérémonies préliminaires, 79 ; — leurs réunions : voir la table des Cong. générales dans le volume de tables, à la fin de l'ouvrage complet.
- CONGRÉGATION DES POSTULATS : elle doit entendre les auteurs des postulats et indiquer les motifs de ses décisions, 59 ; — le pape doit en nommer les membres, 67 ; — membres, 96 ; — discussion des adresses pour et contre l'Inf. 190 sqq.
- CONNOLLY (M^{gr}), év. d'Halifax : 115, 161.
- CONSTANCE (Concile de) : suprématie du concile sur le pape, 323.
- CORSI (Card.), év. de Pise : pour la déf., 92, 196.
- CULLEN (Card.), archev. de Dublin : favorable à la déf. 196, 345 ; — réfute le card. Schwarzenberg au sujet des évêques, 365.
- CURIE romaine : vœu pour une plus prompt expédition des affaires, 214 ; — pour une modification des taxes, 214.

D.

- DARBOY (M^{gr}), archev. de Paris : sur le règlement, 58, 69 ; — lettre à Napoléon III sur l'élection des Députations, 89 sq. ; — contre-projet de définition de l'Inf. 185 ; — défend les vicaires capitulaires français, 230 ; — se plaint de la marche du concile, 230 ; — proteste contre le nouveau règlement 296 ; — son portrait, par Ollivier, 332 ; — attitude antérieure vis-à-vis de Rome, 352 ; — opposition à la direction, du concile, 352 ; — il demande à Napoléon d'intervenir en faveur de la minorité, 354 sq. ; — v. 88 (1), 93, 216.
- DAVID (M^{gr}), év. de Saint-Brieuc : sur le *de doctr. catholica*, 134, 161 ; — sur le Petit Catéchisme, 263, 275 ; — félicite Gratry, 358 ; — v. aussi 93.
- DÉBATS au concile : M^{gr} Raess propose de les abrégier, 147 ; — plaintes sur leur inutilité, 281, 285 sq. ; — les accélérer, 288 ; — délibération des cardinaux présidents sur ce sujet, 290 sq. ; — décret pontifical du 20 février 1870, 292 sq.
- DECHAMPS (M^{gr}), archev. de Malines : défend l'Inf. avant le concile, 84 ; — sur le *de doctr. catholica*, 146, 161 ; — propose de définir l'Inf., 171 sq. ; — auteur présumé d'une réfutation de M^{gr} Maret, 182 ; — considère la déf. de l'Inf. comme nécessaire, 192, 343 ; — lettre ouverte à M^{gr} Dupanloup sur les « Observations », 379 ; — sur l'« imprimatur », 380 sq. ; — réponse à la brochure de M^{gr} Dupanloup, 384 sqq. ; — voir aussi 37 (1), 87, 97.
- DÉCRETS DU CONCILE : suscription, vote, promulgation, d'après le règlement, 56 ; — M^{gr} Strossmayer et la suscription des décrets, 71 sq. ; 117 sq. ; — opinion d'Hinschius, 72 ; — de Fessler, 73 ; — intervention du card. Capalti à ce sujet, 119 sqq. ; — avis de M^{gr} Haynald, 155 sq.
- DÉCRET DU 20 FÉVRIER 1870 : voir RÈGLEMENT du Concile, sous le mot CONCILE.
- DEINLEIN (M^{gr}), archev. de Bamberg : 60.
- DELALLE (M^{gr}), év. de Rodez : le triumpvirat Dupanloup, etc., 348.
- DÉLIBÉRATIONS du concile : voir DÉBATS.
- DÉPUTATIONS (les) du concile : nombre, objet, membres, 55 ; — adresse sur l'élection, le nombre des membres, la publicité de leurs travaux, 59, 130 ; — elles doivent rendre compte de leur travail sur les schémas, 70 ; — préliminaires de leur élection, 83 sq. ; — la curie les a-t-elle choisies ? 90 sqq.
- DÉPUTATION DE LA DISCIPLINE ECCLÉSIASTIQUE : élection, 83 ; — président, 83 ; — membres, 98.
- DÉPUTATION DE LA FOI : nommée dans la 2^e congr. générale, 83 ; — président, 83 ; membres, 97.

DÉPUTATION DES ORDRES RELIGIEUX : élection, 83; — président, 83; — membres, 98.

DÉPUTATION DES RITES ORIENTAUX ET DES MISSIONS : élection, 83; — président, 83; — membres, 99.

DESPREZ (M^{gr}), archev. de Toulouse : sur les inexactitudes de certains catéchismes, 271.

DINKEL (M^{gr}), év. d'Augsbourg : sur le règlement, 60; — la chasteté sacerdotale, 246; — interprétation de Friedrich sur ses paroles, 246 (2); — sur le Petit Catéchisme, 276 sq.; — voir aussi 87

DIOCÈSES : petits en Italie, 48 sq.; — grands en Allemagne, 49.

DISCIPLINE, voir DÉPUTATION DE LA D. ECCLÉSIASTIQUE.

DISCOURS (Les — au concile) : surabondance, 283 sq.; — plaintes sur ce sujet, 286 sq.; — suppliques pour obtenir une limitation, 288 sq.; — décret pontifical du 20 fév., 292 sq.

« DOCTRINA CATHOLICA » (Schéma de) : analyse du schéma, 101; — Discussion 109 sq.; 145 sq.; — voir aussi SCHÉMA.

DOGMES : invariabilité, 106; — nécessité de nouvelles définitions, d'après M^{gr} Valerga, 143; — l'unanimité morale pour les définir, 306 sq.

DÖLLINGER : son attitude envers le concile : 337, 340, 347, 348, 371, 417 (2).

DONEY (M^{gr}), év. de Montauban : pour la déf. 150, 359; — voir aussi 161.

DONNET (Card.), archev. de Bordeaux : la foi de son clergé à l'Inf. 326 (1).

DREUX-BRÉZÉ (M^{gr} de), év. de Moulins : sur la réforme du Sacré-Collège, 210; — voir aussi 217, 222.

DUPANLOUP (M^{gr}), év. d'Orléans : sur le règlement, 58; — contre la déf. 84; — recrute des adhérents, 85; — obtient 100 voix pour la Dép. de la foi, 89, 92, 95; — les synodes provinciaux, 223 sq.; 228; — le Petit Catéchisme et les

droits des évêques, 261-263; — activité infatigable contre la déf. 343 sq.; — ses projets, 343; — ses rapports avec le gouvernement français, 349; — avec M. de Banneville, 350 (6); — son discours contre M^{gr} Valerga, 351; — proteste contre la discussion immédiate de l'Inf. 367; — suite de sa controverse avec M^{gr} Dechamps, 379; — avec M^{gr} Spalding, 400 sq.; — brochure sur l'Infaillibilité, 382 sq.; — attitude envers les moines arméniens, 430; — — voir aussi 88 (1), 241.

E

EBERHARD (M^{gr}), év. de Trèves : sur le règlement, 60; — le Petit Catéchisme, 277; — son attitude, 357.

ÉCRITURE SAINTE : dans quel sens, parole de Dieu, 148; — Versions, 150.

EGLISE : distribution du schéma primitif de *Ecclesia*, 316; — analyse du schéma, 317 sq.; — hors de l'Eglise point de salut, 317; — infaillibilité de l'Eglise, 318; — ses rapports avec l'Etat, 318.

ELLOY (M^{gr}), év. de Tipasa i. p. i., vic. apost. de l'Océanie centrale : sur le Petit Catéchisme, 266 sq., 269, 274.

ENSEIGNEMENT : sa dépendance excessive de l'Etat, 164.

ESPAGNE : au concile : 45, 46.

EVÊQUES : schéma de *Episcopis*, 261 sq. — leurs devoirs en général, 201; — la résidence, 202 sq.; — la visite du diocèse, 204; — la visite « ad limina », 204; — insister sur leurs devoirs, mais aussi sur leurs droits, 211, 217, 233; — leurs relations avec les pouvoirs civils, 234; — M^{gr} Dupanloup et M^{gr} Vitelleschi sur les droits des év. vis-à-vis du Catéchisme, 263 sq.; — avantages qu'auraient les év. à l'unité de Catéchisme, 269 sq.; — évêques de divers pays au concile, 46 sq.; — M^{gr} Strossmayer revendique les droits des év. au concile, 118; — la nomination des

év. et les princes, 218 sq.; — proposition de M^{sr} Strossmayer sur la nomination des év., 218 sqq.

F

FAICT (M^{sr}), év. de Bruges : sur le *de Episcopis*, 222, 235 ; — voir 99.

FALLOUX (comte de) : sa prétendue lettre au P. Gratry, 376.

FÉBRONIANISME (le), en Allemagne, 327 sqq.

FERRÉ (M^{sr}), év. de Casal ; sur le *de doctrina catholica*, 154.

FESSLER (M^{sr}), év. de Saint-Hippolyte : secrétaire du concile, 11 ; — sur le nombre des Pères au concile, 38 (2) ; — et dans les anciens conciles, 42 ; — à propos de la constitution *Multiplikes inter*, 57 (3) ; — importance du mot *proponere*, 62 (1) ; — sur la suscription des décrets du concile, 73 ; — collabore à la supplique pour le nouveau règlement, 291 ; — voir aussi 180 (1), 307, 341.

FITZGERALD (M^{sr}), év. de Little-Rock : proteste contre la déf. de l'Inf. par acclamation, 367.

FLORENCE (Concile de) : sa définition du péché originel et M^{sr} Vérot, 128 ; — pour son œcuménicité, 129 ; — sur l'Inf. du pape, 176, 177, 188.

FOI : objet de la foi, 102 sq. ; — sa nature par opposition à la science, 104 ; — surnaturelle, 104 ; — rationnelle, 104 ; — nécessaire, 105 ; — la foi et la raison, 105 ; — la négation des préambules de la foi, 111.

FOI (Députation de la) : voir DÉPUTATION DE LA FOI.

FÖRSTER (M^{sr}), év. de Breslau : sur le règlement, 60.

FRANCE : représentation au concile, 43 sq. ; — les vicaires capit. français défendus par M^{sr} Darboy, 230 sq. ; — la moralité du clergé fr., 251 ; — le gallicanisme, 328 ; — proportion des év. fr. de la majorité et de la minorité, 326 (1), 338

sqq. ; — le clergé et le peuple, 340 ; — raison de l'attitude des év. fr. de la minorité contre la déf., 345 ; — patriotisme mal entendu, 351 ; — ils demandent l'appui du gouvernement, 356 (1).

FRANCHI (M^{sr}), archev. de Thessalonique i. p. i. : partisan de la déf., 195 ; — demande nouveau règlement, 291 ; — voir aussi 337.

FRANZELIN : discours sur le *de doct. catholica*, 162 sqq.

FREPPÉL (M^{sr}), év. d'Angers : partisan de la déf. 345 ; — blâme les év. de la minorité, 371 ; — voir aussi 376.

FRIEDRICH : et le règlement, 57 ; — et le droit d'initiative des év., 66 (1) ; — et la suscription des décrets, 73 (1) ; — la liste des adversaires de la déf., 88 (1) ; — l'élection des commissions, 88, 91, 94 ; — le discours de M^{sr} Rauscher sur le *de doct. catholica*, 113 ; — le discours de M^{sr} Tizzani, 114 (1) ; — de M^{sr} Vérot, 128 (1) ; — de M^{sr} Trevisanato, 129 (2) ; — il tronque le discours de M^{sr} Greith, 136 ; — la 2^e session, 140 ; — la cérémonie d'obédience, 142 ; il dénature le discours de M^{sr} Khayatt, 150 ; — sur le discours de M^{sr} Haynald, 154 ; — il calomnie M^{sr} Dinkel, 246 (2) ; — M^{sr} Dupanloup avant le concile, 345 ; — la protestation de M^{sr} Strossmayer contre le nouveau règlement, 366 ; — le projet de définir l'Inf. par acclamation, 368 (1) ; — que le pape n'a voulu le concile que pour l'Inf., 372 (2) ; — le pape contre la minorité, 377 ; — l'audience de M^{sr} Audu, 417 ; — M^{sr} Casangian et le couvent arménien de Rome, 426 (1), 427 (1).

G

GALEOTTI, consultant de la Com. centrale : le droit d'initiative des év., 63 sqq. ; — la suscription des décrets, 72.

GALLICANISME : en France, 325 ; — en Allemagne (Fébronianisme), 327 sq.

GANDOLFI (M^{gr}), év. de Corneto : sur le *de doctr. catholica*, 130 sq.; 161, 216.

GARCIA GIL (M^{gr}), archev. de Saragosse : sur la prolixité des discours, 286 sq. — voir aussi 97.

GASSER (M^{gr}), prince-év. de Brixen : pour la déf., 173, 174; — excellent théologien, 341. — voir aussi 97.

GASTALDI (M^{gr}), év. de Saluces : sur les synodes nationaux, 224, 228; — accusé par M^{gr} Vérot de baïanisme, 249 sqq. — voir aussi 128, 161.

GHILARDI (M^{gr}), év. de Mondovi : pour la déf., 94 (1). — voir aussi 99.

GIANNELLI (M^{gr}), archev. de Sardes, i. p. i. : pour la déf., 192.

GIBBONS (M^{gr}), év. d'Adramyttion, i. p. i. : 23, 34, 47 sq.

GINOULHIAC (M^{gr}), év. de Grenoble : sur le règlement, 38; — sur le *de doctr. cath.*, 125, 161; — anti-infaillib., 88 (1), 183; — voir aussi 93, 343.

GRACE (doctrine sur l'état de) : 107.

GRATRY : ses attaques contre Rome, 338, 378, 381.

GRAVEZ (M^{gr}), év. de Namur : sur le bréviaire, 245; — réponse à M^{gr} Bravard, 254.

GRÈCE : au concile, 46.

GREITH (M^{gr}), év. de Saint-Gall : anti-infaillib., 86, 87; — sur le *de doctr. cath.*, 134 sq.; — erreur au sujet de ce discours, 135 sq.

GUIBERT (M^{gr}), év. de Tours : pour la déf., 194, 339; — sur le petit catéchisme, 260 sq.; — voir aussi 96, 180 (1).

H

HACQUARD (M^{gr}), év. de Verdun : anti-inf. 339.

HASSUN (M^{gr}), patriarche arménien de Cilicie : sur le *de doctr. cath.*, 129, 161; — pour la réforme des élections épiscopales dans son patriarcat, 412 sq.; — les révoltés de Constantinople,

422 sq.; — déposé par les schismatiques, 436; — retour à Constantinople, 437; — voir aussi 97, 184.

HAYNALD (M^{gr}), arch. de Kaloesa : sur le règlement, 60; — anti-infaill., 85; — sur le *de doctr. cath.*, 151 sqq.; — contre M^{gr} Martin et M^{gr} Raess, 151; — erreurs dans le bréviaire, 243; — sur le petit catéch., 278; — défend M^{gr} Dupanloup, 278 sq.; — défend ses remarques sur le bréviaire, 280; — interruption, 281; — s'unit aux év. français de la minorité, 338; — rencontre avec le pape, 377 (3).

HÉFELÉ (M^{gr}), év. de Rottenbourg : le droit d'initiative des év., 63 sqq.; — la suscription des décrets, 72.

HEISS (M^{gr}), év. de La Crosse : pour la déf., 174.

HINSCHUS (Professeur) : sur la formule d'introduction des décrets conciliaires, 72.

HOLLANDE : au concile, 46

HOMME : unité du genre humain, 106; — élévation à l'état surnaturel, 107.

HONORIUS (la question du pape) : 195, 335 (1), 403.

HÜSGEN (doyen du chapitre de Cologne) : son élection comme vic.-capit. en 1837, 206 (5).

I

INDES ORIENTALES : au concile, 46.

INFAILLIBILISTES (voir aussi MAJORITÉ); leur première réunion à Rome, 87; — leur liste de candidats aux députations, 88; — élisent la Dép. de la foi, 89; — indignation de Friedrich, 92; — projet de proposition pour la déf. de l'Inf., 174 sqq.; — la proposition et ses motifs, 175; — signataires, 179; — le droit de recueillir des signatures, 187 (4).

INFAILLIBILITÉ DU PAPE : [voir aussi ANTI-INFAILLIBILISTES; INFAILLIBILISTES; MAJORITÉ; MINORITÉ]; aux élections des

députations, 84 sq, 171 sq.; — motion de M^{sr} Dechamps pour la déf., 171; — lettre de la faculté de Louvain, 172; — proposition collective des partisans de l'Inf. et leurs arguments, 175; — les derniers conciles provinciaux et l'Inf., 178; — nouveaux postulats, 179; — postulat de M^{sr} Spalding, 180; — de M^{sr} Manning, 183; — cinq contre-projets, 184; — délibération de la Congr. des postulats, 190; — origine de la controverse sur l'Inf., 322 sq.; — doctrines allemandes, 328 sq.; — elle n'était pas question libre, 330; — attitude envers la doctrine, 334; — dangers de la définition, 337; — bruit d'une discussion prochaine de l'Inf., 366; — M^{sr} Manning et M^{sr} Senestrey, champions de l'Inf., 368; — attitude du Pape, 373; — controverse de M^{sr} Dupanloup et de M^{sr} Dechamps sur les difficultés de la déf., 383, 393; — l'argument de de Maistre, 383; — réponse de M^{sr} Dechamps, 390; — M^{sr} Bonjean affirme l'opportunité, 393; — adhésion des autres év. des missions, 397; — M^{sr} Khayatt et les Chaldéens-unis, 398; — M^{sr} Spalding et M^{sr} Dupanloup sur l'Inf., 400 sq.; — M^{sr} Kenrick et M^{sr} Purcell opposés à la déf., 403; — prophétie sur les conséquences de la déf., 406 sq.

INITIATIVE (Droit d') : des membres du C., d'après le règlement, 52; — sa réglementation, 52; — institution d'une Congr. pour l'examen des propositions, 52; — objections contre la réglementation, 60; — vraie notion, 62; — rapport de Galeotti sur l'exercice de ce droit, 63 sq; — note d'Héfélé, 64 sq; — leur accord avec la décision du pape, 67; — erreur de Friedrich sur ce point, 66 (1).

IRLANDE : au Concile, 46.

ITALIE : prélats de langue italienne au Concile, 46, 48; — pourquoi représentation dominante, 48

J

JACOBINI (M^{sr} Louis) : sous-secrétaire du Concile, 41.

JANS (M^{sr}), év. d'Aoste : et le Petit Catéchisme, 268, 270, 274.

JAPON : au Concile, 47.

JEKELFALUSY (M^{sr}), év. de Stuhlweissenbourg : sur le bréviaire, 245.

« JOURNAL DES DÉBATS » : lettre contre le Concile, 338, 361 sq.

JOURNAUX : leurs inventions sur le Concile, 76 sq.

JUGES : des excuses et des congés, 54; — nomination, 80; — liste, 97; — des plaintes et différends, 54; — nomination, 82; — liste, 97.

JUSSEF (M^{sr}), patriarche d'Antioche : pour la déf., 195; v. 96.

K

KEANE (M^{sr}), év. de Cloyne : sur le Petit Catéchisme, 268, 274.

KENRICK (M^{sr}), archev. de St-Louis : sur le règlement, 58, 60; — proposition pour la nomination des commissions, 80; — sur le *de doctr. cathol.*, 113, 161; — lettre de plainte aux présidents, 363; — proteste contre la déf. de l'Inf. par acclamation, 367; — soutient M^{sr} Dupanloup contre M^{sr} Spalding, 403.

KETTELER (M^{sr} de), év. de Mayence : sur le règlement, 60; — la nomination des évêques, 217; — les synodes provinciaux, 225; — avertissement à Döllinger et ses partisans, 336; — v. 183, 296.

KHAYATT M^{sr}), archev. d'Amadija : sur le *de doctr. catholica*, 149; — appréciation de Friedrich, 150 sq; — les Chaldéens-unis et l'Inf, 398; — v. 99.

KREMENTZ (M^{sr}), év. d'Ermeland : met en garde contre Döllinger, 337; — v. 173.

L

LACHAT (M^{gr}), év. de Bâle : sur les synodes provinciaux en Suisse, 225.

LANDRIOT (M^{gr}), archev. de Reims : sur le *de doctr. cathol.*, 446 ; — les rapports entre majorité et minorité, 372 ; — v. aussi 97.

LE COURTIER (M^{gr}), év. de Montpellier : défend M^{gr} Dupanloup, 348 sq. ; — nie être l'auteur d'une lettre contre le Concile, 359.

LENTI (M^{gr}), év. de Népi et Sutri : sur le petit Catéchisme, 261.

LÉONROD (M^{gr} de), év. d'Eichstätt : pour la déf. 358 ; — v. aussi 99, 341.

LETTRÉS APOSTOLIQUES : voir BULLE.

LIBERTÉ des Pères au Concile : quelques Pères insistent sur ce point, 58 ; — elle existe, 109 ; — dans l'examen des schémas, 152 ; — plaintes contre le manque de liberté, 358 sq., 364.

LIMINA (Visite ad) : prescrite, 204.

LOGEMENTS (Commission des) : 8 (1) ; — comment sont logés les Pères du Concile, 8 ; — 260 sont logés par le Pape, 9.

LOSANNA (M^{gr}), év. de Biella, 214.

LOUVAIN : lettre de la faculté de théologie pour la définition, 172.

LŪCA (Card. de) : président du Concile, 11 80 ; — interrompt M^{gr} Strossmayer, 419 ; — sur un nouveau règlement, 291 ; — v. 124 (2).

M

MACEO-COSTA (M^{gr}), év. de Belem de Parà : 400.

MAC-HALE (M^{gr}), archev. de Tuam : 22, 23, 98.

MAGNASCO (M^{gr}), év. de Bolina, i. p. i. : sur le Petit Catéchisme, 272.

MAJORITÉ au concile (la) ; voir aussi INFALIBILISTES ; — le terme de majorité, 333 ; — Friedrich sur l'élection de la Dép. de la foi, 92 ; — jugement sur l'attitude de la M. 95 ; — ses candidats aux dép.

95 sq. ; — science de ses membres, 341 ; — majorité factice ? 361.

MANNING (M^{gr}), archev. de Westminster : groupe les infailibilistes, 87 ; — aux élections pour les dép. 92 ; — efforts pour la déf. 174 ; — amendements au *de Ecclesia*, 185 ; — la déf. est nécessaire, 192 ; — petit nombre des adversaires de l'Inf. 334 ; — zèle pour l'Inf. 84, 369 ; — fait vœu de la soutenir, 370 ; — appréciation d'Ollivier, 370 (3). — v. aussi 78, 84, 96, 97.

MARCHESE, chef des sténographes : 13, 15, (1), 17.

MARET (M^{gr}), év. de Sura, i. p. i. : anti-inf. 84 sq. ; — brochure contre son livre sur le concile, 182 sq.

MARONITES : leur agitation, 415.

MARTIN (M^{gr}), év. de Paderborn : sur le *de doctr. cath.* 152, 161 ; — infailibiliste, 174, 192, 358 ; — sur le *de vita clericorum*, 241, 247 ; — sur le port de la barbe, 247 ; — voir aussi 87 97 98 341.

MATÉRIALISME : condamné par le *de doctr. cath.* 102 ; — Card. Rauscher, 110 ; — M^{gr} Greith, 135

MATHIEU (Card.) archev. de Besançon : sur la sténographie au C. 16 ; — chef des anti-inf. 86 ; — sur le Petit Cat. 238 sq. ; — attaque M^{gr} Valerga, 352 ; — v. aussi 89 (2).

MEIGNAN (M^{gr}), év. de Châlons : l'inspiration de la Sainte-Ecriture, 148.

MELCHERS (M^{gr}), archev. de Cologne : sur le *de Episcopis*, 214, 215 sq. ; — sur les synodes provinciaux, 224 ; — la vie commune des prêtres, 241, — voir aussi 97, 222, 356.

MELCHISEDECHIAN (M^{gr}), év. d'Erzeroum : sur la nomination des évêques, 218 ; — v. 99.

MELCHITES : leur agitation, 415.

MERMILLOD (M^{gr}), év. de Genève : 97, 184, 345 (1), 372.

MICALEFF (M^{gr}), év. de Citta di Castello : 99, 148.

MINORITÉ au concile (la) ; voir aussi ANTI-
INFAILLIBILISTES ; — terme de minorité,
333 ; — attitude dans les élections, 94 ;
— suffrages étranges, 95 ; — mécon-
tentement, 154, 363 ; — protestations
contre le décret du 20 fév., 295 ; —
protestations des év. français, 296 ; —
la question d'opportunité, 334 ; — deux
lettres contre le concile, 338 ; — pré-
tentions et plans, 365 ; — des év. fran-
çais soutiennent les moines arméniens,
429, 434.

MISSIONS : voir DÉPUTATION DES MISSIONS.

MONACO LA VALETTA (Card.), pour la déf.
195.

MONTELEMBERT (Comte de) : 327, 346, 360.

MORENO (Card.), arch. de Madrid : pour la
déf. 196.

MOREYRA (M^{gr}), év. de Guamanga : diffi-
culté des synodes au Pérou, 277 ; —
v. 217.

MORIARTY (M^{gr}), év. de Kerry : anti-inf.,
367.

« MULTIPLES INTER » : voir RÈGLEMENT du
concile, au mot CONCILE.

N

NASARIAN (M^{gr}), archev. de Mardin : éloge
du célibat ecclés., 242 ; — le bréviaire
des Orientaux, 243 ; — v. 99.

NOBILI VITELLESCHI (M^{gr}), archev. d'Osimo :
sur le Petit Catéch., 264 ; — voir aussi
79.

NOMBRE des Pères au Concile : 37 sqq ;
38 (2), 43 ; — comparaison avec les
conciles précédents, 43 sq.

O

OBÉDIENCE (Cérémonie de l'), à la 1^e ses-
sion publique, 30 sq.

ECUMÉNICITÉ : notion et condition, 40 ;
— les membres de droit d'un concile,
40 ; — du concile du V., 40 ; — les convo-
cations, 41 ; — l'univers représenté au
concile du V., 44 sqq.

OLLIVIER (EMILE), président du Conseil
des Ministres de France : opinion des
cath. de France sur l'Inf., 327 ; — rai-
son de l'attitude du clergé sur l'Inf.,
346 ; — appréciation sur M^{gr} Dupan-
loup, 344 (1) ; — sur M^{gr} Darboy, 352 (1) ;
— sur les év. français de la minorité,
356 (1) ; — sur M^{gr} Manning, 370 (3) ; —
sur le card. Barnabò, 415 ; — l'affaire
des moines arméniens à Rome, 429.

ORDRES RELIGIEUX : voir DÉPUTATION DES
O. R.

ORIENTAUX-UNIS (les) : troubles à l'époque
du concile, 410 sqq ; — le choix des
évêques, 411 ; — la bulle *Reversurus*,
412 ; — opposition, 412 sqq. ; — le
patriarche chaldéen, M^{gr} Audu, 413 sqq. ;
— prélats orientaux au concile, 45 ; —
contr-projet de déf. signé par les év.
orientaux, 187 ; — voir aussi DÉPUTA-
TION DES RITES ORIENTAUX, ARMÉNIENS,
CHALDÉENS, etc.

P

PACE-FORNO (M^{gr}), archev. de Rhodes et
Malte : sur le *de doctr. cath.*, 115, 161 ;
— voir aussi 222.

PANTHÉISME : condamnation, 102 ; — opi-
nion de M^{gr} Greith, 153.

PAPP SZILAGYI DE ILLESFALVA (M^{gr}), év. de
Grosswardein : sur le *de doctr. cath.*,
158 ; — sur le bréviaire des Orientaux,
243 ; — voir aussi 99.

PARTIS au concile (les) — voir aussi
INFAILLIBILISTES, ANTI-INFAILLIBILISTES,
MAJORITÉ, MINORITÉ ; — origine, 83 ; —
— se manifestent, 84 ; — élection des
dép., 85 ; — obstacle au succès du
concile, 321 ; — légitimité, 335 ; — repré-
sentation des divers pays dans chaque
parti, 338 ; — relations réciproques,
371 ; — attitude du pape, 372.

PATRIARCHES, au concile : par pays, 45.

PATRIZI (Card.) : pour la déf., 196.

PAYA Y RICO (M^{gr}), év. de Cuenca : sur le
Petit Catéchisme, 742.

PÉREZ FERNANDEZ (M^{sr}), év. de Malaga : sur le Petit Catéchisme, 281.

PÉROU : difficultés des synodes, 227.

PIE IX : discours à la séance présynodale, 10; — à la première session, 32; — la profession de foi, 141; — attitude envers M^{sr} Dupanloup, 92; — envers les partis au concile, 372; — ses intentions sur le concile d'après Friedrich, 372 (2); — ses paroles à l'exposition de l'art chrétien, 376; — attitude envers M^{sr} Haynald, 377 (3); — envers M^{sr} Audu, 416.

PIE (M^{sr}), év. de Poitiers : pour la déf., 97, 180 (1), 343, 371 (3).

PIETRO (Card. di) : sur la déf., 196; — sur le projet de réforme des cardinaux, 212; — voir aussi 96.

PLACE (M^{sr}), év. de Marseille : sur le règlement, 58; — anti-infaillib., 186 (3).

PLANTIER (M^{sr}), év. de Nîmes : pour la déf., 339, 340, 371 (3); — voir aussi 39, 98.

PLUYN (M^{sr}), év. de Tyane i. p. i : délégué apostolique à Constantinople, 422; — visiteur du couvent arménien à Rome, 424 sq.; — voir aussi 99.

PORTUGAL : au concile, 46.

POSTULATS : voir CONGRÉGATION DES P.

POUVOIRS TEMPORELS du pape, 318.

PRAGUE : adresse de l'Université, 190.

PRÉSIDENTS des congrégations générales : (Présidents du concile) : nomination, 11; — délibération sur un changement de règlement, 290; — leur réponse à la protestation contre le décret du 20 fév., 307.

PRÉSYNODALE (la séance) : 9; — allocution du pape, 10; — nomination des présidents et officiers du concile, 11.

PRIMATS (les) au concile : par pays, 43.

PRIMATIAUX (les sièges) : au concile, 37.

PRIMAUTÉ (la) dans le schéma primitif *De Ecclesia Christi*, 318.

PROPOSITION (droit de) : voir INITIATIVE (droit d').

PUECHER-PASSAVALLI (M^{sr}), év. d'Iconium

i. p. i., prêche à la session d'ouverture du concile, 28 sq.

PURCELL (M^{sr}), archev. de Cincinnati : anti-infaillib., 367; — soutient M^{sr} Dupanloup contre M^{sr} Spalding, 403.

R

RAESS (M^{sr}), év. de Strasbourg : sur le *de doctr. cathol.*, 147; — sur le règlement, 147; — pour la déf., 343; — v. 98.

RAMADIÉ (M^{sr}), év. de Perpignan : sur le *de doctr. cathol.*, 149.

RATIONALISME : condamnation, 103.

RAUSCHER (Card.), archev. de Vienne : chef des anti-infaill. austro-hongrois, 86; — sur le *de doctr. cathol.*, 110 sqq; 161; — agit contre la déf., 185; — vote contre l'introduction de la déf., 191; — sur le Petit Catéch., 260; — sa croyance à l'Inf. du pape, 333; — son attitude, 337; — v. 16, 96, 113 (1).

RÈGLEMENT : voir CONCILE (Règlement du).

RÉGNIER (M^{sr}), archev. de Cambrai : croyance à l'Inf. dans son diocèse, 327; — v. aussi 97.

RÉGULIERS : voir DÉPUTATION DES ORDRES RELIGIEUX.

REISACH (Card. de) : premier président, 11; — sa mort, 126.

RÉSIDENCE (devoir de la) pour les évêques, 202; — motifs de dispense, 203; — avis des Pères, 222.

RÉVÉLATION : possibilité, réalité, 102; — nécessité, 103; — obligation d'y adhérer, 103.

RIARIO SFORZA (Card.) : pour la déf., 196; — v. 96.

RICCARONA (M^{sr}), év. de Trente : pour la déf., 175.

RICCARDO DI NETRO (M^{sr}), archev. de Turin, 190.

RITES ORIENTAUX : voir DÉPUTATION DES R. O.

ROULLET DE LA BOUILLERIE : voir BOUILLERIE.

ROUMANIE : au concile, 45, 46

RUSSIE : au concile, 47.

S

SACRÉ-COLLÈGE : proposition de réforme, 210 ; — opposition, 212 ; — doit-il être pris dans toute l'Eglise, 211 (2).

SAINT-MARC (M^{gr}), archev. de Rennes : pour la déf., 339, 340 ; — v. 98.

SALZANO (M^{gr}), év. de Tanis i. p. i., 148.

SANGUINETI : sur le droit d'initiative, 65, 66.

SCHEEBEN (Prof.) : sur le secret au concile, 75 sq.

SCHÉMAS : ce qu'ils sont, 54 ; — faut-il les communiquer tous en même temps ? 69, 115, 157, 232 ; — nécessité et but des schémas, 150 sqq.

SCHÉMA *De Doctrina Catholica* distribution, 82 ; — résumé, 101 sqq ; — discussion, 109 sqq, 145 sqq ; — renvoi à la Dép. de la foi, 158 ; — discours de Franzelin, 162 sqq.

SCHÉMA primitif *De Ecclesia Christi* : distribution, 316 ; — résumé, 317 sqq

SCHÉMA *De Episcopis, de Synodis et de Vicariis generalibus* : résumé, 201 sqq ; — discussion, 209 sqq ; — renvoyé à la Dép. de la disc., 236.

SCHÉMA *De Sede Episcopali vacante* : résumé, 205 sq ; — discussion, 217 ; — renvoyé, 236.

SCHÉMA *De vita et honestate clericorum* : résumé, 237 sq ; — discussion, 239 ; — critique de M^{gr} Bravard, 235.

SCHÉMA *De Parvo Catechismo* : résumé, 256 ; — annotations, 257 ; — discussion, 258 ; — renvoyé, 282.

SCHERR (M^{gr}), archev. de Munich : sur le règlement, 60 ; — le Petit Catéch., 276 ; — son attitude, 357 ; — v. 87

SCHULTE (Prof.), 91, 190.

SCHWARZENBERG (Card.), archev. de Prague : sur le règlement, 60 ; — réponse du pape, 67 ; — contre la déf., 86 sq ; — sur le *de Episcopis*, 210 ; — la juri-

diction illimitée des évêques, 365 ; — inopportunité de la déf., 372 ; — voir aussi 185, 190

SCIENCE : rapport avec la foi, 403 ; — son rôle d'après M^{gr} Greith, 136 ; — la « scientia libera » au concile, d'après Friedrich, 150.

SECRET (la loi du) au concile : règlement, 53 ; — pétition pour l'adoucir, 59 ; — indignation de la presse libérale, 74 ; — Scheeben à ce sujet, 75 sq ; — les journaux catholiques à ce sujet, 76 sqq ; — nouvelle recommandation, 199 sq.

SENESTRÉY (M^{gr} de), év. de Ratisbonne : aux élections des Dép., 88 ; — pour la déf., 173, 338 ; — son zèle particulier, 368 ; — voir aussi 179, 341.

SESSIONS PUBLIQUES : *Première* : 8 déc. 1869 ; entrée des Pères, 20 sq ; — ordre des places, 23 sq ; — sermon d'ouverture, 28 sq ; — l'obédience, 50 sq ; — prières, 51 ; — allocution du pape, 52 ; — lecture du décret d'ouverture, 53 ; — *Deuxième* : la profession de foi, 159 sq ; — v. aussi 97.

— d'après le règlement du concile, 56.

SIMOR (M^{gr}), archev. de Gran : anti-inf., 86 ; — sur les adresses pour la déf., 184 (4) ; — la résidence des év., 222 sq ; — les synodes provinciaux, 224 ; — le *de Episcopis*, 235 ; — la vie commune des prêtres, 240 ; — le Petit Catéch., 260 ; — voir aussi 17, 97, 217.

SOLA (M^{gr}), év. de Nice : et le Petit Catéch., 267, 275.

SPACCAPIETRA (M^{gr}) archev. de Smyrne : sur le *de doctr. cath.*, 115, 161 ; — le *de Episcopis*, 234 ; — voir 99

SPALDING (M^{gr}), archev. de Baltimore : postulat pour la déf., 180 ; — lettre de protestation à M^{gr} Dupanloup, 400 sqq. ; — constance d'attitude, 405 ; — voir aussi 97, 191.

SPILOTROS (M^{gr}), év. de Tricarico : 99, 148.

STAHL (M^{gr}), év. de Würzburg : pour la déf., 338 ; — voir 98, 341.

STÉFANIAN, théologien de M^{gr} Bahtirian : son rôle, 425 sq.

STÉFANOPOLI (M^{gr}), archev. de Philippi. i. p. i., sur le bréviaire des Orientaux, 243.

STÉNOGRAPHES (les) du concile, 13; — fonctionnement, 14 sqq; — exactitude, 17; — le discours de M^{gr} Casan-gian, 438 sqq.

STROSSMAYER (M^{gr}), év. de Diakovâr : sur le règlement, 58, 60; — contre la suscription des décrets, 71, 117; — interruption, 119; — sur le *de Epis-copis*, 210 sqq., 216; — la nomination des év., 218; — les synodes provinciaux, 226; — la périodicité des conciles, 229; — sur les rapports avec les princes, 235; — défend le clergé français, 252; — son attitude, 358; — son mécontentement du concile, 363; — voir aussi 81 (1), 136 (3), 185.

SUISSE : au concile, 46.

SUSCRIPTION des décrets du concile : voir DÉCRETS DU CONCILE.

SYNODES DIOCÉSAINS : projet, 205; — avis des Pères, 223; — rareté, 224 sq; — motifs 225; — difficultés au Pérou, 227.

SYNODES NATIONAUX : vœu à ce sujet, 228 sq.

SYNODES PROVINCIAUX : leur législation, 204; — motif de leur rareté, 224 sq; — l'examen de leurs actes à Rome, 226.

SYRIENS-UNIS : agitation pendant le concile, 415 sqq.

T

TAUFFKIRCHEN (Comte de), ambassadeur de Bavière à Rome : attitude envers la déf., 178 sq.

« TIMES » : lettre contre le concile, 358 sqq.

TIZZANI (M^{gr}), archev. de Nisibe i. p. i., sur le *de doctr. cath.*, 113; — son discours d'après Friedrich, 114 (1).

TRADITIONALISME : sa condamnation, 103

TRADUCIANISME : vœu pour sa condamnation, 129.

TRENTE (concile de) : la suscription de ses décrets, 117; — règle d'interprétation de ses décrets, 163; — voir aussi 167, 168, 188, 199 sq.

TREVISANATO (Card.), patriarche de Venise : sur le *de doctr. cath.*, 129, 161.

TURQUIE : au concile, 46.

U.

« UNIVERS » (L') et les controverses sur l'Inf., 388.

URQUINAONA (M^{gr}), év. des îles Canaries : sur le Petit Catéchisme, 272.

V.

VALDIVIESO (M^{gr}), archev. de Santiago : pour la déf., 194.

VALENZIANI (M^{gr}), év. de Fabriano et Matelica : 33, 141; — visiteur des moines arméniens, 429 sq.

VALERGA (M^{gr}), patriarche de Jérusalem : sur le *de doctr. cathol.*, 143 sqq., 161; — pour la déf., 194; — sur le gallicanisme, 351; — avis sur les moines Antonins, 423; — v. aussi 96, 99.

VALLE (M^{gr} del), év. de Huanuco : sur le *de doctr. cathol.*, 149, 161; — sur le clergé français, 250.

VANCSA (M^{gr}), archev. de Siebenbürgen : sur le *de doctr. cathol.*, 116, 161.

« VATICAN » (The), supplément à la revue catholique « Tablet » pour les événements du concile : 92 (1), 334, 350 (6).

VÉROT (M^{gr}), év. de Savannah : sur le *de doctr. cathol.*, 127 sq., 161; — sur la vie des clercs, 240; — les erreurs du bréviaire, 245; — sur le baïanisme et M^{gr} Gastaldi, 248; — sur le Petit Catéchisme, 268

VESPIGNANI, architecte de la salle du concile, 24, 26.

VEUILLOT (Louis) : et M^{gr} Dupanloup, 345 (†).

VICAIRES CAPITULAIRES : projet sur les vic. cap., 206 sq. ; — M^{gr} Darboy défend les vic. cap. français, 230.

VICAIRES GÉNÉRAUX : projet, 203 ; — avis des Pères du C., 223.

VIE COMMUNE des prêtres : 240 sqq.

VITELLESCHI (M^{gr}) : voir NOBILI VITELLESCHI.

VOTE : dans les sessions publiques, d'après le règlement, 36 ; — dans les congr. gén., d'après le décret du 20 fév., 304

sq. ; — la question de l'unanimité morale dans le vote en congr. gén., 306 sq.

W.

WICART (M^{gr}), év. de Laval : sur l'attitude de M^{gr} Dupanloup, 348 sq.

Z.

ZWERCER (M^{gr}), év. de Seckau : pour la déf., 173 ; — sur les synodes diocésains, 224 ; — v. 98, 175.



TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE

Les chiffres renvoient à la pagination de l'édition française. — La pagination de l'édition originale allemande est indiquée entre [] au bas des pages françaises. — Le signe // intercalé dans le texte indique l'endroit où commencent et finissent les pages allemandes.

Le présent volume contient la première moitié du *Tome second* de l'édition allemande; la seconde moitié (pp. 361-729) forme le troisième volume de l'édition française chaque volume français est pourvu de tables complètes et indépendantes.

LIVRE PREMIER.

Depuis l'ouverture du concile jusqu'au décret du 20 février sur l'ordre des travaux.

CHAPITRE I. — L'arrivée des Pères à Rome et la réunion présynodale p. 7

Prières préparatoires à Rome. — Logement des Pères du concile. — Assemblée préliminaire. — Nomination des cardinaux présidents et autres dignitaires du concile. — Prestation du serment. — Le service des sténographes. — Leur méthode de travail. — Excellence de leur travail.

CHAPITRE II. — Ouverture du concile. — Première session publique p. 19

Clôture de la neuvaine préparatoire. — Ouverture du concile : la foule à Saint-Pierre. — Entrée des Pères dans la salle du concile. — Le cortège des Pères. — La salle du concile. — Placement des Pères. — Ornementation de la salle. — Grand' messe d'ouverture. — Discours de M^{sr} Puecher Passavalli. —

Cérémonie de l'obédience. — Prières d'ouverture. — Allocution du pape. — Décret d'ouverture. — Retour des Pères.

CHAPITRE III. — Le nombre des Pères. — Œcuménicité du concile du Vatican p. 37

Nombre des Pères. — Nombre de ceux qui avaient le droit d'y assister. — Variation dans le nombre. — Nombre au moment de la troisième session publique et après. — Notion et conditions de l'œcuménicité d'un concile. — Œcuménicité du concile du Vatican. — Nombre des membres des conciles antérieurs. — Comparaison avec le concile du Vatican. — Répartition des Pères dans l'univers. — Nouveaux sièges depuis le concile précédent. — M^{sr} Gibbons et le nombre des évêques de langue anglaise. — État comparé des évêques des divers pays de l'Europe. — D'où vient la prédominance des Italiens.

CHAPITRE IV. — Le règlement du concile. — La constitution pontificale *Multiplikes inter*. — Accueil fait à ce règlement et observations présentées par les Pères p. 51

Le règlement du concile d'après la constitution *Multiplikes inter*. — Exhortation à la sainteté de vie. — Le droit d'initiative. — Congrégation pour l'examen des propositions dues à l'initiative privée. — Prescription du silence. — Les fonctionnaires du concile feront serment de l'observer. — Ordre des places. — Juges des excuses, des plaintes et différends. — Les fonctionnaires subalternes du concile. — Les congrégations générales : leurs présidents et l'ordre qu'ils doivent observer dans la proposition des questions à traiter. — Manière de présenter les schémas déjà préparés. — Ordre à garder pour les orateurs. — La discussion, clôture ou renvoi à une députation. — Tâche de la députation et continuation de la discussion. — Vote. — Les sessions publiques. — Suscription des décrets. — Vote final et approbation du pape. — Les Pères sont tenus de rester au concile. — Décisions sur les revenus des bénéfices à percevoir par les Pères et les fonctionnaires du concile. — Les Pères furent-ils mécontents que le pape eût tracé un règlement sans les consulter? — Lettre de vingt Pères au pape. — Réponse du pape. — Lettre de vingt-six Pères sur le droit d'initiative. — Le véritable sens de la décision en question. — Réponse du pape. — Mémoires des consultants sur le droit d'initiative. — Rapport d'Héféle. — Sanguineti. — Le pape nomme une congrégation pour examiner les projets déposés. — Il répond à la lettre des évêques. — Troisième lettre de vingt-huit Pères et propositions au sujet du règlement. — Réponse du pape. — Discours de M^{sr}

Strossmayer à la congrégation générale sur la formule d'introduction des décrets. — Il propose la formule de Trente. — Pourquoi l'on choisit la formule usitée dans d'autres conciles. — Opinion de Galeotti et d'Héfelé. — Hinschius est de leur avis. — Paroles de M^{re} Fessler à ce sujet. — Les journaux et la loi du secret.

CHAPITRE V. — Les premières congrégations générales. — Nomination des membres de la Congrégation pour l'examen des *postulata*. — Election des commissions et députations p. 79

La 1^{re} congrégation générale. — Particularités propres à toutes les congrégations générales. — Allocution du premier président. — Proclamation des membres nommés par le pape dans la congrégation pour l'examen des *postulata*. — Election des juges des excuses. — Projet de M^{re} Kenrick. — Proposition des présidents. — Election des juges des plaintes et différends. — Distribution du schéma de la première constitution dogmatique. — On annonce des élections pour les quatre députations : on les répartit entre plusieurs congrégations générales. — Proclamation du résultat des premières élections. — Les élections pour les députations. — Le pape nomme les présidents des députations. — Distribution de la bulle sur les censures. — Préliminaires de l'élection des députations. — Divergences d'opinions sur la définition de l'infailibilité du pape. — Groupement des électeurs. — Adversaires de la définition. — Ses partisans. — Réunion de ces derniers et leur résolution. — Listes des deux groupes. — L'élection : elle est favorable aux partisans de la définition. — Fausse explication qu'en donnent les ennemis du concile. — Appréciation de Friedrich sur la conduite de la majorité. — Quelques évêques de la minorité sont mécontents des élections. — Membres nommés par le pape dans la congrégation pour l'examen des *postulata* ; membres élus des commissions et députations.

CHAPITRE VI. — Le schéma de la constitution dogmatique sur la Doctrine catholique contre les multiples erreurs rationalistes p. 101

Aperçu des dix-huit chapitres du schéma. — Annotations mises à la suite du schéma.

CHAPITRE VII. — Les débats sur le schéma de la constitution dogmatique *De Doctrina catholica* jusqu'au 4 janvier p. 109

La quatrième congrégation générale. — Remarque du président au sujet de la salle. — Discours du cardinal Rauscher

sur le schéma. — Quelques observations à ce sujet. — Discours de M^{gr} Kenrick et de M^{gr} Tizzani. — Friedrich et ce dernier discours. — Discours de NN. SS. Apuzzo, Spaccapietra, Pace-Forno et Connolly. — La cinquième congrégation générale. — Discours de M^{gr} Vancsa. — Discours de M^{gr} Strossmayer. — Les présidents l'interrompent. — Remarques à ce sujet. — Discours de M^{gr} Ginoulhiac et de M^{gr} Caixal y Estrade. — Appréciation des discours hors du concile. — La sixième congrégation générale. — Mort du premier président, le cardinal de Reisach. — Son successeur le cardinal de Angelis. — Discours de NN. SS. Vérot — Gastaldi — Trevisanato — Hassun. — Septième congrégation générale. — Discours de NN. SS. Bernadou — Doney — Baillès — Gandolfi — Martin — Ferré — David — Greith. — Rectification d'une erreur courante sur le discours de M^{gr} Greith.

CHAPITRE VIII. — Deuxième session publique . . p. 139

Coutume de la profession de foi dans les conciles. — Cérémonies de la session. — La profession de foi des Pères.

CHAPITRE IX. — Reprise des débats sur le schéma de la constitution dogmatique *De Doctrina catholica*, p. 143

Discours de NN. SS. Valerga, Landriot, Dechamps, Raess, Salzano, Spilotros, Meignan, Ramadié, del Valle, Khayatt. — Remarque de Friedrich sur ce dernier discours. — Discours de M^{gr} Haynald ; ses critiques contre M^{gr} Martin et M^{gr} Raess. — Discours de M^{gr} Papp-Szilágyi. — Le schéma est renvoyé à la Députation de la foi.

CHAPITRE X. — Coup d'œil général sur les débats du premier schéma. — Réponses de Franzelin devant la Députation de la Foi p. 159

Nombre et nationalité des orateurs. — Leur accord sur le contenu du schéma. — Leur divergence d'opinion sur le schéma lui-même. — Critiques de détail. — Discours de Franzelin sur la disposition des matières et sur la forme du schéma. — Décision de la Députation de la foi.

CHAPITRE XI. — Le projet de définition de l'Infaillibilité pontificale et les contre-projets. — Décision de la Congrégation pour l'examen des postulats. p. 171

La question de l'infailibilité du pape depuis l'annonce du concile. — M^{gr} Dechamps propose de définir cette doctrine. — Supplique des théologiens de l'Université de Louvain. — Les

évêques de Belgique. — Etat d'esprit des Pères du concile sur cette question. — Pourparlers des partisans de la définition. — Projet de postulat; énoncé des motifs. — Agitation qu'il provoque. — Le comte de Tauffkirchen. — Grand nombre des signataires. — Autres adresses. — Adresse motivée des évêques américains. — M^{gr} Dechamps et les propositions de M^{gr} Maret. — M^{gr} Manning propose des additions au schéma de *Ecclesia*. — Remise du projet de définition de l'infaillibilité.

Origine des cinq contre-projets. — Nombre des signatures. — Leur contenu. — Le cardinal Schwarzenberg les fait parvenir à la Congrégation des postulats. — Adresse des professeurs de Prague au cardinal. — Séance de la Congrégation pour l'examen des postulats. — Avis de ses membres : le cardinal Rauscher — M^{gr} Cesia. — M^{gr} Martin. — M^{gr} Dechamps. — M^{gr} Manning. — M^{gr} Giannelli. — M^{gr} Franchi. — M^{gr} Apuzzo. — M^{gr} Valdivieso. — M^{gr} Guibert — Le patriarche Valerga — M^{gr} Jussef. — Les cardinaux Antonelli. — Moreno. — Barili. — Cullen. — de Bonnechose. — Riario Sforza. — Corsi — de Angelis. — di Pietro. — Patrizi. — Décision de la Congrégation des postulats

CHAPITRE XII. — Les deux schémas de constitution disciplinaire sur les évêques et sur le temps de la vacance des sièges épiscopaux. — Premiers débats du concile à ce sujet p. 199

Avertissement du premier président au sujet du secret à garder sur les projets et les affaires du concile. — Avis touchant la brièveté dans les discours. — Résumé des deux schémas proposés. — Grand nombre des orateurs. — Énumération d'après les pays. — Discours du card. Schwarzenberg : il propose un décret de réforme sur le collège des cardinaux. — M^{gr} Strossmayer l'appuie. — Le cardinal di Pietro le combat. — Les devoirs des évêques : M^{gr} Melchers. — L'autorité des évêques. — La nomination aux sièges épiscopaux : M^{gr} Ketteler; Melchisedechian; Strossmayer. — Le devoir de la résidence. — Nombre des vicaires généraux. — Les synodes diocésains et provinciaux. — M^{gr} Moreyra au sujet de son diocèse, au Pérou. — Les conciles généraux. — M^{gr} Strossmayer sur la périodicité des conciles œcuméniques. — Discours de M^{gr} Darboy — Les relations des évêques et des puissances séculières. — Renvoi des schémas à la Députation de la discipline.

CHAPITRE XIII. — Le schéma de *Vita et honestate clericorum*. — Discussion du schéma p. 237

Matières traitées dans le schéma. — Nombre des orateurs. — Avis de M^{gr} Simor. — La vie commune des prêtres. —

M^{gr} Martin et M^{gr} Melchers sur ce sujet. — M^{gr} Nasarian sur le célibat des clercs — Controverse sur l'obligation pour le clergé oriental de réciter le bréviaire. — NN. SS. Papp-Szilágyi, Nasarian et Stefanopoli sur ce sujet. — Projet de ce dernier. — Le bréviaire romain : NN. SS. Haynald, Vérot, Gravez. — La chasteté des prêtres : M^{gr} Dinkel. — M^{gr} Martin met en garde contre la tendance à plaire aux gouvernements. — Il désire pour les prêtres la permission de porter la barbe. — Incident théologique entre M^{gr} Vérot et M^{gr} Gastaldi. — M^{gr} Bravard fait l'éloge du clergé de France, qu'il croit attaqué par M^{gr} del Valle. — M^{gr} Strossmayer l'appuie. — Remarque de M^{gr} Bravard sur le schéma. — M^{gr} Gravez lui répond.

CHAPITRE XIV. — Le schéma du *Petit Catéchisme* : sa première discussion p. 256

Le contenu du schéma. — Les orateurs. — Le cardinal Mathieu. — Le cardinal Rauscher. — M^{gr} Simor. — M^{gr} Guibert. — Raisons d'avoir des catéchismes différents. — M^{gr} Dupanloup. — Ses arguments particuliers ; le schéma blesse le droit des évêques. — M^{gr} Nobili Vitelleschi et M^{gr} Ballerini lui répondent. — NN. SS. Ballerini, Elloy, Sola, Vérot, de la Bouillerie, Jans, Keane, parlent pour le schéma. — NN. SS. Desprez, Magnasco, Urquinaona, Sola et d'autres réfutent les raisons opposées. — Opinion de M^{gr} David. — M^{gr} Scherr. — M^{gr} Dinkel. — M^{gr} Eberhard. — Discours de M^{gr} Haynald ; il défend les observations faites par M^{gr} Dupanloup. — Il défend son opinion sur le bréviaire, que l'on a mal interprétée. — Interruption de son discours par le président. — M^{gr} Perez Fernandez montre la stérilité des débats. — Renvoi du schéma à la Députation.

CHAPITRE XV. — Le décret du 20 février détermine avec plus d'exactitude l'ordre des travaux. — Comment il est accueilli p. 284

Stérilité des premiers travaux du concile. — Sa raison dans les divisions sur l'infailibilité. — Mécontentement chez les Pères : discours de M^{gr} Garcia Gil. — Adresses de Pères demandant d'abrégier les discussions. — Délibération des présidents sur ce sujet. — Le décret du pape modifiant le règlement : articles. — Avantages de ce nouveau règlement. — Adresses de protestation. — Lettre de trente évêques français : contenu et réfutation. — Réponse des présidents. — Autres lettres. — Attaques à l'extérieur du concile. — La mauvaise foi des adversaires : lord Acton. — Interruption des congrégations générales.

LIVRE DEUXIÈME.

*De la promulgation du décret du 20 février
à la troisième session publique.*

- CHAPITRE I. — Intervalle entre la vingt-neuvième et la trentième congrégation générale. — Le schéma primitif de la constitution dogmatique *de Ecclesia Christi*. p. 315

Fin de la première période du concile. — Interruption des congrégations générales ; ses motifs. — Travaux des Pères ; leurs observations sur le projet de constitution *De Ecclesia* ; sur le chapitre additionnel relatif à l'infaillibilité. — Publication indiscreète de ce schéma. — Émotion générale. — Contenu du schéma.

- CHAPITRE II. — Origine des controverses sur l'Infaillibilité pontificale. p. 321

Dissentiment des Pères sur la question de l'infaillibilité. — Son importance dans la vie du concile et au dehors. — Origine de la controverse sur l'infaillibilité : le grand schisme d'Occident. — Le concile de Constance ; de Bâle. — Diffusion de cette erreur en France. — Les jansénistes et la Sorbonne. — L'assemblée du clergé de 1682. — Les quatre articles. — Appui du gouvernement français. — État d'esprit en France sur ce sujet à la veille du concile. — L'erreur anti-infaillibiliste en Allemagne. — Le josphisme en Autriche. — État de la théologie en Allemagne et en Autriche avant le concile du Vatican. — La doctrine de l'infaillibilité pontificale dans ces deux pays. — Décisions antérieures des papes sur la négation de cette doctrine.

- CHAPITRE III. — Les deux partis au concile du Vatican. p. 333

Légitimité de la formation de partis au concile. — Il s'agissait moins de la doctrine que de l'opportunité d'une définition. — Dangers certains de cette définition. — Les adversaires du concile et la minorité. — Comment l'Allemagne, l'Autriche et la France se divisent en deux partis. — Parmi les évêques français, les deux tiers sont pour, un tiers contre la promul-

gation du dogme. — La minorité. — Zèle de M^{sr} Dupanloup : ses motifs. — Moyens employés par lui. — Jugement défavorable sur ses efforts. — M^{sr} Wicard et M^{sr} Dupanloup. — Chercha-t-il à faire intervenir le gouvernement dans la marche du concile? — Résistance d'évêques français à la définition, résistance causée par le patriotisme. — M^{sr} Darboy. — Ses tendances libérales. — Son importance parmi les évêques de la minorité. — Son attitude au concile et son mécontentement. — Sa correspondance avec Napoléon III. — A-t-il encouragé le souverain à retirer de Rome les troupes françaises? — Jugement d'Emile Ollivier sur les évêques français de la minorité. — Attitude honorable des évêques allemands de la minorité. — M^{sr} Haynald. — M^{sr} Strossmayer. — Avec M^{sr} David, il félicite le Père Gratry. — Lettres hostiles au concile dans le *Times* et le *Journal des Débats*. — Mécontentement des évêques de la minorité. — Lettre adressée par huit d'entre eux aux présidents du concile. — Observation sur cette lettre. — Préten-tions exagérées de quelques évêques. — Le cardinal Schwarzenberg. — M^{sr} Cullen. — Mornes dispositions de la minorité en février et en avril. — Le bruit se répand que les débats sur l'infaillibilité vont commencer aussitôt : lettre de M^{sr} Dupanloup. — Quatre évêques américains sur la rumeur d'une définition imminente par acclamation. — La majorité au concile : M^{sr} Manning et M^{sr} Senestrey. — M^{sr} Manning et la doctrine de l'infaillibilité. — Ses aptitudes spéciales pour sa tâche au concile du Vatican. — Relations entre les évêques des deux partis. — Le pape et les partis. — Son impartialité. — Lettres du Souverain Pontife aux écrivains défenseurs de l'infaillibilité et aux signataires d'adresses en faveur de la proclamation. — Le pape dans ses conversations et ses discours publics. — A l'ouverture de l'exposition de l'art chrétien. — Motifs de douleur et de soucis pour Pie IX.

CHAPITRE IV. — Continuation de la controverse entre M^{sr} Dupanloup et M^{sr} Dechamps. — Ses ramifications. p. 379

Premiers écrits des deux évêques. — M^{sr} Dupanloup et sa lettre du 17 janvier 1870 : il explique son silence. — Interprétations données à sa lettre. — Réponse de M^{sr} Dechamps : la question de l'*imprimatur*. — M^{sr} Dupanloup publie alors sa brochure : *Réponse à M^{sr} Dechamps*. — Il précise d'abord la question. — Difficultés théologiques et historiques de la question. — Réfutation. — L'argument de M. de Maistre : objection de M^{sr} Dupanloup et réponse de M^{sr} Dechamps. — Les périls de la définition. — M^{sr} Dupanloup se disculpe d'avoir engagé la controverse. — Il réfute les quatre arguments de M^{sr} Dechamps. — Ce qu'il faut penser de « la situation présente ». —

L'infailibilité n'est pas l'objet du concile. — *Réponse* de M^{gr} Dechamps. — Pourquoi il a pris la plume au début de la controverse. — Nécessité de la définition. — La tradition universelle sur cette doctrine. — Lettre de M^{gr} Bonjean, vicaire apostolique de Jaffna, à M^{gr} Dupanloup; il affirme que la définition de l'infailibilité sera bien accueillie par tous les Hindous. — Adresse de vingt-deux évêques à l'*Univers* dans le même sens. — Adhésion de M^{gr} Barbero. — Lettre de M^{gr} Ebedjesu Khayatt sur l'adhésion des Chaldéens à l'infailibilité. — Importance de ces témoignages. — Craintes pour les catholiques d'Europe : ce qu'il faut en penser. — Extension de la controverse. — M^{gr} Macedo Costa. — M^{gr} Spalding et M^{gr} Dupanloup. — M^{gr} Pierre Kenrick et M^{gr} Purcell. — L'opinion sur l'infailibilité de M^{gr} Patrick Kenrick. — Une prophétie sur les conséquences funestes de la définition.

CHAPITRE V. — Les troubles de l'Eglise orientale pendant le concile p. 410

Communautés des Grecs-unis. — Le mode d'élection des patriarches et des évêques. — Intervention du pape. — La bulle *Reversurus* pour les Arméniens. — La bulle *Cum ecclesiastica disciplina* pour les Chaldéens. — Opposition des Arméniens. — Soulèvement à Constantinople. — Opposition des Chaldéens. — Le patriarche chaldéen, M^{gr} Audu. — Son discours à la congrégation générale. — Le patriarche arménien agit contre les révoltés de Constantinople. — Le pape envoie un délégué. — Obstination des révoltés. — Les moines de l'ordre de Saint-Antoine et les révoltés. — Leur abbé général, M^{gr} Casangian. — Leur couvent de Rome. — Ils repoussent le visiteur apostolique. — Incident de M^{gr} Bahtiarian et de son secrétaire Stéfanian. — La curie procède contre le couvent arménien. — Résistance des moines. — Intervention de l'ambassadeur de Turquie. — Récit de Friedrich. — Le récit d'Ollivier. — Refus de recevoir un nouveau visiteur apostolique. — Fuite des moines. — Attitude des évêques français de l'opposition. — M^{gr} Casangian demande à quitter le concile. — Il est éconduit. — Sa fuite. — Sa lettre au concile. — Lettre de M^{gr} Melchers à M^{gr} Hassun. — Réponse de M^{gr} Hassun. — Le *Giornale di Roma* et l'affaire du couvent arménien. — M^{gr} Casangian à Constantinople. — Un nouveau schisme arménien. — Retour des néo-schismatiques.

Appendice : Une prétendue falsification du discours de M^{gr} Casangian dans le compte rendu sténographique p. 438

TABLE ANALYTIQUE.	p. 453
TABLE DES MATIÈRES	p. 467

Voir dans le demi-volume additionnel qui termine l'ouvrage entier :

Les plans de la salle conciliaire.

La table par catégories de tous les prélats de l'Eglise catholique
ayant eu droit de vote au concile du Vatican.

La table des évêchés du monde catholique.

La table des congrégations générales.

La table analytique générale de l'ouvrage.



ERRATUM

Pagination
française.

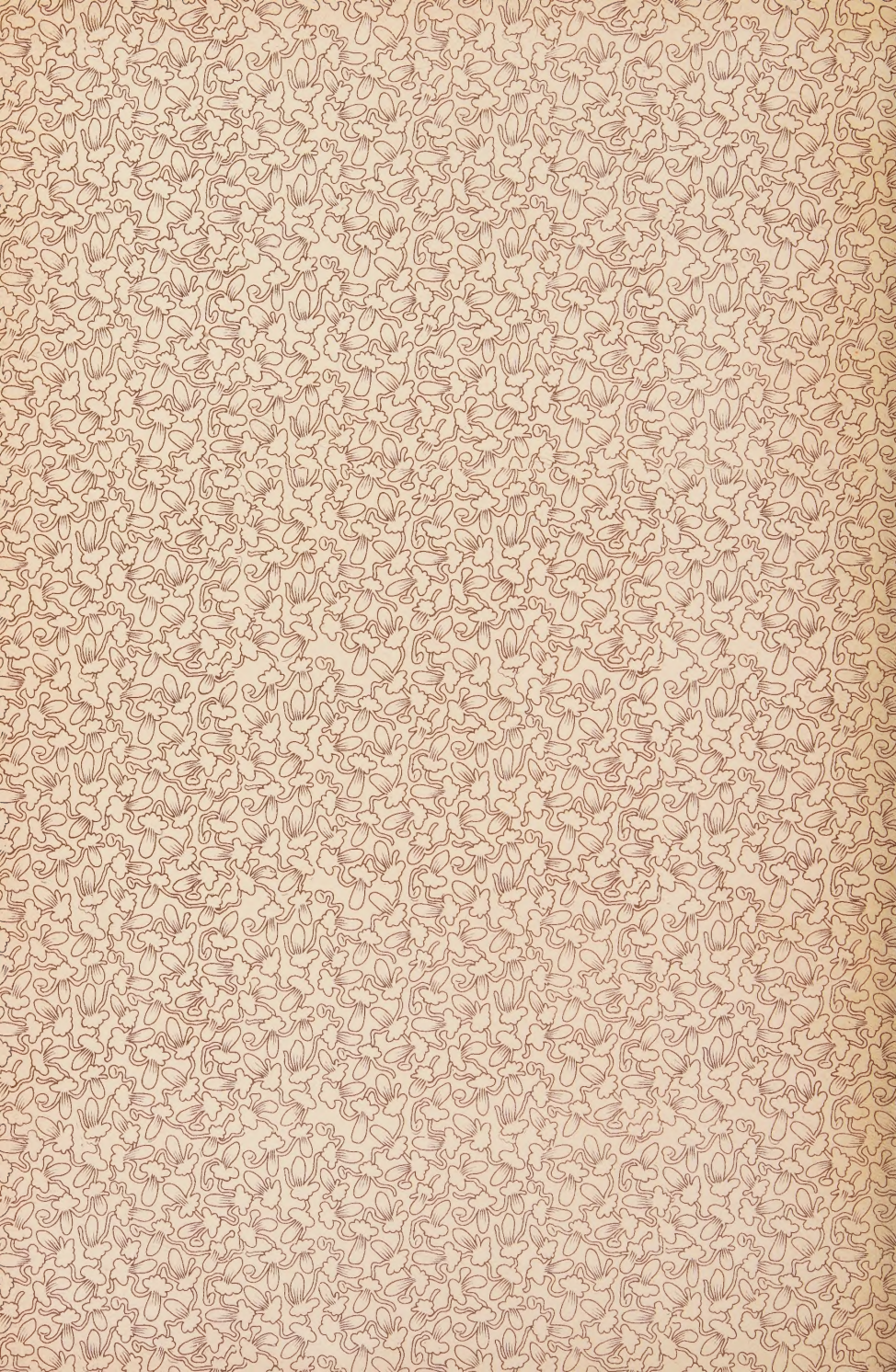
- P. 17 ligne 5 en bas — *loco* Simors *lege* Simor.
116 ligne 5 en bas — *loco* évêque de Tr., *lege* archevêque.
159 ligne 10 — *loco* Bernardou, *lege* Bernadou.
209 ligne 3 — *loco* ne peuvent pas être les mêmes.
lege peuvent ne pas être les mêmes.
255 note 1 *loco* 9 février, *lege* 8 février.
256 ligne 13 — *loco* suffrageants, *lege* suffragants.
291. ligne 3 — *lege* (il) n'y avait personne.
-

IMPRIMATUR

MECHLINIAE, 24 JUNII 1909.

J. THYS, CAN., LIB. CENS.

Cum permissu superiorum.





9413

